N°10
2015-2016

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°10 - SESSION ORDINAIRE 2015-2016

- Suites affaire SREL	p. 371	Sommaire des séances publiques nos 23 à 25	p. 398	23e séance	Jeudi 10 mars 2016
- Radars fixes	p. 385	Sommaire des questions parlementaires	p. Q146	24e séance	Mardi 19 avril 2016
- Code forestier	p. 357			25e séance	Mercredi 20 avril 2016

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

La Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne

Pour une Europe plus sociale et plus solidaire

Les Présidents des Parlements de l'Union européenne réunis au Luxembourg.

Du 22 au 24 mai 2016, la Chambre des Députés a accueilli au Luxembourg la Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne. Cette conférence était le dernier événement organisé dans le cadre du volet parlementaire de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne (UE). Les 28 pays membres de l'UE y étaient représentés ainsi qu'un certain nombre de pays candidats comme l'Albanie, et - pour la première fois en tant qu'invité spécial - la Suisse. En tout 32 Présidents et 8 Vice-Présidents ont participé à la réunion.

Tous les ans, une conférence des Présidents des Parlements de l'UE est organisée par le pays qui assure la Présidence du Conseil de l'Union européenne durant le deuxième semestre de l'année précédente dans le but d'améliorer la collaboration interparlementaire et d'encourager l'échange sur des sujets d'actualité.

Réunis au «European Convention Center» (ECCL) à Luxembourg-Kirchberg, les Présidents de Parlement ont discuté, à l'occasion de quatre sessions de travail, de la gestion des flux migratoires, du renforcement de l'Union européenne, du rôle des Parlements nationaux et de la coopération parlementaire ainsi que de la sécurité des citoyens dans le respect des libertés fondamentales.

Plus de solidarité pour mieux gérer les flux migratoires

Le débat sur la gestion des flux migratoires était particulièrement animé, mettant en évidence les divergences entre les différents pays membres de l'Union européenne sur cette question. La question des quotas de répartition des migrants entre les différents pays européens et la mise en pratique de l'accord avec la Turquie sur l'échange de migrants ont divisé les opinions.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a fait un appel à plus de solidarité: «Le peuple européen est suffisamment fort et courageux pour relever le défi que représentent l'accueil et l'intégration des réfugiés», a-t-il déclaré avant de continuer: «Évitons de construire des barrières et commençons à construire des ponts.» Le Président Di Bartolomeo a sévèrement critiqué la construction de nouveaux murs et de barbelés en Europe. «Si l'Europe devait être une forteresse, cela devrait être une forteresse pour la défense de ses libertés fondamentales.»

Ce constat fut partagé par le Président de la Commission européenne, M. Jean-Claude Juncker, invité pour expliquer la démarche européenne visant une gestion commune de l'afflux des réfugiés. L'action commune doit s'accompagner, selon le Président de la Commission, de possibilités d'immigration légale dans l'UE: «Si nous fermons toutes les portes pour entrer dans la maison européenne, nous ne devons pas nous étonner quand quelqu'un essaie de rentrer par la fenêtre», a-t-il expliqué.

Vers un renforcement de l'Union européenne?

Les problèmes de gestion des réfugiés ont également joué un rôle dans les discussions sur la question d'un renforcement de l'Union européenne lors d'une deuxième session. Une quinzaine de Présidents de Parlement ont signé une déclaration, initiée par les Présidents des Parlements luxembourgeois, italien, allemand et français en septembre dernier, afin de renforcer l'intégration européenne pour faire face aux défis actuels. Si les uns ont plaidé pour «plus d'Europe» - à l'instar de la Présidente de la Chambre des Députés italienne, Mme Laura Boldrini, ou du Président de l'Assemblée nationale française, M. Claude Bartolone -, les autres, comme le Président du Parlement polonais, M. Marek Kuchciński, ont réclamé plus de souveraineté pour les États membres et se sont opposés à ce qu'ils appellent «un super-État fédéral».

«Oui à la coopération, mais non à plus d'intégration», ont également dit les Britanniques en amont du référendum sur le «Brexit», représentés au Luxembourg par la Vice-Présidente de la «House of Commons», Mme Eleanor Laing. Les pays scandinaves comme la Suède se sont montrés sceptiques face à la déclaration.

«Nous engager pour que l'Europe redécouvre sa dimension sociale.»

Quelques points ont néanmoins fait consensus: les Présidents se sont tous dits favorables à rapprocher l'Europe de ses citoyens et à impliquer davantage les Parlements nationaux dans le processus décisionnel. «Notre rôle en tant que représentants du peuple est celui d'œuvrer en faveur d'un rapprochement entre les citoyens et l'UE», a déclaré M. Mars Di Bartolomeo, Président du Parlement luxembourgeois. «Ensemble, nous devons nous engager pour que l'Europe redécouvre sa dimension sociale.»

À la fin de la conférence, les Présidents ont adopté une liste de conclusions communes concernant les sujets à l'ordre du jour notamment en ce qui concerne la gestion de la crise migratoire.

M. Mars Di Bartolomeo et M. Norbert Lammert, Président du Bundestag allemand (à droite) lors de son intervention.

Une visite symbolique à Schengen

«C'est un moment symbolique de voir tous ces Présidents de Parlement réunis à Schengen», s'est réjoui le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo. La visite de l'endroit historique - l'accord de Schengen y ayant été signé en juin 1985 - s'est déroulée le 22 mai 2016, en amont de la Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne, organisée au Luxembourg par la Chambre des Députés.

Lors d'une brève cérémonie, M. Mars Di Bartolomeo, la Présidente de la Chambre des Députés italienne, Mme Laura Boldrini, le Président de l'Assemblée nationale française, M. Claude Bartolone, et celui du «Bundesrat» allemand, M. Stanislaw Tillich, ont fixé un cadenas à l'endroit symbolique avant de lancer les clés de ce cadenas dans la Moselle - message fort et commun en faveur de l'intégration européenne. «Vive Schengen» et «non aux frontières», ont-ils déclaré.

Dans un discours prononcé devant ses homologues, M. Di Bartolomeo a appelé tous les États membres «à unir leurs efforts pour préserver l'espace Schengen et à rétablir au plus vite son fonctionnement normal».

(de gauche à droite) M. Mars Di Bartolomeo, Mme Laura Boldrini, M. Stanislaw Tillich et M. Claude Bartolone

La Présidente du Parlement suisse reçue à la Chambre

Deux pays multilingues qui se distinguent par leur économie ouverte: le Luxembourg et la Suisse ont un bon nombre de caractéristiques en commun. Pourtant, ils pourraient davantage intensifier leur collaboration par exemple dans le domaine de la recherche.

Voici les constats partagés lors d'une visite de travail de la Présidente du Conseil national de la Confédération helvétique, Mme Christa Markwalder, le 25 mai 2016 à la Chambre des Députés. Le Président, M. Mars Di Bartolomeo, l'a reçue pour un échange de vues en présence des membres du Bureau de la Chambre.

Une première à la Conférence des Présidents des Parlements de l'UE

Les discussions ont également porté sur les relations entre la Suisse et l'Union européenne. Dans ce contexte, M. Di Bartolomeo a souligné la présence symbolique de Mme Markwalder à la Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne (UE) organisée les jours précédents au Luxembourg. L'actuelle Présidente du Conseil national était la première représentante suisse à participer à cette conférence qui se tient annuellement dans une autre capitale de l'UE.

Échange sur les suites de la votation suisse sur l'immigration

Les députés luxembourgeois se sont intéressés aux conséquences du référendum de février 2014 lors duquel une majorité des Suisses s'est prononcée en faveur d'une limitation de l'immigration.

Mme Christa Markwalder a expliqué que le Parlement suisse est en train d'élaborer une approche qui devrait permettre de concilier le vote des Suisses en faveur des quotas pour l'accès au marché du travail et le respect des règles sur la libre circulation au sein de l'espace Schengen. Cette approche introduirait une clause de sauvegarde permettant de prendre des mesures appropriées pour remédier à des difficultés économiques et devrait prendre en compte les besoins en main-d'œuvre hautement qualifiée de l'économie suisse.

En Suisse, les résidents étrangers représentent un quart de la population alors que le Grand-Duché compte 46% de résidents étrangers sur son territoire.

Mme Christa Markwalder signe le Livre d'or de la Chambre en présence de Mme Simone Beissel, M. Mars Di Bartolomeo et M. Alex Bodry.

Visite sous le signe de la lutte contre les épidémies

Échange de vues du Dr Mark Dybul (5e de droite) avec le Président de la Chambre et des membres de la commission en charge du développement

Suite à l'annonce du Gouvernement luxembourgeois d'augmenter sa contribution au Fonds mondial pour la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (malaria) de 8% à 2,7 millions d'euros par an, son directeur exécutif, M. Mark Dybul, a été reçu à la Chambre des Députés le 3 mai 2016.

Le Dr Mark Dybul s'est entretenu avec le Président de la Chambre, M. Mars Di Bartolomeo, et avec les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, dont le Président, M. Marc Angel, également ambassadeur spécial du programme ONUSIDA.

Mars Di Bartolomeo: «Les problèmes frappent à notre porte.»

Pour le Président de la Chambre des Députés, le moment est propice pour sensibiliser un plus grand public aux problèmes de santé dans les régions lointaines. «Nous comprenons aujourd'hui plus que jamais que ces problèmes de santé et les conflits actuels sont liés», a estimé M. Di Bartolomeo. «Il s'agit de problèmes que nous ne pourrons plus ignorer plus longtemps parce qu'ils viennent frapper à notre porte.»

Ces propos furent partagés par le Dr Mark Dybul qui a souligné que les contributions du Luxembourg et d'autres pays constituent beaucoup plus qu'une aide au développement, mais «un investissement intelligent pour un monde meilleur et prospère».

L'échange avec les députés a notamment porté sur le rôle des Parlements pour pérenniser l'engagement des États dans le développement.

38 millions d'euros du Luxembourg

Les députés se sont également informés sur la stratégie du Fonds mondial et sur son programme pour les années à venir. Le Fonds mondial est un partenariat qui a pour but d'éliminer les épidémies de sida, de tuberculose et de paludisme d'ici 2030.

Au-delà du financement - le Fonds mondial investit près de 4 milliards de dollars US par an -, l'approche est de travailler en partenariat avec les autorités publiques, la société civile, le secteur privé et la population touchée. Selon ses propres estimations, l'action du Fonds mondial est en bonne voie pour sauver quelque 22 millions de vies d'ici fin 2016.

Le Luxembourg est le troisième donateur par tête d'habitant du «Global Fund» et le 20e en chiffres absolus.

Au total, le Grand-Duché aura contribué à l'action du Fonds mondial à hauteur de 38 millions d'euros, auxquels vient s'ajouter un appui financier à l'assistance technique destinée à des programmes au Salvador, au Kosovo et au Laos.

Visites du «Rehazenter» et du site CFL-Multimodal

La Commission de la Santé reçue au Rehazenter.

Les membres de trois commissions parlementaires ont visité le site CFL-Multimodal.

Les membres de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports ont effectué une visite des infrastructures du Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation le 10 mai 2016.

Les responsables du centre leur ont expliqué en détail le fonctionnement dudit «Rehazenter» qui a ouvert ses portes en 2007 à Kirchberg.

***

En date du 23 mai 2016, la Commission du Développement durable, la Commission de l'Economie et la Commission de l'Environnement ont visité le site CFL-Multimodal situé entre Bettembourg et Dudelange.

Lors de cette visite, les membres de ces trois commissions ont procédé à un échange de vues avec le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, M. François Bausch, et avec les responsables des CFL. Ils ont également pu visiter le terminal existant ainsi que le chantier de la nouvelle plate-forme multimodale.

Pour rappel, l'aménagement de cette nouvelle plate-forme multimodale à Bettembourg/Dudelange a d'ores et déjà fait l'objet de deux lois de financement: la loi du 27 août 2013 ainsi que la loi du 12 avril 2015 modifiant toutes deux la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire, pour des montants respectifs de 182.000.000 et 39.000.000 euros.

Les syndicalistes ont remis leurs revendications au Président de la Chambre.

À la rencontre des manifestants devant la Chambre

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a rencontré le 10 mai 2016 des représentants des secteurs de la santé, des soins et des services sociaux et éducatifs dans le cadre d'une manifestation devant l'Hôtel de la Chambre. Les représentants des syndicats OGB-L et LCGB lui ont remis des revendications que M. Di Bartolomeo s'est engagé à transmettre à l'ensemble des députés.

Dans le cadre des négociations des deux conventions collectives applicables dans les hôpitaux, les secteurs d'aide et de soins et les services sociaux, les salariés réclament une revalorisation de leurs carrières et une transposition de l'accord salarial de la fonction publique dans leurs conventions collectives respectives. Quelque 25.000 salariés sont touchés, selon les syndicats.

Les journalistes plaident pour un rapide accès à l'information

Le Luxembourg figure au 15e rang du classement mondial de la liberté de la presse. Depuis 16 ans, les journalistes luxembourgeois revendiquent un accès plus rapide à l'information auprès des ministères et des administrations publiques. Mais jusqu'à ce jour, leur vœu n'a pas été exaucé de manière satisfaisante.

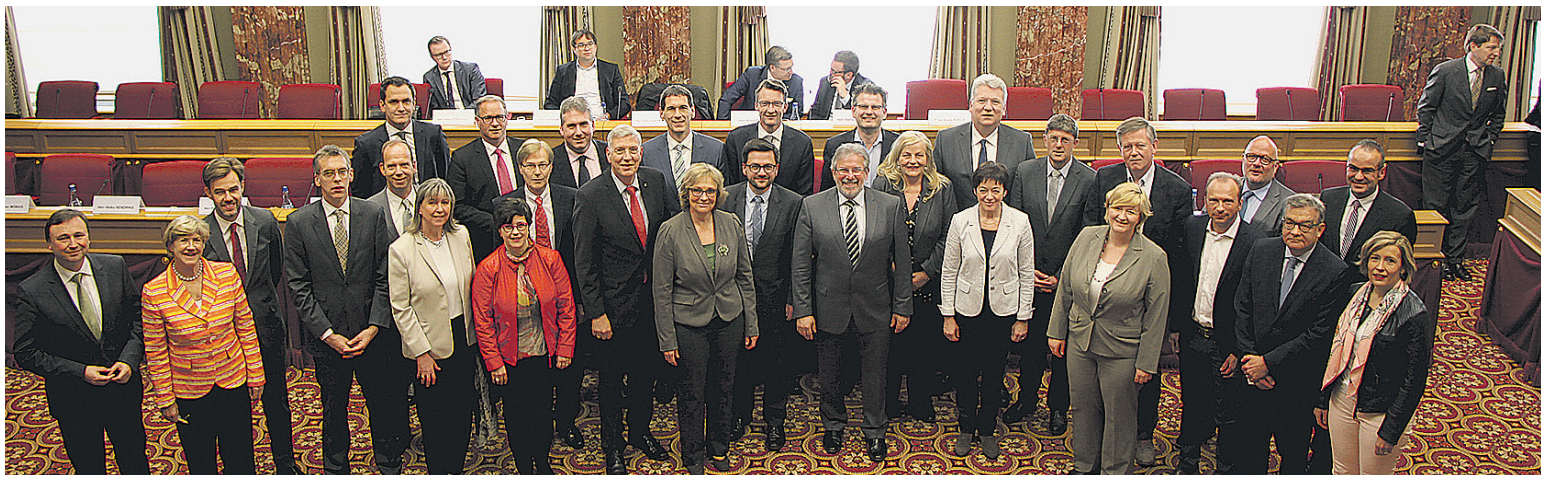
La veille de la Journée mondiale de la liberté de la presse, le 3 mai, des représentants des associations luxembourgeoises de journalistes (ALJ, UJL et SJL) et du Conseil de Presse ont réitéré leur revendication devant le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, qui les a reçus ensemble avec Mme Simone Beissel, la Présidente de la commission en charge des médias.

Cette commission s'est ensuite réunie pour évoquer et pour approfondir le sujet avec une délégation des journalistes, ceci dans le contexte de l'examen du projet de loi 6810 relative à une administration transparente et ouverte.

M. Mars Di Bartolomeo et Mme Simone Beissel ont écouté les doléances des journalistes.

Les lanceurs d'alerte au cœur de l'échange

Différents sujets d'actualité juridique, comme la législation sur les lanceurs d'alerte («Whistleblower»), la protection et la conservation des données ainsi que les mesures antiterroristes ont dominé les discussions lors d'une réunion commune des Commissions juridiques de la Chambre des Députés respectivement du Landtag de Rhénanie-du-Nord-Westphalie le 4 mai 2016.



Les membres des Commissions juridiques de la Chambre et du Landtag de Rhénanie-du-Nord-Westphalie

L'échange a porté principalement sur la législation pour protéger les lanceurs d'alerte. Le Luxembourg fait partie des cinq pays membres de l'Union européenne qui disposent d'une loi en ce sens, loi qui couvre surtout les cas d'alertes sur la corruption, le trafic d'influence et le blanchiment et qui limite la protection aux seules alertes lancées dans le cadre d'une relation de travail.

Selon la Présidente de la Commission juridique de la Chambre des Députés, Mme Viviane Loschetter, la majorité gouvernementale réfléchit à une adaptation de cette législation afin d'intégrer par exemple le domaine de la finance ou de l'environnement. Une réforme pourrait s'inspirer des dispositions irlandaises. Toutefois, le Gouvernement attendra certainement la fin du procès dit «LuxLeaks» avant de proposer un texte afin d'éviter tout amalgame entre le procès en cours et les discussions plus générales sur les lanceurs d'alerte, a ajouté Mme Loschetter. Au cours des discussions, les députés ont souligné qu'il est difficile de trouver un équilibre respectueux des droits à la fois des lanceurs d'alerte et des personnes dont les données sont concernées par une fuite. Par ailleurs, l'Allemagne ne dispose pas de législation en la matière.

Le Président de la Chambre des Députés a reçu…

…S. E. M. Vladimir Radulović, Ambassadeur du Monténégro

…S. E. M. Robert John Marshall, Ambassadeur du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

…S. E. M. David McKean, Ambassadeur des États-Unis d'Amérique

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°10** • SESSION ORDINAIRE 2015-2016

Services de taxis

6588 - Projet de loi portant

a) organisation des services de taxis et

b) modification du Code de la consommation

Le projet de loi a pour objet principal de poser un nouveau cadre légal pour les services de taxis, tant au niveau des entrepreneurs que des chauffeurs de taxis, mais également en ce qui concerne les autorités compétentes pour la gestion administrative du secteur des taxis. Ainsi, la réforme met fin à la compétence communale en matière de délivrance d'autorisations de taxis et crée des licences d'exploitation de taxis qui sont valables dans une des six zones géographiques déterminées par ce projet de loi. La gestion des licences d'exploitation de taxis est assurée de manière centralisée par l'État comme unique instance compétente.

En plus, le projet de loi se propose de réglementer les aspects suivants:

- Il maintient le principe du numerus clausus pour les taxis, c.-à-d. un nombre maximal de taxis par zone géographique en fixant le nombre de licences à un total de 550 licences par rapport aux quelque 520 autorisations d'exploitation de taxis délivrées à ce jour par les communes.

- Il introduit le „taxi zéro émissions" défini comme un taxi n'émettant aucune émission de CO_2 et NOx. Seuls ces taxis peuvent obtenir des licences d'exploitation de taxis dans le futur (limitées à 20 par an) permettant ainsi de contribuer à l'atteinte des objectifs environnementaux des villes imposés par la réglementation européenne et notamment en matière de respect des limites d'émissions NOx.

- Il redéfinit le zonage territorial de sorte que l'ensemble des taxis disposant d'une licence d'exploitation de taxi d'une zone peuvent mettre leurs services à disposition du public à n'importe quel emplacement de stationnement réservé aux taxis situé dans cette zone.

- Il introduit le principe de la liberté tarifaire. Les tarifs appliqués par les taxis ne font plus l'objet d'une réglementation fixant des tarifs maxima. Les tarifs doivent être affichés de manière visible à l'extérieur et à l'intérieur de la voiture. L'usage du taximètre reste obligatoire.

- Le principe de la tête de file est modifié en ce qu'il n'est obligatoire que pour les exploitants et chauffeurs de taxis en ce qui concerne l'avancement de leur voiture dans la file d'attente. Le client quant à lui a le libre choix du taxi et n'est donc pas tenu par le principe de la tête de file, corollaire logique de la liberté tarifaire.

- La prise en charge est réglementée de façon à améliorer pour les clients l'accès aux services de taxis. La prise en charge peut avoir lieu: 1. sur un emplacement de stationnement dans la zone de validité géographique de la licence; 2. en cours de route, sur simple signe du client à 50 m d'un emplacement de taxi et 3. par téléphone ou par écrit. Le lieu de déchargement est libre.

- Il est créé un point de contact unique pour toute réclamation de client.

- La reprise d'activité d'exploitant de taxi est encadrée: les licences qui font l'objet de la reprise peuvent être attribuées par le ministre au repreneur si certaines conditions sont remplies.

- La procédure d'attribution des licences devenues vacantes est organisée selon une procédure transparente et équitable avec des avis de vacance et une seule liste d'attente au niveau national.

- Le cadre normatif environnemental des voitures est fixé: 150g/km CO_2 au maximum et norme EURO V au minimum.

- Une autre amélioration prévue par ce projet de loi concerne les organes responsables du contrôle administratif et pénal ainsi que leurs pouvoirs en matière de recherche et de constatation des infractions.

Le volet administratif est centralisé sous la responsabilité du Ministère du Développement durable et des Infrastructures qui dispose d'un catalogue des moyens d'action administratifs à l'égard des exploitants et conducteurs de taxis ne respectant pas la réglementation ou faisant de fausses déclarations et ceci quelle que soit la zone d'activité de l'exploitant de taxi.

En effet, à côté de l'exploitant de taxi, le conducteur de taxi se voit remettre, après avoir suivi une séance d'information, une carte de conducteur qui peut, à l'instar de la licence d'exploitation de taxi, faire l'objet d'une mesure suspensive ou de retrait.

Au niveau du volet des sanctions pénales, le projet de loi introduit une contraventionnalisation de beaucoup de chefs d'infraction de sorte que des avertissements taxés peuvent être décernés en cas de violation des dispositions légales. À cela s'ajoute notamment le droit d'immobiliser un taxi, le droit d'enlèvement des clefs de contact et de rétention des papiers de bord.

Les pouvoirs en matière de recherche et de constatation des infractions ont été élargis; à côté de la Police grand-ducale ce pouvoir sera exercé également par l'Administration des douanes et accises.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 08.07.2013

Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

21.01.2015 Désignation d'un rapporteur

	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
12.02.2015	Continuation de la présentation du projet de loi
26.02.2015	Examen des articles du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
17.09.2015	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
24.09.2015	Adoption d'un amendement parlementaire
10.12.2015	Examen du 2e complémentaire avis du Conseil d'État
10.03.2016	Examen du 3e avis complémentaire du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
14.04.2016	Examen du 4e avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.04.2016

Promotion du transport combiné

6645 - Projet de loi relatif à la promotion du transport combiné

Le projet de loi sous rubrique s'inscrit dans la logique d'une politique européenne des transports qui respecte davantage les exigences d'une politique globale du développement durable.

Il s'agit donc de favoriser à tous les niveaux, européen et national, un transfert modal de la route vers d'autres modes de transport plus respectueux de l'environnement. Pour ce faire, le projet de loi se propose d'encourager l'offre «comodale» du rail et du fluvial pour l'acheminement de conteneurs et de semi-remorques afin d'en améliorer la rentabilité économique et sociale par rapport au transport routier.

Un des problèmes majeurs du transport combiné est que, pour des distances moyennes, généralement inférieures à 300 km, les coûts sont supérieurs aux prix du marché valant pour les transports routiers. Ce surplus s'explique par des charges de transbordement importantes, inhérentes à ce type de transport.

Or, le transport des marchandises est un secteur marchand et concurrentiel et les pouvoirs publics ne peuvent pas imposer ou privilégier un mode de transport particulier. Par contre, par le biais d'un système d'aides publiques, l'efficience réduite en raison des coûts supplémentaires de transbordement et les surcoûts logistiques qui sont susceptibles de se présenter peuvent être contrés sous certaines conditions. Ces subventions ont comme but de favoriser la massification des flux et la compétitivité du transport combiné malgré les transbordements supplémentaires par rapport au mode routier.

Pour le Luxembourg, la traduction de cette stratégie européenne prévoit de conférer des aides publiques aux opérateurs de ce nouveau secteur constitué par le transport intermodal. La situation géographique centrale de notre pays en Europe présente des potentialités de développement intéressantes qui s'inscrivent d'ailleurs dans la stratégie nationale de favoriser le secteur de la logistique.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 13.01.2014

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

29.01.2014	Désignation d'un rapporteur
07.10.2015	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
07.01.2016	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
03.03.2016	Examen du 2e avis complémentaire du Conseil d'État
14.04.2016	Examen du 3e avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.04.2016

Réutilisation des informations du secteur public

6811 - Projet de loi modifiant la loi du 4 décembre 2007 sur la réutilisation des informations du secteur public

Le présent projet de loi vise à transposer en droit national la directive 2013/37/UE concernant la réutilisation des informations du secteur public, adoptée le 26 juin 2013. Cette directive complète la directive 2003/98/CE du 17 novembre 2003 (dite «directive ISP») qui avait établi le principe général de l'accessibilité et de la réutilisation des informations à l'échelon européen.

La directive 2003/98/CE fixe les conditions de base applicables à la réutilisation des ISP dans toute l'Union et tend à éliminer les obstacles qui s'y opposent dans le marché intérieur. Considérant que l'accès aux données fait désormais l'objet d'un consensus plus large entre les États membres, la Commission propose de réviser cette directive en la rendant plus contraignante, tout en prévoyant la création d'un véritable «droit à la réutilisation» opposable aux États membres.

La nouvelle directive élargit notamment le périmètre de la réutilisation aux institutions culturelles, telles que les bibliothèques, les musées ou les centres d'archives.

Les informations émanant du secteur public (cartes, images par satellite, législation et jurisprudence, statistiques, registre de sociétés, population, brevets, données routières, etc.) constituent un potentiel de croissance dans la mesure où d'autres acteurs (entreprises du secteur des technologies de l'information et de la communication, associations, etc.) sont à même de les utiliser pour proposer de nouveaux services interactifs et de nouveaux contenus à valeur ajoutée aussi bien pour les citoyens que pour les entreprises.

Le présent projet de loi précise les conditions de la mise à disposition d'informations (formats disponibles, licences, coût) détenues par les organismes publics. Le texte insiste sur le principe de gratuité. Lorsque les organismes du secteur public soumettent la réutilisation de documents au paiement de redevances de réutilisation, lesdites redevances sont limitées aux coûts marginaux de reproduction, de mise à disposition et de diffusion.

La gratuité de principe et le paiement de redevances comme exception inciteront les administrations à mettre à disposition gratuitement les documents réutilisables, ce qui correspond aux objectifs poursuivis par le Gouvernement dans le cadre de l'initiative «Digital Lëtzebuerg» et du portail «Open Data».

Dépôt par M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 05.05.2015

Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

(Présidente: Mme Simone Beissel):

01.02.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
22.02.2016	Suite de l'examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
	Présentation de l'avant-projet de règlement grand-ducal relatif au projet de loi
14.03.2016	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.04.2016

Directive UCITS V

6845 - Projet de loi du [date]

- portant transposition de la directive 2014/91/UE du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 modifiant la directive 2009/65/CE portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), pour ce qui est des fonctions de dépositaire, des politiques de rémunération et des sanctions

- portant modification de:

- la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif

- la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs

Le projet de loi a pour objet de transposer en droit luxembourgeois la directive 2014/91/UE, ainsi que de modifier la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif et la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs. Le délai de transposition de la directive 2014/91/UE a été fixé au 18 mars 2016. Elle est encore désignée sous l'appellation «directive UCITS V», UCITS étant l'abréviation pour «undertakings for collective investment in transferable securities», en français «organismes de placement collectif en valeurs mobilières» ou OPCVM.

La directive OPCVM initiale a créé le marché intérieur des fonds d'investissement en Europe. La législation actuelle de l'UE en matière de fonds d'investissement est à l'origine d'un marché intégré facilitant l'offre transfrontalière de fonds communs de placement. Gérant près de 6 milliards d'euros d'actifs, les OPCVM ont connu le succès et sont largement utilisés par les investisseurs de détail européens. Les OPCVM sont aussi régulièrement vendus à des investisseurs extérieurs à l'Union européenne, qui les apprécient en raison de leur niveau élevé de protection des investisseurs.

Les dispositions de la directive 2014/91/UE à transposer concernent essentiellement trois volets:

a) un nouveau régime concernant les missions et responsabilités des dépositaires d'OPCVM,

b) des règles relatives à la rémunération des gestionnaires d'OPCVM visant à éviter la prise de risque excessive et

c) des règles concernant les sanctions administratives en cas de manquement aux obligations incombant aux OPCVM et à leurs gestionnaires. Des actes délégués de la Commission européenne sont attendus pour compléter l'arsenal législatif par des mesures d'exécution.

Le projet de loi vise également à apporter certaines modifications à la loi précitée du 17 décembre 2010 («Loi OPC») et à la loi précitée du 12 juillet 2013 («Loi AIFM») qui ne sont pas liées à la transposition de la directive 2014/91/UE. Il est prévu en particulier d'aligner le régime dépositaire applicable aux organismes de placement collectif (OPC) de la partie II de la loi précitée du 17 décembre 2010 sur celui applicable aux OPCVM de la partie I.

Le projet de loi vise enfin à introduire l'obligation pour les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs d'avoir recours à un réviseur d'entreprises agréé pour le contrôle de leur comptes ainsi que de leur permettre d'offrir certains services de manière transfrontalière en transposant les dispositions afférentes de la directive 2014/65/UE («directive MiFID 2») du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant la directive 2002/92/CE et la directive 2011/61/UE («directive AIFM»).

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 05.08.2015

Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

22.09.2015	Désignation d'un rapporteur
19.01.2016	Présentation du projet de loi
23.02.2016	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements
12.04.2016	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.04.2016

Loi du 10 mai 2016

Mémorial A: 2016, n°88, page 1640

Mariage homosexuel

6908 - Projet de loi sur la reconnaissance du mariage au Grand-Duché de Luxembourg et modifiant le Code civil

La loi du 4 juillet 2014 portant réforme du mariage, entrée en vigueur le 1er janvier 2015, a introduit au Luxembourg le mariage de deux personnes de même sexe et a également ouvert aux couples mariés de même sexe l'adoption d'enfants au Luxembourg.

Le présent projet de loi vise à conférer une situation certaine et prévisible dans les cas de reconnaissance au Luxembourg de mariages de personnes de même sexe célébrés à l'étranger et de l'adoption d'enfants valablement prononcée à l'étranger entre enfants et parents de même sexe avant l'entrée en vigueur de la loi du 4 juillet 2014 précitée en complétant cette loi par une disposition transitoire.

Il serait injuste de ne pas prévoir la possibilité au Luxembourg de la reconnaissance de ces mariages même célébrés à l'étranger à un moment où le mariage de deux personnes de même sexe n'était pas encore autorisé au Luxembourg. La même logique est appliquée pour la reconnaissance des adoptions d'enfants par un couple de même sexe valablement prononcées à l'étranger avant le 1er janvier 2015.

La loi du 4 juillet 2014 portant réforme du mariage a également modifié l'article 171 du Code civil relative à la célébration du mariage au Luxembourg. La célébration du mariage au Luxembourg est désormais soumise à des conditions moins sévères que la reconnaissance de mariages au Luxembourg célébrés à l'étranger. Le projet de loi, en introduisant un nouvel article 170-1 dans le Code civil, rétablit l'équilibre des conditions prévues pour la célébration d'un mariage au Luxembourg ainsi que pour la reconnaissance de mariages célébrés à l'étranger.

Il a été précisé, lors de l'examen parlementaire du projet de loi sous examen, que ses dispositions ne génèrent pas de nouvelles discriminations entre un couple de sexe différent et un couple de même sexe, qu'il s'agisse du mariage ou de l'adoption.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 19.11.2015
Rapportrice: Mme Viviane Loschetter

Travaux de la Commission juridique
(Présidente: Mme Viviane Loschetter):
24.02.2016 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
09.03.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.04.2016

Administration de la nature et des forêts

6924 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 5 juin 2009 portant création de l'Administration de la nature et des forêts

Le projet de loi a pour objet de modifier la loi modifiée du 5 juin 2009 portant création de l'Administration de la nature et des forêts. Plus précisément, il vise à redresser l'oubli de la prime de risque de 10 points indiciaires aux agents de la catégorie de traitement B, groupe de traitement B1, sous-groupe technique, nommés aux fonctions de chargé technique et de chargé technique dirigeant exerçant les fonctions de préposé de la nature et des forêts auprès de l'Administration de la nature et des forêts.

Cette prime avait été introduite par l'article III de la loi modifiée du 27 août 1986 modifiant et complétant la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État par l'insertion d'un article 10*bis* dans la loi du 4 juillet 1973 portant réorganisation de l'Administration des eaux et forêts libellé comme suit: *«Les fonctionnaires de la carrière du préposé des eaux et forêts bénéficient d'une prime de risque non pensionnable de dix points indiciaires.»* Or, la loi précitée du 4 juillet 1973 a été abrogée par la loi précitée du 5 juin 2009, sans que cette dernière ne reprenne les dispositions de l'article 10bis.

Le présent projet de loi vise donc à combler un vide juridique tout en confirmant, moyennant l'insertion d'un article 6bis, la prime de risque telle que définie par l'ancien article 10bis.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 07.12.2015
Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission de l'Environnement
(Président: M. Henri Kox):
24.02.2016 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
24.02.2016 Examen de l'avis du Conseil d'État
03.03.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.03.2016

Pacte climat

6925 - Projet de loi modifiant la loi du 13 septembre 2012 portant création d'un pacte climat avec les communes

Le pacte climat a été créé par la loi du 13 septembre 2012 et autorise l'État à soutenir les communes ayant signé ce pacte climat avant la fin de l'année 2020. Les communes s'engagent à mettre en œuvre un système de gestion de qualité au niveau de leur politique énergétique et climatique et à instaurer un système de comptabilité énergétique pour leurs infrastructures et équipements communaux. Pour ce faire, les communes signataires peuvent profiter d'un soutien technique et financier de l'État.

Chaque commune est libre de choisir la date à laquelle elle souhaite y adhérer. Étant donné que, conformément à la loi du 13 septembre 2012, le montant de la subvention variable baissera de cinq euros par habitant pour les communes qui se voient octroyer la certification après le 1er janvier 2016 et sachant que bon nombre de communes ont entamé les travaux préparatoires menant à la certification, il est proposé par ce projet de loi de reporter d'une année le moment à partir duquel la baisse des montants accordés sera d'application.

Ce report répondra au souci d'éviter que les communes concernées n'accélèrent les travaux afin d'obtenir la certification avant la fin 2015, accélération qui risque d'aller au détriment de la qualité du programme de travail que la commune devra mettre en place.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 07.12.2015
Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission de l'Environnement
(Président: M. Henri Kox):
17.02.2016 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
24.02.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.03.2016

Contrôles routiers

6927 - Projet de loi modifiant 1) la loi du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés et 2) la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Le projet de loi a pour objet de modifier la loi du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés (CSA) sur trois points:

- le premier objectif est de libérer la Police grand-ducale de l'obligation de constater systématiquement, en application du droit commun, d'autres infractions routières relevées par le système CSA que celles pour lesquelles le système a été conçu en premier lieu;

- le deuxième objectif est de supprimer le supplément de l'accusé de réception lors de l'envoi par courrier recommandé par la Police grand-ducale des avertissements taxés ainsi que des convocations aux personnes pécuniairement responsables ou aux conducteurs désignés, car cette façon de faire engendre une surcharge de travail disproportionnée et des frais supplémentaires;

- le troisième objectif est de supprimer l'application de la mesure du retrait immédiat du permis de conduire dans le contexte du système CSA, ceci suite à un avis du Parquet général dans lequel l'inadaptation de la mesure du retrait immédiat du permis de conduire aux infractions de dépassement de vitesse constatées au moyen du système CSA est soulignée.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 10.12.2015
Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable
(Présidente: Mme Josée Lorsché):
04.02.2016 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
03.03.2016 Continuation de l'examen du projet de loi
09.03.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.03.2016
Loi du 29 mars 2016
Mémorial A: 2016, n°51, page 948

Juridiction unifiée du brevet

6947 - Projet de loi portant approbation du Protocole sur l'application provisoire de l'Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet, signé à Luxembourg, le 1er octobre 2015

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés le Protocole sur l'application provisoire de l'Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet, signé à Luxembourg, le 1er octobre 2015.

Le Protocole sur l'application provisoire est limité aux aspects nécessaires afin de garantir une transition progressive vers la phase opérationnelle de l'Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet et ne concerne que les dispositions institutionnelles, organisationnelles et financières de l'Accord.

L'application provisoire de l'Accord est particulièrement importante pour le Luxembourg comme siège de la Cour d'appel de la juridiction. Elle permet en effet le recrutement des juges pour toutes les instances ainsi que du greffier et du greffier adjoint de façon à garantir un démarrage effectif des travaux dès que les formalités nécessaires ont été accomplies. Il importe de noter que la phase provisoire d'application ne change rien aux obligations financières auxquelles le Luxembourg a déjà souscrit en ratifiant l'Accord relatif à une juridiction unifiée.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 17.02.2016
Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
(Président: M. Marc Angel):
21.03.2016 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
11.04.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.04.2016

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

SÉANCE 23

JEUDI,
10 MARS 2016

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
   - *M. Mars Di Bartolomeo, Président*
2. Débat de consultation sur la révision du code forestier
   - *Exposé: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*
   - *Débat: Mme Martine Hansen, M. Frank Arndt, M. Gérard Anzia (Mme Martine Hansen intervient pour fait personnel), M. Max Hahn, M. Roy Reding*
   - *Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*
3. 6924 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 5 juin 2009 portant création de l'Administration de la Nature et des Forêts
   - *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Henri Kox*
   - *Discussion générale: M. Marco Schank, M. Roger Negri, M. Max Hahn*
   - *Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*
   - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
4. 6925 - Projet de loi modifiant la loi du 13 septembre 2012 portant création d'un pacte climat avec les communes
   - *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Henri Kox*
   - *Discussion générale: M. Aly Kaes, M. Roger Negri, M. Max Hahn*
   - *Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*
   - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
5. 6927 - Projet de loi modifiant 1) la loi du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés et 2) la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques
   - *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché*
   - *Discussion générale: M. Marco Schank, M. Roger Negri, M. Gusty Graas*
   - *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
   - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
6. 6807 - Projet de loi modifiant
   1. la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques;
   2. la loi électorale modifiée du 18 février 2003
   - *Vote sur l'annulation du premier vote constitutionnel du 25 février 2016 (adoptée)*
   - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. François Bausch et Mme Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- E schéine gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung, ausser där Kommunikatioun, déi se eis elo direkt wäert maachen, nach aner Kommunikatiounen ze maachen?

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat ass net de Fall. Da géife mer zu der Consultatiounsdebatt iwwert d'Revisioun vum Code forestier iwwergoen. Dir wësst, d'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An als Éischt héiere mer elo d'Émweltministesch, d'Madamm Carole Dieschbourg.

2. Débat de consultation sur la révision du code forestier

Exposé

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Villmools Merci, Här President. Dir léif Dammen an Hären Deputéiert, et ass mer eng Freed, haut de Mëtteg dësen Débat mat Iech zesummen ze bestreiden.

De Bësch, an ech mengen, do sidd Der all mat mer d'accord, ass en Deel vun eiser nationaler Identitéit. Lëtzebuerg huet an der Vergaangenheet domat geworben, dat grengt Häerz vun Europa ze sinn. 35% vun eisem Land si ronn Bësch. An de Bësch ass en Ekosystem, eng Liewensgemeinschaft, déi eigentlech ganz gutt ouni de Mënsch kloerkënnt, mä déi hei zu Lëtzebuerg ganz staark vum Mënsch geprägt ass. Dee Bësch, dee mir kennen, deen ass esou, wéi mir e benotzen.

De Mënsch huet nach ëmmer d'Holz benotzt. A wat vill Leit net wëssen, ass, dass de Begréff vun der Nohaltegkeet aus der Bëschgestioun kënnt, well een do muss laang am Viraus plangen. En ass geprägt gi vum Hans Carl von Carlowitz 1713 a senger ekonomescher Sylviculture, wou en op den dräi Piliere vun der Nohaltegkeet opbaut. Zu där Zäit goung et, wéi haut och, dem Bësch net gutt. Deemools war en iwwernotzt. Et gouf ze vill Bësch genotzt. E gouf deziméiert. An den Här von Carlowitz huet versicht, déi Gestioun méi responsabel ze maachen. An dat versiche mir haut och.

Wat stellt eise Bësch haut duer? De Bësch huet ganz vill Fonctiounen. An de Mënsch profitéiert haut net nëmme vun de Produiten aus dem Bësch, sief et Holz am Energieberäich, awer virun allem och am Miwwelberäich, oder Wëld oder Champignonen, dat heescht, mir profitéieren net nëmmen ekonomesch vun de Produiten aus dem Bësch, neen, hie bitt eis och eng ganz Rei ekologesch Servicer. Hien ass eisen Alliéierten am Klimaschutz. En ass e Garant fir proppert Waasser an en hëlleft eis, eis Loft ze filteren. Dat sinn dräi ganz wichteg Atouten, Servicer, déi de Bësch eis liwwert.

An da gëtt et nach en drëtte Volet, dat ass dee soziale Volet. Mir alleguerte gi ganz gären an de Bësch spadséieren. Mir verbréngen do Momenter vun der Rou. Mir verüben do eis Hobbyen, dat kann och ganz spannend sinn, wéi Geocaching. A well dat esou ass, musse mer kucken, wéi mer mat deenen ënnerschiddlechen Notzungsforme vun eisem Bësch ëmginn.

Den aktuellen Zoustand vum Bësch, an ech hat et am Ufank gesot, ass net gutt. D'Beem hu Stress: Stress bedéngt duerch mënschlech Aktivitéit, Stress bedéngt duerch de Klimawandel, wou mer zum Beispill duerch méi laang Perioden, wou et net reent, Problemer hu bei der Gesondheet vum Bësch, Stress och duerch eng schlecht Loftqualitéit, well mer vill doruechter fueren a vill heizen. Schlecht och, well mer zersidelt sinn a well de Siidlungsdrock ëmmer méi grouss gëtt.

All déi dote Saachen, wéi gesot, si vum Mënsch gemaach, zesumme mat den ëmmer méi décke Maschinnen, déi duerch eis Bëscher fueren an en enormen Drock maachen. An zanter 30 Joer mierke mer, datt et dem Bësch net besser geet. Neen, et geet ëm éischter schlechter! An dofir musse mer eng ganz besonnesch Opmierksamkeet op eng gutt Bewirtschaftung leeën, op eng naturno Bewirtschaftung an op eng responsabel Notzung.

An dofir brauche mer net nëmme Gestiounsmesuren, dofir brauche mer net nëmmen e gudden Émgang, wann et ëm d'Verjüngung geet, e méi duusst Schaffen an déi néideg Aiden, fir d'Leit dohinner ze guidéieren. Dofir brauche mer och en nationale Kader, deen dat hiergëtt.

Firwat brauche mir dann elo en neit Bëschgesetz? Ma eben dofir, well vill Gesetzer, déi de Bësch betreffen, al sinn, deels aus dem 19. Jorhonnert stamen. Deemools gouf, an ech hunn et elo just gesot, de Bësch anescht genotzt. A fir deen heitegen Défien Här ze ginn, gëtt eigentlech hei an der Chamber, mengen ech, scho säit den 90er Jore gesot, dass mer dat dote mussen upaken.

Bon, mir hunn dat lancéiert. Mir hunn 2014 mat den Administratiounen, awer och mat allen Akteuren e Consultatiounsprozess ugeleiert am Kader vum Programme Forestier National, wou all d'Akteuren zesummekomm sinn a ville Reuniounen, wou consultéiert gouf, wat dann elo déi grouss, grouss Linne vun deem Code forestier sinn, dee mer wëllen zesummen erschaffen.

Eens si mer eis ginn op ville Punkten. De Secteur an d'ONGe mengen, dass mer eng global Visioun brauchen - genausou wéi mir als politesch Responsabel -, déi net nëmmen d'Fonctioune respektéiert, mä och eng gutt Gestioun beinhalt. Eens ass ee sech och, dass mer am Bësch keng Pestizide wëllen an dass mer en Équiliber bräichten, dass de Stat soll d'Propriétairen ënnerstëtze fir déi Servicer, déi de Bësch fir d'Allgemengheet leescht.

Dat dote sinn allgemeng Aussoen. An op deene baséieren a bauen op déi Froen, déi mir Iech haut wollte stellen. Et si genau fënnef Froen a mir hate se an der Chamberskommissioun schonn eng Kéier erkläert. Mir hunn Iech eng gewësse Guidance mat op de Wee ginn an dofir wëll ech se elo nëmme kuerz nach rappeléieren.

Kann d'Chamber déi Visioun, déi ech elo just och a groben Zich erkläert hunn, déi am Kontext vum nationale Bëschprogramm erschafft ginn ass, confirméieren? Dat wär meng éischt Fro.

Déi zweet Fro baséiert sech op den Zougang zu eise Bëscher. Mir wëssen, dass och an deem Beräich méi Konflikter sinn. Mir Lëtzebuerger si gewinnt, an de Bësch ze goen. Gläichzäiteg ass et awer esou, dass d'Propriétairen eng Responsabilitéit hunn. An den Artikel 1384 vum Code civil, dee seet, datt de Propriétaire responsabel ass an haftbar ass fir dat, wat op sengem Terrain geschitt. D'Fro ass: Wéi gi mer domadder ëm, dass mer engersäits de Bësch alleguerte wëlle genéissen, an anerersäits, wann en Accident geschitt, wie wéi responsabel ass?

Déi drëtt Fro bezitt sech op déi Servicer, déi de Bësch eis leescht. Sollen déi ekosystemesch Leeschtungen indemniséiert ginn? Wa jo, wat? Wat fir eng Valeur gi mer hinnen? A wat si mir bereet, auszeginn?

Bei där véierter Fro, do geet et ëm eng ganz interessant Fro, déi mir eigentlech schonn international - an do soen ech „mir", well dat waren och déi Regierunge virdrun -, international scho beäntwert hunn, doduerch dass mer eis engagéiert hunn am Forest Europe op der Resolutioun zu Helsinki, H1 genannt, dat ass: Erhale mer déi national Bëschfläch? Datselwecht steet iwwregens och an der Stratégie forestière vun Europa vun 2014. Si mer domadder d'accord? A kënne mer dat an deen neie Code forestier eraschreiwen?

An déi lescht Fro, déi sech stellt, ass déi vum Prinzip vum Équiliber vun de Fonctiounen, e Prinzip, dee mer fir de Schutz vum Bësch immens wichteg fannen, dee fir eis alleguerte sollt wichteg sinn, wou mer natierlech an de leschte Joren ëmmer erëm konfrontéiert gi mat där Fro, wann et ëm déi wirtschaftlech Notzung vun eise Bëscher geet, wann et ëm e Kalschlag geet oder ëm d'Mulchen.

Dat si Froen, déi sech eis stellen a wou ech frou wier, vun Iech elo an Äre Bäiträg eng Guidance ze kréien, déi mer da kënnen ophuelen an dee Prozess fir d'Kreatioun vun engem neie Bëschgesetz.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Émweltministesch. A fir dann Äntwerten op déi gestallte Froen ze ginn, huet als Éischt d'Wuert d'Madamm Martine Hansen fir d'CSV.

Débat

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll och als Alleréischt de Leit aus dem Ministère villmools Merci soen an aus de Verwaltunge fir alleguer déi Dokumenter, déi se eis zur Verfügung gestallt hunn, fir déi auslännesch Legislatiounen, déi se nogesicht hunn, fir déi ganz Viraarbecht, déi se fir eis gemaach hunn.

Dir Dammen an Dir Hären, am Rapport iwwert d'Sitzung vum 22. September vum leschte Joer, wou mer eng Presentatioun zu den Iwwerleeungen zum Code forestier kritt hunn, steet, ech zitéieren: «La commission entend préparer en aval et de manière exhaustive ce débat de consultation.» Sou hat ech et och an Erënnerung an esou hätt ech mer dat och virgestallt. Ech war dunn zimlech erstaunt, wéi mer déi viregt Woch een Dokument mat deene fënnef scho bekannte Froe kritt hunn, mat zu all Fro zwou bis dräi Léisungsoptiounen, wéi mer déi am Courrier haten.

Dat war u sech d'„Préparation de manière exhaustive". An ech hätt mer awer ënner enger grëndlecher Virbereedung eppes aneschters virgestallt. Ech bedaueren, datt mer an der Kommissioun net konnten op déi eenzel virgeschloen Optiounen agoen an eis do eis Froe konnte stellen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer nach eng kleng Virbemierkung, ier ech zu de fënnef Froe kommen. 54% vun de Bëscher sinn a Privathand. 67% dovunner si Besëtztümer vu manner wéi dräi Hektar. Mir hunn also ganz vill kleng privat Bëschbesëtzer. Als CSV wënsche mer eis ganz allgemeng, datt mer net esou vill légiféréieren, datt den normale private Bëschbesëtzer riskéiert, vu lauter Beem op eemol net méi de Bësch ze gesinn!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert dann elo eenzel op déi fënnef gestallte Froen agoen. An der éischter Fro fir dësen Débat de consultation freet d'Madamm Minister, ob d'Visioun vum PFN, vum Programme Forestier National, si huet et scho gesot, a vum Forest Europe ka fir dëse Code forestier confirméiert ginn.

Mir kruten dräi Optioune virgestallt. Eng éischt Optioun ass, eng eegen national Visioun entwéckelen a sech inspiréiere beim Forest Europe an dem PFN a sech referéieren op eis international Engagementer. Eng zweet, eng eegen national Visioun entwéckelen an erëm eng Kéier sech inspiréiere beim Forest Europe a beim PFN a sech da speziell referéieren op Forest Europe. Wou genau den Ënnerscheed ass tëschent inspiréieren a referéieren, dat sief nach dohigestallt. An déi drëtt ass, einfach eng eegen national Visioun entwéckelen ouni Referenzen.

Als CSV hu mer mat deenen dräi Optioune Schwieregkeeten. Forest Europe beschreift fir eis d'Ziler ganz gutt a ganz kloer. D'Bëscher solle bäidroen zu enger nohalteger Entwécklung, andeems se kucken, datt de Bien-être vum Mënsch garantéiert ass, eng gesond Ëmwelt an d'ekonomesch Entwécklung vun Europa an der Welt fërdere respektiv sécherstellen.

Beim PFN hu mer awer mat eenzelnen Elementer vun dëser Visioun Schwieregkeeten. Wat ass zum Beispill eng Utilisation raisonnée? Gëtt „raisonnée" - vernünfteg - mat „nohalteg" gläichgestallt? Wa jo, firwat net nohalteg soen, wou déi dräi Komponenten, déi sozial, déi ekologesch an déi ekonomesch jo ganz kloer definéiert sinn?

De PFN hält och fest: « La forêt est préservée dans son étendue et ses potentiels actuels.» Wéi ginn déi aktuell Potentiellen definéiert? Op d'Ausso, datt de Bësch muss a senger aktueller Hektarzuel absolutt erhale bleiwen, wäert ech nach bei där véierter Fro agoen, déi sech domat beschäftegt.

Am PFN steet och: «Les fonctions de protection du sol, de l'eau», an esou weider, «sont reconnues et honorées par la société.» Wéi solle se honoréiert ginn? Wat heescht dat konkret? Wa

mer mat dësem Punkt einfach esou elo averstane sinn, da brauche mer op déi véiert Fro..., op déi drëtt Fro net méi ze äntwerten. An ech wëll awer nach gären op déi drëtt Fro äntworten.

Am PFN sinn also eenzel Punkten dran, déi zum Deel onkloer sinn an déi mer esou net kënnen zu honnert Prozent akzeptéieren. Als CSV tendéiere mer also ganz kloer zu de Visioune vum Forest Europe, der Nohaltegkeet vum Bësch als Basis fir de Code forestier. Mir sinn also weder fir d'Optiounen 1, 2 an 3, mä mir géifen éischter soen, datt mer am Code forestier sollen eng national Visioun ausschaffen, jo, déi dann eben op de Visioune vum Forest Europe, déi ganz kloer definéiert sinn, baséiert.

Zum Beispill huet d'Wallonie festgehalen: «Les bois et forêts représentent un patrimoine naturel, économique, social, culturel et paysager. Il convient de garantir leur développement durable en assurant la coexistence harmonieuse de leurs fonctions économiques, écologiques et sociales.» Dat ass an eisen Aen ee gudden Text, kuerz a kloer.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi zweet Fro dréit sech ëm den Accès an de Bësch, d'Madamm Minister huet et och gesot. Soll den Accès an de Bësch reglementéiert ginn? A wien ass haftbar bei engem Accident?

Hei ass d'Ausso vun der CSV ganz kloer: Den Accès soll weiderhin opbleiwen, soll weiderhin toleréiert ginn. De Bësch soll weiderhi seng sozial Roll als Erhuelungsraum, als Raum, fir Fräizäitaktivitéite kënnen ze maachen, iwwerhuelen. Allerdéngs däerf de Bëschbesëtzer net kënnen haftbar gemaach ginn, wann eppes geschitt. Et soll een op eegene Risiko an de Bësch goen.

Firwat dës kloer Äntwert? Et ass iwwregens d'Optioun 2. A well et jo eng Optioun ass, gi mer och dovun aus, datt se juristesch esou ofgeséchert ass. Firwat also dës kloer Äntwert? Mä, éischtens, de Bësch ass wichteg als Erhuelungsraum. Fir déijéineg, déi vläicht heiansdo een Tour lafe ginn, ech mengen, jiddweree vun eis geet léiwer een Tour lafen an de Bësch. Et ass méi erhuelsam, méi schéi wéi op der Strooss.

De Bësch ass och wichteg fir eis Kanner. Si sollen net dee ganzen Dag doheem ronderëmhocken an iPad oder soss eppes spillen. Et ass scho vläicht heiansdo schwiereg genuch, fir hinnen dat bäizebréngen. Mä dann däerfe mer hinnen op där anerer Säit net och nach virschreiwen, wou se iwwerall net däerfe goen a wat se net däerfe maachen, zum Beispill Geocaching, e Mountainbike-Tour duerch de Bësch an esou weider.

De Bësch ass och wichteg fir eisen Tourismus. Mir hunn eng schéi Landschaft an en Tourist muss kënnen dovunner profitéieren.

Mir sollen d'Aktivitéiten och net eleng op d'Weeër beschränken, wéi eng vun de virgeschloenen Optiounen et virgesäit, an erëm zousätzlech légiféréieren. Bis elo si mer jo gutt eens ginn. Firwat solle mer hei zousätzlech Virschréfte maachen?

Mir sollen also weider den Accès an de Bësch toleréieren, mä de Bëschbesëtzer däerf net responsabel sinn, wann zum Beispill ee bei enger Mountainbike-Tour iwwer en Aascht fält. Dann ass et wahrscheinlech éischter, well en net gutt konnt fueren, wéi datt de Bëschbesëtzer do soll responsabel gemaach ginn. D'Leit musse selwer hir Verantwortung iwwerhuelen! Och wann zum Beispill Stuerm ass, da muss jiddwerengem säi Verstand ëm soen, et ass elo geféierlech, fir an de Bësch ze goen, ech bleiwen do eraus. Déi aktuell gesetzlech Basis séchert de Bëschbesëtzer net genuch of. Dofir brauche mer hei eng gesetzlech Ännerung, fir Kloerheet ze schafen.

Bei esou enger gesetzlecher Ännerung muss natierlech och opgepasst ginn, datt eis Bëschaarbechter an esou weider, déi do schaffen, awer weiderhin assuréiert sinn. Leider konnte mer dee ganze Punkt hei net ausdiskutéieren an der Kommissioun an et wär wichteg ze wësse vun der Madamm Minister, wéi genau dës zweet Optioun ka gesetzlech ëmgesat ginn. Soll do den Artikel 1384 aus dem Code civil fir de Bësch ausgeklamert ginn oder wéi kann dëst genau geregelt ginn?

Ech kommen dann zur drëtter Fro aus dem Preparatiounsdokument. Dës Fro besteet allerdéngs aus zwou verschiddenen Ennerfroen. Déi éischt: Sollen d'Servicer, d'Services écosystémiques, déi de Bësch der Allgemengheet leescht, indemniséiert ginn? An déi zweet: Solle vum Gesetz, vu Verwaltunge virgeschriwwe Bewirtschaftungsmoossnamen allgemeng subventionéiert ginn?

Ech fänken emol mat de Services écosystémiques un. Hei soll de Stat also Subventioune bezuelen, well de Bësch d'Loft filtert, Sauerstoff produzéiert, de Buedem schützt, CO_2 bënnt an esou weider. Wann dës Fro tatsächlech soll esou diskutéiert ginn, dann däerf se sech net op de Bësch beschränken!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, da misst d'Regierung och bereet sinn, dës Servicer fir zum Beispill d'Gréngland ze bezuelen. Gréngland schützt de Buedem virun Erosioun. Gréngland späichert CO_2. Gréngland huet eng Pufferfunktioun beim Uewerflächewaasser. Gréngland bitt eppes fir d'Fräizäit, duerch d'oppe Landschaften an esou weider.

An deem Sënn géif et eis natierlech interesséieren, ob d'Madamm Minister och schonns an dës Richtung iwwerluecht huet - mir hu ronn 60.000 ha Gréngland hei zu Lëtzebuerg -, ob d'Madamm Minister fir de Bësch respektiv fir d'Gréngland schonns Simulatiounsberechnunge gemaach huet, wat esou eng Subventioun géif kaschten?

Als CSV si mer der Meenung, datt mer dës ganz natierlech, awer nëmme ganz vag ze chiffréierend Leeschtungen net sollen indemniséieren, mä mir solle konkret hëllefen, datt eise Bësch kann nohalteg bewirtschaft ginn. A genau dëst, Dir Dammen an Dir Hären, feelt mer e bëssen an deem Virbereedungsdokument. Ech wäert nach drop agoen.

Mir sollen d'Virschréften, wann der dann noutwendeg sinn, um Prinzip vun der Nohaltegkeet orientéieren. Falls awer verschidde Bewirtschaftungsweise solle virgeschriwwe ginn, an dat ass déi zweet Deelfro, dann, wann ech gelift, ëmmer mam Prinzip, net ze vill légiféréieren, net ze vill Aschneidungen an d'Propriétéitsrecht, an da sollen dës och indemniséiert ginn.

A fir nach zousätzlech ekologesch Bewirtschaftungsmoossnamen ëmzesetzen, solle respektiv mussen och am Sënn vun der Nohaltegkeet zousätzlech positiv Ureizer geschafe ginn. A wann dës Ureizer héich genuch sinn, da wäerten och genuch Leit do sinn, fir bei fräiwëllege Moossname matzemaachen.

An deem Sënn stellt sech natierlech och d'Fro no deem neie Règlement grand-ducal iwwert d'Bäihëllefen, wou zënter Dezember 2014 drop gewaart gëtt. Och am neien Agrargesetz, wann et da bis eemol gestëmmt ass, ass de Bësch, d'Forstwirtschaft komplett ausgeklamert ginn. A wéi engem Gesetz a wéi sollen dës Punkten, déi bis elo eben am Agrargesetz geregelt waren, elo an Zukunft behandelt ginn? Vläicht kann d'Madamm Minister eis nach dorobber äntwerten.

Dir Dammen an Dir Hären, mat den Optiounen 1 an 2 iwwert d'Indemnisatioun vun den ekosystemesche Servicer kënne mer, wéi gesot, esou net averstane sinn. Da misst dat och fir aner Ekosystemer ziele wéi fir de Bësch, wat an eisen Ae ganz schwéier ze chiffréieren ass.

An der Optioun 3 ginn Deelelementer virgeschloen, eemol d'Akommesbesteierung an d'TVA. Hei si mer als CSV der Meenung, datt Upassunge musse gemaach ginn, zum Beispill de Fait, datt private Bëschbesëtzer hir Aktivitéit als Hobby klasséiert gëtt, wa se eng zäitlaang näischt verkafen. Ech mengen, et muss ee wëssen, datt ee beim Bësch net all Joers ka Sue maachen.

Et muss een och wëssen..., oder mir wëssen, datt d'privat Bëschbesëtzer sech a puncto TVA an Akommessteier scho bei der Madamm Minister zu Wuert gemellt hunn. An hei wär et interessant, fir eis ze wëssen, wat do dee leschte Stand vun de Verhandlungen ass.

En zweete Punkt an der Optioun 3 ass d'Redéfinition des mécanismes de la dotation verte un d'Gemengen. Wat heescht genau „Redéfinition de la dotation verte"? Ech ginn emol dovunner aus, datt et sech ëm deen Deel vun der Dotation communale handelt, deen op Basis vum Kritär „Superficie verte" berechent gëtt.

Mam Prinzip vun esou enger Dotation verte, vun enger Redéfinitioun vun där Dotation verte, kënne mer averstane sinn. Wann zum Beispill Gemenge laut Plan sectoriel net méi staark sollen oder däerfe wuessen, si awer awer op där anerer Säit sollen déi gréng Long fir déi méi städtesch Gemengen duerstellen an den Erhuelungsraum ubidden, da missten dës Gemengen och kënnen Entschiedegunge kréien. An dëst misst sech bei där neier Gemengefinanzéierungsreform och zréckspigelen. Vläicht kann d'Madamm Minister eis soen, ob esou eppes virgesinn ass oder ob dëst solle Bäihëllefen, Entschiedegunge vum Ëmweltministère direkt un d'Gemenge sinn.

Ob d'Gemengen awer elo all d'Bäihëllefen, déi och e Privatmann ka beusprochen - well hei steet och dran, wat virgesi wier: Suppression de la clause d'exclusion des communes pour l'allocation de certaines aides en forêt -, solle kréien, misst emol fir d'Éischt chiffréiert ginn, ier ee kann doriwwer diskutéieren. Do wär et wichteg ze wëssen, ob do schonns Zuele virleien. Mir konnten dat, wéi gesot, am Virfeld net an der Kommissioun klären.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mam Prinzip vum Erhale vun der Bëschfläch beschäftegt sech déi véiert Fro, awer hei am Spezielle mat der Tatsaach, datt am Naturschutzgesetz virgesinn ass, datt de Bësch och kann duerch aner Biotope kompenséiert ginn.

Als Léisunge gi just zwou Optioune virgestallt: Déi éischt ass: De Prinzip vum Erhale vun der Bëschfläch soll an de Code forestier festgeschriwwe ginn, an de Minister garantéiert, datt dëse Prinzip ugewannt gëtt, am Noutfall duerch Opforste vun neie Flächen. Déi zweet Optioun ass am Prinzip datselwecht. Hei gi just nach den Inventaire forestier national a verschidde Surveillanceorganer zousätzlech gefuerdert.

Als CSV si mer mat kenger vun dësen zwou Optiounen esou averstanen. Ech wëll hei nach eemol op d'Diskussioun am Kader vum Plan sectoriel «Paysages» hiweisen. Wuesstum bedeit Flächeverbrauch. Wann de Bësch zu 100% muss flächeméisseg erhale bleiwen, da geet de Wuesstum zu 100% zulaaschte vun der Landwirtschaft, zulaaschte vun hirem wichtegste Produktiounsfacteur, dem Buedem.

Am Moment verbaue mer zwee Hektar pro Dag. D'Zil vun der Regierung ass et, fir de Flächeverbrauch op een Hektar den Dag ze reduzéieren. Dir Dammen an Dir Hären, mir leien also iergendwou tëschent 730 an 365 ha; d'Fläch vun aacht bis véier Betriber, déi pro Joer verbaut ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës véiert Fro, esou wéi déi gesamt Kompenséierungsprozedur dierf net ouni d'Akteuren aus der Landwirtschaft diskutéiert ginn. Stellt Iech emol vir, d'Landwirtschaft géif och ee Code agricole ausschaffe mam Prinzip vum Erhale vun der landwirtschaftlecher Fläch! Dann hätte mer definitiv ee Problem. Wou géife mer dann déi 365 bis 730 ha fir de Wuesstum hierhuelen, wann et net beim Bësch an och net bei der Landwirtschaft méiglech wär?

Ech wëll op dëser Plaz och nach eemol drun erënneren, datt déi lescht Regierung mam Marco Schank a mam deemolege Landwirtschaftsminister, dem Romain Schneider, eng Zone agricole protégée virgesinn haten, fir och déi landwirtschaftlech Fläch ze schützen. Mir si bei den Diskussiounen zu de Plan-sectoriellë vertréischt ginn, dëst géif elo am Naturschutzgesetz geregelt ginn. Mir hunn dëst Gesetz nach ëmmer net gesinn. Duerfir si mer als CSV natierlech staark dorunner interesséiert, vun der Madamm Minister gewuer ze ginn, wéi d'Naturschutzgesetz soll an Zukunft déi landwirtschaftlech Fläch schützen.

Nach eemol: Et kann ee weder eleng de Bësch, nach eleng d'Landwirtschaft kucken. Déi zwee Beräicher musse matenee gekuckt ginn!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer nach e puer Gedanken. De Bësch huet bis elo nach ëmmer zougeholl. 1907 hate mer 83.400 ha; 2000 hu mer 90.000 ha. Dëst ass och normal. Vill Hangflächen, déi fréier nach als Wise genotzt gi sinn, ginn net méi bewirtschaft a si relativ séier verbuscht ginn.

Ech wunnen an esou engem Duerf, do ass riets a lénks esou een Dall. Ech hunn eng al „Revue" vun de 50er Jore fonnt gehat, do gesäit een do nach schéin d'Wisen. Do ass am Moment alles Bësch. Do kann een driwwer diskutéieren, wat méi schéin ass. An ech mengen, et kann een och driwwer diskutéieren, wat ekologesch méi wäertvoll ass.

Dëse Problem kennen d'Bierggebidder nach ëmmer. An Éisträich wiisst d'Forstgebitt pro Joer ëm zirka 4.000 ha. Dës Länner hunn also definitiv kee Problem, mindestens de Status quo an hir Gesetzer ze schreiwen. Si hunn absolutt kee Problem domadder. Si loosse sech et näämlech op där anerer Säit nach vill kaschten, datt de Bësch net ze vill zouhëlt.

D'Éislek besteet zu 42% aus Bësch. Gëtt et eng wëssenschaftlech Etüd, wéi vill Prozent Bësch vun der net verbauter Fläch fir de Bien-être vum Mënsch den Optimum ass? Ass schonns iwwerluecht ginn, fir en optimale Prozentsaz vu Bësch op der net verbauter Fläch ze definéieren? Ass et net méi wichteg, déi puer grouss Bëschmassiver, déi mer nach hunn, net ze vill ze zersteckelen, wéi onbedéngt mussen all Quadratmeter Bësch ze ersetzen?

Als CSV si mer mat kenger vun de virgeschloenen Optiounen averstanen. Mir fuerderen ee breeden Débat, Consultatioun, Diskussioun, mat alle Concernéierten a virun allem mat de Vertrieder vun der Landwirtschaft iwwert d'Kompenséierungsmoossnamen, iwwert de Schutz och vun der landwirtschaftlecher Fläch. De Bësch separat kucken, geet an dësem Fall net!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei där leschter Fro geet et erëm ëm d'Légiféréieren. Et gëtt d'Fro gestallt, ob de Bedarf, de Wonsch no erneierbaren Energien, déi gréng Ekonomie - wat och ëmmer dat genau soll sinn -, de Wonsch, fir esou vill wéi méiglech Carbone ze bannen, ob dat alles kéint schlecht si fir den Équiliber vun de Funktioune vum Bësch. Ech ginn emol dovunner aus, well Der fäert, den ekonomesche Pilier kéint eventuell ze vill u Bedeitung gewannen.

Ech wëll heizou just erwänen, datt och d'erneierbar Energië wichteg si fir eis Ëmwelt. Lëtzebuerg huet deen niddregsten Taux EU-wäit. Nëmme 4,5% vum Energieverbrauch gëtt duerch erneierbar Energiequelle gedeckt. Eisen Zilwäert läit bei 11% fir 2020. Dat ass net méi laang. Wéi wëlle mer deen erreechen, wann net och duerch eist Holz?

Da fält eis och op, datt hei net méi vun nohalteger Forstwirtschaft geschwat gëtt, mä vun Équiliber tëschent de Funktiounen. Firwat gëtt de Begréff „nohalteg" - ech erënneren un de Forest Europe - hei net méi ugewannt? Huet dat ee spezielle Grond?

Ech wëll hei net am Detail op déi dräi virgeschloen Optiounen agoen, well si, mengen ech, net honnertprozenteg op déi gestallte Fro äntwerten. Fir eis steet fest, datt am Code forestier de Prinzip vun der Nohaltegkeet muss festgehale ginn! Dat hunn ech scho bei der Fro 1 gesot.

Ech wëll awer nach kuerz op den Text agoen, deen tëschent der Fro an den Optioune steet. Hei schéngt et virun allem och drëm ze goen, fir verschidde Bewirtschaftungsweisen ze verbidden. An dëst gëtt begrënnt doduerch, datt am Privatbësch d'Wirtschaftungsaart a -weis géif beonrouegend Charakterzich unhuelen. Dat si schonns konkret Uschëllegungen un d'privat Bëschbesëtzer. Wéi gëtt dës Ausso objektiv beluecht?

Et muss jiddwerengem kloer sinn, datt am Bësch och muss geschafft ginn, soss kënne mer net vun Nohaltegkeet schwätzen. Hei ginn heiansdo falsch Messagen eriwwerbruecht. Eng Aufgab vum Ministère kéint et och sinn ze informéieren, datt „nohalteg" och „ekonomesch" heescht. Virun allem fir de Privatbësch ass dëst wichteg. Mä am Ausland, an Däitschland, zum Beispill a Bayern, Baden-Württemberg, verdéngt de Stat och net schlecht u senge Bëscher.

Et muss akzeptéiert ginn, datt heiansdo Beem gefällt ginn, datt d'Verjüngung vum Bësch wichteg ass. D'Nolebeem sollen net verdäiwelt ginn. Op ugepasste Standuerter an a Mëschbestänn kann d'Nolenholz eng wichteg Roll spillen. D'Douglasien an d'Fichte kënne bis zu dräimol méi CO_2 banne wéi zum Beispill d'Buchen. Dëst Holz ka regional mat lokalen Aarbechtskräfte verschafft ginn. An et gëtt virun allem och als Bauholz gebraucht.

Et muss klorgemaach ginn, datt, wann d'Holz, also d'Nolenholz, net hei produzéiert gëtt, datt et da muss importéiert ginn, zum Deel vu wäit hier, wou d'Nohaltegkeet net ëmmer garantéiert ass.

Op där anerer Säit sollen d'Buchen net nëmme verherrlecht ginn. Dës gi ganz dacks wäit exportéiert, zum Beispill bis a China. Datt dëst ökologesch net ganz sënnvoll ass, schéngt logesch ze sinn. Dëst ass alles wichteg, fir ze betruechten. An et muss allgemeng festgehale ginn: Et gëtt net nëmme schwaarz a wäiss!

Ee gutt Beispill ass och déi allgemeng Ausso, datt ee just soll de Stamm eraushuele bei der Holzernte, an de Rescht leie loossen. Am steilen Hang ass dat éischtens, ganz schwéier, zweetens, och geféierlech. An, ech mengen, d'Aarbechtssécherheet ass virun allem bei de Bëschaarbechten immens wichteg. An esou engem Fall muss dee ganze Bam kënnen eropgezu ginn an uewen da vum „Harvester" verschafft/opgeschafft ginn. Dat geet am Bësch selwer net. Dat muss een akzeptéieren. Et muss also a bestëmmte Situatiounen och nach erlaabt bleiwen, „full-tree logging" ze maachen.

Da steet och nach am Text, datt ganz dacks géifen Engins inadaptés à l'exploitation mécanisée benotzt ginn. Et gëtt ganz sécher och hei, esou wéi iwwerall, schwaarz Schof. Awer een „harvester" mat zum Beispill Niddregdrockpneuen ass net onbedéngt schlecht. Duerch den „harvester" gëtt zum Beispill d'Verjüngung, well se d'Beem driwwer zéien, geschützt.

Ganz dacks ginn dës Maschinnen awer allgemeng schlechtgemaach an d'Päerd verherrlecht. D'Päerd huet nach ëmmer seng Daseinsberechtegung, mä dës Maschinnen och. Ze villt Nostalgiedenken entsprécht net onbedéngt der Realitéit. Sensibiliséieren an erëm eemol informéieren, dat ass wichteg.

Wat sécherlech net sënnvoll ass am Bësch - d'Madamm Minister huet et scho gesot, domat si mer komplett averstanen -: Drainagen am Bësch; Dessouchage; Pestiziden hunn näischt am Bësch verluer; d'Düngung huet näischt am Bësch verluer, an esou weider.

Am Basistext, dee mer kritt haten, ass och d'Fro gestallt ginn, ob sollen Zäiten definéiert ginn, wou nach däerf am Bësch geschafft ginn. Et schéngt logesch ze sinn, datt een net soll an de Bësch goen, wann et zum Beispill ze naass ass, mä et muss een awer och bedenken, datt zum Beispill Wäertholz - Buchen -, wann et bis geschloen ass, da muss relativ séier erausgeholl ginn, well soss ass et kee Wäertholz méi, mä soss ass et wäertlos.

Datt starr Regelungen, d'Festleeë vu Méint, wou net däerf geschafft ginn, net onbedéngt sënnvoll sinn - d'Wieder ass wichteg, net de Mount - an datt dës Regelunge riskéieren, op d'Käschte vun den Aarbechtsplazen am Bëschberäich ze goen, muss een och berücksichtegen. Oder huet d'Regierung wëlles, dëse Firmen, falls dat da géif gemaach ginn, wärend esou enger Zäit Chômage technique ze bezuelen? Et muss garantéiert sinn, datt, wann d'Wieder et erlaabt oder an Noutfäll, wéi zum Beispill beim Wäertholz, am Bësch ka geschafft ginn.

Misste mir am Sënn vun der Nohaltegkeet net och eemol iwwerleeën, firwat den Taux de prélèvement nëmme bei 59% läit, firwat eist Holz net genuch genotzt gëtt, firwat den Undeel u Wäertholz am Statsbësch ofhëlt? Eng interessant Fro ass och, wéi vill an eise Bëscher verdéngt gëtt, och an eise staatleche Bëscher, oder wéi vill Verlosch gemaach gëtt.

Allgemeng huet eist Preparatiounsdokument, hunn déi fënnef Froe sech virun allem mat den ekologeschen Aspekter vum Bësch befaasst. Den Équiliber am Sënn vun der Nohaltegkeet ass net onbedéngt berücksichtegt gi bei de Froen. Ekonomesch Aspekter, Froen zu dësem Beräich sinn net genuch gestallt ginn. Et hätt ee sech och kënne froen: Wéi kann eis Ressource Holz besser verwäert ginn? Kann eis Ressource Holz och eng Roll fir d'Zukunft vun eiser Ekonomie spillen, zum Beispill beim „sustainable building"? Als CSV soe mer: Jo! Wéi kann een dat förderen? Wou brauch een an deem Sënn Recherche? Wéi kënne mer d'Veraarbechtungsbetriber hei am Land besser ënnerstëtzen?

Ech verweisen nach eemol op d'Wallonie. Si haten oder hunn an hirem Gesetz festgehalen, datt d'Funktioune vum Bësch fir d'Produktioun vun Holz muss gefërdert ginn. Dëse Prinzip misst och an eisem Code forestier am Sënn vun der Nohaltegkeet festgehale ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, den Défi social, den drëtte Pilier vun der Nohaltegkeet, begrenzt sech an eisen Dokumenter op d'Fräizäit. De Punkt vun den Aarbechtsplazen am Beräich vun der Forstwirtschaft an den nogelagerte Betriber ass net beliicht ginn. Mä och dëse Punkt ass wichteg.

Ofschléissend wëll ech nach eemol dräi Punkte widderhuelen, déi fir eis als CSV wichteg sinn: Éischtens, nëmmen do légiféréieren, wou et onbedéngt muss sinn. Ech hat virdru gesot: Net datt de klenge Bëschbesëtzer op eemol vu lauter Beem de Bësch net méi gesäit. A wa speziell Bewirtschaftungsweise virgeschriwwe ginn, da sollen déi och indemniséiert ginn. Et soll, zweetens, mat positiven Ureizer geschafft ginn, fir zousätzlech ekologesch Leeschtungen ze förderen. An drëttens: Nohalteg bedeit ekologesch, ekonomesch a sozial. An déi dräi Aspekter musse gläichermoosse berücksichtegt ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madamm Hansen. An d'Wuert huet elo den Här Frank Arndt fir d'LSAP.

M. Frank Arndt *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt wëll ech der Madamm Minister Merci soen, dass si eis d'Geleeënheet gëtt, am Kader vun dësem Débat de consultation méi generell iwwer eis Bëscher a besonnesch iwwert de legale Kader, deen d'Gestioun vun eise Bëscher bestëmmt, ze schwätzen.

Ech denken, hei geet et virun allem drëm, fir eis op den Zant ze fillen de Mëtten an ze kucken, wou d'Rees higeet. Dofir probéieren ech och, net méi Froen elo opzewerfe wéi déi fënnef, déi gestallt gi sinn. An ech probéieren, op déi ze äntwerten, wat natierlech net ganz einfach ass, well ee breet gefächert Meenungen driwwer kann hunn. Ech soen awer och der Verwaltung Merci fir dat Material, wat mer am Virfeld zur Verfügung gestallt kritt hunn, fir eis kënnen drop virzebereeden.

Wéi mir all wëssen, ass de legale Kader ee Fléckenteppech aus Gesetzer a Reglementer, déi zum Deel ural sinn a mat der Realitéit vun haut net méi vill ze dinn hunn. Et ass deemno gutt a wichteg, datt mir de Code forestier op de Leescht huelen, fir eng modern a kohärent Gesetzgebung ze kréien, déi de Bedürfnisser vun haut entsprécht, den Erhalt vun eise Bëscher garantéiert an och konform ass mat eisen internationale Verflichtungen.

Dir Dammen an Dir Hären, den ieweschte Prinzip vun esou enger Reform muss dee vun der Nohaltegkeet sinn. Ech weess, dat ass ee Begréff, deen oft iwwerstrapazéiert gëtt, deen awer an dësem Kontext onëmgänglech ass. Et ass nun emol eng Tatsaach, dass d'Beem lues wuessen an dass een de Bësch zwar schnell zerstéiere kann, mä just iwwer Jorzéngten erëm opbaue kann.

Wa mir eng gutt Gestioun vum Bësch wëllen, däerfe mir net a mënschlechen Zäitspane rechnen. An der Entwécklung vun engem Bësch ass eng Legislaturperiod just een Abléck. Déi Beem, déi haut geplanzt ginn, wäerten zu engem Deel nach stoen, wann eis Urenkelen erwuesse sinn. Mir kënnen net wëssen, wat fir eng Bedürfnisser déi drëtt oder véiert Generatioun no eis wäert hunn, mä mir kënnen haut doru schaffen, dass si och nach gesond Bëscher hunn, déi si op déi ënnerschiddlechst Manéiere kënne benotzen.

Wa mer bei de Bedürfnisser vun haut bleiwen, da stelle mer fest, datt de Bësch vu ganz ville Leit zu ganz ënnerschiddlechen Zwecker genotzt gëtt an dass de Bësch doriwwer eraus eng Rei Funktiounen huet, déi mussen erhale bleiwen. Do ass zum Beispill de Fait, dass d'Bëscher CO_2 bannen an esou stockéieren. Et ass eng Fonctioun, déi am Kontext vun de Klimaschutzmesuren ëmmer méi Bedeitung kritt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, domat verbonnen ass eng ganz traditionell Fonctioun, an zwar déi vum Holzliwwerant, enger Matière première, déi erëm méi staark genotzt gëtt an am Intérêt vum Klimaschutz och soll genotzt ginn. D'Bëscher leeschten och e Bäitrag zur Qualitéit vun anere wichtegen natierleche Ressourcen, wéi dem Grondwaasser an der Loft. Et muss ee wëssen, dass 91.000 ha Bësch hei am Land ronn 20 Milliounen Tonne Kuelendioxid späicheren, an datt 1 ha Bësch 50 Tonne Russpartikelen oder Feinstaub späichert, filtert an 100.000 Meter Kibb Reewaasser späichert.

Eng gutt Gestioun vun de Bëscher dréit zum Schutz vun der Biodiversitéit bäi. Net zulescht sinn d'Bëscher e beléift Noerhuelungsgebitt, wou vill Leit hir Fräizäit verbréngen. D'Aufgab vun der Politik ass et, een Équiliber ze schafen tëschent deene verschiddene Fonctiounen an Interessekonflikter auszegläichen. D'LSAP steet an deem Sënn hannert dem Programme Forestier National, deen et erméiglecht, dass all méiglech Akteuren, déi en Interessi um Bësch hunn, sech am Detail kënne mat konkrete Froen auserneesetzen a gemeinsam Positiounen ausschaffen.

D'Ministesch huet eis am Virfeld vun dësem Débat eng Rei Froe gestallt, zu deene mir de Mëtte solle Stellung huelen.

Déi éischt Fro betrëfft d'Visioun, op där deen neie Code forestier soll opgebaut sinn, woubäi d'Optiounen, déi proposéiert gi sinn, sech am Fong just doranner ënnerscheeden, dass méi oder manner explizitt Referenz gemaach gëtt op den internationale Kontext, op Forest Europe an op de Programme Forestier National.

D'LSAP-Fraktioun ass der Meenung, dass de Code forestier net komplett lassgeléist soll si vun den Engagementer, déi mir um internationale Plang geholl hunn, an dass d'Aarbecht, déi um Niveau vum Forest Europe a vum Programme Forestier National geleescht gëtt, och soll mat afléissen. Anerersäits solle mir mam Code forestier ee legale Kader schafen, deen ee gewëssene Spillraum léisst an esou flexibel ass, dass net andauernd muss nogebessert a geännert ginn. Mir hätten dofir eng Preferenz fir déi éischt Optioun, wou sech de Code forestier inspiréiert un der Visioun vum Forest Europe an um Programme Forestier National a sech aschreift an den internationale Kader, ouni spezifesch Referenzen ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi zweet Fro betrëfft den Accès zum Bësch an zur Responsabilité civile vun de Bëschbesëtzer, a virun allem vun de private Bëschbesëtzer.

An der Praxis ass et esou, dass och d'Bëscher, déi a Privatbesëtz sinn, opsti fir de Public. An deem Pabeier, dee mir vum Ministère kritt hunn, gëtt awer zu Recht drop higewisen, dass dat kee gesetzlech verankert Recht ass, mä e Gewunnechtsrecht ass, an dass de private Bëschbesëtzer am Prinzip kéint den Accès zu sengem Bësch verweigeren. Fir d'LSAP ass et awer wichteg, dass och an Zukunft den Accès zu de Bëscher fir d'Leit wäitgeeënd garantéiert bleift, onofhängeg vun de Besëtzverhältnisser.

Wann dat am Code forestier méi kloer soll geregelt ginn, muss och iwwert d'Rechter a Flichte vun de Propriétairen, respektiv vun deene Leit, déi an de Bësch wëlle goen, geschwat ginn. Wann d'privat Bëschbesëtzer gesetzlech verflicht ginn, de Bësch fir de Public opzeloossen, dann ass et verständlech, dass se net automatesch och d'Responsabilité civile wëllen droe bei all Accident, deen am Bësch geschitt.

D'LSAP ass net d'accord, dass d'Spadséiergänger an Zukunft nach just sollen um Bëschwee trëppelen an net méi däerfen an de Bësch eragoen. Mir sinn och net d'accord, dass de Propriétaire guer keng Responsabilitéit méi bräicht ze droen.

Vun den Optiounen, déi d'Ministesch eis proposéiert, kéint d'LSAP mat op de Wee goe vun enger gedeelter Responsabilitéit, wou fir de Propriétaire eng Responsabilité pour faute géif bestoe bleiwen. Da misste mir awer méi genau am Kontext vun der Reform vum Code forestier dat nach eng Kéier kucken, well een an deem Fall och d'Obligatioun vun de Propriétairë méi kloer misst definéieren, well et soss jo quasi onméiglech gëtt, fir hinnen e Feeler nozeweisen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi drëtt Fro geet vun der Feststellung aus, dass d'Bëscher eng Rei wichteg Funktiounen erfëllen, fir déi d'Bëschbesëtzer keng Géigeleeschtung kréien. Et geet also drëm, ob an a wéi engem Mooss d'Bëschbesëtzer sollten entschiedegt ginn dofir, dass de Stat hinnen eng Rei Obligatiounen operleet, déi si Sue kaschten, ouni dass si dofir e bessere Rendement hätten.

Et ass verständlech, dass dat Aarbechtsdokument, wat mir kruten, fir dësen Débat virzebereeden, just staark verkierzt op déi eenzel Problematiken agoe kann. Dofir wéilt ech zu där Fro e puer Remarquë maachen, ouni e klore Choix tëschent den Optiounen 1, 2 oder 3 ze maachen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Als Éischt muss een eng Differenz maachen tëschent Privatbëscher a Bëscher, déi dem Stat oder de Gemenge gehéieren, well d'Prioritéiten hei net déiselwecht sinn an de Stat sech selwer an de Gemenge bei der Gestioun vun de Bëscher awer aner Contraintë kann operleeë wéi de private Propriétairen.

Wat déi privat Bëschbesëtzer ugeet, esou sollte Subside ganz äänlech wéi an anere Beräicher geneemegt ginn. D'Propriétairë sollen engersäits eng Rei Obligatiounen hunn, déi net rémunéréiert ginn. Wa si doriwwer eraus zousätzlech Efforte maachen, déi am Interessi vun der Allgemengheet sinn, mä fir si selwer kee Gewënn erbréngen, da solle si dofir kënne staatlech Hëllefe kréien.

D'LSAP begréisst och d'Initiativen, fir déi privat Bëschbesëtzer ze beroden, Formatiounen unzebidden an, falls néideg, kënnen esou Servicer och nach ausgebaut ginn. Mir sinn awer net der Meenung, dass een einfach esou pro Hektar Bësch, deen een huet, soll Sue kréien. D'Optiounen 1 an 2 ënnerscheede sech dann nach just doduerjer, dass déi eng virgesäit, dass d'Enveloppe budgétaire progressiv soll an d'Luucht goen. Mä an dësem Stadium vun der Diskussioun ass dat schwéier ze soen.

Zousätzlech Ausgabe si jo kee Selbstzweck! Wa mir herno de Projet de loi virleien hunn, aus deem ervirgeet, dass eng Rei vun Ziler ouni Subside schwéier ze erreeche sinn, da kënne mir gären iwwert d'Héicht an d'Modalitéit vun neie Subside schwätzen. Mä allgemeng ze soen, dass déi Enveloppe muss méi grouss ginn, mécht an den Ae vun der LSAP kee Sënn de Moment.

Wat d'Gemengen ugeet, esou stellt sech hei d'Situatioun e bëssen anescht duer. Hiert Zil ass et net un éischter Stell, fir Benefiss ze maache mat de Recettë vum Bësch, mä jee no Situatioun gëtt et awer Gemengen, déi Bëscher hunn, déi dat erméiglechen. Déi meescht Gemengen, déi e Bësch hunn, hunn doduerjer awer regelméisseg een Defizit a si hu wéineg Méiglechkeeten, déi Ausgaben ze reduzéieren, well si jo kloer Obligatiounen hunn.

Si kënnen de Bësch och net einfach verkafen a sinn am Nodeel vis-à-vis vun deene Gemengen, déi kee Bësch hunn a wou de Bësch op hirem Territoire komplett a privater Hand ass. Hei stellt sech d'Fro, ob ee mat spezifesche finanziellen Hëllefen dëse Gemengen net kéint een Ausgläich gi fir eng Aufgab, déi si am allgemengen Interessi iwwerhuele mussen.

D'LSAP ass net dofir, fir iwwert de Code forestier Ännerungen um Schlëssel fir d'Dotatioune vum Stat un d'Gemengen ze maachen. Dat ass een Instrument, dat et net erlaabt, prezis genuch op déi eenzel Situatiounen anzegoen. An et ass och net d'Zil dovunner, spezifesch Ureizer ze schafen, fir eng ekologesch Politik ze maachen.

Am Kader vun der Gemengefinanzreform kréie mir sécher nach d'Geleeënheet, fir iwwert de Verdeelungsschlëssel ze schwätzen, no deem d'Gemenge Sue vum Stat kréien. Mä mir sollten déi Diskussioun net vermësche mat där iwwert den neie Code forestier. De Code forestier muss flexibel an effikass Instrumenter virgesinn, déi kënne mat der Zäit un d'Bedürfnisser ugepasst ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wie kennt et net heibannen, déi eeler Generatioun garantéiert: „Mein Freund, der Baum, ist tot."? Wa mir d'Situatioun vun haut kucken, da gesi mir, datt de Bësch insgesamt an engem relativ schlechten Zoustand ass an dass den Undeel u gesonde Beem am Laf vun der Zäit zréckgaangen ass. Generell ass och d'Biodiversitéit zréckgaangen. Dat ass deemno eng Entwécklung, wou mir musse géigesteieren. Et ass un de Fachleit ze décidéieren, wat fir eng Moossnamen do am sënnvollste sinn.

An de Programme Forestier National bitt jo do eng gutt Plattform, wou ee mat all betraffen Akteuren iwwert d'Ëmsetzung dovunner diskutéiere kann. Wa konkret Ziler a Virschléi fir Moossname virleien, solle mir nach eemol iwwert d'finanziell Hëllefen an aner Forme vu staatlecher Ënnerstëtzung schwätzen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wat déi véiert Fro betrëfft, esou ass et richteg, dass d'Entwécklung vun eisem Land, de Bevëlkerungszouwuess an de steigende Flächeverbrauch, dem Zil entgéintstinn, fir insgesamt d'Fläch vun eisem Land, déi vu Bëscher bedeckt ass, net ze reduzéieren. Dëse Problem besteet awer fir all Biotopen an Naturlandschaften. Deeselwechten Drock läit op de landwirtschaftlech genotzte Flächen.

De Problem, deen d'Ministesch hei opwerft, ass deen, dass mir engersäits um internationalen Niveau den Engagement agaange sinn, fir datt d'Bëschflächen net méi kleng solle ginn, anerersäits awer bei Renaturéierunge vu Waasserleef Beem ewechmaachen, déi net duerch eng Kompensatiounsmoossnam op enger anerer Plaz ausgeglach ginn. Mir ersetzen deemno ee Biotop duerch een aneren.

D'Optiounen, déi d'Ministesch eis hei virgeluecht huet, gesinn awer elo allen zwou vir, dass d'Gesamtfläch vum Bësch absolutt muss erhale bleiwen, wat am Prinzip ausschléisst, dass ee Biotop duerch een aneren ersat gëtt. D'LSAP ass éischter der Meenung, dass déi Méiglechkeet, ee Biotop duerch een aneren ze ersetzen, misst an engem gewëssene Mooss bestoe bleiwen.

Et kann net sinn, wann d'Gemengen an eng Renaturéierung investéieren, da maache se dat jo ausschliisslech am Interessi vum Naturschutz an am Sënn vu méi enger grousser Biodiversitéit; et wier an eisen Ae kontraproduktiv, wann ee bei esou enger Initiativ zousätzlech Kompensatioune géif fuerderen. Wann ee bedenkt, wéi schwéier mir eis elo schonn dinn, fir Projeten ze kompenséieren, wou et aus der Siicht vum Naturschutz zu enger Verschlechterung kënnt, wéi zum Beispill, wann eng Strooss duerch e Bësch gebaut gëtt, da kann ee sech virstellen, dass d'Bereetschaft, fir Renaturéierung duerchzeféieren, sécher net an d'Luucht geet, wann een et da mat der Oplag vun enger Kompensatioun verbënnt.

D'LSAP ass der Meenung, dass et och an Zukunft soll méiglech sinn, am Kader vun enger Renaturéierung, Beem ewechzemaachen, ouni datt eng Kéier muss kompenséiert ginn. Mir hunn hei am Land net esou vill Flächen, dass een esou eng Politik problemlos kéint ëmsetzen. Grad bei esou Projeten huet den Ëmweltministère jo awer ee Wuert matzeschwätzen an dofir ze suergen, dass et insgesamt zu enger qualitativer Verbesserung vun eise Biotope kënnt. Déi Diskussioun musse mir nach eemol féieren, wa mir déi nei Proposen zum Naturschutzgesetz virleien hunn.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, bei der leschter Fro geet et ëm den Équiliber tëschent deene verschiddene Fonctiounen, déi de Bësch huet. Tëschent deene Fonctioune gëtt et natierlech Interessekonflikter. An et ass eng politesch Décisioun, wéi een do d'Prioritéite setzt. Konkret ugeschwat, gëtt et hei de Konflikt tëschent enger méiglechst naturnoer Gestioun vum Bësch, engersäits, an enger méi intensiver Exploitatioun anerersäits.

Wann een e gesonden Équiliber tëschent dësen Interessen ustrieft, muss ee sech kënnen un déi jeeweileg Situatioun upassen. Wann ee vun engem Bësch ausgeet, deen an engem schlechten Zoustand ass, muss een d'Prioritéit drop setzen, deen Zoustand ze verbesseren, an d'Exploitatiounsmethode mussen dat Zil ënnerstëtzen. D'Rentabilitéit ass an deem Fall zweetrangeg!

Op anere Plazen ass eventuell méi eng intensiv Notzung méiglech, ouni dass doduerjer de Bësch iwwerméisseg belaascht gëtt. Déi Situatioun evoluéiert jo awer och iwwert d'Zäit, soudass mir och hei d'Instrumenter brauchen, déi kënnen adaptéiert ginn. A mir däerfen eis net vu virera bürokratesch Limitte setzen, déi herno eng sënnvoll Aarbecht um Terrain erschwéieren!

D'LSAP fënnt d'Propos an der Optioun 2 gutt, fir d'Akteuren, déi am Programme Forestier National zesummeschaffen, mat anzebannen an dem Volet Recherche méi eng grouss Bedeitung zoukommen ze loossen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, um Enn muss een awer och bedenken, dass iwwert d'Halschent vun eisem Bësch a Privatbesëtz ass an dass een dëse Propriétairen net déiselwecht Virschréfte ka maachen, wéi wann de Bësch an ëffentlecher Hand wier. Eis Ziler kënne mir hei nëmmen erreechen, wann d'Propriétairen en Intérêt dra gesinn, fir mat an déiselwecht Richtung ze goen, a wa se sech fair behandelt fillen. Grad wann et ëm d'Beschaffe vum Bësch geet, ass et wichteg, dass een d'Lat hei net esou héich leet, dass si all Interessi un enger Exploitatioun verléieren. D'Wirtschaftlechkeet muss d'Ziler vun der Nohaltegkeet respektéieren.

D'LSAP ass der Meenung, dass et méiglech ass, déi Ziler ënner een Hutt ze kréien, wann de Stat déi richteg Begleetmesurë schaaft. A wann déi privat Bëschbesëtzer d'Gefill hunn, datt an de leschte 25 Joer no Rio d'Wirtschaftlechkeet am Bësch ëmmer méi vernoléissegt ginn ass an datt besonnesch d'Ekologie an der Bëschpolitik absolutt de Virrang iwwerholl soll hunn, a wann een d'Argument akzeptéiert, datt de Bësch nëmmen 1% vum PIB anhëlt, da musse mir eis awer d'Fro stellen: Hu mir genuch gemaach, fir d'Wirtschaftlechkeet ze stäerken, also fir dat ze änneren?

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, de Moment gëtt eist Holz praktesch nëmme méi exportéiert an de Mehrwäert gëtt an den Nopeschlänner a souguer och, wéi virauser scho vun der CSV bemierkt ginn ass, vum Martine Hansen, a China gemaach.

D'LSAP ass der Meenung, dass dat dee schlechte Wee ass an dass do nach ee grousst Potenzial läit, fir eng performant an héichwäerteg Veraarbechtung vun Holz hei bei eis am Land ze erreechen. Mir duerfen net verpassen, d'Potenzial vun der Économie circulaire ze erkennen an dat Potenzial als Chance ze gesi fir esou e klengt Land, wéi mir eent sinn, ouni selwer vill natierlech Ressourcen ze hunn. Mä eng vun dëse Ressourcen ass nun emol de Bësch.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, et soll een och net de soziale Volet ganz aus den Ae verléieren an un déi Leit denken, déi an de Bëscher schaffen. Déi Mesuren, déi mir um Pabeier treffen, bedeiten, dass an Zukunft méi am Bësch muss geschafft ginn, sief et am Kader vun Ëmweltprojeten oder am Kader vun der Notzung vum Bësch. Dat schaaft Aarbechtsplaze mat manner héijer Qualifikatioun, déi hei am Land gebraucht ginn, wann een den Aarbechtsmaart kuckt. A mir musse kucken, mat wat fir enge Projeten an a wéi engem Mooss mir kënnen déi ganz holzveraarbechtend Filière stäerken. Firwat net zum Beispill Projete vun der Économie solidaire?

Et ass eng gutt Saach, dass bei de Preparatioune vun dëser Reform all d'Akteuren d'Geleeënheet hunn, hir Iddie mat an d'Diskussioun ze bréngen. Wann de Projet de loi da bis virläit, wäerte mir jo och an de Chamberskommissiounen déi verschidden Aspekter am Detail analyséieren a sécherlech och héich diskutéieren. Ét ass awer och sécher, dass eenzel Punkte kontrovers wäerte bleiwen, well nun emol jiddwereen net déi déiselwecht Interessen huet oder déiselwecht Prioritéite sech setzt.

Ech wënsche mir just, dass mer um Enn een ausgeglachenen Text hunn, deen e gudden Équilibrer tëschent deene verschiddene Positiounen duerstellt. A wa mir dee bis gestëmmt hunn, da muss och jiddweree mat dru schaffen, fir déi Bestëmmungen an der Praxis ëmzesetzen, well um Enn droe mir all zesummen eng Verantwortung dofir, dass mir deene kommende Generatioune gesond Bëscher hannerloossen, déi all wichteg Fonctioune kënnen erfëllen, vun deene mir haut hei schwätzen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Arndt. Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen: den Här Deputéierte Gérard Anzia. Här Anzia, Dir hutt d'Wuert.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt u sech ufänken - do hunn ech awer direkt déi éischt Säit gestrach -, well ech jo awer muss e bëssen agoen op d'Interventioun vu menger Virriednerin Martine Hansen.

Wat elo richteg ass, dat ass awer, dass mer en Text hei hu vun eelef Säiten, dee kierzlech verschéckt ginn ass. Mä et ass awer esou, dass mer iwwer 100 Säiten Dokumentatioun, an zwar de 27. Oktober 2014 (veuillez lire: 2015), kruten. Elo ass et esou, ech war selwer natierlech deen Text sichen, dat war an der Kommissioun och esou gesot ginn, an ech hoffen och, dass si selwer dorop zréckgegraff huet. An domat louch also eng Dokumentatioun explizitt an deem Fall vir. Ech hat déi jo net eleng kritt, an domat wär u sech deen Deel vun der Dokumentatioun awer dann elo emol beliicht ginn.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Anzia?

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- A well ech nëmme ganz wéineg Zäit hunn, géif ech kucken, wann ech herno Zäit hunn, géif ech ganz gär op déi Fro dann och äntwerten.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Erlaabt Der, dass d'Madamm Hansen lech awer eng Fro stellt?

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Et war e Fait personnel!

Une voix.- D'Madamm Hansen ass ugeschwat ginn.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Okay, ganz kuerz.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Also Fait personnel. Ech wëll dem Här Anzia just soen, datt ech dat Dokument...

(Brouhaha)

...datt ech dat Dokument och siche war. Ech hu just drop higewisen, datt mer gesot hunn, mir géifen dat an der Kommissioun nach ganz grëndlech virbereeden. An dat ass net geschitt! Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Gutt.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Dont acte. Ech muss Iech dann éierlech soen...

(Brouhaha)

Ech muss Iech dann éierlech soen...

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Den Här Anzia huet elo eleng d'Wuert. Wann ech gelift, e bëssen Disziplinn!

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Gutt. Ech kierzen nach eng Säit, dat ass awer och guer kee Problem, da kucken ech dat duerno méi schnell erduerchzehuelen.

Da kommen ech op eng zweet Ausso zréck - da kënnt erëm eng Kéier Fait personnel vun der Madamm Hansen -, dass se gesot huet, déi Secteure wieren net alleguerten hei concernéiert gewiescht. A wann ech elo grad de Programme Forestier National kucken, dat ass jo grad awer déi Institutioun, wou all déi Akteure beienee sinn. Also méi Akteuren un den Dësch kréien, wéi all déi, déi hei opgezielt sinn - an ech huele mer léiwer déi Zäit, well dat anert hannendru kënne mer jo och nach eng Kéier an der Kommissioun souwisou beschwätzen -, do ass d'ANF dran, natierlech, d'Association des forestiers luxembourgeois, d'Chambre d'Agriculture...

(Interruption)

Also de Secteur ass och - wann ech gelift, elo keng Ënnerbriechunge méi - ass och vertrueden. Da sinn d'Jeeër vertrueden, et ass de Groupement forestier, de Lëtzebuerger Privatbësch ass vertrueden, de Mouvement Écologique...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech hunn dat och gelies, ech hunn dat och gesot gehat.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- ...Natur an Ëmwelt, den ONR, den Ordre des Architectes et des Ingénieurs-Conseils an de Syvicol ware vertrueden. Ech wollt just festhalen, dass fir eis als Gréng de Programme Forestier National e ganz wichtegt Dokument ass a grad eng wichteg Plattform ass, wou all déi Akteure vum Secteur, déi concernéiert waren, do konnte sech ausdrécken. An doduerch ass dat Dokument hei entstanen.

Sou, elo géif ech mat menger Ried weiderfueren. Déi do zwou Minutte war dat op jidde Fall wäert, fir dat hei ze soen.

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Ech probéieren an dësem Débat, mech net méi stéieren ze loossen.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Ech probéieren an dësem Débat de consultation, meng Vuen...

Plusieurs voix.- Ooh!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Ech probéieren an dësem... Merci, Madamm Presidentin! Haalt mer nach eng Minutt, haalt mer nach eng Minutt.

Une voix.- Et ass wéi an der Schoul elo.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Ah jo, hei ass et och e bësse wéi an der Schoul. Et ass een, dee schwätzt, an déi aner, déi intervenéieren a participéieren. An elo ass et u mir, fir fir d'Éischt emol d'Ried ze halen.

Ech probéieren also an dësem Débat de consultation - also eng Consultatioun wëllt heeschen, ech froen d'Meenung vun de Leit -, meng Vuen an déi vun der grénger Fraktioun an enger Aart vun Dräifaltegkeet hei duerzeleeën. A keng Angscht, ech wäert elo hei net nach weider Bibelbezeechnungen huelen, mä ech probéieren, d'Vuë vu folgenden dräi Akteuren am Bësch ze beliichten, an zwar zu deene fënnef gestallte Froen, wann d'Zäit et dann zouléisst.

Éischtens: De Mënsch, deen Erhuelung am Bësch sicht, dee profitéiert vun deem proppere Waasser, vun der Loft, déi de Bësch liwwert, deen also selwer grouss Virdeeler huet. Ech selwer sinn och esou een. De Bëschbesëtzer, dee säi Bësch wëllt valoriséieren a gesond halen, do sinn ech och selwer concernéiert, ech gehéieren och zu deenen 13.785 private Bëschbesëtzer, deene 54% vun dem Bësch hei zu Lëtzebuerg gehéiert. Ech sinn also dovun och concernéiert.

(Interruption)

Interessant! Dat kann een och alles noliesen.

Den Naturschützer ass och hei concernéiert, dat ass deen drëtte Vecteur, deen d'Biodiversitéit vun der Flora a Fauna am Bësch, deen déi wëllt erhalen, deem speziell déi wichteg Bëschbiotopen um Häerz leien. Och do sinn ech concernéiert, och do zielen ech mech zu dëser Kategorie. Ech sinn also dräimol concernéiert.

(Interruption)

An duerno wëll ech weiderfueren an déi Froe beäntwerten hei zum Code forestier. Nach eng Kéier de Merci un eis Ëmweltministesch Carole Dieschbourg fir eben déi intensiv oder staark Dokumentatioun, déi hei geliwwert ginn ass, déi Viraarbecht, déi 2014 mat den Akteure vum Terrain ugestouss ginn ass.

A genau dat ass jo d'Spigelbild vun der Virgoensweis. Déi concernéiert Leit, déi ware scho mat um Dësch an et ass eng Virbereedungsphas gemaach ginn. Elo ass en Débat de consultation an duerno kënnt e Gesetzestext, dee mat deene Leit nach eng Kéier zesummen ausgeschafft gëtt, kënnt hei an eis Chamberskommissioun. Wat wëllt een do méi vun demokrateschem Prozess u sech opbauen?

E Merci och un den Direkter, den Här Wolter Frank, deen och hei uewen op der Tribün sëtzt. Ee wichtege vun deenen Akteuren ass natierlech och d'ANF, déi jo als Haaptakteur hei als Administratioun betraff ass.

Déi fënnef Froen, déi et ze beäntwerte gëllt, sinn dann elo déi folgend. Éischt Fro: Sollen an eisem Gesetz also déi national Visioune vun dem Programme Forestier National, also deem Instrument, wou u sech vill Akteure bedeelegt sinn, soll dat also hei mat afléissen? Sollen zousätzlech déi international Engagementer, déi Lëtzebuerg schonn ënnerschriwwen huet, sief et am Forest Europe, sief et eben och an der EU-Bëschstrategie, sollen déi hei mat afléissen? Eis Meenung dozou ass natierlech ganz kloer: Jo!

An ech mengen och, dass déi dräi concernéiert Akteuren, déi ech virdru genannt hunn, déi Dräifaltegkeet, dass si sech deem wëllen uschléissen a soen: „Jo, kommt, mir ginn op de Wee vun där Visioun!"

Fro 2: Wéi regele mer elo den Zougang zum Bësch, sief et am Privatbësch, sief et am ëffentleche Bësch? Wéi verhält et sech mat der Responsabilité civile? Ma vu mengen dräi Vuë fir d'Éischt déi vum Bierger: Bon, als Gréngen... oder als Gréng si mir der Meenung, dass den Accès an de Bësch fir eis Bierger, déi do Erhuelung sichen an och fanne vum Stress vum Alldag, déi och iwwert de Sport en Équiliber sichen zu hirer Aarbecht - mir selwer sollen dat och heiansdo maachen, mengen ech, dat géif eis guttdinn, dat ass immens wichteg an dat ass eng sozial Komponent, eng sozial Funktioun an dat ass also eppes, wat mer an der Fro 2 ganz kloer ënnerstëtzen an dat soll och an de Code forestier afléissen -, dass den Accès zum Bësch fir d'Bierger dofir soll méiglech ginn.

Wéi ass et elo mat der Responsabilitéit vum Propriétaire? Ass deen elo haftbar, wann eng geschitt? Mir sinn der Meenung, dass ee sech kéint un där franséischer Legislatioun inspiréieren, fir dass d'Responsabilitéit vum Propriétaire just an dem Fall vun engem Feeler, wou also e feelerhaft Verhale géif virleien, géif engagéiert ginn. Dat wëllt heeschen, wann ech also doudegt Holz am Bam hänken hunn no engem Stuerm an et fält erof, dann ass et kee Feeler vum Propriétaire. Hunn ech awer en opgestapelten Holzkoup do, deen net geséchert ass, da läit eventuell e Feeler vun engem Propriétaire vir an da muss deen och eng Haftflicht hunn.

Ech selwer hunn natierlech och eng speziell Haftflicht, an do si leider, an ech wäert, ech hoffen..., bon, ech vermuten, dass vill vun deenen 13.000 Propriétairen déi net hunn, well et net d'office esou ass, dass all Propriétéit vum Bësch, och vun enger Wiss oder engem Akerland mat eran an eng RC immeuble kënnt. Do soll een oppassen an dofir en Appell, vläicht do eng kleng Informatiounscampagne ze starten, wat eben ënner anerem och d'Privatbësch Asbl mécht, an zu enger Somme modique u sech fir hir Memberen, vun där Asbl, also och dat da mat assuréiert.

Bon, elo wëll ech och nach d'Vue vum Naturschützer hei op déi zweet Fro werfen. Eiser Meenung no ass et wichteg, dass een oppasst, dass Stéierungen am Bësch méiglechst verhënnert ginn, dass een also probéiert, de Flux vun de Bierger ze kanaliséieren, wéi dat nëmme geet, am beschten och op festgeluechte Weeër.

Dat kléngt elo eventuell komesch, mä ech ginn dozou e puer Erklärungen. Ben, de Bambësch, deen ass nobäi hei bei der Chamber, dat ass e ganz gutt Beispill. Vill Leit ginn do trëppelen, joggen oder fuere mam Mountainbike derduerch. Dat ass gutt esou an d'Wëld gëtt doduerch net wierklech gestéiert. De Problem entsteet awer eréischt dann, wa mer zousätzlech zu dëse Weeër op eege Fauscht duerch de Bësch ginn, an do denken ech net u Maison-relaisen an och net u Gruppen, déi iwwer ONGen d'Natur méi nobruecht kréien. Do denken ech u Leit ënner anerem - virun allem mat Mountainbike -, déi de sportleche Kick u sech abseits vun de Piste sichen. Dat ass e reale Problem eiser Meenung no an dat soll och onbedéngt an dësem Code forestier mat berücksichtegt ginn!

A gradesou gëllt et awer och fir d'Bierger, d'Schounzäite vum Wëld am Bësch ze respektéieren. Mir kënne jo net higoen an de Jeeër Schounzäiten operleeën, an da géife mer de Bierger déi Schounzäiten net operleeën. Dofir mengen ech och, dass am Respekt vun dem Wëld, wann een et eben net erleet, dass een da soll och kucken, déi Schounzäiten anzehalen an op grouss Sportsmanifestatiounen dann am Bësch ze verzichten.

An zum Schluss nach zu dëser Fro zum Accès, do muss awer och de Bierger einfach akzeptéieren, dass zu gewëssen Zäiten eben eng Restriktioun ass, dass den Trëppelwee am Bësch gespaart ass, well ebe grad Holz gehae gëtt, well awer och vläicht eng Klappjuegd ass. Do brauche mer awer och ausser enger gudder Beschëlderung absolutt eng Toleranz vun allen Akteuren, awer och vun de Bierger vis-à-vis vun deene Professionelle respektiv vun deene Leit, déi d'Juegd ausüben am Bësch.

Une voix.- Très bien!

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Zur Fro 3: Do beschäftege mer eis mat dem Wäert oder mat der Entschiedegung vu Servicer, déi de Bësch eis alleguerten hei liwwert. An dat ass ganz schwiereg, dat an Dollaren oder Euro auszedrécken. Mä d'Fro ass ëmmer: Wivill ass eis dee Liewensraum wäert? Wivill bezuele mer fir de Sauerstoff? Wéi bezuele mer, wivill bezuele mer fir proppert Waasser? Ben, do wéilt ech just eppes dozou soen: Wa mer kee proppert Waasser hunn, an dat hate mer jo wierklech am Hierscht 2014, wa mer Problemer mat Pestiziden an enger Grondwaasserquell hunn, da wësse mer, dass eis dat ongefeier 80 Cent de Kubikmeter kascht, fir déi erauszekréien duerch Filterung. Also mir wëssen dat, wat et kascht éischter, wann de Schued bis do ass, an et ass net gutt ze chiffréieren, wat mer dorun hunn, wann e Schued guer net opkënnt. An dat ass dee Präis, dee mer vun deem Service eben net einfach kënne chiffréieren.

Une voix.- Très bien!

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Wat ass eis d'CO_2-Späicherung wäert am Kader vun dem Klimawandel? Wat ass eis de Schutz vum Buedem virun der Erosioun wäert? Ben, dat ass alles ganz schwiereg ze chiffréieren. Am Moment hu mer just ee Wäert um Bësch, an dat ass den Holzverkafswäert.

An och do maachen ech eng Klammer op: Am Holzverkafswäert ass et sécherlech sënnvoll - mä et kënnt herno an der Multifunktionalitéit vum Bësch nach eng Kéier erëm -, dass een

awer och aner Schinnen opbaut hei zu Lëtzebuerg, dass mer u sech de Méiwäert hei schafe mat enger anerer Veraarbechtung vum Holz. An do denken ech virun allem un d'Bichenholz. Do gëtt et Modeller an der Schwäiz, déi u sech am Hausbau ganz vill Bichenholz asetzen. Mir hu jo och zirka 30% Bichenholz an eise Bëscher stoen. Dat wär eng Filière, do wär et absolutt derwäert, driwwer nozedenken, fir den Holzundeel méi hei intern am Land kënnen ze notzen. Dat wär gutt fir d'Klima, well deen CO_2, deen dodra gespäichert ass, dee géif hei och nach op der Plaz bleiwen.

Wéi kéint ech déi Servicer géigefinanzéieren? Ma eng Iddi wär u sech, an do kommen ech méi spéit drop zréck, de Plan de gestion forestière. Mä dorop kommen ech nach eng Kéier.

D'Fro 5 gräift an op d'Fro 3... Ech hu gesinn, ech hunn awer nach e bësse Sputt hei erwirtschaftet, da geet d'Kadenz ganz liicht erof, nëmme ganz liicht.

D'Fro 5 gräift an d'Fro 3 an: den Équiliber vun de Funktiounen a Servicer vum Bësch. Fir den Iwwergang elo e bësse komplizéiert ze maachen, huelen ech nach d'Fro 4 dozwëscht. Do soen ech einfach emol: Jo! Ah jo, déi gréng sinn der Meenung, dass d'Bëschfläch zu Lëtzebuerg soll erhale ginn an där Ausdeenung, déi se elo huet. An awer a spezielle Fäll soll och eng Derogatioun trotzdeem méiglech si vun dem Minister, respektiv der Ministesch, déi zoustänneg ass, wann et a Kombinatioun mat anere Moossnamen zu méi héichwäertege Biotope kéint kommen, déi eben do kéinte geschafe ginn.

Erëm eng Kéjer zréck zur Fro 5 - 4 ass beäntwert -, den Équiliber am Bësch. Grad virdrun ass och ugeschwat ginn - ech nennen elo keen Numm, fir keng Interventioun hei ze kréien - d'Multifunktionalitéit vum Bësch, déi steet do ganz kloer an der Fro 5 beschriwwen. Et ass net nëmmen dat Ekonomescht, wat entsteet do dran, et ass dat Soziaalt do dran an et ass och dat Ökologescht do dran: Liewensraum also a Biotop fir Flora a Fauna, Holz als Wäertstoff, Erhuelungsraum fir d'Bierger, Aarbechtsplaze fir eis Bierger vun hei.

650 Aarbechtsplaze gëtt et am Moment am Bësch. Do ass nach Potenzial: Wa mer déi Wäertschëpfungsketten hei opbaue mat der Veraarbechtung zum Beispill vu Bichenholz, Eechenholz, dann hu mer nach zousätzlech Aarbechtsplazen, déi direkt mam Bësch a mat eisem Holz ze dinn hunn, déi hei kéinte geschafe ginn. An eng aner Multifunktioun ass natierlech de Buedem-, Loft- a Waasserschutz. An dës Ziler, déi mussen eiser Meenung no onbedéngt an de Gestiounsplang erafléissen, an net nëmmen an d'Gestiounspläng vun deene Bëscher, déi méi wéi 20 ha Ausdeenung hunn am Privaten, respektiv all déi Bëscher vu Gemengen a Stat.

Dofir kéinte mir eis virstellen als déi gréng, dass een u sech higeet an déi Gestiounspläng opstellt fir Privatpropriétairen, déi méi kleng Surfacen hunn, an engem Kollektiv, fir dass eben den Échantillon och grouss genuch ass, zirka vun 20°ha, an da probéiert, dat absolutt ze subventionéieren. Et ass e bëssen an der Iddi vun engem PAG/PAP. Da läit eng Guideline vir fir d'Privatbëschbesëtzer, wéi een dee Bësch kann notzen a wou alleguerten déi Kritären dra sinn. Well vill ze dacks, ech weess et selwer als Privatbëschbesëtzer, ass emol een Zil dran: Ech schaffen am Bësch an ech probéieren, dat méiglechst suenneutral ze maachen, soudass ee bei der Duerchforstung u sech mat dem Holzverkaf probéiert, an den Équiliber ze kommen.

Zum Schluss - e gëtt esou lues virbereet - nach e puer grondsätzlech Iwwerleeungen zum Bësch en vue vun engem responsabelen Notzen, deen do soll geschéien. Ech hat eng Kéier op der Antenn vun RTL am Virfeld vun dëser Diskussioun gesot: „De Bam am Bësch, dee soll genotzt gi vun der Wuerzel bis zur Kroun." An duerno hunn ech erkläert, wat ech géif drënner verstoen. Dat hat ongeféier 20 Minutte gedauert, awer net op der Antenn, dat wär jo flott gewiescht, dat wär eng schéi Pub gewiescht! Neen, dat hat ongeféier eng Minutt gedauert, dat war just deen ee Saz. Elo kënnt dann..., ech hunn awer och elo keng 20 Minutte méi, dann huelen ech mer elo nach eng Minutt, fir dat an de Kontext ze setzen, wat ech dodrënner verstinn.

De Stack mat de Wuerzelen, dee bleift am Bësch an dee soll do verrotten. An dee brauch seng Zäit! An dat ass gutt, well da ginn en différé d'Närstoffer un de Buedem ofginn. An den No-Go fir eis ass wierklech d'Mulchen am Bësch, e Frevel um Buedemopbau an och virun allem um Humus, deen do ass, dat ass eng Katastroph!

Déi zweet Saach: De Stamm an d'Wäertholz, dat gehéiert natierlech an d'Schräinerei. Do si mer eis eens. Dat soll net verbrannt ginn an do muss a soll eng Filière opgebaut ginn - ech hat scho virdrun driwwer geschwat -, eng Verwäertungsschinn hei zu Lëtzebuerg, fir dass mer verstäerkt an den Holzhausbau erakommen, zum Beispill fir Bichenholz, wou mer hei kéinten zousätzlech Aarbechtsplaze schafen.

Fir d'Schwaachholz, do gëtt et zwou Filièren. Déi Leit, déi e bëssen eppes mam Bësch ze dinn hunn, wëssen dat. Entweder ass et Industrieholz, et gëtt Pabeier draus gemaach, oder et geet der Energiefilière zou. Dat ass deen Deel, deen net direkt an der Miwwelschräinerei ka verschafft ginn.

An zum Schluss d'Kroun: Ma d'Kroun vun deem Ganzen, dat soll natierlech wéi de Wuerzelteller, de Kapp an de Fouss, déi sollen am Bësch bleiwen an do lues sech zersetzen. Och alles zerhäckselen an opschaffen ass net déi bescht Iwwerleeung dran. Et soll schonn nach am Geäscht bleiwen, well dann zersetzt et sech vill méi lues an dann hu mer e Méiwäert an der Biodiversitéit fir Insekten, Champignonen, Pilzen an esou weider an esou fort, a Planzen.

Bon, an dann nach eppes: Dee Bam, dee mir elo hei ernten, deen ass viru mindestens zwou Generatioune geplanzt ginn. Dee Bam, dee mer elo duerno noplanzen, ma dee planze mer fir déi nächst zwou Generatiounen. An dofir muss een am Bësch eng aner Zäitschinn opsetzen.

Mir kënnen net dat Kuerzfristegt do am A hunn, dofir, dat Gemulchs huet guer kee Wäert! Dat ass dat Kuerzfristegt. Dat brëngt eis iwwerhaapt a guer a glat näischt. E Bësch gëtt eréischt fréistens valoriséiert no 40 Joer. Duerfir brëngt et och näischt, wa mer do deen Uplanzungsprozess op eemol do quasi duerch ee pseudoindustrielle Prozess wëlle vereinfachen a méi schnell maachen. Dat ass net déi richteg Iwwerleeung. Mir mussen do an aneren Zäitschinnen denken.

Sout! Also, ech sinn och der Iwwerzeegung, dass, wa mer e bëssen... Et ass och deen zäitversate Prozess, deem mer et ze verdanken hunn, dass esou vill Leit dat Positivt am Bësch fannen, dass déi och eng positiv Stëmmung do kënnen erauszéien. Ech selwer sinn e fervente Bëschliebhaber. Ech sichen do mäin Ausgläich an ech fannen en och do.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Sou, de Schluss! Dat gëtt eng Punktlandung. Ech probéiere perséinlech an dësem Kader, wierklech mäin Deel dozou bäizedroen, dass de Bësch menge Kanner a Kandskanner kann erhale bleiwen. Et wieren nach vill Saachen ze soen, mä déi diskutéiere mer, wann d'Gesetz do ass vum Code forestier an der Kommissioun. An da kënne mer jo nach eng Kéier intervenéieren.

An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Anzia. An den nächste Riedner ass den Här Max Hahn fir d'DP.

M. Max Hahn *(DP)*.- Här President, an engem Bësch bei Oslo huet am Joer 2014 eng schottesch Kënschtlerin eng Bibliothéik geplanzt. Jo, Dir héiert richteg: geplanzt. Eng Bibliothéik, dat sinn an dësem Fall 1.000 jonk Beem, déi honnert Joer wuessen, fir dass aus hinnen am Joer 2114 Pabeier fir 1.000 Bicher ka produzéiert ginn. All Joer schreift elo ee renoméierte Schräftsteller en Text fir dës zukünfteg Bibliothéik. Deen Text gëtt eréischt veröffentlecht, wann d'Beem tatsächlech geschloe ginn. Honnert Joer, dat ass eng laang Zäit, méi wéi e Mënscheliewen. A wie weess, ob an honnert Joer Bicher iwwerhaapt nach op Pabeier gedréckt ginn.

Dëse Projet huet mech markéiert, well e weist, dass mir haut op déi wäertvoll Ressource Holz nëmme kënnen zréckgräifen, well schonn eis Vir-Virfahren iwwer Jorhonnerten de Bësch nohalteg bewirtschaft hunn. De Sproch „Schlo nëmmen esou vill Holz, wéi es och nowiisst!" ass méi wéi 300 Joer al. An nawell ass en haut esou aktuell wéi deemools. Hätt ech mat menger Ried vun haut misse waarden, bis d'Holz fir de Pabeier, op där ech se geschriwwen hunn, reell gewuess ass, jo, dann hätt et vläicht keng 100 Joer gedauert, mä nawell hätt Dir méi Gedold misse matbréngen. An Dir hätt se wahrscheinlech verluer, fir op mech ze waarden.

Här President, et gëtt kaum e System, deen den abstrakte Begréff vun der Nohaltegkeet esou mat Liewe fëllt, wéi de System Bësch. Et ass dofir och kee Wonner, dass de Begréff Nohaltegkeet aus der Forstwirtschaft staamt. E gesonde Bësch ass en zouene Kreeslaf, deen net nëmmen d'Ressourcen Holz produzéiert an Aarbechtsplaze schaaft, neen, de Bësch ass villes méi. E produzéiert Sauerstoff: eleng een Hektar Bësch tëscht 15 an 30 Tonnen d'Joer. De Bësch filtert och Stëbs an e bënnt de klimaschiedlechen CO_2. Net ëmsoss gëtt de Bësch gären als gréng Long bezeechent.

An et geet nach weider. E schützt de Buedem a bilt Grondwaasser. Hien ass d'Doheem fir vill Liewewiesen, a last but not least bitt hien dem Mënsch en optimalen Erhuelungsraum. Aus eegener Erfahrung kann ech soen: De Bësch ass besser wéi all Relaxatiounskur. De Bësch ass domadder net nëmmen e Multitasker, mä e regelrecht Multitalent.

Dofir wëll ech der Ëmweltministesch Carole Dieschbourg op dëser Plaz Merci soen, fir dëse wichtegen Débat lancéiert ze hunn, deen et nach eng Kéier erlaabt, d'Wichtegkeet vum Bësch fir eis Gesellschaft ervirzeträichen.

Här President, d'Deputéierte krute fir dëse Consultatiounsdébat fënnef prezis Froe gestallt, op déi ech natierlech elo eenzel wäert agoen. Déi éischt Fro ass, ob am Code forestier d'Visioun vum Programme Forestier National, kuerz PFN, an déi vum Forest Europe confirméiert ka ginn. D'DP seet dozou kloer jo, woubäi mir mengen, dass ee sech sollt generell zu den internationalen Engagementer bekennen, ouni awer elo den Forest Europe spezifesch am Gesetz ze nennen. 40 Länner hunn am Kader vum Forest Europe zesummegeschafft. An et ass menger Meenung no e ganz équilibréierten Text erauskomm, dee mir selbstverständlech ënnerstëtzen.

Et läit fir mech op der Hand, dass dës Philosophie och am Code forestier sollt erëmzefanne sinn. Datselwecht gëllt fir de PFN, dee sollt als Orientatioun genotzt ginn, ouni awer dass elo all Detail muss am Gesetz spezifiséiert ginn.

Déi zweet Fro ass méi komplex, well et deels eng héich juristesch ass. Et ass d'Fro, wéi d'Responsabilitéite solle geregelt ginn am Fall, wou eng Persoun an de Bësch geet an hir do eppes geschitt.

Ech begréissen et ausdrécklech, dass déi allermeescht Privatbëschbesëtzer et toleréieren, wa Leit an hirem Bësch spadséiere ginn. Et muss een awer och wëssen, dass eisem Code civil no de Bëschbesëtzer a priori ka responsabel gemaach ginn am Fall, wou e Spadséiergänger sech an engem Bësch blesséiert. De Stat huet zwar schonn 2008 dorop reagéiert an eng Assurance fir all d'Bëscher hei am Land ofgeschloss, ma nawell riskéiert de Bëschbesëtzer deen Ament nach ëmmer eng penal Responsabilitéit ze droen. Et ass wichteg d'Froe vun de Responsabilitéite besser ze regelen, well wëlle mir, dass d'Bierger den Zougang och zum private Bësch kréien, ass et wichteg, dem Bëschbesëtzer eng méi grouss Rechtssécherheet ze ginn.

An eisen Nopeschlänner ginn et do ënnerschiddlech Modeller. An Däitschland läit beispillsweis d'Responsabilitéit beim Visiteur, deen de Bësch op eegene Risiko betrëtt. Dogéint ass am franséische Modell eng Exceptioun vum Code civil virgesi fir Accidenter, déi am Bësch passéieren. Am franséische Bësch gräift domat net déi normal Responsabilité civile vum Besëtzer, mä virun allem d'Responsabilité pour faute.

Dat heescht konkret, dass de Bëschbesëtzer net zur Verantwortung ka gezu ginn, wann engem Spadséiergänger no engem Stuerm en Aascht op de Kapp fält an hien eng Gehirnerschütterung dervundréit. Hien dréit awer beispillsweis eng Responsabilitéit, wann en Jogger an e Chantierslach um Bëschwee fält, well keng Ofspärung do war. An deem Fall kann de Propriétaire och nom franséische Modell nach ëmmer ugesicht ginn, well hie säi Chantier net anstänneg geséchert huet.

Ech fannen dat eng gesond Approche. Engersäits, well et un de bon Sens vum Visiteur appeléiert. Jiddwerengem, deen an de Bësch geet, muss kloer sinn, dass e sech an engem natierlechen Ëmfeld beweegt, an dat verlaangt eng gewësse Virsiicht. Anerersäits huet de Bëschbesëtzer awer och kee Fräifaartsschäin, fir egal wat ze maachen. Op déi drëtt Optioun, dass de Visiteur de Bëschwee net dierf verloossen, wëll ech guer net grouss agoen, well ech si weder dovun iwwerzeegt, dass dat praktikabel nach dass et sënnvoll ass.

Här President, ech kommen op déi drëtt Fro. Dat ass déi, ob d'Servicer, déi de Bësch fir d'Allgemengheet leescht, solle rémunéréiert ginn. Am Moment ginn et schonn eng Rei Aktivitéiten am Bësch, déi vum Stat ënnerstëtzt ginn. Knapp zwou Milliounen Euro gëtt de Stat d'Joer dofir aus. Ee konkret Beispill: Wann am Bësch Päerd amplaz vu Maschinnen agesat ginn, fir d'Holz ze bewegen, kritt de Besëtzer eng Ënnerstëtzung vum Stat, well dëst buedemschounend Schaffen natierlech méi ressourcenintensiv ass. An dat ass och richteg esou.

Déi Subsiden, déi am Ament verdeelt ginn, entspriechen awer natierlech net der reeller Plus-value, déi de Bësch eiser Gesellschaft an Ëmwelt brëngt. Am Beräich vun der Nohaltegkeet ginn et engersäits Modeller, déi probéieren erauszefannen, wat eng Ëmweltbelaaschtung reell a Suen ausgedréckt kascht, anersäits ginn et awer och Berechnungen, déi d'ekonomesch Valeur vun deenen nëtzleche Servicer vum Bësch, wéi beispillsweis d'Bannung vum CO_2, probéieren ze chiffréieren.

Eng Etüd huet dëse Wäert op ronn 350 Euro den Hektar chiffréiert, wat dann e Wäert vu minimal 30 Milliounen Euro d'Joer fir Lëtzebuerg géif ausmaachen. Et schéngt mer kloer, dass, wann d'Oploe fir d'Bëschbesëtzer klammen, well mir gesond a multifunktional Bëscher wëllen erhalen, dass dann op där anerer Säit och eng gewësse Kompensatioun muss kommen. Maache mer dat net, riskéiere mer, dass et mëttelfristeg schwéierfält, fir zu Lëtzebuerg nach Leit ze fannen, déi e Bësch wëlle privatwirtschaftlech bedreiwen. Et dierf op kee Fall eng Saach vun der Onméiglechkeet ginn, e Privatbësch eenegermoosse rentabel ze halen.

Ëmgedréint muss een awer och realistesch bleiwen. Et ass net méiglech, all ekologesch Plusvalue a Suen ëmzemënzen. D'DP ass dofir kloer derfir, dass de Prinzip vun enger Kompensatioun an de Code forestier soll ageschriwwe ginn. An dëse Montant soll iwwer e Règlement grand-ducal festgeluecht ginn. Méiglech budgetär Adaptatioune sollen awer net vu virera festgeschriwwe ginn, mä sollen am Laf vun der Zäit en fonction vun de Bedierfnesser gekuckt ginn. Et soll een awer och doriwwer nodenken, ob een de Bëschbedreiwer ka mat steierleche Mesuren entgéintkommen.

Wat d'Gemenge betrëfft, muss ee sech d'Fro stellen, ob d'Gestioun vun den éffentleche Bëscher net ëmmer méi eng national Responsabilitéit ass, oder ob d'Gemenge weider am selwechte Mooss wéi bis ewell fir den Ënnerhalt vu hire Bëscher mussen opkommen.

Beim véierte Punkt geet et ëm den Erhalt vun der momentaner Bëschfläch. E gudden Drëttel vun eisem Ländchen ass mat Bësch bedeckt. Am Éislek sinn et souguer ronn 40%, am Süden dofir däitlech manner. Fir lech eng Gréissenuerdnung ze ginn: Dat sinn eng 127.000 Fussballsterrainen. Kuckt een de Prozentsaz an eisen direkten Nopeschlänner an och d'Gréisst vun eisem Land, dann ass dat guer net emol esou schlecht, an dëst obwuel mir ënnert dem europäeschen Duerchschnëtt leien.

Méi schued fannen ech perséinlech, dass d'Bëschfläch oft net zesummenhänkt. Effektiv, wann een eis Landkaart kuckt, ass nëmmen de Gréngewald als richteg grouss Bëschfläch ze erkennen. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, grad de Gréngewald a senger momentaner Gréissenuerdnung ze erhalen.

Här President, mir stinn zu eisen internationalen Engagementer a sollen den Ëmfang vun der Couverture u Bëscher an eisem Land beschtméiglech erhalen. D'Responsabilitéit läit do kloer beim zoustännege Ministère. A wann et sollt néideg sinn, muss de Minister oder d'Ministesch derfir suergen, dass e Programm lancéiert gëtt, fir Beem nozeplanzen. D'Propos, dass eng Institutioun de geneeë Suivi vun der Evolutioun vun der Bëschfläch mécht, schéngt mir do och sënnvoll. Datselwecht gëllt fir eng onofhängeg Plaz, déi d'Supervisioun dovunner sollt maachen.

Klammer op: Wa mer awer vum Erhalt vun der Couverture schwätzen, ass et awer och wichteg ze definéieren, wat e fléissend Gewässer ass. Do ass den Zesummenhang am éischte Moment net kloer. Ech erkläre mech. Et ass virgeschriwwen, dass d'Nolenholz bei fléissendem Gewässer soll béidsäiteg ewechgemaach ginn, well dëst zu enger Iwwersaierung vum Waasser ka féieren. Am konkrete Fall kann dat heeschen, dass op béide Säite vun engem Gewässer substanziell Flächen u Bësch mussen ewechgemaach ginn. Et ass dofir immens wichteg, dass eng kloer Definitioun vu fléissendem Gewässer muss kommen, fir dass een effektiv nëmmen do Bësch ewechmécht, wou et och Sënn mécht.

Ech wëll bei deem Punkt awer och nach op d'Kompensatiounsmesuren agoen. Fir mech ass et wichteg, dass eng Kohärenz mam neien Naturschutzgesetz assuréiert gëtt, speziell wat d'Erfaasse vun de kompenséierte Flächen ugeet, ob et elo Bësch ass, Hecken oder Friichtebeem. Duerch dat neit Gesetz soll jo séchergestallt ginn, dass an Zukunft op sënnvoll Aart a Weis ka kompenséiert ginn, wat hautdesdaags leider net ëmmer de Fall ass.

Sënnvoll heescht zum Beispill, dass kee gutt Akerland duerch Kompensatiounsmesuren däerf verschwannen, well d'Gesamtfläch vun eisem Ländchen ass begrenzt. Ech wëll dat awer elo net verdéiwen, well mir kréie bestëmmt am Kader vun den Diskussiounen iwwert d'Naturschutzgesetz genuch Gelee-

genheet, fir iwwert dës dach ganz wichteg Problematik ze schwätzen.

Här President, ech kommen op dee fënneften a leschte Punkt, zu deem mir gefrot gi sinn, op dëser Plaz Stellung ze huelen. Bei dësem Punkt geet et ëm den Équiliber tëscht deene verschiddene Fonctiounen, déi e Bësch erfëllt. Ech hat et ugangs scho gesot: De Bësch ass e richtegt Multitalent an immens wäertvoll fir eisen Ekosystem. Wat awer oft vergiess gëtt, ass, dass de Bësch och e wichtege wirtschaftleche Facteur huet. Grad den Ënnerhalt an d'Erneierung vun de Bëscher sinn oft dowéinst passéiert, well de Bësch och wirtschaftlech genotzt ginn ass. An dat ass och richteg esou! Nohalteg denken, heescht, op erneierbar Ressourcen ëmzeklammen. Mat engem Meter Kibb Brennholz aus Lëtzebuerger Biche kritt een déiselwecht Energie wéi mat 270 l Uelech, fir ze hëtzen.

Et heescht awer och, déi eege Ressourcen an déi aus de Regiounen ze notzen, amplaz de Gros aus Länner ze importéieren, wou d'Transportweeër laang an d'Ëmweltkritäre méi schlecht sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP)*.- Och historesch ass de wirtschaftleche Facteur vum Bësch zu Lëtzebuerg ganz bedeitend. Bis wäit an d'19. Jorhonnert eran wier et ouni Bësch keng Eisenindustrie zu Lëtzebuerg ginn. Nach am Joer 1857 si 14 vun insgesamt 16 Héichiewe mat Holzkuel bedriwwe ginn. Eréischt duerno ass ee lues a lues op fossil Énergien eriwwergaangen.

Bon, wéi Der all wësst, maache mer haut do eng Marche arrière, fir erëm zréck op déi erneierbar Ressourcen ze kommen. Wa mer dës Beméiunge fir erneierbar Ressourcë seriö wëllen huelen, da musse mer wëssen, dass e Bësch och dofir do ass, Holz ze produzéieren. An ech wënsche mer, dass mer méi vum Holz, wat mer zu Lëtzebuerg produzéieren, och hei zu Lëtzebuerg notzen.

Wann een an de Supermarché geet a Gaardemiwwele wëllt kafen, ass et immens schued, dass een am Normalfall emol keen eenzegt Stéck verschafft Holz aus Europa fënnt. Ëmgedréit ass et esou, dass den Ament China dee beschte Präis fir eist Bichenholz bitt. Dat ass mam Brëll vun der Nohaltegkeet gekuckt skurrill. Dës Situatioun ass net einfach ze léisen, well et och vill mat den Holzzorten ze dinn huet, déi mir hei an eise Bëscher hunn.

Déi heefegst Holzzorten, déi mir bei eis am Land begéinen, sinn d'Bichen, d'Eechen an d'Fichten. Aus ökologesche Grënn mécht et Sënn, fir dat aktuellt Verhältnis tëscht Nolenholz a Lafholz ze behalen, awer och derfir ze suergen, dass ee méi eng grouss Duerchmëschung erëmfënnt. Dës gesond Mixitéit schéngt mir ganz verstänneg ze sinn, well et natierlech och eng Standuertfro ass, wat fir ee Bam op wat fir enger Plaz am beschte gëeegent ass.

Och de Klimawandel muss een an der Tëschenzäit leider mat berücksichtegen, wann een driwwer nodenkt, wat fir eng Bamzorten een a wéi enge Breetegraden am beschte uplanzt.

D'Konscht ass elo, eise Bambestand och wirtschaftlech beschtméiglech ze notzen. Mir hunn den Ament kee Problem mam Nolenholz. Dëst gëtt an Europa vill um Bau genotzt, an dofir gëtt et och en anstännege Präis um Marché fir dëst Holz. Net evident ass et awer beim Bichenholz, wou nëmmen d'Chineesen den Ament e gudde Präis bezuelen. Domadder si mer dann an der absurder Situatioun, dass eist Bichenholz als Éischt op en hollänneschen Hafe gefuer gëtt, fir dann do op e Frachter a Richtung China gelueden ze ginn.

Iwwregens gëtt och dowéinst esou e gudde Präis bezuelt, well d'Frachteren, déi vu China aus fueren an an Europa liwweren, och erëm genuch Balast brauchen, fir erëm heemzefueren. Aus Siicht vun der Nohaltegkeet ass dat awer natierlech net optimal. Dofir hoffen ech, dass mir an Zukunft och an Europa e bessere Verwendungszweck fir eist Bichenholz fannen.

Här President, d'Aufgab vun der Politik ass et, e Kader ze definéieren, deen en Équiliber schaaft tëscht der Wirtschaftlechkeet, dem Sozialen an der Ëmwelt.

Ech hu grad de Volet vun der Wirtschaftlechkeet e bësse verdéift. Ech wëll awer och nach e puer Wuert zum soziale Facteur soen.

De Bësch ass fir de Mënsch immens wichteg. Grad an där hektescher Welt, an där mir liewen, musse mer de Réckzuchraum Bësch heegen a fleegen. Awer och déi immens éducativ Plus-value vum Bësch ass net ze ënnerschätzen. Wann een emol derbäi war, wa Schoulklassen an de Bësch gaange sinn, da weess een, wéi liicht d'Begeeschterung vun de Kanner fir de Bësch kann entfacht ginn.

Och d'Konzept vun de Bëschcrèchen, déi och ëmmer méi opkommen, ass immens wäertvoll, fir e de Bezuch vum Kand zu der Natur ze stäerken. Ma natierlech gehéiert zu där sozialer Funktioun och, de Weekend emol mam Hond an de Bësch kënnen trëppelen ze goen oder soss iergendwelche Sport ze bedreiwen. Wéinst all dësen Aktivitéiten ass et wichteg, dass de Bësch zougänglech ass fir jiddwereen. An dat gesinn ech als wichteg Aufgab vum Stat an och vun de Gemengen.

Deen drëtte Volet ass dee vun der Ëmwelt. Ech sot et ugangs, dofir widderhuelen ech et hei net nach eng Kéier, mä dem Bësch seng Roll fir d'Aartevillfalt, fir de Buedem-, de Waasser- an de Loftschutz ass net genuch ze schätzen a muss selbstverständlech erhale bleiwen.

Jo, d'Balance tëscht deenen dräi Voleten ass net ëmmer evident, mä si ass ze maachen. Dofir schwätzt meng Fraktioun sech kloer derfir aus, dass de Prinzip vum Équiliber am Code forestier op nationalem Plang festgeschriwwe gëtt. Mir denken, dass een dat op nationalem Niveau sollt festleeën, well et net praktikabel wier, dat fir all klenge Bësch virzeschreiwen, grad wann ee bedenkt, dass et eng 10.000 Bëschbesëtzer ginn, déi eng Fläch vu manner wéi dräi Hektar besëtzen.

Mir mengen awer och, dass et net duergeet, nëmmen de Prinzip festzeschreiwen, mä dass een och muss derfir suergen, dass en Organ wéi de PFN deem eenzelne Bëschbesëtzer hëlleft, no Léisungen ze sichen, fir den nationalen Équiliber ze assuréieren.

Här President, ech hunn elo den Tour vun deene fënnef Froe gemaach, mä erlaabt mer nach e kuerzt Schlusswuert.

Eppes iwwert d'Halschent vum Bësch ass a Privatbesëtz vun enge 14.000 Familljen. Déi allermeescht vun deene Leit hunn hire Bësch säit Generatioune gutt an nohalteg géréiert. Si leeschte mat hirem Bësch net nëmmen e wichtege Bäitrag fir d'Ëmwelt, mä och fir eis Gesellschaft. Et ass net ëmmer evident fir Klengstbesëtzer, mat de villen Oploen ëmzegoen, och wann dës zwar sënnvoll sinn. Ech wëll hinnen dofir hei op dëser Plaz e grousse Merci fir hiren Asaz soen.

Ech weess och, dass den Ëmweltministère grouss Beméiungen ënnerhëlt, fir déi verschidden Akteuren anzebannen, sief et déi privat Bëschbesëtzer oder och d'Ëmweltorganisatiounen. Dofir sinn ech och zouversiichtlech, dass mat der Abannung vun alle Concernéierten e Code forestier ausgeschafft wäert ginn, deen de Virschléi vun alle Säite gerecht gëtt. Ech sinn dofir optimistesch, dass e gudde Kompromëss erauskënnt, well ech weess, dass all d'Akteuren eppes gemeinsam hunn, an dat ass d'Léift zum Bësch!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Hahn. An nächste Riedner ass den Här Roy Reding fir d'ADR.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleegen, ganz vill Guddes a Richteges ass hei gesot ginn zum Bësch. De Bësch ass effektiv hei am Land extrem, extrem wichteg. Jorhonnertelaang hu vill Famillje mam a vum Bësch gelieft. An haut ass et fir vill Familljen déi Plaz, wou se hir Fräizäit wëlle verbréngen.

Fir op déi Froen anzegoe vun ADR-Säit, déi gestallt gi sinn. Wat déi éischt Fro ugeet, muss ech mech - net muss ech mech, däerf ech mech - dem Martine Hansen ralliéieren: Och mir verstinn net ganz gutt den Ënnerscheed tëschent enger nationaler Visioun, déi sech inspiréiert oder référéiert oder nëmmen inspiréiert awer net référéiert. An am Allgemengen ass dee ganze „wording" fir eis eng bürokratesch Sprooch an e bürokrateschen Usaz, dee mer net richteg fannen.

Prinzipiell soll een natierlech eng national Visioun hunn. Mä virun allem soll ee Respekt hu virum Privatbëschbesëtzer, deem d'Majoritéit vun de Bëscher gehéiert. Wéi soen déi Däitsch esou schéin: Eigentum verpflichtet. Jo, natierlech, mä virun allem muss een och kënne seng Eegentumsrechter fräi ausüben.

Et ass vun Diversitéit rieds an deem éischte Punkt a vun Nohaltegkeet. Ech muss Iech éierlech soen, wann ech duerch d'Bëscher ginn, hunn ech heiansdo eng Tréin am A, wann ech gesinn, wéi vill gutt Holz futtigeet, verfault, wat kéint benotzt ginn, notamment och fir alternativ Energien. Ech fannen, datt Fallholz, Äscht an esou weider sollten do, wou et méiglech an ekonomesch rationell ass, enger Verwäertung zougefouert ginn.

Déi zweet Fro ass extrem interessant. Mir sinn do fir de Status quo. Jo, mir si fir e fräien Accès am Bësch. D'Fro ass gestallt ginn: Soll een dat limitéieren op d'Weeër oder och queesch derduerch? Ech fannen och queesch derduerch, well et muss een och kënne Champignone siche goen oder aneren Aktivitéiten nogoen. Mä natierlech d'Contrepartie, an do wëll ech ganz ausdrécklech der LSAP, der DP an deene Grénge widderspriechen, d'Contrepartie muss sinn, datt de Propriétaire befreit gëtt vun all Responsabilitéit. Et kann een net soen: Ma mir féieren eng Responsabilité pour faute an, wann et queesch derduerch ass.

Um Wee, do géif dat sech nach iergendwéi rechtfertegen. Do kéint ee soen: Ma ech hu Beem laanscht e Wee, da probéieren ech, datt déi net engem Mënsch op de Kapp falen oder Äscht eroffalen, oder, wéi den Här Anzia gesot huet, eng Kouerd Holz, déi kann ëmfalen op e Mënsch.

Mä queesch derduerch ass et ganz einfach onméiglech fir e Bëschbesëtzer, sief dat de Stat, sief dat d'Gemeng oder sief dat e Privatmann, fir do ëmmer ënner Kontroll ze hunn, wou grad e Bam hallef ëmgefall ass, hallef do hänkt oder en Aascht geféierlech ass. Do muss ganz kloer eng Exoneratioun komme vum Bëschbesëtzer iwwer eng Loi spéciale, déi dem 1382, 1383, 1384 vum Code civil derogéiert. Dat ass deen unabdéngbare Corollaire vun der Fräiheet, däerfe queesch duerch de Bësch ze goen.

Wat déi drëtt Fro ugeet, och do sinn ech der Meenung vum Martine Hansen. Wa mer wëlle wierklech de Bëschbesëtz förderen, denken ech net, datt een dat mécht duerch eng bürokratesch Festleeung vun enger Indemnitéit. Well wat ass et wäert? Do kann een da ganz vill Etüde maachen. Sinn et 100 Euro den Hektar pro Joer? Sinn et... Et kann een dat net chiffréieren!

Mä wat mer kéinte maachen, wier eng total steierlech Befreiung vum Revenu a virun allem och vun Ierfschaftstaxen op Bëscher. Dat gëtt am Vereenegte Kinnekräich mat ganz vill Erfolleg praktizéiert an dat ass e klengen Ustouss fir d'Leit, fir Investitiounen ze tätegen, déi sech oft iwwer Generatiounen erstrecken, fir a Bëscher ze investéieren.

De véierte Punkt, dat ass dee vum Flächeverbrauch. Do wëll ech hei de Gast Gibéryen zitéieren - hie seet ganz oft ganz richteg Saachen an déi Kéier huet en eng verdammt richteg Saach gesot -: Et kann ee kee Meter carré Landverloscht kompenséieren. E Meter carré, dee verbaut ass, ass verbaut! An egal wat een elo mécht, ob ech eng Wiss ëmwandelen an e Bësch oder e Bësch an eng Wiss, et spillt keng Roll!

An, jo, et ass eng Binsenweisheet: Mir hunn déi Meter-carréen, déi mer hunn. Dat heescht, all zougebautene Meter carré ass definitiv fort! Dat Eenzegt, wat ech nach ka maachen, ass ze soen: „Déi, déi net zougebaut sinn, wéi ginn déi bewirtschaft, wat kann ech aus deene maachen?"

An do war d'Remarque och ganz richteg, déi gemaach ginn ass vum Martine Hansen, am Éislek hu mer dat gesinn, datt méi Bëscher komm sinn op Flächen, déi haut net méi kënne benotzt gi fir d'Landwirtschaft. Well d'Struktur vun de Betriber geännert huet, hu mer méi Bësch kritt déi lescht 100 Joer a mir wäerten och nach méi Bësch kréien déi nächst 100 Joer.

Och ech hunn eng Foto vu menger Millen zu Foulscht, wou genau datselwecht drop ass, nämlech ganz Däller, wou Wisen (op der Foto, NDLR) sinn a wou haut Bësch steet. Ech maache mer also guer keng Suergen driwwer, datt och weider Bësch kënnt, virun allem, wann een de Leit d'Fräiheet léisst, fir dat ze maachen, wat rationell ass a wat och natierlech passt, selbstverständlech mat enger entspriechender Berodung. Et soll een natierlech net Beem setzen op eng fiicht Plaz, wou se ëmfalen no zéng Joer beim éischte Stuerm.

De fënnefte Punkt, do muss ech einfach soen: Ganz allgemeng si mir géint weider Legislatiounen. Mir hu gesinn, et ass eng ondankbar Saach, an d'Bëscher ze investéieren. Mä datselwecht ass wouer an alle mënschlechen Aktivitéiten. Mir mussen endlech ophalen alles, all Aktivitéit hei am Land, all ekonomesch Aktivitéit, all Fräizäitaktivitéit wëllen ze reglementéieren a wa méiglech nach mat Sanctions pénales ze beleeën. Mir brauchen net méi Stat, mir brauche manner Stat! Mir brauche méi ekonomescht Denken.

Mir brauchen zum Beispill, an och dat Beispill ass genannt ginn, net d'Zäiten ze definéieren, wou een däerf oder net däerf Holz schleefen. Ma dat hänkt vum Wieder of, ganz einfach. A wann et ze naass ass, ass et ze naass, an da bleift een eraus aus dem Bësch. A wann et eng Kéier dréchen ass, da geet een eran an da mécht een d'Aarbechten. Do muss een einfach och op de gesonde Mënscheverstand pochen, genausou wéi dat beim Accès an de Bësch hei gesot ginn ass, et soll een op de gesonde Mënscheverstand bauen. Selbstverständlech ginn ech net queesch duerch e Bësch, wa grad eng Klappjuegd ass. A selbstverständlech muss een och déi Restriktiounen akzeptéieren als Bierger. Do ginn ech deene grénge Kolleegen honnert Prozent recht.

(Interruption)

Merci.

Nach eng Kéier: De Bësch ass eng Investitioun, wa mer et einfach vum private Bëschbesëtzer kucken, iwwer ganz vill Generatiounen ewech. Déi Leit brauche virun allem Respekt. Si mussen als Partner gesi ginn. Si wëlle berode ginn. Dat maache se jo och. Am Privatbëschbesëtzerverband gëtt eng ganz gutt Berodung ugebueden. Si sollen dat ondankbart Investitiounsgeschäft net vergällt kréien duerch onméiglech Regelen!

Selbstverständlech ass kee Mënsch fir Düngung am Bësch. Selbstverständlech géif och kee Mënsch déck Maschinnen asetzen an engem Hiwwel. Mäi Gott, dat kann een alles ganz liicht maachen an der Berodung, dofir brauche mer keng grouss Gesetzer.

Wat mer brauchen, ass eng steierlech Befeiung vun den Investitiounen a vun deem Patrimoine, deen de Bësch duerstellt. Dann ass et mer net baang ëm de Lëtzebuerger Bësch!

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Reding. Ech mengen, mir wären um Enn vun der Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ukomm an d'Wuert huet elo direkt d'Madamm Ëmweltministesch Carole Dieschbourg.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement*.- Fir d'Éischt emol e grousse Merci un déi Dammen an Häre Deputéierte fir dësen interessanten Débat. Ech mengen, dass grad d'Interventioun vum Här Gérard Anzia mer vill Zäit gespuert huet, andeems en eng Kéier op d'Modalitéiten agaangen ass.

An ech wëll wierklech nach eng Kéier betounen, ier ech elo op déi eenzel Punkten aginn, dass déi Froen, déi sech hei stellen - déi definitiv heiansdo méi op d'nohalteg Notzung aginn -, op e Besoin aginn, fir ze diskutéieren, well op ville Punkte war ee sech eens, ech hat et am Ufank scho gesot, well déi Froe resultéieren aus Punkten, iwwert déi ee sech nach net eens war mam ganze Secteur, mat den ON-Gen, a Punkten, déi nach net gekläert waren, an zwar en vue vun der Kreatioun vun engem neie Code forestier, engem Gesetz, wat villes méi einfach mécht, wat erliichtert, wat méi Transparenz schaaft. Well mir hunn eng Gesetzgebung am Moment, déi sech zesummestellt aus Texter, déi al sinn, déi net ugepasst sinn! Dat nëmmen eng Kéier virausser.

Eis Regierung huet sech international engagéiert, an dat zanter 1990 - ech kann och d'Joreszuelen nennen: 1990, 1997, 2004, 2008 an 2015, '15 war ech elo schonn derbäi -, fir eng gewëssen nohalteg Bëschgestioun, déi och d'Kritäre vun der Multifonctionnalitéit vun de Bëscher gesäit. An do sinn ech erstaunt, dann awer ze héieren..., well ee vun deene Kritären, fir déi mer eis verflicht hunn international iwwert de Forest Europe, ass, d'Bëschfläch ze erhalen an ze schützen, d'Biodiversitéit an de Bësch, d'Habitaten an d'Aarte souwéi d'Diversitéit ze erhalen, déi natierlech Ressource Holz ze valoriséieren, de sozialen Aspekt vun der Erhuelung vum Bësch ze assuréieren, an, als leschte Punkt och nach, e juristeschen an e strategeschen an institutionelle Kader derfir ze schafen, dass dat och esou klappt.

Dat ass net nëmme wichteg fir déi ëffentlech Akteuren, fir déi staatlech Akteuren an d'Gemengen, mä awer och fir déi privat. An dat ass de Wee, wou mer wollten higoen. An an deem Geescht wëlle mer zesumme mat allen Akteuren den neie Code forestier erschaffen.

Vill gouf iwwert den ekonomesche Wäert vum Bësch hei geschwat a vill Froe goufe gestallt. Ech kann Iech awer berouegen, Madamm Hansen: Deen ekonomesche Volet vum Bësch, d'Notzung - an ech mengen, et haten nach e puer et ugeschwat, den Här Hahn hat et ugeschwat -, dat läit eis och um Häerz, well dat ass een Deel vum Équiliber, vun der Nohaltegkeet, dat heescht den ekonomesche Volet.

A genau dofir hu mir och am Dezember eng Etüd lancéiert, fir e Cluster Holz, fir eng lokal Valoriséierung vun eise Bëscher an enger Kaskadennotzung, dat heescht: En Deel bleift am Bësch fir d'Biodiversitéit, en Deel als Energie an en Deel als Wäertholz, wou eis natierlech Infrastrukture feelen, wou mer versichen, mat internationalen Akteuren, ënner anerem och der Nopeschregioun, der däitscher Nopeschregioun ze schaffen. Do si mer amgaang, massiv drun ze schaffen. An dat hate mer eigentlech

geduecht, dass mer et och scho matgedeelt hätten!

An e weidere Volet, deen eis ganz um Häerz läit a wou mer och aktiv um schaffe sinn, ass: Mir si mam Nicolas Schmit amgaangen ze schaffen, fir grad de Volet vun den „green jobs" ze verdéiwen, well dat natierlech e Volet ass vun nohaltegen, gudden Aarbechtsplazen, fir gutt Ausgebiltener a fir och manner gutt Ausgebiltener hei ze beschäftegen. An ech mengen, wa mer kucken, dass haut nëmmen zu 60% erausgeholl gëtt aus dem Bësch, wat nowiisst: Mir hunn nach Potenzial! Dann ass dat natierlech e logesche Wee, dee mer wëlle mat dem Secteur goen.

Une voix.- Très bien!

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Fir op de Volet vun der drëtter Questioun, vun der Indemniséierung ze kommen, do ass natierlech keng Indemniséierung fir d'Grengland virgesinn. Mä et ass awer normal, dass mer dat, wat iwwert déi normal nohalteg Gestioun erausgeet, dat, wou d'Leit Doutholz leie loossen, dat, wou méi gemaach gëtt, dass mer dat wëllen indemniséieren. An do sinn d'Règlementen an enger finaler Phas.

A vläicht, fir Iech en Avant-goût ze ginn, den Här Hahn hat gefrot, wéi eng Subside mer do eventuell kéinte virgesinn: Maja, zum Beispill, dass een déi Subside fir d'Schaffe mam Päerd, wat manner Drock op de Buedem ausüübt, dass een déi eropsetzt, den Téléphérage mat bäihëlt, deen ass elo nach net do, dass een en Top-up mécht fir Natura 2000-Gebidder. Dat géif Leit dozou incitéieren, méi ze maache wéi dat, wat am Moment virgesinn ass, dass een och Subside gëtt fir Formatioun a fir Sensibiliséierung.

Well an engem Punkt, do ginn ech Iech wierklech recht, dorobber hate souwuel d'Madamm Hansen, awer och den Här Arndt higewisen: Am Bësch muss geschafft ginn! Dat wësse mer. D'Bëscher sinn entstanen a sinn haut, wéi se sinn, well mir an de Bëscher schaffen. A wat mir musse maachen, ass natierlech, Opklärung maachen, wéi an de Bëscher geschafft gëtt, opklären: Wat ass eng normal Gestioun? An och driwwer opklären, wat d'Problemer sinn. Well haut hu mer am Wanter net méi esou laang Zäiten, wou de Buedem gefruer ass a wou kënnen d'Maschinnen erafueren. Mir hunn ebe méi déck Maschinnen, an d'Leit verstinn oft net, wann deen een oder anere Bam fält.

Nach virun zwou Woche war ech zesumme mat der Buergermeeschtesch vu Monnerech an hire Bësch an do hu mer gewisen, wéi een eng Lisière, e Bëschrand opmécht. Dat ass en Agréff! Wann e Spadséiergänger do laanschtgeet a mir net opklären, da kann et virkommen, dass d'Leit erschreckt sinn iwwer en Agréff, deen am Bësch geschitt. An ech mengen, dat ass et! Mir mussen erëm e Lien hierstellen tëschent eis an eisem Liewensraum, tëschent eis, dem Liewensraum Bësch an deen och mat Respekt behandelen. Ech mengen, do si mer eis eens.

Ech sinn och frou, hei an der Ronn zur éischter Fro gehéiert ze hunn, dass mer awer alleguerten där Visioun vum Forest Europe eis verflicht fillen, an dat wäerte mer och esou mathuelen. Déi spannendst Fro fir mech war sécherlech den Accès zum Bësch. Do wäerte mer nach déi eng oder aner Ronn missen dréien.

A fir déi véiert Fro, do war ech elo just schonn drop agaangen. Ech mengen, dat steet an internationale Verflichtungen, souwuel op EU-Niveau wéi awer och an der Helsinki-Resolutioun, dass mer eigentlech eis sollten asetzen, fir eis Bëschfläch ze erhalen.

Déi Zäitschinn, déi mir elo virgesinn hunn, ass, dat heite matzehuelen, ze verschaffen an am nächste Joer dat heiten, deen heite Code forestier dann och kënnen ze presentéieren, natierlech andeems mer all Akteure mat op de Wee huelen, esou wéi mer et elo och am Kader vum Programme Forestier National gemaach hunn.

Ech wëll d'Geleeënheet notzen, nach eng Kéier menge Mataarbechter aus dem Ministère, menge Mataarbechter aus der Natur- a Bëschverwaltung Merci ze soen, awer och eben alle Mataarbechter, déi elo déi ganz zwee Joer mat eis zesummen deen heite Wee gaange sinn. Et ass immens vill Aarbecht schonn dran. Et kënnt der elo nach vill. Ech wënschen eis all zesummen e flott Schaffen an ech soen Iech Merci fir déi Ureegungen, déi ech kritt hunn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Minister. Domat si mer um Enn vun eiser Konsultatiounsdebatt. A mir géifen zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet 6924, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Schafung vun enger Natur- a Forstverwaltung. An Dir wësst, dass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht ass. Den Här Rapporteur, den Henri Kox, huet direkt d'Wuert. Här Kox, wann ech gelift!

3. 6924 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 5 juin 2009 portant création de l'Administration de la Nature et des Forêts

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Et ass u sech eng ganz kleng Ännerung un engem Gesetz. Et ass u sech eppes vergiess ginn. Dat ass awer schonn e bësse méi laang hier: Viru siwe Joer gouf d'Gesetz vun der Natur- a Forstverwaltung nei organiséiert an dobäi ass vergiess ginn, eng Prime de risque mat anzeschreiwen, eng Prime de risque, déi eng Rei vu Mataarbechter vun der Forstverwaltung zegutt hunn, wa se am Bësch schaffen. Mir hu jo virdrun iwwert de Bësch geschwat. An deen Oubli, dat ass eben deemools 2009 vergiess ginn, oder et ass vergiess ginn 2009, dat mat an d'Gesetz eranzefügen.

An d'Basis dovu fënnt hir Berechtegung am Gesetz vu '86, wat u sech e Gesetz vun '63 ofännert iwwert de Régime des traitements des fonctionnaires de l'État.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift! Wann ech gelift, Kolleegen! Et ass e bësse vill Gegrommels am Sall.

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- An deemools ass eben déi Primm agefouert ginn an d'73er Gesetz iwwert d'Réorganisation de l'administration des eaux et forêts, wat jo d'Virgängerverwaltung war vun der Natur- a Forstverwaltung.

Dat hu mer elo nogeholl. D'Gesetz gouf de 7. Dezember 2015 déposéiert. De Statsrot huet den 2. Februar 2016 säin Avis ofginn. D'Chambre des Fonctionnaires et des Employés publics an d'Chambre des Salariés hunn hiren Avis den 11. an den 18. Dezember 2015 ofginn. Allen dräi hu se gemengt, et hätt elo e bësse laang gedauert, bis mer dat da rektifizéieren heimadder. Bon, dat geschitt jo elo. Ech selwer sinn de 24. Februar 2016 als Rapporteur vun dësem Gesetz bestëmmt ginn, an den 3. Mäerz hu mer unanime dës Ännerungen ugeholl.

Ech bieden Iech dann och, Är Zoustëmmung ze ginn. Domadder bréngen ech och den Accord vun der grénger Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kox. Dann huet d'Wuert den Här Marco Schank.

Discussion générale

M. Marco Schank *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Mir bleift net méi ze soe wéi Merci un den Henri Kox fir den ausféierleche Rapport. An ech wollt d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun zu deem Projet de loi bréngen. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Schank. Den Här Negri huet d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Jo, villmools Merci, Här President. Och Merci un den Henri Kox als Rapporteur. An domadder bréngen ech och d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Hahn huet d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP).*- Jo, ech schléisse mech deene Wierder un. Dem Rapporteur Henri Kox e grousse Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech géif och den Accord vun eiser Fraktioun ginn an och soen, dass dann och an der Virgängerregierung och alt emol verschidde Feeler sech ageschlach hunn oder Saache vergiess gi sinn...

Une voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP).*- ...am Text, dass dat also net eppes ganz Neies ass.

(Interruption et brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci! Deem ass näischt bäizefügen, gesinn ech.

(Brouhaha)

Wëllt d'Madamm Ëmweltminister nach eppes dozou soen?

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Da soen och ech dem Rapporteur Henri Kox e grousse Merci fir dee gudde Rapport a freeë mech iwwert déi breet Zoustëmmung.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, da géife mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6924 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6924 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo - geschwënn - eriwwer.

Mir hunn 58 Participatiounen un der Ofstëmmung: 58-mol Jo. Domat ass de Projet de loi 6924 eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton (par Mme Claudia Dall'Agnol), M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam (par M. Roberto Traversini), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir kommen zum nächste Projet de loi. Dat ass de Projet de loi 6925, eng Ofännerung iwwert d'Gesetz betreffend d'Klimabündnis mat de Gemengen. An d'Wuert huet direkt deeselwechte Rapporteur, den Här Henri Kox.

4. 6925 - Projet de loi modifiant la loi du 13 septembre 2012 portant création d'un pacte climat avec les communes

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Ech muss Iech awer leider rektifizéieren oder rectifiéieren, well Dir hutt eppes Falsches gesot. Et sinn net d'Klimabündnisgemengen, mä et ass d'Gesetz iwwert de Pacte Climat, wëssend, dass allen zwou Aktiounen déiselwecht Finalitéit hunn, näämlech de Schutz vum Klima an eppes och do ze ënnerhuelen.

Dat hei ass och eng kleng Ännerung, awer eng wichteg Ännerung, an dat heite baséiert op dem Gesetz, wéi gesot, vum Pacte Climat. Den 13. September 2012 gouf dat Gesetz gestëmmt hei an der Chamber an et gëtt de Gemengen eng Rei vun Handwierksgeschir, fir kënnen am Beräich vun Eenheet Energie a Klima eppes ze ënnerhuelen. An dat Handwierksgeschir, wat se kréien, gëtt ënnerstëtzt vum Stat duerch logistesch Hëllef, awer och duerch eng finanziell Ennerstëtzung, déi ganz wichteg ass.

An déi finanziell Ënnerstëtzung deelt sech an dräi Kategorien an, an do kritt een e gewëssene Montant. An dee Montant, deen ass eng Kéier 15 Euro respektiv 25 Euro a 35 Euro. An deen ass gestaffelt jee no Schnellegkeet, mat där een déi Klimapaktaktiounen ëmsetzt. An et hätt sollen elo zum 31. Dezember 2015 déi éischte Kéier eng Ofstufung ëm 5 Euro pro Habitant geschéien, dat heescht, déi 15 Euro, déi u sech gewäert ginn, déi géifen dann ëm 5 Euro erofgoen op just nach 10 Euro.

Mir hunn awer dat gesot, oder d'Regierung huet proposéiert, déi Zäitspann ze verlängeren op dëst Joer, dat heescht Enn dëses Joers. Déi Gemengen, déi elo schonn aktiv sinn, dat sinn der ganz vill, an ech weisen elo gläich d'Landkaart.

(Projection d'une carte du Grand-Duché de Luxembourg)

Wann Der op Är Tëlee kucke gitt, da gesitt Der, dass praktesch sämtlech Gemengen hei am Land aktiv bei deem Pacte Climat matmaachen, wat u sech eng ganz wichteg Aktioun ass. An et ass praktesch ganz gréng, et si just nach kleng wäiss Flecken do, déi misste mer nach iwwerzeegen, mat hei an d'Boot ze klammen.

A wann een do de Bilan kuckt: Et sinn elo 99 Gemengen, déi ënnerschriwwen hunn, 11 Gemengen, déi 40% erreecht hunn, dat heescht, déi hunn elo déi 15 Euro zegutt gehat. 53 Gemengen hu 50% vun deem Kritär vum Pacte Climat erreecht, déi hu 25 Euro pro Tête de pipe, also pro Awunner kritt. An et si 4 Gemengen - an deene wëll ech am Numm vun der Kommissioun, géif ech mengen, en extrae Luef ausschwätzen -, et si véier Gemengen, déi hu 75% erreecht. Dir fannt déi, dat sinn déi, déi ganz donkelgréng op där Kaart zréckzefanne sinn. Soudass mer hei awer, mengen ech, d'ganzt Land, d'ganz Gemenge mat am Boot hunn, fir zesumme mat der Regierung hir Obligatioun am Klima an an der Energiepolitik kënnen ze erfëllen. Dat ass e wichtege Bestanddeel no der COP21, soudass d'Hausaufgaben hei a Lëtzebuerg richteg ugepaakt kënne ginn.

Ech kommen dann nach just zu den Datumen. Wéini d'Gesetz déposéiert gouf, dat war de 7. Dezember 2015. Den Avis vum Statsrot ass den 19. Januar 2016 komm. D'Chambres des Salariés an des Métiers hunn de 7. respektiv 8. Janvier hiren Avis ofginn. Allen dräi hunn e positiven Avis ofginn. An ech selwer gouf de 17. Februar zum Rapporteur vun dësem Gesetz ernannt. De Rapport ass de 24. Februar ugeholl ginn.

Domadder bréngen ech och dann nach gläichzäiteg den Accord vun der grénger Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An direkt huet d'Wuert den Här Aly Kaes.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, aganks direkt dem honorabelen Här Henri Kox als Rapporteur Merci ze soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. En ass hannendru beim President.

Wann ee vum Klimapakt tëscht Stat a Gemenge schwätzt, dann trëfft sécherlech dat bekannt Spréchwuert: „Global denken, lokal handelen" voll zou. 2012 ass ënnert der viregter Regierung mam deemolege Minister Marco Schank, deem ech hei nach eng Kéier ausdrécklech wëll villmools Merci soen, dat exzellent Instrument deemools entstanen, fir Klimapolitik um lokalen Niveau ze förderen a virunzebréngen, jo, an och e bësse méi interes

sant ze gestalten. Mat e puer Ausnamen, wéi et virdru schonn ugeklongen ass, si mëttlerweil sämtlech Gemengen am Land op de Wee vun engem Klimapakt mam Stat gaangen an engagéiere sech domadder fir en aktive Klimaschutz um lokalen Niveau.

Jo, et ass souguer e gesond, an ech betounen „e gesond" Konkurrenzdenken tëschent de Gemengen entstanen, wat dem Zil sécherlech dénglech ass. Vill vun hinnen, vill vun dëse Gemengen hunn an de leschte Jore grouss Efforte gemaach, fir eng Rei ganz wichteg Ëmweltprojeten an hire Gemengen ëmzesetzen. Déi bescht sinn duerfir, an et ass virdru gesot ginn, d'lescht Joer den November zu Leipzig zu Ehren komm a goufe mam European Energy Award ausgezeechent. Jo, d'Regierung war souguer och do vertrueden duerch de Statssekretär, den Här Camille Gira, wat ganz sécher d'Wichtegkeet och vun dësem Präis verdäitlecht.

Gold kritt ee bekanntlech, wann een déi drëtt Stuf, näämlech méi wéi 75% vun de Punkten, erreecht huet. Et waren dëst, wéi gesot, véier Gemengen: Biekerech, Park Housen, Schëffleng an och Tandel. Fir datt och aner Gemengen hir...

(Interruption)

...Chancë behalen, fir datt déi Gemengen hir Chancë behalen, ass et nëmme logesch, datt mer op de Wee vun dëser Ännerung vum Gesetz ginn an u sech d'Lafdauer ëm ee Joer verlängeren, ier een d'Bäihëllefe verkierzt. Mir ënnerstëtzen dat selbstverständlech voll a ganz.

Här President, mir hu mam Gesetz vun 2012 d'Fundament fir d'Zukunft gebaut, fir eppes am Beräich Klimaschutz a Klimawandel ze änneren. D'Gemengen hunn an dësem Beräich eng ëmmer méi grouss, jo, Verantwortung ze droen, eng Verantwortung, déi och vun hire Bierger agefuerdert gëtt. D'Sensibiliséierung vun de Bierger ass duerfir entscheedend, fir virunzekommen. Duerfir gëtt zum Beispill oder steet zum Beispill den dësjärege Branebuerger Maart ënnert dem Motto „Klimapakt", wou mer och déi aner Goldgemengen alueden, fir hei hire Bäitrag ze leeschten.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Gemenge brauche ganz vill Energie an hire respektive Gebaier. Duerfir musse Sonnenenergie, Holzhackschnëtzelheizungen an aner alternativ Energien, jo,

eng Selbstverständlechkeet an de Gemenge si respektiv ginn. Heimat schafe mer niewent der Ëmweltschounung gläichzäiteg awer och eng ganz Rei vun neien Aarbechtsplazen um lokalen Niveau. An zousätzlech ginn eng Rei Transportweeër méi kuerz a virun allem awer och méi ongeféierlech.

Dir gesitt also, de Klimapakt ass einfach eng Win-win-Situatioun.

Duerch de Klimapakt wäerte mer weiderhin d'Gesellschaft sensibiliséieren, datt de Klimaschutz an och de Klimawandel eis alleguerten eppes ugeet. Mir mussen der Ëffentlechkeet weisen, datt och um lokalen Niveau vill fir de Klimaschutz gemaach gëtt.

D'Gesetz iwwert de Klimapakt ass, wéi ech dat scho virdru gesot hunn, eng ganz gutt Saach. An duerfir wäert och d'CSV dëst Gesetz stëmmen. An ech bréngen heimadder den Accord a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kaes. An d'Wuert huet den Här Negri.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Villmools Merci, Här President. Och hei wëll ech dem Rapporteur Henri Kox Merci soe fir säi gudde Rapport. Mir fannen, dass déi Verlängerung vum Klimapakt eng gutt Saach ass fir d'Gemengen, fir dass jiddwereen och d'Méiglechkeet huet, déi ganz Etüden do ze maachen, déi néideg sinn. An ech bréngen domadder och den Accord vun eiser Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Hahn.

M. Max Hahn *(DP).*- Här President, am Dezember hat ech d'Chance, mat op der COP21, also op der Weltklimakonferenz zu Paräis, ze sinn, wou ech op dëser Plaz awer och nach eng Kéier wéilt dervu profitéieren, fir der Ministesch e grousse Merci auszeschwätze fir hiren exemplareschen Asaz, dee se do hat. Zu Paräis, an dat wësst Der alleguer, dat brauch ech Iech eigentlech net ze erzielen, ass et awer zu engem historeschen Accord komm. Sécherlech kann een driwwer diskutéieren, ob een hätt kënnen oder sollen oder misse méi wäit goen. Jee, den Accord ass deen Accord, deen et ass. An et ass scho begréissenswäert, dass mer en Accord fonnt hunn, wou alleguer déi Concernéiert sech derzou engagéiert hunn.

Et geet awer leider net duer, dass mer elo en Accord hunn, dass mer e Pabeier ënnerschriwwen hunn. Elo geet et drëms, dat Ganzt a Musek ëmzesetzen, an do ass jiddweree gefuerdert. Do ass d'Politik sécherlech gefuerdert, do sinn d'Promoteure gefuerdert, do sinn déi privat Leit gefuerdert, mä do si sécherlech och d'Gemenge gefuerdert. Een Outil, sécherlech, deen de Gemengen zunotze kënnt an deem dote Kader, ass selbstverständlech de Klimapakt vun de Gemengen. A mir hu vum Rapporteur héieren, dass bal all d'Gemenge mëttlerweil dem Klimapakt bäigetruede sinn.

Et ass gutt, wann d'Gemenge sech Gedanke maachen, wéi se méi Energie, wéi se méi Waasser kënne spueren. Dat entlaascht ënner anerem och hire Budget. An déi Sue kënne se da selbstverständlech och asetzen, fir vläicht aner flott Projeten an hire Gemengen ze realiséieren. Och wa se driwwer nodenken, fir e ganze Busréseau ze iwwerpréiwen, och dat si Saachen, wou se net nëmmen d'Loftqualitéit steigeren, mä wat och der Ëmwelt zeguttkënnt a woumat se och Geld kënne spueren.

D'selwecht, wa beispillsweis d'Gemengeluuchten ëmgerüst ginn op LED-Technik, wat jo och mëttlerweil vum Ëmweltministère subventionéiert gëtt. Och dat sinn alles Saachen, déi fir méi Effizienz a schlussendlech awer och fir méi Geld an de Gemengekeesen suergen. Et muss een awer och eng Kéier soen, dass et eigentlech eng Win-win-Situatioun ass.

Et gëtt vill ze dinn am Kader vum Klimapakt. Ech weess, vu wat ech schwätzen. Och meng Gemeng ass eng vun de Klimapaktgemengen. An dat ass sécherlech mat vill Zäitopwand verbonnen. An dofir félicitéieren ech all deene Gemengen, déi schonn deen ieweschte Level erreecht hunn, well ech gesinn - an ech kucken e bësse jalous op déi erop -, wat dat fir een Asaz ass, fir bis dohin ze kommen. Dofir, all deene Gemengeresponsabele mat hire ganze Servicer, déi se hunn: e grousse Bravo, fir dat elo scho gepackt ze hunn.

Den Délai ass relativ kuerz. An dofir ass et gutt, dass mer haut deen Délai ëm ee Joer verlängeren, fir och deene Gemengen awer d'Méiglechkeet ze ginn, op déi verschidden Niveauen nach kënnen ze kommen an dann awer herno och erëm finanziell Moyenen ze hunn, déi se da sécherlech och erëm a klimafrëndlech Projete kënnen investéieren.

Dëst gesot, et ass ugeschwat ginn, mir hunn nach net all Gemenge beim Klimapakt. An de Rapporteur huet et gesot, d'Ministesch huet datselwecht an eiser leschter Chamberskommissioun (veuillez lire: Sitzung) vun der Ëmweltkommissioun gesot: D'Regierung wäert derhannert bleiwen, fir och déi Gemengen ze encouragéieren.

Et muss een awer wëssen, dass et fir kleng Gemenge wierklech ganz, ganz schwéier ass an dass een hinnen och vläicht d'Ängscht muss huelen. Eng grouss Angscht, déi een hinne sécherlech kann huelen, dat ass, dass et, well et de Klimapakt jo schonn eng gewëssen Zäitche gëtt, dass et Best-Practice-Beispiller gëtt, jee Beispiller, wou aner Gemenge scho virgewisen hunn, wat ee ka maachen, fir op Punkten ze kommen. A wann een op Punkte kënnt, dat ass jo näischt anescht, wéi et mécht een eppes, wat ëmwelttechnesch sënnvoll ass.

An ech denken, dass dat eppes ass, wat deene Gemengen, déi méi rezent bäigetruede sinn oder déi nach wäerte bäitrieden, sécherlech zunotze kënnt. Well virdrun huet e Virriedner hei dervu geschwat, dass et quasi e Konkurrenzkampf ginn ass: Wie packt wat als Éischt? Mä en fin de compte ass et net e Konkurrenzkampf, mä et ass éischter: Mer sinn all als Gemenge sécherlech vläicht e bëssen... E bësse war et e Wettkampf, fir ze kucken: Wien errecht d'Zertifizéierung als Éischt? Dat war och esou, wéi de Virriedner dat gemengt huet, den Aly Kaes.

Mä et ass awer éischter mëttlerweil, fir ze soen: Ma, kommt, mir probéieren eppes! A wann dat gutt ass, ma firwat soll net och eng aner Gemeng genau datselwecht maachen? An dofir kann ee sech eigentlech dobäi dee ganze Planungsopwand, dee ganzen administrative Volet, dee sécherlech ëmmer dermat verbonnen ass, spueren.

Ech géif dann, wéi gesot, den Accord vun der Demokratescher Partei ginn zu där Verlängerung hei, well et wierklech eng ganz gutt Saach ass, an der Ëmweltministesch bon Courage wënschen, fir d'Iwwerzeegungsaarbecht, déi se jo ugekënnegt huet fir déi Gemengen, déi nach net bäigetruede sinn, da gutt ze meeschteren.

An da géif ech selbstverständlech dem Rapporteur, dem Henri Kox, Merci soe fir säi ganz gudde mëndlechen an och schréftleche Rapport. An dëst gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Madamm Ëmweltminister, Dir däerft erofkommen.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Da wëll ech och als Éischt dem Henri Kox fir dee gudde mëndlechen a schréftleche Rapport Merci soen, an awer och fir déi Bäiträg vum Här Kaes, vum Här Hahn, awer och vum Här Negri, déi d'Zoustëmmung ginn hunn, a fir d'Ënnerstëtzung Merci soen.

An et freet mech ganz besonnesch, dass mer no enger COP21 zu Paräis elo hei a Lëtzebuerg e Konsens kréien, dee mer virdrun net haten, an zwar, dass et wierklech gutt ass, sech gemeinsam fir de Klimaschutz anzesetzen. An ech si ganz frou, kënnen ze soen, dass mer schonn ee vun deene wäisse Flecken, déi mer nach haten, weider elo zoukréien. Dat heescht, mir hunn elo 100 Gemengen derbäi. Ech hoffen, dass der elo nach e puer incitéiert ginn, well mer am Naturpark Mëllerdall en äänlechen Zeenario wëlle maachen, wéi douewen, wou déi positiv Konkurrenz ass, also d'Kompetitivitéit spillt, tëschent de Gemengen.

An ech freeë mech da fir déi Zoustëmmung a wëll awer och nach soen: Et ass e flott Instrument, wat do geschafe ginn ass. An dofir si mer ganz frou, dass mer net nëmmen e flott Instrument virfonnt hunn, mä dass mer och weider dru schaffen. Mir hu Konventiounen elo gemaach mam CELL well et ebe ganz wichteg ass, elo, wou mer quasi all Gemengen u Bord hunn, och nach d'Leit mat u Bord ze kréien, d'Transitioun ganz aktiv mat virunzedreiwen an d'Sensibiliséierung dann och um Terrain weiderzeféieren, well et geet ëm näischt aneschters, wéi dass mer eis Gewunnechten änneren an dann déi Win-win-Situatioune gesinn.

Ech sinn immens frou, dass mer hei e Konsensus hunn, dass et en Asaz fir de Klimawandel ass, en Asaz fir eis Regiounen, fir lokal Aarbechtsplazen a fir eis Gesondheet, a fir eng gutt Liewensqualitéit hei ze hunn.

Domadder villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Ëmweltministesch. A mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert d'Gesetz 6925 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6925 et dispense du second vote constitutionnel

A mer fänke mat de perséinleche Stëmmen un. De Vott ass lancéiert. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

59 Participatiounen: 58-mol Jo an eng Abstentioun. Domat ass de Projet 6925 ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6925 est adopté par 59 voix pour.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par Mme Octavie Modert), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Félix Eischen), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam (par M. Roberto Traversini), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

M. Serge Urbany.

An et bleift mer just d'Fro ze stellen,...

Une voix.- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...ob mer d'Dispens vum zweete Vott kënne ginn.

(Assentiment)

Dat ass dann esou décidéiert. Merci.

A mer géifen zum nächste Projet iwwergoen. Dat ass de Projet 6927, eng Upassung vum Gesetz iwwert d'Radaren. Och hei Basismodell. An d'Wuert huet d'Rapportrice, d'Madamm Lorsché.

5. 6927 - Projet de loi modifiant 1) la loi du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés et 2) la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Projet de loi, deen ech heimat virstellen, komme mer zréck op dat sougenannte Radarsgesetz vum 25. Juli 2015. Konkret geet et drëms, dräi kleng Modifikatiounen un deem Gesetz virzehuelen, nodeems de Parquet an d'Police eenzel Bedenke bei senger Applikatioun geäussert hunn.

Wéi Der wësst, ass de System vun de Radaren agefouert ginn, fir d'Verkéierssécherheet eropzesetzen, andeems schwéier Verkéiersinfraktioune méi geziilt festgestallt kënne ginn an dann och méi geziilt sanktionéiert ginn.

Zu deenen Infraktioune gehéieren d'Iwwerschreide vun der erlaabter Vitesse, d'Duerchfuere vun enger rouder Luucht, d'Netanhale vun der virgeschriwwener Sécherheetsdistanz tëschent de Gefierer an de Fait, an enger Strooss oder op enger Spur ze zirkuléieren, déi fir aner Benotzer reservéiert ass.

Momentan, dat wësst Der, ass et allerdéngs esou, datt den Artikel 2 vum Gesetz vum 25. Juli 2015 an deem Sënn kann interpretéiert ginn, datt net nëmmen dës véier Infraktioune betraff sinn, mä datt och aner Gesetzesverstéiss systematesch zu enger Poursuite kënne féieren. Dat heescht, datt de Code d'instruction criminelle beispillsweis och beim Netdroe vum Sécherheetsgurt, beim Benotze vum Handy um Steier oder beim Netbezuele vun der Autostax, bei enger feelender groer Kaart an anere Gesetzesverstéiss kéint oder misst applizéiert ginn, well den Artikel 2 vum aktuellen Text keng Infraktioun ausschléisst. Aus deem Grond soll mat dësem Projet de loi den Artikel 2 ganz einfach aus dem Gesetz verschwannen.

Domat ass dann definitiv kloer, datt keng aner Infraktioun iwwert de System vun de Radare ka bestrooft ginn, wéi déi, déi fir d'Verbesserung vun der Verkéierssécherheet viséiert waren an déi, déi ech virdrun opgezielt hunn. Donieft erspuert dës Approche och der Police an dem Parquet eng massiv Iwwerlaaschtung mat Dossieren, déi opgrond vun alle méigleche Poursuitë missten traitéiert ginn.

Ech kommen zu der zweeter Modifikatioun, déi sech op d'Verschécke vum Protokoll bezitt. Hei soll den Envoi recommandé mat Avis de réception duerch en einfachen Envoi recommandé ouni Avis de réception ersat ginn. Déi néideg Traçabilitéit vum Courrier geet domat net verluer, well de Centre informatique de Flux vun den Informatiounen zesumme mat der Police wäert géréieren.

De Virdeel ass hei deen, datt dee grousse manuellen Opwand an d'Käschten, déi mat der Prozedur vun engem Accusé de réception verbonne sinn, einfach emol ewechfalen. Am Fall, wou de Besëtzer vum geblëtzte Gefier net den Auteur vun der Infraktioun war, läit den Délai, fir e Recours virzeleeën, fir ze contestéieren, bei 45 Deeg.

Ech kommen zu der drëtter Modifikatioun. Hei geet et drëms, d'Méiglechkeet vum Retrait immédiat vum Führerschäin bei enger Radarkontroll ganz einfach ze sträichen. Dat ass logesch. Dës Modifikatioun drängt sech op, well et an der Realitéit jo net de Radar ass, deen de Führerschäin op der Plaz kann anzéien, mä d'Police respektiv déi Responsabel vum Parquet, wa bis kloer ass, wien den Auteur vun der Infraktioun war.

Domat hunn ech scho bal alles gesot. Déposéiert gouf dëse Projet de loi den 10. Dezember 2015 vum Nohaltegkeetsminister François Bausch. De Statsrot huet zwee Avisen ofginn, een den 2. Februar 2016 an een den 8. Mäerz 2016. De Statsrot huet déi dräi Modifikatiounen integral guttgeheescht. Och d'Chambre de Commerce, d'Chambre des Salariés an d'Chambre d'Agriculture hu sech positiv zum Projet de loi geäussert.

D'Nohaltegkeetskommissioun huet sech an dräi Sëtzunge mam Projet de loi befaasst a war der Meenung, datt spéitstens an dräi Joer eng Evaluatioun vum gesamte System soll realiséiert ginn, fir säi Fonctionnement op de Leescht ze huelen.

Wichteg ass, a mengen Aen, natierlech och ze analyséieren, wéi en Afloss d'Radarkontrollen op d'Fuerverhale respektiv op d'Zuel vun den Accidenter wäerten hunn. An anere Länner hu se sech jiddwerfalls bewäert, virun allem emol a Frankräich. D'Zuel vun de Verkéiersaffer a vun den Accidenter ass massiv erofgaangen. Firwat sollt et zu Lëtzebuerg anescht sinn? Ech si jiddwerfalls der Hoffnung, dass vill Leit net wäerten ënner engem Verkéiersaccident leiden.

Ofschléissend drécken ech der Madamm Josiane Pauly vum MDDI an dem Här Gilles Feith vum Centre informatique e grousse Merci fir hir wäertvoll Mataarbecht aus, grad wéi och eiser Sekretärin Rachel Moris a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

An ech denken, wann den Här Minister mam Tram kéint kommen, da wär e schonn hei. E kënnt bestëmmt gläich un. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Rapportrice. An d'Wuert huet elo direkt de Marco Schank.

Discussion générale

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, am Ufank wollt ech - mäi Merci un d'Madamm Rapporteur fir deen exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport; an déi Ausféierlechkeet vun deemselwechten, déi mat sech brëngt, datt ech mech net ëm d'Detailer elo muss hei beméien -, ech wollt am Ufank direkt soen, datt mir als Fraktioun dee Projet wäerte stëmmen, och wa mer ee Gesetz stëmmen, ofänneren, dat mer eréischt virun aacht Méint op dëser Plaz gestëmmt hunn.

Elo ass déi Adaptatioun, jiddefalls déi éischt, déi beschriwwe gouf, ganz sënnvoll, well mer ee Méi u juristescher Sécherheet kréien an eigentlech och ee Méi am Kontext vun der Protektioun vu perséinlechen Donnéeën.

An nom Vott vun dësem Gesetz ass et dann och definitiv esou, wéi et och ursprénglech an den Diskussioune vun der Kommissioun virun aacht Méint zréckbehale gouf, näämlech datt mat deem neie System fir déi automatiséiert Kontroll a Sanktiounen, also de sougenannte CSA, net all Infraktioun systematesch poursuivéiert gëtt, well et den initialen Objektiv vun dem CSA war, ebe fir déi iwwerdriwwe Vitesse erofzekréien.

Suppriméiert ginn nach zwou aner Mesuren, et ass gesot ginn, zum engen den Accusé de réception beim Envoi recommandé, wou vun zousätzlechen onnéidege Käschte geschwat gëtt an och vun enger disproportionéierter Surcharge vun administrativer Aarbecht. An dann eben och, opgrond vun engem Avis vum Parquet général, d'Mesure, datt een de Führerschäin direkt géif ofgeholl kréien am Kontext vum CSA.

Op de Stroossen dobausse geet an der Tëschenzäit den alldeegleche Misär virun, wann ech dat däerf esou soen. Och wann déi definitiv Zuele vun Doudegen am Verkéier a Schwéierblesséierte fir 2015 nach net virleien, sinn déi Zuelen, mengen Informatiounen no, awer um selwechten héijen Niveau wéi déi Jore virdrun.

An trei nom pädagogesche Prinzip, wann een eppes dacks genuch seet, datt et awer iergendwann eng Kéier wierkt, wollt ech dann och nach eng Kéier soen, datt mer insgesamt zu Lëtzebuerg ze séier fueren an datt iwwerdriwwe Vitesse, laut Statistik, zu ronn 50% Schold ass, wann déidlech Autosaccidenter zu Lëtzebuerg passéieren, mat deem enorme Leed, wat dat fir d'Familljen, fir d'Partnerschaften, fir d'Frëndschafte bedeit.

„Et gëtt keng Stroossen, déi Feeler verzeien" sot d'lescht Joer an engem Interview de Vizepresident vun der AVR, vun der Association des victimes de la route, den Armand Jaminet. An dat ass einfach och esou.

Elo wënsche mer eis alleguerten, datt, wann d'Radaren ab der nächster Woch, ab 16. Mäerz offiziell blëtzen, datt se tatsächlech och Liewe retten, wéi dat och zum Deel awer d'Zuelen aus dem Ausland, notamment déi a Frankräich, déi zimlech präsent och an den Diskussiounen d'lescht Joer waren, beleeën. An ech hu mer och soe gelooss, den Nohaltegkeetsminister huet et selwer gesot an der leschter Kommissioun, ech hunn et och nach eng Kéier op RTL elo gelies, datt immens vill geblëtzt ginn ass an der Testphas an datt vu massive Vitesseiwwerschreidungen och do geschwat ginn ass ebe wärend därselwechter Testphas.

Här President, zum Schluss wollt ech dem Nohaltegkeetsminister nach eng Fro stellen. Am Kader vun deenen Diskussioune vum leschte Joer - Punkteführerschäin, Consultatiounsdebatt an eben och d'Radaren - hat ech d'Aféierung vun engem nationalen Dag fir Verkéiersséchereheet proposéiert, engem Dag, wou d'Responsabilitéit vu jiddwer Eenzelnem géif am Mëttelpunkt stoen a mat praktesch orientéierten Aktivitéite vu Grouss a vu Kleng, wéi Sécherheetstraining, Verkéiersspiller an, an, an. An de Minister hat deemools déi Iddi ganz positiv opgeholl. An ech wollt d'Fro stellen, ob esou een nationalen Dag vun der Verkéiersséchereheet fir Lëtzebuerg wäert kommen.

Domat géif ech dann och nach den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi bréngen. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Schank. An d'Wuert huet dann direkt den Här Negri.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Villmools Merci, Här President. Als Éischt wëll ech och der Rapportrice Josée Lorsché e grousse Merci soen. Och wann dat Gesetz elo kierzlech eréischt gestëmmt ginn ass, begréisse mer als LSAP déi Ëmännerungen, engersäits fir méi Dateschutz, an do ass et och gutt, dass de Parquet sech zu Wuert gemellt huet, well et jo hei am Endeffekt drëm geet, fir just d'Vitesse ze kontrolléieren an net engersäits de Gurt ze kontrolléiere respektiv den Handy, wou et ëmmer schwéier ass, och wann eng Foto gemaach gëtt, ob net awer een den Handy um Schouss leien huet. Dat ass dat eent. An dofir, mengen ech, ass et gutt, dass mer wierklech elo op dee Wee do ginn, well jo just, wann eng Contestatioun kënnt, d'Biller gekuckt solle ginn. Dat ass also am Sënn vu méi Dateschutz.

An deen zweete Punkt ass, mer sinn als LSAP och frou doriwwer, dass d'Prozedur vum ageschriwwene Bréif och elo vereinfacht gëtt. An domadder ginn ech och den Accord vun eiser Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Negri. Dann den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Gesetz vum 8. Juli, wat mer deemools hei gestëmmt hunn, hat och d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei fonnt. Och no deene klengen Ëmännerungen hei sti mir selbstverständlech nach ëmmer hannert der Iddi, fir Radaren hei zu Lëtzebuerg anzeféieren. An et ass schonn e puermol hei gesot ginn, ee vun de ganz grousse Fléaue vum Trafic ass ouni Zweifel d'Vitesse! Mir mussen dat all Dag praktesch feststellen. Duerfir ass et gutt, datt mer elo op dee Wee gaange sinn.

Et ass natierlech liicht ze bedaueren, datt mer elo e bësse mussen zréckrudderen, datt elo e puer Infraktiounen net méi kënnen iwwert de Wee vum Blëtze festgestallt ginn. Mä et ass jo och hei zréckbehale ginn, datt mer no e puer Joer eng Evaluatioun vun dësem Gesetz maachen. Vläicht bitt sech dann éischter déi logistesch Méiglechkeet, fir dann awer och aner Infraktiounen iwwert dee Wee feststellen ze kënnen.

Datt elo och d'Zoustellung vun dem Avertissement taxé méi einfach gestalt gëtt, datt net méi muss en Accusé de réception elo hei ausgestallt ginn, dat fënnt och eis Zoustëmmung. Ech ginn awer ganz gären zou, datt ech selwer e bëssen doru Schold war, datt dat iwwerhaapt an d'Gesetz komm ass. Ech hunn awer no deenen Explikatiounen och elo ganz gären d'Meenung geännert. An insgesamt, wéi gesot, sti mer selbstverständlech hei hannert deene Modifikatiounen.

An ech wëll och nach ofschléissend der Madamm Lorsché Merci soe fir hire mëndlechen an och schréftleche Rapport. An, wéi gesot, bréngen ech d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Keng weider Wuertmeldungen? Dann huet den Här Nohaltegkeetsminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Ech wollt direkt emol éischtens Merci soen, datt d'Chamber déi Flexibilitéit hat, fir datt mer dee Gesetzesprojet de Mëtteg nach kënne stëmmen. Ech mengen, dat ass besser, well soss hätt d'Police dobaussen um Terrain misse wärend iwwer engem Mount en Text applizéieren, dee mer souwisou wëlles haten, duerno awer, och wann et nëmmen e puer Punkte sinn, ze änneren.

Awer et sinn och keng onwesentlech Punkten, déi jo awer trotzdeem hei geännert ginn. An zwar haaptsächlech dee Punkt, datt déi Infraktiounen, déi elo zum allgemenge Recht gehéieren, wéi datt d'Police misst kucken zum Beispill, wann ee geblëtzt gëtt, ob en och de Gurt un hätt, Handy oder och d'Assurance gülteg wär, Sandweiler an all déi Saachen. Ech mengen, wat zu ganz, ganz vill Komplikatioune gefouert hätt à ce stade, esou wéi et haut geregelt ass, fir d'Police virun allem, fir dat kënnen ze exekutéieren an ëmzesetzen an der Praxis.

Ech mengen, dat war de Problem och, firwat mer et änneren, well d'Police eis gesot huet, nodeem natierlech d'Gesetz gestëmmt ginn ass a versicht ginn ass, dat ze kucken. Also, wéi mer an d'Mise en pratique gaange sinn, hunn déi Saache sech hei erausgestallt. Dat ass iwwregens och näischt Iwwerraschendes. Dat war an alle Länner esou, wou dat heiten agefouert ginn ass. Et ass och an alle Länner no an no heiansdo emol nach nogebessert ginn, well eréischt duerch d'Praxis sech erausstellt, wéi et wierklech am beschten, spezifesch pro Land fonctionnéiert. D'Technik huet jo och entre-temps vill geännert. An ech sinn awer, wéi gesot, dofir frou, datt mer haut kënnen dat hei ofstëmmen, soudatt dann déi nei Versioun och kann direkt applizéiert ginn d'nächst Woch.

Ech wollt och der Madamm Lorsché Merci soe fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport an och all de Fraktioune fir hir Zoustëmmung. Et ass och esou, datt ech versprach hat, datt mer am Fong zwee Bilane wëllen zéien iwwert dat Ganzt: ee Bilan iwwert, dat géif ech emol nennen, déi technesch Opérationnalitéit vun deem Ganzen, wou dann esou Saache wéi dat heiten eben derzougehéieren. Dat kënne mer no engem Joer maachen, wou mer d'Praxiserfahrunge kënne kucken, wou mer och gesinn, wéi zum Beispill d'Gesetzgebung nach am Ausland evoluéiert huet.

Ech weess, datt a Frankräich de Moment zum Beispill nogeduecht gëtt, wéi een dat ka regelen, datt een aner Infraktiounen och kéint esou feststellen. Mä och d'Fransousen hu bis elo nach kee Wonnermëttel fonnt. Et gëtt och keen anert Land, wat bis elo eent fonnt huet. Duerfir ass et gutt, datt no engem Joer dee Bilan gezu gëtt doriwwer, wéi et an der Praxis fonctionnéiert huet.

An ech géif soen, no dräi Joer ongeféier kann een e Bilan maachen, wat et bruecht huet. Ech mengen, do brauche mer méi laang Zäit, do brauche mer Vergläichsjoren. No engem Joer gesinn ech éischter dee Bilan, wéi et um Terrain fonctionnéiert huet.

Vläicht just nach zur Fro vum Här Schank. Ech hunn dat mat Wohlwollen opgeholl, déi Propositioun, a mir sinn och amgaangen, dat ëmzesetzen. A mir wäerten deen Dag organiséieren, esou wéi hien et proposéiert huet, am Kader vun der Semaine de la mobilité dëst Joer. Mir sinn och schonn amgaangen, dorunner ze schaffen.

Et schwieft mer vir, fir zesummen natierlech mat der AVR, der Sécurité routière, mat dem ACL, allen Akteuren, e ganzen Dag ze huelen, wou mer eng Rei Aktiounen esou maachen, fir am preventive Sënn op d'Verkéierssécherheetsproblematik hinzeweisen. An ech mengen, datt d'Semaine de la mobilité eng gutt Woch ass, well do jo de Fokus op der Mobilitéit ebe steet landeswäit. Et kann een dann och kucken, ob een net mat de Gemengen zesumme vläicht eng Rei Saache mécht. Ech mengen, do bidde sech sécherlech déi meeschte Saachen un. An dat soll och schonn dëst Joer am Kader vun der Semaine de la mobilité ulafen.

Wéi gesot, fir de Rescht, nach eng Kéier Merci fir d'Zoustëmmung. An dann, fir de Rescht ass et och esou, datt mer eng Campagne lafen hunn, fir nach eng Kéier drop hinzeweisen, datt et ab Mëttwoch eescht gëtt. A mir wäerten do och nach eng Kéier e Communiqué maachen als Ministère, mat allen Detailer, wou een um Site ka vum Ministère nokucken, wéi d'Spillregele sinn, soudatt kee méi ka behaapten den nächste Mëttwoch, datt en net wousst, wat op e géif duerkommen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da kënne mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6927 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6927 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer. 59 Leit hunn direkt an indirekt um Vott deelgeholl. 59-mol Jo. Domat ass de Projet 6927 unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam (par M. Roberto Traversini), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

M. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

M. Serge Urbany.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

6. 6807 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques;

2. la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Mir kommen dann zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour, wou mer festgestallt hunn, dass beim Projet de loi 6807, engem Projet, dee mer de 25. Februar gestëmmt hunn, sech e materielle Feeler ageschlach hat. Mir hunn dat dem Statsrot scho matgedeelt. An dat bedéngt, dass mer haut de Vott vum 25. Februar mussen annulléieren an nach eng Kéier iwwert de Projet ofstëmme mussen. Déi heiten Ofstëmmung, si mer eis eens ginn, fënnt ouni Debatt statt, soudass mer dann, wann Der do dermat d'accord sidd, fir d'Éischt géifen zur Annulléierung vum Vott vum 25. Februar iwwergoen.

Vote sur l'annulation du premier vote constitutionnel du 25 février 2016

A mir géifen d'Ofstëmmung lancéieren. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Also, annulléieren heescht Jo stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

Voilà! An de Vott ass ofgeschloss. Mat 41 Jo-Stëmme bei 17 Enthalungen ass de Vott annulléiert. Et ass e bësse speziell, mä bon, et ass eben esou.

Résultat définitif après redressement: l'annulation du premier vote constitutionnel est adoptée par 36 voix pour et 23 abstentions.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam (par M. Roberto Traversini), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

M. Serge Urbany.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet.

(Brouhaha)

Ech mengen, do si mer alleguer enger Meenung. A mir géifen dann zur Erneierung vum Vott iwwert de Projet de loi 6807 iwwergoen. Och do gëllt, wie mam Projet d'accord ass, stëmmt mat Jo. Wien net mat deem Projet d'accord ass - mat deem Projet, wou d'Erreur matérielle ausgeschalt ass -, wien also domat d'accord ass, stëmmt mat Jo. An, jo, déi aner mat Neen oder Enthalung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6807 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass ofgeschloss an de Projet 6807 ass mat 36 Jo-Stëmme bei 23 Enthalungen...

Plusieurs voix.- Aah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ... ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam (par M. Roberto Traversini), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

M. Serge Urbany.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir sinn dann um Enn vun eisen Aarbechte vun de Mëtteg ukomm. Ech soen Iech Merci an d'Sëtzung ass elo eriwwer.

(Fin de la séance publique à 16.33 heures)

SÉANCE 24

MARDI,
19 AVRIL 2016

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser
- *M. Fernand Kartheiser*

5. Heure de questions au Gouvernement

Question n°175 du 19 avril 2016 de M. Aly Kaes relative à la prévention des attaques cérébrales dues à un foramen ovale perméable, adressée à Mme la Ministre de la Santé
- *M. Aly Kaes - Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé*

Question n°174 du 15 avril 2016 de M. Gusty Graas relative à la pollution de l'Attert suite à un incident à Colmar-Berg, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement
- *M. Gusty Graas - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*

Question n°176 du 18 avril 2016 de Mme Cécile Hemmen relative aux procédures à suivre par un individu en vue de dénoncer un cas de maltraitance animale aux autorités publiques, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs
- *Mme Cécile Hemmen - M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*

Question n°177 du 19 avril 2016 de M. Roy Reding relative à l'imposition de la plus-value immobilière, adressée à M. le Ministre des Finances
- *M. Roy Reding - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*

Question n°178 du 18 avril 2016 de Mme Josée Lorsché relative au projet des affichages en temps réel aux arrêts des autobus régionaux RGTR, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- *Mme Josée Lorsché - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°179 du 19 avril 2016 de M. Gilles Roth relative à l'interdiction de la dissimulation du visage dans les lieux publics, adressée à M. le Ministre de la Justice
- *M. Gilles Roth - M. Félix Braz, Ministre de la Justice*

Question n°180 du 18 avril 2016 de M. André Bauler relative à l'usage de montres électroniques/digitales qui permettent d'enregistrer des documents et des informations, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
- *M. André Bauler - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*

Question n°181 du 19 avril 2016 de M. Roy Reding relative aux modifications du Code de la route concernant les véhicules traînés, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- *M. Roy Reding - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°182 du 18 avril 2016 de M. Max Hahn relative à la mise en place d'un système d'alerte et d'information, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur
- *M. Max Hahn - M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur*

Question n°183 du 19 avril 2016 de M. Marco Schank relative à la sécurité sur les tronçons ferroviaires à voie unique, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- *M. Marco Schank - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°184 du 19 avril 2016 de M. Félix Eischen relative au projet d'aménagement d'un Park&Ride à Arlon, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- *M. Félix Eischen - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

6. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la rencontre entre un membre de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État et un témoin

Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet des suites judiciaires données à ce jour aux constatations de la Commission d'enquête de dysfonctionnements du Service de Renseignement (SRE)
- *Exposés: M. Claude Wiseler, M. Serge Urbany*
- *Prises de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, M. Félix Braz, Ministre de la Justice (intervention de M. Serge Urbany)*
- *Débat: M. Eugène Berger (interventions de M. Claude Wiseler, M. Gast Gibéryen et Mme Octavie Modert), M. Alex Bodry, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen (interventions de M. Alex Bodry), M. Serge Urbany (interventions de M. Gast Gibéryen), M. Claude Wiseler (interventions de M. Alex Bodry)*
- *Prises de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, M. Félix Braz, Ministre de la Justice (interventions de M. Gast Gibéryen) M. Serge Urbany (parole après ministre), M. Félix Braz, Ministre de la Justice, M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie*

7. Ordre du jour (suite)
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

8. Motion de M. Fernand Kartheiser relative à la maîtrise de la langue luxembourgeoise par le personnel travaillant dans toutes les crèches publiques et toutes les structures pour enfants
- *Exposé: M. Fernand Kartheiser*
- *Discussion générale: M. Eugène Berger, Mme Martine Hansen, M. Claude Haagen, M. Claude Adam, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (interventions de M. Gast Gibéryen)*
- *Vote sur la motion (rejetée)*

9. 6811 - Projet de loi modifiant la loi du 4 décembre 2007 sur la réutilisation des informations du secteur public
- *Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, de la Communication et de l'Espace: M. André Bauler*
- *Discussion générale: Mme Diane Adehm, Mme Tess Burton, M. Claude Adam, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. 6947 - Projet de loi portant approbation du Protocole sur l'application provisoire de l'Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet, signé à Luxembourg, le 1er octobre 2015
- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Claudia Dall'Agnol*
- *Discussion générale: M. Jean-Marie Halsdorf, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

11. 6908 - Projet de loi sur la reconnaissance du mariage au Grand-Duché de Luxembourg et modifiant le Code civil
- *Rapport de la Commission juridique: Mme Viviane Loschetter*
- *Discussion générale: M. Léon Gloden, M. Alex Bodry, Mme Simone Beissel, M. Roy Reding, M. Serge Urbany*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

12. Hommage à M. Serge Urbany
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*
- *M. Serge Urbany*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Félix Braz, Romain Schneider, François Bausch, Fernand Etgen, Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, MM. Dan Kersch, Claude Meisch, Mmes Corinne Cahen et Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.42 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- E schéine gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op a froen d'Regierung direkt, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

(Négation)

Dat ass net de Fall. Da soen ech dem Här Wirtschaftsminister Merci a kommen dann direkt zu de Kommunikatiounen.

2. Communications

Wéi Der wësst, sinn déi parlamentaresch Ufroen um Büro deponéiert ginn, grad wéi d'Lëscht vun de Projeten, déi zënter der leschter Sëtzung deponéiert goufen, un d'Fraktiounen iwwermëttelt ginn ass.

Dann huet d'Regierung iwwer Arrêté grand-ducal de Retrait gefrot, fir de Projet de loi 5458, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de Conseil d'État, vum Rôle ze sträichen.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass un d'Fraktioune weidergaangen.

An d'Souskommissioun, déi sech mat de Kontrakter fir Privatpersounen a Betriber ausenanergesat huet, huet sech den 9. Mäerz 2016 opgeléist.

Communications du Président - séance publique du 19 avril 2016

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Le projet de règlement grand-ducal et les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6966** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission spéciale d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe menée en Ukraine*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 09.03.2016

***6967** - Projet de loi portant introduction du cours commun «vie et société» dans l'enseignement secondaire et secondaire technique et modifiant*

1) la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement, titre VI: de l'enseignement secondaire,

2) la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue,

3) la loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée pilote et

4) la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 15.03.2016

***6968** - Projet de loi relatif à certaines règles régissant les actions en dommages et intérêts pour les violations du droit de la concurrence et modifiant la loi modifiée du 23 octobre 2011 relative à la concurrence*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 18.03.2016

***6969** - Projet de loi relative à la profession de l'audit portant:*

- transposition de la directive 2014/56/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 modifiant la directive 2006/43/CE concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés;

- mise en œuvre du règlement (UE) n°537/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux exigences spécifiques applicables au contrôle légal des comptes des entités d'intérêt public et abrogeant la décision 2005/909/CE de la Commission;

- modification de la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep;

- modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;

- abrogation de la loi modifiée du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 18.03.2016

***6970** - Projet de loi portant approbation d'amendements aux Annexes A et C de la Convention sur les polluants organiques persis-*

tants, signée le 22 mai 2001, adoptés par les Parties par Décisions SC-7/12, SC-7/13, SC-7/14 à l'occasion de la septième réunion des Parties, tenue à Genève du 4 au 15 mai 2015

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 21.03.2016

***6971** - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Belgique sur l'assistance mutuelle en matière de sécurité civile, signé à Bruxelles, le 5 février 2015*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 21.03.2016

***6972** - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2015/2376 du Conseil du 8 décembre 2015 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal et portant modification de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal*

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 22.03.2016

***6973** - Projet de loi portant augmentation du nombre des attachés de justice et ayant pour objet de modifier:*

1. la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif;

2. la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 22.03.2016

***6974** - Projet de loi portant approbation de*

1. la Convention sur la réduction des cas d'apatridie, conclue à New York le 30 août 1961;

2. la Convention européenne sur la nationalité, conclue à Strasbourg le 6 novembre 1997;

3. la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention des cas d'apatridie en relation avec la succession d'États, conclue à Strasbourg le 19 mai 2006

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 23.03.2016

***6975** - Projet de loi portant modification de la loi du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures*

Dépôt: M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, le 24.03.2016

***6976** - Projet de loi relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière et portant:*

1) transposition de la décision-cadre 2006/960/JAI du Conseil du 18 décembre 2006 relative à la simplification de l'échange d'informations et de renseignements entre les services répressifs des États membres de l'Union européenne;

2) mise en œuvre de certaines dispositions de la décision 2008/615/JAI du Conseil du 23 juin 2008 relative à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 24.03.2016

***6977** - Projet de loi sur la nationalité luxembourgeoise et portant abrogation de:*

1. la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise;

2. la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 24.03.2016

***6978** - Projet de loi portant*

1) transposition de la directive (UE) 2015/2060 du Conseil du 10 novembre 2015 abrogeant la directive 2003/48/CE en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts;

2) modification de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;

3) abrogation de la loi modifiée du 21 juin 2005 transposant en droit luxembourgeois la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 29.03.2016

***6979** - Projet de loi portant modification de la loi du 19 décembre 2014 relative 1. aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle et 2. à la promotion de la création artistique et du Code du Travail*

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 01.04.2016

***6980** - Projet de loi portant modification de la loi du 16 août 2010 relative aux licences des contrôleurs de la circulation aérienne et transposant la directive 2006/23/CE du 5 avril 2006 du Parlement européen et du Conseil concernant une licence communautaire de contrôleur de la circulation aérienne*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 15.04.2016

3) Sur demande du Gouvernement et par arrêté grand-ducal de retrait du 15 mars 2016 le projet de loi n°5458 portant modification de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État a été retiré du rôle des affaires de la Chambre des Députés en date du 21 mars 2016.

4) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

*Demande de pétition publique n°**619** - Stop au favoritisme syndical*

Dépôt: M. Franck Duvot, le 04.03.2016

*Demande de pétition publique n°**620** - Jeunes Enfants & Patrons: Concilier travail et vie familiale pour un meilleur développement des générations futures*

Dépôt: Mme Céline Le Cam, le 07.03.2016

*Demande de pétition publique n°**621** - Gerichtliche Schritte zwecks Abschalten und Stilllegen des Atomkraftwerks Cattenom*

Dépôt: M. Marc Schmit, le 09.03.2016

*Demande de pétition publique n°**622** - Réduire les contraintes administratives demandées par les crèches aux parents et médecins dans la gestion des maladies des jeunes enfants*

Dépôt: Mme Anna Christen, le 10.03.2016

*Demande de pétition publique n°**623** - Das Recht der Bürger auf Bargeld in der Verfassung verankern*

Dépôt: M. Camille Schiltz, le 18.03.2016

*Demande de pétition publique n°**624** - Contre une participation du Luxembourg à l'exposition universelle 2020 à Dubai*

Dépôt: M. Georges Liesch, le 21.03.2016

*Demande de pétition publique n°**625** - Eine Abfuhr für das TTIP-Abkommen*

Dépôt: M. Camille Schiltz, le 22.03.2016

*Demande de pétition publique n°**626** - Lutter contre le «Solar Radiation Management»*

Dépôt: Mme Agnès d'Aboville, le 23.03.2016

*Demande de pétition publique n°**627** - Faire reconnaître le diplôme de puériculture ici au Luxembourg*

Dépôt: Mme Melanie Do Nascimento Pereira, le 24.03.2016

*Demande de pétition publique n°**628** - Système de notation dans le classique et le technique/prérequis pour poursuivre ses études*

Dépôt: M. Eric Engler, le 24.03.2016

*Demande de pétition publique n°**629** - Augmentation des leçons d'enseignement mises à disposition des écoles fondamentales*

Dépôt: M. Patrick Arendt, au nom du «SEW/OGB-L», le 29.03.2016

*Demande de pétition publique n°**630** - Réduire le montant des avertissements taxés pour des infractions de dépassement de vitesse légères, et augmenter le montant pour les infractions plus sévères*

Dépôt: M. Jeff Reiffers, le 01.04.2016

*Demande de pétition publique n°**631** - Facilitation pour ouvrir un salon de coiffure*

Dépôt: M. Ruben Emanuel Soares Esteves, le 02.04.2016

*Demande de pétition publique n°**632** - Tolérance de 10% des radars routiers*

Dépôt: M. Massimo Regno, le 02.04.2016

*Demande de pétition publique n°**633** - Droit de consulter gratuitement une à deux fois par an un ostéopathe ou kinésithérapeute sans prescription dans le cadre d'un droit coûts santé plafonné*

Dépôt: M. Malik Zeniti, le 08.04.2016

*Demande de pétition publique n°**634** - Pour la construction d'un centre médical dans l'Est du pays/Fir de Bau vun engem Spidol am Oste vum Land*

Dépôt: M. Nicolas Pierard, le 08.04.2016

*Demande de pétition publique n°**635** - Changement du drapeau national en «Roude Léiw»*

Dépôt: M. Adrien Lebrun, le 10.04.2016

*Demande de pétition publique n°**636** - Fosse de plongée de 40 m au lac d'Esch-sur-Sûre*

Dépôt: M. Gauthier Legrand, le 11.04.2016

*Demande de pétition publique n°**637** - Nouveau congé parental: aussi pour les jeunes parents!*

Dépôt: M. Frédéric Goosse, le11.04.2016

*Demande de pétition publique n°**638** - Obligation financière parentale*

Dépôt: Mme Patrizia Palumbo, le 13.04.2016

*Demande de pétition publique n°**639** - À quand la possibilité de recevoir une carafe d'eau du robinet au restaurant à Luxembourg?*

Dépôt: M. Charles Lamoulen, le 14.04.2016

5) La Sous-commission «Création d'un droit européen des contrats pour les consommateurs et les entreprises» a été dissoute en date du 9 mars 2016 par la Commission juridique.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Zu dem Ordre du jour vun haut huet d'Presidentekonferenz déi lescht Woch eng Propositioun gemaach, déi och un d'Fraktioune gaangen ass.

Ech wollt d'Chamber da froen, ob se mat deem Ordre du jour, dee se zougestallt krut, d'accord ass.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

An ech hunn direkt eng Wuertmeldung vum Här Fernand Kartheiser fir den Dépôt vun enger Motioun. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

4. Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President vun der Chamber, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn hei d'Éier, eng Motioun ze deponéieren, déi sech beschäftegt mam Sproocheregimm an de Spillschoule respektiv an allem, wat virdru geschitt fir d'Kanner vun engem bis véier Joer, also a Crèchen an an anere Strukturen.

D'Regierung ass amgaangen, sech Gedanken ze maachen iwwert d'Aféierung vum Franséischen, eng fréi Sensibiliséierung fir d'Franséischt. Mir als ADR sinn awer der Iwwerzeegung, datt et wichteg ass, datt d'Kanner emol fir d'Éischt Lëtzebuergesch léiere sollten, och als Integratiounssprooch, datt déi Sprooch sollt gefestegt ginn, datt se sollt do agefouert ginn, wou se nach net allgemeng praktizéiert gëtt. Fir eis ass et wichteg, datt Integratiounssprooch an Nationalsprooch iwwereneestëmmen. Dofir deele mir déi Approche vun der Regierung net.

An deem Sënn hu mer och elo hei eng Motioun deponéiert, déi ech d'Éier hunn, Iech heimadder ze iwwerreechen.

Villmools Merci.

Motion

D'Deputéiertechamber

ass sech bewosst,

- datt d'Integratioun vun den Auslänner hei am Land am beschte fonctionnéiert, wann d'Nationalsprooch och d'Integratiounssprooch ass;

- datt et wichteg ass, datt déi auslännesch Kanner doweinst d'Lëtzebuerger Sprooch esou frei wéi méiglech léieren an datt d'Kanner, wa si an de Crèchen, an anere Strukturen, am Précoce oder an der Spillschoul sinn, exklusiv op Lëtzebuergesch solle betreit ginn an datt drop geuecht gëtt, datt Lëtzebuergesch d'Emgangssprooch an all deene Strukturen ass;

- datt et wichteg ass, déi kleng Kanner sproochlech net ze iwwerfuerderen, an et doweinst sënnvoll ass, déi Lëtzebuergesch Sprooch ze léieren an ze festegen, ier een nach aner an zousätzlech Sprooche léiert,

ass déif besuergt,

- datt auslännesch Kanner, déi doheem weder Lëtzebuergesch nach eng romanesch Sprooch schwätzen, duerch dee geplangte Sproocheregimm nach méi liicht iwwerfuerdert an doduerch diskriminéiert kënne ginn;

- datt déi geplangt Aféierung vum Franséischen zu engem ganz fréien Zäitpunkt d'Kanner ganz allgemeng kann duerjerneemaachen an och d'Detektioun vun eventuelle sproochleche Léierschwieregkeeten oder aneren Defizienzen zu engem fréien Zäitpunkt méi schwéier mécht;

- datt déi geplangt Aféierung vum Franséischen niewent der Lëtzebuerger Sprooch bei klenge Kanner déi drëtt administrativ Sprooch am Land, näämlech Däitsch, benodeelegt;

- datt dee geplangte Rekrutement vu franséische Mammesproochler an deene genannte Strukture Problemer am Kontext vun de Sproochkenntnisser an der ëffentlecher Funktioun respektiv an ëffentlechen Institutioune ka mat sech ze bréngen;

- datt déi Elteren, déi hir Kanner selwer doheem zillen, kéinte mengen, datt hir Kanner doduerch kéinte benodeelegt ginn, wann dës Sproochepolitik sech sollt no der geplangter Pilotphas generaliséieren,

fuerdert d'Regierung op,

- déi Lëtzebuerger Sprooch an allen ëffentleche Strukture vu Kanner bis véier Joer, do, wou si et nach net géif ginn, anzeféieren an iwwerall massiv ze förderen;

- op all Experimenter ze verzichten, fir Kanner am Alter vun engem bis véier Joer nach mat zousätzleche Sprooche wéi zum Beispill Franséisch an der formaler oder net formaler Bildung ze konfrontéieren;

- Lëtzebuergesch als Integratiounssprooch an exklusiv Kommunikatiounssprooch an alle Strukture fir Kanner vun engem bis véier Joer festzeschreiwen,

verlaangt,

- datt all Persoun, déi an enger ëffentlecher Crèche oder an enger Struktur schafft, déi vum Stat oder vun de Gemenge finanzéiert gëtt, an och all Persoun, déi mat vergläichbaren Aufgaben am private Secteur chargéiert ass, Lëtzebuergesch schwätzt;

- der Chamber bis zum 31. Dezember 2016 eng aktualiséiert Analys iwwert de Précoce virzeleeën, mat enger besonnescher Berücksichtegung vun der Lëtzebuerger Sprooch an dem Schoultyp;

- un der Alphabetiséierung op Däitsch festzehalen an allgemeng keng Moossnamen ze treffen, déi d'Relatioun tëschent der franséischer an der däitscher Sprooch hei am Land géifen eesäiteg zugonschte vun där enger oder anerer Sprooch verännere.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kartheiser. An d'Motioun geet direkt weider.

Mir géifen dann zum éischte Punkt vun eiser Dagesuerdnung iwwergoen, enger Froestonn un d'Regierung, wou d'Deputéierte wëssen, dass se zwou Minutten hunn an d'Regierung véier Minutten, fir ze äntwerten. Vu dass mer ganz vill Froen hunn, géif ech Iech alleguer bieden, Iech strikt un d'Zäitlimitatioun ze halen, soss kréie mer se net alleguer duerch.

Ech géif da proposéieren, mat där éischter Fro unzefänken. Et ass d'Fro vum Här Aly Kaes betreffend d'Preventioun vum Hireschlag a si riicht sech un d'Gesondheetsministesch. Den Här Aly Kaes huet direkt d'Wuert.

5. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°175 du 19 avril 2016 de M. Aly Kaes relative à la prévention des attaques cérébrales dues à un foramen ovale perméable, adressée à Mme la Ministre de la Santé

M. Aly Kaes *(CSV).*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, haut wëll ech der Madamm Gesondheetsministesch eng Fro stellen iwwer eppes, wouvun ech virun, jo, virun e puer Méint selwer betraff war a wouvun ech, wann een emol bis am Fall war an e bësse sensibel gëtt fir dat Thema, matkritt hunn, datt ganz vill Leit betraff sinn, näämlech den Hireschlag.

Foramen ovale, esou heescht um Häerz vum Embryo respektiv vum Fötus e Lach tëschent den zwee Virhäff vum Häerz a wat de Bluttfloss vum rietse Longekreeslaf op de lénke Kierperkreeslaf zouléisst. No der Gebuert, wann d'Long da mat Loft versuergt gëtt, geet dat Lach normalerweis no e puer Deeg oder Wochen zou. Bei engem Véirel vun de Leit ass dat net de Fall. An déi liewe weider mat dësem Lach.

Et gouf scho laang Indizien derfir, datt et en direkten Zesummenhang géif ginn, mä zënter dem Oktober d'lescht Joer sinn d'Erkenntnisser ganz klor, datt dëst Lach oder de Foramen ovale eng vun den Ursaache vu villen Hireschléi ass.

Do entsteet u sech e klengt Bluttgerinsel, oder do kann dat entstoen, wat u sech dann den Hireschlag ausléist. Ech si vun Dokteren informéiert ginn, datt Patienten dräi Hireschléi gemaach hunn, an nodeem dat dote festge-

stallt ginn ass an u sech dat Lach operativ zougemaach ginn ass, hu se ni méi eng Attack gemaach.

Aus deem Grond wëll ech d'Madamm Ministesch froen, en vue vun der ëmmer méi grousser Unzuel vu Fäll vun Hireschléi, ob een net méi preventiv an dëser Hisiicht kéint virgoen a vun deene Lächer effektiv mindestens Röntgenbiller maachen a gegebenenfalls dës Lächer zoumaachen, fir domadder ze verhënneren, datt déi Hireschléi entstinn.

Iwwregens geschitt dat mat enger Kamera, déi duerch d'Speiseröhr agefouert gëtt, wat, an ech kann do aus eegener Erfahrung schwätzen, relativ onangeneem ass, mä awer ganz wichteg ass.

Da wollt ech awer och froen, wéi et hei zu Lëtzebuerg mat „stroke units" ausgesäit an ob et Statistiken aus de Lëtzebuerger Spideeler dovunner gëtt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Kaes. Déi nächst Froesteller géif ech bieden, sech méi strikt un hir Zäit ze halen. Madamm Gesondheetsministesch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President, an och Merci dem honorabelen Här Kaes, dass e mer dës Fro stellt. En huet schonn eng Rei vu medezinneschen Explikatiounen iwwert de Phenomeen vum Foramen ovale hei ginn, soudass ech dat net méi wëll widderhuelen.

Mir ginn dovunner aus, dass bis zu 25% vun alle Leit mat engem oppene Foramen ovale liewen, déi meescht vun hinnen, ouni dat iwwerhaapt ze wëssen. Et ass deemno eng Anomalie vum Häerz, déi a seelene Fäll zu engem Hireschlag ka féieren, wéi et hei och scho richteg gesot ginn ass. Ech soen „a seelene Fäll", well de Gros vun der Zäit ass déi Komplikatioun, déi am meeschte virkënnt, net den Hireschlag, mä eng Longenembolie. Mä haut ass d'Froestellung déi vum Hireschlag.

Am Moment gëtt et kee spezifesche Preventiounsprogramm fir eng systematesch Identifikatioun vun dësem Risikofacteur an der Populatioun, weder hei zu Lëtzebuerg nach am Ausland. Et ass also um Dokter, fir d'Risikopatienten ze erkennen an hinnen eng Preventioun unzebidden, woubäi all Risikofacteure matconsidéréiert ginn, respektiv fir de Patient dann un e Spezialist ze verweisen. Do kënnt natierlech dem Generalist, deen oft déi éischt Ulafpersoun ass, eng besonnesch Bedeitung zou.

Mir sinn a regelméissegem Kontakt mat deene Beruffsgruppen, als Ministère a virun allem als Direction de la Santé, och fir d'Sensibiliséierung an dee ganze Volet vun der Preventioun kontinuéierlech weiderzeféieren an och duerch eng fréizäiteg Opklärung de Patient mat an d'Responsabilitéit eranzehuelen.

Mir sinn och kontinuéierlech am Kontakt mat deenen Administratiounen am Ausland, déi och entspriechend Recommandatiounen ausschwätzen. An do si virun allem am Zesummenhang mat eiser grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht mat eisen däitschsproochege Kolleege villverspriechend Pisten do, fir e bësse méi fréizäiteg och déi Sensibiliséierung unzesetzen an et och an enger Gesamtinformatioun iwwert den Hireschlag mat ze verschaffen.

Dir hutt mech elo Zuele gefrot am Zesummenhang mat den „stroke units". Well Der mer dat awer net am Virfeld gesot hutt, dass Der mer déi Froe wéilt stellen, hunn ech déi Statistiken natierlech elo net bei mer. Mä ech kann Iech déi awer noreechen.

Dir wësst, dass mer vill Reflexioune gefouert hunn am Zesummenhang mam Plan hospitalier, wou mer jo net nëmme Richtlinnen ausgeschriwwen hunn an Definitioune fir d'Prise en charge, déi schnellstméiglech Prise en charge vun Hireschlagpatienten. Do sinn déi natierlech zum Droe komm. A mir hunn och derfir gesuergt, an dat wäert Der och gesinn, wann de Projet vum Plan hospitalier definitiv deponéiert gëtt, dass mer do wëllen op alle Plazen am Land, an alle Spidolsregioune Strukturen erhalen, fir dass ee fréizäiteg am nächstméigleche Spidol ka sinn, mä dass mer awer och eng Structure lourde wëllen no den internationale Kritäre schafen, fir dass déi weiderféierend Behandlung kann ofgeséchert ginn.

Ech wollt Iech, vläicht fir de Stellewäert vun där Virgoensweis ervirzesträichen, e puer Informatioune ginn. Mir hunn zu Lëtzebuerg schätzungsweis 1.400 Hireschléi d'Joer. Dat si véier betraffe Persoune pro Dag. Dat ass enorm. Hei kënnt et op all Minutt un. Ech mengen, den Här Kaes weess dat selwer, well hie selwer déi Erfahrung gemaach huet. 7% vun de Leit, déi méi al si wéi 65 Joer, sinn dovunner betraff. Mir hunn am Moment iwwer 7.000 Leit hei zu Lëtzebuerg, déi schonn en Hireschlag haten an elo mat de Konsequenzen dovunner musse liewen.

Bon, ech kann, an dat sinn da meng lescht Aussoen, nëmmen drop insistéieren, dass et ganz vill gewosste Preventiounsmesurë gëtt, déi jiddweree vun eis aktiv kann a säi Liewen integréieren: net fëmmen, ganz wéineg Alkohol drénken, gesond ernieren, regelméisseg Sport maachen, an dann och déi seriö Risikofacteuren, déi dodrunner hänken, fir en Hireschlag ze kréien, näämlech den héije Bluttdrock, Zockerkrankheet, Fetter am Blutt an d'Iwwergewiicht, erofsetzen an domat dann och d'Ufällegkeet fir en Hireschlag an de Grëff ze kréien.

Ech géif mech dann engagéieren, Här President, fir dem honorabelen Här Kaes déi Elementer vun der Fro, déi ronderëm d'Zuel vun de Patienten an de Stroke-unit-Klinicke geet, nozereechen, fir dass d'Äntwert op déi Fro ka komplett sinn.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Ministesch, an och den Appell un d'Regierungsvertrieder, fir sech un d'Riedezäit ze halen.

Ech géif dann zu der nächster Fro vun de Mëtten iwwergoen. Dat ass déi vum Här Gusty Graas un d'Ëmweltministesch betreffend d'Verschmotzung vun der Atert no engem Zwëschefall bei enger Industrie zu Colmer-Bierg. Den Här Graas huet d'Wuert.

- Question n°174 du 15 avril 2016 de M. Gusty Graas relative à la pollution de l'Attert suite à un incident à Colmar-Berg, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, effektiv koum et de leschten Donneschdeg jo zu enger gréisserer Pollutioun op der Atert, dat bedéngt duerch eng Pann bei der Goodyear. Jiddefalls schéngt et, wéi wa bis haut d'Konsequenzen net all ganz kloer wieren. Doweinst wollt ech e puer Froen un d'Madamm Ëmweltministesch stellen.

Déi éischt ass: D'Goodyear huet behaapt, hei géif et sech ëm biologesch ofbaubare Killuelech handelen, dee fir de Mënsch a fir d'Déieren net geféierlech wier. An deem Sënn wollt ech awer emol froen, ob dat wierklech stëmmt, well op där anerer Säit koum jo awer eng Recommandatioun eraus, datt een net méi sollt Fësch aus der Atert verzieren.

Zweetens, den Här Statssekretär hat an der Press matgedeelt, datt de Problem u sech méi grouss gouf, well d'Wierk vun der Goodyear do anscheinend awer e Problem net richteg erkannt hätt.

Déi drëtt Fro ass déi, ob zu dësem Zäitpunkt awer scho méi genee Detailer bekannt sinn, wat d'Problemer an der Fauna an an der Flora ubelaangt.

Véiertens, wéi ass et awer méiglech, an dat krut een nach gëschter Owend an der Press confirméiert, datt iwwert déi Deeg ewech trotzdeem nach ëmmer nei Fuitten entstane waren?

Fënneftens, huet déi Enquête, déi jo an d'Wee geleet ginn ass géint de Verursaacher vun där Verschmotzung, scho gewëssen nei Erkenntnisser bruecht?

An da sechstens, missten net awer fir all d'Tanken, déi elo gëfteg, toxesch Stoffer lageren - an dat gëllt elo net nëmme fir déi betraffe Firma do, mä dat ass méi eng allgemeng Fro -, an Zukunft vläicht nach méi genee, streng Regelen opgestallt ginn, fir datt esou Pollutiounen net méi virkommen?

Ech soen Iech Merci fir d'Äntwerten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Graas. An d'Wuert huet d'Ëmweltministesch.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Merci fir d'Éischt emol fir dës Fro vun dem honorabelen Deputéierten Här Gusty Graas. Här Graas, ech mengen, Dir hutt recht, et ass en tragesche Virfall, dee sech do ereegent huet, wou mer eng grouss Meng un Uelech an eisem Gewässer fonnt hunn. Et gouf direkt reagéiert, an dofir wëll ech och als Alleréischt, ier ech op Är Froen aginn, allen zoustännege Leit aus der Protection civile, den Asazcorpsen, e grousse Merci soen, och menge Verwaltungen, der Waasserverwaltung an der Ëmweltverwaltung, déi direkt sur place waren, an awer och alle Responsabele fir eng gutt Zesummenaarbecht, well an esou Fäll ass et einfach wichteg, dass mer vun Ufank u gutt an transparent zesummeschaffen.

Jo, et war en Tëschefall. An en cours de route an deene leschten Deeg huet sech ëmmer méi bestätegt, dass mer et hei mat, engersäits, enger Pollutioun, déi iwwert en Dysfonctionnement passéiert ass, déi punktuell war, ze doen hunn, an dass mer awer anerersäits vermudden, dass dat eng gréisser Envergure huet, déi eben och mat der Uelechfarm, also deenen Tanken, déi do stinn, ze dinn huet.

Wéi gesot, et gouf direkt reagéiert. Et gouf en Arrêté nach e Freideg vum Statssekretär Camille Gira ënnerschriwwen, dee souwuel iwwert d'Waassergesetz wéi iwwert d'Responsabilité environnementale agéiert, soudass et wichteg ass, dass vun hei direkt kloer ass, dass déi Weeër musse respektéiert ginn.

Et ass, an Dir hutt et gesot, eng Enquête amgaangen, déi no an no elo soll déi eenzel Faiten opklären. Gëschter ass dunn zesumme mat der Santé, an d'Santé ass do am Lead, e Communiqué erausgaangen, well mer hei a Lëtzebuerg vum Précautiounsprinzip ausginn. Et ass ëmmer immens wichteg, dass d'Gesondheet vun de Leit geschützt gëtt.

An niewent den Auswierkungen op eis Natur, déi deen Incident sécherlech wäert hunn, déi sech och am Laf vun deenen nächsten Deeg a Méint eréischt wäerte weisen, ass et einfach wichteg, dass mer aus Précautioun, fir d'Leit beschtméiglech ze schützen, hei soen, dass et à ce stade am beschten ass, wann een déi Fësch net ësst. Ech mengen, dat ass e Principe, deen huet sech hei zu Lëtzebuerg duerchgesat.

Wat awer kloer ass, an dofir souze mir och scho mat der Goodyear zesummen, dat ass, dass déi dote Saach muss lückenlos opgeklärt ginn, dass et hei drëm geet, dass mer eis elo e ganz klore Rumm ginn, wéi mer weiderfueren, wéi vun der Säit vun dem Responsabelen déi Saach do gehandhabt gëtt. Mir wäerten dat de près suivéieren. An an eng Enquête däerf een net agräifen, dofir kann ech Iech à ce stade och nach net méi zu dësem Fall soen.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Ëmweltministesch.

Déi nächst Fro kënnt vun der Madamm Cécile Hemmen a freet de Landwirtschaftsminister, wat ee muss maachen, wann een e Fall vun Déieremësshandlung wëllt mellen. An d'Madamm Hemmen huet d'Wuert.

- Question n°176 du 18 avril 2016 de Mme Cécile Hemmen relative aux procédures à suivre par un individu en vue de dénoncer un cas de maltraitance animale aux autorités publiques, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Merci villmools, Här President. Jo, Här Minister, et vergeet kaum en Dag, wou mer net konfrontéiert si mat Biller vun Déieren, déi sief et vernoléissegt ginn, schlëmmer nach mësshandelt ginn oder awer ganz einfach net aartgerecht gehale ginn. D'Déiereschutzgesetz, Dir wësst et, gëtt mat Ongedold erwaart. A wann ech richteg informéiert sinn, da wäert et jo och net méi ganz laang daueren, bis dass mer et an der Kommissioun presentéiert kréien. Mä ganz esou wäit ass et jo och nach net. An éier et a Kraaft trëtt, wäert nach ganz dacks op grausam Zoustänn bei Déieren higewise gi vu ganz opmierksame Bierger.

A genee dorops wollt ech Iech eigentlech och uschwätzen, Här Minister, an Iech froen, fir eis dach wann ech gelift ganz kloer a wa méiglech och ganz däitlech ze soen, wéi ee sech dann am beschten unzeleeën huet, wann een op esou eng Zort Hëllef wëllt zréckgräifen, wann een esou Déieren an Nout wëllt mellen.

Wien ass eigentlech déi richteg Ulafstell? Ass et d'Police? Sinn et d'Pompjeeën? Ass et eng Déierenorganisatioun? Eng Déiereschutzorganisatioun? Wa jo, wien? Ass et de Veterinär? Wéi dacks gi gutt intentionéiert Leit hin- an hierorientéiert a wéi vill Zäit geet eigentlech verluer, well kee sech zoustänneg spiert? An ech denken hei souwuel un d'Hausdéieren, grousser a klenger, awer och un d'Béischten, déi op der Weed stinn oder awer am Stall.

Ech hu mer Gedanke gemaach an ech hu mer d'Fro gestallt, ob et net eventuell ubruecht wier, och emol eng Hotline ze installéieren, e Genre „SOS, Hëllef fir Déieren an Nout", wou ee sech da ka mellen a wou den Uruff dann un déi richteg Instanz géif virugeleet ginn.

Här Minister, ech si gespaant op Är Äntwerten an ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Hemmen. An de Landwirtschaftsminister huet d'Wuert.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech der Kolleegin, der honorabeler Madamm Cécile Hemmen, Merci soe fir déi dote Fro. D'Prozedur, fir e Fall vun Déieremësshandlung ze mellen, mécht ee bei deenen Autoritéiten, déi zoustänneg si fir den Déiereschutz, an dat nom Artikel 23 vum Gesetz vum 15. Mäerz 1983 iwwert den Déiereschutz. Dat sinn: d'Police, d'Veterinärinspektioun, d'Natur- a Bëschverwaltung an d'Douane.

Et muss een dann dee Fall, wou ee mengt, datt et sech ëm eng Mësshandlung handelt, bei enger vun deenen Autoritéite mellen. Ech wëll an dësem Kontext och ervirhiewen, datt et an enger éischter Etapp kann iwwer Tëlefon gemaach ginn. Wann d'Donnéeën an de ganze Kontext net kloer sinn, da muss een dat eventuell och schréftlech maachen. Et kann näämlech duerchaus virkommen, datt eng Persoun eng Plainte wëllt maachen, déi op engem subjektiven Androck berout, mä wou sech awer erausstellt, datt do kee Verstouss géint d'Déiereschutzgesetz virläit.

Ech wëll awer och betounen, datt mir déi Plaintë ganz eescht huelen an hinnen och an alle Fäll noginn. Verschidde Leit an deene genannte Verwaltunge sinn habilitéiert, fir eng Enquête ze maachen an hirer Qualitéit als Officier de police judiciaire. Si maachen dann e Procès-verbal iwwert dat, wat se festgestallt hunn, a si hunn och d'Méiglechkeet, fir d'Déier oder d'Déieren ze saiséieren, falls néideg. Duerno gëtt dann e Procès-verbal beim Parquet déposéiert, deen dann en charge ass mam Fall an deen da jugéiert, ob eng Poursuite pénale néideg ass.

Dat ass, wéi gesot, den aktuelle Stand vun der Legislatioun. Mat deem neie Gesetz iwwert den Déiereschutz, dat Ufank Mee vun dësem Joer an de Regierungsrot kënnt, bleiwen déi ëffentlech Autoritéiten, wou een eng Plainte kann déposéieren, déiselwecht wéi am Gesetz vun 1983 an et ännert sech u sech näischt un der Prozedur, wéi eng Persoun kann e Fall vun Déieremësshandlung mellen.

Wat awer elo ugeduecht ass am neie Gesetz, ass, datt déi ëffentlech Autoritéite méi Pouvoire kréien. Dat betrëfft virun allem d'Veterinärverwaltung, déi zum Beispill Mesures administratives urgentes kann huelen, wann e Risque imminent fir d'Déier besteet, an déi och d'Méiglechkeet kritt, Avertissements taxés auszestellen, fir dee Schëllegen direkt ze bestrofen.

Do dernieft ass am neie Gesetz awer natierlech och nach ëmmer d'Prozedur iwwert de Parquet virgesinn, déi néideg bleift fir gréisser Mësshandlungen, wou dann héich Geldstrofen an eventuell och Prisongsstrofe kënnen ausgeschwat ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Landwirtschaftsminister.

An déi nächst Fro kënnt vum Här Roy Reding, betrëfft d'Besteierung vun de Plus-values immobilières a riicht sech un de Finanzminister. An den Här Reding huet d'Wuert.

- Question n°177 du 19 avril 2016 de M. Roy Reding relative à l'imposition de la plus-value immobilière, adressée à M. le Ministre des Finances

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Dës Regierung huet ee grousse Fort: An dat ass Ukënnegungspolitik. An heiansdo ass dat harmlos an heiansdo hunn och Ukënnegunge scho Suitten.

Dës Regierung huet ugekënnegt, ab 1. Juli d'Besteierung vu Plus-values immobilières erofzesetzen: anstatt den Demi-taux global, dat si graff 22%, e Véierels Taux global, dat si ronn 11%, ze applizéieren, an zwar fir all Vente-immobilië vum 1. Juli bis 31. Dezember d'nächst Joer.

Duerch déi Ukënnegung sinn awer elo schonn immens vill Transaktioune blockéiert, well vill Leit natierlech soen: „Ben, wann déi dote Saach effektiv kënnt, am Moment läit nach keen Text vir, da waarde mer dorobber, fir da manner Steiere mussen ze bezuelen."

Déi Mesure ass net nei, si ass aus dem Arsenal vu viregte Regierungen, déi scho probéiert hunn, d'Wunnengsdeierecht domadder ze bekämpfen. Et muss ee soen: ouni Succès! Déi eenzeg Kéier, wou wierklech vill Immobilien, vill onbebauten Terrainen op de Maart koumen, da war 2007, näämlech dunn, wéi d'Regierung ugekënnegt huet, déi Mesure net virunzeféieren.

Et muss ee sech och d'Fro stellen, awéifern datt eng Erofsetzung vun der Besteierung op besteeënden Immobilië méi Wunnengsraum schaaft. Et ass net de Fall. Wann ech eng Okkasiounswunnecht verkafe mat Plus-value, ass et egal, wéi héich datt déi besteiert gëtt, et gëtt doduerch net méi Wunnechten. Méi Wunnechte kommen nëmmen duerch méi bebaut Terrainen.

Meng konkret Froe sinn: War d'Regierung sech bewosst, datt eleng den Effet d'annonce, déi se

gemaach huet, derzou gefouert huet, datt elo Honnerte vun Akten net gemaach ginn, dat heescht, datt u sech déi direkt Suite schonn direkt emol nees eng Verdeierung an eng Verlangsamung ass vum Wunnengsmaart?

Kann den Här Finanzminister confirméieren, datt déi Ännerung tatsächlech ab dem 1. Juli kënnt? Dat ass natierlech eng Fro, déi de Secteur immens interesséiert, net datt mer nach au-delà blockéieren.

An dann ass och meng Fro: Wat geschitt mat Bienen, déi verkaaft goufen op Compromis virun dem 1. Juli, mä wou d'Acte-notariéen no dem 1. Juli sinn? Ginn déi da besteiert nom Demi-taux oder nom Quart de taux global?

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Reding. An d'Wuert huet direkt den Här Finanzminister.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, léif Kolleegen aus der Regierung, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech soen dem honorabelen Deputéierte Merci fir seng Fro, déi mer erlaabt, de Kontext, an deem mer déi Mesure do annoncéiert hunn den 29. Februar am Kader vun der Steierreform, nach vläicht méi prezis ze ëmräissen.

Fir d'Éischt emol: Firwat mécht d'Regierung dat? Majo, d'Regierung mécht dat, fir d'Offer vu Wunnenge méi héich ze maachen. D'Offer an d'Luucht ze setzen, ass eng vun de Prioritéiten, fir justement Dynamik an den Immobiliemaart ze kréien. An ech muss do soen, dass ech mat Ärer Analys net d'accord sinn, dass d'Besteierung keng Influenz op d'Attitüde vun de Leit hätt. Mir haten esou eng Mesure schonn an der Vergaangenheet a si huet relativ gutt funktionéiert.

Mir hunn analyséiert, dass se desto besser géif funktionéieren, wann d'Period, wou deen Demi-demi-taux, dee Quart-taux agefouert gëtt, relativ kuerz a schnell kënnt. Dat elo zum Konzept.

Elo zum Contenu: Wat fir en Taux gëtt hei applizéiert? Éischtens emol spillt dat nëmme fir d'Privatpersounen. Zweetens, den Demi-taux ass den Demi-taux marginal vun der jeeweileger Persoun. Dat heescht, am Vereinfachte seet een, dass deen Taux dann elo 11 ass, dat heescht d'Halschent vun 22. Mä dat supposéiert, dass d'Persoun um Maximum-Taux-marginal ass. Or, fir um Maximum-Taux-marginal ze si vun 43-44%, muss ee ganz, ganz vill verdéngen! Déi meescht Leit leien natierlech wäit drënner. Dat heescht awer och, dass dee Quart-taux natierlech d'Vente méi attraktiv mécht, well d'Leit considérablement manner Steiere musse bezuelen.

Ech wëll och betounen, dass, fir dovunner ze benefisséieren, ee muss eng Immobilie méi wéi zwee Joer scho gehat hunn, fir d'Spekulatioun ze évitéieren, well soss hätte mer genau den Effet contraire vun deem, wat mer wëllen erreechen.

Drëtt Saach, wat décisiv ass, ass den Acte de vente selwer, an net de Compromis.

Elo zum Timing: Mir si frou, dass déi Mesure esou positiv opgeholl ginn ass, well mir hu ganz vill positiv Échoen zu dëser Annonce kritt. A fir justement all Onsécherheet aus der Welt ze schafen, huet d'Regierung gëschter am Conseil de Gouvernement beschloss, dee spezifeschen Deel vun der Steierreform hei virzezéien. A gëschter hu mer also décidéiert, dass deen Demi-demi-taux, dee Quart-taux, elo an engem spezifesche Gesetz soll zréckbehale ginn. An dat Gesetz ass elo um Instanzewee a kënnt an deenen nächsten Deeg an d'Chambre des Députés, fir déposéiert ze ginn.

An ech wënsche mer, dass mer da relativ séier dat kënnen ofschléissen, fir dass mer d'Gesetz virum 1. Juli hunn an domat och Sécurité juridique hunn a fir dass dann déi Period vun där soi-disant Onsécherheet esou kuerz wéi méiglech ass.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Gramegna.

An déi nächst Fro kënnt vun der Madamm Josée Lorsché, riicht sech un den Nohaltegkeetsminister an huet e komplizéierten Intitulé, dofir loossen ech d'Madamm Lorsché et selwer erklären.

- Question n°178 du 18 avril 2016 de Mme Josée Lorsché relative au projet des affichages en temps réel aux arrêts des autobus régionaux RGTR, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Här Minister, et ass guer net esou komplizéiert.

(Interruption)

Bekanntlech sinn d'Bussen an der Stad Lëtzebuerg scho méi laang mat engem GPS-System ausgestatt, deen et erlaabt, déi reell Zäitschinn vun de Bussen ze erfaassen an d'Clienten ze informéieren, wéini hire Bus genee op der Haltestell ukënnt. Dat geschitt iwwert de Wee vum sougenannten „affichage en temps réel" iwwer elektronesch Panneauen.

Dëse System funktionéiert ganz gutt an dréit och zu der Zefriddenheet vun de Benotzer bäi. Mä leider limitéiert e sech momentan just op d'Stad Lëtzebuerg. Am RGTR-Réseau gëtt et zwar scho Bussen, déi mat elektronesche Bildschiermer ausgestatt sinn, mä dës Schiermer funktionéieren net. Net besser ass et och op de Bushaltestellen iwwer Land, wou keen Affichage en temps réel ze fannen ass, obschonn digital Panneauen do installéiert sinn.

An elo kommen ech schonn zu mengen dräi Froen: Ech wéilt wëssen, firwat dësen elektroneschen Informatiounssystem nach net am RGTR-Réseau funktionéiert, wéi eng Linnen domat wäerten ausgestatt ginn a wéini de System operationell wäert sinn.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Lorsché. An ech ginn dann dem Nohaltegkeetsminister d'Wuert, fir op déi Fro betreffend den „Projet des affichages en temps réel aux arrêts des autobus régionaux RGTR" ze äntwerten.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Och Merci der Madamm Lorsché. Ech wäert da versichen, op dee komplizéierten Titel einfach Äntwerten ze fannen.

Déi éischt Äntwert ass déi op d'Fro: Firwat fonctionnéiert dat Ganzt nach net? Dat ass esou, dat ass eng ganz opwendeg Programmatioun, déi huet misse gemaach ginn, fir all déi Fahrpläng an dee System do eranzeginn. An déi Programmatioun ass awer elo esou wäit ofgeschloss. Dat heescht, allerspéitstens bis de Summer wäerten déi éischt Panneauen ufänken, den Temps réel unzeweisen. Et ass och esou, datt bis Enn des Joers de ganze System soll operationell sinn.

Ech wëll och drop hiweisen, datt dat heiten net nëmmen e System ass, deen herno den Temps réel uweist oder och an der Zukunft vläicht nach Korrespondenzen, wann et méi grouss Arrête sinn zum Beispill, mä dat ass e System, deen eis ganz villfälteg Méiglechkeete bitt.

Mäin Zil ass et fir iergendwann eng Kéier, datt mer eng Mobilitéitskaart hunn an op där Kaart kann een dann iwwer Telematiksystem do all Déngschtleeschtungen droplueden, déi mat der Mobilitéit ze dinn hunn. Dat kann da goe vum Carsharing iwwert de Parking, deen ee sech ka reservéieren am Park & Ride, bis souguer zur Borne vun der Elektromobilitéit, datt ee kann do souguer an de Park & Ridë Reservatioune maachen. Dat heescht, dat si ganz villfälteg Méiglechkeeten. Et geet wäit och iwwert de Bus eraus, mä fir de Bus ass et bis Enn des Joers ganz operationell.

Bei der Eisebunn fonctionnéiert et elo schonn zum Deel. D'Eisebunn huet jo och esou e System agefouert. Beim TICE, dat war als Pilotprojet geduecht, fir dat Ganzt ze testen. Do fonctionnéiert et och. Mä wéi gesot, bis Enn des Joers wäert et dann iwwerall fonctionnéieren.

Dat ass natierlech e Qualitéitssprong fir de Client op den Arrêten, well ech mengen, herno muss et drop erauslafen, virun allem och, wa mer mat de Pôle-d'échangë schaffen, wann ee muss séier kënnen ëmsteige vun engem Verkéiersmëttel op dat anert, dat heescht zum Beispill - loosse mer soen - vum Tram op de Bus oder vum Zuch op de Bus, datt, wann ech erof op de Quai klamme fir de Bus, ech da kee Fahrplang méi brauch ze kucken, datt ech direkt gesinn op dem Téléaffichage, wéi laang et nach en temps réel dauert, bis mäin nächste Bus kënnt. An dat ass natierlech eng grouss Erliichterung an eng grouss Vereinfachung an et séchert vill méi d'Qualitéit, wéi dat haut de Fall ass.

Da wëll ech awer och nach drop hiweisen, datt mer am ëffentlechen Transport an an der Mobilitéit en général e ganz neie Wee ginn, näämlech mir sinn deen éischten Déngschtleeschter hei am Land, deen an de System eriwwergeet vun engem Open Data. Dat heescht, mir wäerten eis Daten, déi mer hunn, dat jo villfälteger sinn - ganz vill ginn der elo iwwert den Telematik gesammelt, wat den ëffentlechen Transport ubelaangt, mir hunn och iwwert de CITA ganz vill Daten, déi gesammelt ginn an och aner Saachen -, déi stelle mer ëffentlech zur Verfügung. An do geet et drëms, datt all méiglech Start-uppen oder Tüftler oder wien och ëmmer, Bierger, déi Iddien hu fir d'Entwécklung vun Applikatioune ronderëm de ganze Verkéier, d'Mobilitéit, datt déi déi kënne fräi zur Verfügung gestallt kréien.

Dat ass e Prozess, deen ass ganz wichteg a wäert eis ganz sécher och vill un Innovatioun bréngen an deem Beräich a wäert dozou féieren, datt mer an Zukunft ganz sécherlech vill Applikatioune kréie ronderëm dat Ganzt, och ronderëm d'Telematik, déi weider net nëmmen den ëffentlechen Transport oder d'Mobilitéit wäerte förderen, mä och ganz nëtzlech kënne si fir de Client.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister.

Déi nächst Fro kënnt vum Här Gilles Roth, riicht sech un de Justizminister an dréit ëm d'Verschleierung vum Gesiicht op ëffentleche Plazen oder ëm d'Burka, dat sougenannt Burkaverbuet.

- Question n°179 du 19 avril 2016 de M. Gilles Roth relative à l'interdiction de la dissimulation du visage dans les lieux publics, adressée à M. le Ministre de la Justice

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de 16. Juli 2014 huet den Deputéierte Fernand Kartheiser eng Proposition de loi deponéiert iwwert dat sougenannt Burkaverbuet.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Den 19. November 2015, also d'lescht Joer, hunn den Här Laurent Mosar an ech selwer am Numm vun der CSV eng Gesetzespropositioun déposéiert fir e landeswäit Vermummungsverbuet an dobäi huet d'CSV-Propositioun awer de Kriticke vun dem Statsrot géintiwwer dem Här Kartheiser senger Propositioun Rechnung gedroen.

Fir d'CSV steet d'Vermummung vum Gesiicht am krasse Géigesaz zu de Wäerter, déi eis Gesellschaft ausmaachen, Wäerter vun Oppenheet an Transparenz. An eise Breedegrader kucken d'Leit sech an d'Aen, an d'Gesiicht, wa se matenee kommunizéieren. Eng integral Vermummung vum Gesiicht entsprécht net de Wäerter, net de Gewunnechten an och net den Traditiounen, déi eist soziaalt Matenee regelen!

Mir sinn e klengt Land, wou ee sech fräi beweege kann. Et mécht kee Sënn, wann d'Grondprinzipien, déi dat soziaalt Mateneen an enger Gesellschaft an engem Land regelen, mat de Grenze vun enger Gemeng op déi aner änneren. D'grondleeënd Froen iwwert d'Zesummeliewe mussen um nationale Plang geregelt ginn. Et kann ee sech net hannert de Gemenge verstoppen.

Eng äänlech Vue schéngt iwwregens den Aarbechtsminister a fréieren Immigratiounsminister, den Nicolas Schmit, an deem Dossier ze hunn, dee sech zu deem Sujet de leschte 14. Abrëll geäussert huet a schreift: «La burqa n'est pas compatible avec nos valeurs. Elle dégrade la dignité + égalité des femmes. Il faut l'interdire dans la clarté.»

Wann Der erlaabt, Här President, och am „Tageblatt" steet ze liese vum Här Schmit: „Wir sind keine Gesellschaft mit kaschierten Gesichtern, in denen die Frauen zum Burka-Tragen gezwungen werden sollen. Wenn Leute die Werte unserer Gesellschaft nicht akzeptieren wollen, dann sollen sie dahin gehen, wo das Burka-Tragen ein solcher Wert ist." Eng Positioun, Här President, déi d'CSV zu 100% deelt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Vergiesst awer net, Är Fro ze stellen, well d'Zäit ass eriwwer!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Direkt. An dësem Sënn froen ech, Här President, d'Regierung: Huet den Här Schmit am Numm vun der Regierung seng Äusserunge gemaach a kënnt et dann elo zum landeswäite Vermummungsverbuet?

An déi zweet Fro: Oder verstoppt d'Regierung sech weider hannert de Gemengen, wat zu onméigleche Situatioune wäert féieren: dass een duerch d'Land fiert a jee no Vue vu Lokalpolitiker an där enger Gemeng d'Burka erlaabt ass an an där anerer net?

Entschëllegt fir mäin Iwwerzéie vun der Zäit.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Do gëtt et keng Entschëllegung.

(Hilarité et interruption par Mme Nancy Arendt)

Dir hutt net d'Wuert, Madamm Arendt.

(Hilarité)

Den Här Justizminister huet d'Wuert elo.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Ech ka ganz prezis a kuerz op dem Här Roth seng Fro äntwerten. E stellt mer se haut mëndlech eleng, en huet mer se am Oktober mam Här Mosar zesumme gestallt, en huet mer se am November mat der Madamm Adehm zesumme gestallt. Et ass ëmmer déiselwecht Fro. A vu dass d'Fakten net geännert hunn, ass et och déiselwecht Äntwert: D'Regierung ass därselwechter Meenung wéi déi Regierung virdrun, well et gouf och schonn eng Question parlementaire deemools vusäite vun der ADR an der viregter Legislatur, déi mäi Virgänger, den Här Biltgen, beäntwert huet zesumme mam Här Halsdorf, wou en ënnerstrach huet, dass à ce stade d'Regierung net der Meenung ass, dass muss légiféréiert ginn, well déi kommunal Reglementer déi Fro hei à suffisance ofdecken.

Dir wësst awer, dass d'Regierung amgaangen ass, un engem Projet de loi ze schaffen am Kader vun den Erweiderunge vun de Sanctions administratives, vun de méigleche Kompetenzerweiderunge vun den Agents municipaux, wou déi heite Fro behandelt gëtt. An dat hat ech och schonn an der Beäntwertung vun enger schréftlecher Question parlementaire ugedeit, dass mer do amgaange sinn, och déi heite Fro an deem Kader do ze erërteren. Et gëtt also keen neie Moment. D'Regierung schafft un deem Projet a soubal e fäerdeg ass, gëtt en och déposéiert.

Är Erklärungen zu dem Ëmstand, dass et net hinnehmbar wier, dass et vun enger Gemeng op déi aner géif Ënnerscheeder ginn, iwwerrascht mech elo e bëssen. Dir kennt de Prinzip vun der Autonomie communale. Et gëtt a ganz ville Beräicher Ënnerscheeder vun enger Gemeng op déi aner. Dat ass also en zimlech onspektakuläre Phenomeen, deen Der do beschriwwen hutt, deen ass Bestanddeel vun der Lëtzebuerger Verfassung: D'Gemengen hunn en Deel Autonomie, fir hir kommunal Spezifisitéiten och a Reglementer kënnen auszedrécken. Dofir wonnert dat mech, dass Der elo esou vehement géint deen doten Ëmstand virgitt.

Ech hunn och mat Intérêt zur Kenntnis geholl, dass Der d'„Tageblatt" zitéiert hutt. Et ass richteg, dass op dëser Fro Der Schwieregkeeten hätt, am „Lëtzebuerger Wort" Artikelen ze fannen, déi an déi dote Richtung ginn. Déi sinn do, mengen ech, manner op där Linn, déi Dir hei vertrueden hutt. Mä verschidden Zeitungen ze liesen, erweidert den Horizont. Dat kann ech jiddwerengem nëmme recommandéieren!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir géifen dann zur nächster Fro iwwergoen, déi vum Här André Bauler betreffend de Gebrauch vun elektronesch-digitalen Aueren an de Schoulen. Si riicht sech un den Éducationsminister an - esou huelen ech emol un - ass am Zesummenhang mat méiglechem Knäipe geduecht.

(Interruptions diverses)

Une voix.- Den Här Bauler knäipt net.

- Question n°180 du 18 avril 2016 de M. André Bauler relative à l'usage de montres électroniques/digitales qui permettent d'enregistrer des documents et des informations, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Ech wollt, wéi gesot, eng Fro un den Här Éducationsminister stellen. Et geet effektiv ëm Aueren.

An engem Mount fänken d'Ofschlossexamen am Secondaire classique an technique un. An deem Zesummenhang gouf mer vun enger Rei Proffe signaléiert, datt ëmmer méi Schüler digital Aueren droen, mat deene sech jo natierlech och, wéi mer all wëssen, Informatioune späicheren an ofruffe loossen. Ech wollt dofir eng Rei Froen un den Här Éducationsminister stellen:

Wéi eng Consignë wëllt den Här Minister un d'Léierpersonal ginn, wat de Gebrauch vun digitalen Aueren ugeet? Si speziell Moossname respektiv Kontrolle virun den Exame virgesinn, fir d'Fuddelen oder d'„Knäipen", wéi den Här President dat elo erwäänt huet, mat Hëllef vun esou Aueren ze verhënneren? Ass virgesinn, datt d'Droe vun esou Auere wärend dem Exame ganz verbueden ass?

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Bauler. An den Här Éducationsminister ass scho prett.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech froe mech, wéi Der grad haut op déi Iddi komm sidd, Här Bauler, fir eis déi Fro do ze stellen.

(Hilarité)

Mä se schéngt sech jo och a ville Schoule gestallt ginn ze sinn. An ech kann Iech soen, datt och den technesche Fortschrëtt näischt wäert drun änneren, datt d'Fuddele verbuede bleift. D'Knäipen natierlech och!

Plusieurs voix.- Aah!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Et gëtt keng Notzung vun iergendwellechen technesche Kommunikatiounsmëttel, déi kann erlaabt ginn, ausser dann, wa se pädagogesch sënnvoll wär, wa se a Relatioun wär mam Fach a wa se eben esou virgesi wär. Dozou gehéiert natierlech eisen Handy, dozou gehéieren eben och esou Smartwatchen - oder wéi och ëmmer datt mer et nennen - an aner technesch Apparater.

Et gëtt do selbstverständlech bei den Examen, den Ofschlossexamen, mä och bei aneren Épreuven eng Kontroll. An d'Direktioune wäerten d'Schüler virun den Examen dëst Joer ganz bewosst nach eng Kéier dorobber hiweisen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Erzéiungsminister.

An déi nächst Fro kënnt vum Här Roy Reding a betrëfft d'Unhängeren, déi vu Camionen oder vu Camionnettë gezu ginn, no enger Änneruing vum Code de la Route.

- Question n°181 du 19 avril 2016 de M. Roy Reding relative aux modifications du Code de la Route concernant les véhicules traînés, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, esou ongeféier. Eis mëndlech Froe solle jo ëmmer ganz aktuell sinn. Déi heiten ass aktuell an huet mam Mäertchen ze dinn, grad elo an der Zäit vun der Oktav.

D'Forainen an d'Maartleit transportéieren hir Stänn mat hire Persouneween. Dat ass ganz oft e Geländewon, en Auto Stil Toyota Land Cruiser. Firwat? Majo, si hunn net déi Suen, fir sech do deier Zuchmaschinnen ze kafen oder Camionen oder Semi-remorquen, a ganz oft ass dee Won och, ausser datt de se domadder hire Stand op d'Oktav oder op de Mäertche féieren, hire perséinlechen Auto.

Oft sinn déi Plazen och kleng an et brauch een esou Gefierer, fir kënnen ze manövréieren an déi Bud an déi richteg Positioun ze bréngen.

Elo ass et esou, datt d'Reglementatioun anscheinend geännert ginn ass, de Code de la Route, datt déi Remorquen ouni Nummereschëld net méi kënne vun esou Gefierer gezu ginn, mä an Zukunft nëmmen nach vu Camionen, Camionnetten oder Trakteren oder Semi-remorquen. An anscheinend ass do keng Derogatioun virgesi fir Forainen a Maartleit. D'Police huet deene Leit och ugekënnegt, datt se grad elo beim Ofbau vum Mäertche géife verstäerkt Kontrolle maachen, a ganz vill Leit sinn an der Situatioun, datt se net wëssen, wéi se sech elo solle behuelen.

Dofir wollt ech vum Här Minister wëssen, ob e virgesäit, do Derogatiounen anzeféieren, oder ob dat net méiglech ass an déi Leit da mussen op aner Moyenen zréckgräifen, fir hir Stänn fortzetransportéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet direkt den Nohaltegkeetsminister, deen och den Transport a sengem Kompetenzberäich huet. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Ech si gespaant op d'Äntwert.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, dat ass net esou einfach.

Här President, Merci och dem Här Reding fir d'Fro. Et ass richteg, mir hunn am Juli d'lescht Joer iwwer Règlement grand-ducal de Code de la Route deementspriechend geännert, an zwar op Demande hi vun der Police, well d'Police festgestallt huet bei Kontrollen, datt déi deenen dote Gefierer oft sech net un d'Bestëmmunge gehale gëtt, zum Beispill wat d'Masse ubelaangt, wat drop geluede gëtt, respektiv och bei de Vitessen, a well bei anere Saachen, technesche Detailer, oft ganz vill Mängel festgestallt gi sinn. An aus Grënn vu Sécurité routière huet d'Police gefrot, ob et net méiglech wär, eben dat doten an Zukunft net méi iwwer esou Autoe fueren ze loossen.

Et koum och nach derbäi, datt et oft schwiereg war, fir genau festzestellen - well natierlech, déi eng Ween, déi si jo net zu Sandweiler ugemellt an déi hunn och keng Immatrikulatioun -, datt et dann oft schwéier festzestellen ass, wiem genau dat Ganzt gehéiert. Oft ass et dann net deen, deen drop gefuer ass an esou weider.

Fir all deem en Enn ze setzen, huet d'Police wéi gesot gefrot, fir dat deementspriechend ze änneren, esou wéi den Här Reding et beschriwwen huet, datt an Zukunft esou Gefierer nëmmen nach dierfe gezu gi vun entweder Trakteren, Camionnetten oder Camionen.

An dann awer, wëll ech awer derbäi preziséieren, dat sinn dann och Gefierer, déi nëmme maximal 40 km/h dierfe fueren domadder. An do gëtt et och keng Derogatioun. An ech hunn och net wëlles, eng Derogatioun erëm dozou anzeféieren, well ech einfach esou Meldungen, déi ech vun der Police kréien, fir ganz eescht huelen an d'Stroossesécherheet mer absolutt virgeet!

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Nohaltegkeetsminister.

An déi nächst Fro, déi eigentlech schonn eng Question écrite wär, aus enger Rei vun Ursaachen, kënnt vum Här Max Hahn, riicht sech un den Innenminister a betrëfft d'Aféierung vun engem Alarminformatiounssystem an de Gemengen, oder a verschiddene Gemengen. Dir hutt d'Wuert, Här Hahn.

- Question n°182 du 18 avril 2016 de M. Max Hahn relative à la mise en place d'un système d'alerte et d'information, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Dir hutt et gesot, ech hunn d'Fro ausféierlech opgeschriwwen, fir dass de Minister Zäit huet, mat senge jeeweilege Beamten och vläicht an den Detail ze goen an dann och kann eng konkret Äntwert eis ginn. An zwar riicht se sech, ech hunn et gesot, un den Innenminister, an et geet konkret ëm den „KATWARN".

KATWARN steet fir Katastrophewarnsystem. Katastrophe wënscht zwar kee sech, mä si passéieren. Katastrophe sinn zum Beispill nuklear Accidenter, Groussbrënn, Naturkatastrophen, Bommenalarmen, toxesch Loftverschmotzung, Gasfuitten, kontaminéiert Drénkwaasser. Jee, an all dëse Fäll mussen zum engen d'Bierger schnellstméiglech, ouni Zäit ze verléieren, informéiert ginn, an op där anerer Plaz musse se och erklärt kréien, wéi se sech dann an deem jeeweilege Katastrophenzeenario ze verhalen hunn.

Haut geschitt dëst zum engen, d'Alarméierung, iwwert d'Sireenen, an och d'Verhalensregele ginn iwwert de Radio an iwwert d'Téleeën un d'Bierger geriicht.

Zousätzlech zu deenen éischter klassesche Systemer ass an Däitschland de KATWARN agefouert ginn, dat ass e Katastrophewarnsystem. Ech erkläre mech: Et ass näischt anescht wéi eng Handy-App, déi iwwert d'Antenne vun de GSMe lokaliséiert, wou déi jeeweileg Bierger sech ophalen. A wa si sech an engem Geforeberäich ophalen, da kënne si dann och spezifesch erkläert kréien, wat grad lass ass a wéi se sech verhale sollen.

E klengt Beispill heizou: Dir sidd an der Ëmgéigend vun engem Groussbrand, wou toxesch Gaser fräigesat ginn, da kritt Der net nëmmen iwwert déi App eng SMS geschéckt, déi Iech seet: „Pass op, du bass am Geforeberäich!", mä Dir kritt dann och an deem dote Fall zum Beispill gesot: „Bleift an Ären Haiser!", oder: „Sicht Schutz!", „Maacht d'Fënsteren zou, Är Lëftungsanlagen aus!" Jee, Dir kritt dat ganzt Verhalen, wéi Der Iech sollt uleeën, iwwer SMS nobruecht.

Heizou wollt ech dem Innenminister Dan Kersch eng Rei Froe stellen, éischtens, ob de Minister dee System kennt. Denkt den Här Innenminister, dass dëse System hëllefräich kéint sinn, fir d'Kommunikatioun tëschent de Rettungskräften an der Bevëlkerung am Katastrophefall ze verbesseren?

Ass ugeduecht, dëse Katastrophewarnsystem zu Lëtzebuerg anzeféieren? An awéiwäit kann deen neien Einsatzleitsystem, den ELS, hei matagebonne ginn?

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Hahn, dee genee weess, wat ech em elo géif soen.

M. Max Hahn *(DP).*- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An d'Wuert huet direkt den Här Innenminister.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Merci, Här President. Och e grousse Merci un den Deputéierte Max Hahn, deem seng ausféierlech Deskriptioun vum System KATWARN mir et erlaabt, vläicht e bësse méi kuerz ze si wéi initialement geplangt. An domadder kann ech dann déi Zäit eranhuelen, déi hie vläicht bei senger Froestellung iwwerzunn huet.

De System KATWARN, Här Hahn, ass selbstverständlech eise Responsabele vun de Rettungsdéngschter an och dem Minister bekannt. Et bestinn och intensiv Kontakter op dem Niveau vun der ASS mat dem Fraunhofer-Institut. Dat ass bekanntlech dat Fuerschungsinstitut, wat de System KATWARN entwéckelt huet. An d'nächst Woch, an dat onofhängeg vun Ärer Froestellung, ass och eng Reunioun geplangt mam HCPN, wou genau iwwert d'Méiglechkeete vum KATWARN soll diskutéiert ginn.

Krisekommunikatioun, an dat wëll ech awer hei ënnersträichen, muss awer och am Fall vun enger Implantatioun vum KATWARN ëmmer iwwer verschidde Kommunikatiounskanäl séchergestallt ginn, fir am Eeschtfall d'Bierger alleguerten ze erreechen. Dëst geschitt, wéi ech et virdru scho gesot hunn, hei zu Lëtzebuerg iwwer verschidde Weeër actuellement: engersäits iwwer Informatiounen u Radio, Télee a geschriwwe Press a selbstverständlech och un d'Internetpress, awer och iwwert de Réseau vun de Sireene vun der Protection civile a selbstverständlech och iwwer eisen Internetsite www.infocrise.lu.

Et kann awer och nach lafen iwwert déi scho besteeënd kommunal Kommunikatiounsservicer, Dir hutt der e puer ugeschwat. Dir hutt dräi Gemenge genannt, et gëtt der wesentlech méi am Land, déi iwwer esou e System fonctionnéieren. A selbstverständlech kéinte mer am Noutfall och op déi Systemer zréckgräifen.

De Site www.infocrise.lu fir sech bitt am Virfeld vun enger Kris Informatiounen, déi der Bevëlkerung et erméiglechen, sech op den Eeschtfall virzebereeden. Am Fall vun enger Kris stinn all, ech betounen „all" relevant Informatiounen op enger zentraler Plaz zur Verfügung. Och dat ass ganz wichteg.

De Site www.infocrise.lu ass och amgaangen, technesch esou opgestallt ze ginn, dass en och ka fonctionnéieren, wa vill Bierger gläichzäiteg e géife konsultéieren. Och dat ass e ganz wichtegt Element an der Informatioun vun eise Bierger am Fall vun enger Katastroph.

Ob a wéi KATWARN kann eng sënnvoll Ergänzung si fir dat, wat mer zu Lëtzebuerg schonn hunn, muss am Kader vun enger gesamter Kommunikatiounsstrategie geklärt ginn. Ech wëll dorun erënneren, dass net nëmmen déi zwou Groussstied an Däitschland, Berlin a München, déi Der genannt hutt, iwwert dee System verfügen, mä dass de System och a Rheinland-Pfalz flächendeckend elo schonn ugebuede gëtt an och d'Saarland drun denkt, fir dat ze maachen, wat eis also och eng Rei vu Méiglechkeeten am Kader vun der Groussregioun géif presentéieren.

Dernieft kéint ee sech och virstellen, dass weider Informatiounskanäl iwwer e GSM-System kéinte benotzt ginn, verschidden Tableau-d'affichagen och vun eisen aktuelle Businformatiounssystemer. Mir hate virdrun d'Diskussioun schonn doriwwer, wéi intensiv a wéi wäit dat ka goen, a selbstverständlech och déi sozial Netzwierker mussen an déi Informatiounsstrategie mat eragefouert ginn.

D'Regierung huet décidéiert, dass déi gesamt Kommunikatiounsstrategie am Kader vun engem Noutfall soll iwwert den HCPN an Zukunft organiséiert an och koordinéiert ginn. Dir wësst, dass den HCPN ënnert der Verantwortung vum Statsminister fonctionnéiert. Dës Strategie ass, wéi gesot, amgaangen ausgeschafft ze ginn, an ech sinn iwwerzeegt dovunner, dass mer dozou an Zukunft zu ganz gudde Resultater an Ärem Sënn kënne kommen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Innenminister.

Déi nächst Fro kënnt vum Här Marco Schank, riicht sech un den Nohaltegkeetsminister an dréit ëm d'Sécherheet op den eegleisegen Zuchstrecken.

- Question n°183 du 19 avril 2016 de M. Marco Schank relative à la sécurité sur les tronçons ferroviaires à voie unique, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, wann ech an deene leschte Wochen am Zuch souz, fir an d'Stad ze fueren, ass ee ganz dacks op den Zesummestouss vun zwee Zich zu Bad Aibling a Bayern ugeschwat ginn. Dat war de leschten 9. Februar. Mënschlecht Versoen, oder méi richteg schwéiert Feelverhale vun engem Fahrdienstleiter gëtt am Moment als Ursaach ugesinn: De Mann hätt op der Schaff, op der Schicht mam Handy gespillt.

Dësen Accident, deen zwielef Doudeger an iwwer 80 zum Deel schwéier Blesséierter gefuerdert huet, ass op enger eegleiseger Streck geschitt, eng Eegleisegkeet, déi de Kolleeg Aly Kaes an ech selwer an der Vergaangenheet an der Kommissioun ugeschwat hunn, fir d'Lescht och am Kontext vun den Tunnelen am Norde vun eisem Land.

Ech hu gelies, een CFL-Direkter hätt heizou gesot, Eegleisegkeet wier gradesou sécher wéi Zweegleisegkeet, well am Fong zweegleiseg Strecken näischt anescht sinn, wéi zwou eegleiseg Strecken niewenteneen, déi och a béid Richtunge kënne befuer ginn. An hei géifen och genee déiselwecht Sécherheetsbestëmmunge gëllen. Experten aus den Transportgewerkschafte confirméieren dat, wéinstens am Prinzip, soen allerdéngs och, datt eegleiseg Strecken all Kéiers da méi gefäierlech ginn, wann d'Technik Problemer mécht respektiv wann d'Technik verseet an de Mënsch agräife muss.

Onofhängeg elo vum Risiko Smartphone op der Aarbechtsplaz, dat scheinbar och dacks ënnerschätzt gëtt, wollt ech dem Nohaltegkeetsminister dräi Froen am Kontext vun dësem Accident stellen:

Éischtens: Hätt deen Accident vu Bad Aibling zu Lëtzebuerg och kënnen esou geschéien? Eigentlech soll jo d'Technik mënschlech Feeler évitéiere respektiv ausbigelen.

Déi zweet Fro: Hu mir déiselwecht Sécherheetssystemer oder besserer oder méi schlechter wéi an Däitschland oder an deem heite Fall Bayern?

An drëttens: Sinn an dësem Zesummenhang eis Infrastrukturen a Maschinnen all mam ETCS (European Train Control System) équipéiert?

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Schank. An d'Wuert huet direkt den Nohaltegkeetsminister.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci och dem Här Schank fir déi Fro. Fir direkt zu senger éischter Fro ze kommen: E seet, eis Strecke wären équipéiert - an e berifft sech do op en Interview vun dem techneschen Direkter vun der CFL -, wéi wann et alles eegleiseg Strecke wären. Dat ass richteg. Dat ass wat een nennt: Et si „banaliséiert Strecken" hei zu Lëtzebuerg. Dat heescht, op all Gleis kann ee souwisou d'office an zwou Richtunge fueren. Dat ass gemaach - an d'Streck ass och esou équipéiert vum Sécherheetsstandard hier -, dat ass gemaach, well jo och emol eng Kéier op engem Gleis kann e Problem sinn, datt en Zuch leie bleift, datt een dann awer natierlech net déi ganz Zuchoffolleg kann ophalen.

Zu senger éischter Fro muss ech soen, dat ass natierlech schwéier, dorop eng Äntwert ze ginn! Ech mengen, hien huet et selwer gesot: Et ass mënschlecht Versoen, wat hei gespillt huet. An d'Technik ass exzellent, et ass och um Lëtzebuerger Réseau extrem vill investéiert ginn.

Ech ka vläicht och direkt déi drëtt Fro mat beäntwerten. Den ETCS ass bal ganz ofgeschloss um Lëtzebuerger Réseau. Mir hu jo enorm an d'Sécherheet investéiert um nationale Réseau, och nom Accident, deen zu Zoufftgen war, virun allem. Mä ech mengen, mënschlecht Versoen, dat honnertprozenteg auszeschléissen, dat wësse mer alleguer, dat ass reng onméiglech!

Déi Technik ass soulaang gutt, soulaang wéi de Mënsch net higeet a versicht, sech entweder iwwert d'Technik ewechzesetzen, andeem en eppes eraushëlt oder eppes ausschalt, wat en net soll ausschalten. Dat hu mer an der Aviatioun elo kierzlech erlieft. Do hu mer och gesinn, datt awer och déi bescht Sécherheetstechnik, wa se einfach ofgeschalt gëtt, dann natierlech näischt méi ka bréngen. Oder am Fall, wou d'Technik net fonctionnéiert an de Mënsch da muss déi nämlecht technesch Sécherheetsgegebenheete manuell asetze wéi déi, déi d'Elektronik an d'Technik ëmmer maachen.

Bon, ech mengen, et gëtt alles gemaach. D'Eisebunn mécht ganz vill fir hir Formatioun, haaptsächlech am Sécherheetsberäich. Et sinn all Joers Sécherheetsdeeg an et gëtt wierklech extrem vill doran investéiert. Et gëtt e Maximum gemaach. Mä ech mengen, honnertprozenteg kann een dat néierens maachen, bei näischt. An duerfir ass et schwéier, déi Fro ze beäntwerten.

Mä fir de Rescht, wéi gesot, d'Eisebunn investéiert jo net nëmmen an de Réseau, wat den Ausbau ubelaangt, mä natierlech och an d'Sécherheetsinstallatiounen. A wann dee ganze Réseau iwwerschafft ass, ech mengen, dann hu mir e moderne Réseau wéi keen aneren an Europa. Ech géif souguer soen, wann ech d'Schwieregkeete kucken, déi mer hu mat e puer Nopeschréseauen, wou eist Material de Moment net kann dohinnerfueren, ebe well déi nach net déi néideg technesch, sécherheetstechnesch Investitioune gemaach hunn, da géif ech souguer soen, ech géif mer wën-

schen, déi hätten esou vill gemaach wéi mir bis haut!

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Nohaltegkeetsminister.

Mir kommen dann zu där leschter Fro vun de Mëtten. Déi kënnt vum Här Félix Eischen, riicht sech un deeselwechten Nohaltegkeetsminister an dréit ëm de Park & Ride zu Arel.

- Question n°184 du 19 avril 2016 de M. Félix Eischen relative au projet d'aménagement d'un Park & Ride à Arlon, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Félix Eischen *(CSV).*- Merci, Här President. Heimadder wollt ech dem Infrastrukturminister François Bausch eng Fro stellen iwwert dee geplangte Park & Ride zu Stackem, wou am Ganze jo sollten 10.000 nei Parkplaze fir Frontalieren entstoen. Et war am Juli 2014, wou de Minister mam Statssekretär Camille Gira eng Entrevue mam Areler Buergermeeschter hat, fir iwwert dëse méigleche grousse Parking ze schwätzen, e Parking, deen op de Site vun den Ateliere vun der belscher Bunn sollt kommen.

A virun engem knappe Joer, Här Minister, hutt Dir hei an der Chamber gesot, dass ronn 15.000 Park & Ride-Parkplaze bis 2020 sollten derbäikommen. Dat sollten ënner anerem dräi Projete sinn, Rodange, Miersch an och Waasserbëlleg, déi bis Enn 2015 sollten op den Instanzewee geschéckt ginn.

Meng Fro elo un Iech, Här Minister: Wou sinn dës Projeten drun? Anscheinend gëtt Rodange jo och net an engem Goss gemaach an d'Capacitéite vu Rodange, Miersch a Waasserbëlleg sinn am Ganze jo och nach wäit vun deene 15.000 geplangte bis 2020 ewech.

Dir hutt an enger Äntwert op eng Question parlementaire och nach vu Vergréisserunge vun Ettelbréck, Jonglënster an Dippech geschwat. Nidderkäerjeng sollt analyséiert ginn. Mä da komme mer wahrscheinlech och nach net op déi 15.000. Gehéiert elo eventuell de Projet Stackem derzou, wou mer awer elo zanter 2014 näischt méi héieren hunn?

Wou ass also dëse Projet drun, deen, an ech mengen, do si mer eis och eens, immens wichteg wier an eis Verkéierssituatioun enorm géif entlaaschten, wann ee weess, dass all Dag net manner wéi 40.000 Frontalieren eleng aus der Belsch an eist Land kommen?

A wann Der dann eventuell och nach wéisst, wou de Projet Pärel dru wier, da kéint Der eis dat jo och nach soen. Merci am Viraus fir d'Äntwert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An den Nohaltegkeetsminister huet d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech wëll och dem Här Eischen Merci soe fir déi Fro. Hien huet se all opgezielt, awer ee vergiess, a wann en deen nach derbäigezielt hätt, da wär en op déi 14.000 komm, nämlech de Parking Héienhaff mat 4.000 Plazen um Findel.

An ech kann him och soen, datt mer am Timing nach ëmmer leie fir d'Realisatioun vun all deene Park & Riden. Déi wäerten, Rodange an e puer Phasen, wéi gesot, ëmgesat ginn. Beim Héienhaff, dat ass e ganz komplizéierte Projet, well do baue mer jo och d'Échangeuren nach ëm vun der Autobunn, fir do eranzekommen direkt vun der Autobunn. An duerfir hu mer décidéiert, do op de Wee ze goe vun engem „design and build". Dat heescht, d'Ponts et Chaussées gëtt d'Virgaben an et gëtt da mat engem private Partner gemaach. Dat ass fir Zäit ze gewannen, wou mer dat gemaach hunn, fir datt mer dee Projet méi séier kënne realiséieren.

All déi aner, Rodange hunn ech gesot, Waasserbëlleg a Miersch ass den APD esou gutt wéi fäerdeg. Déi wäerten alleguerten op den Instanzewee elo goen, also an d'Ausschreiwunge goen, fir d'Projeten ze lancéieren. An ech ginn och fest dovun aus, datt mer déi an deenen Timinge wäerte realiséieren, wéi et ofgemaach war.

Dann hat ech elo nach kierzlech eng Demande vun der Gemeng Käerjeng doleien, de Buergermeeschter, dee mer geschriwwen huet, well si selwer wëllen investéieren an hiren eegene Gemengeparking. Ech hunn dat eng gutt Initiativ fonnt an ech hunn och gesot, ech géif dat ënnerstëtzen, juste sous condition, datt op deem Parking dann awer eng Barrière kéim. Well mir hu festgestallt, datt mer op ganz ville Park & Riden och Autoe parken hunn, déi net den Zuch huelen, mä dann iergendeppes aneschters maachen. An duerfir gi se net gebaut. An d'Gemeng huet mer och gesot, dat wär fir si an der Rei.

Mir kréie jo och d'Méiglechkeet, wann elo dee ganzen Telematik- an den mKaart-System ab Hierscht fonctionnéieren, da kënne mer de ganze Parksystem do mat dramaachen. Dat heescht, da kënnt een nëmmen an e Parking eran, wann een och en Abonnement huet vu sengem Zuch.

An do hunn ech awer an engems profitéiert dovunner, fir mat der Eisebunn ze kucken - well d'Eisebunn huet och nach do e Parking vis-à-vis -, datt mir do géifen e Parkhaus bauen. Well ech mengen, Käerjeng zum Beispill ass och staark belaascht a läit op engem Tronçon, dee gutt ugebonnen ass, wou mer e ganz gudden Takt hu beim Zuch. A mir wäerten dat och maachen.

Dat heescht, all déi Zuelen, déi ech opgezielt hunn, déi lafen. Et kommen der wahrscheinlech nach derbäi. A Pärel gehéiert och do derzou. Do si mer och um gudde Wee, fir deen ze realiséieren.

Wat awer elo Arel ubelaangt an zu Viville, ech muss Iech soen, mir haten d'lescht Joer, an de Premierminister ass Zeien, well mir waren zesummen an enger Sëtzung, déi sougenannten „Gäichel" - all Joers gesi mer eis, et ass elo gläich er ëm eng mat der belscher Regierung -, an do war ofgemaach ginn, datt mer dat zu Viville géife realiséieren zesummen an och souguer géifen zesumme kucken, fir eng Tariffunioun ze schafe bis dohinner. Dat heescht, datt mer besser an attraktiv Tariffer kéinten ubidde fir d'Utilisateuren.

An do war ofgemaach ginn, et sollt en Aarbechtsgrupp agesat ginn tëschent Lëtzebuerg an der Belsch, pardon, der SNCB an der CFL. Dat ass och gemaach ginn. Allerdéngs muss ech soen, mir si mat de belschen Autoritéiten net schrecklech vill weiderkomm. Et ass net, datt de Projet net diskutéiert gi wier, mä en ass net esou séier weidergaang, wéi mir eis dat gewënscht hu respektiv wéi ech mer dat gewënscht hunn. A mir hunn och elo déi nächst Gäichel-Sëtzung, déi steet virun der Dier. Mir wäerten dann e Bilan doriwwer zéien.

Mä virun allem ass jo an der Belsch en neie Minister, wéi Der matkritt hutt, elo do. Ech hunn deem och schonn e Bréif geschriwwen, fir em, éischtens, ze gratuléiere fir seng nei Fonctioun, an zweetens, datt ech gär séier eng Entrevue mat him hätt, fir dee Projet esou séier wéi méiglech ze realiséieren.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister.

Mir sinn domat um Enn vun eiser Froestonn ukomm a mir ginn zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwer. Mir sinn do mat zwou Demandë vun Aktualitéitsstonne saiséiert, wou mer eis eens waren, dass mer se zesumme géifen diskutéieren. Déi éischt kënnt vun der CSV-Fraktioun iwwer ee Gespréich tëschent engem Member vun der SREL-Enquêtëkommissioun an engem Zeien. An déi zweet kënnt vun der Sensibilitéit déi Lénk iwwert déi juristesch Konsequenze vun de Konklusiounen a Feststellunge vun der SREL-Enquêtëkommissioun iwwert d'Dysfonctionnementer beim Geheimdéngscht.

D'Riedezäit ass nom Artikel 84-2 vum Chambersreglement festgehalen. D'Reiefolleg vun de Riedner ass am Accord tëschent alle Fraktiounen a Sensibilitéite wéi folgt festgehalen: Fir d'Éischt schwätzen déi zwee Vertrieder vun den Antragsteller, also als Éischten den Här Wiseler fir d'CSV an dann de Vertrieder vun déi Lénk, zu hirer Aktualitéitsstonn, dat ass an dësem Fall den Här Urbany.

An duerno kommen d'Spriecher vun de Fraktiounen an der Reiefolleg: DP, LSAP an déi gréng. Dann d'Sensibilités politiques vun ADR an déi Lénk. Dann zum Schluss d'CSV-Fraktioun an nach eng Kéier d'Regierung. No deenen zwee Antragsteller schwätzt direkt eng éischte Kéier d'Regierung, an dësem Fall den Här Premierminister an den Här Justizminister.

An ech géif dann elo direkt den Här Wiseler bieden, fir zu senger Demande Stellung ze huelen. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

6. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la rencontre entre un membre de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État et un témoin

Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet des suites judiciaires données à ce jour aux constatations de la Commission d'enquête de dysfonctionnements du Service de Renseignement (SRE)

Exposés

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Zu de Fakten: De Vizepresident vun der parlamentarescher Enquêtëkommissioun trëfft den zentralen externen Témoin eleng bei sech doheem, ouni deenen anere Memberen dëse Fait an den Inhalt vun där Diskussioun ze soen.

Deeselwechte Vizepresident hëlt wärend Méint u Sëtzunge vun der Enquêtëkommissioun deel, och un där, wou den Témoin verhéiert gëtt, mat deem e virdru geschwat huet. A wärend där Sëtzung, wou deen Témoin verhéiert gëtt, stellt en och an der Enquêtëkommissioun eng ganz Rei Froen, 30 Stéck, detailléierter, zilorientéierter, preziser. Ech hunn nach eng Kéier déi ganz Auditioun do nogelauschtert.

Ech liesen an der Press - ech weess net, ob et wouer ass oder net, ech baséiere mech hei just op Presseartikelen, déi sech hirersäits bezéien op Verneemungsprotokoller vum Oktober 2015 -, datt den Här Kemmer wollt mat dem Här Bettel doriwwer schwätzen, wat hien als Zeie bei der parlamentarescher Enquêtëkommissioun däerft soen, dat heescht - wann dat richteg ass -, am Viraus déi Unhéierung tëschent engem wichtegen zentralen Témoin an engem Member vun der Enquêtëkommissioun virbereeden.

Ech liesen an der Press, datt den Här Kemmer gefaart huet, et kéint him eppes duerch déi Aussoe geschéien, an datt e gesot krut: „Lee däi Kapp a Rou, Dir geschitt näischt." Ass dat richteg? Wat heescht dat? Wat sollt em geschéien?

Am selwechte Gespréich - wann et wouer ass, an ech bezéie mech nach ëmmer op déi Zeitungsartikelen - ass gesot ginn: „Et geet net méi mam Juncker", wat géif heeschen, datt et net sollt drëm goen, u sech erauszefannen, wat d'Missioun, d'Organisatioun, d'Methode vum Geheimdéngscht wären, mä just de Juncker ewechzekréien. Ob dat esou ass, weess den Här Bettel net méi, seet en op jidde Fall, e kéint sech net méi erënneren. En huet et awer och op där anerer Säit net dementéiert!

Op dës Faiten ugeschwat d'lescht Woch, seet de Statsminister e puer Saachen den 11. Abrëll op RTL. E seet, en hätt direkt demissionéiert aus der Enquêtëkommissioun no sengem Gespréich mat dem Här Kemmer. E seet, wann en net aus der Kommissioun zréckgetruede wär, wann e beim Ofschlossbericht oder bei der Verhéierung vun den Zeien, insbesondere dem Här Kemmer dobäi gewiescht wär, da géif en de Virworf akzeptéieren. Dat sinn déi Wierder, déi gebraucht gi sinn.

Or, den Här Bettel huet net direkt demissionéiert. E war nach bal véier Méint duerno an der Kommissioun. En ass nach bal zwee Méint, nodeems den Här Kemmer verhéiert gi war, an der Kommissioun bliwwen!

En huet also an der éischter Etapp um Radio d'Wourecht net gesot. An dee Reproche muss e sech sécher gefale loossen: de Reproche, duerch eng Onwourecht probéiert ze hunn, sech aus dëser Affär erauszezéien.

E muss sech och de Virworf gefale loossen, d'Wourecht net gesot ze hunn, wéi en d'Grënn vu senger Demissioun uginn huet. Sengerzäit huet e gesot, am Abrëll 2012, et wär aus Zäitgrënn. Den 29. September 2013, wärend der Wahlkampagne, huet e ganz aggressiv op eng Fro vun dem Här Paul-Henri Meyers an enger Wahlemissioun vu Radio 100,7 geäntwert, datt et u sech der CSV hir Schold wär, well d'CSV alles géif blockéieren. „Et gëtt Zäit", sot en, „mat oppene Kaarten ze spillen. D'CSV blockéiert alles!" An, esou sot den Här Bettel: „Ech hu keng Loscht méi an ech si frustréiert gewiescht, an dofir hunn ech déi Demissioun aus där Enquêtëkommissioun ginn."

Elo seet en, well e mat Témoine geschwat hätt, oder mat engem Témoin geschwat hätt an e schlecht Bauchgefill gehat hätt, sech manipuléiert gespiert hätt, dofir hätt en d'Demissioun ginn.

Wat dann elo? Aus Zäitgrënn? Aus Frust iwwert d'CSV? Oder well e mat engem Témoin geschwat huet? Et kann een net Explikatiounen, Grënn changéieren, well d'Situatioun, an där een et seet, einfach ännert!

Entweder et war, wéi en elo behaapt, well e mam Témoin geschwat hat, an da war dat, wat en an der Wahlkampagne gesot huet, net d'Wourecht, oder et war ee vun deenen éischten zwee Grënn, déi e sengerzäit virun de Wahle genannt huet. An da war déi Explikatioun, déi d'lescht Woch komm ass, just eng Explikatioun, fir sech aus der Affär erauszezéien.

Elo kann ee soen an Niwwel do ronderëm maachen: „Et war just onvirsiichteg. Et ass net illegal, mat engem Témoin ze schwätzen." Okay.

Une voix.- Jo!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et kann ee soen, datt et just e Feeler war, d'Kommissioun net ze informéieren. Et kann een och eis virwerfen, elo plomp Parteipolitik ze maachen oder eng Retourkutsch vun der CSV dora gesinn, déi just wëllt d'SREL-Affär an alles, wat do geschitt ass an deem Dossier, zoudecken.

Ech soen Iech awer hei emol ganz däitlech: Déi Enquêtëkommissioun, déi huet Konklusioune geholl! Propositioune si gemaach ginn! Mir waren net mat alle Konklusiounen, mä mir ware mat de Propositiounen alleguer d'accord. A mir schaffen och an deene leschten zwee Joer mat. An Dir kënnt et bezeien, datt déi Konklusiounen an d'Realitéit ëmgesat ginn.

Mir schaffen um SREL-Gesetz mat. Mir schaffen och un deem Gesetz mat, wou et drëm geet, d'SREL-Archiven anescht ze géréieren. Net mat deeneselwechte Meenunge wéi aner Leit, do komme mer vläicht nach drop zréck, mä mir schaffen awer mat a mir blockéieren dat ganz sécher net. Au contraire! Mir verspären eis kenger Diskussioun iwwert déi Konklusiounen. Mir wëllen och hei, an ech soen dat ganz kloer, mir wëllen och hei d'Geschicht net frësch schreiwen. Mir wëlle just d'Wourecht op deem hei Fall wëssen.

A mir wëllen och gradesou vill wéi jiddwereen anere wëssen, wat d'Suites judiciaires heivunner sinn a wou déi Dossieren dru sinn.

Mir mengen awer, an dat wëll ech och trotzdeem kloer soen, datt et an dësem Moment net um Parlament ass, doriwwer ze diskutéieren, well déi Affären en cours d'instruction bei der Justice sinn, Dossiere sinn, déi an der Justice sinn.

(Interruption)

Also ech wëll Iech soen, wann d'DP elo seet: Wat maache mer dann hei? Ech schwätzen net iwwert d'Dossiers judiciaires, wëll ech Iech soen. Ech schwätzen net iwwert d'Dossieren. Dat ass eng Fro, déi vun engem anere gestallt gëtt. Mir sinn net der Meenung,...

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Am Moment huet just den Här Wiseler d'Wuert!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir sinn net der Meenung, datt do sollt driwwer geschwat ginn. Mir wëlle gradesou vill wéi jiddwereen aneren d'Resultater wëssen. Mä haut geet et ëm eppes ganz anescht. Haut geet et ëm déi prezis...

(Interruptions diverses)

...Stellung, déi hei u sech...

(Brouhaha)

...déi hei u sech zu där doter Affär geholl ginn ass an deenen Aussoen, déi den Här Bettel an deene leschte Woche gemaach huet.

Éischter e wesentleche Froekomplex, deen awer net onwesentlech war: Den Inhalt vum Gespréich, dat hei gefouert ginn ass, vun engem Gespréich, ass gesot ginn, vun enger Dräivéirelstonn, engem Gespréich, wou den Här Kemmer wollt mam Här Bettel iwwer Aussoen an der Kommissioun schwätzen. Ech wëll wëssen: Wat war den Inhalt vun deem Gespréich? E Gespréich, wat da spéider zur Demissioun vum Här Bettel gefouert huet.

Huet den Här Kemmer och nach geheimdéngschtlech Renseignementer ginn oder net? Huet den Här Bettel dem Här Kemmer gesot, wat fir eng Aussoen hie sollt an der Kommissioun maachen oder huet den Här Kemmer dem Här Bettel Froe suggeréiert? Dementéiert den Här Bettel formell, déi Ausso gemaach ze hunn: „Et geet net méi mam Juncker"? Huet den Här Kemmer versprach kritt, et géif em näischt geschéien, jo oder neen? Ech wëll einfach d'Äntwerten dorobber wëssen.

An d'Froen iwwert dat, wat duerno geschitt ass, stinn natierlech och nach op. Den Här Bettel huet demissionéiert, well e sech manipuléiert gefillt huet, seet en. Instrumentaliséiert gefillt huet, seet en. Firwat dann eréischt véier Méint duerno dat Gefill kréien? A wat heescht „manipuléiert"? A vu wiem manipuléiert? Vum Här Kemmer manipuléiert? Heescht dat, datt en akzeptéiert huet, déi Froen ze stellen, déi den Här Kemmer suggeréiert huet? Oder wat heescht „manipuléiert"?

Esou e Gefill huet ee jo net, respektiv esou e Gefill vu Manipulatioun huet ee jo net, wann ee just fënnef Minutten e Glas Waasser mat engem gedronk huet. Firwat huet den Här Bettel just den Här Meisch an d'Madamm Polfer informéiert, an net den Här Bodry an net den Här Bausch? Firwat? Wéini sinn d'ailleurs d'Madamm Polfer an den Här Meisch informéiert ginn? Am Dezember schonn oder am Abrëll? A wat hu se him gesot?

Wann ee just manipuléiert ginn ass oder wann ee just déi Impressioun huet, da wär et jo am Fong einfach gewiescht, der Kommissioun ze soen, vill méi einfach gewiescht ze soen: „Mä hei huet ee mech approchéiert an ech hat

d'Impressioun, ech géif manipuléiert ginn." Da brauch een u sech net ze demissionéieren dofir. Fir mech ass et einfach schwiereg ze gleewen, datt een demissionéiert huet, well ee just fënef Minutte mat engem geschwat huet, Small Talk gemaach huet oder e Glas Waasser gedronk huet.

An dann ass meng lescht Fro: Firwat mengt een iwwerhaapt, datt den Här Kemmer ee manipuléiert huet? A wat, wann een dat mengt, wat mengt een dann, wat d'Zilsetzung vum Här Kemmer schlussendlech war?

Ech wëll just soen: Vill Froe bleiwen op. Verschiddener krute schonns net ëmmer eng, mä e puer Äntwerten. Anerer kruten hallef Äntwerten. Anerer si guer net beäntwert ginn. Mir waarden haut, éier mer wëllen eng Konklusioun zéien, op dem Statsminister seng Äntwerten. Mir wëllen einfach an dësem Dossier haut Kloerheet. Mir soe just elo schonn eppes: Mir sinn net dem Här Schneider senger Meenung, datt een den Här Bettel heifir sollt félicitéieren!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Wiseler. An nächste Riedner ass den Här Serge Urbany, fir den Inhalt vun hirer Demande fir eng Heure d'actualité virzedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Wilhelm Busch sot emol: „Wenn über eine dumme Sache mal endlich Gras gewachsen ist, kommt sicher ein Kamel gelaufen, das alles wieder runterfrißt."

(Hilarité générale)

Tatsächlech...

(Brouhaha)

Tatsächlech, vill Gras...

(Brouhaha)

...vill Gras ass leider scho gewuess. Et ass schonn dräi Joer hier, dass mer hei eng mémorabel Debatt haten.

An déi Debatt huet domat geendegt, dass den Här Juncker dee mémorabele Saz gesot huet: „Ech convoquéieren d'Regierung fir muer de Moien zéng Auer a ginn duerno an de Palais, fir dem Grand-Duc Neiwahle virzeschloen."

Duerno huet de Chamberspresident Mosar jiddwerengem nach e puer erhuelsam Deeg gewënscht an d'Chamberssitzung opgeléist.

(Brouhaha)

An de Mësstrauensantrag vun der deemoleger Oppositioun géint den Här Juncker perséinlech - en Antrag, deen iwwregens keng Neiwahle gefuerdert huet, wëll ech hei betounen - war vum Dësch! Dat war de Juncker-Coup um spéiden Owend vum 10. Juli 2013.

D'LSAP hat iwwregens deemools och an enger Motioun Neiwahle virgeschloen, wëll ech awer och soen.

Den Här Juncker huet et also fäerdegbruecht,...

(Interruption)

...wahrscheinlech mam Wësse vun der CSV - dat wëll ech awer hei net esou behaapten -, d'Chamber opzeléisen an d'Regierung, mat de Sozialisten dran, am Amt ze loossen.

Mä eppes steet fest: Egal wéi deemools d'Wahlen ausgaange sinn, den Här Juncker huet a senger Interventioun hei den 10. Juli 2013 ni perséinlech Konsequenzen aus der Geheimdéngschtaffär gezunn!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- An d'CSV huet géint de Bericht vun der Enquêtëkommissioun a senger Globalitéit gestëmmt. Et kann also keen direkten Zesummenhang ginn tëschent dem Resultat vun der Enquête an de virgezunnenen Neiwahlen. Perséinlech oder politesch Responsabilitéite sinn ni gezu ginn, och net iwwregens wärend der Wahlkampagne!

(Interruption)

A wa sech elo nach erausstelle sollt, dass all déi puer méi oder wéineger kriminell Affären, déi am Verlaf vun der Enquête parlementaire opgedeckt gi sinn, bei der Justiz am Sand verlaf sinn, da muss ech allerdéngs soen, awer och e bëssen un d'Adress vun där neier Regierung, da wier de Skandal awer perfekt!

An deem Kontext, Här President, wëll ech eng Partie Froen un den Här Justizminister Braz stellen. Ech wëll dobäi den Artikel 19 vum Code d'instruction criminelle, fir d'Lescht geännert 1989, virausschécken: «Le ministre de la Justice peut dénoncer au procureur général d'État les infractions à la loi pénale dont il a connaissance, lui enjoindre d'engager des poursuites ou de saisir la juridiction compétente de telles réquisitions écrites que le ministre juge opportunes.»

Kann den Här Justizminister der Chamber doriwwer also berichten, wéi hie seng politesch Responsabilitéit am Kader vun deem Artikel wouergeholl huet? Ech mengen, dass en eng Berichtsflicht huet - contrairement zu deem, wat den Här Wiseler seet - no dräi Joer als zoustännege Minister, nodeem dräi Joer vergaange sinn, wou déi Faiten hei opgedeckt gi si vun dëser Chamber an hirem Bericht vun der Enquêtëkommissioun.

Hei déi prezis Froen, wou ech och gären eng prezis Äntwert hätt:

1) Wou ass d'Auerenaffär drun? Déi ass zwar duerch eng Ordonnance vum 15. Februar 2013 vun der Chambre du conseil vum Bezierksgeriicht Lëtzebuerg als verjäert erkläert ginn. Verjäert iwwregens och duerch de Feeler vum Här Juncker, dee se verjäre gelooss huet, ouni eng Plainte ze maachen! Spéitstens Enn Januar - steet an där Ordonnance - 2009 huet hie misse vun där Affär wëssen. An d'Action publique ass dräi Joer duerno, den 9. Mäerz 2012, eréischt déposéiert ginn, dat heescht hors délai. Si war also verjäert.

D'Enquête an der Auerenaffär ass jo awer trotzdeem weidergaangen, op zwee Voleten: a) dee vun der cryptéierter CD iwwert dat Gespréich tëschent Statsminister a Statschef zur Bommeleeëraffär; b) dee vun der illegaler Écoute vum Här M. am Kader vun där cryptéierter CD. Si ass c) och weidergaangen, ass eis deemools gesot ginn, am Kader vun der Diffusioun vum Inhalt vum Aueregespréich Mille/Juncker an der Press.

Wou sinn déi dräi Voleten haut drun? An a wat fir engem Volet sinn déi vum „Lëtzebuerger Wort" veröffentlecht Extraiten an Aussoe vun den Häre Kemmer a Bettel an déi vun RTL veröffentlecht Extraiten aus den Aussoe vum Här Gira, Chauffeur vum Här Bettel, entstanen? Ass dee Volet respektiv sinn déi Voleten, aus deenen déi Aussoe stamen, beim Untersuchungsriichter ofgeschloss, jo oder neen? Wa jo, vu wéini ass dann déi entspriechend Ordonnanz vun der Chambre du conseil? Wann net, ass do net de Secret de l'instruction violéiert ginn? A wat ass dann d'Stellung vum Justizminister dozou?

2) Wou sinn déi Enquêten aus deenen aneren Affären drun, déi sech laut Bericht vun der Enquêtëkommissioun aus der SREL-Affär erginn hunn? Ech ziele se op, si ginn och an eisem Bericht vun der Enquêtëkommissioun opgezielt:

- d'Affär ëm d'gratis Wunneng op Statskäschte vum Här Gérard Reuter, ehemolege President vun der Cour des Comptes a mutmaassleche SREL-Agent oder Informant; ech weess dat net esou richteg;

- dann déi geheim Opnam vun enger Regierungsbespriechung am Kontext vun der Theorie vum SREL iwwert d'Bommeleeëraffär, déi den Här Mille an enger Sitzung de 7. Juni 2013 och zouginn huet, dass se tatsächlech geschitt ass;

- d'Geschicht vun de fënnef Autoen, déi vum SREL kaaft gi waren zu privaten Zwecker;

- an dann déi illegal Écoutten, déi wärend der Enquête am SREL nach vum Här Heck entdeckt gi sinn.

Wou sinn déi Enquêten haut drun, wëll ech wëssen? Gëtt et an deenen Enquêten eng Ordonnance de clôture vum Untersuchungsriichter? Gëtt et eng Décisioun vun der Chambre du conseil oder souguer en Uerteel, ob definitiv oder net? An all Kéiers: Mat wat fir engem Resultat?

Da wëll ech nach am Besonneschen déi Affär vun der Police parallèle opwerfen, déi ech perséinlech besonnesch skandaléis an dégueulasse fannen! Hei huet den Här Kemmer, deen elo esou am Mëttelpunkt steet, als fréiere Polizist Dossiere matgeschleeft bei senger Affektatioun an de SREL an duerno weidertraitéiert an Zesummenaarbecht och mam Här Mille a mam Här Schneider, obschonn dat guer näischt mam SREL ze dinn hat an och guer näischt mat der Police ze dinn hat.

Et huet sech deemools och drëm gedréit, fir Faiten zesummenzekréie géint deen deemolege Procureur général an deem e Stréck draus ze dréien. «Les méthodes employées étaient carrément celles d'une police parallèle agissant dans un État de non-droit.» Dat steet am Bericht vun der Enquêtëkommissioun. Weider steet do: «La commission d'enquête condamne sévèrement cette action. Le Directeur du SREL a fait déposer le dossier au parquet.» Et ass also eng Plainte beim Parquet agereecht ginn. «Plusieurs témoins», steet dann nach do, «ont annoncé leur intention de faire une déclaration. L'enquête judiciaire devra établir s'il s'agit d'un cas isolé.»

An ech muss soen, Här President, ech hätt wierklech kee Verständnis derfir, fir et emol gelënd auszedrécken, wann ech elo géif gesot kréien, et wier näischt geschitt an där skandaléiser Affär! An och wann de Procureur général selwer - wat ech net weess - net hätt wëllen eng Plainte do maachen - wat ech och ka verstoen -, dann, fannen ech, hätt den zoustännege Minister missen dee virdrun zitéierten Artikel vum Code d'instruction criminelle spille loossen an de Parquet, deen eng hierarchesch Struktur ass, ustellen eng Enquête ze lancéieren an där krimineller Affär, wou eng parallell Police innerhalb vum SREL opgebaut ginn ass, déi de Procureur général hei am Land iwwerwaacht huet, an enger Affär, déi näischt ze dinn hat - awer guer näischt ze dinn hat! - weder mat den Aufgabe vun enger Police nach mat den Aufgabe vun engem SREL!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- 3) Ech wëll och wëssen, bis zu wat fir engem Zäitpunkt déi aktuell Direktesch vum SREL, d'Madamm Doris Woltz, als Procureur d'État adjointe fir all déi Affären do, déi de SREL betreffen, zoustänneg war. Well et war si, déi der Enquêtëkommissioun 2013 regelméisseg iwwert de Fortgang vun den Affaires judiciaires bericht huet.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Urbany. Dann huet elo direkt den Här Premier- a Statsminister, den Här Xavier Bettel, d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här Chamberspresident, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, déijéineg, déi mech kennen, wëssen, wéi wichteg rechtsstaatlech Prinzipie fir mech sinn: als Affekot, als Deputéierten, als Buergermeeschter, als Minister, och als Member vun enger Enquêtëkommissioun iwwert de Geheimdéngscht. Et ass mir dorëms gaangen, derzou bäizedroen, fir Kloerheet an deem gréissten Dysfonctionnement vun onsem Stat ze kréien an zur Wourecht erauszekommen an dozou, zur Wourecht, bäizedroen.

D'Relatiounen tëschent de staatlechen Institutiounen hu gelidden. D'Chamber ass vum Geheimdéngscht iwwer Joren hannert d'Liicht gefouert ginn. D'Vertrauen tëschent den Institutioune wor ébranléiert.

Dat ass näischt, Här President, wou ee sech driwwer freet, weder als Oppositiounspolitiker nach als Premier an enger Regierung. Et huet mer virun dräi Joer Suerge gemaach, et mécht mer der nach haut! Et mécht mer der haut, well de Geheimdéngschtskandal wor e Skandal, wou kee sech erwaarde konnt, wat mer och vun Informatiounen no all Sitzung kritt hunn. All Kéiers, no all Sitzung sinn nei Informatioune komm! An déi Envergure vun deem Skandal hätt kee sech a sengem Dram och virstelle kënnen. A vill Froe konnten och bis haut net gekläert ginn, och well d'Justiz sech mam Dossier saiséiert huet an och hir Aarbecht mécht.

An ech mierken, Här President, dass d'Land net zur Rou kënnt an dësem Dossier, och well déiselwecht Leit am Hannergrond nach ëmmer d'Fiedem zéien.

Här President, e perséinleche Frënd huet mech kontaktéiert, nodeems hie selwer gefrot gouf virun Zeien, ob ech en oppent Ouer kéint hunn, vun de Bekannte vun him, deen Informatiounen a Problemer am Kontext vum Geheimdéngscht hätt. Dat ass den Ufank vun där sougenannter „Affär".

Ech wëll heimat däitlech nach eng Kéier betounen, dass ech am Virfeld net wousst, wien déi Persoun wier, déi ech sollt gesinn. Ech hat déi Persoun gefrot, déi mech gefrot huet, ob ech kéint wëssen, wien et wier, oder firwat een zum Beispill de Rendez-vous net kéint an der Gemeng organiséieren. An op Demande vum Här Kemmer hunn ech déi Informatiounen net kritt a gesot kritt, et misst ganz diskret behandelt ginn an dofir misst de Rendez-vous bei mir doheem oder bei him doheem organiséiert ginn.

Et géif sech ëm eng Persoun aus dem Geheimdéngscht handelen, dat wousst ech. An ech hunn och an deem Kontext zougestëmmt, Här President, well ech natierlech am Kontext vun deemools wollt wëssen, wat den Hannergrond an d'Motiver vu senger Démarche och wieren.

Ech hunn eréischt an der Situatioun selwer realiséiert, wéi den Här Kemmer viru menger Dier stoung, dass mäin Interlocuteur eng Persoun wier, déi am Kader vum Geheimdéngschtdossier zitéiert ginn ass, fir auszesoen. Wat hunn ech dee Moment gemaach? Ech hunn déi drëtt Persoun, déi Polizist ass, gefrot, fir beim Gespréich derbäi ze bleiwen. Ech wor net eleng wärend deem Gespréich! D'Gespréich huet net ganz laang gedauert. An ech hunn den Här Kemmer ëmmer drop higewisen, wann en eppes ze soen hätt, da sollt en der Kommissioun et soen, an dass net meng Stuff déi Plaz wier, wou een Dépositioune mécht, mä d'Chamber déi Plaz wier, wou een Dépositioune mécht!

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech insistéieren op deem Punkt, well deen an der Diskussioun e bëssen négligéiert gouf.

Dat, wat den Här Kemmer, Här President, mir gesot huet, deckt sech mat deenen Ausserungen, déi mer schonns héieren hunn. Ech kann den Här Wiseler och berouegen, dass, wann een d'„Lëtzebuerger Land" vum 30. November 2012 am Fong gelies hätt, virun der Kompositioun vun eiser Kommissioun, da wéisst een och, wat aus deem Gespréich komm wier, well do ass d'Versioun vun der Aueregeschicht, aus der Siicht och vum SREL, integral och erzielt ginn.

Trotzdeem hat ech no där Auditioun an deem Rendez-vous mam Här Kemmer d'Gefill, wéi wann ech instrumentaliséiert kéint ginn, och wann d'Roll - an dat wëll ech wierklech betounen! -, déi déi Persoun an der Affär vum Geheimdéngscht gespillt huet, net kloer war. Am Ufank guer net, weder mir nach iergendengem anere Member aus der Geheimdéngschtkommissioun! A virdrun ass nach eng Affär zitéiert gi vum Här Urbany, déi nach méi spéit erauskomm ass. Dat heescht, d'Roll vun deem Personnage huet sech an der Zäit och vill méi entwéckelt.

Deen éischten Androck huet sech awer am Laf vun den Aarbechten, Här President, verstäerkt an och no senger... no den Auditiounen, no den Zäiten, déi gelaf sinn. A wéi ech du gehéiert hunn, dass an engem Bistrosgespréich den Här Kemmer engem gesot hätt: „Ech gi vum Bettel protegéiert", hat ech d'Confirmatioun, dass ech manipuléiert géif ginn.

Wéi hunn ech dee Moment reagéiert? Ech hunn d'Décisioun geholl, fir aus der Enquêtëkommissioun auszetrieden. Ech hunn dat gemaach, och fir d'Aarbechte vun der Enquêtëkommissioun net a Gefor ze bréngen. Ech hunn dës Décisioun mengem Fraktiounspresident, dem Claude Meisch, matgedeelt. An ech hunn d'Lydie Polfer gefrot, fir mech ze ersetzen an och erkläert firwat.

Ech hunn dës Décisioun, Här President, muss ech soen, mat schwéierem Häerze geholl. Et war awer déi richteg Décisioun, well haut ka keen der Kommissioun virwerfen, dass dëst Gespréich iergendeen Impakt op d'Resultat vun hirer Aarbecht gehat hätt.

Jo, ech hätt d'Hannergrënn vu menger Demissioun kënnen dem Här Bodry, dem Här Meyers, dee Vizepresident war, an dem Här Bausch och soen. Dës Persoune wëssen awer, dass dat net den Ausdrock vun engem Mangel vun Estime ass, am Géigendeel! Mat Recul muss ech agesinn, dass et vill besser gewiescht wier, ech hätt deemools och an der Kommissioun deklaréiert, dass ech net méi kéint a wéilt Member vun der Enquêtëkommissioun sinn, well ech d'Gefill hätt, den Här Kemmer kéint eng perséinlech Rencontre mat mir mëssbrauchen, fir vu sengem Rôle an der Affär ofzelenken.

Et ass eng perséinlech Entscheedung gewiescht, Här President. Et ass eng Entscheedung gewiescht am Sënn vun der Kommissioun, am Sënn vun der onofhängeger an onparteilecher Aarbecht. Et war eng Décisioun am Sënn vum Rechtsstat.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Statsminister. An d'Wuert huet elo de Justizminister, den Här Félix Braz.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.- Merci, Här President. Ech hunn an de leschten zwee an en halleft Joer déi eng oder aner Kéier d'Geleeënheet gehat, op Invitatioun vun der Oppositioun an enger Commission juridique a Präsenz haaptsächlech bis elo vum deemolege Procureur général d'État zu enger Affär Stellung ze bezéien. Ech hunn eng an Erënnerung. Dat war: Kuerz no den Attentater zu Paräis gouf et eng Interventioun vun der Polizei zu Péiteng, déi mat vill Virsiicht vun der Polizei virgeholl ginn ass, well se natierlech och ënnert dem Androck nach stoung vun deenen Evenementer, déi e puer Deeg virdru geschitt waren. An do hat d'CSV-Oppositioun eis an d'Juridique geruff, well se wollt dozou Opklärung kréien.

D'Äntwerten, déi se kritt huet, waren eigentlech e Verweis op eis Verfassung an op eng Rei Artikele vum Code d'instruction criminelle, well et der Politik net zousteet, sech a lafend Instruktiounen ze mëschen.

Haut schwätzt den Här Urbany am Kader vun der SREL-Affär mech drop un an e wëllt äänlech

gelagert Froe stellen. Ech muss soen: Ech hu fir dem Här Urbany seng Démarche en anert Verständnis wéi fir déi elo grad genannten Affär. Den Ënnerscheed ass: Déi Faiten, op déi den Här Urbany sech bezitt, déi beim Parquet dénoncéiert gi sinn, déi si vun der Chamber selwer ausgaangen.

An dass den Här Urbany als Deputéierten, dass den Här Urbany als Member, mengen ech och, vun der Enquêtëkommissioun sech Froe stellt, wou déi Instruktiounen dru sinn, halen ech net fir illegitimm. Et ass eppes anescht, ob ee sech ëm eng aner Affär wëllt këmmeren oder ëm eng Affär, wou d'Chamber selwer eng Roll gespillt huet a wou d'Chamber selwer d'Faiten dénoncéiert huet.

Dat ännert awer leider näischt un eise Grondprinzipien, déi mer hunn. Dat ännert näischt un där Äntwert, déi ech ka ginn, och wann ech d'Fro fir méi legitimm hale wéi déi aner. Stellt Iech vir, ech kéint op all déi Froen äntwerten! Stellt Iech vir, ech kéint am Detail dem Här Urbany seng Froe beäntwerten!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Den Detail hunn ech net gefrot.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Stellt Iech vir, ech kéint dann och op aner Affären an deem Sënn do agoen! Hätte mer dann e Fortschrëtt an eisem Rechtsstat, wann dat esou wier? Ech mengen net.

Wichteg ass net, iwwer wéi eng Informatiounen e Minister verfüügt, wann eng Affär bis leeft an zumindest d'Instruktioun amgaang ass. Wichteg ass zu Lëtzebuerg, wéi eng Rechter d'Défense huet am Kader vun enger Instruktioun a vun enger Affär.

Mir hunn eng Rei Rechtsprinzipien, d'politesch Opportunitéit gehéiert do net derzou. Virun e bësse méi wéi enger Woch huet keen eng Fro doriwwer gestallt. Dat wat an de leschten Deeg opkomm ass, déi soi-disant Affär, déi an de leschten Deeg, an der leschter Woch opkomm ass, féiert dann dozou, dass och esou Froe gestallt ginn, déi virun enger Woch kee gestallt hätt.

Dofir, mengen ech, solle mer trotzdeem och an dëser Affär Vertrauen an d'Justiz hunn. Kommt, mir respektéieren de Secret de l'instruction! Kommt, mir respektéieren d'Présomption d'innocence! An ech kéint nach e puer esou Prinzipien nennen.

Dat verhënnert awer net, dass d'Justiz sech duerchaus bewosst ass, dass si net an enger däischterer Këscht schafft. D'Justiz weess, dass se och der Ëffentlechkeet mat Momenter zwar keng Justifikatioun schëlleg ass, mä Erklärungen, dat jo! An dat mécht och d'Justiz zënter Jore verstäerkt iwwer hire Spriecher. An dat ass och virun e puer Deeg geschitt, wéi de Spriecher vun der Justiz bestätegt huet, dass ronderëm déi Faiten, déi vun der Chamber un d'Justiz eriwwergaange sinn, eng Instruktioun ofgeschloss ass. Dat ass bestätegt ginn.

Déi Instruktioun ass elo beim Parquet, wéi d'Prozedur et virgesäit. De Parquet muss elo kucken, ob e mengt, dass nach weider Devoire missten an där Instruktioun gemaach ginn, dass also d'Instruktioun misst weidergefouert ginn. De Parquet kann awer och der Meenung sinn, dass genuch Elementer am Dossier sinn, fir dat weider un d'Chambre du conseil ze gi mat der Demande, e Renvoi ze spriechen. De Parquet kann awer och der Meenung sinn, dass net genuch an deem Dossier ass, fir eng Affär ze justifiéieren, wat en awer och der Chambre du conseil weidergëtt, déi dann den Non-lieu dierf spriechen.

A géint dat alles kann och am Sënn vun den Droits de la défense en Appel gemaach gi bei der Chambre du conseil vun der Cour. Et ass do, wou den Dossier elo drun ass. Dat ass eng Informatioun, déi net geheim ass.

Eng zweet, obwuel Der se gefrot hutt, Här Urbany, ass déi ronderëm d'Auer. Dir hutt jo d'Faiten opgezielt, och net all, d'Haaptfaiten hutt Der opgezielt, déi un de Parquet weidergaange sinn. Dir hutt an deem Kontext déi sougenannten Affär vun der Auer erwäänt, wou also de Marco Mille soll de Jean-Claude Juncker opgeholl hunn.

Zu deem Volet gëtt et e Bréif vum deemolege Procureur général d'État, dem Roby Biever, deen den 18. Februar 2013 den Alex Bodry ugeschriwwen huet a senger Eegenschaft als President vun der Enquêtëkommissioun, fir em matzedeelen, dass déi doten Affär prescrivéiert wier. Déi ass éteinte, déi ass prescrivéiert. An domadder konnt och d'Enquêtëkommissioun op där doter Fro weiderschaffen.

Well firwat huet den Här Biever dem Här Bodry dee Bréif geschriwwen? Majo, ganz einfach: aus der Aarbechtsopdeelung eraus, déi et gëtt tëschent enger Enquêtëkommissioun, wat e politescht Organ ass, an awer och op där anerer Säit dem Parquet. Vun deem Moment un, wou de Parquet eng Instruktioun géif starten, wär et evident, dass d'Enquêtëkommissioun, esou gesinn d'Texter et ebe vir, misst mat hirer Aarbecht op deene prezise Faiten ophalen. Dofir war et wichteg, dass de Parquet d'Chamberskommissioun - d'Enquêtëkommissioun - informéiert gehalen huet. An dat hei ass ee Bréif dovun. Dat, mengen ech, beäntwert Är Fro. Déi Affär ass also verjäert.

(Interruption)

Do niewendru sinn nach aner Faiten - Dir hutt se opgezielt - och un de Parquet weidergaangen. Ech kann Iech soen, dass nieft där ofgeschlossener Instruktioun nach aner Instruktiounen amgaange sinn.

Da stellt Der d'Fro, wou déi dru sinn. Aus deene virdru scho genannte Grënn, déi ech net wëll widderhuelen, kann ech Iech just bestätegen, dass op deenen Dossiere geschafft gëtt an dass déi Instruktioune lafen.

Dir hutt och d'Fro gestallt iwwert déi Informatiounen, déi beim „Lëtzebuerger Wort" gelant sinn. Dir frot, ob do eventuell eng Violatioun vum Secret virläit. Ech si mat Iech d'accord, dass Violatioune vum Secret net tolerabel sinn. Dat erkläert och, firwat dass ech Iech net méi am Detail op aner Froen, déi Der awer selwer gestallt hutt, kéint äntwerten.

Ech weess net, wéi déi Informatioune konnte beim „Lëtzebuerger Wort" landen. Dir frot mech dat och an Ärer schréftlecher Question parlementaire, mat aller Prezisioun. Ech kann lech just soen, wéi generell de Secret de l'instruction organiséiert ass, an da wësst Der, wien zu bestëmmte Momenter Zougang zum Dossier kann hunn. Dat beäntwert net Är Fro, mä dat ass zumindest, fir dass all déi, déi net am Detail wéi Dir dra sinn, Här Urbany, och verstinn, wou den Dossier drun ass.

De Prinzip vum Artikel 8 vum Code de l'instruction criminelle ass eben, dass d'Instruktioun e Secret ass. An dorënner ass jiddwereen «qui concourt à cette procédure», wéi den Artikel 8 et beschreift.

De Procureur général oder de Procureur dierf wuel eng Ausnam maachen. Dat geschitt och ëmmer dann, wann de Pressespriecher, wéi an der leschter Woch, Informatiounen un d'Effentlechkeet gëtt. Allerdéngs ass et esou, dass den Inculpé - dat ass den Artikel 85 vum CIC - däerf d'Kommunikatioun vun all de Piècen hunn. An deen ënnerläit net dem Secret de l'instruction. Dee ka sech also och net enger Violatioun vum Secret de l'instruction strofbar maachen. Par contre, säin Affekot ënnerläit ganz wuel dem Secret de l'instruction. Dat ass den Artikel 35 vum Affekotegesetz.

Dat ass d'Legislatioun. Elo kann een domadder, bezunn op dësen Dossier, spekuléieren. Et ass jo eng Zäit, wou nawell vill spekuléiert gëtt. Ech maachen dat net. Ech wollt lech just soen, ënner wéi enger Rechtsgrondlag dass ech als Justizminister Är Froe probéieren ze beäntwerten.

Dann hutt Der nach eng allerlescht Fro gestallt, déi, ob ech net misst Usage dovunner maachen, eng Instruktioun ze ginn, well Der sot: Wann do eng Rei Faiten, déi d'Chamber un de Parquet weiderginn huet, net weider an enger Instruktioun mat opgeholl gi sinn, da misst ech vu mengem Recht gebrauch maachen nom Artikel 19, fir dem Parquet quasi ze ordonnéieren, eng Enquête ze maachen.

Dat ass e Recht, wat de Minister huet, mat deem en awer nëmmen äusserst virsiichteg soll ëmgoen. An Dir hutt zu Recht drop higewisen, dass déi lescht bal 30 Joer dovunner net méi Gebrauch gemaach ginn ass. An dat huet och eng ganz Rei vu ganz gudde Grënn.

Et kënnt awer derbäi, Här Urbany... Dir sot: Well déi Faiten do ënner Ëmstänn, notamment déi Affär, wou dem dem Procureur général, dem viregten, Saache sollten ugehaange ginn... Wou ech komplett mat Iech d'accord sinn! Ech hunn dat och deemools als Deputéierte bei der Debatt an äänlech schaarfen Terme wéi Dir qualifizéiert. Ech fannen dat och haut nach e ruckelzegen Episod vun där Affär.

Mä wann Der frot, dass ech soll vun deem Recht, wat ech hunn, Gebrauch maachen, fir dee Fait do, an deem spezifesche Fall do dem Parquet eng Instruktioun ze ginn, dat bedéngt awer, dass ech da wéisst, ob dat an enger Instruktioun dran ass oder net. Et de quel droit je le saurais?

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Justizminister.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Här President?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An d'Wuert huet elo direkt...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Här President, ech hätt nach... Kann ech em elo eng Fro stellen, oder herno?

Une voix.- Neen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kommt, mir waarden...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Well en huet op eng Fro net geäntwert. Dat war déi lescht, déi ech gestallt hunn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, Dir hutt elo...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- D'accord.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir hutt mech eppes gefrot an Dir hutt meng Äntwert net ofgewaart. Dir hutt nach Riedezäit. Dir kënnt dat herno maachen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Et ass gutt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Wuert huet elo den Här Eugène Berger fir d'DP.

Débat

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Här President, ech sinn déi lescht Deeg oft gefrot ginn, firwat déi Geheimdéngschtaffär ausgerechent elo erëm optaucht an de Medien. D'Äntwert schéngt mer relativ einfach: D'Instruktioun an der Affär ronderëm d'illegal Écoutte vum Geheimdéngscht ass virun e puer Wochen ofgeschloss ginn a grad an dësem Moment muss de Parquet décidéieren, ob se dem Dossier eng Suite ginn a Persounen ukloe sollen oder net.

A grad an dësem Moment hu bestëmmte Leit, déi en cause sinn, Zougang zum Dossier d'instruction kritt. Datt ausgerechent da ganz selektiv Dokumenter d'lescht Woch un d'Press gespillt si ginn, verwonnert een dann och net. Wann een dann och nach weess, datt den Här Kemmer ëffentlech - ëffentlech! - iwwer sozial Medien, gedreet huet: „Merci DP, meng Äntwert kënnt!", ech mengen, dann ass eigentlech schonn alles gesot iwwert d'Hannergrënn vun dëser soi-disant Affär, déi keng ass.

Wat ech hei besonnesch bedaueren, Här President, ass, datt d'CSV op dëse Personnage schéngt eragefall ze sinn,...

(Brouhaha)

...wann den Här Wiseler op Basis vun Aussoe vum Här Kemmer probéiert, eng Geschicht ze konstruéieren, déi esou ni stattfonnt huet. Ech schwätzen...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech kommentéieren dat, wat an der Press ass.

M. Eugène Berger *(DP).*- Ech schwätzen och hei virun allem...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Waart Dir och derbäi?

(Hilarité)

Une voix.- Aah!

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, ech hunn nëmmen zéng Minutten. Wann anerer och wëllen derzou schwätzen, si kënne sech jo androen an dann dozou schwätzen. Mä wann ech gelift, loosst mer meng zéng Minutten, déi ech hunn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wou Der recht hutt, hutt Der recht!

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, ech schwätzen hei virun allem vum Virworf, an deen ass jo och nach eng Kéier virdru vum Claude Wiseler gemaach ginn, de Xavier Bettel hätt d'Enquêtëkommissioun mëssbraucht, fir, ech zitéieren: „de Juncker lasszeginn". Firwat wëllt d'CSV d'Aussoe vum Här Kemmer elo op eemol esou eescht huelen? Dat war jo bekanntlech net ëmmer de Fall.

Ech wëll em nëmmen eng Ausso vum Här Kemmer an Erënnerung ruffen, déi hie virun der Enquêtëkommissioun gemaach huet an déi hien och an enger Publikatioun, ënner anerem am „Paperjam" virun e puer Méint ëffentlech gemaach huet. Doranner seet den Här Kemmer ënner anerem, datt den deemolege Premier Jean-Claude Juncker illegal Écoutten an Optrag ginn hätt. An ech zitéieren aus där Publikatioun: „«Wird das Gespräch aufgezeichnet?», erkundigte sich Schneider und unterbreitete zeitgleich den Vorschlag, alle Telefonate von M. abzuhören. Mille lächelte müde: «Ich habe bereits die Erlaubnis», er verwies dabei auf das soeben geführte Telefonat mit Juncker."

Iwwert d'Gespréich mat der Auer schreift den Här Kemmer: „«Ich»", domadder ass awer den Här Mille gemengt, „«kann den Richtern hier doch nicht sagen, was so läuft.» Juncker stimmte dem zu."

D'CSV huet sech an der Enquêtëkommissioun ëmmer kategoresch a vehement géint dës an aner Aussoe vum Här Kemmer gewiert a versicht, dem Personnage Kemmer all Kredibilitéit ëmmer ofzeschwätzen. Här Wiseler, Dir musst lech elo entscheeden: Entweder den Här Kemmer ass eng kredibel Source, da stinn ongeheierlech Virwërf géint den deemolege Premier Jean-Claude Juncker an och Är Partei am Raum. Oder en ass net kredibel, an dann ass d'CSV elo op den Här Kemmer eragefall. Mä entscheet lech!

(Exclamations)

Dir kënnt net déi zwou Saachen hunn.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Wien ass drop eragefall?

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, dann ass et esou, datt d'CSV d'lescht Woch ganz vill an dee Saz eraninterpretéiert huet, deen anscheinend gesot gi wier, an haut de Mëtten huet den Här Wiseler deen och nach zweemol zitéiert an an de Raum gestallt: „Et geet net méi mam Juncker", ouni datt ee weess, ob dee Saz gesot ginn ass, wien dee Saz gesot soll hunn, a wa jo, wéi e gemengt war.

(Interruption)

Jo. Mä dee Saz schéngt jo gutt eranzepassen an d'Mäerche vum Putsch, mat deem d'CSV anscheinend aus der Regierung gestierzt gi wier. Här Wiseler, Dir kënnt, d'CSV kann déi Geschicht vum Putsch nach esou oft erzielen, doduerjer gëtt se awer wierklech net méi wouer.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Berger, adresséiert lech wann ech gelift un d'Chamber!

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, pardon, Här President. Datt een aus dëser Formuléierung: „Et geet net méi mam Juncker", dem Premier Xavier Bettel elo wëllt e Stréck dréien an esou wäit geet, op alle Fall d'lescht Woch, doweinst de Récktrëtt ze fuerderen, also, Här President, ech muss scho soen, dat ass e staarkt Stéck! Well mir wëssen alleguerten, wat d'Geschicht war, déi d'Geheimdéngschtler am Kader vun der Auerenaffär erzielt hunn a firwat et hirer - hirer! - Meenung no net méi mam Juncker gaangen ass. Den Här Bettel huet dës onschéi Geschicht ni benotzt, an dat éiert hien, muss ech soen.

Här Wiseler, Dir wëllt elo onbedéngt op der Place publique diskutéieren, wat déi vum Geheimdéngscht domadder gemengt hunn. Dir wëllt dat also onbedéngt diskutéieren. Ech wëll mech net dozou äusseren, Här President, ech loossen den Här Kemmer fir sech selwer schwätzen, a wéi engem Kontext hien dës Ausso: „Et geet net méi mam Juncker" an der Vergaangenheet vertrueden huet. Ech zitéieren nach eng Kéier aus enger Publikatioun, vum Här Kemmer: „Gegen Abend trafen wir in seinem Büro ein. Es roch nach abgestandenem Tabak und ein bedrohlicher Duft von Alkohol lag in der Luft."

Une voix.- Uuh!

M. Eugène Berger *(DP).*- „Halb torkelnd trat er hinter seinem von Akten und Zeitungen überladenen Schreibtisch hervor. Juncker war betrunken... " an esou weider, „ein konstruktives Gespräch im Zusammenhang mit der CD war nicht mehr möglich." Ech wëll dës Aussoe vum Här Kemmer guer net weider kommentéieren, well d'Demokratesch Partei huet zu kengem Zäitpunkt dem Auteur vun dëse Linnen iergendwelch Kredibilitéit ginn, aneschters wéi elo d'CSV, déi dem Här Kemmer elo ganz vill Glafwierdegkeet schenkt.

Et schéngt bal esou, wéi wann d'CSV drobber aus wier, Här President, fir en Deel do vum Här Kemmer senger schlechter Inszenéierung wëllen ze ginn, well aneschters kann ech mer wierklech déi Pressekonferenz vun der leschter Woch an och haut de Mëtten den Optrëtt vum Här Wiseler net esou richteg erklären.

Här President, ech ginn nach just op eng aner vun deenen onméigleche Behaaptunge vun der CSV an. Den Här Wiseler beschëllegt de Statsminister enger Ligen, well hien am RTL-Interview gesot hätt, e wier direkt aus der Enquêtëkommissioun nom Gespréich mam Här Kemmer zréckgetrueden. Wann ee behaapt, op alle Fall op enger Pressekonferenz, de Statsminister géif léien, da fannen ech dat eng grav Uschëllegung!

A glécklecherweis ass jo hei d'ganzt Land eigentlech Riichter, well den Interview, dee kann ee jo nolauschteren, dat huet wahrscheinlech och jiddweree gemaach. An ech zitéieren dann, wat de Xavier Bettel do gesot huet e Méindeg virun aacht Deeg: „Nom éischte Verhéier vum Här Kemmer an dunn duerno och nom Verlaf vun der Enquête, net ganz laang duerno hunn ech d'Gefill gehat, ech wier instrumentaliséiert ginn an hei wier och probéiert ginn, een ze manipuléieren. An duerfir, virun allem awer och, well ech d'Kommissioun net wéinst engem Formfeeler wollt iergendwéi blockéieren, hunn ech d'Décisioun geholl

ufanks Abrëll" - ufanks Abrëll - „aus der Enquêtëkommissioun ze demissionéieren."

Sot mer wann ech gelift, Här Wiseler, wou de Statsminister hei gelunn huet! En huet net gesot...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Zitéiert den éischten Interview,...

M. Eugène Berger *(DP).*- En huet net gesot...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...da vergläicht Der déi!

M. Eugène Berger *(DP).*- En huet net gesot, datt hien direkt nom Gespréich mam Här Kemmer demissionéiert huet, mä en huet souguer preziséiert, en huet et jo preziséiert, datt eréischt am Abrëll dat geschitt ass, nodeems sech ebe bestätegt huet, datt e Manipulatiounsversuch virlouch oder datt en dat esou empfonnt huet. Also haalt wann ech gelift op, fir dann all déi Tatbestänn ze verdréien!

Här President, den Här Bettel, de Xavier Bettel huet sech näischt virzewerfen a senger Démarche. En huet a kengster Weis mat senger Démarche deemools d'Aarbecht an och d'Konklusioune vun der Enquêtëkommissioun beaflosst. A kengster Weis! Mä wat elo d'CSV probéiert: mat aller Muecht hei e Skandal ze konstruéieren, wou keen ass. D'CSV probéiert hei, d'Geschicht an hirem Sënn ëmzeschreiwen. C'est le monde à l'envers !

Här President, mir sollen net vergiessen, firwat et iwwerhaapt zur Enquêtëkommissioun komm ass. Ech mengen, dat ass dat Wichtegst hei. D'Dysfonctionnementer am SREL an den Ugréff op eise Rechtsstat si weder dem Xavier Bettel nach der DP hir Schold. Mir hätte léiwer gehat, datt de Geheimdéngscht net jorelaang hätt maache kënnen, wat e wollt.

D'Oppositioun vun deemools, jo, d'Oppositioun vun deemools, wat huet déi gemaach? Déi huet just hir Flicht vis-à-vis vum Rechtsstat erfëllt. Datt Dir haut der DP virgeheit, d'Enquêtëkommissioun zu politeschen Zwecker méssbraucht ze hunn, dat ass eigentlech hei fir mech den eigentleche Skandal!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Eugène Berger *(DP).*- Ech sinn iwwregens ganz frou, datt de Serge Urbany virdrun déi Froe gestallt huet, wou d'Justiz mat hiren Enquêten drun ass iwwert déi illegal Écoutten, iwwert d'Affär vun den Autoskeef, iwwert d'Pädophilie-Affär, déi géint de Procureur konstruéiert gouf an esou weider. Mir kenne se. Dat ass effektiv eng ganz wichteg Fro, déi mer eis haut net méi misste stellen, wann den deemolege Statsminister seng Aufgaben als Responsabele vum Geheimdéngscht richteg gemaach hätt. Obwuel den deemolege Premier zum Deel, zum Deel op alle Fall, vun deene Mëssstänn wousst, iwwert déi haut enquêtéiert gëtt, huet hie se bekanntlech net un d'Justiz weiderginn. Duerfir sinn eng Partie Faiten, leider, scho verjäert a kënnen och net méi poursuivéiert ginn.

Schlussendlech, Här President, wëll ech och drun erënneren, datt d'parlamentaresch Enquêtëkommissioun iwwer all déi Faiten, wou d'Justiz schonn Dossieren opgemaach hat, net huet dierfe schwätzen. Den Dossier SREL ass also net ofgeschloss, bis datt och d'Justiz zu hire Konklusioune komm ass.

Kommt, mir loosse se elo roueg hir Aarbecht fäerdeg maachen! Eréischt da gi mer alles gewuer. A mir si gespaant drop! Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Alex Bodry fir d'LSAP.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wien hätt domadder gerechent: Praktesch dräi Joer nom Ofschloss vun der Enquêtëkommissioun hiren Aarbechte ronderëm d'Dysfonctionnementer am Geheimdéngscht kënnt den Dossier erëm eng Kéier op den Ordre du jour vun der Chamber zréck. An et ass scho bal Ironie vun der Geschicht, dass et d'CSV ass, déi an där ganzer parlamentarescher Enquête net déi aktiivste Roll hat wärend deene siwe Méint, wou mer déi gefouert hunn, déi deen dote Punkt haut op den Ordre du jour bréngt.

Si mécht et net, fir iwwert de Fong ze diskutéieren - dat mécht se sécherlech net esou gären -, mä si mécht et, fir op eppes ganz Spezielles anzegoen, wat effektiv an deene leschten Deeg an d'Effentlechkeet komm ass, och do ëffentlech diskutéiert gëtt. Et geet hei ëm d'Verhale vun engem fréieren Deputéierten an deem Untersuchungsausschoss.

A wann dee fréieren Deputéierten haut net Statsminister wär, wär wahrscheinlech deen dote Punkt och ni op den Ordre du jour komm! Et ass hiert gutt Recht, fir hei Opklärung ze verlaangen, dat kritt se och haut de Mëtteg.

Mir begréissen als LSAP déi Kloerstellung hei vum Statsminister. Den Här Bettel huet éierlech a korrekt haut seng Positioun duergeluecht. An eis Fraktioun deelt meng Meenung, déi ech jo konnt äusseren. Hei ass sécherlech vum deemolegen Oppositiounsdeputéierten onvirsiichteg gehandelt ginn, andeem en e potenziellen Zeien am Virfeld gehéiert huet. An et war net richteg, fir d'Kommissioun net a Kenntnis dovunner ze setzen.

De Xavier Bettel gesäit dat haut eigentlech net anescht. An dat éiert hien, well e sech hei net laanscht iergendwelch Froen druckst - wéi aner Leit dat emol an deem heiten Dossier gemaach hunn, déi versicht hunn, d'Verantwortung op Drëtter ofzeschubsen -, mä sech ganz kloer zu deem dote bekennt.

Kloer ass fir mech, an dat ass dat Wesentlecht, dass dat dote Verhale vun engem Member vun der Kommissioun net dee geréngsten Afloss hat op d'Aarbechten an op d'Konklusiounen, déi d'Enquêtëkommissioun Méint drop geholl huet. Dat ass fir mech dat Eenzegt, wat zielt an deem Ganzen.

An ech wëll Iech och éierlech soen, wann ech a mengem Gediechtnis erëmwullen, erkennen ech och net am Deputéierte Xavier Bettel déi dreiwend Kraaft vun der Demokratescher Partei deemools an der Enquêtëkommissioun. Dat war de Claude Meisch. De Claude Meisch war Porte-parole vun der Demokratescher Partei, e war deemools Fraktiounschef och an där doten Enquêtëkommissioun. Et ass hien, deen eigentlech do och de Lead hat vun hinne bei deene ganzen Aarbechten, dass also net hei probéiert ginn ass, iergendwéi Afloss ze huelen iwwert dat, wat mer diskutéiert hunn a wéi mer iwwer Froen diskutéiert hunn.

Ech wëll nach eng Kéier ganz kloerstellen - well dat och oft duerjerneegehäit gëtt, an och vu sougenannten Experten, déi sech haut nach dozou geäussert hunn, wou ech mer awer gewësse Froe stellen, wéi vill Expert se wierklech sinn, well dat duerjerneegehäit gëtt eigentlech: Enquêtëkommissioun a Geriicht -: Éischtens emol mécht d'Enquêtëkommissioun nëmmen e Rapport. Et ass d'Chamber, déi herno ofstëmmt. D'Chamber, d'politescht Organ, dat éischt politescht Organ am Land stëmmt herno iwwert d'Konklusiounen of! D'Enquêtëkommissioun ass keen Untersuchungsriichter!

An déi Leit, déi dat schreiwen, déi sollte vläicht emol net den Text vu virun 100 Joer liesen, mä si sollten den Text liese vun 2011, wéi mer en nei formuléiert hunn 2011, virun där heiten Affär, wéi e fir d'Éischt eigentlech zum Asaz komm ass, wou mer drop insistéiert hunn - dat war den Haaptpunkt vun der Reform! -, dass eben net méi soll an den Text stoe kommen, dass d'Enquêtëkommissioun gläichgesat ass praktesch mat engem Untersuchungsriichter, dass se déiselwecht Pouvoiren huet als Kommissioun a souguer de President déiselwecht Pouvoiren huet wéi den Untersuchungsriichter.

Dat stoung fréier am Text! Dat hu mer erausgeholl, fir eng kloer Trennung ze maachen, well mer gesot hunn - an Dir kënnt do d'Aussoe vum Rapporteur, deen ech selwer war, noliesen, bei där Debatt, déi deemools gefouert ginn ass -, well mer gesot hunn, d'Chamber ass e politescht Organ a bleift e politescht Organ! Maacht net aus der Chamber e Justizorgan, wat géif iwwert deem Ganze stoen, wat kéint an aller Onofhängegkeet Saachen tranchéieren! Dat ass eng Charge, déi dës Chamber net packt an déi kee Parlament packt!

Ech hunn och eng gewëssen Erfahrung, wat Enquêtëkommissioune schonns ugeet, well ech scho laang derbäi sinn, ech hunn der zwou am Ganzen hei presidéiert. Komesch ass jo ëmmer, dass et bei den Ofstëmmunge genau no de Linne vun de Parteie leeft. Et ass nach ni an enger Enquêtëkommissioun anescht ofgestëmmt ginn, wéi opgrond vun der Parteizougehéiregkeet, déi déi eenzel sougenannten „Riichter" da gehat hunn.

Dat beweist nach eng Kéier, dass et e politescht Organ ass, wat politesch Konklusiounen zitt. Wat natierlech net wëllt heeschen, dass et net d'Haaptaufgab vun all Enquêtëkommissioun ass, d'Fakten ze sammelen. Dat war och d'Aufgab vun där leschter Enquêtëkommissioun.

Mir hunn, mengen ech, iwwer ganz wäit Strecke jo och un engem Strack gezunn, wann et drëm gaangen ass, déi Fakten do ze sammelen. Ech wëll et net hei duerstellen, wéi wann do andauernd Krich gewiescht wär an där Enquêtëkommissioun. Mir waren eis iwwer villes eens och herno, wat an de Konklusiounen drasteet.

Just iwwert déi politesch Konsequenz vun deem, iwwert d'Fro vun der politescher Verantwortung, do ware mer eis net méi eens! Mir ware souguer eis eens iwwert d'Froe vun der strofrechtlecher Verantwortung, iwwert d'disziplinaresch Verantwortung, déi eenzel héijer Beamten ze droen haten. Do ware mer eis och eigentlech eens an der Kommissioun.

Et ass just reng ëm d'Verantwortung vum Minister gaangen, wou mer eis net eens waren. Dat heescht, all déi aner Fakten, do war eng Eestëmmegkeet an der Kommissioun dran. Dat ass, mengen ech, ganz wichteg ze soen. Dat beweist awer och d'Seriositéit vun den Aarbechten, déi mer gemaach hunn, mat aller Onkomplettheet an Imperfektioun, déi esou Aarbechte mussen hunn, wann eng parlamentaresch Kommissioun déi mécht, och wa se gutt 40 Sitzungen domadder verbruecht huet, fir déi Fakten do zesummenzeféieren.

Et bleift awer, dass et, mengen ech, duerfir och net gutt ass, wann hei dee Kontakt, deen ee Member vun der Kommissioun hat mat engem vun den Zeien, wann dat elo als en absolutte GAU eigentlech duergestallt gëtt.

Hand op d'Häerz: Ginn et net aner Membere vun der Kommissioun, déi och wärend deene sechs Méint do vläicht emol déi eng oder déi aner Kéier mat engem anere vereedegten Zeie Kontakt haten, an de Kontakt net nëmmen, fir Moien an Äddi ze soen, mä och fir iwwert de Fong vum Dossier ze schwätzen?

Et géif mech ganz staark wonneren, wann dat doten net de Fall gewiescht wär. Dass notamment och de Premier Juncker..., well de Premier Juncker ass esou een Zeie wéi een aneren! Vum CSV-Spriecher ass hei gesot ginn, dass den Här Kemmer den zentralen Zeie gewiescht wär. Dat ass jo guer net wouer! Hien ass ee vun den zentralen Zeie gewiescht. Mir kennen d'Nimm vun deenen aneren. An an där Lëscht vun deene fënnef zentralen Zeien ass och de Jean-Claude Juncker derbäi.

An ech wëll och ganz kloer dem Parlament soen, wann dat vläicht och bis elo net esou duergestallt ginn ass, dass eng vun deenen Instruktiounen, déi opgemaach gi sinn, déi contre X formuléiert gi sinn, och kann de fréiere Premierminister viséieren. Et geet do ëm déi illegal Écoutten, déi gesat gi sinn op den „M", wou mer hei an där Enquêtëkommissioun Zeien haten, déi ënner Eed kontradiktoresch Aussoen zu deem dote Punkt gemaach hunn!

Op där enger Säit hu mer den Här Kemmer an den Här Mille, déi gesot hunn, de Premierminister hätt säin Accord ginn, fir déi doten Écoutten ze leeë beim „M". An de Premierminister, deen dat ënner Eed ofgestridden huet. Also ass et och sécher, dass een oder zwee hei e Meeneed geleescht hu virun der Enquêtëkommissioun. An ech si wierklech, wierklech gespaant ze wëssen, wat an deenen Enquêten, deenen Instruktiounen, déi elo de Juge d'instruction gemaach huet, op deem dote Punkt erauskomm ass, well et ass ee vun de Punkten, deen och gekuckt gëtt.

Et ass also alles e bësse méi komplex. An duerfir sollt een hei, mengen ech, déi heite Fro kritesch kucken, mä et sollt ee se awer wann ech gelift net iwwerbewäerten, well soss muss een och hei alles soen, wat war wärend deene sechs Méint do, wéi déi Enquête gefouert ginn ass.

An da misst ech wierklech soen, ech hätt gedreemt, wéi ech eenzel CSV-Deputéierter no enger Kommissiounssitzung gesinn hunn an de Ministère d'État verschwannen. Da wär dat wierklech nëmmen en Dram gewiescht, vläicht en Albdram. Ech weess et net. Also loosse mer, wann ech gelift, hei Fouss bei Mol halen a loosse mer kucken, wat ass!

Ech wëll och e Wuert nach soen zu deem zweete Volet, dat ass dee vun den Instruktiounen. Ech soe ganz éierlech, mat allem Respekt virun der Justiz, dass ech mech awer schwéierdinn ze akzeptéieren, dass mer an all deenen doten Dossieren - deelweis méi wéi dräi Joer, wou se ugefaange sinn - nach net op Konklusioune sinn, sief dat e Klassement vun der Affär, en Non-lieu, sief dat, dass d'Affär op e Geriicht weiderverwise gëtt. Dat ass awer och de Beweis vun enger gewëssener Lenteur, déi d'Justiz hei un den Dag geluecht huet. An ech hoffen, dass et fäerdegbruecht gëtt, all déi dote Froen ze klären, well si musse gekläert ginn.

Villes kann net méi gekläert ginn. Villes kann net méi gekläert ginn! A firwat ka villes net méi gekläert ginn? Well d'Verjärung spillt. A firwat spillt d'Verjärung bei ganz ville vun deene potenziellen Delikter, déi mer als Kommissioun gemeinsam festgehalen hunn? Well sengerzäit sief et den zoustännege Minister, sief et den Direkter vun der Verwaltung esou méiglech Delikter net weidergereecht hunn un déi zoustänneg Justizstellen, wou se d'Obligatioun hunn nom Artikel 23 (1) vum Code d'instruction criminelle als Autorité publique, als Fonctionnaire, all Fait direkt - sans délai! - ze mellen, dee susceptibel ass, en Delikt oder e Crime duerzestellen. Dat ass hei kloer net geschitt. Net an engem Fall, mä a méi vun deenen Enneraffären ass et net geschitt!

An dat mécht et haut onméiglech, dass mer eng Opklärung iwwert d'Justiz kréie vun deene Punkten. An et mécht et souguer onméiglech, dass kann disziplinaresch géint eenzel Leit virgaange ginn, well och do déi Verjärung spillt. Duerfir brauch ee sech herno net ze wonneren, dass herno net ganz vill un Affären, eigentlech och eventuell u Geriichtsprozesser kënnt, well eng ganz Rëtsch vu potenzielle Geriichtsaffären doduerjer direkt am Keim erstéckt gi sinn, well déi gesetzlech Obligatioun, déi all Fonctionnaire, och e Statsminister huet, fir déi dote Faiten ze mellen, an deem heite Fall net geschitt ass (veuillez lire: respektéiert gouf). Dat soll een awer wann ech gelift och bedenken, wa mer déi heite Froen diskutéieren!

An ech freeë mech och weider op d'Diskussioune ronderëm d'Konsequenze vun eisem Enquêterapport. An déi kréie mer spéitstens, denken ech, nach virun der Summerpaus, wa mer hei iwwert d'Reform diskutéiere vum Geheimdéngscht a vun den alen Datebanke vun deem Geheimdéngscht.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Bodry. An d'Wuert huet elo direkt d'Madamm Viviane Loschetter fir déi gréng.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt e Sproch op Franséisch, deen heescht «remettre les pendules à l'heure», an ech denken, datt dës zwou Heures d'actualité sech ganz gutt dofir eegnen. Souwuel de Justizminister wéi deen heitege Premierminister hu sech erkläert, hu sech gutt erkläert, an doriwwer eraus hu se ons och informéiert.

Zu der Heure d'actualité, déi ugefrot gi war vun der CSV, do wëll ech och net méi ganz vill soen, well ech mech am Numm vun der grénger Fraktioun ka ralliéieren un dat, wat scho gesot ginn ass - et brauch net widderholl ze ginn - souwuel vu mengem Kolleeg Berger wéi och vu mengem Kolleeg Bodry.

Fir et awer kloerzestellen, géif ech awer gären hei ënnersträichen, datt et fir déi gréng Fraktioun keng Bettel-Kemmer-Affär gëtt. A mir wëllen dat och hei an aller Kloerheet esou soen. Esou Aussoen, eng Affär Bettel-Kemmer, fanne mir eigentlech eng zimlech penibel Demagogie!

Mir kréien eng soi-disant Affär opgebaut iwwer en deemolegen Oppositiounspolitiker, deen en Treffe mat engem Zeien hat. Alles ass scho gesot ginn hei doriwwer op dëser Tribün. Den Deputéierte Bettel hätt kënnen, oder wéi e selwer seet, en hätt och vläicht sollen direkt d'Enquêtëkommissioun iwwert dat Treffen informéieren. Fir de Rescht huet den deemolegen Oppositiounspolitiker richteg a virsiichteg gehandelt an all sengen Aktiounen. Point final!

Deem heitege Premier elo wëllen haut an hei eng soi-disant Affär unzehänken, grenzt fir déi gréng schlicht un en onhaltbart Verhale vun der heiteger Oppositioun. Dir kënnt net einfach en Deel politesch Zäitgeschicht nei erfannen! Dat geet net!

Kommt, mir schwätzen éischter iwwert dat, ëm wat et richteg hei geet. Ëm wat geet et eigentlech hei? Mir haten, an et ass och gesot ginn, mir hunn zum Deel nach eng SREL-Affär oder eng SREL-Premier-Juncker-Affär. Mir haten eng SREL-Affär, déi mühsam un d'Liicht bruecht ginn ass. Membere vun der fréierer Enquêtëkommissioun hunn et virdrun och scho gesot: Fir mühsam déi verschidden eenzel Puzzlestécker zesummenzebréngen, dat war net evident. Et ass mat engem groussen Engagement - dat hunn och mir Deputéiert matkritt - an Asaz vun deenen Deputéierte vun där Enquêtëkommissioun gemaach ginn; vläicht net grad deeselwechten Engagement vu jidderengem op alle Punkten, den Här Bodry huet et virdru beschriwwen.

Mir kéinten, wa mer wéilten, hei Stéck fir Stéck déi verschidde Verhalen, déi verschidden Aussoen, vläicht och souguer déi verschidden Treffen, déi vläicht an dësem Kontext stattfonnt hu virun dräi Joer, analyséieren. Solle mer zum Beispill, ass och scho virdru gesot ginn, Froe stellen, wéi vill zu där Zäit iwwert d'Enquête mat anere concernéierten Zeie geschwat ginn ass, wéi zum Beispill, mä net nëmmen, och mam Här Juncker? Musse sech dann och déi deemoleg Deputéiert, egal ob se aus der Opposition sinn oder aus der deemoleger Majoritéit waren, elo haut dofir hei rechtfertegen? Schonns eleng déi Fro weist, wéi absurd déi ganz Situatioun ass!

Oder, an dat wëll ech am Raum stoe loossen, geet et hei ieren ëm eng absichtlech Vermëschung vu Fonctiounen tëschent gëschter an haut? Wann dat de Fall wär, da wär dat awer

trotzdeem en inakzeptabelt politescht Verhalen, dat engem Rechtsstat net würdeg wär an och, éierlech gesot, hei ons alleguerten an der Chamber net würdeg wär.

Kommt, mir bleiwen also bei der Wourecht, déi dozou gefouert huet, datt d'Juncker-Regierung hiert Mandat huet misse fréizäiteg beendegen. D'ailleurs, an dat huet de Justizminister jo och gesot, si mer nach entweder bei lafenden Enquêten oder bei just ofgeschlossenen Enquêten, wou een nach net weess, wéi et weidergeet. An déi Informatiounen, déi de Minister ons ginn huet respektiv déi en ons eben net ginn huet, brauche keng zousätzlech Kommentaren, awer si beweisen, datt dat, iwwer wat mer hei schwätzen, keng Kavaléiersdelikter sinn.

Ganz kuerz dofir och just an aus engem anere Bléckwénkel zu der Heure d'actualité vun deene Lénken: Mir hunn ons deemools als Chamber eng Rei Aufgabe ginn, fir ze verhënneren, datt esou eng Rei vun Dysfonctionnementer an Zukunft iwwerhaapt nach méiglech wären. Mir fannen déi och an de Konklusiounen an an de Recommandatioune vum Rapport vun der Enquêtëkommissioun erëm, déi, wéi virdrun nach eng Kéier ënnerstrach ginn ass, net vu jidderengem matgedroe gi sinn.

Trotzdeem si mer geschäfteg, an dat hëlt ons vill Zäit, vill Diskussiounen. An dat huet den Här Wiseler och richteg gesot, ech denken, datt deeselwechten Äifer bei jidderengem do ass, fir notamment virunzekommen, ofzeschléisse bei der Reform vum SREL: De Contrôle administratif, awer och de parlamentaresche Contrôle méi effizient ze maachen, d'Aféiere vun engem Code de déontologie, och Kloerheet ze schafe bei der Rolleverdeelung tëschent Police, tëschent Justiz an tëschent Renseignement. D'Opschaffe vun der Datebank vum SREL, déi sougenannten „SREL-Archiven", och domadder si mer an de Kommissioune beschäftegt, an engem Rhythmus vu méi wéi eemol d'Woch de Moment.

Dann nach eng wichteg Prezisioun, Här President. Mir sinn als Gréng net ofgeneigt - dës Woch war dat jo och en Thema -, eng gréisser Debatt iwwert den Tëschebilan no dräi Joer Shutdown vun der SREL-Juncker-Affär eng Kéier ze maachen. Mä dann, wann ech gelift, sollte mer eis mat der eigentlecher Affär beschäftegen, déi esou schlëmm war, datt eng Regierung duerch dat politescht Feelverhale vun hirem Premier huet missen demissionéieren, an ons net elo a lächerlech a kënschtlech opgebauten Nebenschauplätze, déi keng sinn iwwregens, eriwwermanipuléiere loossen.

Jo zu engem Tëschebilan, awer dann net mam Hannergrond vun deem, wat déi lescht Woch an de Medie war. A mir sollten dann an deem Tëschebilan iwwerpréiwen, ob mir ons mat deem, wat mer hei an der Chamber um legislative Plang an an deem Kontext geschafft hunn, och wierklech all, all méiglech Garantië ginn hunn, fir datt esou eppes wéi dat, wat virun dräi Joer geschitt ass, an Zukunft net méi virkënnt!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Loschetter. An d'Wuert huet elo den Här Gast Gibéryen fir d'ADR.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, virun enger gudder Woch ass déi sougenannten Affär Bettel-Kemmer public ginn an zënterhier gëtt am Land vill doriwwer diskutéiert. Haaptsächlech geet et hei ëm d'Privatgespréich, wat den Här Bettel mam Här Kemmer beim Här Bettel 2012 doheem hat. Deemools war den Här Bettel Deputéierten, Vizepresident vun der Enquêtëkommissioun, Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg a Parteipresident.

Dat Gespréich, wat doheem war beim Här Bettel, ass vill diskutéiert ginn, ob dat esou hätt kënne sinn. Ech mengen, den...

(Interruption)

Entschëllegt, den Här Meisch war scho President, jo.

Une voix.- Nach!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Oder nach. Dat Gespréich, wat beim Här Bettel doheem war, do ass vill driwwer diskutéiert ginn, ob dat hätt dierfe stattfannen oder net. Den Här Bodry huet virdrun hei versicht, aus senger Siicht d'Roll vun der Enquêtëkommissioun ze erklären, an en huet am Fong alleguer deenen anere Juristen a Riichter am Land, déi sech an de leschten Deeg geäussert hunn, hei eng gewësse Lektioun erdeelt, wéi dat Reglement, wat mer hei an der Chamber iwwert d'Enquêtëkommissioun hunn,...

(Interruption par M. Alex Bodry)

...wéi dat ze interpretéieren ass.

Fakt ass awer, datt den Här Bodry selwer gesot huet, datt dat onvirsiichteg war, wat den Här Bettel do gemaach huet. An den Här Bausch huet gesot, et wier e Feeler gewiescht, d'Kommissiounsmemberen net doriwwer ze informéieren.

An d'Fro muss ee sech och stellen, wann dat alles esou legal war, firwat datt den Här Bettel dann iwwerhaapt demissionéiert huet, wann dat alles an enger legaler Form geschitt wier.

Den Här Bettel huet säi Récktrëtt an der Enquêtëkommissioun an och vis-à-vis vun der Éffentlechkeet deemools begrënnt domat, hien hätt ze vill Aarbecht als Deputéierten, als Buergermeeschter. An elo gi mer awer gewuer vum Här Bettel selwer, datt dat net d'Ursaach fir säi Récktrëtt war, mä datt et a sengen Aen, an och esou wéi Verschiddener vun de Majoritéitsparteien an deene leschten Deeg gesot hunn, e faux Pas gewiescht wier. An hien huet deemools also net der Éffentlechkeet an net der Enquêtëkommissioun d'Wourecht gesot!

Fakt ass awer och, datt den Här Bettel net direkt no dem Treffe mam Här Kemmer an der Enquêtëkommissioun demissionéiert huet, mä eréischt e puer Méint méi spéit. An der Zwëschenzäit war den Här Bettel nach als Member vun der Enquêtëkommissioun derbäi, an och wéi den Här Kemmer als Zeien am Februar 2013 geruff war. En huet dem Zeien esou vill Froe gestallt, datt et jidderengem opgefall ass, wéi en esou vill Froe konnt stellen, vu datt bei kengem aneren Zeien esou vill Froe gestallt si ginn.

Dat Schlëmmst ass awer, Här President, wéi dës Saach elo kierzlech opgeflunn ass an den Här Bettel op RTL dozou befrot ginn ass, wéi hien dëst geäntwert huet - an ech géif den Här Berger bieden, opmierksam nozelauschteren, well den Här Berger huet virdrun hei ee Passage vun deem Interview zitéiert, mä dee Passage, ëm deen et geet, dat ass deen heiten, an ech mengen, de Claude Wiseler hat en och scho virdrun zitéiert -, wéi den Här Bettel sot: „Wann ech net aus der Kommissioun demissionéiert hätt, wann ech Member bliwwe wier, wann ech beim Schlussrapport an och an der Kommissioun - d'Entretiene mat den Zeien, plus déi vum Här Kemmer - nach derbäi gewiescht wier, géif ech de Reproche akzeptéieren. Duerfir hunn ech demissionéiert, well ech eben och d'Konsequenze wollt zéien a virun allem awer och net dee Reproche wollt gemaach kréien."

Déi Erklärung do ass awer falsch, Här Berger! Déi ass falsch, well den Här Bettel war derbäi, wéi den Zeie befrot ginn ass. An esou wéi et hei formuléiert ginn ass, huet en de Leit dobausse gesot: „Wann ech derbäi gewiescht wier", also wollt en de Leit am Land soen: „Ech war net derbäi. Well wann ech derbäi gewiescht wier, hätt ech mer dee Virworf do misse gefale loossen." Et ass also falsch, wat hei gesot ginn ass!

Wéi ech déi Ausso op RTL héieren hunn, hunn ech geduecht: „Dat kann et dach net sinn, datt en intelligente Mënsch wéi den Här Bettel esou eppes seet, wou en dach awer weess, datt do eng ganz Enquêtëkommissioun, datt e ganzt Land konnt nolauschteren, wéi en den Zeie befrot huet, fir deenen elo d'Impressioun ze ginn, hie wier net derbäi gewiescht."

An, wéi gesot, Här President, well den Här Bettel selwer gesot huet: „Wann ech derbäi gewiescht wier, misst ech mer dee Reproche gefale loossen", muss e sech och elo de Reproche gefale loossen, well e war derbäi!

Mä den Här Bettel wier net den Här Bettel, wann en net deen Dag duerno, nodeem opgeflu war, datt dat, wat e gesot huet, net richteg war, am Fong op RTL eng nei Deklaratioun gemaach hätt, andeems e gesot huet: „Dat, wat ech Iech gëschter gesot hunn, dat war e Malentendu."

Här President, dat war kee Malentendu! Dat war esou kloer, wéi et nëmme konnt kloer sinn! Dat konnt kee Mënsch weider aneschters interpretéieren. Hei ass versicht ginn, eng Onwourecht duerch eng aner Onwourecht ze ersetzen. An duerfir, mengen ech, muss ee wëssen, datt hei d'Glafwierdegkeet vum Premier zur Diskussioun steet.

Den Deputéierte Bettel huet deemools net d'Wourecht gesot vis-à-vis vun der Enquêtëkommissioun, firwat datt en demissionéiert huet. De Premier Bettel huet d'lescht Woch d'Wourecht net op RTL gesot, wéi en dunn erkläert huet, datt en net méi an der Kommissioun gewiescht wier, wéi en d'Leit wollt gleewen doen, e wier net méi zu deem Zäitpunkt an der Kommissioun gewiescht. An de Premier Bettel huet och deen Dag drop net d'Wourecht gesot, wéi e gesot huet: „Dat gëschter, dat war e Malentendu." Et war kee Mëssverständnis. D'ganzt Land hat et richteg verstanen.

Mä et stellt sech net nëmmen d'Fro iwwert d'Gespréich, wat den Här Bettel mam Här Kemmer hat. Generell muss ee sech haut d'Fro stellen, wat de But vun der SREL-Enquêtëkommissioun war.

D'Enquêtëkommissioun huet den Dossier weider iwwert d'Chamber un de Parquet ginn a bis haut huet een näischt méi dovunner héieren. Et ass de Mëtteg schonn dacks driwwer diskutéiert ginn. Dat Eenzegt, wat als konkret Resultat bis haut ass, ass, datt déi lescht Regierung doduerch gestierzt ginn ass an datt mer eng aner Regierung, eng Gambia-Regierung kritt hunn. An haut kënnt een och duerfir ëmmer méi zu der Iwwerzeegung, datt dat den Haaptbut war vun der Enquêtëkommissioun, well wéi soss wier dee Saz ze interpretéieren, deen den Här Bettel soll gesot hu vis-à-vis vum Här Kemmer: „Et geet net méi mam Här Juncker", oder „mam Juncker"?

Wann dat vun engem Majoritéitsdeputéierte komm wier, engem vun de Sozialisten, dee mat dem Här Juncker an der Regierung war, hätt een et kënne verstoen. Mä well den Här Bettel soll dee Saz gesot hunn, da war déi Diskussioun jo scho vill méi wäit gefouert, an zwar, datt se iwwer eng nei Koalitioun schonn diskutéiert haten. An haut kommen ech ëmmer méi zur Konklusioun, datt Gambia schonn deemools décidéiert war an datt d'Wahlen nach just komm sinn, fir ze kucken, ob se och eng Majoritéit géife kréien.

Mä et gëtt och aner Froen, déi een an dësem Kontext hei muss diskutéieren. Zum Beispill...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Gibéryen,...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, ech erlaben elo keng Fro, ech hunn nëmme méi zwou Minutten!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Okay.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Stëmmt et zum Beispill, datt den Här Minister Schneider dem Här Kemmer am Mäerz en SMS gemaach huet, wou en him gesot huet, wa seng Saach géif klasséiert ginn, datt en dann erëm géif reintegréiert beim Stat ginn? Elo, am Mount Mäerz, also nodeem den Här Kemmer an den Här Bettel vum Untersuchungsriichter gehéiert gi waren a wou an der Diskussioun war, datt d'Press hannert deem Dossier wier an datt dee kuerz virun enger Veréffentlechung stéing.

Wann hei geschwat ginn ass, den Här Kemmer hätt wëllen den Här Bettel manipuléieren, da stellt sech hei d'Fro ëmgedréint: Huet hei d'Regierung net versicht, den Här Kemmer ze manipuléieren, e rouegzesetzen, ier d'Saach elo dës Woch public ginn ass oder d'lescht Woch public gemaach ginn ass?

(Interruptions)

Maacht Iech Är Gedanken, firwat datt e Minister enger Persoun esou en SMS gemaach huet. An d'Fro kann een och stellen: Wou ass de Minister iwwerhaapt un déi Kenntnis komm, datt den Dossier elo kuerz virum Ofschloss géif stoen an datt e sollt klasséiert ginn?

Eng zweet Fro, déi ech nach wëll froen hei, Här President, dat ass: Ech wéisst gär vum Här Statsminister, wéini datt hie Kenntnis dovu kritt huet, datt säi Virgänger, den Här Statsminister Juncker, ofgelauschtert ginn ass mat enger Auer, wéini den Zäitpunkt war, wou den Här Bettel dovunner Kenntnis kritt huet. Ech hoffen, datt ech eng Äntwert kréien, déi net ka mëssverstane ginn!

Här President, an engem anere Land géif et déi Diskussioun, wéi mer se hei am Parlament hunn, net ginn. Do hätt virdrun den zoustännege Minister seng Konsequenze gezunn...

(Exclamations)

...an e wier zréckgetratt, an e wier statsmännesch zréckgetratt.

(Protestations)

Mä hei zu Lëtzebuerg ticken d'Auere ganz aneschters. Hei gehéiert dat net zum politeschen Anstand. An et hunn der elo esou vill heibanne gegrommelt, Här President, ech kann Iech och d'Ursaach soen: Wann den Här Bettel zrécktrëtt, wier dat eng Regierungskris an et géif Neiwahle ginn. An Neiwahlen hätte bedeit, datt Gambia, ech weess net: dräi, véier oder fënnef Sëtz verluer hätt!

A wann ech dann hei kucken: 32 Kolleeginnen a Kolleege vun der Majoritéit, 18 an der Regierung, 50 Leit, déi hei un der Gambia-Regierung hänken! Wa mer Neiwahle kritt hätten, wiere se nach héchstens, well da keng méi an der Regierung wieren an e puer Mandater verluer gaange wieren, wiere se nach héchstens zu 25 iwwreg bliwwen. Dat heescht, zwee Drëttel vun de Kolleeginnen an de Kolleegen, déi hei zu menger Lénker sëtzen, wieren net méi derbäi: katastrophal Perspektive fir si!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Gibéryen. Här Gibéryen...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An duerfir ginn hei zu Lëtzebuerg keng Konsequenze gezunn, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Gibéryen...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Déi eenzeg Konsequenzen, déi kënnen d'Bierger bei den nächste Wahlen zéien!

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Gibéryen, Är Riedezäit war zënter 30 Sekonnen eriwwer...

(Brouhaha)

...an d'ILReS ass an der Chamber hei bis elo nach net vertrueden!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech wëll lech just drop opmierksam maachen, datt den Här Bodry 33 Sekonnen iwwerzunn huet an Dir hat vergiess, eppes ze soen.

(Hilarité)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- An ech wëll dem Land just soen, dass den Här Gibéryen wärend siwe Méint Member vun der Enquêtëkommissioun war. Et hätt een et bal net gemengt, wann een en haut héieren huet.

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, an elo komme mer erëm zu där Serenitéit zréck, déi mer iwwer laang Strecken hei haten! An d'Wuert huet elo den Här Urbany fir déi Lénk.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- An ech muss soen, den Här Kartheiser war iwwregens och an der Enquêtëkommissioun. En ass iwwregens zréckgetratt selwer, well e gesot huet, e wier selwer befaangen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, ersat gouf en!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Gutt. Ech wëll awer elo meng Zäit, déi ech elo nach hei hunn, dofir benotzen, fir nach eng Kéier mam Här Braz iwwert déi Saach hei ze diskutéieren. Ech hu geschwat vum Artikel 19 vum Code d'instruction criminelle, deen dem Minister gewësse Pouvoire gëtt. Ech wëll nach eng Kéier betounen, dat Gesetz ass, hunn ech gesot, 1989 fir d'Lescht geännert ginn. Et ass net 1989 fir d'Lescht ugewannt ginn. Dat hunn ech net gesot. An dat Gesetz seet ganz einfach, de Justizminister kann zwar net dem Procureur eppes verbidden ze maachen - wann dee wëllt Poursuitte maachen, kann e se maachen -, mä e kann en awer ustellen, Poursuitten ze maachen.

De Ministère public ass iwwregens och nëmmen hallef Justiz. Et ass en Deel vun der Justiz, mä et ass och deen, deen an der Justiz de Stat vertrëtt, deen, deen den Intérêt public vertrëtt an der Justiz. An duerfir gëtt et och déi Verbindung zwësche Minister a Parquet.

An an esou enger Affär wéi där heiter, déi elo schonn dräi Joer al ass, mengen ech, wier et awer am Intérêt public, dass de Minister sech och fir dat interesséiert an ëm dat bekëmmert, wat an der Justiz geschitt. Bei esou enger Affär! Den Här Bodry huet et och ugedeit. Ech ka mech erënneren, den Här Biever huet eng Pressekonferenz eng Kéier gemaach vun e puer Stonne laang, fir ze soen, wat seng Meenung wier iwwert d'Bommeleeër-Affär, ier de Prozess ugaangen ass. Den Intérêt public verlaangt also hei Kloerheet, an ech mengen, selbstverständlech ouni d'Défense, d'Rechter vun der Défense ze entaméieren.

Wann ech richteg verstanen hunn, wat de Minister eis elo sot, dann ass, éischtens, eng Instruktioun ofgeschloss. Et ass selbstverständlech um Parquet, fir ze soen, wéi en domadder weiderfiert. De Minister däerf em jo net verbidden, mat enger Affär weiderzefueren. Mä et ass awer och dat Wuert vum Non-lieu hei gefall, an dat huet mer net esou gefall. Natierlech huet en d'Méiglechkeet, och den Non-lieu ze spriechen. Ech hoffe just net, dass dat d'Absicht ass vun der Justiz, vum Parquet, fir hei en Non-lieu an där Affär, wou mer net wëssen, wat fir eng Affär dass et ass am Iwwregen, ze schwätzen.

Aner Instruktiounen, gëtt gesot, déi wieren amgaang. Wouzou ginn déi Instruktiounen? Do verletzt een dach keng Rechter vun engem, wann ee seet, iwwer wat déi Instruktiounen do ginn, wat recherchéiert gëtt, wat fir Infraktiounen, an eventuell géint wien. Den Här Eippers, wann ech dat richteg an Erënnerung hunn, de Justizspriecher, huet gesot, si wier géint Inconnu. Wou kann eng Instruktioun haut nach géint Inconnu sinn, wou d'Nimm an eisem Rapport d'enquête drastinn!?

Drëttens, déi Informatioune vum „Lëtzebuerger Wort" - schléissen ech aus deem, wat de Justizminister hei gesot huet -, stamen aus enger net ofgeschlossener Enquête. Iwwregens, den Artikel - ech schléissen dat emol

doraus, par déduction, wat Der gesot hutt -, iwwregens den Artikel 85 gesäit net vir - ech hunn dat emol nach nogekuckt, well ech sinn a Wierklechkeet och kee Spezialist am Droit pénal a scho guer net an der Procédure pénale -, den Artikel 85 gesäit vir, dass een zwar esou ee Procès-verbal ka kucke goen, mä et däerf een en net mathuelen, „sans déplacement"steet do dran.

Dat heescht, hei sinn Informatiounen, wou de Moment emol nach net kloer ass, vu wiem se stamen, ob se vum Här Kemmer stamen oder ob se net aus Justizkreesser stamen! An op jidde Fall ass awer emol kloer: Dat, wat do am „Wort" veröffentlecht ginn ass, dat si jo nëmmen Extraiten aus deene Compte-renduen do. Dat ass kee Wistleblowing, dat doten, dat ass Beschass! Weider näischt!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- A wéi sinn d'Rechter vun de Beschëllegten dann dobäi garantéiert, wëll ech emol hei froen. Déi Affär vun der paralleller Police, schléissen ech draus, dass näischt geschitt ass, op jidde Fall, dass dem Justizminister net bekannt ass, wat geschitt ass.

An d'Fro vum Doris Woltz, et deet mer leed, déi ass nach net beäntwert ginn. An ech halen drop, dass se beäntwert gëtt!

An ech stelle mer d'Fro wierklech, ob mer et net no den Dysfonctionnementer am SREL, déi zwar op engem ganz aneren Niveau a ganz anescht gelagert waren, hei mat Dysfonctionnementer vun der Justiz ze dinn hunn.

An ech fannen, de Justizminister, deen nach relativ onerfueren an deem Amt ass, stellt sech hei ongerechtfertegterweis virun d'Justiz. E gëtt dat hei erëm, wat héijer Justizbeamten him gesot hunn. An ech fannen, dat ass e politesche Problem! An ech erwaarde mer duerfir och - an dat wëll ech hei ganz däitlech soen - fir dës Woch nach, dass de Justizspriecher oder de Sprecher vum Parquet, jee nodeem, eng Pressekonferenz mécht, wou en d'Effentlechkeet doriwwer informéiert, wat amgaang ass ze geschéien! No dräi Joer enquêtéieren, mengen ech, ass dat dat Mannst, wat ee kéint verlaangen!

Une voix.- Très bien!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech wëll just nach eppes soen zur Enquêtëkommissioun. Effektiv, mir mussen d'Gesetz änneren, wat eng Enquêtëkommissioun ugeet. Verschidde Saache sinn net gesetzlech geregelt. Dat soll een änneren. Awer selbstverständlech huet den Alex Bodry och recht, wann e seet: Et ass net am Code d'instruction criminelle geregelt, dat, wat d'Enquêtëkommissioun muss maachen.

Et huet een och iwwregens e Recht, wann een do geruff gëtt als Zeien, fir sech net selwer ze belaaschten. Et muss een net onbedéngt aussoen, wann et Auswierkungen huet op eng penal Enquête. An am Iwwregen hu mir jo awer als sougenannt Enquêteuren do ni kënnen eng Condamnatioun ausschwätzen. Mir hu politesch Konklusiounen draus gezunn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Urbany...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- An dat ass dat, wat ee muss léieren aus deem, wat mer de Mëtten hei diskutéieren. Merci, ech si fäerdeg.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo an der zweeter Ronn den Här Claude Wiseler fir d'CSV.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Ech fänken un, andeem ech dem Här Berger wëll äntwerten, deen eis hei duergestallt huet, wéi wa mer deenen engen oder deenen aneren ze vill géifen eppes ofhuelen. Ech wëll him soen: Ech huele kengem eppes of, net dem Här Kemmer, net iergendengem aneren an dësem Dossier. Mir hu just d'Zeitung gelies an doropshin hu mer eng Rei Froe gestallt.

An ech fannen et eng absolutt normal Aarbecht vun der Oppositioun, datt mer déi Froe kënne stellen an datt mer och kënnen Äntwerte kréien. Just, dann hätt ech awer och gär d'Äntwerten op d'Froen, wa mer se hei stellen! Dat, wat ech awer elo de Mëtten hei gehéiert hunn, dat sinn awer eng ganz Rei Äntwerten, déi net komm sinn, respektiv genau datselwecht, wat schonn an deene leschten Deeg gesot gi war. Iwwert den Inhalt wësse mer näischt, an näischt méi iwwert den Inhalt vun där Diskussioun.

Sinn déi Aussoe gemaach ginn, déi hei am Raum stoungen? Si se net gemaach ginn? Dat Eenzegt, wat ech elo festgestallt hunn, dat ass déi Ausso: „Et geet net méi mam Juncker." Ech hat ëmmer gemengt, well ech d'Zeitung esou gelies hunn, dat wär suggeréiert, datt den Här Bettel se gesot hätt. Elo gëtt suggeréiert, et hätt en anere se gesot. Et ass mer och egal! Ech wëll just wëssen: Ass et gesot ginn, ass et net gesot ginn?

Ech wëll wëssen, ob gesot ginn ass, datt mam Här Kemmer näischt géif geschéien. Jo oder neen? Ass dat esou? Ass dat net esou? Wat heescht hei „manipuléiert ginn"? Wat heescht hei „instrumentaliséiert ginn"? Wat versteet een do drënner?

Ech hunn d'Explikatioune vum Här Bettel gelauschtert. Ech muss awer éierlech soen, ech hunn awer Schwieregkeeten ze gleewen, datt ee just seng Demissioun an esou enger Kommissioun gëtt, well een héieren huet, datt een aneren an engem Bistro do déi eng oder déi aner Rumeur street. Dat geet awer net duer, fir an der Kommissioun esou eng Demissioun ze ginn. Op jidde Fall hunn ech Schwieregkeeten, dat einfach esou ze gleewen. Et ass och keng Explikatioun komm haaptsächlech iwwert dat, wat d'lescht Woch gesot ginn ass, firwat net direkt eng Demissioun komm ass.

Et sinn hei eng Rei Zeitungsartikelen zitéiert ginn. Ech hunn dat elo schnell nogekuckt. Den 11. huet den Här Bettel gesot, en hätt direkt demissionéiert. Hätt en näämlech net direkt demissionéiert, wär e bei enger Zeienunhéierung derbäi gewiescht an dann hätt een em kënnen eppes virwerfen.

Dem Här Berger seng Zitatioun, déi ass vun deem Dag dono - déi ass vun deem Dag dono! -, nodeems datt schonn an der Zeitung stoung, datt u sech déi Ausso vum Här Bettel falsch wär. Also ass meng Fro: Firwat deen éischten Dag eppes anescht soe wéi dat, wat am Fong Realitéit ass a wat wouer ass?

A firwat och wärend dräi Joer aner Explikatioune ginn, firwat een an der Kommissioun demissionéiert huet, wéi dat dann an der Realitéit anscheinend de Fall ass? Firwat déi Fiktioun wärend dräi Joer oprechterhalen an notamment an der Wahlcampagne och soen, et hätt een demissionéiert aus Frust virun der CSV? Ech kann dat och textlech noweisen. Ech hunn och déi Emissioun gëschter nach eng Kéier nogelauschtert.

Den Här Bodry huet gesot: „Et ass jo guer net um Här Bettel, wou et gehaangen huet. Den Här Bettel war net déi dreiwend Kraaft. Dat war den Här Meisch an där ganzer Diskussioun." Dat ass och richteg esou. Just, dat wat mech jo ebe just gestéiert huet an där heiter Diskussioun, dat ass, datt den Här Bettel déi dreiwend Kraaft just bei där heiter Auditioun vum Témoin Kemmer war! Well wann Der déi nolauschtert, contrairement zu allen aneren, ass et an där, wou den Här Bettel 30 ganz prezis, ganz zilorientéiert Froen awer stellt!

Jo, da kann ech mer awer wierklech do Froe stellen! En huet fir d'Éischt mam Témoin geschwat, ech weess net, wat gesot ginn ass, an dann ass et just an där Reunioun, wou d'Froen nëmmen esou kommen! Dir hutt en, mengen ech, souguer op engem Passage nach a sengem Äifer gebremst, als President, Här Bodry, wat och Är Aufgab war.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech hunn net nogekuckt.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech hunn et awer nogekuckt. Et ass näämlech um Chamberarchiv ze lauschteren.

An dann ass natierlech och d'Seriositéit vun den Aarbechten, déi ass ugeschwat ginn. Mir hu fonnt, datt déi Aarbechten an der Kommissioun seriö gemaach gi sinn. Mä ech hunn awer just festgestallt, datt an der Campagne den Här Bettel gesot huet, datt et aus Frust wär virun der Onseriositéit, well d'CSV d'Aarbechten dauernd blockéiert hätt, wou déi Demissioun do geholl gi wär. Mir hunn dat net festgestallt. Mir hu gemengt, datt do eng korrekt Aarbecht an där Kommissioun gemaach gi wär.

Ech wëll als Konklusioun, well mer d'Zäit och fortleeft, just zwou Saache soen. An eisen Ae bleift hei villes am Raum stoen. Et bleiwe vill onbeäntwert Froen, vill Punkten, wou d'lescht Woch, déi lescht Méint an eisen Aen d'Wourecht net gesot ginn ass. Dat hei huet dem Statsminister senger Kredibilitéit an eisen Ae staark geschuet. Jiddweree ka sech selwer e Bild dovunner maachen. Eist Bild ass op jidde Fall gemaach!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Wiseler. An d'Wuert huet elo fir d'Äntwert op den Débat den Här Statsminister.

Prises de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Villmools Merci, Här President. Fir d'Éischt, fir elo prezis... Ech wëll hei, wa mer fäerdeg sinn, dass keng oppe Fro bleift! Hei, wa mer fäerdeg sinn, wëll ech net de Virworf gemaach kréien, et wiere Saache flou. Wann duerno nach Froe sinn, Här Wiseler, da stellt mer se!

Déi éischt Saach ass mam Interview mam 100,7. Tatsächlech hunn ech an der Kommissioun... A wann een de PV zitéiert vun der Auditioun vum Här Kemmer, do sinn ech bal bei all Fro vum Här Weiler ënnerbrach ginn. An dat kann ee souguer nach am PV liesen, wou ech déi ganzen Zäit soen: „Hei, Här Weiler, loosst mech schwätzen." „Här Weiler, kann ech weiderschwätzen?" „Här Weiler, ënnerbriecht mech net déi ganzen Zäit!" „Här President, ech héieren net d'Äntwert, well den Här Weiler mech ënnerbrécht." Tatsächlech hunn ech an där Kommissioun och eng gewësse Frustratioun erlieft vis-à-vis vu verschiddene Manéieren, wéi geschafft ginn ass. Mä, wéi gesot, dat eent schléisst dat anert net aus.

Wann ech virdrun... Hei gëtt gesot, ech hätt op d'Froen net geäntwert, Här President. Ech wëll just soen, d'Manipulatiounen: wann een op eng Kéier d'Gefill kritt, wéi wann déi Persoun probéiert, duerch mech duerno vun hirer Roll am Fong an dëser ganzer Affär ofzelenken! An ech hunn tatsächlech dat subjektiivt Gefill an duerno eben déi Confirmatioun duerch déi Ausso kritt, déi mech confortéiert huet.

An dowéinst hunn ech aus der Kommissioun demissionéiert! An et wor doudsécher an deem Interview! An hei gëtt gesot, et wier deen zweeten Dag gewiescht. Et wor deeselwechten Dag. Ech mengen, ech wëll elo mech... Eng Minutt 21 deeselwechten Dag... Den Här Wolter seet, et wier net deeselwechten Dag, mä da soll een och nolauschteren. Et schéngt, eng Minutt 21 an deem Interview vun deem Dag hunn ech gesot, dass ech am Abrëll demissionéiert hätt. D'ganzt Land weess jo, dass am Abrëll net d'Enquêtëkommissioun ugefaangen huet!

Ech hunn awer gemengt, wann dat Gefill do ass, manipuléiert ze ginn, a justement fir d'Aarbechte vun der Kommissioun net a Gefor ze stellen, dass d'Demissioun déi richteg Décisioun wier. An dofir hunn ech se geholl! An ech hat fonnt, dass, wann ech - déi Manipulatiounstentativ, déi duerno eben och d'Aarbechte vun der Kommissioun a Gefor gestallt hätt - net aus der Kommissioun demissionéiert hätt a bis zum Schluss bliwwe wier, dass dat eng aner Situatioun wier wéi déi Konsequenz, déi ech selwer gezunn hunn.

An ech hunn et virdrun och gesot, Här President, et wor net einfach, déi Décisioun ze huelen. Mä et wor meng Décisioun. An heibanne selwer si verschidde Leit, déi gesot hunn - an den Här Wiseler selwer, Här President -, ech hätt net mussen demissionéieren! Ech hunn awer gemengt, et wier méi opportun, fir eben d'Aarbechte vun der Kommissioun net a Gefor ze stellen!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Wann dat esou wouer ass, wat alles do gesot gëtt. Ech wëll awer just, datt Der mer d'Wierder net am Mond hei verdréit!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, hei ass elo gesot ginn, wéi - well ech insistéieren op deem dote Punkt -: Et géif em näischt geschéien! E Saz, deen een... A vill Confrèren heibanne kennen dee Saz: „Wann Iech näischt zu Schold ze bréngen ass, geschitt Iech näischt." Deen ass doudsécher gefall. Wann Der een hutt, deen Iech déi ganzen Zäit erkläert, e wier en piste an enger Geschicht an et géif em näischt geschéien oder et géif him alles geschéien an all deenen aneren, deene géif näischt geschéien, dann ass dat dee Saz, deen ee ganz oft seet. An och d'Clientë bei engem Affekot: „Wat riskéieren ech?" - „Ma wann Der jo net schëlleg sidd, net vill."

An dass ee seet: „Lee däi Kapp a Rou, wann s de der näischt virzewerfen hues!", ass gutt méiglech, Här President, nodeems den Här Kemmer mer gesot huet, en hätt sech näischt virzewerfen. Mä nach ëmmer: Wann en d'Wourecht seet! An ech hunn insistéiert, dass d'Wourecht hei sollt gesot ginn an net bei mir doheem an der Stuff!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An ech insistéieren op deem dote Punkt, dass ech de Rechtsstat wollt respektéieren, respektéiert hunn! Ech wollt d'Aarbechte vun der Kommissioun net a Gefor stellen! Ech hunn et d'lescht Woch gesot, ech soen et haut nach eng Kéier: Ech hätt sollen der Kommissioun et soen! Et wor e Feeler, dem Här Bodry, dem Här Meyers an dem Här Bausch et net ze soen, well ech hat näischt ze verstoppen! Déi Motiver, déi mech dozou bruecht hunn ze demissionéieren, woren honorabel Motiver, wou ech selwer gemengt hunn, dass et am Intérêt vun der Wourecht, am Intérêt vun dëser Affär wichteg wier ze demissionéieren, fir net duerno d'Aarbechte vun der Kommissioun a Fro ze stellen.

Hei gëtt och d'Fro gestallt, wéini ech d'Affär vun der Auer gewuer gi sinn. Wéi all déi aner Leit an der Kommissioun! Ech hunn net duerch den Här Kemmer... Souwisou, den Här Kemmer wor no deem Artikel vum 30. November. A mir hunn och - sauf erreur de ma part, mä do dierfe mer net driwwer diskutéieren - an der Commission de Contrôle vum Service de renseignement dem Här Juncker eng Kéier d'Fro gestallt iwwert d'Auer, a wou den Här Juncker - sauf erreur de ma part - gesot huet, hie géif dat doten elo regelen. Sauf erreur de ma part, ech wëll net duerno falsch zitéiert ginn!

Wéi gesot, Här President, ech wëll hei net, dass Froen op bleiwen. Ech hunn an dësem Dossier näischt ze verstoppen. Ech stinn zum Rechtsstat an ech bleiwen e Verfechter vun engem Rechtsstat hei zu Lëtzebuerg!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Statsminister. An dann zum Ofschloss huet den Här Justizminister d'Wuert.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Den Här Urbany huet mer e puer Froen nogeluecht. Ech wëll soen, Här Urbany, bei allem Verständnis fir Är Ongedold, mä Är Ongedold mécht dat, wat Der fuerdert, an dat, wat Der sot, net richteg. Et ass souguer hautement contestable, wat Der zum Deel sot. An dat weist mer, dass och zu Lëtzebuerg am Joer 2016 d'Diskussiounen iwwert d'Onofhängegkeet vun der Magistratur, iwwert d'Onofhängegkeet vun engem Ministère public net zu den historesch klasséierten Diskussioune gehéieren, wat mech éischter motivéiert, fir déi Stécker Onofhängegkeet, déi de Ministère public nach ëmmer net huet, an deenen nächste Joren éischter an d'Diskussioun ze ginn, wéi de Contraire.

Dir hutt nach eng Kéier den Artikel 19 opgeworf, wou Der sot, wéini e fir d'Lescht reforméiert ginn ass. Mä ouni elo wärend dëser Debatt eng detailléiert Enquête kënne gemaach ze hunn, wéini fir d'Lescht e Minister dee benotzt huet, kann ech Iech awer soen aus viregten Informatiounen, déi ech emol scho kritt hunn, dass dat awer äänlech laang wéi dat doten hier ass. Dat ass wierklech en Instrument, wat d'Justizministeren hei zu Lëtzebuerg zënter laanger Zäit net genotzt hunn. An dofir gëtt et och ganz gutt Grënn.

Dann hutt Der développéiert, dass de viregte Procureur général och emol scho ganz laang am Detail iwwer verschidden Instruktioune geschwat huet. Ech hat et virdru schonn erwäänt, ech maachen et dann awer nach eng Kéier, Här Urbany: De Procureur général oder och de Procureur d'État dierf dat. Dat ass virgesinn am Code d'instruction criminelle. Am Artikel 8 Alinea 3 steet kloer dran - ech kann Iech et och virliesen -, dass den «procureur général d'État ou le procureur d'État peut rendre publiques des informations sur le déroulement d'une procédure».

En huet awer dobäi Limitten: E muss respektéieren: d'Présomption d'innocence, d'Droits de la défense, den Droit à la protection de la vie privée an d'Dignitéit vun de Leit. Hien dierf dat! De Procureur général huet dat gemaach.

(Interruption)

Neen, mir maachen och elo keen Zwiegespréich, Här Urbany. Dir hutt d'Fro gestallt, ech beäntwerten Iech se.

Wann Der dat also erwäänt, da muss een och alles zielen de Leit, déi eis Debatte suivéieren. De Procureur général d'État an de Procureur dierfen dat an deene Limitten, déi gesat sinn.

Dann hutt Der verschidden Interpretatioune wëlle maachen aus deem, wat ech virdru gesot hunn. Ech soen Iech just: Déi Interpretatiounen, déi Dir maacht, sinn Är Interpretatiounen. Ech hunn a mengen Développementer Iech keen Ulass ginn, déi eng Interpretatioun enger anerer virzeéien. Ech hu virdrun erkläert, wéi d'Prozedur ass an hirer ganzer Bandbreet. Dass Dir wëllt een Element dovunner als Är Interpretatioun dovunner zréckbehalen, berout net op deem, wat ech gesot hunn. Mä Dir sidd selbstverständlech fräi, dorauser ze schléissen, wat Dir fir richteg haalt.

Dofir soen ech nach eng Kéier, dass mer eng Instruktioun clôturéiert hunn. Deen Dossier ass elo beim Parquet. Aner Instruktioune sinn en cours. Um Enn wäerten all Är Froe kënne beäntwert ginn, Här Urbany, wann d'Justiz hir Aarbecht gemaach huet.

Ech halen hei nach eng Kéier de Plädoyer, dass mer eis mat Vertrauen, wat d'Aarbecht vun der Justiz betrëfft, u si wenden. Ech hu Vertrauen, dass déi Instruktiounen esou gemaach ginn, wéi se musse gemaach ginn. An d'Konklusiounen dovunner wäerte public ginn.

Ech si selbstverständlech och no Ärer zweeter Interventioun net der Meenung, dass mer déi

Regelen, déi mer am Rechtsstat hunn, hei an haut net solle respektéieren. An ech mengen och, dass mer an deenen nächste Wochen a Méint an der Effentlechkeet mat Sécherheet doriwwer wäerte kënnen diskutéieren.

Ech wëll nach e lescht Wuert soen. Ech hunn elo grad den Term vun der Dignitéit benotzt bei deem, wat de Procureur général ze respektéieren huet, wann en iwwer eng Instruktioun schwätzt. Ech wëll awer och e lescht Wuert fir de Statsminister soen.

Ech muss soen, et kann ee politesch iwwer villes diskutéieren an iwwer villes streiden. Net richteg fannen ech et awer, wa mat enger bestëmmter Aart a Weis déi Debatt gefouert gëtt. De Premier huet sech an deene leschten Deeg munches un Ënnerstellunge musse gefale loossen. Dat, wat politesch ass, ass legitimm. All Fro muss kënne gestallt ginn. All Zone d'ombre muss kënne restlos opgekläert ginn.

Net richteg fannen ech et awer, wann ënnerstallt gëtt, dass Illegales gemaach gëtt. Nach haut de Mëtten an der Debatt huet den Här Gibéryen dat gemaach. Dat ass net de Fall! Iergendwann eng Kéier muss een och ophalen, Froen ze stellen, a sech selwer eng Äntwert ginn op déi Froen, déi ee stellt. Et geet net duer, Froen ze stellen. Et muss een och iergendwann eng Kéier selwer sech d'Äntwert ginn an da soen, ob Der mengt, dass eng Illegalitéit virläit oder net. D'Äntwert ass kloer: Neen! An da soll een dat och esou däitlech soen.

Et geet schlussendlech och ëm d'Éier vun engem: ëm d'Éier vun engem Politiker, ëm d'Éier vun engem Statsminister. A bei allem Verständnis fir all Froen, déi gestallt ginn: Et gëtt och iergendwou de Punkt, wou een och d'Éier vun engem Mënsch muss respektéieren, dee sech villes an deene leschten Deeg huet musse gefale loossen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Dir hutt an deene leschten Deeg, Här Gibéryen, ëmmer nees den Term „Ligen" an de Mond geholl. Haut hutt Der et net gemaach. Hei hätt Der kënne widdersprach kréien. Haut hutt Der lech net getraut, déi Termen ze benotzen.

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Dir hutt an der Press permanent vun der „Ligen" geschwat!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Sot d'Wourecht…

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- D'Lige bei engem Datum! D'Lige bei engem Datum! Dat muss ee sech emol iwwerleeën, ze ënnerstellen, dass deen Interview, deen den Här Bettel e Méinden, gëschter virun enger Woch, ginn huet, wou en zwee Datumer dee Moment net präsent am Kapp hat…! Dorauser ze ënnerstellen, et wier eng Ligen, dass ee bewosst en Datum géif falsch nennen! Eppes, wat jo näischt… Näischt ass méi liicht, wéi en Datum ze iwwerpréiwen, e publicken Datum! Allen Eeschtes ze ënnerstellen, dass de Statsminister hätt wëllen…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wësst Dir…

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- …mat engem Datum…

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Entschëllegt, Här President. Kann den Här…

(Protestations et interruptions diverses)

Här Gibéryen, wësst Der, wéi et Iech elo geet?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wat zielt ass, wat gesot ginn ass, net wat Dir denkt!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Här Gibéryen, wësst Der, wéi et Iech elo ganz e bësse geet? Wéi et dem Här Statsminister zënter zéng Deeg geet! Verdrot dat och!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech verdroen dat och. Ech hu kee Problem!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Dass Dir…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, wann ech gelift!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass kee Problem!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift! Wann ech gelift, elo hale mer op mat Dialogen! An den Här Justizminister kënnt zum Schluss vu sengen…

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- …lwwerleeungen, well d'Zäit ass och esou gutt wéi eriwwer.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Ech wëll just soen, fir an deenen Termen do ze schwätzen, dat ass einfach net richteg. An et geet och drëms, och wann e Feeler begaange ginn ass - den Här Bettel ass deen Éischten, dee sech de Reproche do selwer mécht -, et muss een och kënnen iergendwann eng Kéier dovun ausgoen, dass mir alleguer heibanne keng Supermënsche sinn. Jiddwereen huet och iergendwou d'Recht, ganz e bëssen och eng Kéier e Feeler ze maachen. Wann en e selwer agesäit a selwer korrigéiert, gereecht dat him och iergendwou zur Éier. Eis kann dat alleguerte geschéien. Mir sinn all nëmme Mënschen a mir si keng Maschinnen. Mir si keng Supermënschen, déi kee Feeler maachen. Eis alleguerte kann dat och geschéien. Ech hu Verständnis dofir.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nach eng Fro?

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech froe Parole après ministre, Här President, eleng schonn nëmmen, well eng vu menge Froen net beäntwert ginn ass: wéi et méiglech ass, dass d'Madamm Doris Woltz als Procureur d'État adjointe, déi sech ëm déi Dossieren do bekëmmert huet, op eemol gewiesselt ginn ass - nahtlos anscheinend, ech weess et awer net, oder mat enger Zäit dertëschent, an ech wëll wëssen, ob do eng Zäit dertëschent war - an d'Direktioun vum SREL.

An ech wëll awer och nach derbäisoen, ech respektéieren d'Onofhängegkeet vun der Justiz ganz staark, mä de Procureur, dat ass net nëmme Justiz, dee vertrëtt och den Intérêt général. An de Justizminister vertrëtt deen och. An ech fannen, et wier gutt, wann de Procureur général sech géif äusseren och zu deenen doten Affären, well d'Effentlechkeet dobausse verlaangt duerno.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Här Urbany, nach eng Kéier: Wann Der sot, dass Der d'Onofhängegkeet vun der Justiz respektéiert, da maacht et och! Et geet net duer, et ze soen, an et dann am ganze Rescht vun Ärer Ried net ze maachen. Da sidd och konsequent a maacht et!

Zu der Fro, wéi laang wéi ee Magistrat op wéi engem Dossier geschafft huet: Dat weess ech net.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Et ass eng hierarchesch Struktur, de Parquet, a si war schonn eleng dowéinst responsabel och fir déi Dossieren, iwwert déi mer hei diskutéieren. An et ass net seriéis, dass Dir als Justizminister lech hannert d'Justiz do stellt!

Dir sollt hannert d'Justiz goen, dass se virumécht an d'Effentlechkeet informéiert, wat do geschitt, am Respekt vun de Rechter selbstverständlech vu jiddwerengem a vun de Prozedure vun de Geriichter.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Dass mer ënnerschiddlech Vuen hunn op d'Onofhängegkeet vun der Justiz, ass spéitstens elo ganz kloer!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech hu vun der Justiz geschwat, net vum Parquet!

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo? Den Här Schneider freet d'Wuert, fir…?

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Här President, ech sinn ugeschwat gi vum Deputéierte Gibéryen mat enger, wéi ech fannen, surrealistescher Ënnerstellung, déi e probéiert huet, hei an de Raum ze geheien, andeem e vun engem SMS schwätzt, deen ech dem Här Kemmer soll gemaach hunn, wou ech dem Här Kemmer gesot hunn… An ech hunn deen SMS gemaach, ganz däitlech, ech hunn him geäntwert op eng Fro, näämlech seng Fro, wéini hien erëm kéint schaffe goen!

Well Dir wësst, dass an där Affär, wéi déi akut ginn ass, huet den Här Kemmer bei mir um Wirtschaftsministère geschafft an ech war Wirtschaftsminister. Du sinn zu engem gewëssen Zäitpunkt déi Uschëllegunge géint den Här Kemmer komm. Den Här Kemmer ass du vu mengem Ministère - well e war detachéierte Polizist - zréck bei d'Police detachéiert ginn. An do huet den deemolege Policeminister, den Här Halsdorf, e suspendéiert. Zënter deem Dag ass den Här Kemmer doheem a gëtt bezuelt, fir doheem ze bleiwen, well e suspendéiert ass, well…

(Interruption)

Et ass keen anere Choix, dat ass an der Rei!

…well den Untersuchungsriichter eben enquêtéiert.

Den Här Kemmer huet mech awer drop ugeschwat, wéini hien endlech erëm kéint schaffe goen. An ech zielen och dem Här Gibéryen, fir dass en d'ganz Geschicht kennt, wéi et dozou koum, dass den Här Kemmer mech dorop ugeschwat huet.

Do muss ech e bësse méi fréi ufänken, näämlech den 23. Mäerz hunn ech zu Sandweiler eng Konferenz gehalen iwwert d'Sécherheetspolitik hei am Land. No där Konferenz ass en eeleren, oder en ale Mann bei mech komm - ech weess net, ob et dem Här Kemmer säin Noper war oder Famill, dat kann ech mech net méi erënneren -, deen zu mir gesot huet: „Wat maacht Der mat deem aarmen Här Kemmer? Loosst deen dach erëm schaffe goen!" Du sot ech zu deem Mann: „Ech kann den Här Kemmer eréischt schaffen erëm dinn, wann d'Enquête géint hien ofgeschloss ass a wann et als net begrënnt…, also wann hie fräigesprach gëtt. Da kann en erëm schaffen, éischter kann ech do näischt maachen."

Den Dag duerno hunn ech den Directeur général vun der Police bei mir um Büro gehat, net wéinst dem Här Kemmer, mä do hunn ech en awer gefrot: „So, weess du iwwerhaapt, wou dem Kemmer seng Affär drun ass? Dat ass mer gëschter ugedroe ginn, dass deen erëm wëllt schaffen." Du sot dee mer, hien hätt Gerüchter héieren, d'Enquête wär ofgeschloss, mä e wéisst awer näischt Konkretes. Voilà! Dat dozou.

Du krut ech - dat war dann de 24. Mäerz - den 29. Mäerz eng SMS vum Här Kemmer, wou wahrscheinlech deen eelere Mann him gesot huet, en hätt mat mir geschwat an… Keng Anung! Op alle Fall huet e mer dunn erëm geschriwwen an en huet mech gefrot, fir erëm reaktivéiert ze ginn, fir also erëm dierfe schaffen ze goen.

Op déi SMS hunn ech him den 30. Mäerz geäntwert - datselwecht, wat ech deem eelere Mann gesot hunn -, näämlech, wann den Untersuchungsriichter d'Enquête ofgeschloss huet an d'Affär géint hie gëtt klasséiert, dass an deem Fall e selbstverständlech erëm schaffe geet, esou wéi dat am Gesetz virgesinn ass. Net méi an net manner!

Dat hat weder eppes mat där Geschicht hei ze dinn, nach mat soss eppes. Ech si säi Patron als elo Policeminister. Vun dohier muss ech jo och seng Suspendéierung dann erëm ophiewen, wann d'Affär géint hie klasséiert gëtt. Et ass net méi an et ass net manner. An ech wëll dat domadder hei och aus der Welt geschaaft hunn, ier dat dann och nach wochelaang den Tour dréit.

Plusieurs voix.- Très bien! Bravo!

Une voix.- Merci, Här Gibéryen, dass Der…

7. Ordre du jour (suite)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat si mer um Enn vun eisen Diskussiounen iwwert déi zwou Aktualitéitsstonnen.

Ech hu vum Här Erzéiungsminister gesot kritt, dass e bereet ass, direkt déi Motioun vum Här Kartheiser ze behandelen. Am Accord mat deenen eenzelne Fraktiounscheffen, kënne mer dat elo maachen?

(Assentiment)

An ech géif dann dem Här Kartheiser d'Wuert gi fir d'Presentatioun vu senger Motioun. An d'Riedezäite sinn déi, déi bei Motiounen üüblech sinn. Här Kartheiser.

8. Motion de M. Fernand Kartheiser relative à la maîtrise de la langue luxembourgeoise par le personnel travaillant dans toutes les crèches publiques et toutes les structures pour enfants

Exposé

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- Jo, Här President, villmools Merci. Dir Dammen an Dir Häre, ech sinn e bëssen iwwerrascht, datt dat elo esou séier geet. Mä dat stéiert eis guer net, well et ass e wichtege Sujet, a mir si jo och frou, wann d'Situatioun vun de Sproochen hei am Land zur Ried kënnt a wa mer kënnen doriwwer diskutéieren.

Mir liewen an engem Kontext hei am Land, wou d'Leit sech Suerge maachen ëm d'Sproochesituatioun, ëm d'Integratioun. An ech mengen, mir hunn och am Kader vum Referendum, am Kader vum Nationalitéitegesetz a leschter Zäit ëmmer erëm gemierkt, wéi sensibel d'Leit op déi Fro vun der Lëtzebuerger Sprooch an der Gesellschaft sinn.

Vill Leit stéiere sech drun, datt se a ville Geschäfter nëmme kënnen op Franséisch virukommen. Vill Leit stéiere sech drun, a mat méi wéi Recht, datt se an de Klinicken dacks op Sproocheproblemer stoussen. Mir hu Situatiounen a Klinicken, wou deen een Infirmier iwwer eng drëtt Persoun mat engem aneren Dokter oder esou communiquéiert, well se direkt net matenee kënne schwätze wéinst de Sproocheproblemer. Mir sinn an enger Situatioun, wou d'Regierung Radiosfrequenzen, déi virdrun op Lëtzebuergesch waren, elo op Franséisch verginn huet.

Alles dat ass eng Situatioun, wou d'Leit sech froen: Ma ass dat dann elo nach dat Land, wat sech zu senger Sprooch, zu senger Identitéit bekennt, oder si mer um Wee, fir awer - esou wéi d'Regierung et ëmmer wëllt duerstellen - eng wierklech méisproocheg Gesellschaft ze ginn, esou wéi Lëtzebuerg et net war? Lëtzebuerg war u sech eesproocheg, mat der Lëtzebuerger Sprooch, wou mer aner Sprooche matbenotzt hunn. Si mer um Wee, dat Lëtzebuerg ze änneren duerch d'Aktioun, duerch eng bewossten, guidéiert Aktioun vun dëser Regierung an eng aner Sproocherealitéit an dësem Land ze schafen, wéi dat hei bis elo am Land de Fall war?

An dëser Situatioun kënnt elo den Unterrechtsminister, den Här Meisch, a konfrontéiert eis mat enger neier Initiativ, datt schonn déi allerklengste Kanner vun engem bis véier Joer och solle mat der franséischer Sprooch familiariséiert ginn. Et ass wouer, deen anere Pendant ass, datt eben och auslännesch Kanner solle mat Lëtzebuergesch familiariséiert ginn. Mä dat ass jo awer dat Normaalst vun der Welt, datt e Land, wat eng staark Immigratioun kennt, och probéiert, déi auslännesch Kanner un déi eege Sprooch erunzeféieren.

Niewent där normaler Situatioun, der Integratiounsdémarche, kënnt also hei eng ganz aner, näämlech d'Familiariséierung, eesäiteg, mat enger vun eisen aneren administrative Sproochen, näämlech der franséischer Sprooch.

Dat bréngt eng ganz Rei Problemer, net nëmmen, wat elo déi Sproochesituatioun, déi politesch Situatioun vum Land ugeet, mä och fir d'Kanner. Ech mengen, hei geet et ëm Kanner vun engem Joer un, déi déi eege Sprooch nach net geléiert hunn - also déi eegen, ech schwätzen elo vun der Lëtzebuerger Sprooch, mä och vun aneren, wann eben an anere Familljen aner Sprooche geléiert ginn -, déi amgaange sinn, eréischt eng Sprooch ze léieren an déi dann direkt konfrontéiert ginn, net an engem normale Familljenëmfeld, mä an engem strukturellen Ëmfeld, och mat anere Sproochen. Dat ass e groussen Défi, deen net all Kand direkt ka meeschteren.

Dat hänkt ganz vill vun den Talenter oder vun de Méiglechkeeten, Entwécklungsméiglechkeete vun all Kand of. An et iwwerfuerdert virun allem och, et riskéiert déi ze iwwerfuerderen, déi doheem weder Lëtzebuergesch nach Franséisch schwätzen oder eng Sprooch, déi vläicht ganz no um Franséischen ass, obschonn et do jo och Ënnerscheeder gëtt. Mä all déi aner Kanner am Land, déi aus dem Kosovo, aus Albanien oder Gott weess vu wou kommen, déi also keng vun deenen zwou Sproochen hunn an déi elo direkt mat zwou Friemsprooche konfrontéiert ginn, amplaz mat der Lëtzebuerger Sprooch als Integratiounssprooch, an där mer eis awer als Land sollen alleguer erëmfannen, fir och an Zukunft eng Situatioun vu Kohäsioun an dëser Gesellschaft ze hunn.

Et ass also eng Initiativ, déi sécher op d'Käschte vu verschiddene Kanner geet, niewent all deenen anere Problemer, déi et och méi schwéier mécht, wa Kanner Léierschwieregkeeten hunn am sproochleche Beräich, fir dat kënne fréizäiteg ze detektéieren.

Et muss ee sech och an déi Situatioun vu Familje versetzen, déi hir Kanner wëllen doheem erzéien. Mir wëssen, datt d'Regierung déi Familje souwisou net ënnerstëtzt, mä just ee Modell ënnerstëtzt, näämlech de Modell vun deene Familljen, wou déi zwee Elterendeeler solle schaffe goen an d'Kanner a staatleche Strukture sollen erzu ginn. Et ass dee Modell, deen dës Regierung ënnerstëtzt. Och en ideologesche Modell, dee jo bewosst dorobber higeet, datt et de Stat ass, dee soll d'Kanner erzéien.

A wat hei elo geschitt, dat verstäerkt eigentlech, op eng indirekt Manéier, och nach e Gefill vun Onsécherheet bei deene Familljen, déi hir Kanner selwer wëllen erzéien. Well, wat geschitt? Déi Elteren, déi hir Kanner selwer wëllen erzéien, sinn elo konfrontéiert mat engem potenzielle Virdeel (veuillez lire: Nodeel), fir et emol esou ze soen, an engem herno schoulesche Konkurrenzëmfeld, datt gesot gëtt: Ma déi eng, déi léiere schonn direkt eng aner Sprooch. An déi Kanner, déi dat doheem net kréien, déi sinn dann herno benodeelegt.

Wann een dat bei all déi aner finanziell, gesellschaftspolitesch, medial an aner Nodeeler derbäirechent, mat deenen déi Familljen am Abléck konfrontéiert sinn, da kann ee wierklech just soen, datt d'Regierung hei e weidere Schratt géint déi Eltere mécht, déi drop halen -

a mat Recht! -, fir hir Kanner selwer ze erzéien. Et ass einfach erëm e weideren Zougréff vum Stat op d'Kannererzéiung.

Mir als ADR proposéieren an dëser Motioun eng ganz aner Démarche. Mir bekennen eis zu Lëtzebuergesch als Integratiounssprooch. Mir hätte gär, datt an de Strukture Lëtzebuergesch geschwat gëtt, datt d'Kanner Lëtzebuergesch léieren, datt mer eng bewossten, voluntaristesch Integratiounspolitik maachen.

Mir froen an dëser Motioun och vun der Regierung, datt mer e Rapport iwwert de Précoce kréien, fir datt mer emol kucken - well dat ass jo dowéinst agefouert ginn, datt d'Kanner Lëtzebuergesch léieren -, datt mer emol wëssen, wéi d'Situatioun do ass, wat den Erfolleg vum Précoce ass.

Mir hätte gär, datt iwwer adequat Methoden, wéi den Agrément, wéi Kollektivverträg, déi zu enger Obligation générale erkläert ginn, dës Regierung bewosst Schrëtt setzt, fir sécherzestellen, datt och jiddwereen, deen an deem Secteur schafft, Lëtzebuergesch schwätzt. Net nëmme mat de Kanner, mä och datt d'Eltere kënnen dohigoen an esou eng Struktur, egal wéi eng dat ass, a Lëtzebuergesch mam Personal schwätzen, wat do schafft.

Ech gesinn, Här President, Dir maacht mech wéi ëmmer frëndlech drop opmierksam, datt ech muss zum Schluss kommen. Ech soen Iech Merci.

An dofir ass ganz kloer dës Motioun vun der ADR eng Initiativ fir d'Lëtzebuerger Sprooch, eng Initiativ fir d'Integratioun vun den Ausländer, an op jidde Fall och eng Initiativ fir d'Kanner, déi mer net wëllen iwwerfuerderen, mä déi mer wëlle begréissen a Strukturen, wou se sech kënne beschtméiglech entwéckelen!

Ech soen Iech Merci.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Wuertmeldungen dozou? Den Här Berger.

Discussion générale

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Et wär vill zu där Motioun ze soen. Ech mengen, de Minister Meisch wäert och nach déi eng oder aner Saach soen.

Ech wëll just zu engem Punkt awer eppes soen am Considérant, mä wat awer elo och den honorabelen Här Kayser, Kartheiser - pardon! -, den Här Kartheiser, entschëllegt,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et ass eng Ofkierzung.

M. Eugène Berger *(DP).*- ...hei elo e puermol gesot huet, datt déi kleng Kanner iwwerfuerdert wieren, wa se zwou Sprooche misste léieren.

Ech wëll éischtens soen, datt dat wëssenschaftlech falsch ass! An den Här Kartheiser kënnt jo aus engem Milieu, wou e fréier als Diplomat och vläicht mat ville Leit konfrontéiert war, déi eben duerch hire beruffleche Wee domadder konfrontéiert waren, datt hir Kanner zwou Sprooche geléiert hunn. A besonnesch an Etüden, déi an de 60er Jore waren, ebe bei Diplomaten, ass dat erausfonnt ginn déi éischte Kéier, datt d'Kanner ebe just, wa se kleng sinn, am Alter tëschent 0 an 3 Joer, vill méi einfach net nëmmen zwou, mä heiansdo och dräi oder véier Sprooche kënne léieren.

Ech muss soen, ech selwer bei mir doheem - ech sinn also hei befaangen, kann ech soen -, ech hunn zwee Kanner, déi och vun der éischter Sekonn un zweesproocheg opgezu gi sinn. Dat war net, well se méi douéiert waren. Deen een ass haut Mathematiker, dat anert ass méi Literat. Mä déi hate kee Problem, fir déi zwou Sproochen, Franséisch a Lëtzebuerg, ouni Problem mat dräi Joer ze schwätzen, well se an deem ganze Milieu vun zwou Sproochen opgewuess sinn. Et soll een also dofir, wann ech gelift, domadder ophalen.

Ech mengen, d'leschte Kéier hat och d'Madamm Hansen, vun der CSV hat ech dat gelies, iergendwou eppes gesot, wat, éischtens, wëssenschaftlech falsch ass, wat och, zweetens, um Terrain, an ech kéint Iech vill Elteren... Well dat jo och a Situatiounen ass, wou Eltere sinn, déi zwou verschidde Sprooche schwätzen, datt et an x Stéit esou ass, wou d'Kanner guer kee Problem hunn - au contraire! -, datt et bewisen ass, datt d'Kanner, wa se kleng sinn, wierklech gutt mat méi Sprooche kënnen ëmgoen. An datt dat eng Chance ass an datt een dat also soll notzen!

Voilà! Ech wollt dat awer eng Kéier hei och als fréieren Enseignant, dee vill mat esou Situatiounen och an de Klasse betraff war, kloerstellen. An, wéi gesot, fir de Rescht wäert de Minister oder och nach aner Riedner dann zu där Motioun Stellung huelen. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Berger. An entschëllegt, Madamm Hansen, ech hat lech net gesinn. Dir hutt d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dat ass net schlëmm. Merci, Här President. Also, als Éischt wéilt ech soen, datt mir als CSV mam Här Minister Meisch sengem Projet net averstane sinn. Do hate mer an der leschter Kommissioun och schonn e bësse méi driwwer diskutéiert. Mir hu méi Grënn opgezielt gehat - ech wäert dat elo net méi nach eng Kéier alles widderhuelen -, mä et ass keng konkret wëssenschaftlech Basis do fir dëse Projet. An do ka villes falsch gemaach ginn, wann ebe kee konkret Konzept do ass.

Et war ugedeit ginn, et géif ee Konzept ausgeschafft gi mat der Uni Lëtzebuerg. Dat ass net gemaach ginn. Den Här Minister Meisch sot och selwer, et wier nach kee richtegt Konzept do.

Mir sinn der Meenung, datt d'Famillje sollen an deem Alter de Choix hunn, wou se hir Kanner higinn, ob se hir Kanner doheem halen oder net, ob se doheem mat hire Kanner Lëtzebuergesch schwätzen an esou weider. Den Här Minister sot zwar, et wär eng fakultativ Moossnam. Mä mir wësse jo, wann dës Aart vu Kannerbetreiung gratis ass, an et ass déi eenzeg, déi gratis ass, dann ass d'Entscheedung séier geholl!

Mir wäerten awer d'Motioun net matstëmmen. Mir wäerten eis enthalen, an dat virun allem aus zwee Grënn. Deen ee Punkt: Lëtzebuergesch als Integratiounssprooch an exklusiv Kommunikatiounssprooch an alle Strukture fir Kanner vun engem bis véier Joer, dat wäert an eisen Ae schwiereg ginn, well mer hu jo och net nëmme lëtzebuergeschsproocheg Kanner. An d'Kanner fille sech ganz sécher méi wuel, wa se och an enger Sprooch kënne schwätzen, déi se kennen.

An datselwecht op engem anere Punkt, wou drasteet, datt u sech alleguer d'Persoune misste Lëtzebuergesch schwätzen, déi an deene Strukture schaffen. Et wär sécherlech luewenswäert. Mä ech mengen, dat kréie mer an nächster Zukunft net direkt esou hin. Also wäert d'CSV sech hei enthalen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Hansen. Den Här Claude Haagen.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Merci, Här President. D'LSAP wäert dës Motioun net matstëmmen. Ech mengen, mir hunn an der zoustänneger Kommissioun déi leschte Kéier ganz am Detail heiriwwer diskutéiert. Do sinn déi verschidde Meenungen openeegetraff. An et ass kloer, datt mir hei de Projet de loi vun der Regierung ënnerstëtzen. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Haagen. Den Här Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech fannen et interessant, datt den Här Kartheiser de Sujet opgräift vun der Villsproochegkeet, vun der Méisproochegkeet. Mir haten, an dat ass och scho gesot gi vum Här Haagen, an der leschter Éducatiounskommissioun intensiv iwwert dee Projet, deen d'Regierung annoncéiert huet, geschwat. Et ass e Projet, deen an aacht Institutioune leeft. Mir sinn der Meenung, datt dee Projet effektiv vill Froen opwerft. Mir sinn an engem Land, wou et net nëmmen eng Nationalsprooch gëtt, mä mir hunn dräi offiziell Sproochen, dovunner eng Nationalsprooch an zwou anerer, déi och niewenteneen am Gebrauch sinn. Ech wäert awer bestëmmt nach op déi Méisproochegkeet zréckkommen.

Och dee Projet werft wierklech eng Rei Froen op. Et ass eng Pilot-Situatioun, et ass eppes, wou mer net Erfahrungen am Ausland kënne kucke goen. Et ass spannend. Et ass bedauerlech. D'Uni ass erwäänt ginn, datt d'Uni an deenen zéng Joer Existenz nach keng Viraarbecht do gemaach huet. Ech waarden nach ëmmer op Resultater, wéi mer mat der Méisproochegkeet sollen ëmgoen, vun der Uni. A bis elo ass nach näischt do.

Mir wäerten als gréng Fraktioun awer déi Motioun hei net matstëmmen. Et ass schonn eppes drun, wat d'Madamm Hansen gesot huet, effektiv, wann ee seet, datt Lëtzebuergesch soll eenzeg Integratiounssprooch sinn. Dat ass e Wee, wou mer mengen, deen ass net realistesch.

Mir mengen och, datt d'Regierung net méi Duerjernee mécht an där Sproochevillfalt, déi mer hunn, mä datt d'Regierung déi Sproochevillfalt, déi mer hunn, unerkennt a probéiert, dann Efforten ze maachen, wéi mer besser domadder kënnen eens ginn. Mir hu festgestallt, datt an der leschter Zäit ganz vill Strukturen entstane sinn. An d'Sprooche léiere war eis bis elo egal. Do werft d'Regierung elo e Bléck drop, mat engem Pilot-Projet. Dat begréisse mer.

Och wat den Här Kartheiser opgeworf huet, dat ass natierlech e Problem, wéi mer an de Spideeler ëmgi mat eise Sproochen an an de Geschäfter. Déi Léisungen, déi d'ADR hei proposéiert, sinn allerdéngs an eisen Aen net realistesch, well mer mengen, datt et einfach net méiglech ass, datt all Persoun, déi mat vergläichbaren Aufgaben och am Privatsecteur chargéiert ass, Lëtzebuergesch schwätzt. Mir wëssen, datt an eise Spideeler extrem vill Efforte gemaach ginn, an trotzdeem kann net jiddweree Lëtzebuergesch. A wa mer dann de Choix hunn, ob keen do ass, oder een, deen dann eben, leider, nach net Lëtzebuergesch kann, dann hunn ech léiwer, et ass een do.

An an därselwechter Logik menge mer och, datt mer dee Projet hei solle lafe loossen. Mir wäerten d'Regierung bei deem Projet hei ënnerstëtzen. A mir wäerten nach, ginn ech dovun aus, ëfters d'Geleeënheet kréien, fir hei an der Chamber eis mat der Sproochevillfalt zu Lëtzebuerg an an eisem Educatiounssystem auserneenzesetzen. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Adam. An dann hu mer... Neen, et ass nach net um Här Éducatiounsminister, mä fir d'Éischt nach um Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Jo, also aus eegener Erfahrung e bëssen, wéi och den Här Berger erzielt huet, kann ech nëmme confirméieren, datt et duerchaus méiglech ass, als Klengkand zweesproocheg grouss ze ginn. Et ass mir jo och geschitt a mengem Brudder: Franséisch a Lëtzebuergesch. Genau an därselwechter Konstellatioun: vill Franséisch doheem an duerno lues a lues Lëtzebuergesch ëmmer méi an der Schoul. An dat funktionéiert relativement gutt.

A grad an deem Alter ass et jo bekannt, datt d'Kanner eng gréisser Assimilatiounscapacitéit hunn, wat d'Sproochen ugeet. Et ass déi éischte Kéier d'ailleurs, datt ech déi Theorie héieren, datt dat ganz komplizéiert wier. Mä et komme vill Theorië vun der ADR, déi ech fir d'éischte Kéier emol héieren...

(Hilarité)

...an déi néierens wëssenschaftlech beluecht sinn.

Ech mengen, wat wichteg ass, a mir däerfen dat ni aus den Ae verléieren, also eis Positioun ass éischter déi, fir an déi Richtung ze goen, an dat ass och déi, déi nach viru Kuerzem vum Här Fernand Fehlen och verteidegt ginn ass: Mir si scho fir eng Alphabetiséierung op Lëtzebuergesch, well mer der Meenung sinn, datt et wichteg ass, datt déi Sprooch schlussendlech, déi awer benotzt gëtt, vu jiddwerengem gutt beherrscht gëtt, vu Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger hei an dëser Gesellschaft. Dat hu mer schonn e puermol gesot. Mir sinn net der Meenung, wéi d'ADR, datt déi wichtegst Sprooch hei zu Lëtzebuerg Däitsch misst sinn; wann ech dat richteg erausliesen. Mä bon, dat huet vläicht och eng historesch Traditioun.

Mir sinn awer der Meenung, datt Lëtzebuergesch misst geléiert ginn, a Franséisch och intensiv geléiert ginn, fir datt och déi kleng Lëtzebuerger, déi et net onbedéngt ëmmer einfach hunn, fir déi laténgesch Sprooch besser ze beherrschen, déi awer ganz wichteg ass hei zu Lëtzebuerg, fir déi méi intensiv ze léieren. Däitsch musse mer weiderhi léieren, mä wann ee scho gutt Lëtzebuergesch kann an doran alphabetiséiert gouf, da wäert d'Léiere vum Däitsche vill méi einfach si fir Lëtzebuerger a fir Netlëtzebuerger. Ech mengen, et misst een éischter an déi Richtung goen. Ech mengen, déi Diskussioun wäerte mer nach féieren.

Aus deenen Ursaache wäerte mer d'Motioun vun der ADR net ënnerstëtzen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wagner. An d'Wuert huet elo den Här Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Jo, et huet mech och e bësse gewonnert, datt haut esou eng Motioun komm ass, well mer d'lescht Woch an der Kommissioun awer ausgiebeg doriwwer informéiert an och diskutéiert hunn. Den Här Kartheiser, mengen ech, hat do keng Fro gestallt. An ech muss mech och zimlech onkloer ausgedréckt gehat hunn, well munches vun deem, wat ech wollt kloermaachen, schéngt dann awer op d'mannst bei him net esou kloer ukomm ze sinn, duerfir wëll ech nach eng Kéier kuerz drop agoen.

(Interruption et hilarité)

Jo. Ech wëll nach eng Kéier kuerz soen, wat mir wëllen. Mir wëllen, datt mer Kanner vu klengem u fërderen an der Entwécklung vun hire kommunikative Kompetenzen. Mir wëlle ganz kloer och d'Familljesprooch stäerken, obscho mer wëssen, datt dat natierlech schwéier ass, a mer mussen duerfir onbedéngt d'Eltere mat an deen dote Prozess abannen.

Mir wëllen individuell kucke beim Kand, wat fir eng Sprooch et doheem schwätzt, wat fir e Sproocheportfolio et vläicht scho mat an déi Struktur bréngt, an en fonction dovunner kucken, wat fir eng aner Sprooche mer lues a lues och kënnen opbauen, mat wat fir engen datt mer et solle familiariséieren; mat deem ausländnesche Kand prioritär natierlech kucken, et och un d'lëtzebuergesch Sprooch erunzekréien; mat deem Kand, wat scho Lëtzebuergesch kann, och prioritär kucken, datt mer et och un d'franséisch Sprooch eruféieren an datt et sech domadder ausenanersetzt, fir déi extrem breet Heterogenitéit, déi mer hunn, déi mer och haut an eise Schoulen hunn, déi mer jo och an eiser Gesellschaft hunn, op e bësse méi homogen Gruppe kënnen zréckzeféieren, wou een da souwuel Lëtzebuergesch wéi och schonn Elementer vun der franséischer Sprooch beherrscht, wéi an der Mammesprooch gestäerkt ginn ass, wann een dann duerno, no der Crèche, nom Cycle 1 vum Fondamental am Cycle 2 mat dem formale Sproochenunterrecht ufänkt.

Mir stellen och haut fest, datt mer dat dote komplett dem Zoufall iwwerloossen; dat eigentlech just en fonction dovunner, wat fir e Personal datt d'Crèche konnt rekrutéieren, wat fir eng Sprooch datt do geschwat gëtt. Mir wëllen dat elo emol uerdnen a kloer Zilsetzunge setzen, wat och d'Sprooch a wat déi kommunikativ Förderung an der Crèche ubelaangt, well dat haut eigentlech néierens en Thema ass.

Firwat maache mer dat? Well mer jo och d'Méisproochegkeet wëlle förderen a se als positivt Element vun eiser Gesellschaft gesinn. Well mer och op d'Schoul wëlle preparéieren. Well mer haut wëssen, datt en Deel vum Échec scolaire dorobber baséiert, datt een ebe Schwieregkeeten huet mat där Sproochesituatioun, déi mer hunn, a mat deene Sproochenufuerderungen, déi mer hunn.

An ech hu virun allem vum Här Kartheiser nach net héieren, datt mer déi Ufuerderunge sollten erofsetzen. An ech wär och net esou d'accord domadder, wann en et géif fuerderen. An ech denken, datt mer domadder och e grousse Meilesteen awer erreechen, wat d'Integratioun vun all de Kanner an eis Gesellschaft ubelaangt, virun allem eben déi, déi vun doheem aus kee Lëtzebuergesch mat op de Wee kréien, datt déi besser Chancen herno hunn.

Wann ech awer kucken, wat hei d'ADR an där Motioun fuerdert, dann heescht dat eigentlech, datt guer näischt soll änneren. An domadder...

(Interruption)

Et ass dem Här Kartheiser seng Motioun.

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Et ass awer déi ganz ADR?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir stinn derhannert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Okay, an der Rei. Dann ass dat elo emol wichteg hei ze notéieren.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et kann een d'ADR net mat der DP vergläichen.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Da soll do eigentlech guer näischt änneren. An domadder kann ech nu wierklech net zefridde sinn, well dann ännere mer och ebe guer näischt un deene Problemer, déi mer awer hunn, wat de Sproochenunterrecht ubelaangt, wat d'Integratioun vun den net lëtzebuergesche Kanner an der Gesellschaft ubelaangt, wat och d'Schwieregkeete vu lëtzebuergesche Kanner virun allem mat der franséischer Sprooch ubelaangt. An domadder kann ech net d'accord sinn.

Ech kann och mat engem anere Punkt net d'accord sinn. Mä do sinn ech jo och net eleng heibannen. Do hunn ech mat Satisfaktioun festgestallt, datt et eben net sënnvoll ass, datt mer elo dat franséischsproochegt Personal alleguerten a Lëtzebuergeschcourse schécken, fir datt se duerno mat de Kanner e schlecht Lëtzebuergesch schwätzen. Well dat, wat dat Schlechtst ass, wat ee mat klenge Kanner ka maachen, dat ass, datt een eng schlecht Sprooch mat hinne schwätzt. Dann ass et besser, si géife souguer hiert Franséischt mat hinne schwätzen, dann hunn d'Kanner e gudden Interlocuteur am Franséischen, un deem se sech kënnen orientéieren, wéi datt se sech herno e schlecht Lëtzebuergesch oder e gebrachent Lëtzebuergesch géifen do uneegnen an dat probéieren ze imitéieren.

Duerfir an och aus ganz villen anere Grënn proposéieren ech der Chamber hei, déi Motioun

ofzeleenen. Ech sinn awer selbstverständlech bereet, an der Kommissioun déi Diskussioun do weiderzeféieren, esou wéi et och vun aneren Deputéierte gefrot ginn ass, och an der Kommissioun Etapp fir Etapp, wa mer iwwert de Pilotprojet ewech sinn, kucken, wat fir Richtlinne mer definitiv festsetzen, wa mer un engem Projet de loi och méi wäit geschafft hunn, fir och iwwert déi finanziell Regelen, déi Gesetzesregelen alleguerten, wa mer déi definéiert hunn, dann an der Kommissioun weider d'Diskussioun kënnen ze féieren.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Erzéiungsminister.

Mir géifen dann direkt zum Vott iwwert d'Motioun iwwergoen.

Vote sur la motion

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

59 Participatiounen: 35-mol Neen, 3-mol Jo an 21 Abstentiounen. Domat ass d'Motioun net ugeholl.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Serge Urbany (par M. David Wagner) et David Wagner;

M. Gilles Roth.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Serge Wilmes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Marc Spautz), Michel Wolter et Laurent Zeimet.

Mir géifen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 6811 iwwert d'Benotzung vun Informatiounen aus dem ëffentleche Secteur oder d'Erëmbenotzung vun esou Informatiounen. An d'Wuert huet elo direkt de Rapporteur, den honorabelen Här André Bauler.

9. 6811 - Projet de loi modifiant la loi du 4 décembre 2007 sur la réutilisation des informations du secteur public

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, de la Communication et de l'Espace

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi allermeescht vun eis heibannen hu sech scho méi wéi eng Kéier iwwer staatlech Internetsäiten Informatioune verschaaft, déi se entweder an hirem privaten oder an hirem beruffleche Liewe gebraucht hunn. Ech denken do zum Beispill un de Geoportail, wou ee mat Liichtegkeet topografesch oder kadastral Donnéeë fënnt.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Deslescht huet eng vu menge Bekannten d'Kadasternummer vun hirem Haus gebraucht, fir vun der TVA logement ze profitéieren. Amplaz laang an de Classeuren ze sichen, ass si direkt iwwert dëse Portail un déi gefrote Kadasternummer komm. Datselwecht gëllt fir de Portail des statistiques, wou ee ganz séier an op eng iwwersiichtlech Manéier all Zuelematerial iwwert d'Lëtzebuerger Wirtschaft, den Aarbechtsmaart, d'Bevëlkerung oder den Zoustand vun der Gesellschaft fënnt.

A wann ee sech en Iwwerbléck iwwert d'Wieder verschafe wëllt, da geet een op MeteoLux.lu luussen, wou een all Previsioune fënnt. Och ënnerschiddlech Appen droen haut derzou bäi, datt een net fir all Informatioun den Tëlefon muss huelen, fir engem Beamten unzeruffen, fir esou en Detail gewuer ze ginn. Dat spuert jiddwerengem Zäit: der Verwaltung, dem Client oder dem Steierzueler.

All dës Date stellen och e Wuesstumspotenzial duer, well se et privaten Ubidder erlaben, fir nei interaktiv Servicer an Inhalter unzebidden an esou zu der Entwécklung vun der digitaler Ekonomie bäizedroen.

Dëse Projet de loi setzt d'Direktiv 2013/37 an nationaalt Recht ëm. Et ass eng Richtlinn iwwert d'Réutilisatioun vun den Informatiounen aus dem ëffentleche Secteur, déi de 26. Juni 2013 am Europäesche Parlament ugeholl gouf. Dës Richtlinn ergänzt déi vum 17. November 2003, déi de generelle Prinzip iwwert d'Accessibilitéit an d'Neesbenotzung vun den Informatiounen op europäeschem Plang etabléiert hat.

D'Direktiv vun 2003 hat d'Konditioune fixéiert, no deenen d'Informatiounen aus dem ëffentleche Secteur an der ganzer EU kéinte benotzt ginn. Si huet esou wëllen d'Barrièren an dësem Beräich ofbauen, déi verhënnere kéinten, de groussen europäesche Bannemaart an dësem Beräich ze verwierklechen.

D'Direktiv vun 2003 huet d'Regel opgestallt, datt eng ganz Rei Donnéeë solle gratis oder bal gratis zur Verfügung gestallt ginn. Déi nei Direktiv vun 2013 vergréissert de Perimeter, andeems se och déi kulturell Instituter abënnt. Si dréit domadder der Entwécklung Rechnung, datt d'Opmaache vun den ëffentlechen Informatiounen net nëmmen op déi klassesch Verwaltunge begrenzt soll sinn. Ech komme spéider nach eemol dorobber zréck.

Madamm Presidentin, den ëffentleche Secteur erfaasst, erstellt, reproduzéiert a verbreet en extrem grousse Spektrum vun Informatiounen. Dës Informatiounen, sief et Kaarten, Satellittebiller, Gesetzestexter, Reglementer, Jurisprudenzen, Statistiken, Gesellschaftsregëster, Donnéeën iwwer Stroossen, Breveten, d'Bevëlkerung, etc., déi stellen e Wuesstumspotenzial duer, an zwar an deem Mooss, wou aner Akteure capabel sinn, fir se ze benotzen, fir esou nei interaktiv Servicer an nei Inhalter mat engem Méiwäert ze proposéieren, souwuel fir d'Bierger wéi och fir d'Betriber. Dëst dréit natierlech och zur Entwécklung vun der digitaler Wirtschaft bäi.

D'Zil vun der Direktiv ass et, datt grenziwwerschreidend Produkter an Déngschtleeschtungen ugebuede ginn. Dat ass awer nëmme méiglech, wann d'Neesbenotzung vun Informatiounen an der Europäescher Unioun deeneselwechte Kritären ënnerläit.

D'Haaptännerung läit doranner, datt duerch dës nei Direktiv e regelrechten Droit de réutilisation agefouert gëtt. Dat heescht an anere Wierder, datt et elo net méi de Verwaltungen iwwerlooss ass, d'Informatioun zur Verfügung ze stellen oder net, mä d'Memberstate ginn derzou verflicht, alleguerten d'Informatiounen aus dem ëffentleche Secteur zougänglech ze maachen, soulaang se ënnert d'Bestëmmunge vun dëser Direktiv falen.

Eng aner Neierung ass déi, datt an dësem Gesetz och de Principe de gratuité verankert gëtt. Dat heescht also, datt d'Neesbenotzung vun den Informatiounen aus dem ëffentleche Secteur am Prinzip gratis ass. Wann allerdéngs eng Redevance gefrot ass, dierf déi net iwwert de Coût marginal, also d'Grenzkäschten, erausgoen. Dat heescht an anere Wierder: Wann de Benotzer elo zum Beispill Trafic- oder Meteoinformatioune weider benotzt, dann dierf just de Méiopwand berechent ginn, deen dës Beaarbechtung mat sech brëngt, an net déi Fixkäschten, déi souwisou ufalen, onofhängeg vun der Demande vum Notzer.

Déi aner Neierung besteet doranner, datt dës Direktiv de Perimeter vun der Neesbenotzung vun Informatiounen op Kulturinstitutiounen, wéi zum Beispill Bibliothéiken, Muséeën oder Archive vergréissert. Dat erkläert sech aus enger gradueller Entwécklung aus deene leschte Joren, aus där ersiichtlech gouf, datt d'Opmaache vun den ëffentlechen Informatiounen net nëmmen déi reng administrativ Institutioune betrëfft.

Allerdéngs fonctionnéieren déi kulturell Institutiounen ënner engem liicht anere Regimm. Wann déi kulturell Institutioune Besëtzer vun den intellektuelle Propriétéitsrechter sinn, kënnen d'Dokumenter just weiderbenotzt ginn, wann dat ausdrécklech geneemegt ass.

Wat d'Käschten ubelaangt, spillt hei och net de Principe de gratuité respektiv gëtt net onbedéngt d'Berechnungsmethod vun de sougenannte Coûts marginaux applizéiert. Hei ginn nach zwee zousätzlech Elementer berücksichtegt. Well et jo spezifesch ëm d'Erhale vun eisem Patrimoine geet, ginn hei och nach éischtens d'Käschte fir d'Erhale vun den Donnéeën an zweetens d'Käschten, fir d'Rechter ze kafen, mat a Betruecht gezunn.

De Statsrot huet a sengem Avis vum 24. November 2015 ënnerstrach, datt een dëse Gesetzesprojet mat deem vun enger transparenter an offener Verwaltung muss koordinéieren, dat souwuel um Niveau vun der Terminologie wéi um Niveau vum Champ d'application, well déi zwee Projeten äänlech Thematiken ofdecken. Et läit och an eisen Aen op der Hand, datt dëst Gesetz Hand an Hand mat deem vun der Administration transparente et ouverte, dat jo de 5. Mee d'lescht Joer déposéiert gouf, muss goen. An dofir schéngt et mir och evident ze sinn, datt béid Gesetzer wäerten openeen ofgestëmmt ginn.

Madamm Presidentin, de Statsrot huet eng Opposition formelle formuléiert. An zwar huet e verlaangt, datt um Niveau vum Artikel 6, dee jo d'Prinzipie vun der Tarificatioun behandelt, wat d'Notze vun den Informatiounen am ëffentleche Secteur ugeet, den Text muss vervollstännegt ginn. En huet dofir proposéiert, déi wesentlech Prinzipie vun der Tarificatioun an d'Gesetz anzeschreiwen an d'Detailer an engem Reglement ze regelen.

D'Kommissioun huet den Textvirschlag vum Statsrot akzeptéiert an huet d'groussherzoglecht Reglement analyséiert, dat eis virgeluecht gouf, dat déi objektiv, transparent an novollzéibar Kritären, déi ee brauch, fir de Montant vun de Redevancen ze rechnen, fixéiert.

Wat den Artikel 6 da weider ugeet, esou huet de Statsrot verlaangt, datt dësen un dat internt Lëtzebuerger Recht muss ugepasst ginn, an dat „sous peine d'opposition formelle". Och hei huet d'Kommissioun déi Remarque ugeholl an huet de gefrotene Passus, „en vertu de la loi", bäigefüügt.

De Statsrot hat d'Chamber dann och nach gebieden, dat franséischt Beispill ze suivéieren, dat de Prinzip vun der Gratuitéit verlaangt. De Statsrot preziséiert näämlech, datt an de meeschte Fäll d'Berechnen an d'Ophiewe vun der Redevance riskéieren e Käschtepunkt erwirzeruffen, deen iwwert dem Montant vun der Redevance, déi opgehuewe gëtt, läit. De Statsrot gëtt näämlech ze bedenken, datt et méi opwendeg an deemno méi deier gëtt, wann een ausrechne muss, wat déi genee Héicht vun de Käschte soll sinn.

Mir sinn eis bewosst, datt de Prinzip vun der Gratuitéit sech an de politesche Wëlle vun der Initiativ „Digital Lëtzebuerg" aschreift a vum Portail „OpenData". D'Gratuitéit begënschtegt d'Innovatioun an eng nei Notzung vun Informatiounen. An dofir ass den Text vun dësem Gesetzesprojet op Urode vum Statsrot jo wärend de Kommissiounsaarbechten och an deem Sënn ofgeännert ginn. An de Prinzip vun der Gratuitéit gouf dra verankert.

Wat de Paragraf 4 vum Artikel 6 ubelaangt, deen déi spezifesch Redevance fir Kulturinstitutiounen applizéiert, esou hat de Statsrot eng Tarificatioun virgeschloen, déi och op de marginale Käschte baséiert ass. D'Kommissioun huet awer décidéiert, dem Conseil d'État hei net ze follegen, well sech dat, wéi ech scho virdru gesot hat, guer net esou einfach ëmsetzen/verwierkleche léisst. D'Direktiv verlaangt dëst jo och net, an dofir gëtt si an dësem Projet fidèlement, also eent zu eent, ëmgesat.

Am Résumé: Et geet hei drëms, d'Réutilisatioun vun Informatiounen aus dem ëffentleche Secteur ze ënnerstëtzen an ze vereinfachen, andeems d'Bedéngungen an d'Modalitéite vun dëser Neesbenotzung preziséiert an europawäit uniformiséiert ginn. Et geet hei ëm d'Formater, d'Lizenzen an d'Käschte vun den Informatiounen, déi zur Neesbenotzung zur Verfügung gestallt ginn, dëst am Interessi vum Bierger, vun der Gesellschaft a vun der Ekonomie.

Dat gesot, drécken ech allen, déi derzou bäigedroen hunn, datt dëse Projet et bis hei an de Plenum gepackt huet, meng Unerkennung fir hir Aarbecht a mäin Dank fir hir Beméiungen aus. Fir all aner weider Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

An ech bréngen natierlech och d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun zu dësem Projet an ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Rapporteur, dem Här André Bauler. Als éischt ageschriwwe Riednerin hunn ech d'Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, Merci dem André Bauler fir säin exzellenten a komplette Rapport, deen hien eis elo grad gemaach huet.

Bei dësem Gesetzesprojet handelt et sech, wéi gesot, ëm d'Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv. Am Kader vun hire verschiddene Missioune sammele vill Lëtzebuerger Verwaltungen Informatiounen a konservéieren dës Informatiounen och. Heibäi handelt et sech ëm Informatiounen, déi ganz verschiddener Natur sinn. Esou ginn Informatioune gesammelt iwwert d'Ëmwelt, wéi zum Beispill Informatiounen iwwert d'Waasserqualitéit oder den Energieverbrauch. Et ginn Informatioune gesammelt iwwert d'Bevëlkerung vun eisem Land, wéi zum Beispill den Alter, d'Ausbildung, d'Akommes oder de Beruff respektiv d'Aarbechtslosegkeet. Och Kadasterpläng, topografesch Kaarten an esou weider gi konservéiert.

Des Weidere ginn Informatioune gesammelt am Beräich vun der ëffentlecher Gesondheet, wéi iwwert d'Pollen oder d'Iwwerwaachung vun der Gripp. Dës Lëscht kéint een nach laang weiderféieren. An all dës Informatioune si wichteg Informatiounen, net nëmme fir de Lëtzebuerger Stat, och fir d'Privatwirtschaft sinn dës Informatiounen deelweis äusserst interessant.

Den Zougréff op dës Informatioune kann de Betriber hëllefen, fir Produiten an/oder Servicer ze entwéckelen, déi op dësen Informatioune baséieren. De Gesetzesprojet vun haut regelt d'technesch Modalitéiten, fir genee dës Informatiounen ze benotzen, a komplettéiert domadder d'Gesetz vum 4. Dezember 2007 iwwert d'Benotze vun dësen Informatiounen.

Haut geet et ëm d'Tarificatioun vun den Informatiounen, déi zur Verfügung gestallt ginn. Et geet ëm d'technescht Format, ënnert deem d'Informatioune bestinn, an et geet ëm d'Lizenzen.

Wa mir awer iwwert de Gesetzesprojet vun haut schwätzen, komme mir net derlaansicht, fir och iwwert de Gesetzesprojet 6810 iwwer eng Administration transparente et ouverte ze schwätzen. Souwuel de Statsrot wéi d'Chambre des Salariés weisen op den Zesummenhang hin, deen tëschent dësen zwee Texter besteet. Haut schwätze mir iwwert d'Modalitéite vum Benotze vun Informatiounen, déi et bei de Verwaltunge schonns ginn an op déi een Zougréff huet respektiv déi ee benotze kann. De Gesetzesprojet 6810 iwwer eng oppen an transparent Verwaltung regelt d'Bedéngunge vum Zougréff op d'Informatiounen, déi d'ëffentlech Verwaltungen hunn.

De Statsrot stellt an dësem Zesummenhang fest, dass dës zwee Texter Divergenzen hunn um Niveau vun der Terminologie a vum Champ d'application. Doweinst seet de Statsrot och, dass de Gesetzestext, iwwert dee mir haut ofstëmmen, wahrscheinlech nach eng Kéier muss ëmgeännert ginn, wann de Gesetzesprojet 6810 iwwer eng oppen an transparent Verwaltung analyséiert gëtt.

Als CSV hätte mir et léiwer gehat, wann déi zwee Texter zesummen analyséiert gi wieren. Mir verstinn awer, dass et sech beim Text vun haut ëm d'Ëmsetze vun enger europäescher Direktiv handelt an dass Lëtzebuerg scho Verspéidung huet bei der Ëmsetzung vun dëser Direktiv.

Ofschléissend wéilt ech nach drop hiweisen, dass d'Digitalwirtschaft der CSV nach ëmmer besonnesch um Häerz louch. D'CSV huet dëst Potenzial scho fréi erkannt an dofir an der Vergaangenheet och d'Weechen an deene verschiddene Regierungen an dës Richtung gestallt. Wann haut hei am Land iwwer 90% vun de Stéit en Internetzougang hunn an d'Firme sech hei néierloosse wéinst eisem séieren Internet, dann ass dat mat Sécherheet och de Verdéngscht vun der CSV.

Dëse Gesetzesprojet ass e Plus fir d'Digitalwirtschaft hei am Land. An deem Sënn ginn ech heimadder den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci der Madamm Adehm. Als nächst Riednerin hunn ech ageschriwwen: d'Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Merci! Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll dann och fir d'Éischt dem Rapporteur, dem Änder, Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Eng vun de Stäerkte vu Lëtzebuerg, virun allem am Hibléck op d'Entwécklung vun eiser Ekonomie, sinn d'Infrastrukturen an d'Servicer, déi eist Land am Beräich vun den ICT, also den Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien, etabléierten an och zukünftegen Entreprisen an Investisseure kann ubidden.

Dës Situatioun ass d'Resultat vu konsequenten Investissementer an de strategeschen Ausbau vun dëse Beräicher. D'Regierung wëllt am Sënn vun der wirtschaftlecher Diversifizéierung an domadder direkt verbonnen am Sënn vum Wuelstand vum Land a senge Bierger dës Sec-

teure weider stäerken a weiderentwéckelen an esou säin Image als modernt, oppent an héichvernetzt an digitaliséiert Land, als „smart nation“ verbesseren.

Fir dëst Zil ze erreechen, huet d'Dräierkoalitioun am Hierscht 2014 d'Initiativ „Digital Lëtzebuerg“ an d'Liewe geruff. Am Kader vun dëser Initiativ sollen d'Akteuren aus dem ëffentlechen, dem privaten an dem wëssenschaftleche Secteur a spezifeschen Themeberäicher zesummebruecht ginn, fir dës mam gebündelten Know-how vun deenen eenzelne Partner praxisorientéiert a virun allem schnellstméiglech weiderzëentwéckelen.

E wichtegen an zentralen Aspect an dëser Zesummenaarbecht ass den Austausch vun Informatiounen. Ganz einfach ausgedréckt heescht dat, dass Informatiounen, déi deen een huet, deejéinegen deem anere muss weiderginn, fir dass dëse mat sengem Wëssen oder sengen Techniken dës Informatioune kann zu engem bessere Produit oder Service weiderentwéckelen. Et geet also ëm d'Effektivitéit an d'Innovatioun duerch d'Zesummenaarbecht. Transparenz an Austausch spillen dobäi eng entscheedend Roll.

Op Neilëtzebuergesch heescht dat „Open-Data“, wat esou vill bedeit wéi fräi Verfügbarkeet an Notzbarkeet vun Donnéeën am Interessi vun der Allgemengheet. Dës Donnéeë kënnen zum Beispill vu private Firme stamen oder awer vun Héichschoulen, Fernseh- a Radiosenderen oder och nach vun Asblen.

Ganz oft awer handelt et sech bei deenen nëtzlechen Informatiounen ëm ëffentlech Informatiounen. Heibäi kann et sech zum Beispill ëm Donnéeën oder Kaarten aus Beräicher wéi dem Transport, dem Logement oder aus der Meteorologie handelen, fir nëmmen dës ze nennen.

E praktescht Beispill, wéi dat Ganzt ka fonctionnéieren, konnt ee virun emol net zwou Woche vum 8. bis den 10. Abrëll am Forum Geesseknäppchen materliewen, op deem sougenannten „Hackathon“, dem éischten Event vun dëser Zort hei zu Lëtzebuerg, wou déi beschten europäesch Entwéckler sech zesummefonnt hunn, fir - esou den Challenge - eng Applikatioun, e Spill oder e Medium fir op e Webbrowser am Beräich Transport a Mobilitéit ze entwéckelen.

Extra zu dësem Zweck huet de responsabele Ministère d'Donnéeën zougänglech gemaach, déi fir d'Mobilitéit essenziell sinn, awer bis zu deem Ableck gespaart waren, wéi zum Beispill d'Infrastruktur vum ëffentleche Verkéier, Fahrpläng, aktuell Busverspéidungen, Donnéeën iwwer Bike-sharing, Geodaten an esou weider. A genau fir dësen Zougang bezéiungsweis fir d'Réutilisatioun vun esou oder äänlechen ëffentlechen Informatiounen ze encouragéieren an ze erliichteren, dorëm geet et an deem Projet de loi, iwwert dee mir hei ofstëmmen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, mat deem Text hei setze mir eng entspriechend europäesch Direktiv aus dem Joer 2013, et ass hei scho gesot ginn, a Lëtzebuerger Recht ëm.

Dës Direktiv huet ënner anerem als Zil, d'Konditiounen an d'Modalitéite vun enger viregter Direktiv aus dem Joer 2003 ze preziséieren. Dës leschtgenannten Direktiv, déi Lëtzebuerg per Gesetz vum 4. Dezember 2007 transposéiert huet, dréit den Numm PSI-Richtlinn, wat fir „reuse of public sector information“ steet. D'Iddi vun der Réutilisatioun vun Informatioune war et 2003, Nodeeler a Saache Kompetitivitéit, déi europäesch Entreprisë par rapport zur amerikanescher Konkurrenz haten, auszegläichen.

Amerikanesch Entreprisë konnten hirersäits näämlech schonn deemools op en héich entwéckelte Réseau vun ëffentlechen Informatiounen zréckgräifen. Deemools a vläicht haut nach méi stellen dës ëffentlech Informatiounen (Kaarten, Satellittebiller, Gesetzer a Jurisprudenzen, Statistiken, Registere vu Gesellschaften, Bevëlkerungszuelen, Patenter an esou weider) en enormt Wuesstumspotenzial duer, an der Mesure, dass aner net ëffentlech Akteuren, wéi zum Beispill Entreprisen aus dem Informatiouns- a Kommunikatiounssecteur oder Associatiounen, dës notze kënnen, fir nei interaktiv Servicer an nei Inhalter mat Méiwäert ze schafen, sougutt fir d'Bierger wéi fir d'Entreprisen, an esou zur Entwécklung vun der digitaler Wirtschaft bäizedroen.

Awer och an aneren a priori méi, soe mer, klassesche Beräicher wéi dem Enseignement oder dem Tourismus kann dës Form vun Échange an Zesummenaarbecht zu innovativen Applikatioune féieren.

D'Etüd vu McKinsey aus dem Joer 2013, déi weist, dass d'Réutilisatioun vun oppenen Donnéeën d'Weltwirtschaft ganz staark kéint stimuléieren. Genau wéi déi spuenesch Etüd aus deemselwechte Joer, déi seet, dass d'Notzung vun ëffentlechen Donnéeën zu kommerziellen Zwecker Aarbechtsplaze fir 10.000 Leit kéint schafen an e Geschäftsvolume vun 900 Milliounen Euro kéint duerstellen.

U Wichtegkeet huet dës Réutilisatioun doduerch gewonnen, dass haut dräi Véirel vun der europäescher Bevëlkerung Zougang zum Internet hunn, wärend et virun zéng Joer just d'Halschent waren. Zu Lëtzebuerg sinn et souguer 93%, woumadder eist Land an der EU op der exzellenter zweeter Plaz, knapps hannert Holland mat 94%, läit.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'Notze vun den ëffentlechen Donnéeën ze vereinfachen, muss een den Accès zu dësen Donnéeë vereinfachen. E ganz wichtege Prinzip gëtt dowéinst och mat dësem Gesetz festgehalen, näämlech de Prinzip vun der Gratuitéit. Well d'Iddi vum „OpenData“ nëmme fonctionnéiert, wann d'Informatioune schnell an eben och gratis zougänglech sinn, gëtt dëse Prinzip zur Regel erklaert. Ausnamsweis kann eng Gebühr gefrot ginn. Dëst ass bei deenen ëffentlechen Organismen de Fall, déi en Deel vun hirem Fonctionnement duerch eege Recetten decke mussen. Dës Fraise mussen awer objektiv, transparent an nopréifbar sinn a ginn, wéi vum Statsrot a sengem Avis suggeréiert, par Règlement grand-ducal festgeluecht.

Aner Ariichtungen, wéi zum Beispill Bibliothéiken, Muséeën an Archiven, déi d'Rechter op der Propriété intellectuelle besëtzen, kënnen, virausgesat d'Réutilisatioun vun den Dokumenter ass erlaabt, och a rechtleche Limitten eng Gebühr froen. Aner kulturell Etablissementer wéi d'Orchesteren, Operen, Balleten, Theateren dogéint sinn opgrond vun der Spezifissitéit vum Spectacle vivant ganz ausgeschloss.

Wichteg ze betounen ass schliisslech, meng Virriedner hunn et scho gemaach, dass dëse Projet, deen op den existente Gesetzer opbaut an déi entspriechend Direktiv detailgetrei ëmsetzt, och zu enger däitlecher administrativer Vereinfachung wäert féieren.

Ech wëll dobäi drun erënneren, dass dat neit Gesetz sech op d'Réutilisatioun bezitt vun Donnéeën, wou den Accès erlaabt ass. Den Accès zu den ëffentlechen Informatioune selwer wäert an engem zweete Gesetz geregelt ginn, dat sech um Instanzewee befënnt an dat op dat heite Gesetz, esou wéi vum Statsrot bemierkt, genau muss ofgestëmmt ginn.

An domadder soen ech Iech, Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, Merci fir d'Nolauschteren a ginn och heimat den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.-* Merci der Madamm Burton. Als nächste Riedner schwätzt den Här Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).-* Merci, Madamm Presidentin, fir d'Wuert. Wéi mer d'Gesetz vum 7. Dezember 2007 iwwert d'Réutilisatioun vun den Informatioune vum Secteur public gestëmmt haten, hate mer zwar eng aner Regierung an eng aner Koalitioun an en anere Rapporteur, mä d'Situatioun war awer eng äänlech: Mer haten näämlech och e Retard op eng europäesch Direktiv. Mer haten eeschtlech riskéiert, zu enger Strof veruerteelt ze ginn. An äänlech wéi 2007 si mer och haut an der Situatioun, datt mer d'Gesetz vun der Réutilisatioun vun den Date virun dem Gesetz iwwert den Zougang zu den Date stëmmen.

2007 hat dat d'Kolleegen zu enger Rei Biller inspiréiert. Den deemolege Rapporteur, den Här Thiel, hat gemengt, mer géifen einstweilen am Dréchene schwammen, well jo nach kee Waasser am Baseng wier. An den honorabelen deemolegen Député-maire vu Colmer-Bierg hat de Sport beméit a gesot, mer géife fir d'Éischt déi zweet Hallefzäit spillen an dann déi éischt, oder déi zweet Etapp fuere virun där éischter. Mer sinn der Meenung, datt dat net falsch ass, mengen awer, datt et och net onbedéngt wichteg ass. Haaptsaach, déi zwou Hallefzäite gi gespillt.

D'Gesetz iwwert den Accès zu den ëffentlechen Informatiounen, dat ass schonn e puermol gesot ginn, de Projet de loi 6810, méi genau heescht en „Gesetz iwwer eng transparent an oppen Administratioun“, deen ass um Instanzewee an deen ass och esou wäit prett, fir datt en deemnächst och hei an der Chamber soll kënne gestëmmt ginn. An deem Gesetz, do ginn d'Regele festgehalen, wéi dann den Accès zu den ëffentlechen Dokumenter geregelt gëtt.

Mir si par rapport zu eisen Nopeschlänner hei hannendra mat eiser Legislatioun. Et ass awer och net esou, wéi wa mer guer keng Regelen hätten, wat dësen Accès betrëfft. Ech erënneren zum Beispill un d'Legislatioun iwwert den Accès à l'information sur l'environnement, an et gëtt där nach eng Rei.

Haut ass et jo awer um Projet de loi 6811, an ech wëll dann och dem Rapporteur, dem honorabelen André Bauler, Merci soe fir säi wéi gewinnt ganz ausféierleche mëndlechen an och schréftleche Rapport. Dat mécht et méi einfach, fir net mussen op alles anzegoen.

Mam Gesetz vun haut reagéiere mer op d'Direktiv 2013/37 a mer änneren d'Gesetz vun 2007. Déi Direktiv huet sech weiderentwéckelt. Et ass eng logesch Konsequenz vun der Weiderentwécklung vum ganzen digitale Marché. Ëmmerhi musse mer eis bewosst sinn, datt mer haut, wa mer vun engem digitale Marché schwätzen, vu ronn véier bis fënnef Milliarde schwätzen, déi op iergendeng Manéier Zougang hunn zu Internet. Et ass logesch, datt do d'Usprëch an d'Ufuerderungen anescht ginn.

Den Här Bauler ass och op d'Ännerungen agaangen. Ech brauch just op déi zwou a mengen Ae wichtegst nach eng Kéier hinzeweisen. Éischtens, et ass eng Obligatioun fir all Memberstaten, all ëffentlech Dokumenter fir eng Réutilisatioun zouzeloossen, an, zweetens, datt dat am Prinzip gratis ass. Och do ass de Rapporteur op déi néideg Ausnamen agaangen.

Natierlech bleiwen och an Zukunft eng ganz Rei Dokumenter net ëffentlech, wou et dann emol direkt zwee Gebidder gëtt, déi ausgeklammert sinn. Dat eent sinn déi perséinlech Daten. Selbstverständlech kënne perséinlech Daten net als „open data“ behandelt ginn. An natierlech gëtt et och Daten, déi aus sécherheetspolitesche Grënn net ëffentlech zougänglech ginn.

Mir hunn eis als Gréng ëmmer fir „OpenData“ agesat. Vum „OpenData“ schwätze mer, wann d'Date fräi zougänglech si fir jiddwereen, vu jiddwerengem kënne genotzt oder gedeelt, dat heescht „geshared“ ginn. An nach eng Kéier, well et awer wichteg ass, datt mer dat auserneenhalen: Hei handelt et sech net ëm perséinlech Daten.

Den Exposé des motifs mécht ausdrécklech ee Lien zu dem „OpenData“, an d'Regierung huet sech och Instrumenter ginn, fir d'Réutilisatioun vun ëffentlechen Informatiounen a fir „OpenData“ ze förderen, ganz am Geescht vun der EU-Direktiv, déi mer haut an d'national Legislatioun iwwerhuelen.

An effektiv, d'EU-Kommissioun huet gemengt, Lëtzebuerg kéint méi am Beräich „OpenData“ maachen. An enger rezenter Etüd huet d'Kommissioun festgehalen, datt mer an e puer Punkten extrem gutt dostinn, wat d'digital Entwécklung betrëfft, zum Beispill wat d'Konnektivitéit ugeet, och wat d'Notze vun eise Leit, dat heescht de Gebrauch vun den digitale Méiglechkeeten ugeet, an och souguer d'Kenntnis, ausser datt mer net genuch ausgebilte Spezialisten hunn.

Manner gutt sti mer awer do, wa gekuckt gëtt, wéi wäit d'digital Technologien am alldeegleche Business integréiert sinn. An och net gutt sti mer do, wa gekuckt gëtt, wéi d'digital Dimensioun vum ëffentlechen Déngscht ass. Do beleeë mer de Rang 22 vun 28 an do stellt d'Kommissioun fest, Lëtzebuerg kéint méi maachen. An et gëtt gesot, datt Lëtzebuerg den Zougréff zu Date besser kéint maachen, „improve the availability of open data“.

An eng vun den Initiative vun der Regierung ass den „Digital Lëtzebuerg“. „Digital Lëtzebuerg“ versteet sech als Ausdrock vun engem neien Image vu Lëtzebuerg. Lëtzebuerg ass e klengt Land, modern, oppen, héich vernetzt a fit fir eng digital Gesellschaft. Mir haten an de leschte Jore mat der Usiidlung an der Entwécklung vun innovativen Technologieentreprisen ee grousse Sprong no vir gemaach a ville Beräicher wéi dem „cloud computing“, der „big data“ oder dem elektronesche Geschäftsverkéier.

A well d'Studien zum Beispill erginn hunn, datt d'Mobilitéit zu engem vun de Kärberäicher vum „OpenData“ gehéiert, war de Minister François Bausch dëse Mount an ee Concours heizou involvéiert, e sougenannten „Hackathon“, dee vun „Digital Lëtzebuerg“ organiséiert gouf.

Wann ee wëllt d'Mobilitéit weiderentwéckelen, dann ass et wichteg, fir e fräien Zougang zu de Mobilitéitsdaten ze suergen. Dozou gehéieren d'Daten zu den Infrastrukture vum ëffentleche Verkéier, Busfahrpläng a Buslinnen och an Echtzäit, Datestrukturen, wat d'Lokatioun vu Vëloe betrëfft, a Geolokalisatiounsdaten.

A besonnesch an deem Beräich, wat d'Geolokalisatiounsdate betrëfft, sinn d'Méiglechkeeten onheemlech grouss. Ech hat d'Chance, fir d'Chamber am Januar op der 8. Joreskonferenz zu Bréissel vun der „European Space Policy“ deelzehuelen, genau wéi d'Madamm Hansen. An et war scho ganz interessant, wéi eng Méiglechkeeten eis, an déi maachen engem net nëmme Freed, déi maachen engem och Suergen, mä wéi eng Méiglechkeeten trotzdeem eis wäerte gi ginn duerch Programmer wéi „Galileo“.

An do gëtt och wierklech domat gerechent, datt dat en immens grousse Bäitrag zu der ekonomescher Entwécklung vun engem Land, och dann ebe vun eisem Land ass. An et ass och logesch, datt déi Donnéeën, déi jo schonn eigentlech eng Kéier alleguerten iwwert d'ëffentlech Hand finanzéiert sinn, dann och fräi zur Verfügung stinn, datt virun allem och kleng a mëttel Entreprisë kënnen déi Daten notzen, fir hire Business am Intérêt vun de Leit ze maachen.

Et gëtt ganz vill Beräicher, an deenen oppen Date wäertvoll sinn. An et gëtt och vill Beräicher, wou se scho genotzt ginn. Et gëtt allerdéngs och nach Méiglechkeeten, do wäerte mer eréischt an Zukunft gewuer ginn, wat nach alles dran ass.

Fir eis sinn oppen Date virun allem och wichteg, well se e Bäitrag sinn zur Transparenz an zur demokratescher Kontroll. Si sinn e Bäitrag zur Participatioun. Si kënnen dozou bäidroen, datt d'Bierger méi involvéiert ginn an och méi Connaissance kréien iwwert d'politesch Entwécklungen. Si droe bäi zu neie Produiten an zu enger Verbesserung vun Déngschtleeschtungen am Privatsecteur. Si sinn en Deel vun der Innovatioun. Si suerge fir eng besser Effizienz a Wierksamkeet vun den ëffentleche Servicer.

Ech wollt dann och selbstverständlech zum Schluss den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn.

Erlaabt mer awer och nach un den Här Medieminister vläicht einfach eng Fro, eng Feststellung, déi ech bei menge Recherchë gemaach hunn. Ech hu festgestallt, datt et zum Beispill keng App gëtt „gouvernement.lu“, an ech fannen, datt dat eigentlech eppes ass, an den Zäite vun haut, wou mer eng Chamber-App hunn an eng App fir bal alles an ee flotten Internetsite „gouvernement.lu“, wou schéi regelméisseg ganz vill Informatioune gi ginn. Et wier vläicht och eng Iddi, fir eng App an deem doten Zesummenhang ze maachen, da kéint een déi am Zuch fir an d'Chamber och liesen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.-* Merci dem Här Claude Adam. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).-* Merci, Madamm Presidentin. Wéi dat scho gesot ginn ass, wier et eendeiteg besser gewiescht, datt dëse Projet de loi zesumme mam anere Projet de loi iwwert d'transparent Administratioun diskutéiert an ofgestëmmt gi wier, well et jo eng Partie Saache gëtt, déi aneneen agräifen. Et ass net katastrophal, mä et ass relativ onglécklech och wéinst aner Punkten.

Ech mengen, ganz am Ufank waren awer eng ganz Partie Saachen, déi sinn nach kritiséiert gi vum Statsrot. An de Statsrot huet och eng Partie Verbesserungen u sech proposéiert, déi da gréisstendeels och iwwerholl gi sinn. Et ass net alles iwwerholl ginn.

An et gëtt awer nach Passagen, déi an eisen Aen nach relativ flou sinn, wou een net onbedéngt weess, ob eng gewësse Kloerheet geschafe gëtt, wat den Accès, wann een d'Demande mécht, zum Beispill och wat d'Délaien ugeet. Do ass eng Verbesserung natierlech komm, wou gesot gouf, et misst un délai «qui correspond au délai de réponse applicable aux demandes d'accès aux documents» sinn. Dat géif dann och nach festgeluecht ginn an deem nächste Projet de loi iwwert d'transparent Administratioun. Dat ass zum Beispill e Problem, wann een déi zwou Saachen nach net esou richteg kennt, wat dat esou richteg heescht. Well do wësse mer nach net esou richteg, wat dat heescht.

Mä et gëtt awer, mengen ech, aner Flouen och an deem Projet de loi, zum Beispill och justement wat déi Coûts marginaux ugeet. Dat heescht, de Coût marginal ass jo deen, dee seet, datt et just de Coût ass, wat d'Reproduktioun vun engem Dokument ugeet an datt net doriwwer eraus nach eng Recette gemaach soll ginn. Do gëtt et awer eng ganz Partie Ausnamen an dat ass an eisen Aen net ganz gutt.

D'Direktiv seet natierlech net, datt gewëssen Entitéiten, wéi verschidden Etablissementer, wéi Bibliothéiken an esou weider, missten ausgeklammert ginn. Mä trotzdeem hu mer se do ausgeklammert. An ech weess net, ob dat ganz gutt geet. Et gëtt och nach aner Ausnamen, déi awer och e bësse problematesch sinn, zemools wann een am Hannerkapp huet, datt och deen anere Gesetzesprojet nach an der Prozedur ass.

Et gëtt Ausnamen, wat d'Protection nationale ugeet, wat statistesch Donnéeën ugeet an och awer wat kommerziell Informatiounen ugeet. Dat ass natierlech eng relativ large Interpretatioun.

An ech wollt awer nach eng Kéier drun erënneren, datt mer elo... Mir haten eng éischt Sëtzung, wou mer och an der Mediekommissioun iwwert dat Gesetz iwwer eng transparent Administratioun schonn en éischten Échange de vues haten. Ech muss éierlech soen, ech hu kee gutt Gefill, wat dat Gesetz ugeet, wat souwisou quasiment eng Reprise ass vun engem Gesetzesprojet vun der viregter Regierung, dee scho ganz staark kritiséiert gouf, souwuel vum Presserot wéi och vum Mouvement écologique. Well, deemno wéi een dat interpretéiert, mengen ech, wann dat Gesetz en l'état iwwert d'transparent Administratioun esou géif ugeholl ginn, dann, mengen ech, gëtt et deemno wéi méi schwéier, fir un Dokumenter ze komme wéi elo iwwerhaapt. Mä mir wäerten nach d'Geleeënheet kréien, fir doriwwer en long et en large ze diskutéieren.

Ech hunn och virgeschloen, datt mer de Presserot an de Mouvement écologique oder vläicht och nach anerer gesinn als Kommissioun. Dat war anscheinend schonn ze vill audaciéis. Ech mengen, hei zu Lëtzebuerg si mer dat nach net esou richteg gewinnt, fir e bëssen transparent ze diskutéieren, wann et ëm d'Transparenz soll goen. Dofir maachen ech nach en Appell, fir datt mer an déi Richtung ginn.

Souwisou, prinzipiell, mir erliewen zurzäit... Ech hunn dat Wuert „Transparenz"net onbedéngt gär, ech schwätze léiwer vun demokrateschem Accès. Et muss net alles... Wann ee vun Transparenz schwätzt, dann huet een den Androck, datt een alles misst permanent dohinnerleeën. Neen, wat wichteg ass, dat ass, datt d'Bierger kënnen en Accès hunn op e Maximum vun Informatiounen, well et och d'intérêt général ass.

An och natierlech d'Press, well ech kann Iech soen, et ass schonn net evident hautdesdaags. Et si vill Beamten - wann ee selwer Journalist war, weess een dat -, déi heiansdo souguer Angscht hunn, souguer fir eng Donnée ze ginn, déi emol guer net wichteg ass. Anerer si ganz large. Also et ass e bësse plus ou moins esou, et hänkt vum Charakter of. Mä wann een dat duerno esou large aschränkt, da gëtt et nach méi komplizéiert.

Mä de Problem ass och, datt mer hautdesdaags... Ech erënneren drun, am Europaparlament gouf viru Kuerzem och nach esou eng ganz komesch Direktiv ugeholl vu fënnef vu sechs Europadeputéierten - deen Eenzegen, deen dergéint gestëmmt huet, war de Claude Turmes - iwwert de Secret des affaires, deen et och nach méi schwéier mécht, deen u sech Multinationaler protegéiert vis-à-vis vun der Press a vun der Société civile.

Also virdrun huet den Här Roth vun Transparenz geschwat. E sot, dat wier ee vun de Wäerter vun eiser Gesellschaft. A leschter Zäit héiert een immens vill vu Wäerter schwätzen hei zu Lëtzebuerg, fir de Verbuet vu Burkaen ze justifiéieren.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Ech gesinn awer aner vermummte Steierflüchtlingen, déi eendeiteg méi eis Gesellschafte schiedegen,...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- ...déi ginn awer eendeiteg besser protegéiert.

An ech géif och nach, en ass leider net do, ech profitéieren nach, ech hu vill Zäit, wann den Här Aarbechtsminister wierklech eppes wëllt maache fir d'Fraen, a mir ënnerstëtzen hien derbäi: Et gëtt iwwer 8.000 Botzfraen, déi an engem Aarbechtskampf sinn. Si gi wéi Dreck behandelt vum Patronat vun de Botzfirmen, déi richteg Sklavenhalter sinn! Dat muss een emol eng Kéier och soen. Et huet näischt domat ze dinn, mä ech profitéieren dovunner.

Wann e wierklech sech Suerge mécht ëm d'Fraen, ëm aarm Fraen, ëm Fraen, déi meeschtens och kee Wahlrecht hunn, da kann en eng Kéier do vläicht upaken. Well et ass ëmmer einfach natierlech, fir op quasi inexistent Minoritéiten ze klappen. Fir géint d'grousst Patronat ze goen, ass e bësse méi schwéier!

Ech soen Iech Merci. Mir wäerten eis awer bei deem Projet de loi enthalen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Wagner. An d'Wuert huet elo de Premier- a Statsminister, den Här Xavier Bettel.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech mengen, ech brauch wierklech net méi op den Detail anzegoen. Dem Rapporteur, dem André Bauler, wëll ech Merci soe fir dee prezisen a komplette Rapport an ech mengen, dass déi meescht Riedner och op déi verschidde Punkten agaange sinn.

Hei geet et jo och ëm eng Transpositioun vun enger Direktiv. Esou wéi den Här Wagner d'Fro gestallt huet, firwat mer net gewaart hunn: Mir hu scho Retard bei der Transpositioun vun der Direktiv, an doweinst ass et och wichteg, dass déi och ëmgesat gëtt. Et ergänzt am Fong d'Gesetz vun 2007, wat mer scho gestëmmt haten, iwwert d'Réutilisatiounen.

Ech wëll och soen, dass deen Text, esou wéi en erakomm ass an esou wéi en och elo hei awer am Plenum gestëmmt gëtt, op verschidde Punkte ganz wichteg Ännerunge kritt huet, déi ech wëll ënnersträichen. Do ass zum Beispill dee vun der Gratuitéit. Ech sinn der Meenung, dass Donnéeën, déi duerch (veuillez lire: op) Statskäschten entstane sinn, och dem Bierger gehéieren. Déi gehéieren dem Land a sollen deemno och gratis zur Verfügung gestallt ginn.

Ech wollt just e Lien och maachen, well dat Ganzt och en Deel vun eiser Approche vun „Digital Lëtzebuerg" ass. Dir wësst, dass d'Regierung och dëst Gesetz als Ustouss geholl huet, fir den „OpenData" hei am Land och ze färderen an och ze entwéckelen.

Eng kleng motivéiert Équipe, zesummegestallt am CTIE, an d'Leit vum Géoportail hunn et fäerdegbruecht näämlech, a ganz, ganz kuerzer Zäit och en „OpenData"-Portail op d'Been ze setzen, deen et de Bierger am Fong erméiglecht, all Moment déi verschidden Donnéeën, déi de Stat och en temps réel huet, kënnen opzeruffen. Dëse Site ass nach actuellement an der Entwécklungsphas, gëtt awer schonn intensiv benotzt an en huet scho voll motivéiert Programméierer, déi dorun nach weider schaffen, fir dës Donnéeën och weider an Appen ze benotzen.

Wann Der op de Site gitt, well „OpenData" gëtt et jo schonn... Wann ee kucke geet, do fënnt een och scho verschidden Appen, mä, wéi gesot, déi nach an der Ausschaff sinn. Den Här Adam huet och eng Propos gemaach, fir e Site „OpenData"... also pardon, eng App - eng App! - vun der Regierung ze maachen. Ech mengen, dass dat och eng Iddi ass. Why not? Mir hunn déi verschidde Sitte vun der Regierung, an et wier vläicht net schlecht, och eng App ze hunn, wou een da vläicht all déi verschidde Saache ka matenee kucken. Dat ass haut méi trendy wéi einfach e www.gouvernement.lu. Ech ginn dee Message och nach weider.

An, Här President, selbstverständlech ass et och wichteg, wa mer vun „OpenData" schwätzen, dass d'Chamber ee vun de Partner ka ginn elo och vun deem „OpenData" an dass mer och zesummen un engem Projet, dass och déi Daten, déi hei benotzt ginn, ëffentlech da kënne gemaach ginn.

Wéi gesot, ech soen hei Merci fir déi breet Zoustëmmung an deem dote Kontext. D'digital Welt ass eng Realitéit. Mir wëssen, dass mer och gemooss ginn op d'Accessibilitéit vun Infoen. Hei sinn Infoen, déi d'Leit all Dag kënnen interesséieren. An am Fong, wou mer och den Hackathon d'lescht Woch jo organiséiert haten, wou eng ganz Rëtsch vu Leit hei waren, déi och wärend deene Stonnen, wou se hei waren, u Programmer geschafft hunn, a mir hunn do och ganz positiv Resultater kritt.

Ech si frou, Premierminister vun engem Land ze sinn, dat ee kann als „digital nation" bezeechnen, dat heescht eng Natioun, déi sech och ugepasst huet un d'Modernitéit an déi net gewaart huet, bis se vun deenen anere gesot kritt huet, wéi se et soll maachen, mä déi och selwer Schrëtt geholl huet. An heiansdo muss een als klengt Land ebe méi performant si wéi aner Länner. Jo, well digital sinn, ass eng Realitéit. Mir sinn haut eent vun deene Länner mat där engster Konzentratioun vun „Tier IV", dat si mat déi sécherst Data-Zentren an dëser Welt. A gleeft mer et, verschidde Betriber géifen net op Lëtzebuerg kommen, wann ebe just och net an dës Infrastrukturen investéiert gi wier!

Duerfir, ech freeë mech, wann eng Zoustëmmung bei esou engem Projet ass. Mir stinn als Regierung fir déi horizontal Kompetenze vun deem „Digital Lëtzebuerg", vun där digitaler Versioun vu Lëtzebuerg mat de Programmer, mat den Entreprisen, mat deene verschiddene Punkten, déi hautdesdaags wäit iwwert den Internet ginn. Well wann ee vu FinTeche schwätzt, zum Beispill, dat ass et och eng Realitéit. An et muss een eben och kucken, fir do Virreider ze sinn, fir eben den Zuch net ze verpassen.

Den Zuch vun der digitaler Welt ass een, wou Europa, Här President, leider - a leider muss ech dat agesinn - vill Verspéidung huet. Mir hunn an deem dote Kontext vill Retard hei. Et ass traureg, dass an Europa ganz vill Leit eben, wa se wëllen an der Programmatioun oder am IT-Beräich Succès hunn, an Amerika oder an Asien ginn, well se do e Marché hu vu 500 Milioune Leit, a se bei eis ganz oft 28 verschidde Reglementatiounen hu fir e Marché vu 500 Milioune Leit.

Doweinst sinn ech frou, wann hei eng grouss Zoustëmmung ass, well dat seet eis, dass mer mat „Digital Lëtzebuerg" um richtege Wee sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Stats- a Medieminister. An ech géif dann direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6811 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6811 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo gläich eriwwer.

57-mol Jo, zwou Abstentiounen. Domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Lex Delles), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Serge Urbany et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vott ze ginn?

(Assentiment)

Jo! Dann ass dat esou décidéiert. Merci.

A mir géifen zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, de Projet de loi 6947. De Projet de loi ass en Accord, fir eng Juridiction unifiée du brevet hierzestellen. Rapportrice ass d'Madamm Claudia Dall'Agnol, déi eis elo gläich seet, wat sech hannert deem Projet verstoppt.

10. 6947 - Projet de loi portant approbation du Protocole sur l'application provisoire de l'Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet, signé à Luxembourg, le 1er octobre 2015

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice.*- Wann ech dat Wuert dann esou oft, wéi et hei a menger Ried steet, richteg erauskréien, Här President, da wäert ech dat sécherlech maachen.

Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei dësem Projet de loi geet et, wéi de President richteg sot, ëm e Protokoll, deen eng provisoresch Applikatioun garantéiere soll vum Accord iwwer eng eenheetlech Juridictioun fir Breveten, deen den 19. Februar 2013 zu Bréissel ënnerschriwwe ginn ass, an zwar vu 25 Länner vun der Europäescher Unioun.

Wéi Der Iech sécherlech nach kënnt erënneren, hu mer d'Gesetz heizou zimlech genau virun engem Joer, näämlech den 18. Mäerz 2015, hei an der Chamber gestëmmt gehat.

Dee Protokoll, ëm deen et elo hei bei dësem Vott haut de Mëtteg geet, gouf den 1. Oktober 2015 och hei zu Lëtzebuerg ënnerschriwwen. Eisen Ausseminister, de Jean Asselborn, huet de Projet de loi dozou de 17. Februar 2016 hei an der Chamber déposéiert. D'aussepolitesch Kommissioun huet mech an hirer Reunioun vum 21. Mäerz datselwecht Joer zur Rapportrice vum Projet de loi genannt. A mir kruten de Projet och direkt an därselwechter Reunioun virgestallt.

De Conseil d'État huet säin Avis den 8. Mäerz zu dësem Projet de loi ginn, ouni awer eng speziell Bemierkung dozou ze maachen. A mäi schréftleche Rapport gouf du schlussendlech an der aussepolitescher Kommissioun vum 11. Abrëll ugeholl. Esou vill zum administrativen Deel vun dësem Projet de loi.

Den 18. Mäerz d'lescht Joer beim Vott vum Gesetz deemools hunn ech Iech erkläert, dass d'Gesetz am Zesummenhang ze gesinn ass mat de laangjärege Beméiungen an der Europäescher Unioun, fir e Brevet communautaire ze schafen, deen nieft deem klasseschen europäesche Brevet op Basis vun der Münchener Konventioun sur le brevet européen vun 1973 bestoe sollt.

Et ass drëms gaangen, fir e Brevet ze schafen, deen net d'Nodeeler vun deem klassesche Brevet européen huet. Dee klassesche Brevet kann een zwar zentral fir verschidde Länner beim europäesche Patentamt ufroen, mä en entsprécht am Endeffekt nëmmen engem Ensembel vun nationale Breveten.

D'Prozedur, déi ass och relativ deier a relativ opwenneg, notamment duerch déi gefuerdert Iwwersetzungen. An am Fall, wou an e puer Länner géint de Brevet verstouss gëtt, musse juristesch Schrëtt an all deene betraffene Länner geholl ginn, wat och erëm mat vill Opwand verbonnen ass an domadder natierlech erëm eng Kéier deier gëtt.

D'Aarbechten um Brevet communautaire, deen déi grad beschriwwen Nodeeler behiewe soll, si Jorzéngte gelaf, bis dann dunn eben en Duerchbroch gelongen ass an iwwert de Wee vun der Coopération renforcée de Brevet unitaire konnt geschafe ginn.

Am September 2015 huet sech Italien, dat ursprénglech zesumme mat Spuenien géint d'Aféiere vun dësem neie Brevet war, dëst haaptsächlech wéinst Froe ronderëm d'Iwwersetzungen, décidéiert, dass si sech dësem Projet och elo wéilten uschléissen. Dëst wäert deen neie Brevet natierlech méi attraktiv maachen, vu dass Italien haut déi véierthéchsten Zuel a Patentumeldungen huet.

Et läit op der Hand: Wa mer e Brevet à effet unitaire hunn, deen a 26 Länner wierksam ass, da brauch een och eng eenheetlech Geriichtsbarkeet. Esou kënnen da Verstéiss géint dee Brevet an enger eenzeger Geriichtsprozedur behandelt ginn. An d'Décisioune vun där Juridictioun sinn direkt wierksam an alle concernéierte Länner.

Dës Juridictioun wäert an Zukunft souwuel zoustänneg si fir d'Litigë betreffend de Brevet européen à effet unitaire wéi och fir déi klassesch europäesch Breveten. D'Juridictioun besteet aus engem Tribunal de première instance an enger Cour d'appel an engem Greffe, déi hei zu Lëtzebuerg implantéiert wäerte sinn.

Den Tribunal de première instance besteet dann erëm aus enger zentraler Divisioun mat Sëtz zu Paräis a Sektiounen zu München a London an aus regionalen oder lokalen Divisiounen. Lokal oder regional Divisioune ginn op Demande vun de State gegrënnt.

Lëtzebuerg huet net vir, eng lokal Divisioun ze schafen, well et hei praktesch keng Litigen am Zesummenhang mat Brevete gëtt. Dat bedeit konkret, dass am Fall vu Lëtzebuerg déi zentral Divisioun an éischter Instanz zoustänneg ass.

E Centre de médiation et d'arbitrage ass zu Ljubljana an zu Lissabon virgesinn. An e Centre de formation, deen ass schonn zu Budapest ageweit ginn.

D'Juridictioun ass eng gemeinsam Juridictioun fir d'Staten, déi bei der Kooperatioun matmaachen. Si ass en integrale Bestanddeel vum juristesche System vun dëse Staten an och vum juristesche System vun der Europäescher Unioun, och wa se duerch en internationalen Accord geschafe ginn ass.

D'Juridictioun huet d'Obligatioun, d'Uniounsrecht ze applizéieren an och ze respektéieren, a si soll wéi och all aner national Geriichtsbarkeete mat der Cour de justice vun der Unioun kooperéieren, andeems se där hir Jurisprudenz applizéiert a se - wann néideg natierlech - mat Questions préjudicielles befaasst.

Schonns ganz am Ufank vun den Négociatiounen huet eis Regierung sech staark derfir agesat, dass d'Cour d'appel an de Greffe vun där neier Juridictioun sollen op Lëtzebuerg kommen, an dat ass jo och gelongen. Dës Implantatioun ass sécher eng gutt Saach fir Lëtzebuerg als Standuert vun europäeschen an och internationale Geriichtsbarkeeten. Derbäi kënnt, dass Aarbechtsplaze geschaaft ginn, an et gëtt sech sécherlech och erwaart, dass eng Rei vun Affekoten- a Conseilsbüroe sech bei eis etabléiere wäerten.

Wéi all déi aner Länner, déi eng lokal oder regional Divisioun opmaachen, oder déi Länner, déi de Sëtz vun der zentraler Divisioun hunn, ass Lëtzebuerg als Sëtz vun der Cour d'appel a vum Greffe gehalen, déi néideg Infrastruktur natierlech zur Verfügung ze stellen. An enger éischter Iwwergangsphas vu siwe Joer muss Lëtzebuerg en plus dat néidegt administratiivt Personal stellen. A wéi all Member musse mer eng Contribution initiale leeschten, fir d'Mise en place vun der Juridictioun ze assuréieren.

An dësem Sënn ass elo dann och dee Projet de loi vun haut de Mëtteg ze gesinn, dee mer dann hoffentlech herno wäerte stëmmen, näämlech fir dass mer prett sinn, wann den Accord a Kraaft trëtt, wat de Fall wäert sinn, wann den Accord vun 13 Länner ratifizéiert ginn ass.

Dorënner mussen déi dräi Länner mat de meeschten ugemelltene Breveten an der EU sinn. Momentan sinn dëst Däitschland, Frankräich a Groussbritannien. Falls Groussbritannien sech am Juni da sollt décidéieren, d'Unioun ze verloossen, da géif an dësem Fall d'Ratifikatioun vum nächsten, vum neiste Signataire vun dëser Kooperatioun, Italien, obligatoresch ginn.

Bis elo hunn néng Länner den Accord ratifizéiert: Éisträich, d'Belsch, Dänemark, Frankräich, Malta, Portugal, Schweden, Lëtzebuerg an am Januer dëst Joer da Finnland.

E Comité préparatoire, wou all déi 25 Länner och matschaffen, déi den Accord ënnerschriwwen hunn, schafft un all den Aspekter vun der Mise en place vun där neier Juridictioun. An elo ass et eben esou wäit, dass mer musse Riichter rekrutéiere fir all d'Instanzen, genausou wéi de Greffier an de Greffier adjoint, fir dass, soubal wéi d'Formalitéiten ofgeschloss ginn, direkt kann ugefaange gi mat schaffen. An dofir ass dann dëse Protokoll och néideg.

De momentanen Zäitplang, fir dass d'Juridictioun kann opgoen, gesäit ufanks 2017 vir. Dëst hänkt awer vun enger Rei Facteuren of, ënner anerem deem, ob de Protokoll hei matzäiten a Kraaft triede kann, fir d'Virbereedungen ofzeschléissen.

Voilà, elo elo hunn ech wäit genuch ausgeholl. Mir haten e laangen Nomëtten, dofir géif ech lech direkt Merci soen alleguerte fir Är Opmierksamkeet. An ech géif dann natierlech och den Accord vun de Sozialiste fir dëse Projet de loi ginn. An ech soen lech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An da ginn ech dovun aus, dass den Här Jean-Marie Halsdorf datselwecht mécht.

(Hilarité)

Discussion générale

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Effektiv, just zwee Wierder: Mir sinn eis bewosst, an dat ass wichteg - dat ass nach net gesot gi vun der Rapportrice, där ech Merci wëll soe fir hire Rapport -, dass de Brevet unitaire européen am Fong geholl wichteg ass fir d'Kompetitivitéit vun der Wirtschaft an Europa. En ass am Intérêt vun de Chômeuren, vun de PMEen, a mir brauchen Innovatioun. An heimat - well eben hei d'Spillregele kloer ginn - gëtt et op där enger Säit en eenheetleche Brevetsschutz an op där anerer Säit gëtt et da kloer Brevetsregelen, wéini déi délivréiert ginn. An dat ass am Intérêt vun der Saach.

Duerfir gëtt dee Projet vun eis ënnerstëtzt, ëmsou méi en och nach de Juridictiounsstanduert Lëtzebuerg, wéi d'Rapportrice dat elo gesot huet, stäerkt. Mir kréien effektiv d'Cour d'appel an de Greffe a Saache Brevet unitaire européen hei op Lëtzebuerg, an duerfir ass et selbstverständlech, dass ech den Accord vu menger Fraktioun hei zu dësem Projet bréngen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Halsdorf. Den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Demokratesch Partei hat d'Gesetz virun engem Joer scho gestëmmt. Mir bleiwe selbstverständlech an därselwechter Logik, well och, wéi mäi Virriedner dat elo schonn hei ënnerstrach huet, dat heiten awer fir déi Image de marque vu Lëtzebuerg trotzdeem eppes ganz Positives ass.

Ech profitéieren och vun der Geleeënheet, fir der Madamm Dall'Agnol nach e grousse Merci ze soe fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport a brénge selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der DP.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. An dann den Här Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech wollt der Rapportrice och villmools Merci soen an den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi bréngen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och vun eiser Säit e grousse Merci un d'Madamm Dall'Agnol. Mir stëmmen dat heiten och mat, well et eben, wéi gesot, eng ganz positiv Auswierkung op de Standuert Lëtzebuerg huet, mä just mat enger Foussnout, déi ass awer wichteg: Dat ass, datt hei eng Prozedur jo initiéiert ginn ass virun engem Joer - oder schonn e bësse méi laang, mir hunn et jo virun engem Joer ratifizéiert -, wou eng Prozedur ageféiert ginn ass, näämlech eng Coopération renforcée an der Europäescher Unioun, fir zu dësem Accord ze kommen; also zum Haaptaccord, net zu deem Protokoll, dee mer elo haut ratifizéieren. An d'Ursaach, fir eng Coopération renforcée ze maachen, wor jo d'Emgoe vun zwou vun den Amtssprooche vun der Europäescher Unioun.

Wa mer och u sech hannert deem Instrument vun der Coopération renforcée stinn, gemääss dem Artikel 20 (1) vum Traité vun der Europäescher Unioun, da musse mer eis awer d'Fro stellen, ob déi Ursaach, fir hei eng Coopération renforcée ze maachen, am Geescht vun de Verträg war.

Genausou kann ee sech d'Fro stellen elo bei dësem Protokoll, ob et wierklech der Gläichbehandlung vun de Staten an der Europäescher Unioun entsprécht, och am Geescht erëm eng Kéier vum Artikel 20 (1), datt dräi Länner musse bei de ratifizéierende State sinn, zoufälleg déi dräi gréisst Länner, hei mat engem prakteschen Argument, datt se eben déi meescht Brevete musse bréngen. Mä trotzdeem ass et eng Netgläichbehandlung vun EU-Staten am Kader vun enger Coopération renforcée.

Mir stellen dat emol an de Raum. Wéi gesot, mir stellen eis Froen doriwwer. D'Approche schéngt eis an deenen zwou Instanzen net ganz richteg gewiescht ze sinn, éischtens den Ausschloss vun Italienesch a Spuenesch als Amtssproochen an an der zweeter Instanz d'Besserbehandlung vun dräi vun de Staten, déi an der Coopération renforcée matmaachen.

Wat elo spezifesch Lëtzebuerg ugeet, just eng Bemierkung - ech gesinn, den Här Justizminister ass hei -: E kann eis vläicht soen, ob esou eng Instanz sief et beim Justizministère, sief et beim Wirtschaftsministère existéiert, mä déi Komplexitéit vun de verschiddene Modellen, fir Breveten unzemellen an der Europäescher Unioun, huet eis ëmmer inspiréiert, datt de Stat gutt berode wär, fir Lëtzebuerger ze beroden - Firmen hei am Land, Persounen hei am Land, déi wëllen e Brevet umellen - iwwert dee beschte Wee, fir dat ze maachen, an déi fir si optimaalst Léisung. Esou eng Berodung kéint natierlech och fir de Fuerschungsstanduert e weidere Plus bedeiten.

Dat gesot, wéi gesot, stëmme mer als ADR och dëse Projet mat. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An den Här Urbany huet d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Här President, ech wëll soen, dass mir eis hei enthale wäerte bei deem Projet. Net dass mer eppes dergéint hätten...

(Nuisances sonores)

...wat hei beschloss ginn ass zu Lëtzebuerg ze installéieren iwwert déi Breveten, dass dat soll kënne sech installéieren an déi néideg Riichter a Greffiere kréien, déi dozou gehéieren. Mä well mer ganz kritesch sinn iwwerhaapt zu där Propriété intellectuelle, wat e wichtegt Instrument ass hautdesdaags, net fir d'Kreateuren, fir d'Erfinder - oder d'Artisten an engem anere Fall - ze ënnerstëtzen, mä dacks en Instrument ass, fir déi, déi investéieren an d'Kreatioun an an d'Erfindung, ze stäerken a souguer fir Steierhannerzéiung ze maachen. Mir wëssen, dass an Holland déi Patentboxen eng ganz wichteg Roll spille bei der Steierhannerzéiung.

Duerfir si mer ganz virsiichteg a ganz kritesch vis-à-vis vun esou Instrumenter an duerfir wäerte mer eis bei deem heite Projet enthalen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. An domat huet d'Wuert den Här Justizminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.- Merci, Här President. Den Ausseminister, deen zoustänneg ass fir dëse Projet, ass haut de Mëtteg leider verhënnert. En huet mech gebieden, a sengem Numm Iech folgend Interventioun virzedroen. Ech wëll dat awer eréischt maachen, nodeems ech der Rapportrice Merci gesot hu fir hire ganz komplette mëndlechen an och schréftleche Rapport.

Duerch d'Gesetz vum 12. Abrëll 2015 huet d'Chamber den Accord iwwert d'Juridiction unifiée vun den europäesche Breveten ëmgesat. Ech wëll drun erënneren, datt d'Cour d'appel an de Greffe vun dëser neier europäescher Juridictioun hire Siège zu Lëtzebuerg hunn.

Sou wéi am Accord virgesinn, fänkt dës nei Juridictioun mat hirer Aarbecht un dräi Méint nodeems 13 Memberlänner hir Ratifikatioun ofgeschloss hunn, dorënner déi dräi Länner, déi déi gréisst Zuel vun europäesche Breveten ausstellen: Däitschland, Frankräich a Groussbritannien. Den Här Kartheiser huet dat e bësse bemängelt. Mä ech mengen, dass hei tatsächlech e praktesche Grond, e konkrete praktesche Grond virläit, wuelverstanen an der Phase de lancement - an der Phase de lancement -, net am definitive Fonctionnement. Dofir mengen ech net, dass een dat heite soll anescht oder iwwerbewäerten.

Dee Projet, deen d'Regierung hei virleet, steet an direktem Zesummenhang mat der Emsetzung vum Accord iwwert d'Juridictioun vun den europäesche Breveten an deem Mooss, wou de Protokoll vum 1. Oktober 2015, ëm deen et hei geet an deen ech Iech och froen ze approuvéieren, déi praktesch Applikatioun vun de Modalitéite vum Accord iwwert den europäesche Brevet virgesäit.

D'Memberlänner si sech eens an der Analys, dass dräi Méint am Fong eng vill ze vill kuerz Zäit ass, fir all déi praktesch Aarbechten unzegoen an ofzeschléissen, déi noutwendeg sinn, fir dass dës Juridictioun kann ënner korrekten Emstänn hir Aarbecht iwwerhaapt ophuelen. Deen Dag, wou déi provisoresch Applikatioun vum Accord ufänkt, sinn d'Aarbechte vum aktuelle Comité préparatoire och ofgeschloss an déi zoustänneg Gremie vun der Juridictioun, de Comité budgétaire an de Comité administratif grad ewéi de Comité consultatif, fänken da mat hirer Aarbecht un a mussen all déi noutwendeg Schrëtt validéieren, déi vum Comité préparatoire nëmme kënne virbereet ginn. Datselwecht gëllt och fir all intern Reglementer vun der Institutioun.

Et geet deemno drëms, sécherzestellen, dass déi noutwendeg praktesch Schrëtt schonns kënnen am Virfeld geholl ginn, an doduerch och ze garantéieren, dass dës nei Juridictioun och tatsächlech deen Dag operationell ass, wou den Accord dann a Kraaft trëtt. Dës provisoresch Applikatioun vum Accord interesséiert deemno eis besonnesch als Siège vun der Cour d'appel a vum Greffe. Mir sinn interesséiert, an och all déi aner Länner, déi och implizéiert sinn, bei de Viraarbechten a besonnesch beim Rekrutement an der Formatioun vun de Riichter, ëmmerhi bis zu honnert Stéck, déi alleguer en Deel vun hirer Zäit wäerten deenen ënnerschiddlechen Instanze vun der Juridictioun zur Verfügung stoen.

Déi provisoresch Applikatioun erlaabt et awer och dem Comité préparatoire an de Memberlänner, de Rekrutement vum administrative Personal op den Opbau vun de Strukturen, net zulescht de komplexen Informatiksystemer vun der Juridictioun, unzegoen. Op dës Manéier évitéiere mir praktesch Problemer beim Fonctionnement deen Dag, wou den Accord a Kraaft trëtt.

Bei dëser provisorescher Applikatioun handelt et sech net ëm eng Ausnameregelung, mä ëm eng gängeg Praxis, wann et heescht, international Accorden oder Konventiounen ëmzesetzen. Zousätzlech Obligatiounen entstinn eis aus dem Text keng, och keng zousätzlech finanziell Belaaschtungen, well et, wéi gesot, just drëms geet, all déi Artikelen, déi mat der Logistik an dem Opbau vun dëser neier Institutioun ze doen hunn, provisoresch a Kraaft ze setzen an de Memberlänner an der Juridictioun domadder déi noutwendeg Zäit ze ginn, hiren Opbau ofzeschléissen, ier se hir Aarbecht offiziell ophëlt, ouni dës Aarbechte mussen op dräi Méint ze compriméieren, tëschent der 13. Ratifikatioun an der Mise en vigueur.

Ech hoffen, ech war kloer genuch, a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Hilarité générale et interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci gesot! An da géife mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6947 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6947 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech an dann d'Procuratiounsstëmmen.

An d'Ofstëmmung ass elo direkt eriwwer. 57-mol Jo an 2 Abstentiounen; domat ass de Projet 6947 adoptéiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Lex Delles), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Serge Urbany et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Dat ass dann esou décidéiert.

A mir géifen zum leschte Projet vun eisem Ordre du jour vun haut iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6908. A wourëm et geet, seet eis

d'Chamber online op
www.chd.lu

direkt d'Berichterstatterin, d'Madamm Viviane Loschetter.

Une voix.- Ech si gespaant!

11. 6908 - Projet de loi sur la reconnaissance du mariage au Grand-Duché de Luxembourg et modifiant le Code civil

Rapport de la Commission juridique

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et geet hei ëm e Projet de loi, deen ons erlaabt, d'Mariagen, notamment d'Mariages de même sexe an d'Adoptioun fir déi Koppelen och hei zu Lëtzebuerg ze homologéieren, soen ech emol, unzëerkennen, déi Mariagen, déi am Ausland stattfonnt hunn, ier mir d'Gesetz hei vum Mariage pour tous vum 4. Juli 2014 gestëmmt hunn.

Firwat ech déi hei Introduktioun maachen? Dat ass, fir Iech ze soen, datt dëse Projet de loi am Ufank en aneren Intitulé hat. En hat en Intitulé, wou eben dat Gesetz, notamment dat Gesetz vum 4. Juli 2014 sollt modifizéiert ginn. Dat ass awer entre-temps geännert.

Fänke mer emol vu vir un! Den 19. November 2015 ass dëse Projet de loi vum Justizminister déposéiert ginn. De Statsrot huet säin Avis ginn den 19. Januar 2016. D'Commission juridique huet de 24. Februar 2016 mech selwer als Rapportrice ernannt. A mir hunn dëse Projet de loi an der Sëtzung vum 9. Mäerz nach eng Kéier diskutéiert an de Rapport och esou ugeholl.

Fir nach eng Kéier drop zréckzekommen, op den Avis vum Statsrot, well ech mengen, et ass do, wou och den Intitulé herno changéiert huet: Den Avis vum Statsrot war quant au fond och ouni..., ouni..., et war okay fir si, awer wat d'Form ubelaangt, do huet de Statsrot, contrairement zum Auteur vum Projet, dee gemengt huet, datt de Projet de loi éischter kéint eng Disposition transitoire duerstellen ebe vum Gesetz vun 2014, do huet de Statsrot awer gemengt, datt et éischter de caractère d'une disposition autonome wier.

Dofir hu mer och aus engem Projet de loi, deen e besteeënd Gesetz modifizéiert, eigentlech en autonome Projet de loi gemaach an e genannt: «Projet de loi sur la reconnaissance du mariage au Grand-Duché de Luxembourg et modifiant le code civil».

Wat hu mer an deem Projet de loi? Mir hunn zwee Paragrafen an deem Projet de loi. Deen éischten, effektiv, ännert de Code civil, och a sengem Code civil och nach den Artikel 170-1 (veuillez lire: e füügt dem Code civil och nach den Artikel 170-1 bäi), deen dann och erlaabt, datt effektiv eng Koppel de même sexe och zu Lëtzebuerg kann unerkannt ginn als bestuete Koppel, och wann dat virun der Introduktioun vum Gesetz den 1. Januar 2015 stattfonnt huet.

Just eng kleng Bemierkung, datt mer och an deem Artikel 170-1 eng Referenz maachen op den Ordre public, fir kloerzestellen, datt och nëmmen déi Mariagen unerkannt ginn, déi effektiv sech net um Ordre juridique (veuillez lire: Ordre public) hei am Land stoussen, wéi zum Beispill d'Bigamie, d'Polygamie oder d'Bestietnis mat engem Kand..., jo, mat enger Persoun, déi mineur ass, loosse mer et emol esou ausdrécken.

An da beschäftegt den zweeten Artikel vun dësem Gesetz sech mat der Adoptioun vun deene Koppelen, déi dann hei zu Lëtzebuerg unerkannt ginn, wou d'Adoptioun och schonn am Ausland unerkannt ginn ass. An och do stelle mer sécher, datt d'Konditiounen agehale gi vun der Autorité centrale en matière d'adoption internationale, datt de Ministère de l'Éducation an de l'Enfance, deen och dofir zoustänneg ass, sech effektiv halen un d'Convention de La Haye, wat vu Lëtzebuerg ratifizéiert ginn ass am Joer 2002.

An dat geschitt natierlech och fir all déi Maisons d'adoption vun der Croix-Rouge an aner Services agréés, soudatt mer kënne sécherstellen, datt déi Adoptiounen, déi am Ausland stattfonnt hunn an déi mir herno nodréiglech hei am Land unerkennen, och en bonne et due forme sinn an net géint ons Juridictioun hei am Land verstoussen.

Voilà, dëst gesot, mengen ech, wa mer dat Gesetz haut gestëmmt hunn a wann dat Gesetz bis dann och publizéiert ass, da sinn och all déi Koppelen de même sexe mat oder ouni Adoptioun vun engem Kand hei unerkannt, obwuel se virum 1. Januar 2015 bestuet gi si respektiv e Kand adoptéiert hunn. An domadder hätte mer déi lescht, net grad Ongerechtegkeet, mä dat Net-equivalent-Behandelen an dësem Land domadder erëm riichtgemaach.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Rapportrice. An ech wollt Iech elo froen, ob Der just d'Zoustëmmung gitt oder ob nach méi fundamental Interventiounen ze maache sinn. Ech hat ageschriwwen: den Här Gloden, den Här Bodry, d'Madamm Beissel, den Här Roy Reding.

(Brouhaha)

Dann den Här Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Ech mengen, dat hei Gesetz ass am Esprit vun deem Gesetz, wat mer gestëmmt hunn - d'Gesetz vum 4. Juli 2014 -, an duerfir gëtt meng Fraktioun den Accord.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech wéilt just d'Explikatioun ginn, dass den Här Gloden eigentlech net schold ass, mä dass hien ze grouss ass fir dee klenge Mikro.

(Hilarité)

Jo, mir maachen e méi laang. Mir maachen eng Verlängerung drun.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Kéint Der dat bei mir och maachen?

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Da kréie mer scho Mengenrabatt.

Une voix.- Voilà, voilà!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Bodry huet d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, Här President, ech wëll och der Rapportrice ausdrécklech Merci soe fir hire Rapport. Mir hate keng gréisser Diskussioun iwwert deen dote Projet och bei eis an der Commission juridique, well et effektiv fir déi grouss Majoritéit vun de Membere vun där Kommissioun eng logesch Suite ass eigentlech vun der Reform iwwert de Mariage, déi mer gestëmmt hunn, dee mer opgemaach hu fir gläichgeschlechtlech Koppelen.

Hei geet et also nach just drëm, fir déi Fäll ze léisen, wou de Mariage virdru stattfonnt huet, fir dass een also do all Rechtssécherheet kritt, déi elo mam aktuellen Text net honnertprozenteg besteet, wou et kënnen Interpretatiounsdivergenze ginn. A fir eben déi Kloerheet ze schafen, stëmme mer deen heiten Text. An deen huet natierlech déi voll Zoustëmmung vun der LSAP-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Bodry. Dann d'Madamm Beissel.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Här President, ech hänke mech drun, fir Merci ze soen der Madamm Rapporteur Viviane Loschetter.

Ech mengen, mat dësem Text maache mer e richtege Schrëtt fir d'Verbesserung vum Espace juridique européen. Mir verbesseren haaptsächlech d'Situatioun och vun dem Droit international privé vun engem ganze Koup Leit, déi op dem europäeschen Territoire, mä doriwwer eraus och op dem internationale Parkett sech bewegen.

Et geet jo ebe just ëm eng Gläichstellung tëschent de Mariagen, déi am Ausland geschloss ginn an zu Lëtzebuerg geschloss ginn, ënnert der Konditioun, dass eben, wéi gesot, d'Conditions de fond erfëllt sinn an och den Ordre public international respektéiert gëtt.

Dat gëtt mat dësem Projet de loi gemaach. D'Rechtssécherheet gëtt garantéiert. An dofir bréngen ech den Accord vun der DP-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Beissel. An dann, mengen ech, wär et um Här Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Den Här Bodry huet absolutt recht, wann e seet, datt deen heiten Text déi logesch Suite ass vun der Zouloossung vum Mariage homosexuel an der Adoptiounsméiglechkeet, déi hei agefouert ginn ass.

D'ADR huet géint dat Gesetz gestëmmt. An duerfir, well dat heiten eng logesch Suite ass, si mer selbstverständlech och géint dësen Text, well mer nach wie vor der Meenung sinn, an enger Optik vum Schutz vum Kand, datt een homosexuelle Koppelen de Mariage soll verweigeren a virun allem och d'Adoptiounsrecht vu Kanner soll verweigeren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Här President, et freet mech, dass ech elo awer nach e Gesetz hunn, wou ech ka soen, fräien Häerzens: Mir stëmmen derfir.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Nach net klappen, wann ech gelift! Den Här Justizminister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Ech vergonnen dat dem Här Urbany och vu ganzem Häerzen. Ech wëll der Rapportrice an der Commission juridique Merci soen, dass mer dëse Projet och konnten, an och dem Statsrot, relativ séier evakuéieren.

Et sinn, no der Adoptioun vum Text iwwert de Mariage pour tous, Zweifel opkomm, ob déi Mariagen, déi antérieur wieren, kéinte mat drënner falen. Doriwwer konnt laang épiloguéiert ginn. Fakt war, wann nëmmen dee geréngsten Zweifel bestanen huet, wär et besser, mir raumen deen esou séier wéi méiglech aus der Welt. Dat ass mat dësem Text geschitt.

Mir hunn och an där Zäit, wou den Text „Mariage pour tous"en vigueur ass, bis haut, och glécklecherweis nëmmen ee Fall gehat, wou de Mariage net konnt unerkannt ginn, soulaang dësen Text net virläit. Déi Leit hunn och en Affekot. Déi wëssen och, dass den Text haut gestëmmt gëtt, an déi wäerte sech och freeën, wann den Text am Mémorial publizéiert ass, dann hir Demande nei kënnen eranzereeche fir d'Reconnaissance.

Domadder kënne mer och elo soen, dass mer kee Fall hunn, deen, zënter eist Gesetz gestëmmt ass, dann net konnt unerkannt ginn. Et c'est tant mieux!

Ech soen Iech Merci fir d'Zoustëmmung.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Justizminister. A mir géifen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6908 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6908 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen.

Et geet e bësse méi lues. Oh, dat geet awer ganz zögerlich. Majo, da schléisse mer de Vott elo of. Kee méi? Okay.

De Projet ass mat 50 Jo-Stëmmen, bei 3 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par Mme Diane Adehm), Félix Eischen, Léon Gloden, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Lex Delles), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Ech géif Iech bieden, nach e kuerze Moment ze bleiwen, well...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Eng Gedenkminutt, Här President?

12. Hommage à M. Serge Urbany

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Beim Här Urbany wär ech guer net esou vireileg. Haut ass näämlech déi virleefeg lescht ëffentlech Sëtzung vun eisem Kolleeg, dem Serge Urbany. Hie gëtt muer säi Mandat weider un de Marc Baum, nom traditionelle Rotatiounsprinzip bei déi Lénk.

De geléierten Affekot ass den 2. Juli 2002 eng éischte Kéier als neie Member vun der Chamber opgeholl ginn an huet deemools d'Mandat vum Aloyse Bisdorff weidergefouert. Den Deputéierte vu Suessem war bis d'Wahle vun 2004 hei an der Chamber. Vun 2004 bis 2011 - dofir, Här Bodry, meng Bemierkung - war den Här Serge Urbany dunn ancien Député.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Wéi komplizéiert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- De 16. November 2011 ass hien op en Neits hei an d'Haus als Deputéierte komm, deemools als Nofolger vum André Hoffmann. De Serge Urbany war vun 2012 bis 2013 och aktive Member an der parlamentarescher SREL-Enquêtëkommissioun.

Bei de Wahlen 2013 ass hien erëmgewielt ginn a war vill am Asaz, wéi dat bei esou enger méi klenger Équipe normal ass, hei am Plenum, mä och an enger Rei vu Kommissiounen, dorënner an dëser Legislatur zum Beispill an der Institutiounskommissioun, der Gesondheetskommissioun, der Kommissioun fir Aarbecht an an der Kulturkommissioun.

De Serge Urbany, dat wësse mer, ass e Mann mat staarke politeschen Iwwerzeegungen. A wann hie bis op enger Schinn ass, dann ass et schwéier, fir hien dovun ofzebréngen, wann iwwerhaapt!

Une voix.- Hien ass net entgleist.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- En huet e laange Wee hannert sech an huet sech an der Kontinuitéit enger Rei vun Evolutiounen net verschloss. Bei him weess een och ëmmer, wou een drun ass. An och, wann hie mat senger Meenung net ëmmer mehrheitsfähig war, mengen ech, ass jiddweree vun eis zur Iwwerzeegung komm, dass de Serge e gudden Deputéierten ass.

Ech gebrauchen net d'Vergaangenheet, well hien emol schonn eng Kéier ancien Député war. An eiser aller Numm, an a mengem eegenen och, wëll ech dem Serge Urbany villmools Merci soe fir säin Asaz an him en einfachen „Maach et gutt, Serge!" mat op de Wee ginn. Merci!

(Applaudissements)

Ah, en huet seng Meenung awer geännert an...

(Hilarité)

Dofir hunn ech och esou laang gewaart.

(Interruption par M. Alex Bodry)

Fait personnel, fait personnel!

(Hilarité)

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Also ech wëll mech wierklech éierlech bedanke fir déi Kollegialitéit, déi heibanne bestanen huet. Ech mengen, mir hu keng Feindschaften opgebaut. Dat fannen ech immens wichteg. Wann een zesumme streit a Politik mécht, dann ass et wichteg, dass een awer nach herno ka matenee schwätzen. An ech mengen, dat ass eis wierklech gutt gelongen. An ech fannen, dat ass e Pluspunkt och vun där Chamber hei. Et läit vläicht un deene klenge Verhältnisser vun eisem Land, mä ech fannen, dass dat immens wichteg ass.

Et war och en immens léift an engagéiert Personal, mat deem mer et hei alleguerten ze dinn hunn, eent, dat wierklech eng héich Opfaassung vu Service public huet.

Wat mech ugeet, mäi militant Liewe wäert weidergoe wéi virdrun. Ech freeë mech drop - an ech wäert och muer uewen op der Tribün sëtzen, esou wéi hien elo -, wann de Marc Baum vereedegt gëtt. Dir wäert gesinn, dass dat gradesou ee kämpferesche Vertrieder ass vun déi Lénk wéi den David an ech.

Duerfir wéilt ech nach zum Schluss soen: Je ne regrette rien! Eppes vläicht e bëssen - e bëssen -, dat ass, dass ech net zum SREL-Gesetz konnt schwätzen.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Da passt op, dass kee Gras drop wiisst!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Mir kënnen et direkt drunhuelen, jo.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, villmools Merci. An domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm.

Une voix.- Maach et gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Bis muer de Mëtteg ëm zwou Auer. Merci.

(Fin de la séance publique à 19.13 heures)

SÉANCE 25

MERCREDI,
20 AVRIL 2016

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*
- *Tirage au sort des députés constituant la Commission de vérification*
- *Suspension de la séance publique de 14.06 à 14.16 heures*
- *Mme Sylvie Andrich-Duval*
- *Rapport de la Commission de vérification: M. David Wagner*
- *Prestation de serment et discours de M. Marc Baum*

3. Heure d'actualité de la sensibilité politique ADR au sujet d'un premier bilan relatif aux radars fixes
- *Exposé: M. Gast Gibéryen*
- *Débat: M. Laurent Zeimet, M. Roger Negri, Mme Josée Lorsché, M. Gusty Graas, M. David Wagner (intervention de M. Georges Engel)*
- *Prises de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure (questions de Mme Octavie Modert), M. Félix Braz, Ministre de la Justice*

4. 6588 - Projet de loi portant
a) organisation des services de taxis et
b) modification du Code de la consommation
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Henri Kox*
- *Discussion générale: M. Serge Wilmes (dépôt d'une motion), M. Roger Negri, M. Max Hahn, M. Roy Reding, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

5. 6645 - Projet de loi relatif à la promotion du transport combiné
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Roger Negri*
- *Discussion générale: M. Marco Schank, Mme Josée Lorsché, M. Gusty Graas, M. Gast Gibéryen, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. Changements de composition des commissions parlementaires et d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Félix Braz, François Bausch et Mme Lydia Mutsch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kolleeginnen a Kolleegen, ech maachen d'Sitzung op a froen d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

2. Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés

Da komme mer zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour. Zënter gëschter wësst Der, dass mer en neie Member an d'Chamber ophuelen, well a sengem Bréif vum 14. Abrëll 2016 huet den Här Serge Urbany eis matgedeelt, datt hie vun haut de Mëtteg zwielef Auer un op säin Deputéiertemandat verzicht am Rame vun deem vu senger Sensibilitéit gewielte Rotatiounsprinzip.

Am Artikel 9 Paragrafen 1, 4 a 5 vum Chambersreglement ass Folgendes an där doter Situatioun virgesinn: D'Chamber ass Juge iwwert d'Éligibilitéit vun hire Memberen an d'Regularitéit vun hirer Wiel. Wann e Member an d'Chamber opgeholl gëtt, gëtt d'Verifikatioun dovu vun enger Kommissioun vu siwe Membere vun der Chamber gemaach. D'Chamber hëlt dann d'Konklusiounen an deen neie Member kann doropshi vereedegt ginn, wann d'Konklusioune positiv sinn.

Tirage au sort des députés constituant la Commission de vérification

A vu dass mer eist Chambersreglement nach net geännert hunn, maache mer dat no der gewinnter Prozedur. De Kielech geet also net laanscht eis, nach dës Kéier, a mer mussen aus dem Kielech siwe Membere vun der Kommissioun erauszéien, déi dann d'Verifikatioun vun de Wahle musse maachen. Voilà! Grouss Spannung. Bon, hei sinn der zwee uneneegepecht, däerf ech déi direkt...

(Interruption)

Oh! Also, dat hei ass e bësse méi eng aussergewéinlech Koppel, wann ech dat däerf soen. An Dir gitt mer wahrscheinlech recht: den Här Wagner an den Här Kartheiser.

Plusieurs voix.- Aah!

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Da kann näischt méi schifgoen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Roth ass...

(Interruption)

...elo just erakomm. Dir hutt Chance, well d'Wahl ass op lech gefall. Dir sidd also an der Spezialkommissioun.

Den Här Gloden. D'Madamm Mergen ass am Moment net hei. Den Här Paul-Henri Meyers.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Delles. An d'Madamm Andrich.

Dat sinn der siwen. Ech géif d'Kommissioun elo bieden, sech an de Sall 4/5 zréckzezéien, fir d'Resultater, wat d'Wahle vum 20. Oktober betrëfft, méi speziell wat d'Wahl vum Här Marc Baum ugeet, ze préiwen an dann der Chamber hire Rapport virzeleeën. Ech ënnerbrieche bis dohin d'Sitzung.

(La séance est suspendue à 14.06 heures.)

***

(La séance est reprise à 14.16 heures.)

D'Kommissioun, Kolleeginnen a Kolleegen, huet hir Aarbechten ofgeschloss, an domat kann ech d'Sëtzung erëm opmaachen.

An d'Wuert huet direkt d'Presidentin vun der Kommissioun, d'Madamm Sylvie Andrich-Duval.

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Merci, Här President. D'Kommissioun, déi jo duerch d'Lous zesummegestallt gouf, setzt sech aus folgenden Deputéierten zesummen: den Här David Wagner, den Här Fernand Kartheiser, den Här Gilles Roth, den Här Léon Gloden, den Här Paul-Henri Meyers, den Här Lex Delles an d'Madamm Sylvie Andrich-Duval, meng Wéinegkeet. An den Här Wagner gouf zum Rapporteur an ech selwer zum President vun dëser Kommissioun ernannt.

Här President, ech bieden Iech deemno, dem Rapporteur d'Wuert ze ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Andrich. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här David Wagner.

Plusieurs voix.- Très bien!

Rapport de la Commission de vérification

M. David Wagner *(déi Lénk), rapporteur.*- Merci.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Hie bestëmmt iwwert d'Halschent vu senger Fraktioun.

M. David Wagner *(déi Lénk), rapporteur.*- Dir Dammen an Dir Hären, d'Schicksal mécht d'Saache ganz gutt. Et ass mer eng richteg Éier, dëse Bericht kënnen ze maache fir mäi Komerod a Frënd, de Marc Baum, deen elo fir eng ganz Partie Méint nieft mer wäert sëtzen op dëser Bänk. Ech freeë mech schonn dorobber.

Am Numm vun der Kommissioun ad hoc géif ech Iech elo eise Rapport virdroen.

A sengem Bréif vum 14. Abrëll huet de Serge Urbany de Chamberspresident doriwwer informéiert, datt hien ab dem 20. Abrëll dëses Joers um zwielef Auer op säin Deputéiertemandat verzicht. Esou wéi den Artikel 167 vum Wahlgesetz an den Artikel 9 vum Chambersreglement et virgesinn, ginn déi Kandidaten, déi op jiddwer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, derzou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Demissioun, Stierffall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf.

De Chamberspresident suergt fir d'Successioun vun deene vakanten Deputéiertemandater an informéiert de Statsminister doriwwer. A sengem Bréif vum 14. Abrëll 2016 huet den Här Chamberspresident Mars Di Bartolomeo sech un den Här Marc Baum gewannt, deen als éischte Suppléant op der Lëscht vun der Partei déi Lénk aus dem Wahlbezierk Süde steet. Deeselwechten Dag huet de Chamberspresident och de Premierminister doriwwer informéiert.

Am Artikel 118 vum Wahlgesetz, a méi speziell am Artikel 3 vum Chambersreglement, ass virgesinn: «La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.» Eis Kommissioun hat als Aufgab, déi néideg Verifikatioune virzehuelen.

D'legislativ Wahle vum 20. Oktober 2013 sinn den 13. November 2013 vun der Chamber iwwerpréift a validéiert ginn. Aus de Procès-verbaux vun dëse Wahle geet ervir, datt den Här Marc Baum, wunnhaft zu Esch/Uelzecht, effektiv deen éischte Suppléant op der Lëscht vun der Partei déi Lénk aus dem Wahlbezierk Süden ass an dofir dem Här Serge Urbany seng Plaz unhuele kann.

A sengem Bréif vum 15. Abrëll 2016 huet den Här Marc Baum eise Chamberspresident informéiert, datt hien d'Mandat vum Här Serge Urbany wëllt weiderféieren.

D'Kommissioun stellt eestëmmeg fest, datt näischt géint d'Vereedegung vum Här Marc Baum schwätzt a wënscht him vill Gléck bei der Ausübung vu sengem Mandat.

Den Dossier, deen der Kommissioun zur Verfügung gestallt gouf, gëtt um Büro deponéiert. Vill Gléck, Marc!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Kommissioun an dem Rapporteur fir hir Aarbecht. De Konklusioune vun der Kommissioun no ass alles an der Rei.

Ass d'Chamber därselwechter Meenung?

(Assentiment)

Da géif ech den Här Marc Baum bieden, elo eranzekommen.

Prestation de serment de M. Marc Baum

Här Baum, ech géif Iech elo bieden, den Eed ze leeschten, esou wéi en am Artikel 57 vun eiser Verfassung virgesinn ass an deen de folgende Wuertlaut huet: «Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Hieft, wann ech gelift, déi riets Hand a widderhuelt mat mir: «Je le jure.»

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Je le jure.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat, Här Baum, sidd Dir elo Member vun der Chamber. Häerzlech Félicitatiounen am Numm vun all Äre Kolleegen an och vu mir selwer. An Dir hutt elo direkt d'Wuert fir Är éischt Ried hei an der Chamber.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et misst ee jo bal an dësem Fall dem Rapporteur Merci soe fir säin exzellente mëndleche Rapport.

(Hilarité)

Et ass schonn e komescht Gefill, hei ze stoen op dëser Plaz, wou gëschter nach de Serge Urbany mat där him eegener Vehemenz plädéiert a wou nach virun net allze vill laanger Zäit de Justin Turpel an den Ander Hoffmann d'Saach vun der Lénker vertrueden hunn. Si hunn allen dräi d'Lat ganz héich geluecht. A si hunn allen dräi gewisen, datt politescht Engagement och ausserhalb vun der Chamber méiglech an néideg ass.

Ech hat d'Chance, zënter 2009 hir Aarbecht hei an der Chamber ganz no begleeden ze kënnen. An ech wëll hinnen ausdrécklech Merci soe fir hiren engagéierten a kämpfereschen Asaz, deem ech villes ze verdanken hunn an dee mech villes geléiert huet.

Här President, et ass mer eng grouss Éier, hei als Vertrieder vum Vollek vereedegt ze ginn an dësem Parlament, wat eigentlech den éischte Pouvoir am Land duerstellt. D'Chamber, esou steet et an eiser aktueller Verfassung, representéiert d'Land an et representéiert dat ganzt Land. Dat heescht, och deen Deel vun der Bevëlkerung, dee keen oder nach kee Wahlrecht huet. Mir schéngt et wichteg, sech als Deputéierten dëse Grondsaz ëmmer nees virun Aen ze halen, grad an engem Land wéi Lëtzebuerg, dat opgrond vu senger Geschicht a senger Entwécklung am 20. Jorhonnert e Land vu Migratioun a vu Passage war an ass.

Ech selwer sinn a gewëssem Sënn e Produit vun där Migratiounsgeschicht. Meng Originnen kann een an esou exotesche Géigende wéi dem Mëllerdall, Norditalien, dem Ourdall an der italienescher Schwäiz fannen. Si alleguer hu gemeinsam, datt sech iergendwann um Enn vum 19. Jorhonnert oder uganks vum 20. Jorhonnert, Mënschen op de Wee gemaach hunn, mat der Aussiicht op en anert, op e bessert Liewen, Mënsche mat Dreem, Wënsch an Hoffnungen, deenen hir nei Heemecht de Minett gouf, a méi genee Esch, déi Stad, an där ech gebuer an opgewuess sinn, an där ech och haut gär a bewosst liewen. Déi Stad an hir Leit hu mech geprägt, mat där esou spezieller Mëschung aus Solidaritéit a Widderstännegkeet.

Et war a menger Lycéeszäit zu Esch, wou ech déi éischt Erfahrungen a Kontakter mat Politik gemaach hunn. No Schülerdemonstratiounen an den 90er Joren hunn ech mech politiséiert a war och schonns 1999 bei der Grënnung vun déi Lénk derbäi. Vun 2008 bis 2014 war ech fir déi Lénk am Escher Gemengerot. An och d'Passioun fir den Theater hunn ech zu Esch am Lycée entdeckt an nom weidere Parcours vu mengem Liewe weiderentwéckelt.

De berüümten Theaterregisseur Max Reinhardt huet eng Kéier gesot: „Nicht Verstellung ist die Aufgabe des Schauspielers, sondern Enthüllung." Ech denken, datt dëse Gedanke ganz gutt meng Attraktioun fir dee Beruff op de Punkt bréngt. Et ass e Beruff, dee mer wonnerbar mënschlech Erfahrunge bruecht huet, an et ass awer och e Beruffsstand, bei deem déi Allermeeschte scho ganz dacks d'Experienz vun der ekonomescher Prekaritéit erlieft hunn.

Deputéierte sinn, ass kee Beruff, et ass e Mandat, en Optrag, deen ee vun de Leit krut opgrond vun engem politesche Programm, dee bei Wahle presentéiert gouf. Nieft dem Mandat als Deputéierten, dat ech elo untrieden, ass et mer wichteg, mäin eigentleche Beruff als Schauspiller a Regisseur, wann och vläicht manner intensiv, weider op de Bünen auszeféieren. Ech denken, datt et wichteg fir en Deputéierten ass, weider mat den alldeegleche Realitéite vum Beruffsliewe konfrontéiert ze sinn, genausou wéi déi allermeescht Leit dobaussen. En Deputéierten ass gewielt aus dem Vollek fir d'Vollek.

Här President, wéi den Änder Hoffmann am November 2011 hei seng Ofschidsried hat, sot hien, datt mer eis Demokratie nei erstreide missten. Ech denken, datt dee Saz haut méi aktuell wéi jee ass. Begréffer vu Fräiheet, Gläichheet a Bridderlechkeet, déi konstitutiv fir eis Demokratië misste sinn, gi vun der Wierklechkeet all Dag mat Féiss getréppelt.

Wat heescht Fräiheet haut nach am Geeschteszoustand vum État d'urgence? Wat heescht Gläichheet nach, wann d'Ongläichheeten iwwerall, an och zu Lëtzebuerg, klammen? A wat heescht Bridderlechkeet nach - haut géif een éischter soen „Solidaritéit" -, wa bal all Dag Mënsche virun de Grenze vun Europa erdrénke mussen, well se virun deem Misär an där Gewalt flüchten, déi mir matgeschafen hunn?

Jo, ech mengen och, datt mer eis Demokratie nei erstreide mussen, well et geet ëm näischt manner wéi den „Genre humain", wéi et an der Internationaler heescht. Ech si mer bewosst, datt dësen déif gräifende politesche Wandel, dee mer esou batter néideg hätten, net hei vun der Chamberstribün wäert säin Ausgang huelen. E geet aus vu Mobiliséierunge vun de Leit, der Kraaft vu Gewerkschaften a soziale Bewegungen, esou wéi Fortschrëtt ëmmer erkämpft ginn ass. Mä ech denken, datt d'Aarbecht an der Chamber e wichtege Moyen ass, fir déi Diskussiounen an déi Debatten unzestiwwelen an ze inspiréieren, déi Weeër kënnen opzeechnen, fir aus där Sakgaass, an déi dësen ekonomesche System eis gefouert huet, erauszekommen.

An deem Sënn, wëll ech dat Mandat hei ugoen. An an deem Sënn wënschen ech eis alleguerten nach eng ganz Rëtsch streideresch Ausenanersetzungen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Baum. D'Chamber ass also erëm komplett no e puer Stonne manner Komplettheet.

A mir kéinten zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, enger Aktualitéitsstonn, déi vun der Sensibilitéit vun der ADR ugefrot ginn ass an déi en éischte Bilan wëllt zéien iwwert déi Erfahrungen, déi mer no der Aféierung vun den automatesche Radaren zu Lëtzebuerg gemaach hunn, an déi eventuell Konsequenzen, déi dat ergëtt. Dir wësst, datt d'Riedezäit am Artikel 84 geregelt ass. An ech géif direkt d'Wuert un den Antragsteller ginn, den Här Gast Gibéryen.

3. Heure d'actualité de la sensibilité politique ADR au sujet d'un premier bilan relatif aux radars fixes

Exposé

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den 8. Juli 2015 hu mer hei an der Chamber eestëmmeg d'Gesetz gestëmmt, wat et dem Stat erlaabt, Radaren hei am Land opzestellen. D'Aktualitéitsstonn, déi ech haut gefrot hunn, ass net, fir dëst Gesetz a Fro ze stellen. D'ADR steet och haut nach zu hirem Vott vum 8. Juli 2015 an ass och nach ëmmer iwwerzeegt, datt d'Radaren e wesentlechen Deel derzou wäerte bäidroen, eis Stroosse méi sécher ze maachen, wa mer déi Radaren esou asetzen, wéi mer se an der Diskussioun den 8. Juli 2015 hei diskutéiert hunn.

D'Aktualitéitsstonn ass dofir éischter do, fir ee Mount nom Aféiere vun de Radaren en éischte Bilan ze zéien, ob d'Resultat dat bruecht huet, wat mer eis virgestallt hunn, oder ob Korrekturen néideg sinn. Déi dräi zoustänneg Ministere wäerten eis herno Detailer, aus hirer Siicht, a Chiffere ginn opgrond vun den Erfahrungen an de Statistiken, déi se den éischte Mount gesammelt hunn.

D'Zuel vun den Infraktiounen den éischte Mount sinn eppes iwwer 40.000, an dovunner 1.200 Délits de grande vitesse. Ech mengen, déi 1.200 beweisen, datt hei am Land eng Zuel vu Leit relativ séier ënnerwee sinn. An ech mengen, eleng fir déi 1.200, déi jo 50% iwwert der autoriséierter Vitesse gefuer sinn, hunn déi Radare scho sécherlech hire Wäert erfëllt.

D'Zuel war am Ufank 2.000 den Dag. Se ass an der Zwëschenzäit gesonk, de Minister huet mer gëschter gesot, op ongeféier 600. Déi Zuel wäert och nach weider sénken. Och wann déi Zuel vu 40.000 sech wäert tëschent 15 oder 20.000, Gott weess wou, doruechter apendelen, esou wäert se dach duerch d'Installéiere vun zéng weidere Radaren elo am Mee och erëm eropklammen, soudatt een dervu kann ausgoen, datt mer awer herno wäerte bei 25.000 Feststellungen, déi ze séier gefuer sinn, hei am Land pro Mount kommen, wat dann zu enger Zuel géif komme vun ongeféier 300.000 am Laf vun engem Joer.

Hei stellt sech d'Fro vun der Verhältnismëissegkeet. D'Zil war et, iwwerall do Radaren opzestellen, wou Geforepunkte sinn. Dat ass och deemools hei an der Diskussioun vun deene verschiddene Parteien an och vum Minister deementspriechend gesot ginn. De Minister huet deemools gesot: „Déi 20 Punkten, déi sinn erausgesicht ginn iwwert de Comité d'audits. Dat sinn d'Points noirs vun eisem Stroosseréseau (…)."

D'Fro stellt sech haut: Hu mer déi zéng Radaren och elo wierklech op esou Point-noiren opgestallt? Sécherlech verschiddener jo, sécherlech verschiddener neen.

Ech ginn ee Beispill oder zwee Beispiller: De Schlammestee. Um Schlammestee hätt de Radar sécherlech en Zweck gehat zu engem Zäitpunkt, wéi nach keng rout Luuchten do waren. Elo, wou d'rout Luuchten do sinn, 50 Meter viru roude Luuchten a 50 Meter hannert dem Schëld 70 e Radar opstellen, mécht menger Meenung no kee Sënn. Well wa mer en dohinner stellen, misste mer an der Regel virun all rout Luucht e Radar opstellen. Dobäi muss ee wëssen, datt de Radar quasi op där Plaz schonn do blëtzt, wou d'Schëld steet a wou d'Leit biergof op dat Schëld zoufueren.

En zweete Punkt ass Gonnereng, wou och d'Leit soen, datt am Fong de Radar net misst an der Entrée vu Gonnereng stoen, mä d'Accidenter, wa mer vu Points noirs schwätzen, déi sinn ëmmer op der Streck tëschent Gonnereng a Waldhaff geschitt. Do steet awer haut kee Radar! De Radar steet an der Entrée vu Gonnereng.

D'Toleranz, Här President, gëtt och vill diskutéiert. Et ass kloer, datt d'Regierung eis seet, déi Apparater, déi mir hunn, dat wier dat Neist, dat Modernst, wat um Maart wier a si géifen och esou prezis moosse wéi keng anerer, an datt een duerfir kéint am Fong vun enger Nulltoleranz ausgoen.

Mä déi Toleranz, déi mer hunn, ass extrem minim. Et gëtt der och am Ausland, muss ee soen, wou se esou minim ass, mä et gëtt der och am Ausland, wou se méi héich ass. Ech plädéieren derfir, dat nach eng Kéier ze iwwerkucken a fir ze kucken, ob een net kéint déi Toleranz dach awer eropsetzen, quitte datt een ëmmer ka soen: 70 ass 70, 50 ass 50, et ass eng Nulltoleranz. Mä wa mer déi Chiffere kucken, déi hei awer festgehale ginn, mengen ech, misst een u verschiddene Schrauwen awer dréien, fir iergendwéi op eng Verhältnismëissegkeet zréckzekommen.

Een anere Punkt, dat sinn d'Virwarnungen. Déi Schëlter stinn am Prinzip ëm ee Kilometer virun de Radaren. Verschiddener méi, verschiddener manner. An et gëtt och Schëlter, wann een zum Beispill d'Sortie Ettelbréck hëlt oder vun der Escher Autobunn an d'Stad kënnt, wou en zweet Schëld kënnt virun dem Radar.

Eng Iddi, déi mir perséinlech gutt fannen a wou mer der Meenung sinn, wann et eis wierklech drëm geet, net fir datt d'Leit musse bezuelen, mä datt et eis wierklech drëm geet, fir datt d'Leit op där Plaz solle lues fueren, géife mer derfir plädéieren, datt een, wa méiglech, déi Schëlter sollt méi grouss maachen an zweetens en zweet Schëld 500 Meter virun de Radar stellen an ënnert dat Schëld och déi kontrolléiert Vitesse maachen. Vill Leit schwätzen driwwer.

An ech mengen, et ass eng Realitéit, datt mir hei op eise Stroosse relativ séier d'Vitessë wiesselen: 70, 90, 110, 70, 90. A ganz vill Leit wëssen net méi, wa se bei de Radar kommen: Wat fir eng Vitesse ass dann elo iwwerhaapt nach déi, déi ech muss fueren? Well déi Schëlter hei zu Lëtzebuerg relativ dacks wiesselen op relativ kuerze Strecken. Duerfir géife mer derfir plädéieren, datt ee bei deem Schëld een zweet géif bäisetze 500 Meter virun dem Radar, an datt een ënnert dat Schëld dann och géif déi kontrolléiert Vitesse mat drënner pechen oder hänken.

Mir sinn och der Meenung - mir hu kierzlech, ier d'Radaren agefouert gi sinn, e Gesetz hei gestëmmt, wat aner Infraktiounen, déi hätte kënnen iwwert d'Radare gemooss (veuillez lire: festgestallt) ginn -, mir sinn och der Meenung, datt een dat an Zukunft soll esou loossen a keng aner Infraktiounen iwwert d'Radare feststellen.

Ech wollt och nach e puer Wuert verléieren hei iwwert d'Konsequenze fir eis Geriichter. Ech si frou, datt den Här Justizminister och hei ass, well wa mer eleng 1.200 Délits de grande vitesse hunn, da wësse mer jo och, datt dat fir eis Geriichter e relativ groussen zäitlechen Opwand bréngt. Wann eis Geriichter géifen 20 Deeg de Mount schaffen, da wieren dat 60 Fäll den Dag, déi se misste behandelen, eleng fir dat, wat am éischte Mount geschitt ass. Dat wier eng grouss Belaaschtung fir eis Geriichter.

An ech wollt och do de Minister froen, ob et do aner Méiglechkeete gëtt, ee vläicht aner Prozedure kéint praktizéieren, fir datt eis Geriichter awer net onmoosseg géifen zäitlech belaascht gi mat esou Prozesser. Woubäi een dann och nach muss wëssen, datt dat... Deen aarme Riichter, dee muss ee bedaueren, wann deen all zéng Minutten datselwecht muss froen, datselwecht soen an datselwecht Uerteel quasi huelen. Dat gëtt eng monoton Aarbecht, dat ass sécherlech keen interessanten Job! Mä vläicht gëtt et do eng aner Prozedur, fir datt een do eis Geriichter net esou muss belaaschten.

Datselwecht zielt och fir d'Post. Ech mengen, mir waren eis deemools eens ginn heibannen, datt dee Bréif misst ageschriwwe sinn. Mä 40.000 Bréiwer, dat bedeit bei 20 Schaffdeeg 2.000 ageschriwwe Bréiwer, déi d'Bréifdréieren den Dag mussen ausdeelen, wou se bei d'Diere musse schelle goen, d'Leit mussen erauskommen, ënnerschreiwen oder d'Leit sech déplacéiere mussen op e Postbüro oder op eng Tankstell, fir déi Bréiwer sichen ze goen.

Här President, wéi gesot, dat sinn e puer Uregungen an e puer Froen, déi ech wollt hei an deenen zéng Minutten, déi mer hunn, stellen. Ech mengen, den Här Bausch huet deemools als Minister hei an der Debatt gesot, datt d'Akzeptanz fir den Asaz vun esou engem System awer klëmmt, wa sech d'Erkenntnis duerchsetzt, datt et sech heibäi ëm eng reng Sécherheetsmoossnam handelt an net ëm e Moyen, fir d'Statskeess ze fëllen. Dat hu mer deemools mat zwou Hänn heibannen alleguer ënnerschriwwen.

Wa mer net wëllen, datt bei de Leit d'Impressioun opkënnt, datt et awer zu engem gudden Deel wier, fir d'Statskeess ze fëllen, mengen ech, da misste mer och bereet sinn, verstännegerweis un e puer Schrauwen ze dréien, fir d'Verhältnismëissegkeet hierzestellen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR)*.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Gibéryen. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Laurent Zeimet fir d'CSV.

Débat

M. Laurent Zeimet *(CSV)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir waren och fir d'Radaren a mir bleiwe fir d'Radaren. Et däerft awer och keng Iwwerraschung si fir keen, datt et kee Stuerm vun der Begeeschterung ginn ass, wéi d'Radaren elo ugefaangen hunn, ze fonctionnéieren.

Mir bleiwen der Meenung, datt d'Radaren e wichtegt Element sinn, fir méi Sécherheet an eisem Stroosseverkéier ze erreechen. An dat ënnersträichen och déi lescht europäesch Statistiken, déi weisen, datt mer am Grand-Duché e Problem hunn, well mer iwwert dem Duerchschnëtt bei Verkéiersdoudege leien. 2014 35 Doudeger, 2013 45 Doudeger. Déi Blesséiert, déi Traumatiséiert, dat ganzt Leed, wat sech iwwer Familljen a Frëndeskreesser leet, léisst sech statistesch net erfaassen.

Mir hunn also e Problem a mir musse géint dee Problem Mesuren ergräifen. D'Radaren eleng wäerten dee Problem sécher och net léisen, mä si sinn een Element dovun. An de Marco Schank, deen d'lescht Joer an eisem Numm geschwat huet, hat och deemools schonn drop higewisen, datt mer no enger gewëssener Zäit sollte kucken, wéi et sech bewäert huet, Konklusiounen zéien an dann och eventuell Upassunge virhuelen.

D'Exekutioun vum Radarsystem läit an den Hänn vun der Regierung. Ob et elo glécklech war fir d'Akzeptanz vum System, dauernd ze mellen, wéi vill Leit elo schonn an d'Fal getappt sinn, dat loossen ech elo emol dohinnergestallt.

Wat mer awer fannen, dat ass op alle Fall, datt déi Campagne, déi zäitgläich leeft, net onbedéngt glécklech ass, mat deem groussen Objektiv vum Big Brother. Wat wëlle mer de Leit domadder matdeelen? Datt mer se observéieren? Mir mengen, datt d'Zil vun de Radaren net dat ass, mä d'Zil ass, méi Sécherheet ze erreechen.

Natierlech ass elo net ze iwwerhéieren, datt hei an do schonns no Upassungen a Verbesserunge gefrot gëtt. Den Här Gibéryen huet dat jo och elo scho gemaach. An och mir stellen eis d'Fro, ob all Radar elo gënschteg steet. Et kann een och un eng Plaz wéi Märel denken. Bréngt dat net éischter oder mécht dat de Risque vun Accidenter net éischter méi grouss, wann d'Leit op eemol all zesummen ofbremsen? Ginn d'Radare gutt genuch signaliséiert? Kéint een net och vläicht duerch Vitessemiesser drop opmierksam maachen, mat wéi vill een ënnerwee ass?

D'Fro no der Toleranz ass och scho gestallt ginn. Mir sinn net fir eng Nulltoleranz, well de Mënsch ass net perfekt, mä d'Maschinne sinn et och net! Mä d'Toleranz muss natierlech och Grenzen hunn. Mä ier mer elo iwwert d'Toleranze schwätzen, sollte mer eis vläicht emol un déi Limitten halen, déi mer eis ginn hunn an déi mer festgeluecht hunn.

A mir fannen natierlech och, datt een iwwert déi Limitte kann diskutéieren, déi dorëmmer esou festgeluecht ginn. Mir kennen alleguerten d'Beispiller, déi eng kenne se besser wéi déi aner, vun der N7 oder vun der lechternacher Streck, wou d'Vitesselimitatiounen awer dacks hannertenee wiesselen a wou een heiansdo do net méi weess, a wéi engem Streckenabschnitt ech elo hei ënnerwee sinn. Do misste mer vläicht heiansdo méi konsequent sinn.

Erlaabt mer ee Beispill aus menger Gemeng, wat Der vläicht kennt. Beim Parc merveilleux, do ass virgeschriwwen, mat 70 ze fueren. Elo ass d'Saison vum Parc merveilleux, do gëtt laanscht d'Strooss geparkt, do klammen d'Familljen aus den Autoen eraus, si trëppele bei de Park, si si mat Kanner ënnerwee. Ass 70 do déi richteg Limitatioun? Mir mengen net! A mir mengen dat och net als Gemeng a mir hunn duerfir mat dem Ministère och diskutéiert, fir datt mer eng aner Limitatioun kéinten dohinner kréien.

Elo hu mer e Kompromëss fonnt an et gëtt e weidert Schëld, e blot Schëld, wat da recommandéiert, mat 50 do ze fueren, dat heescht: offiziell 70, recommandéiert 50. Et wiesselt also op där kuerzer Streck och dacks hin an hier a glécklech ass dat sécherlech net!

Datselwecht kenne mer aus eise Gemengen. Vill féieren Tempo 30 an de Quartieren an. Déi eng Leit si frou doriwwer, déi aner sinn net frou doriwwer. Déi eng hätte gäre Kontrollen, déi aner wëlle keng Kontrollen. Mir mudden de Leit scho vill zou, fir domat eens ze ginn.

Mir sinn och der Meenung, datt een och op den Autobunne laanscht d'Wunnquartiere sollt sech iwwerleeën, ob et net am Sënn wär vun deene Leit, déi laanscht d'Autobunne wunnen, och do eng Limitatioun vun 90 ze maachen, fir datt een och do manner Kaméidi kritt a méi Liewensqualitéit. Natierlech ass et esou, datt an de Spëtzestonnen d'Leit net esou séier ënnerwee sinn op den Autobunnen. Mä d'Leit wunnen awer 24 Stonne laanscht d'Autobunn. Dofir ass manner Vitesse wichteg, fir méi Sécherheet, fir manner Kaméidi a fir manner Verschmotzung! A wa mer dat wëllen, da brauche mer eben och déi Kontrollen, an da brauche mer och déi Radaren.

Natierlech wier alles vill méi einfach, wa mer eis géifen un eis eege Regelen ëmmer an iwwerall halen. Mä mir si wéi mer sinn. Mir wëlle kee Verkéier, mir wëlle kee Kaméidi virun eiser Dier, mä mir wëlle mam Auto laanscht dem Noper seng Dier fueren. A mir wëllen natierlech och net dobäi kontrolléiert ginn.

Mir stinn zu de Radaren. Mir verschléissen eis net enger Diskussioun iwwer méiglech Upassungen an der Ëmsetzung. Mir si fir d'Verbesserung, fir méi kohärent an novollzéibar Vitessesignalisatiounen, déi méi Sécherheet a manner Belaaschtung bréngen. A mir sinn awer och der Meenung, datt et vläicht nach e bësse frél elo ass, fir schonn definitiv Konklusiounen ze zéien. Mä mir sinn der Meenung, datt een dat alles sollt eng Kéier iwwerpréiwen an dann déi richteg Konklusiounen zéien.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Zeimet. An d'Wuert huet elo direkt den Här Roger Negri fir d'LSAP.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut sinn et fënnef Wochen hier, säit déi zéng nei Radaren a Betrib gaange sinn. Iwwer 40.000 waren et der bis d'lescht Woch, wou Autosfuerer geblëtzt goufen, dovunner 1.200 Chauffeuren esou schnell ënnerwee, datt de Fall op d'Geriicht kënnt. Déi genau Zuele kréie mer herno sécher vum Här Minister selwer.

Dat ass e frappante Constat: Déi Meescht vun eis fuere ganz einfach ze séier! Ech schléisse mech do net aus. Et geet och hei de Mëtteg net drëm, Lektiounen ze ginn. Mä et geet awer ganz sécher och net drëm, déi Saach ze bagatelliséieren. Wonnere kann ee sech och nëmmen, datt elo ënner anerem d'Toleranzgrenz a Fro gestallt gëtt, sief et duerch d'parlamentaresch Ufro, sief et duerch ëffentlech Petitiounen, sief et an de soziale Medien.

Neen, „Maximal heißt maximal.", stoung de leschte Samschdeg an engem ausgezeechnete Kommentar am „Lëtzebuerger Wort", an deem et weider heescht, wann Der erlaabt, zitéieren ech et: „Über 40.000. Die Bilanz nach knapp einem Monat mit den Radargeräten ist ernüchternd. Endlich wird dem Land der Spiegel vorgehalten. Und das Abbild, das dieser zeigt, ist deutlich. Geschwindigkeitsbegrenzungen werden hierzulande offenbar nicht nur gelegentlich vergessen, sondern systematisch ignoriert. Das ist ziemlich beschämend. Mit Sicherheit werden die Radargeräte viele Autofahrer zu einem Umdenken verleiten.

Dies ist aber bei Weitem nicht immer der Fall. Statt einsichtig reagieren manche empört. Der Toleranzwert sei viel zu gering, liest man beispielsweise in den sozialen Netzwerken. Ein Antragsteller hat nun gar eine Petitionsanfrage eingereicht mit der Forderung, dass dieser Wert auf zehn Prozent erhöht wird. Dabei wäre das eine komplett falsche Botschaft!

Maximalgeschwindigkeit heißt Maximalgeschwindigkeit. Punkt! Ein Toleranzwert von drei km/h oder drei Prozent ist angebracht. Mehr aber nicht! Denn auch wenn dieser höher liegen würde - hängt es letztlich an einem einzigen Stundenkilometer, ist dies so oder so blöd. Ärgern darf man sich dann aber nicht über einen vermeintlich zu geringen Toleranzwert - sondern allerhöchstens über sich selber."

58 Verkéiersdoudeger gouf et 2015, op eng Millioun Awunner héichgerechent, d'lescht Joer zu Lëtzebuerg. Sou seet eng Statistik vun der EU-Kommissioun. Dobäi läit Lëtzebuerg iwwert der EU-Moyenne vun 51,5. Ze héich Vitesse ass a bleift bäi Wäitem déi éischt Ursaach fir Accidenter op eise Stroossen. Ronn 48% vun den déidlechen Accidenter a 35% vun den Accidenter mat Blesséierten, déi 2014 geschitt sinn, sinn den offizielle Constaten no d'Resultat vu ganz einfach ze héijer Vitesse.

Am Joer 2014 goufe fir den Dépassement vun de virgeschriwwene Vitesselimitatiounen insgesamt 28.058 - 28.058! - Führerschäinspunkte vun der Police agezunn. Dat Leed, wat Accidenter mat sech bréngen, ass duerch näischt méi guttzemaachen!

An deem Sënn, also och am Sënn vun enger gréisstméiglecher Transparenz an Effikassitéit vun de Mesuren, huet d'Regierung och, laang ier d'Radaren a Betrib geholl gi sinn, public gemaach, wou déi eenzel fix Radare géife stoe kommen. Déi eenzel Standuerter fir d'Radaren, also déi geféierlechst Plaze vun eisem Stroosseréseau goufen op Basis vun enger déif gräifender Analys vun der Accidentologie vum Aarbechtsgrupp „audit de sécurité" identifizéiert, deen ënnert der Présidence vun de Ponts et Chaussées fonctionnéiert an all betraffen Akteuren an Experte versammelt.

Déi ganz Diskussioun erënnert mech un déi sengerzäit vum Sécherheetsgurt. Am Ufank si mer gefuer ouni Gurt. Duerno si se fakultativ ginn an et sinn all méiglech Theorien opgestallt ginn, ob dat Sënn mécht oder net. Haut ass et eng Evidenz, de Sécherheetsgurt unzedoen. Mäin Auto zum Beispill fiert haut guer net, wann ech virdrun net de Sécherheetsgurt ugedoen hunn. An dat ass och gutt esou. An esou wäert et och herno sënngeméiss mat de Radare goen. Ob mer wëllen oder net, d'Radare sinn do an dat ass och gutt esou am Sënn vu méi Verkéierssécherheet fir eis alleguerten.

Als LSAP ënnerstëtze mir all Moossnamen, domadder och d'Radaren, déi dozou bäidroen, datt d'Vitesselimitatioune respektéiert an domat vill Accidenter a mënschlecht Leed verhënnert kënne ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Negri. An d'Wuert huet direkt d'Madamm Josée Lorsché fir déi gréng.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn eis eens, d'Radare sinn net agefouert ginn, well Vitessekontrollen a Sanktioune Freed maachen, mä well se d'Verkéierssécherheet erhéijen. Den 8. Juli 2015 beim Vott vum Radarsgesetz war dat jiddwerfalls d'Meenung vun alle Parteien heibannen. An ech si frou, datt et nach ëmmer déi Meenung bleift.

Mir sinn eis awer och eens, datt en Apparat, dee vum Stat agesat gëtt, fir dem Mënsch säi Verhalen ze kontrolléieren, optimal funktionéiere muss. Dat ass eng gëlle Regel, déi net nëmme fir d'Radaren zielt, mä dat ass eng Regel, déi fir all Beräich zielt, wou Maschinnen de Mënsch ersetzen. An deem Sënn kann an däerf et net sinn, datt et bei Radarkontrollen zu Feelerquote kënnt oder datt eng Persoun beschëllegt gëtt fir e Verhalen, wat se guer net verbrach huet.

An deem Sënn ass et normal, datt de ganze System wäert op de Leescht geholl ginn. An ech ginn dovun aus, datt den Här Minister Bausch dat och herno wäert verspriechen, well et ass nëmmen am Intérêt vun alle Leit, déi op der Strooss fueren. Dat emol onofhängeg vun der Evaluatioun vum gesamte System, déi mer zesumme mam Minister décidéiert hunn, souwuel an der Kommissioun wéi och hei an der Chamber, wéi mer d'Adaptatioun vum Gesetz kierzlech virgeholl hunn. Domat hätt ech scho bal alles gesot.

Här President, ech kommen awer och kuerz zu deem, wat a puncto Radaren nach alles geschriwwen, gesot, gefrot oder gefuerdert gëtt, ugefaange bei de Questions parlementaires. Innerhalb vun nëmmen e puer Woche si méi Questions parlementaires zu de Radare gestallt ginn, wéi an engem ganze Jorzéngt zu der Zuel vun den Doudegen op der Strooss!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Och dat ass e Bilan.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Richteg!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Op den Inhalt vun deene QPe ginn ech net an, well et eng Freed ass fir eis Ministeren, dorop ze äntwerten. An et ass och net u mir, fir déi Äntwert ze formuléieren.

Et sinn awer net nëmme Questions parlementaires gestallt ginn. Och an de sozialen Netzwierker geet et hefteg hier an dat hält och net op. Hei muss ee sech scho bal froen, ob wéi engem Planéit mir liewen, wa Leit behaapten, si kéinte sech net op de Verkéier konzentréieren, well se no Radare musse sichen. Dat hunn ech gelies. Oder si kéinte sech nëmmen dann op de Verkéier konzentréieren, wa se séier fueren.

Déi Aussoen erënneren un dee ganz opschlussräichen Dokumentarfilm „Tout est permis", wou den Här Minister eis eng Kéier invitéiert hat an den Utopia - an nach eng Kéier Merci dofir -, de Film vum Coline Serreau, wou accidentéiert Automobilisten hiert Feelverhalen op der Strooss mat äänlech infantilen Argumenter gerechtfertegt hunn. Dës Aussoen erënneren awer och un de Friedrich Nietzsche, deen an dësem Fall vun enger „Umwertung aller Werte" an eiser Gesellschaft geschwat hätt.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll awer net just den Däiwel un d'Mauer molen, well et gëtt och ëmmer méi Stëmmen, déi no méi Radare verlaangen, souguer bis an d'Tempo-30-Zonen eran, wou ech mech awer muss froen, wéi dat soll funktionéieren. Dës Stëmme ginn ëmmer méi haart a verlaange souguer, datt wierklech op all 100 Meter e Radar installéiert gëtt, fir sécher ze sinn, datt kee méi rennt.

Déi Leit schwätzen net vun den Ulafschwieregkeeten, déi mer elo kennen, mä vun der Luesheet beim Fueren. Firwat? Well déi Mënschen d'Virdeeler vum luese Fuere lues a lues erkennen a sécher sinn, datt et eis alleguer eppes bréngt. D'Philosophie, déi sech näämlech derhannert verstoppt, ass am Fong keng aner wéi déi vum Sten Nadolny, deen am Joer 1983 dat schéint Buch „Die Entdeckung der Langsamkeit" geschriwwen huet, e Buch, wat de Problemer vum rasante Liewensrhythmus an d'A kuckt an dozou oprifft, der Gäissel vun der Geschwindegkeet ze widderstoen, fir dat eigentlecht Liewen ze entdecken a sech net verréckt ze maachen, an dësem Fall mat Radaren, déi nach net honnertprozenteg funktionéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, tatsächlech ass dem Sten Nadolny mat deem Buch eppes gelongen: Den Auteur huet d'Luesheet vun hirem muffegen Image befreit an hir e positivt Image ginn.

Als Gréng hoffe mir, datt et bei de Radaren net anescht geet. Mir hoffen, datt d'Radaren zum Emdenken an zu méi enger bewosster Liewensastellung féieren, amplaz zu Geplänkels iwwer verschidde Problemer beim Fonctionnement, zu enger Liewensastellung, déi d'Entschleunegung vum Liewen an de Mëttelpunkt stellt an net d'Raserei an den Dout op de Stroossen!

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo direkt den Här Gusty Graas fir d'DP.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi elo schonn hei e puermol gesot ginn ass, hu mer jo d'lescht Joer den 8. Juli eestëmmeg hei d'Gesetz iwwert d'Radare gestëmmt. Déi Eestëmmegkeet, déi schéngt iergendwéi net am Land ze herrschen. Wann een effektiv eng Rei Presseartikelen analyséiert, wann ee kuckt, wat op de sozialen Netzwierker lass ass, da kritt ee jiddefalls d'Gefill, wéi wann eng gutt Rei vu Leit net onbedéngt frou wieren iwwert dat, wat elo op eise Stroosse fonctionnéiert.

Effektiv goufe 40.000 Leit entre-temps geblëtzt. Dat ass eng héich Zuel. Dat ass scho rekordverdächteg. Dat beweist awer och, datt mer vläicht hei zu Lëtzebuerg emol musse léieren, och erëm d'Vitesse anescht anzeschätzen. Et sinn och Leit, déi mengen, et wier de Radaren hir Schold. Si mengen, hir Fräiheet wier agëengt. Si mengen, si kéinten elo net méi esou op d'Gaspedall drécken. Bon, ech mengen, deene Leit muss een allerdéngs soen, datt dat mat Sécherheet net esou ass. Et ass alles aneschters wéi de Radaren hir Schold. Et ass jiddwerengem Eenzelne seng Schold!

An et sollt een deen Tenor do net onbedéngt iwwerbewäerten, well op där anerer Säit muss een allerdéngs och feststellen, datt et eng gewëssen Akzeptanz dobausse gëtt. Ech erënneren hei zum Beispill un eng Etüd vun der Sécurité Routière - déi awer gemaach gi war, ier d'Radaren installéiert goufen -, do waren nach eng ronn 71% vun de Leit, déi dat bejot hunn. Et wier natierlech interessant, fir gewuer ze ginn, wéi héich dee Prozentsaz de Moment ass.

Jiddefalls déi éischt Statistike schwätzen eng kloer Sprooch. Wat natierlech elo e bësse verwonnerlech ass, ass, datt an där ganzer Diskussioun iwwert d'Toleranzschwell och ewell verschidde Leit heibannen dat Thema entdeckt hunn a vun engem „Recalibrage" elo schwätzen. Dat ass hiert gutt Recht.

Ech wëll allerdéngs mech der Äntwert vum Minister uschléissen, deen op eng vun deene ville Questions parlementaires, menger Meenung no, zu Recht geäntwert huet, datt et schlussendlech e Reglement ass, wat eng Vitesselimitatioun zréckbehält an datt dat och muss respektéiert ginn. Wann nun ebe 70 do steet, dann ass dat eng Maximalvitesse, dann ass et net, fir mat 73 gefuer ze kommen. Et ass d'selwecht, wann et rout ass, dann ass et net, fir derduerchzefueren an ze mengen, et wier awer nach hallef orange gewiescht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass natierlech relativ schwéier, zu dësem Zäitpunkt eng méi genee Analys ze maache vun der Installatioun vun de Radaren, well eis eben nach eng ganz Rei Informatiounen allerdéngs feelen.

Et kann een awer hei ouni Zweifel elo scho behaapten, datt d'Installatioun vun de Radare wäert dozou bäidroen, datt och manner Accidenter geschéien, datt och manner Leit virun allem hiert Liewe wäerte loossen. Ech beruffe mech zum Beispill hei op eng Statistik aus Frankräich: Do gëtt geschat, datt am Zäitraum tëschent 2002 an 2014 ronn 30.000 Liewen duerch d'Installatioun vun de Radare konnte gerett ginn.

Virdrun ass hei deelweis dat e bësse monéiert ginn, datt vläicht vill Questions parlementaires zu dësem Zäitpunkt geschriwwe goufen, wat ech allerdéngs net negativ fannen, ganz au contraire! Ech selwer gehéieren och dozou, deen do scho matgespillt huet an och e puer Questions parlementaires gestallt huet, well et ebe wichteg ass, datt mir als Parlamentarier och déi néideg Informatioune kréien. Wéi solle mer esou eng Debatt hei féieren, wann eis eben elementar Informatioune feelen? An deem Sënn hunn ech mat mengem Frënd André Bauler och schonn eng Question parlementaire gestallt, an der Hoffnung vläicht haut och e puer zousätzlech Informatiounen ze kréien, ënner anerem zum Beispill, wat d'Ventilatioun tëschent de mobillen an de fixe Radaren ubelaangt.

Op där anerer Säit gëtt jo och ganz gären dobausse behaapt, wéi wann d'Installatioun vu Radaren och géif dozou bäidroen, fir méi Geld an d'Kees vum Stat ze bréngen. Ech fannen, dat ass eng absurd Astellung! (veuillez lire: Ënnerstellung) Ech wëll net drop zréckkommen, wat d'Installatioun u sech kascht. Geschätzt gëtt, datt ronn siwe Milliounen d'Joer vu Recetten erakommen. Dat ass wäit ewech vun deem, wat d'Ënnerhaltskäschte plus d'Installatiounskäschte mat sech bréngen. Et ass also, wéi gesot, scho lächerlech, wann ee mengt, de Stat géif hei sech eng nei Einnamequell schafen.

Natierlech gëtt et eng Rei Schwaachstellen nach, dat ass de Moment erkennbar. Ech referéiere mech och hei op eng Question parlementaire vu menge Kolleege Max Hahn an André Bauler, wou dann eben anscheinend och Camionnettë geknippst goufen an awer als Camionen identifizéiert goufen, oder och emol ëmgedréint ass dat de Fall. Natierlech ass kee System perfekt. Och do muss ee kucken, inwiefern datt ee vläicht nach Adaptatioune kann do maachen.

Ech wëll allerdéngs och hei soen, déi verschidden Argumenter, déi vum ADR-Spriecher hei évoquéiert goufen, datt déi allerdéngs gréisstendeels net op eis Zoustëmmung falen.

Natierlech muss een och soen, datt mer net nëmmen duerch d'Installatioun vun de Radaren d'Verkéierssécherheet elo kënne verbesseren, wat awer wäert mat Sécherheet de Fall sinn. Ech erënneren awer och un déi Diskussioun, déi mer hei schonn op dëser Plaz haten, iwwert d'Vision zéro. Et ass ganz wichteg, datt déi 29 Moossnamen, déi deemools do zréckbehale goufen, datt déi och net vergiess ginn, datt mer och do an Zukunft wäerte versichen, nach weider drun ze schaffen, fir d'Verkéierssécherheet maximal hei an dësem Land ze garantéieren.

Vläicht dann e lescht Wuert nach, well de President schellt schonn. Jiddefalls déi éischt Bilanz, déi hei gezu gëtt, fält op eng Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei. Mir stinn nach wie vor hannert de Radaren. Mir sinn nach wie vor der Meenung, datt dat eng richteg, eng wäitsiichteg Décisioun war. An an deem Sënn soll och versicht ginn, eng Politik weider ze développéieren, fir d'Verkéierssécherheet an dësem Land nach ze verbesseren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner fir déi Lénk.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech versichen, meng Aarbecht als Deputéierte relativ gutt ze maachen. Wann ech e Gesetz votéieren, dann testen ech dat och. An dat ass geschitt...

(Hilarité)

...mat Konsequenzen, allerdéngs keng ze vill grav. Et ass geschitt. Et war domadder ze rechne vläicht. Ech weess net. Den 20. Mäerz krut ech e Bréif geschéckt, wou ech eng Vitesse mesurée retenue vu 77 km/h hat, do wou 70 erlaabt waren, 49 Euro. Et ass ze verkraften. Ech hätt déi Suen aneschters besser investéiert, dat ginn ech selwer zou.

An ech muss soen, datt mäin Test net esou fräiwëlleg war, wéi ech wollt. Et hat och mat der Suessemer Sektioun ze dinn, wou ech hu missen op hir Generalversammlung goen an ech war midd.

Plusieurs voix.- Ooh! Aah!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Et war awer net zu Suessem, well do steet kee Radar!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Et war zu Märel um Rond-point, wann een erakënnt an d'Stad.

Une voix.- Jo, jo, deen ass schlëmm.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Deen ass schlëmm. Mä dee fueren ech och scho bal 20 Joer an ech weess, datt deen ustrengend ass. Et war net mengem Auto säi Feeler, dee kann net dofir. Et war och net dem Radar säi Feeler. Et war mäi Feeler. Et muss een et einfach esou agesinn. Ech hunn déi Suen och iwwerwisen, relativ schnell souguer fir eng Kéier. Et steet souguer „okay" drop an et ass zënterdeem net méi geschitt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gitt mir dat fir den Dossier.

(Hilarité)

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Wann ech gelift!

(M. David Wagner remet un document au Président.)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Elo hunn ech keng Preuve méi.

(Hilarité)

Une voix.- Oh, Dir hutt se esou ëffentlech hei...

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Voilà! A si kucken en plus.

Une voix.- Si passen op.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Si passen op. Elo, fir seriö ze sinn also, well et ass trotzdeem eng seriö Fro. Autofueren ass eng Fro vu Verantwortung. Wann een dat nach ëmmer net verstanen huet, da muss een, deemno wéi, zur Verantwortung gestallt gezu ginn.

Am Prinzip misst ee jo net kontrolléiert ginn, well een d'Regele kennt, well ee se geléiert huet, an iergendeng Kéier huet ee se souguer intus no enger gewëssener Zäit. De Mënsch ass awer net ëmmer esou. An och wann een elo e puer Kilometer (veuillez lire: e puer Stonnekilometer) ze schnell fiert, muss jo iergendwou eng Limitt sinn an iergendeng Kéier muss eng Sanktioun stattfannen.

Et ass jo och net esou, datt ee systematesch direkt op d'Äusserst drangsaléiert gëtt. Ech sinn am Prinzip vum Mënsch hier keen äusserst repressiven. Et gi Gesetzgebungen, déi mir ze vill repressiv sinn, zum Beispill am Drogeberäich. Et ginn awer Gesetzgebungen, wou ech wierklech der Meenung sinn, datt se roueg solle repressiv sinn, an dat zemools op der Strooss.

Éischtens ass een net onbedéngt gezwongen, en Auto ze benotzen, och wann dat ganz oft néideg ass. Dat huet och mat der Fro vum ëffentlechen Transport, mam Ausbau vum ëffentlechen Transport ze dinn. An zweetens muss een awer ëmmer dervun ausgoen - an ech mengen, de Kolleeg Negri huet erëm eng Kéier dorun erënnert -, datt och déi eng oder déi aner Inattentioun kann zu gréissere schwéieren Accidenter féieren, déi zum Doud kënne féieren oder zu Blessuren, déi een d'ganzt Liewe mat sech dréit, an et och Onbedeelegter, also Leit, déi sech un d'Regelen halen, vläicht ka mat treffen. Ech mengen, dat däerf een och an deem Kontext net vergiessen. Evidenterweis schléisst eng Vitessekontroll an de Fait, sech un d'Vitesse ze halen, net nach aner Inattentiounen an nach aner Feeler aus. Mä trotzdeem ass dat schonn eng Aart a Weis, fir sech un d'Regelen ze halen.

Ech si kee Verkéiersspezialist. Ech kann och wëssenschaftlech net onbedéngt ëmmer novollzéien, ob eng Toleranzlimitt vun 3% oder 5% effikass ass. Iergendwou muss eng sinn. An ech mengen, mir wäerte jo och drop zréckkommen an dat analyséieren. A vläicht muss een nach op anere Plazen och nach aner Radare stellen a kucken, inwiefern se effikass sinn, an och kucken, ob se wierklech richteg dat blëtzen, wat se blëtze sollen.

Ech kennen och Kreesser, bis an eis Kreesser eran, déi heiansdo e bëssen Angscht hunn, datt en totalen Iwwerwaachungsstat entsteet. Déi Angscht muss een ëmmer eescht huelen. Mä op deem Punkt - mir haten och nach viru Kuerzem eng Diskussioun iwwert de SREL; Dir kennt eis Astellung -, op deem Punkt mengen ech net, datt déi Kontrollen zu engem aneren Zweck gebraucht gi wéi deem vun der Kontroll vun de Vitessen.

Ech mengen, egal wéi een zu deene verschiddenen Detailfroe steet, trotz all deem erëm eng Kéier: D'Zuele kennt een, d'Tempolimitatioune kann een entzifferen; esou komplizéiert ass dat net. Am Prinzip weess een, wou d'Gaspedall ass, wou d'Kupplung ass, wou d'Brems ass, ouni e gréissere Mechaniker ze sinn. An déi kann een och normal benotzen an dann huet ee schonn eendeiteg manner Risiken, fir e Virement missen ze maachen, deen een am léifste si gelooss hätt.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Äre Protokoll!

(M. le Président rend à M. David Wagner le document remis auparavant.)

Merci dem Här Wagner. Domat wiere mer um Enn vun der Debatt ukomm an d'Wuert huet elo d'Regierung: fir d'Éischt den Nohaltegkeetsminister. An da ginn ech dervun aus, dass déi zwee aner Regierungskolleegen och nach d'Wuert wäerte kréien: den Här Schneider an den Här Braz noeneen. Dir wësst jo, dass eng Véierelstonn zur Verfügung steet. A vu dass d'Deputéiert ganz disziplinéiert waren: avis aux amateurs!

Prises de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Ech mengen, deen Dossier hei hu mer eis elo opgedeelt, wéi et sech gehéiert. Jiddweree schwätzt vu sengem Zoustännegkeetsberäich. Dat heescht, de Policeminister wäert iwwert d'Zuele schwätzen an de Justizminister iwwert dee méi penale Justizberäich. An ech wäert dann iwwert dat anert schwätzen: d'Mise en place vun de Radaren an d'Technicitéit, an natierlech de Stroossebau, d'Beschëlderung an esou weider; an d'Verkéierssécherheet selbstverständlech.

Här President, ech wëll fir d'Éischt emol ufänken an éischtens en décke Merci soen hei un déi 60 Deputéiert, déi nach ëmmer voll hannert deem System stinn an hir Ënnerstëtzung hei zougesot hunn. Dat ass wichteg als Signal no baussen, well nach eng Kéier, ech mengen, et ass vu Verschiddenen hei gesot ginn, et geet bei deem Dossier hei net ëm eng Bagatell! Et geet ëm vill Mënscheliewen, ëm vill mënschlech Schicksaler.

Mir schwätzen oft nëmme vun deene 35 Doudegen zum Beispill d'lescht Joer, wat eng héich Zuel ass am europäesche Verglach fir Lëtzebuerg. Mä et däerf een och net vergiessen: Mir haten d'lescht Joer 250 Schwéierblesséierter, vill, vill mënschlech Schicksaler, déi do drunhänken. An deementspriechend ass et och wichteg, datt hei d'Chamber, d'Deputéiert esou e staarkt Signal nach eng Kéier senden no baussen, fir ze soen: Mir mussen do eng Änderung am Verhale kréien. Dat ass dat, wourëm et eis geet.

De Modell, dee mer gewielt hunn, fir dat hei ze applizéieren, ass honnertprozenteg de Schwäizer Modell. Et gëtt vill diskutéiert de Moment iwwer eenzel verschidde Modeller. Hei ass et de Schwäizer Modell, dee mer uwenden, hoergenee deen nämlechten.

An ech begéine vill Lëtzebuerger an hunn der och vill an der Vergaangenheet begéint, déi mer gesot hunn, wa se emol an d'Vakanz gefuer sinn an Italien: „Oh, ech fueren duerch d'Schwäiz. Majo do fueren ech ganz normal, do gëtt den Tempomat agemaach an do geet et schéi gemittlech mat der virgeschriwwener Vitesse iwwert d'Autobunn an duerch d'Tunnellen, well et huet guer kee Wäert, datt s de do probéiers, d'Vitesse ze iwwerschreiden; do rabbelt et direkt an der Keess."

D'Resultat ass, datt d'Schwäiz natierlech vun de Länner ausserhalb vun der EU eent vun deene beschte Länner ass an der Verkéierssécherheet, déi bescht Statistiken huet, an an der Schwäiz och de Verkéier vill méi roueg fiert, vill méi agréabel fiert, iwwregens och besser fiert dowéinst.

Mir wenden donc de Schwäizer Modell un. An ech wëll eppes soen zu där Fro vun der Toleranz, haaptsächlech där technescher Toleranz, well dat ass déi, déi mech betrëfft. All aner Toleranzdiskussiounen, dat sinn der, déi ginn an de juristesche Beräich eran, dat wäert den Här Braz beäntwerten oder beschtefalls nach de Minister vun der Police. Do dierf ech jo emol net draschwätzen; do hunn ech och näischt ze soen. Mir schwätzen hei vun der technescher Toleranzschwell.

Mir hunn eng technesch Toleranzschwell vun dräi Kilometer bis 100 Kilometer respektiv 3% (veuillez lire: vun dräi Stonnekilometer bis 100 Kilometer an der Stonn respektiv 3% iwwer 100). Déi huet domat ze dinn, datt u sech gesot gëtt, datt déi Apparater an der Regel eng gewëssе Minifeelerquot kënnen hunn. Ech wéilt Iech soen: Déi Apparater, déi mir hunn, dat sinn déi vun der leschter Generatioun, dat ass Lasertechnologie an déi gi bis op ee Stonnekilometer prezis. Dat heescht, mir kéinten d'Toleranzschwell op ee Stonnekilometer erofsetzen, net op dräi, mä op een. Mir hu se awer op dräi gesat, well dat an der Schwäiz zum Beispill och d'Norm ass.

Firwat gëtt et ënnerschiddlech Toleranzen - technescher - am Ausland, a Frankräich zum Beispill oder an der Belsch? Mä dat ass ganz einfach, well déi vill méi al Këschten do hänken hunn. D'Belsch huet zum Beispill eng ganz al Generatioun. Déi ginn net esou prezis! Do muss eng technesch Toleranzschwell vu fënnef oder souguer méi Stonnekilometer dragesat ginn, well déi Apparater einfach net esou prezis ginn an doduerch vill méi oft falsch Mesurë virkommen. Dat ass de Grond vun deenen ënnerschiddlechen techneschen Toleranzschwellen, déi d'Leit dann emol lénks a riets „googelen" ginn, an dann erausfannen: Mä bei de Laserradaren, där ganz neier Generatioun, wéi mir se hunn, do ass se jo déi, déi se an der Schwäiz och hunn, wéi mir se och hunn, vun 3% respektiv dräi Stonnekilometer.

Zu der Beschëlderung wëll ech soen - den Här Gibéryen huet dat opgeworf -: Et ass sécherlech en Thema, wat zu Recht kann opgeworf ginn, net am Zesummenhang eleng mat de Radaren, mä generell. Ech mengen, mir sinn dat och amgaang ze maachen. Mir hu jo deen Audit de sécurité, dee scho laang leeft. Dee kuckt jo de ganze Stroosseraum och no an do gëtt och d'Beschëlderung gekuckt, do gëtt gekuckt, wéi mer d'Stroosse besser kënne beschëlderen.

Zum Bespill op der B7 respektiv zu Märel hunn ech no e puer Deeg gesot: „Setzt do zwee Schëlter bäi!" Déi sinn en plus och nach réfléchissant, soudatt d'Leit se besser gesinn. An dat ass sécherlech en Terrain, wou een nach villes ka maachen. A mir kucken och bei deenen neien, bei deenen zousätzleche Radaren, déi elo wäerte kommen, datt do d'office zum Beispill Réfléchissanten dohinner stoe kommen. Dat si Saachen, déi ee ganz séier festgestallt huet a wou een och muss kucken, wéi d'Vitessen ugekënnegt ginn.

Ech soen awer direkt, datt do op deene Plazen, wou elo Radare sinn, se gutt ugekënnegt sinn. Wann Der zu Märel kuckt, dat ass ee Radar, wou vill ATe geschitt sinn. Et ass awer do, wou enorm gezeechent ass. Mir hunn och do souguer nach, wat d'Vitesse ubelaangt, Schëlter nogesat, iert d'Radaren a Betrib gaange sinn. Mä dat ännert awer näischt drun. Et soll ee se roueg... Ech mengen, ech hu kee Problem dermat; d'Schëlter sollen effikass sinn a sollen och richteg opgestallt sinn. Dat soll een duerchwegs ganz genau kucken, an dat wäerte mer och maachen an och nobesseren.

Zu dem Bilan: Ganz kloer! Et ass ganz sécher ze fréi, fir e Bilan ze maachen - ech mengen, den Etienne wäert herno e bëssen Zuele ginn - och elo generell, wat et bréngt. Wat awer ass, ech mengen, dat kann ee selwer feststellen, dat krut ech awer och vun der Police confirméiert: Generell huet de Verkéier sech berouegt. An ech kann Iech och soen: Et ass e Pic ginn am Ufank an dee geet rapid erof. Dir gesitt och ganz gutt un den Zuelen, déi Der herno wäert virgestallt kréien, datt dat en immensen Impakt huet op dee ganzen Aspekt vun der Sécherheet dobaussen. An ech mengen och, datt mer do absolutt an enger Verhältnismëissegkeet leien.

Ech wëll och soen - d'Madamm Lorsché huet eng Fro gestallt zu dem techneschen Deel vun de Radaren: Déi Radaren hei, déi sinn homologéiert a gëeicht sur place. Et ware jo och laang Tester nach virdrun. Do hu mir vum Constructeur, deen dat muss garantéieren, datt (veuillez lire: certifiéiert kritt, datt) déi technesch einwandfrei a prezis fonctionnéieren.

Et huet ee jo d'Méiglechkeet, fir de Protokoll ze contestéieren. Wann eng Contestatioun kënnt, da muss kënne beluecht ginn, datt de Radar och deementspriechend einwandfrei fonctionnéiert huet.

Zu där Schwieregkeet, ech wäert dat schrëftlech méi am Detail beäntwerten, mat de Camionnetten. Et ass net e Problem Camionnettë par rapport zu Camionen. Et gëtt just ee Problem, dat ass, Dir hutt de Radar, dee mécht eng 3D-Simulatioun vu Camione par rapport zu Camionnetten an do kann en den Tonnage erausfannen. Elo hu mer zu Lëtzebuerg zum Beispill d'Luxguard, déi féiert déi gliese Placken, an dat entdeckt de Radar an der 3D-Simulatioun wéi ee Camion an et war awer do eng Camionnette. Dat ass awer och kee Problem, well all déi Protokoller, ier se verschéckt ginn, gi jo vun der Police kontrolléiert. An d'Police hélt déi do fir d'office eraus.

Et ware just den éischten Dag, well een nach net gewinnt dru war, waren e bësse Schwieregkeeten, duerfir si se net erausgeholl ginn. Dat heescht, d'Feelerquote gi vun der Police ganz kloer erausgefiltert. Do brauch och kee sech Suergen ze maachen. An, wéi gesot, nach eng Kéier, et huet een och d'Recht, ze contestéieren, wann et esou wäit ass.

Ech mengen, wat een haut ka soen, dat ass, datt mer zu Lëtzebuerg eng äänlech Situatioun hunn, fir net ze soen, genau déi nämlecht hunn, wéi mer se am Ausland iwwerall haten, och iwwerall do, wou d'Radaren agefouert gi sinn am Ausland, hat een am Ufank e Pic, bis d'Leit sech dru gewinnt hunn. De Verkéier ass méi roueg ginn an d'Situatioun huet sech duerno normaliséiert. Et ass jo dat, wat mer wëllen erreeche mat de Radaren. An ech mengen, den Här Wagner huet jo selwer e flott Beispill hei geschildert, wéi et jiddwerengem kann ergoen.

Mir sinn all nëmme Mënschen. Mä ech mengen, no enger gewëssener Zäit léiere mer erëm, datt mer mussen d'Schëlter kucken, datt mer mussen d'Vitesse am Gréff halen. Dat ass dat, wat mer wëllen erreechen, Här President. An ech mengen, dat Wichtegst ass, fir ze kucken no engem Joer, wa mer d'Zuele kréien, och ze kucken, wat et dann am Gesamte bruecht huet op ee Joer. Da kann een durchweegs nach eng Kéier e Bilan zéien an deementspriechend nach vläicht déi eng oder aner Saache sech iwwerleeën.

Ech soen Iech Merci an da géif ech proposéieren, dem Här Schneider d'Wuert ze gi fir d'Relève, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann Dir dat esou gentil suggeréiert, da kann ech näischt aneschters maachen, wéi dem Här Schneider d'Wuert ze ginn, ouni dass ech vergiess hunn, hien ze informéieren, dass d'Regierung bei aacht Minutte läit.

(Brouhaha et interruption par M. Alex Bodry)

Ech hat déi schonn ofgerechent, Här Bodry.

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Voilà, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, da ginn ech Iech nach e puer Zuelen. Déi sinn awer elo dann datéiert op den 12. Abrëll. Ech krut zwar elo erëm nei Zuelen, mä da ginn all meng aner Zuelen net méi op, well ech krut déi per SMS. Dofir bleiwen ech elo bei deenen heiten, fir Iech kenne méi Detailer ze soen.

Also mir hunn eng brutto Unzuel vu geflashte Leit op den 12. Abrëll vu 44.006 Autoen. Dovu sinn der... Netto bleiwen der do iwwreg 35.283, well der eben no Contrôle eng Rei ewechfalen. Den Här Bausch ass drop agaangen: Wa Camionnetten als Camionen ugesi gi sinn, et cetera, et cetera.

Mir hunn zéng fix Radaren, ee mobille Radar. Et kommen nach fënnef mobiller derbäi, déi sollen ab dem 15. Juni operationell sinn. Et ass awer esou, dass se ab dem 9. Mee scho wäerte getest ginn. A wann ech soe getest, heescht dat net, dass, wann ee vun engem mobille Radar geblëtzt gëtt, dass dat net gëllt, mä et heescht just, dass d'Police sech emol dru gewinnt. Mä se sinn awer calibréiert, a vun dohier gëllt och ab dem 9. Mee, wann déi da getest ginn, natierlech, wann ee geflasht gëtt, dass een dann och d'Konsequenze muss dovunner droen.

Et ass esou, dass vun deene 35.283 validéierte Flashen, dass der dovun 33.194 zu engem Avertissement taxé gefouert ginn, awer net zu engem Punkteverloscht. 2.044 hunn dozou gefouert, dass et en Avertissement taxé ginn ass mat zwee Punkten, déi verluer gaange sinn. An da gouf et 1.182 Procès-verballen, wat heescht, dass et sech ëm Délits de grande vitesse gehandelt huet.

Ech kann Iech och, wann Iech dat interesséiert, well den Här Gibéryen dat ugeschwat huet, soen, wéi vill Leit wou geflasht gi sinn. Ech muss awer net, Dir musst mer et just soen. Dir hutt...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir hu gutt Zäit.

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Dir hutt vu Gonnereng a vum Schlammestee geschwat. Zu Gonnereng waren et der 3.086 an um Schlammestee 1.530. All déi aner ginn ech Iech...

Plusieurs voix.- A Märel?

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Zu Märel 10.453.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Voilà! Nach een en Duerf?

(Brouhaha)

Gutt! Voilà! Dat gesot, muss ech Iech soen, dass de Centre national de traitement, dee vun der Police géréiert gëtt, de Moment zéng Polizisten huet a véier Zivilisten en cours de recrutement sinn. Dass déi de Moment komplett iwwerlaascht sinn, ass evident. Mir mussen awer elo e bëssen ofwaarden, well mir gesinn an der Courbe vun deene geflashte Leit, dass dat - also déi lescht Dénge vergiesst Der esou -, dass dat dramatesch ofhëlt.

Dat heescht, den éischten Dag war et scho schlëmm, awer nach net esou schlëmm. Den zweeten Dag koume mer op eng Spëtzt vun 2.500 Leit, déi den zweeten Dag, wéi d'Radare fonctionnel waren, geflasht gi sinn. Haut si mer awer - also haut, dat heescht wou meng Statistik hei ophält -, den 11. Abrëll si mer nach bei 500 Leit. Dat heescht, vun 2.500 op 500. Et mierkt een also, dass d'Leit sech dru winnen an och e bësse méi drop oppassen.

Da vläicht nach eng Statistik, wat déi Lëtzebuerger Placken an déi auslännesch Placken ugeet. Do ass et esou, dass 24.749 Lëtzebuerger Placke geflasht gi sinn an 10.524 auslännescher, déi sech opdeelen, wat eis Nopeschlänner ugeet: 3.564 belscher, 2.893 franséischer an 1.936 däitscher.

Ech wëll och hei nach just eng Kéier drop opmierksam maachen, wat déi Demande vun der Marge d'appréciation ugeet, dass d'Police selbstverständlech keng Moyenen huet, fir do eng Marge d'appréciation ze gesinn. Si muss sech selbstverständlech un d'Gesetz halen, wéi den Automobilist dat och eigentlech sollt maachen.

Ech wëll Iech awer nach zwou Kuriositéite matdeelen, dat ass, dass mer een Automobilist haten, deen an engem Dag zwee Délits de grande vitesse hat. A mir hunn een Automobilist gehat, deen huet et fäerdegbruecht, an engem Dag zéngmol geflasht ze ginn!

(Hilarité et brouhaha)

Une voix.- Dee wollt testen.

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Ech weess et net. Bon, op alle Fall, vläicht wollt de Mann oft photographéiert ginn oder déi Fra. Op alle Fall ass dat de Fall an ech hoffen, dass se dorauser geléiert hunn.

Pour le reste kann ech Iech nach soen, dass ronn 2.000 Avertissements taxés vun 145 Euro

ausgestallt gi sinn a ronn 38.000 vun 49 Euro, wann ech elo déi leschten Zuelen huelen, déi mer bekannt sinn.

Voilà, esou vill zu den Zuelen. Ech soen Iech... Madamm Modert? Här President, do gëtt et eng Fro.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Jo, Madamm Modert.

Mme Octavie Modert *(CSV).-* Merci, Här President. Ech wollt just den Här Minister eng Prezisioun froen, wann et geet.

Dir hutt gesot gehat, dee mobille Radar, deen am Juni kënnt, géif vum 9. u moossen. Dat heescht, ech verstinn, datt dat eng Testphas ass. Dir hutt awer gesot, dat géif net heeschen, datt dat net géif zielen, mä datt d'Police sech géif dru winne kënnen. Souwäit ech mech erënneren, hutt Der dat esou gesot gehat.

Wat bedeit dat elo richteg? Kënnt Der mer do preziséieren, wat Der domadder mengt?

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.-* Also konkret heescht et... Entschëllegt, Madamm Modert, konkret heescht et, dass déi nei mobill Radaren dann do sinn, dass se ab dann en vigueur gesat ginn an domadder ugefaange gëtt. An alleguerten operationell si se de 15. Juni. Dat ass dat, wat virgesinn ass. Mä bis dohi si se nach net alleguerte wahrscheinlech an Operatioun. An dofir hunn ech gesot, och wa se... Also, ech drécken et anescht aus: Si kommen elo... No an no gi se a Betrib geholl, an dofir gëllt och alles, wat domadder geflasht gëtt. An ëm de 15. Juni misste se alleguerten dann a Betrib sinn. Ech mengen, dat ass méi kloer als Äntwert.

Mme Octavie Modert *(CSV).-* Dat heescht, wann ee geflasht gëtt, kritt een e Protokoll heemgeschéckt.

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.-* Wann Der geflasht gitt vun engem Mobillen, egal wou et ass a wéini et ass, gëllt et, jo. Voilà! Merci.

Mme Octavie Modert *(CSV).-* Dann zielt et dann.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Sou, déi Ënnerbriechungen, déi rechne mer of, well soss hätt de Justizminister nach just d'Geleeënheet, fir Moien ze soen.

Mme Octavie Modert *(CSV).-* Et war net kloer, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Jo, dat gi mer da grousszügeg bäi.

(Consultation interne)

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.-* Merci, Här President. Ech maachen et dann awer esou kuerz wéi nëmme méiglech. De Bilan, deen haut gezu gëtt, knapps no engem Mount, erlaabt et mir eigentlech nëmmen, ganz wéineg ze soen, well d'Prozedur, déi mer hunn, déi gesäit vir, dass een, dee geblëtzt ginn ass, wann e säi Recommandésbréif kritt huet, 45 Deeg Zäit huet, fir seng Meenung matzedeelen. Do ass also deen Délai eleng méi laang wéi dat, wat mer haut als Bilan kënne maachen.

Ech kann Iech also haut iwwerhaapt keen Ableck oder Iwwerbléck doriwwer ginn, wéi vill Leit bezuelen, respektiv wéi vill Leit géife contestéieren. Dovun hänkt awer ganz villes of fir d'Äntwert op déi Fro, déi Der mer gestallt hutt. Ech sinn haut wierklech materiell net à même, fir Iech doriwwer kënnen eng Äntwert ze ginn.

Ech wëll just zwou aner Remarquen awer maachen. Déi éischt ass, dass d'Aarbecht, déi duerno vun de Geriichter gemaach gëtt, mengen ech, zwou Saachen onbedéngt muss respektéieren. Éischtens kann et net sinn, datt all déi Leit, déi sech un d'Vitesse halen, d'Gefill hunn, si kéime schlecht dobäi ewech, well ee bei deenen, déi ze bezuelen hunn, op iergendeng Aart a Weis net effikass genuch wier beim Andreiwe vun der Geldstrof. Déi, déi sech un d'Vitesse halen, mussen d'Gefill hunn, si sinn déi, déi et als Éischt richteg gemaach hunn.

Ëmgedréit och. Déi, déi duerno, wa se geblëtzt gi sinn, bezuelen, kënnen och net d'Impressioun kréien, dass si elo e bëssen déi Domm sinn, well si direkt propper a korrekt hire Feeler agesinn a bezuelen, an déi, déi dat net géife maachen, deene kéime mer ënner Ëmstänn net richteg bäi. Dat musse mer, mengen ech, als Prioritéit am A behalen.

Et wäert awer sécher esou sinn, dass mer an e puer Méint e Bilan musse maachen, och vun der Säit aus vun der Justiz, well hei kënnt ënner Ëmstänn wierklech e Volume vun Aarbecht op se duer, notamment well mer jo mussen de richtege Chauffeur fannen.

Wann Der engem de Bréif schreift, recommandé, 45 Deeg, deen äntwert emol net, dee mellt sech emol net. Dat produzéiert Opwand hannendrun. Oder e seet: Ech war et net, et war en aneren. Da musst Der deen erëm uschreiwen, en neie Bréif, erëm 45 Deeg Délai an esou weider. Also dat kann ënner Ëmstänn sech op engem Niveau apendelen, dee mer haut nach net kënnen ofgesinn a wou mer eventuell nach anescht misste reagéieren, wéi mer eis dat eigentlech virgestallt hunn, wéi mer domadder wëllen ëmgoen.

Et ass ze fréi, fir ze soen, dass dat, wat mer eis ausgeduecht hunn, net wäert funktionéieren. Dat kann duerchaus funktionéieren. Mä et kann haut net mat Sécherheet behaapt ginn. Duerfir maachen ech et och net. Mir musse wierklech an e puer Méint kucken, wou et sech agependelt huet, den Aarbechtsvolumen, fir eventuell ze kucken, ob ee misst reagéieren, personalméisseg oder éischter iwwer Ordonnance pénale, wat awer e Jugement par défaut ass, an da kann erëm Oppositioun gemaach ginn, Retour à la case départ, oder eventuell administratif kéint sanctionnéiert ginn.

Alles dat si méiglech Optiounen. Dir hutt déi jo gefrot. Dat wiere méiglech Optiounen. Wäerte mer déi sécher brauchen? Et ass ze fréi, fir dat kënnen ze beäntweren. Mir mussen am Kapp hunn, datt mir haut nach net genee wëssen, wou et sech wäert apendelen. Dat muss ee fairerweis esou soen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci och dem Här Justizminister. Domat wäre mer um Enn vun eiser Aktualitéitsstonn a mir géifen iwwergoen zu eisem nächste Punkt vum Ordre du jour, dat ass de Projet de loi 6588, d'Neireglementéierung vun den Taxien. An d'Wuert huet elo direkt de Rapporteur, den Här Henri Kox.

4. 6588 - Projet de loi portant

a) organisation des services de taxis et

b) modification du Code de la consommation

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.-* Merci, Här President, fir d'Wuert. Jo, haut ass e wichtegen Dag fir e ganze Secteur. Ech mengen, dass an de leschten Deeg och erëm ganz vill iwwert de Secteur geschwat ginn ass an dofir hunn ech och d'Éier, lech haut de Mëtteg d'Taxigesetz, esou wéi et mam neie Gesetz organiséiert soll ginn, hei virzestellen.

Ech kommen awer, ier ech zum neie Gesetz kommen, op dat aalt Gesetz eng Kéier kuerz ze schwätzen. Dir wësst, dass haut d'Taxigesetz u sech vun de Gemenge geregelt gëtt. Dat heescht, haut sinn et 44 Gemengen, déi dat an Usproch geholl hunn. Dat heescht, knapps d'Halschent vun de Gemengen. Et ass och nach eng Reglementatioun extra fir de Findel.

D'Exigence, déi do ass, fir en Taxi ze fueren, ass relativ kleng. Et ass e ganz grousse Problem, wat d'Souslocatioun ubelaangt. Et ass och e Problem mat der Transparenz, wat d'Präisser betrëfft, respektiv och ass e ganz grousse Souci um Terrain selwer, dat ass d'Insuffisance, also d'Netvorhandesi vun de Kontrollen. An dat wëllt dat neit Gesetz awer da regelen.

D'Taxigesetz selwer baséiert haut nach op dem amendéierte Gesetz vum 18. Mäerz 1997, an dat neit Gesetz gouf - vum Här Wiseler nach - den 8. Juli 2013 déposéiert an et gouf vum neie Minister am Nohaltegkeetsministère den 13. Mäerz 2004 (veuillez lire: 2014) amendéiert. D'Diskussioun ëm d'Taxigesetz ass ausgeléist ginn 2004 duerch u sech d'Gesetz iwwert d'Konkurrenz an och d'Gesetz iwwert den Office des prix, wou et dann op eemol zu enger Diskussioun iwwert d'Maximae vun den Taxie koum. Dat heescht, 2004 koum ech an d'Chamber, dat heescht, säitdeem ech hei sinn, gouf e bëssen iwwert dat Taxigesetz diskutéiert an haut komme mer dann endlech zu engem Schluss.

Wat gesäit dat neit Gesetz vir? Éischtens, d'Reglementatioun gëtt zentraliséiert, se kënnt an de Ministère. Et ginn net méi déi 44 Zonen, mä d'Land gëtt opgedeelt a sechs Zonen. D'Professioun gëtt e bësse méi reglementéiert. D'Autorisatioun zum Taxi kann net méi weidergi ginn, déi ass personnel. Et ass méi eng Transparenz bei den Tariffer. Ganz wichteg fir den Usager, et gëtt eng Création d'un point de contact. Dat heescht, e kann u sech Reklamatiounen un de Ministère weiderginn. D'Taxie kënnen eng Publicitéit op hirem Taxi ubréngen. A ganz wichteg ass de Renforcement du contrôle, dat heescht, dass déi, déi sech net un d'Regelen halen, do gëtt och kontrolléiert.

An dat, wat mir besonnesch guttdeet an och richteg ass a wichteg ass fir d'Loftqualitéit an den Uertschaften: Et kommen ekologesch Kritären derbäi, éischtens, wat déi normal Taxien ubelaangt, an dann - ganz wichteg! -, et kommen och Taxien „zéro émission" mat op de Marché.

Ech ginn dann an op déi eenzel Punkten, et sinn der eelef, ech huele se net all mat därselwechter Wichtegkeet duerch. Awer ech mengen, dass et wichteg ass, ze soen, wéi een iwwerhaapt un eng Lizenz kënnt. Wéi gesot, d'Lizenz ass haut ebe bei de Gemengen a kënnt elo erop op de Ministère. Wat ganz wichteg ass: Et ass eng zentral Unitéit, déi dat da wäert kontrolléieren. Natierlech muss deejéinegen en Taxi hunn, dat ass jo kloer, oder am Besëtz..., dass e wëllt en Taxi... oder verlounen, fir kënnen dann och deelzehuelen. (veuillez lire: Natierlech muss deejéinegen en Taxi hunn, dat ass jo kloer, oder am Besëtz vu Sue sinn, soudass e kann en Taxi lounen, fir kënnen dann och deelzehuelen.) Déi Validitéit vun der Lizenz wäert dann op fënnef Joer festgesat ginn. A wéi ech scho virdru gesot hunn, gëtt et also zwee Typpe vun Taxie muer: Een normalen, dat sinn déi normal Verbrennungsmotoren, an dann nach e Regimm, wat déi „zéro émission" ubelaangt - do kommen ech méi spéit drop zréck -, dat ass dann den zweeten Typ vu Lizenz.

Wéi gesot, d'Lizenz ass personnel a kann net verlount ginn, kann net cédéiert ginn a kann och net geléint ginn. Dat heescht, eng Lizenz, een Taxi. Dat ass ganz wichteg a bezitt sech ëmmer op den Typ vum Taxi.

Wat ganz wichteg ass, dat ass, dass déi 44 Zonen elo opgehuewe ginn an et gëtt der neierdéngs dann elo sechs an déi bezéie sech e bëssen op d'Kantonen. De Kanton Lëtzebuerg ass d'Zon 1. D'Zon 2 sinn d'Kantone Capellen an Esch-sur-Alzette. D'Zon 3 sinn d'Kantone Miersch a Réiden. D'Zon 4 sinn Iechternach, Gréiwemaacher a Réimech, dat heescht de ganzen Ostbezierk. D'Zon 5 ass Dikrech, Wolz. An d'Zon 6 sinn d'Kantone Clierf a Veianen. Dat heescht, mir hu muer sechs Zonen. Wichteg ass, dass de Findel, deen haut eng extra Zon ass, zréck an d'Zon 1 geet, dat heescht, de ganzen Zentrum ass eng Zon.

Wat dann och dobäi ass, de Moien oder haut ass och nach eng Kéier vum Conseil de la concurrence erwäänt ginn, dass et keng richteg Liberaliséierung wär. Et ass effektiv keng richteg Liberaliséierung, et ass nach ëmmer eng Deckelung do vun der Unzuel vun Taxilizenzen. Haut schwätze mer do vun ongeféier 520. De 14. Juli 2014, dat war e Recensement vun dem Ministère, waren et der 483. Et muss een elo kucke bei der Ëmschreiwung vun de Lizenzen, wéi vill der effektiv dann do sinn. Mä haut am Gesetz steet, an deem neie Gesetz, 550 Lizenzen, déi dann zukünfteg kënne verdeelt ginn.

An do hat de Statsrot och e bësse Problemer domat, dass mer dat engersäits an de Règlement grand-ducal geschriwwen hunn. Duerfir hunn och e puer Navetten zwëschent der Kommissioun an dem Statsrot misse kommen. Ech kommen zum Schluss nach eng Kéier kuerz do drop zréck.

Mä haut stinn déi Zuele pro Zon am Gesetz dran. Ech widderhuele se ganz kuerz: d'Zon Centre huet 290 Lizenzen, de Sud 140, Ouest 30, Est 25, Nord 1 50 an Nord 2 15 Lizenzen. Dat sinn déi, déi fir d'ganzt Joer gülteg sinn. Déi Lizenzen, déi haut nach bestinn, do hunn déi Taxiunternehmen Zäit elo sechs Méint, wann d'Gesetz bis a Kraaft ass, fir sech där neier Reglementatioun unzepassen.

Ganz wichteg bei där ganzer Umeldung ass awer d'Kontrollstatioun Sandweiler, well déi kritt e ganz wichtegen techneschen Aspekt hei, well si eben d'Kontroll vun deene ganzen Taxiunternehmen, also wat den technesche Volet ubelaangt, wäert maachen.

Wichteg ass, well et zentraliséiert ass, hu mer eng Lëscht, wann eng Lizenz fräi ass, déi ass gefouert vum Ministère, an et mellt ee sech do natierlech mat deene richtegen Instrumenter un, meeschtens Informatik natierlech, an och no enger Reiefolg, an da kënnt een op déi Liste d'attente, wann eng Lizenz fräi ass, fir kënnen och do mat derbäi ze sinn.

Sollt eng Egalitéit an deem Moment do sinn, wann zwee sech fir datselwecht streiden, dann ass natierlech den Tirage au sort, deen derbäikënnt. Dat gëllt fir déi, soen ech emol, „normal" Taxien, déi haut mat engem Verbrennungsmotor fueren.

Déi, déi awer muer mat engem „zéro émission" fueren, do kommen 20 nei Lizenzen derbäi. Déi 20 Lizenzen, déi ginn opgedeelt op 15 Lizenze fir d'Zon 1 an déi reschtlech fënnef op déi aner Zonen.

Awer och do muss ee sech beim Ministère umellen. Et ass eng separativ Lëscht, déi do gefouert gëtt, awer de Prinzip ass u sech deeselwechten. Och do hu mer mam Statsrot misse genau kucken - fir eben awer och sécherzestellen, dass do net à la tête du client kéint funktionéiert ginn - an eng ganz Lëscht misse maachen, fir dass dat och logistesch an och nom Gesetz richteg kann oflafen. Et ass u sech esou: Deen, deen als Éischten do ass, kritt och entspriechend dann d'Lizenz.

Et gëtt awer och eng Deckelung nach ëmmer fir d'Lizenzen am Allgemengen. Déi ass haut bei 0,9 Taxie pro Dausend Awunner, an am Gesetz steet elo 1,5. Den Taxischauffeur selwer, dee muss natierlech och eng Kaart hunn, fir kënnen ze fueren. Déi gëtt och zentraliséiert beim Nohaltegkeetsminister. E muss dat och am Taxi visibel weisen, dass en esou eng Lizenz oder eng Kaart huet. A si ass och strictement personnelle.

Dat heescht, e muss verschidde Konditiounen erfëllen. E muss op d'mannst zwee Joer de Führerschäin hunn, e muss eng vun deenen dräi offizielle Sprooche kënnen an e muss eng Formatioun matmaachen, déi eben den Accueil client, d'Gestion de conflits an esou weider mat betrëfft.

(M. Henri Kox montre un document.)

Ganz wichteg - dat kënnt Der elo hei kucken -, dat sinn dräi Elementer. Den neien Taxi wäert een norméiert Ofzeechen hunn, e wäert en Tableau-taxi hunn, e Panneau lumineux an eng Plaque-zone-taxi. Dat heescht, dat muss esou no bausse siichtbar sinn, dass dat och kontrolléierbar ass. Ech mengen, et ass ganz wichteg, dass de Ministère och eng ganz Informatiounscampagne geplangt huet ze maachen, an déi wäert och, soubal d'Gesetz gestëmmt ass, lancéiert ginn. Déi wäert een dann och duerno um Site fannen, an do fënnt een dann och déi sechs Zonen, respektiv och alles driwwer, wéi den Taxi da schlussendlech wäert ausgesinn.

Ganz wichteg, mengen ech, sinn niewent der Publicitéit awer d'Critère-environnementallen. Dat heescht, sou äänlech wéi et elo an der Steierreform virgesinn ass bei de Leasingsautoen, ass och hei de Critère écologique eragefloss, näämlech un den Ausstouss vun CO_2 gebonnen. D'Gesetz gesäit vir: Maximal 1.500 Euro pro Joer wären ze entriichten.

Mä am Règlement grand-ducal gëtt elo festgeluecht, dass een Auto, dee méi wéi 100 Gramm CO_2 (veuillez lire: 100 Gramm CO_2 pro Kilometer) ausstéisst, an der Zon 1 500 Euro muss bezuelen an an den Zonen 2 bis 6 400 Euro. Awer deen, deen haut schonn en Auto besëtzt, deen nëmmen 100 Gramm CO_2 ausstéisst, dee brauch dann nëmmen 300 Euro respektiv 200 Euro ze bezuelen. An dat geet erof, zum Beispill wann et en Elektroauto oder e Waasserstoffauto ass; dee brauch dann nëmmen 150 Euro fir d'Lizenz ze bezuelen, respektiv an den Zonen 2 bis 6 souguer nëmme 50 Euro.

An d'Iddi ass awer och - an net nëmmen d'Iddi, et ass festgeschriwwen am Gesetz -, dass zukünfteg den CO_2-Ausstouss vun den Taxie wäert erofgoen. All nei Immatrikulatioun muss e gewëssenen CO_2-Ausstouss anhalen, an ab dem 1. Januar 2017 sinn et der just nach 130 (veuillez lire: 130 Gramm). Een, deen haut en Taxi huet, deen däerf der nach 150 ausstoussen, muss awer minimum d'Euronorm V erfëllen. Muer, dat heescht den 1. Januar 2017, sinn et der 130, awer och nach minimum Euronorm V. An ab dem 1. Januar 2017 (veuillez lire: 2021) gi mer souguer erof op 95 Gramm CO_2 pro gefuerene Kilometer.

Ganz wichteg: D'Kontrollstatioun Sandweiler kritt e wichtege Rôle, fir d'Taxien ze préiwen: Éischtens ass dat fir den Taximeter, op deen ech gläich zréckkommen, ganz wichteg, well den Taximeter ass jo dat Instrument, wat u sech de Präis vun der Faart wäert ausrechnen. Sou wéi virdru beim Radar ass et och hei ganz wichteg, dass déi Taximeteren no der Norm funktionéieren an och richteg verifizéiert ginn. An dat mécht de Contrôle technique an dat muss all Joers nach eng Kéier duerchgezu ginn.

Wichteg ass d'Tarifikatioun fir de Client. Ech denken, dass dëst eng Moossnam ass, fir zumindest de Präis ze stabiliséieren, voire - Hoffnung huet een ëmmer - dass en deels vläicht kann erofgoen, well doduerch, dass méi Kontrolle gemaach ginn, déi Leerfaarten, déi haut vläicht nach bestinn a vill bestinn - duerch dee méi groussen „zoning" vun den Taxiunternehmen gëtt de Raum, wou se kënne fueren, och entspriechend méi grouss, - dann hoffentlech wäerte Vergaangenheet sinn, soudass se och méi wirtschaftlech kënne mat hiren Autoe fueren. A wat ee méi wirtschaftlech ka fueren, wat dat sech dann och vläicht bei dem Präis kann nidderschloen.

De Präis muss affichéiert ginn. Et gëtt e Modèle d'affichage, dee gläich ass fir jiddwereen. An natierlech, wann ee fiert, muss den Taximeter ugemaach ginn an de Reçu ass och ganz wichteg. Zum Beispill huet d'Chambre des Salariés

dat gesot, dass esou e Reçu fir de Client ganz wichteg ass.

An zum Schluss: Et gëtt eng Tëlefonsnummer, déi schonn ab dem September, mengen ech, wäert konkret ginn: de 24 77 44 44. Do kann een da reklaméieren, wann ee sollt falsch oder schlecht behandelt ginn.

Wéi kommen ech un en Taxi? Wann ech gär en Taxi hätt, da ginn ech haut schonn an déi normal Zonen, déi et gëtt. A 44 Gemenge gëtt et der. Muer natierlech, wou all Gemeng misst eng Zon ausweisen, dat bleift d'Kompetenz vun de Gemengen, gëtt dat awer op Uweisung vum Ministère duerchgezunn. Dat heescht, de Ministère wäert déi Gemengen informéieren: „Hei, do wär et schéin, wa mer kéinten eng Taxisplaz aménagéieren." An da mengen ech, dass dat och kee Problem ass, dass déi jeeweileg Gemengen dat maachen.

Natierlech kann en Taxi a senger spezifescher Zon ëmmer e Client op deene Plazen ophuelen. Fiert en awer an eng aner Zon, sou däerf e sech do net op déi Plaze stellen. E kann awer en anere Client mathuelen, wann en iwwer Tëlefon, iwwer Fax, iwwer E-Mail och esou eng Faart kritt. Respektiv 50 Meter vun enger Plaz - dat kennt Der, wann Der am Ausland sidd, - da kënnt Der wénken. Dat soll och hei natierlech méi forcéiert an de Vierdergrond gestallt ginn. Da kënnt Der Ären Taxi eben do eruwénken, wou Der e grad braucht a grad ee laanschtfiert.

E wichtegen aachte Punkt dobäi sinn d'Organes de contrôle. Mir hunn der dräi.

- Mir hu fir d'Éischt déi administrativ Kontrollen: Dat ass eng Kéier de Ministère an et ass d'Kontrollstatioun vu Sandweiler.

- Et ass dat penaalt Organ, well dat war och ee vun de grousse Problemer bei deem besteeënde Gesetz. Dat heescht d'Police an - an dat war och e bëssen d'Diskussioun mam Statsrot - d'Administration des Douanes et Accises sinn och homologéiert, fir eben entspriechend Strofen auszestellen.

- An de Volet Aarbechtssécherheet: Dee bleift weiderhi bei der ITM.

D'Suspensions administratives (veuillez lire: D'Sanctions administratives): Wann ee sech net un déi Regelen hält, kann ee fir ee Joer seng Lizenz ewechgeholl kréien. Wann een ieren nach op der Waardelëscht wär, da gëtt een do erofgeholl. An, dat ass och nei mat dësem Gesetz, et ass eng Commission des taxis agefouert ginn; wann ee sech net un d'Regelen hält, muss ee sech dann nach eng Kéier un déi wenden.

Dann dee penale Volet; deen ass ganz kloer. Et sinn zwou Strofe virgesinn: Eng vun 0 bis 250 (veuillez lire: vu 25 bis 250 Euro). Déi bis 250 heescht, dass, wann ee sech op déi falsch Plaz géif stellen, da kann eng Sanktioun ausgesprach gi vun der Police oder vun der Douane. Sollt ee sech net schécken an dat zweemol hannertenee maachen, da gëtt d'Strof natierlech och verduebelt.

Dann nach, wat d'Strofen ugeet, wann eng Autorisation d'exploitation net richteg ass an esou weider, geet se erop bis 500. An, wat awer och wichteg ass, dat ass, dass souguer eng Immobilisatioun vum Taxi ka virgeholl ginn, wann d'Saach sech zouspëtzt.

D'Iwwergangszäite sinn och ganz wichteg vun dësem Gesetz, also vum ale Gesetz op dat neit Gesetz. Wa mer dat dann elo haut stëmmen, an ech ginn dervun aus, well an der Kommissioun ware mer an der Majoritéit praktesch alleguerten dofir, bis op eng Abstentioun just - déi wäert och spéider erklärt ginn -, sinn elo sechs Méint no der Publikatioun am Mémorial virgesinn, sechs Méint, wou déi jëtzeg Taxiunternehmen hir nei Lizenz kënnen ufroe respektiv och d'Chauffeuren hir Carte de conducteur, soudass mer dat och kënne maachen.

An dann e leschte Punkt, deen et nach wichteg ass ze erwänen, dat ass „Registre et échange de données". Dir wësst, et gëtt en neie Registre vun den Taxien agefouert, deen eng Lëscht wäert féieren iwwer all d'Taxien, wou ee sech dann iwwert den Exploitant, iwwert de Conducteur (veuillez lire: iwwert de Conducteur kann informéieren) an, wat ganz wichteg ass, dat ass awer och eng Interconnexioun mat anere Verwaltungen. An do war et wichteg, dass och den Avis vun der Commission nationale pour la protection des données huet missen ugefrot ginn, an do hu mer och deementspriechend, fir deene gerecht ze ginn, wat och wichteg war, eng Rei Adaptatiounen um Gesetz duerchgefouert.

Ech kommen dann zum Schluss zu den nach méi techneschen Daten. Wéi gesot, den 8. Juli 2013 gouf d'Gesetz vum Här Wiseler eng éischte Kéier déposéiert. Den 13. Mäerz 2014 gouf en amendéiert Gesetz vum Här Bausch déposéiert mat insbesondere deenen ekologesche Komponenten derbäi. Den éischten Avis vum Statsrot war den 9. Dezember 2014. Ech selwer gouf an der Sëtzung vum 21. Januar 2015 zum Rapporteur gewielt an an der Kommissioun hu mer eis am Ganze sechsmol dermat beschäftegt. An deene sechs Reuniounen hu mer all Kéiers erëm Amendementer gemaach, soudass schlussendlech awer de Statsrot net nëmmen een Avis, mä véier zousätzlech Avis-complémentairë gemaach huet, fir eben déi eng oder déi aner Opposition formelle, déi mer awer haten, aus der Welt ze schafen.

Et goufen och Avise vun der Chambre des Métiers, der Chambre des Salariés, der Chambre de Commerce an, wéi virdru scho gesot, dem Conseil de la concurrence an der Commission nationale pour la protection des données.

Vläicht just zu deene véier Avise vum Statsrot, wou do dee gréisste Problem war. Deen éischte Problem war natierlech de Cadrage normatif, deen huet missen, laut Statsrot, e bësse méi geuerdnet gemaach ginn. Insbesondere huet eppes, wat am Règlement grand-ducal stoung, missen erop an d'Gesetz. Dat war mat Opposition-formellë verbonnen. Dofir huet dann en éischten Avis complémentaire nach eng Kéier gesot: Pardon, „zéro émission" muss och entspriechend besser definéiert ginn! Dat hu mer och gemaach.

Dann, bei engem weideren Avis, dem zweeten Avis complémentaire, war nach e Problem, wat d'Lizenzen ubelaangt, well déi waren am Règlement grand-ducal. Déi hu mer awer elo an d'Gesetz ageschriwwen.

Am drëtten Avis complémentaire war dann nach de Problem mat der Formatioun. Mir haten eng Formatioun virgesi fir déi Nei, déi wéilte Chauffeur gi vun engem Taxi, déi sollten och nach eng Formatioun maachen. Dat hu mer ewechgelooss, well fir de Statsrot war dat net ganz kloer genuch. An am véierte war dunn alles an der Rei.

Dat war et och. Ech wéilt dann nach zum Schluss awer Merci soen. Merci wéilt ech de Beamte Max Nilles a Jean-Paul Maas vum Ministère soe fir déi exzellent Zesummenaarbecht, awer och fir d'Presentatioun, well gréisstendeels hunn ech déi haut de Mëtte benotzt. An ech wëll awer hei net ofschléissen, ouni och den Accord vun der grénger Fraktioun ginn ze hunn.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Rapporteur. An dann huet d'Wuert - elo richteg d'Wuert op der Tribün - den Här Serge Wilmes, mat der Invitatioun un d'Kolleegen aus den zweete Reien - net alleguer d'Kolleegen, mä eng Rei -, e bësse méi lues ze flüsteren, well een dat hei ganz gutt héiert an et de Riedner stéiert.

Discussion générale

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- Merci, Här President. De Message ass ukomm.

(Brouhaha)

Den Taxisecteur ass e schwierege Secteur. Et gëtt hei eng grouss Rivalitéit a virun allem och ganz vill Spannungen an deem Secteur. Et ass och e Secteur, deen net onbedéngt dee beschte Ruff dobausse bei de Clienten huet. Kritiséiert ginn dacks virun allem déi héich Präisser, déi de Client muss fir en Taxi bezuelen an déi net ëmmer ganz transparent fir de Client sinn.

Wéi quokeleg déi Situatioun an deem Secteur ass, dat konnte mer selwer och am Laf vun den Aarbechten zu dësem Gesetzesprojet feststellen, well ganz vill Taxientreprisë si jo och bei déi eenzel Fraktiounen a Parteie komm, fir mat ons iwwer hir Suergen an Erwaardunge par rapport zu dësem Gesetzesprojet ze schwätzen. An an deene Reuniounen, do huet ee kënne feststellen, wéi diametral opposéiert ganz dacks d'Intérêten an och wéi verschidden d'Suerge vun deenen Taxientreprisë par rapport zu deem Gesetz hei sinn.

Mir kënnen natierlech net wéinst där doter Situatioun all Mënsch an dësem Projet hei a mat dësem Projet gerecht ginn; däers si mer ons bewosst. Mä Näischtmaache wär awer och keng Léisung, well mir si jo gewinnt, Verantwortung ze iwwerhuelen, an dat maache mer heimadder.

Ech wëll an deem Kontext och dem Henri Kox als Rapporteur e ganz grousse Merci soe fir seng Aarbechten, fir seng Rapporten, déi e gemaach huet, well fir an dësem Dossier hei den Duerchbléck ze behalen, dat war net ëmmer ganz evident.

De Rapporteur huet hei déi grouss Punkte vun där Reform am Detail erkläert, an ech wëll am Numm vun der CSV just zu verschiddenen eppes soen. Fir d'Éischt begréisse mer, datt mat dësem Projet versicht gëtt, den Taxisecteur nei ze strukturéieren an ze optimiséieren, dat eben am Sënn vun den Taxientreprisen a vun de Clienten.

Mir begréissen, datt déi Tête-de-fillen ofgeschaaft ginn, datt de Client an Zukunft op engem Taxistand deen Taxi kann huelen, deen e wëllt. Mir begréissen och, datt de Client net limitéiert ass, fir en Taxi ze huelen, deen op enger dofir reservéierter Plaz steet, mä et kann een eben och elo en Taxi huelen, dee laanschtfiert.

Mir bedaueren awer just, sou wéi de Kolleeg Roger Negri dat e puermol an der Kommissioun och gesot huet, datt déi Luucht um Daach vum Taxi nach ëmmer deen däitsche Modell ass, dee giel ass an deen een am Dag effektiv net esou gutt gesäit. Mir kruten awer d'Erklärung och vum Ministère, datt et u sech elo ze deier géif gi fir de Secteur, wa mer dee Modell géife wiesselen an zum Beispill op dee franséische Modell géifen ëmstellen, deen do awer wesentlech méi visibel ass.

Mir begréissen, datt d'Präisser vun den Taxie méi transparent ginn. Si mussen an Zukunft baussen a bannen affichéiert ginn. De Client ass esou besser informéiert a kann d'Präisser vergläichen.

No enger Course muss den Taxichauffeur och all Kéiers dem Client eng Quittance ausstellen. Nieft deenen affichéierte Präisser kann de Client awer och mam Taxichauffeur e Forfait aushandelen. An engems muss dann déi ganzen Zäit den Taximeter lafen an de Präis, deen däerf herno net iwwert deem leien, wat den Taximeter weist.

A propos Taximeter: Dee gëtt an Zukunft vun de Kontrollstatioune jo iwwerpréift. E gëtt kalibréiert, homologéiert an och versigelt. Eng Rei Taxientreprisë stelle sech an engems d'Fro, ob d'Kontrollstatiounen, niewent der Aarbecht, déi se schonn ze maachen hunn, genuch Leit hunn, fir dat kënnen an Zukunft ze maachen. Och fäerte se, datt doduerch nach méi Käschte géifen op se duerkommen an dat sech herno géif op d'Präisser répercutéieren. Dës Punkte vum Gesetzesprojet sollen hëllefen, den Taxisecteur am Sënn vum Client méi transparent a méi attraktiv ze maachen.

Komme mer elo zu de Punkte vun der Reform, déi besonnesch d'Taxientreprisë concernéieren. D'Taxie kënnen an Zukunft op hir Säitendiere Reklamme pechen. Doduerch solle se kënnen nei Recetten erakréien. Hei froe sech awer verschidden Entreprisen, wéisou si net och kënnen, wéi d'Bussen, hannen op de Fënstere Reklammen affichéieren.

Mir begréissen, datt an Zukunft just nach den Transportministère fir den Taxisecteur responsabel ass. Hie gëtt déi Lizenze fir eng vun deene sechs Zonen. An duerch déi Zone komme méi grouss Raim, wou een Taxi ka fueren.

Mer verstinn awer och do d'Suergen, déi eng Rei kleng Entreprisen ons mat op de Wee ginn hunn. Zemools déi, déi um Findel sinn, déi riskéieren elo, wa se an déi grouss Zon 1 eben erakommen, do par rapport zu de méi groussen Entreprisen den zweete Präis ze kréien.

Bon, mir haten do ee Moment gefrot, ob et net méiglech wär, fir d'Zonen och eng Iwwergangszäit ze froen. Mir kruten awer gesot, datt u sech déi Entreprisë genuch Zäit hätten, fir sech op dat neit Gesetz kënne virzebereeden, zum Beispill mam Schafe vun enger gemeinsamer Tëlefonszentral. A mir kruten och gesot, datt si och elo an Zukunft wäerte kënnen d'Méiglechkeet kréien, fir an där méi grousser Zon vum Zentrum kënnen d'Clienten op aner Plaze sichen ze goen, notamment an der Stad Lëtzebuerg. A mir hunn déi Argumenter do zur Kenntnis geholl.

Mir begréissen, datt de Beruff vum Taxichauffeur méi kloer geregelt gëtt an datt eng Formatioun virgesinn ass. Dat gëtt hinnen an dem Client eng méi grouss Sécherheet.

Virun allem, an dat ass fir ons dee wichtegste Punkt vun dësem Gesetzesprojet, begréisse mer, datt méi héich Strofen agefouert ginn, wann ee géint d'Gesetz verstéisst. D'Police an d'Douane wäerten an Zukunft kënnen effikass Moyenen hunn, fir déi Taxien aus dem Verkéier ze zéien, déi net konform zum Gesetz sinn, mat zum Beispill souguer Schlësselen- an Autopabeieren ofhuelen, respektiv den Auto op der Plaz musse stoe loossen.

Bis elo konnt just e Protokoll geschriwwe ginn. Huet een deen awer net bezuelt, dann ass net ganz vill geschitt, well deen ass meeschtens op de Parquet gaangen an dann ass deen do relativ séier klasséiert ginn, well dat net onbedéngt d'Prioritéit ass vum Parquet, wat ee jo versteet.

Mat deem neie Gesetz wäert dat sech awer änneren, an dat hëlt hoffentlech dann och Drock a Konfliktpotenzial aus deem Secteur. Mir hu méi wéi eng Kéier och kënne Reportagen op der Tëlee gesinn, wat besonnesch op der Gare heiansdo do lass ass tëschent deenen Taxien, déi konform sinn, an deenen, déi net konform sinn.

Mat dëser Mesure waren dann natierlech och alleguerten déi konform Entreprisen averstanen, mä verschiddener hätte sech gewënscht, datt u sech de Gesetzesprojet nëmmen dat sollt regele mat de Strofen an net nach all déi aner Punkten. Dat wär awer allerdéngs an onsen Aen och keng wierklech fundamental Reform vum Secteur gewiescht, déi awer hei gebraucht gëtt.

Dann nach e Wuert zu de Lizenzen: Et wäert och weiderhin eng maximal Zuel dovunner ginn. Et ass eng Limitatioun. Si wäert e wéineg méi héich si wéi bis elo; dat huet de Rapporteur beschriwwen. Dat gëtt kritiséiert. Et gouf nach haut jo och vum Conseil de la concurrence u sech a Fro gestallt. Dat kann een duerchaus novollzéien. Allerdéngs ass hei e Choix getraff ginn, fir e Secteur och net vun haut op muer komplett op d'Kopp ze dréien. Et ass sech éischter fir en Tëschewee décidéiert ginn, well keng Limitatioun kéint zwar vläicht zu méi déiwe Präisser féieren, et kéint awer och zu enger Monopolpositioun vun zwou, dräi groussen Entreprisë féieren. Ob dat gutt wär, déi Fro sief och an de Raum gestallt.

En plus war am Ufank geplangt gi jo, fir illimitéiert Zuele vu Lizenzen anzeféieren, nääm-lech déi fir Null-Emissioun-Taxien. Dat gouf vum Statsrot gekippt, well et eng Diskriminatioun ass par rapport zu deene klasseschen Taxien. Déi ginn also elo, déi Null-Emissioun-Taxien, op ongeféier déiselwecht Zuel limitéiert wéi déi aner, eng ronn 500. Zesumme kéint een dann theoretesch 1.000 Lizenzen um Marché hunn.

Theoretesch, well bei deenen Null-Emissioun-Taxie si mer nach virsiichteg. Net, datt mer net derfir sinn, mir wëssen, datt se wäerten an Zukunft d'Natur schounen, a si sinn och am Sënn vun engem Développement durable. Mä nach, an ech betounen „nach", sinn esou Taxie relativ deier. Hei geet vu 65.000, 70.000 Euro fir esou en Taxi rieds. Dat ass vill! An dat net just nëmme fir kleng Entreprisen, mä och fir déi grouss.

An dofir war vun hinnen d'Iddi komm, ob een net sollt e steierleche Virdeel ginn, wann een esou en Taxi keeft. An d'Regierung gesäit jo an hirer Steierreform eng Subventioun vir vu 5.000 Euro, fir esou Autoe kënnen ze kafen. Da musse mer elo kucken, ob der doduerjer méi kaaft ginn an och ob déi technesch Entwécklung wäert dozou féieren, datt déi an Zukunft méi bëlleg ginn.

Hei nach eng Fro: Wéi ass et mat engem nationale Réseau vu Bornen, fir kënnen esou Taxien opzelueden?

An dann nach ee Punkt, deen net direkt am Gesetz hei och behandelt gëtt: Wéi ass et mat deene VTCen, deene Véhicules de transport avec chauffeur?

Här President, dëse Gesetzesprojet reforméiert, no laangen Diskussiounen iwwer Joren ewech, ee Secteur, deen net optimal fonctionnéiert huet. E soll Verbesserunge fir de Client a fir d'Taxientreprisë bréngen. Dofir wäert d'CSV-Fraktioun dëse Projet och stëmmen.

Wéi d'Gesetz herno um Terrain ëmgesat gëtt, dat muss sech nach weisen, well et si fundamental Ännerunge virgesinn. An dofir déposéieren ech am Numm vun der CSV-Fraktioun eng Motioun, déi virschléit, no zwee Joer e Bilan ze maache vum Gesetz. Ech soen „spéitstens no zwee Joer". Näischt verhënnert natierlech, datt een dat och kann éischter maachen.

Motion

La Chambre des Députés,

- tout en approuvant le projet de loi portant organisation du secteur des services de taxis et modification du Code de la consommation;

- considérant l'importance de créer un nouveau cadre légal pour l'organisation du secteur des services de taxis en vue d'améliorer l'organisation du marché et mieux répondre aux besoins de la clientèle;

- considérant la nécessité d'assurer une offre étendue et variée de prestations de services de taxis, tout en maintenant le niveau de qualité des prestations;

- considérant l'importance de concilier la stimulation de la liberté entrepreneuriale et de la concurrence avec la protection des consommateurs en matière de transparence tarifaire des prestations fournies;

- saluant la volonté du Gouvernement d'encourager la rationalisation et l'efficience du marché pour limiter la pollution et protéger l'environnement;

- saluant l'introduction par la présente loi de sanctions pénales efficaces en cas de violation des dispositions légales;

- considérant les avantages et les faiblesses des expériences internationales en matière de réforme du secteur des services de taxis;

- considérant l'importance de déterminer par la loi les éléments qui pourraient être considérés comme une limitation de l'exercice d'une profession et les conditions et modalités de perception des taxes dues pour les prestations en relation avec la délivrance et le maintien des licences d'exploitant et des cartes de conducteur;

- considérant l'introduction par la présente loi d'une licence d'exploitation de taxi zéro émission;

- considérant la nécessité de mettre l'homologation des «taximètres» en conformité avec la directive 2004/22/CE du Parlement et du Conseil du 31 mars 2004 concernant les instruments de mesure;

- considérant la division du territoire du Grand-Duché de Luxembourg en six zones à validité géographique, et la détermination d'un nombre maximal de licences d'exploitation de taxi à attribuer par zone géographique;

- considérant le fait que le service de taxis constitue souvent le premier point de contact des clients venant de l'étranger avec le Grand-Duché de Luxembourg;

invite le Gouvernement

- à présenter à la Chambre des Députés un premier bilan de la nouvelle loi deux années après son entrée en vigueur.

(s.) Serge Wilmes, Claude Wiseler.

D'Majoritéit, gëtt mer gesot, ass prett, fir déi Motioun ze ënnerstëtzen. Mir hoffen dat op jiddwer Fall, well et wär et staarkt Signal fir de Secteur. An et wär näämlech och fir eis alleguerten d'Méiglechkeet, fir kënnen en obligatoresche Suivi vun engem Gesetz ze maachen, dat jo awer wierklech och Konsequenzen um Terrain wäert hunn, an zwar gréisserer, dofir solle mer kucken, zesummen, ob dëst Gesetz och wierklech d'Liewe vun de Clienten a vun den Taxientreprisë wäert verbesseren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An d'Wuert huet direkt deen nächste Riedner, den Här Roger Negri.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt wéilt ech natierlech dem Rapporteur Henri Kox e grousse Merci soe fir seng exzellent Rapporten, schrëftlech wéi mëndlech.

De Projet de loi vun haut gesäit eng Reform an engem Beräich vir, deen zanter ville Joren ëmmer erëm an der Kritik steet. An d'LSAP ass frou, dass mer mam Projet de loi vun haut en neie gesetzleche Kader kréien, fir den Taxiservice nei ze reglementéieren.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Mir hunn all eng Virstellung dovun, wéi esou e Service idealerweis sollt fonctionnéieren. Engersäits, aus der Siicht vum Client, sollt am ganze Land eng Offer vun Taxie bestoen, déi e gudde Service zu engem räsonabele Präis ubidden. Aus der Siicht vun den Entreprisë sollt dëse Secteur fairen an transparente Regelen ënnerleien, déi vu jiddwerengem och mussen agehale ginn. An net dann zulescht, aus der Siicht vun de Chauffeuren, muss dëse Service och esou organiséiert sinn, dass d'Chauffeuren ënner korrekten Aarbechtsbedéngunge schaffe kënnen.

D'Realitéit ass awer leider oft eng ganz aner! An dat läit net nëmmen, awer och, um legale Kader, deen entweder net streng genuch ass oder deen net agehale gëtt, well et keng Kontrollen a Sanktioune gëtt. Dat soll sech elo mat dësem Gesetzesprojet änneren.

Wat sinn d'Problemer, déi sech am Moment konkret stellen? Kucke mer d'Situatioun fir d'Éischt aus der Vue vum Client. An enger Etüd vun 2011, wou d'Qualitéit vum Taxiservice an 22 europäesche Stied matenee verglach gouf, ass Lëtzebuerg mat engem „mangelhaft" grad emol op déi 20. Plaz komm! Méi schlecht haten nach just Roum a Ljubljana ofgeschnidden.

Och wann dës Etüd net ganz rezent ass, kann een awer dovun ausgoen, dass dee Constat haut net wesentlech anescht ass. Zu der schlechter Notéierung huet virun allem d'Behuele vun de Chauffeure bäigedroen, déi net ëmmer dee kierzeste Wee gefuer sinn, keng Quittung ausgestallt hunn, ze héich Tariffer gefrot hunn an esou weider.

Als LSAP erhoffe mer eis, dass dës Situatioun sech verbessert, wann d'Ufuerderungen, fir eng Kaart als Taxichauffeur ze kréien, e bësse méi streng ginn a virun allem, wann d'Lizenzen net méi vun de Gemengen, mä zentral vum Stat géréiert ginn.

Domat verbonnen ass och eng zentral Stell, wou d'Clientë kënne reklaméieren. Et gëtt reell méiglech, e Chauffeur ze sanktionéieren, dee sech systematesch net un d'Spillregelen hält.

E wichtege Sujet, deen och ëmmer erëm diskutéiert gëtt, ass de Präis. Tatsächlech ass deen zu Lëtzebuerg, am internationale Verglach, relativ héich, wat d'Leit zum Deel dovunner ofhält, en Taxi iwwerhaapt ze huelen. Et ass ëmstridden, ob dës Präisser wierklech ze héich sinn oder ob se, ënner anerem, opgrond vun de Personalkäschten, déi zu Lëtzebuerg och iwwerduerchschnëttlech sinn, ugemooss sinn. Egal wéi schéngt et, wéi wann dee festgeluechte Präis an der Praxis souwisou ganz oft net géif agehale ginn, wat ëmsou méi schwéier ze kontrolléieren ass, wann dann ebe keng Quittungen ausgestallt goufen.

Dass hei Handlungsbedarf ass, kann een aus dem Rapport vum Rapporteur erausliesen. Bis elo sinn do zwee Tariffer applikabel: Tariff 1 fir en Aller-retour, Tariff 2 fir en Aller simple. Do gëllt dann deen duebele Präis vum Tariff 1, wat jo normal ass, well en Taxi fir zréck jo eng Leerfaart huet.

De Conseil de la concurrence heegt awer d'Befierchtung, dass fir en Aller-retour och oft den Tariff 2 verrechent gëtt, wat carrément eng duebel Berechnung ass. De Conseil de la concurrence hält och weider fest, dass de Moment d'Präisser tëschent 30 a 50% iwwert dem maximale Präis leien, deen am Règlement granducal festgehalen ass! Mat der sougenannter Liberaliséierung vum Präis ass mat där Diskussioun - misst op jidde Fall - dann elo Schluss sinn! A mir wäerten dat gesinn, ob de reelle Marchéspräis méi héich oder méi niddreg gëtt wéi dat, wat mer elo hunn.

Fir de Client gëtt dat ënner Ëmstänn awer elo e bësse méi ëmständlech. Hie muss zwar elo net méi deen éischten Taxi aus der File huelen, mä e muss - enfin, wann en dat wëllt - am Prinzip vun engem Taxi zum anere goen, fir sech do d'Präisser ze froen an ze vergläichen.

De Projet de loi setzt jo u sech drop, dass d'Präisser zum Deel erofginn, wann d'Konkurrenz no deenen neie Regele spillt, an dass dat d'Leit motivéiert, fir ebe méi oft en Taxi ze huelen, wat jo och am Sënn vum Taxisecteur misst sinn.

Ob dat esou Realitéit gëtt, wäert net zulescht dovunner ofhänken, ob et geléngt, d'Leit richteg iwwert d'Tariffer an iwwer hir Rechter a Reklamatiounsméiglechkeeten opzeklären an ze informéieren. Dat wäert nom Akraafttriede vun dësem Gesetz eng wichteg Aufgab fir de Minister ginn, well eleng den Affichage vun den Tariffer un den Taxie geet do wahrscheinlech net duer. Et ass zwar richteg, dass vill Leit sech en Taxi bestellen a sech am Viraus iwwert d'Präisser informéieren, mä fir deen, deen um Flughafen ukënnt a sech en Taxi aus der File hélt, ass dat wahrscheinlech net esou evident! Et muss een och am A behalen, wéi dat an Zukunft an der Praxis dann hei fonctionnéiert.

D'Taxie ginn, wéi dat scho vum Rapporteur gesot gouf, a sechs Zonen agedeelt, wou d'Zon 1 a groussen Zich, muss ee soen, den Terrain vun der Stad Lëtzebuerg duerstellt, zesummen, wéi dat och scho gesot ginn ass, mam Lëtzebuerger Flughafen.

De Findel ass natierlech fir d'Taxien e lukratiivt Geschäft an do geet et och heiansdo da méi rau erof. Besonnesch déi kleng Betriber, mat engem oder zwee Taxien, fäerten elo hei - ech mengen, mäi Virriedner, de Kolleeg Serge Wilmes, huet dat jo och scho gesot -, Betriber, déi een oder zwee Taxien hunn, fäerten elo ëm hir Existenz, déi bis elo um Flughafen hire Service och korrekt gemaach hunn. A si fäerte ganz einfach, dass déi grouss Betriber hinnen do hir Aarbechtsplazen ewechhuelen. Vläicht kann duerno den Här Minister eis dozou e puer Wuert soen, wéi et mat deene klenge Betriber ass, wéi déi sech um Flughafen do kënnen iwwer Waasser halen.

D'Méiglechkeet fir de Client, fir déi gënschtegst Offer ze notzen, besteet natierlech och net, wann een en Taxi erbäiwénkt, deen ënnerwee ass. De Fait, dass an Zukunft all Taxi ënnerwee Clienten ophuele kann - dat ass wichteg -, egal a wat fir enger Zon e registréiert ass, ass awer eng ganz gutt Saach, souwuel am Intérêt vun de Clienten, déi net méi onbedéngt bis op deen nächsten Taxistand goe mussen, an awer och fir de Chauffeur selwer, deen net méi esou oft eng eidel Faart huet an zréckfuere muss.

Ech hat an der Kommissioun - an de Kolleeg Serge Wilmes huet et och scho gesot -, e puermol drop higewisen, dass et fir de Client dann awer wichteg ass ze gesinn, ob en Taxi fräi ass oder besat ass, wann e sech en Taxi, net um Taxistand, mä matzen an der Stad unhale wëllt. Dowéinst géif ech mengen, dass de Marquage duerch e Panneau lumineux, ob e fräi oder besat ass, vu Wäitem sichtbar uewen um Taxi misst sinn, wéi dat an anere Stied awer och de Fall ass.

Dat ass fir mech en entscheedende Punkt, fir de Client méi oft an en Taxi ze kréien an dass en dorop zréckgräift an domadder och méi Service um Client bréngt.

Net jiddwereen zum Beispill weess, wou iwwerhaapt Taxistänn sinn. A si wiesselen alt oft hire Standuert, duerch Chantieren oder duerch aner Konditioune bedéngt. Fir een, deen net esou kënneg ass, zum Beispill d'Touristen, ass et jiddefalls net esou evident.

Fir de Marquage lumineux waren eis awer an der Kommissioun verschidde Modeller gewise ginn. Mä dat ass awer net deementspriechend zréckbehale ginn, mam Argument, dat géif ze deier gi fir den Exploitant. Elo krute mer d'lescht Woch, wéi mer de Rapport ugeholl hunn, gesot, dass dat géif 58 Euro kaschten, fir esou en Taxi ëmzebauen. Do mengen ech, dat ass awer net der Däiwel, fir e bessere Service do kënnen unzebidden. Bon, wann dat eben elo esou ass, géif ech de Minister awer vläicht bieden, bei enger éischter Evaluatioun dëse Punkt vum Marquage uewen um Taxi nach eng Kéier vläicht kënnen ënnersichen ze loossen, wa mer dann déi Evaluatioun, déi virgeschloe ginn ass, do géife maachen.

Et geet an dësem Projet awer net nëmmen drëm, d'Rechter vun de Clienten ze stäerken. D'Taxientreprisë sollen an Zukunft besser virun deloyaler Konkurrenz geschützt ginn duerch Taxien, déi sech net un d'Regelen halen oder guer keng Autorisatioun hunn. Hei dierft et an Zukunft méi einfach ginn duerchzegräifen, engersäits, well d'Police an d'Douane aner Moyene kréien, fir géint déi illegal Taxie virzegoen, an anerersäits, well all Verstéiss vu Chauffeure mat Autorisatioun zentral registréiert ginn an net méi, wéi bis elo, e Rapport un de jeeweilege Buergermeeschter gemaach gëtt.

Et muss allerdéngs och derfir gesuergt ginn, dass d'Police an Zukunft déi néideg Kontrolle mécht an déi Moyenen notzt, déi se mat dësem Gesetz och kritt.

Wat d'Taxichauffeure betrëfft, do misst d'ITM och regelméisseg déi néideg Kontrolle maachen, fir dass d'Aarbechtskonditiounen och agehale ginn a puncto Fuerzäiten.

D'Taxichauffeure sollen och all Konditiounen erfëllen, déi vis-à-vis vun engem Client néideg sinn: Honorabilitéit a professionell Capacitéit - eng Evidenz!

Op där anerer Säit musse se awer och kënne sech d'Recht virbehalen, e Client ze refuséieren, dee manifestement net korrekt ass, sief et ënner anerem duerch Alkohol oder Drogen, respektiv sech op eng Plaz wëllt féiere loossen iwwer eng ganz wäit Distanz, ouni eng Provisioun virdrun ze ginn, respektiv op eng Plaz, déi dem Chauffeur net geheier ass, woubäi e sech d'Recht ka virbehalen, d'Identitéit vum Client, noutfalls mat Hëllef vun der Police, festzestellen.

Positiv dierft sech an dësem Kontext och auswierken, dass d'Lizenze strikt personnel an incessible sinn an dass nëmmen de Minister kann driwwer décidéieren, wa se nei musse vergi ginn oder sollen op eng aner Persoun iwwerdroe ginn.

Een Aspekt, dee mer als LSAP besonnesch wichteg fannen, och wann et am Gesetzestext just an engem eenzege Saz am Kader vum Traitement vun den Donnéeën erwäänt gëtt, ass eng systematesch Evaluatioun vun der Qualitéit vun den Taxiservicer, déi mat deem neie Regëster méiglech gëtt.

Dass an dëser Datebank souwuel all Donnéeën iwwert d'Exploitanten an d'Chauffeure wéi och iwwert d'Reklamatioune registréiert ginn, verbonne mat deenen neie Sanktiounsméiglechkeeten, misst et eigentlech an Zukunft méiglech maachen, schwaarz Schof an deem Secteur ze identifizéieren an hinnen, wann néideg, hir Lizenz ewechzehuelen.

Eng aner Veränneruing, déi mer als LSAP begréissen, betrëfft d'Qualitéit vun den Autoen. An deem Vergläichstest vun 2011, vun deem ech scho virdru geschwat hunn, war dat deen eenzege Punkt, wou déi Lëtzebuerger Taxie gutt ofgeschnidden hunn. Hautdesdaags interesséiere mir eis awer net nëmme fir de Confort am Taxi, mä awer och fir seng Ëmweltfrëndlechkeet. Éischtens gëtt am Gesetz festgeluecht, dass d'Taxien nëmmen dann zougelooss sinn, wa se der Euronorm V entspriechen a manner wéi 150 g CO_2 pro Liter ausstoussen. Do gëtt dann och eng Modulatioun, de Rapporteur huet dat jo och am Detail erklärt, vun der jäerlecher Tax en fonction vun den CO_2-Emissioune virgeholl, dat am Kader vun engem neie Règlement grand-ducal.

Zweetens gëtt eng extra Kategorie geschafen, an do si mer besonnesch frou doriwwer, fir déi Taxien «zéro émission», déi net mussen op déiselwecht Liste d'attente komme wéi déi aner Demandë fir eng Autorisatioun, ouni CO_2 an ouni NO_x, besonnesch den NO_x, deen an de Stied de Smog an d'Luucht dreift mat senge Feinpartikelen.

Zwar ass hei och d'Zuel vun de Ween, déi kënnen zousätzlech geneemegt ginn, limitéiert, soudass d'Offer ni méi iwwer 1,5 Taxie pro Dausend Awunner bedréit. Mä dës besonnesch ëmweltfrëndlech Gefierer si bevirdeelegt, soudass mat der Zäit, hoffentlech, ëmmer méi en héijen Undeel vun deenen Taxien emissiounsfräi fuere wäert.

Domadder, Madamm Presidentin, géif ech den Accord gi vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi, an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Merci, Här Negri. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP)*.- Merci, Madamm Presidentin. De berüümten a mëttlerweil leider verstuerwene Literaturkritiker Marcel Reich-Ranicki huet eng Kéier gesot: „Geld allein macht nicht glücklich, aber es ist besser, in einem Taxi zu weinen als in der Straßenbahn."

Ech wëll direkt betounen, dass ech mat där Ausso net averstane sinn, well ech benotzen nawell ganz gär den ëffentlechen Transport. An, jo, léif Kolleege vun der ADR, ech freeë mech och scho richteg op den Tram!

Onofhängeg dovun, ob ee mat deem gudde Mann senger Ausso averstanen ass oder net, léisst sech awer eng Wourecht aus deem Zitat erauszéien, déi ganz besonnesch fir Lëtzebuerg gëllt: Taxifuere kascht Geld, an nawell net ze wéineg!

Wann een enger ganz rezenter Etüd vun der UBS gleeft, dann ass d'Stad Lëtzebuerg mat 20,47 Euro fir 5 km mam Taxi déi drëttdeierst Haaptstad op der ganzer Welt. Just Oslo an Zürich sinn där Etüd no nach méi deier wéi d'Lëtzebuerger Stad. An Europa ass iwwregens déi bëllegst Faart, déi ee ka maachen, fir 5 km 5 Euro, an zwar zu Athen.

Den Taxi präägt säit Jorzéngten de Verkéier a grousse Stied an ass heiansdo och e bësse Kult. Den Times Square zu New York, op deem sech Honnerte vu gielen „Cabs" tommelen, ass genausou berüümt wéi déi markant schwaarz Taxien zu London.

Nieft engem Markenzeeche kënnen a sollen d'Taxien awer virun allem e ganz praktescht Verkéiersmëttel sinn. An enger friemer Stad an ouni eegenen Auto ass den Taxi oft déi séierst an, jee no Situatioun, och déi bëllegst Léisung, fir vun A op B ze kommen, dat virun allem a Stied, wou den ëffentlechen Transport net esou gutt fonctionnéiert.

Dat kann engem och heiheem virkommen, zum Beispill, wann een owes e bësse méi laang ënnerwee war, wéi dat vläicht geplangt war an, jo, och vläicht e Patt iwwert den Duuscht gedronk huet. Ech mengen, jiddwereen heibanne stëmmt mir hei zou, dass et besser ass, an esou engem Fall op en Taxi zréckzegräifen, wéi selwer mam Auto ze fueren!

Mir sinn eis och alleguer eens, dass den Taxi e ganz sënnvollt Verkéiersmëttel ass, och hei zu Lëtzebuerg. Dofir ass et och wichteg, dass mir haut dës Taxireform stëmmen, déi eng ganz Partie Mesurë virgesäit, déi d'Taxifuere méi attraktiv maache soll. Den Erfolleg vun dëser Reform, an, léif Kolleegen, do däerfe mer eis näischt virmaachen, wäert awer vun de Leit doru gemooss ginn, wéi de Präis sech entwéckelt.

De Moment stécht d'Taxibranche an enger Zort Däiwelskrees. Potenziell Clientë ginn duerch déi héich Tariffer ofgeschreckt. An dat bréngt vill Taxichauffeuren dozou, wéinst engem Manktum un Demande d'Präisser onerlaabterweis weider an d'Luucht ze setzen, fir esou mat deene wéinege Courssen, déi si hunn, iwwerhaapt nach iwwert d'Ronnen ze kommen. Dat ass weder gutt fir d'Clientèle nach fir d'Taxibranche selwer, well esou d'Attraktivitéit vun hirem Service riskéiert, weider ze falen.

Dat prioritäert Zil muss et also sinn, d'Attraktivitéit vum Taxi ze stäerken. Dëse Projet de loi, deen haut virläit, gesäit an deem Sënn e puer Piste vir. Ech wëll ufänke mat engem Ëmstand, dee mir als Client bis dato net esou bewosst war. An zwar d'Regel, déi gëllt, an zwar de Principe de tête de file, also dass een deen éischten Taxi an enger Schlaang vu méi Taxie muss huelen (veuillez lire: also dass d'Taxie sech een nom aneren an d'Rei stellen an op Clientë waarden). Dëst gëllt virun allem op

grousse Plazen, wéi zum Beispill um Findel, awer och op der Stater Gare. An dat wäert och an Zukunft esou bleiwen.

Wat ech allerdéngs net wousst, ass, dass ee sech och als Client huet missen un dee Prinzip halen, dass een also ëmmer deen éischten Taxi an der Rei huet missen huelen. Dat wäert mat dësem Gesetz ofgeschafe ginn. De Client kritt also déi komplett Entscheedungsfräiheet, mat wat fir engem Taxi hie fuere wëllt. An ob hien elo op deen éischten oder op dee leschten Taxi zréckgräift, läit him elo also fräi. Et kann ee sech also selwer e Bild maachen, mat wéi engem Taxi ee vun A op B wëllt kommen.

A vläicht gëtt et och nach aner Leit wéi ech selwer, déi vläicht léiwer mat engem Null-Emissioun-Taxi fueren, wéi mat engem décke Schlitt duerch d'Géigend ze fueren.

Ech hu mer awer och soe gelooss, dass et op verschiddene Plazen an der Stad, virun allem um Findel, awer och op der Stater Gare, ganz schwéier wäert ginn, dës nei gewonne Fräiheet och ze notzen. Et ass näämlech esou, dass en Taxi, deen net ganz vir steet, nëmme ganz schwéier aus der File erausfuere kann, well d'Taxie ganz no unenee parken. Hei muss een och vläicht baulech Upassungen op der Plaz virhuelen.

Da ginn an Zukunft d'Taxilizenzen net méi vun deenen eenzelne Gemenge verdeelt, mä der Zentral vum Nohaltegkeetsministère. D'Land gëtt a sechs Zonen agedeelt, an deene jeeweils eng maximal Zuel u Lizenze virgesinn ass. Am ganze Land wäerte maximal 520 Autorisatiounen ausgestallt ginn.

Dës Zentraliséierung ass vun duebelem Notzen.

Éischtens huet de Ministère als eenzegen Akteur eng vill méi grouss Kontroll iwwert d'Offer, déi hoffentlech derzou féiert, dass och d'Tariffer erofginn. Hei hätt een, no mengem Goût, souguer nach e bësse méi wäit kënne goen, andeems een amplaz vun deene sechs geografeschen Zone just nach eng eenzeg Zon fir dat ganzt Land geschafen hätt, ouni d'Unzuel vun de Lizenzen ze limitéieren. Mir wieren esou an enger klassescher fräier Konkurrenzsituatioun gewiescht, wou de Client eleng décidéiert hätt, mat wéi engem Taxi en zu wéi engem Präis fuere wëllt.

Et funktionéiert jo och an anere Branchen, wéi dem Handwierk oder an der Gastronomie, och net anescht. Jiddwereen, deen déi lokal Ufuerderungen erfëllt, gëtt op de Marché zougelooss.

D'Andeelung a sechs Zone par rapport zu iwwer 100 Gemengen aktuell ass awer natierlech ëmmer nach eng ganz gutt Décisioun an e klore Fortschrëtt par rapport zu der aktueller Situatioun.

Een oder zwee Joer nodeems d'Gesetz a Kraaft ass, musse mer e Bilan zéien, fir ze kucken, wat de genauen Impakt vun dëse Mesuren ass an ob een d'Zuel vun den Zone respektiv vun de Lizenzen deemno wéi net nach eng Kéier misst upassen.

Deen zweete grousse Virdeel vun der Zentraliséierung ass natierlech deen, dass de Ministère eleng den administrative Volet ënner senger Responsabilitéit huet. Esou fält d'Kontroll vu méigleche schwaarze Schof natierlech vill méi einfach. A schwaarz Schof, léif Kolleegen, där gëtt et der genuch am Taxiwiesen. De Phenomeen vun illegalen Taxien ouni Lizenz ass sécherlech net nei. Virun allem ronderëm d'Hotspotten - de Findel an d'Stater Gare - hunn déi unerkannten Taxichauffeuren dacks mat onéierleche Gesellen ze kämpfen.

Den heitege System ass leider ineffikass, fir deem Problem Meeschter ze ginn. D'Police kann näämlech op der Plaz selwer net vill méi maachen, wéi dem Parquet e Rapport ze schreiwen. Ech hu mer soe gelooss, dass bei ville Beamten um Terrain eng grouss Frustratioun besteet, well de Parquet wéinst der héijer Unzuel un Dossieren, déi en ze traitéieren huet, oft de Contraventiounen net kann nogoen, wéi dat awer néideg wier.

Ech betounen direkt, dass dat elo keng Kritik um Parquet ass. Et muss een awer feststellen, dass hei en akute Problem besteet, an dat net nëmme wat d'Taxibranche ugeet.

Et ass dofir méi wéi néideg, dass mat dësem Projet de loi d'Méiglechkeet vun den Avertissement-taxée geschaaft gëtt, déi direkt vun de Polizisten an och den Douanieren op der Plaz kënnen ausgeschwat ginn, wann e Verstouss festgestallt gëtt.

Ech wëll op dëser Plaz soen, dass ech et fir méi wéi richteg halen, dass sech jiddwereen un déi nämlecht Spillregelen ze halen huet. Et kann an däerf net sinn, dass eng Firma wéi Uber - an et gëtt där nach eng ganz Partie, déi vläicht awer net gradesou bekannt sinn -, jo, dass Uber einfach esou iwwert den Ëmwee vun enger drëtter Persoun deen nämlechte Service ubitt wéi en Taxi, ouni et Taxi ze nennen, an dofir net d'Kritären erfëlle muss, un déi sech awer normal Taxichauffeure mussen halen.

An déi Spillregelen hu jo och hir Daseinsberechtegung. Et ass um Législateur, fir sécherzestellen an ze kontrolléieren, dass souwuel d'Autoe wéi och d'Chauffeuren apte sinn, fir e sécheren Transport ze garantéieren. De Client kann näämlech net ëmmer op der Plaz erkennen, ob hien et elo mat engem seriöe Betrib a mat engem konformen Auto ze dinn huet oder ob hien eventuell e Sécherheetsrisiko ageet.

Ech félicitéieren dofir den Auteure vum Projet de loi ausdrécklech, dass mer eis der Causa Uber direkt am Gesetz ugeholl hunn an net op en Uerteel vun engem Riichter gewaart hunn. Et ass am Gesetz ganz kloer formuléiert, dass déi Persoun, déi eng oder méi Lizenze fir een oder méi Gefierer ufreet, och Propriétaire oder Détenteur vun deene Gefierer muss sinn. Ech mengen, dass dëst dat Logeschst op der Welt ass, well et de Propriétaire vum Taxi ass, deen derfir suerge muss, dass säi Gefier och wierklech konform ass an d'Konditiounen erfëllt. Ech denken, dass dat am Sënn vum Client wier.

Immens flott - an och dofir géif ech vläicht dem zoustännege Minister François Bausch félicitéiere fir eng vun den Erweiderunge par rapport zum urspréngleche Projet - ass d'Aféierung vun de sougenannten Taxis à zéro émission, also den Elektrotaxien. Et ass richteg, hei en Ureiz ze schafen a Form vu Lizenzen, déi à part vun den normalen Taxien zousätzlech agefouert kënne ginn. Maximal 20 d'Joer sollen et der sinn. Och hei hätt ee kënne méi wäit goen. An ech soen et nach eng Kéier: Näischt verhënnert, an engem oder zwee Joer, dass mer an eisem Bilan kënnen e Fazit zéien, fir eventuell och an deem heite Fall kënnen nozebesseren.

E Bilan zéien, muss een awer och nach op engem anere Punkt. An do hunn ech virun allem Echoen aus dem Secteur kritt. An zwar geet et ëm d'Prozedure vun der Lizenzverdeelung. Vill Taxibetriber beschwéiere sech haut schonn iwwert de groussen administrativen Opwand, dee si musse bedreiwen, fir déi administrativ Ufuerderungen ze erfëllen. Hiren Aussoen no schléit och dat op de finalen Tariff. An och dat mécht den Taxisecteur oninteressant fir de Client.

Mä och am Sënn vun der Simplification administrative ass et natierlech unzeroden, dës Prozedure regelméisseg ënnert d'Lupp ze huelen, fir ze kucken, wou ee vläicht kéint de System optimiséieren, ouni - an dat wëll ech betounen - u Qualitéit an u Sécherheet anzebéissen!

Ech wëll net weider op déi eenzel Mesuren agoen, well de Rapporteur dat schonn am Detail gemaach huet, woufir ech him op dëser Plaz ausdrécklech wëll Merci soen.

Ofschléissend bleift ze soen, dass dës Taxireform Potenzial huet. D'Taxibranche ass sécherlech net dat einfachst Geschäft, an dat wäert och an Zukunft esou sinn, an awer wäerte mir hir mat dësem neie Gesetz eng ganz Partie Outile mat op de Wee ginn, déi substanziell Verbesserungen duerstellen. Souwuel d'Clientë wéi och d'Taxibranche wäerte profitéiere kënnen. An dat ass wichteg, well mir brauchen en attraktiven Taxiservice zu Lëtzebuerg.

Wuel wëssend, dass mer mat dësem Gesetz mat Sécherheet déi fënnef Euro fir fënnef Kilometer vun Athen net erreeche wäerten, ass dëst Gesetz e Schratt an déi richteg Richtung. Jo, Madamm Presidentin, dëst Gesetz ass e weidert klengt Stéck vum grousse Puzzle, deen den Transport zu Lëtzebuerg duerstellt.

Ech hoffen op alle Fall, dass an Zukunft d'Lëtzebuerger weder am Taxi nach am Tram kräische mussen. An domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Hahn. Als nächste Redner hunn ech den Här Roy Reding ageschriwwen.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Madamm Presidentin. De Rapporteur Kox, deem ech hei och duerfir wëll Merci soen, huet en exzellente Rapport gemaach iwwert dat heite Gesetz an éierlechkeetshalber zouginn, datt et keng, wéi hie sot, wierklech Liberaliséierung wier.

Kee vu menge Virriedner konnt, zumindest mir, glaubhaft maachen, firwat datt Zonen a Lizenzen néideg wieren, ausser vläicht elo ganz um Schluss de Kolleeg Max Hahn, wéi en erkläert huet, een, deen eng Lizenz géif ufroen, misst Propriétaire oder Détenteur vun deem Won sinn. En huet gemengt, domadder wär d'Causa Uber ugeschwat. Ech mengen éischter, domadder war d'Causa vun deene groussen Taxibetriber ugeschwat, déi et hei am Land gëtt a fir déi dat Gesetz hei gemaach gouf.

De Max Hahn huet eng weider richteg Feststellung gemaach. Dat ass, datt Lëtzebuerg eng vun deenen deiersten Haaptstied vun der Welt ass, wat d'Taxien ugeet. A mir fäerten als ADR, datt trotz der fräier Festleeung vum Präis dat heite Gesetz den Taxi wäert méi deier maachen, amplaz méi bëlleg. Béis Zonge géife soen: Wéi alles, wat dës Regierung upéckt.

Mir fäerten och, datt dëse Projet Entreprisen an Entrepreneuren a besonnesch och Chauffeuren, déi sech wëlle selbstänneg maachen, nei Steng an d'Wee leet an de Contraire ass vun administrativer Vereinfachung. Béis Zonge kéinte soen: Wéi bal alles, wat dës Regierung upéckt.

Mir denken och, datt dësen Text neien Uelech schëtt op d'Feier am Sträit tëscht Taxichauffeuren an eben deene genannte groussen Taxientreprisen, datt nei Grief opgerappt ginn, wéi bei bal all Projet, deen dës Regierung upéckt.

Et ass och eng Prise gréng Ideologie derbäi, déi däerf hei net feelen, wéi bei all Projet, deen dës Regierung upéckt. Mä d'Quotefra bei de Chauffeure gouf awer Gott sei Dank déi Kéier net agefouert.

Op engem méi eeschten Toun: De Roger Negri huet mat Recht drop opmierksam gemaach, datt d'sozial Situatioun vun den Taxichauffeuren hei am Land mat dat Schlëmmst ass, wat mer kennen. Déi Leit fueren zu Bedéngungen, zu Léin an ënner sklavenäänleche Kontrakter. An dat ass net hinneembar, an dat gëtt duerch dëst Gesetz och net verbessert.

Dat Eenzegt, wat dëst pseudoliberaalt Gesetz ofschaaft, dat ass dat mat der Tête de file, wou ee sech virstellt, datt dann e Client bei deen zweeten oder drëtten oder véierten Taxi geet an de Präis négociéiert; eppes, wat mer an der Praxis net gesinn. An och de Conseil de la concurrence, deen hei jo ugeschwat ginn ass, huet a sengem Avis vu virun zwee Joer scho gesot, déi Mesurë wieren en „semblant de libéralisation".

Sou, genuch Polemik. Wat hätte mir als ADR anescht gemaach? De Conseil de la concurrence huet a sengem Avis vu virun zwee Joer ganz richteg gesot, datt d'Taxien e wichtegt Element si vum Image de marque vun engem Land. Och do goufen elo schonn d'„yellow cabs" an d'„black cabs" an esou weider genannt. Et ass effektiv eppes, wat wichteg ass. Ee mediokre Service zu iwwerdeierte Präisser ass net positiv fir eng Image de marque vu Lëtzebuerg oder, wéi dës Regierung et géif nennen, fir den Nation Branding.

Wann ech mat engem Boeing owes verspéit landen, an et sti 15, 20, 30 Leit an enger File op en Taxi ze waarden an et ass keen eenzegen Taxi do, dann, denken ech, hannerloosse mir als Land bei deenen, sief et Londoner Banquieren oder sief et aner Auslänner, déi heihinner op Besuch kommen, e ganz schlechten Androck.

A firwat ass déi Situatioun esou? Firwat ass keen Taxi do? Mä wéinst de Lizenzen. Lizenze gëscht, Lizenzen haut! Firwat soll ausgerechent d'Taxigewerbe limitéiert sinn? Firwat soll et ausgerechent do Lizenze ginn? Gëtt et Lizenze fir Schonggeschäfter? Gëtt et Lizenze fir Bäckeren? Gëtt et Lizenze fir Parteien? Gëtt et Lizenze fir iergendeen aneren ekonomesche Betrib hei am Land? Et gëtt einfach absolutt keng Justifikatioun fir deen Unfug!

Dat wichtegst Objektiv wier selbstverständlech, e méiglechst gënschtege Präis fir de Konsument. An do fanne mir et expressis verbis gutt - dat ass dat Eenzegt wierklech liberaalt an dësem Gesetz -, datt d'Präisser fräi gemaach ginn. Mä se wäerten doduerch, datt d'Zuel vun den Taxie limitéiert gëtt, awer eropgoen, seet de Conseil de la concurrence eis; dat Organ, wat mer geschaaft hunn, fir eis an esou Saachen ze beroden.

Dee Conseil seet: «(...) si l'offre est fixée, toute augmentation de la demande se traduira inévitablement par une augmentation du prix (...).» Nëmme wann d'Offer fräi wier, wier de fräie Präis, wier de richtege Präis fir de Konsument garantéiert. Mir sinn also fir Fräiheet, anstatt Numerus clausus. A mir denken, datt hei wierklech nëmme grouss Entreprisë sollen avantagéiert ginn. Dozou seet och de Conseil de la concurrence: «Les licences (...) servent davantage à verrouiller le marché pour empêcher l'arrivée de concurrents.» An ech mengen, domadder ass genuch gesot.

A grad e Fräimaache vum Maart géif et den Taxichauffeuren erlaben, als onofhängeg fräi Entrepreneuren ze schaffen an aus hirem Misär erauszekommen. Mir hätten och mat enger kompletter Liberaliséierung - awer enger wierklecher Liberaliséierung vun deem Marché -, enger Ofschafung vun deenen Zonen an enger Ofschafung vun deem Numerus clausus genuch a gutt Taxien zu faire Maartpräisser. Mir hätten dat, wéi gesot, nëmme mat fräie Präisser.

Esou engem Gesetz hätte mir als ADR gären zougestëmmt. Dësem Gesetz kënne mer net zoustëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Reding. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Madamm Presidentin. Wéi de Rapporteur dat och scho matgedeelt huet, hu mir eis an der Kommissioun enthale bei dësem Projet de loi. Et enthält ee sech ëmmer, well ee sech der Saach net esou richteg sécher ass, an deem Sënn, datt Elementer an engem Projet de loi dra sinn, mat deenen ee kann averstane sinn an déi een och dréit, an anerer, déi awer vläicht, an eisen Aen op jidde Fall, e bësse méi problematesch kënne sinn. E bësse méi oder e bëssen... E bësse manner oder e bësse méi, souguer.

Natierlech kënne mir nëmme begréissen, wann Efforte gemaach ginn um Niveau vun den Taxis zéro émission. Ech mengen, dat ass nach ëmmer eppes ganz Positives. An anerersäits muss een awer och wëssen, datt den CO_2 net erofgeet onbedéngt, wann een dat bei den Taxien duerchsetzt. Mä et ass schonn ëmmerhin dat, an et ass besser wéi näischt. Dat ass ganz kloer. Ech mengen, duerno stellt sech déi aner Fro vum ëffentlechen Transport eendeiteg méi akut.

Ech wëll vläicht drun erënneren, datt et vläicht och interessant wier, wann een och, zemools an de Groussstied - enfin de Groussstied; hei am Land hu mer der net esou vill, mä op jidde Fall an den Zentren -, wéi och hei um Boulevard Royal oder am Zentrum vun der Stad, datt een och misst ganz kloer affichéieren, wéi den Zoustand vun der Loft ass, ob d'Limitte respektéiert ginn oder net respektéiert ginn. Dat war nach eng kleng Klammer.

D'Salariatskummer begréisst zum Beispill eppes Positives - an dat mécht d'Saach jo esou spannend -, datt een och elo Ticket-reçue kritt, ënner anerem. A si formuléiert awer op eng ganz elegant Aart a Weis, datt dat en „ corollaire consumériste de la libéralisation des tarifs" ass. An do kann ech der Chambre des Salariés och nëmme recht ginn. Wann d'Tariffer liberaliséiert ginn, et gëtt natierlech net alles liberaliséiert, ech mengen, ass dat wahrscheinlech - an do hu mer eng aner Vue wéi mäi Virriedner - net onbedéngt eng falsch Saach.

Mir hunn awer justement e Problem och mat der Liberaliséierung vun den Tariffer. Et ass kloer, datt hei zu Lëtzebuerg d'Tariffer vun den Taxien eendeiteg ze héich sinn. Et gëtt och scho längstens gesot, datt déi Tariffer net méi respektéiert ginn. Ech weess net, ob eng Liberaliséierung vun den Tariffer, déi net respektéiert ginn, duerno d'Léisung sinn. Ech mengen, et missten aner Léisunge kommen. Ech menge wierklech...

A mir sinn net der Meenung, datt d'Liberaliséierung vun den Tariffer op Dauer, éischtens, dem Konsument zeguttkënnt. Dat ass eng ekonomesch Diskussioun, déi ee ka féieren, ob een d'Präisser prinzipiell liberaliséiert. Ech mengen, mir brauchen elo net an där Diskussioun wierklech op de Fong ze goen, mä de Problem ass ganz einfach deen, datt dat vläicht an enger éischter Phas kann de Fall sinn, mä datt duerno weider Phase komme vu Konzentratioun a vu Betriber, déi dominéieren an duerno och d'Präisser kënnen dominéieren a sech aneschters kënnen upassen. An deemno wéi kënnen d'Präisser natierlech och erëm méi an d'Luucht goen.

Souwisou, ze gleewen oder ze mengen, datt an engem total liberaliséierte Secteur just déi Bescht géifen iwwerliewen, also déi, déi déi beschte Konditioune fir d'Salariéen an och déi beschte Konditioune fir d'Usagere kënne bidden, dat ass eng Illusioun. Dat gesi mer och an anere Beräicher. An ech mengen, zu Recht hëlt d'Salariatskummer och dozou als Beispill d'Faarschoulen.

Ech mengen, dat ass an eisen Aen e Problem. A wann een och seet, d'Präisser sollten erofgoen, däerf een ni vergiessen an et muss ee sech ëmmer d'Fro stellen: Jo, op Käschte vu wiem ginn déi Präisser erof? Ech mengen, et läit schonn op der Hand, datt och gréisser Sociétéite sech dat kënnen erlaben a méi kleng Sociétéite sech

dat manner kënnen erlaben an datt dat sech schlussendlech och op déi Leit, déi an dësem Secteur schaffen, kann erëmschloen. Dat heescht, mir hunn do e reelle Problem mat dëser Fro.

Ech stelle mer awer och e puer Froen, wat déi komesch hallef Dérèglementatioun ugeet vum System vun den Tête-de-fillen, wou d'Chauffeure sech mussen drun halen, wou de Client sech net muss onbedéngt drun halen. Ech fannen dat perséinlech ëmmer vill méi agréabel, wann ee weess, wou een drun ass. A wann een an enger Schlaang steet, an esou laang steet een net onbedéngt an enger Schlaang, an do ass manner, da brauch ee manner ze streide mat aneren.

Ech hunn Angscht, datt et do zu méi Stress wäert féieren tëschent Usagere vläicht selwer an tëschent, deemno wéi, och Taxichauffeure selwer. An et gouf zu Recht gesot, och vu mengem Virriedner, dem Här Reding: Et ass en haarde Beruff, den Taxichauffeurberuff. An ech gleewe kaum, datt dee Beruff duerch méi Dérèglementatioune fir déi, déi en ausüben, méi einfach gëtt.

Ech sinn awer frou, also, den Här Hahn huet virdrun och vum Problem vum System Uber geschwat. An en huet sech, wann ech hien och richteg verstanen hunn, kloer dogéint ausgeschwat, wat ech och begréissen. Ech mengen, et ass och berouegend, datt souguer eng liberal Partei seet, datt dat net okay ass.

Dat ass eng aner Attitüd, wéi déi franséisch Regierung se huet, déi zwar net liberal ass an der Etikett, mä ganz wuel an der Praxis, wou een den Androck huet, datt se awer domadder dee System lorgnéieren. Ech si frou, datt och dës Koalitioun net an déi Richtung wëllt goen. Dat ass souwisou net nëmmen e System, dee sech op d'Taxie beschränkt, mä et ass e System vun Doléinertum a Wierklechkeet, wann een dat richteg kuckt, vu falscher Indépendance, deen do geschafe gëtt, an och vun enger Aart a Weis, fir kënne laanscht sozial Cotisatiounen ze kommen.

An dat ass e System, dee kéint d'Tendenz hunn, sech op aner Beräicher auszeweiden, wat katastrophal wier natierlech fir Lounofhängeger, déi an deem Fall keng richteg Lounofhängeger en plus emol wieren an u sech och keng richteg Indépendantë wieren. Dofir begréissen ech och, datt mer net an dës Richtung ginn.

Voilà, aus all deenen Ursaache wäerte mer eis da mat enger gewëssener Skepsis enthalen. Et hätt een och souguer kënnen dergéintstëmmen. Mir enthalen eis dës Kéier.

Soll ech och nach schnell zur Motioun vum Här Wilmes schwätzen?

Et ass esou, datt mer d'Invitten natierlech droen. Mir hu selbstverständlech kee Problem domadder, datt e Bilan gemaach gëtt. Mä d'Considérante sinn e bësse problematesch, vu datt et schonn domadder ufänkt „tout en approuvant le projet de loi" - dat ass jo net eise Fall - an datt mer och e bësse Problemer hu mam véierte Considérant, dee vu Stimulatioun vun der Konkurrenz schwätzt, woumadder mir och e Problem hunn.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Dat heescht, mir wäerten eis och e bësse wootlech behuele bei der Motioun genausou wéi beim Projet de loi an eis deementspriechend - jo, ech hunn dat net gär - enthalen.

Ech soen Iech Merci.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Et ass Iech verzien.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wagner. An d'Wuert huet elo den Här Nohaltegkeetsminister, deen deen heite Beräich och a senge Kompetenzen huet.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President, an och Merci allen Deputéierte fir hir Stellungnam. Merci och virun allem dem Rapporteur, dem Henri Kox, fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Duerfir brauch ech net méi op all déi Saachen nach eng Kéier anzegoen, déi en hei wierklech gutt bruecht huet, wat d'Neierunge sinn am Projet.

Ech wëll awer nach eng Kéier déi wichtegst Saachen eraussträichen - déi allerwichtegst. Virun allem wëll ech déi eraussträichen am Zesummenhang mat enger Rei Kriticken, ënner anerem enger Kritik, déi nach de Moien um Radio ze héiere war vum Conseil de la concurrence, op déi ech awer och wëll agoen, respektiv vun deem engem oder anere Spriecher de Mëtteg hei.

Mir hunn hei eng Reform gemaach - also mir wäerten hei eng Reform maachen. De Projet schéngt jo, wéi et ausgesäit, mat enger grousser Majoritéit gestëmmt ze ginn, an dat ass och gutt esou, well et ass eng grouss Reform.

A wann ech héieren, datt och ënner anerem de Moien e bëssen um Radio do ënnergejubelt ginn ass, och scho gëschter Moie vun engem anere selbst ernannten Expert, deen um Radio geschwat huet doriwwer, datt näischt sech géif änneren, datt hei bal alles beim Ale géif bleiwen, da muss ech soen: Wa mer vun am Fong 43 Zonen, déi mer haut hunn - 43 Zonen! - op nach sechs Zonen erofginn, da kann een net behaapten, dat hei wär keng Reform an et hätt sech näischt Wesentleches geännert.

Well wann ech vun 43 op sechs Zonen erofginn, dann ass et jo evident, datt déijéineg, déi an deene sechs Zonen do nach wäerte fueren, deenen hire Radius fir kënnen ze operéieren, fir ze schaffen, fir och Suen ze verdéngen, natierlech wesentlech wäert vergréissert gi par rapport zu haut, wou et, wéi gesot, 43 Zone gëtt, dat heescht, wou de Radius extrem kleng ass fir Verschiddener.

Wann ech haut eng Taxigesellschaft hunn, déi hir Lizenz - ech soen elo emol - zu Bartreng kritt huet an da just am Raum Bartreng dierf operéieren, an awer vun ausserhalb vu Bartreng, wou se fiert, kee méi dierf mat erëmbréngen, dat ass relativ limitéiert; do gitt Der mer recht. An dat féiert jo ënner anerem souguer derzou, datt mer vill Problemer hunn, net nëmmen tëschent legalen an illegalen Taxien, mä och mat deem sougenannten „Fishing", wéi e genannt gëtt am Taxisecteur, deen och dermat ze dinn huet, datt der mat Lizenze vun ausserhalb kommen, zum Beispill an d'Stad, an dann an der Stad awer Clientë mat zréckhuelen, wat ech awer emol deem Eenzelnen, dee jo zumindest eng Lizenz huet an do an der Legalitéit ass, souguer net ka verdenken.

Dat heescht, de Fait, datt mer hei, wéi gesot, nëmme méi sechs Zonen hunn, dat ass awer eng wesentlech Änderung par rapport zu virdrun a misst eigentlech och derzou féieren, datt nei Geschäftsmodeller sech kënnen entwéckelen, nei Tariffstrukture sech kënnen entwéckelen, well jo deen eenzelne Betrib doduerch vill méi Méiglechkeeten huet wéi déi, déi en haut huet. Dat misst jo d'Rentabilitéit eropsetze vun der Firma a misst donc, logescherweis, och en Afloss hunn op de Präis.

Ob et en huet oder net, dat hänkt net vun eis of - d'Präisser si jo fräi -; dat gesi mer. An duerfir maache mer jo e Bilan no zwee Joer. An ech kann och direkt soen, datt ech dem Här Wilmes seng Motioun... Also, et steet mir net zou, der Chamber ze soen, wat se ze stëmmen huet, mä op alle Fall hätt ech se och ënnerschriwwen, wann ech Deputéierten an der Chamber hei wär. Duerfir sinn ech frou, datt se wahrscheinlech jo dann ugeholl gëtt.

Déi zweet Saach ass: D'Präisser, wéi gesot, gi fräi. Och dat ass eng wesentlech Neierung. Elo gëtt gesot vum Conseil de la concurrence, an och nach enger Rei vun anere Leit ,oder mindestens een huet dat elo kritiséiert: „D'Lizenze ginn net ganz fräi." Mä si gi jo eropgesat. Si ginn eropgesat duerch d'Null-Emissioun-Taxien, an donc ass dat och do eng gewësse Liberaliséierung.

Da gëtt gesot, doduerch geschéich näischt. Doduerch wäerten d'Präis entweder bleiwen, soen déi eng, an et gëtt der souguer, déi behaapten, se géifen eropgoen. Ech froe mech zwar, wou se dorunner kommen, well et gëtt jo awer um Niveau vun den Zonen, wéi ech gesot hunn, villes geännert.

Ech wëll just soen: Ech hat am Ufank proposéiert, fir bei den Null-Emissioun-Taxien illimitéiert ze maachen (veuillez lire: fir d'Null-Emissioun-Taxien illimitéiert ze erlaben). Éischtens krute mer eng Opposition formelle vum Statsrot dowéinst an zweetens waren dat awer och vill Diskussiounen.

An ech wëll och soen: Et gëtt Länner... An ech huelen elo e Land eraus, wat mat Lëtzebuerg vergläichbar ass, net datt ech herno gesot kréien, ech géif hei elo iergendeent zitéieren, ech soen elo emol Manhattan oder eppes, wat ee mat Lëtzebuerg net kéint vergläichen. Ech huelen Irland eraus, dat jo bestëmmt mat Lëtzebuerg vergläichbar ass.

An Irland hu se och eng Reform gemaach an déi hunn dat nämlech gemaach: Déi hu ratzekal einfach d'Präisser fräiginn a si hunn och d'Lizenze fräiginn. Ech kann Iech awer soen, datt dat zu engem gréissere Chaos gefouert huet. Éischtens ass d'Qualitéit massiv erofgaangen, well do egal wat op eemol op de Marché komm ass. An zweetens sinn d'Präisser net erofgaangen, mä se sinn eropgaangen. An et huet derzou gefouert, datt d'Irlänner erëm séier duerno nogebessert hunn an erëm zréckgeruddert sinn an där Situatioun.

Also dat heescht, déi Formele wéi „il n'y a qu'à", déi fonctionnéiere souwisou meeschtens net, scho guer net, wann et ëm esou komplex Secteure geet wéi deen heiten. Also dat „il n'y a qu'à" - engersäits d'Präisser fräiginn, anersäits d'Lizenze komplett liberaliséieren -, dat ass alles schonn experimentéiert ginn. Esou einfach ass et wierklech net an deem dote Secteur. Et gëtt awer nach villes ze maachen, an ech kommen herno dorobber nach zréck.

Also, wéi gesot, d'Präisser si fräigi ginn, d'Zone méi grouss ginn, wat, mengen ech, ganz kloer en Afloss wäert hunn.

An dann ass ee Punkt, dee jo awer och wesentlech ass an dëser Reform, eppes, wat d'Clientë gefrot hunn a wou zumindest déi Recommandatiounen, déi ech kritt hunn, ëmmer ganz grouss waren, dat ass éischtens d'Transparenz, d'Transparenz, net nëmme par rapport zum Präis, mä och par rapport zum Chauffeur.

De Chauffeur ass elo kloer affichéiert. De Client huet eng Méiglechkeet, well e weess genau, mat weem e fiert, a ka reklaméieren, wann en onzefridden ass, wann en zum Beispill eng Äntwert kritt wéi déi, déi ech emol eng Kéier kritt hunn, wou ech wollt mam Taxi vun hei bis bei mech heem op d'Areler Strooss fueren, wou den Taxichauffeur refuséiert huet mech matzehuelen, well e fonnt huet, dat wär jo net wäit genuch an e géif mech duerfir net mathuelen; fir esou e kuerze Wee sollt ech de Bus huelen.

En hat vläicht recht. Ech hätt och vläicht kënnen de Bus huelen, mä et war awer leider an der Nuecht an et ass net méi gaangen, fir de Bus ze huelen. Mä den Taxichauffeur huet... Mä ech mengen, bei esou Äntwerte wéi där doter weess ech an Zukunft, wien dat ass an da kann ech reklaméieren dowéinst. An da si jo och hei elo Mechanisme virgesinn, wéi ee ka virgoen, jee nodeem wéi d'Qualitéit vum Service ass oder esou; dat sinn awer Saachen, Neierungen, déi extrem wichteg sinn an deem Text.

An dann d'Bekämpfung vun der Schwaarzaarbecht. Déi ass natierlech wichteg, fir déi ze honoréieren, déi sech un d'Regelen halen, déi hir Lizenzen ufroen, déi den Taxi uerdentlech beschëldert hunn, déi alles respektéieren, wat virgeschriwwen ass. Dat ass ee Punkt. Dat heescht, do kréien d'Police an och d'Douane, déi mer jo mat bäigeholl hunn, wierklech zolidd Méiglechkeeten, fir direkt virzegoen: Strofen, déi bis 500 Euro kënne goen; den Taxi kann direkt immobiliséiert ginn, wann een net bezilt. Also dat ass eppes aneres wéi haut, wou - den Här Kox huet et jo beschriwwen - näischt méi kann nokommen.

Mä et ass awer net nëmmen aus deem Grond. Et ass net nëmmen, well ech fannen, datt et richteg ass, datt awer déijéineg solle respektéiert ginn, déi sech un d'Regelen halen an déi eben och dat Geld bezuelt hunn, wat se hu misse bezuelen, fir d'Lizenz ze kréien, hir Steiere bezuelt hunn an esou weider; dat ass déi eng Saach.

Mä op där anerer Säit ass et och eng Saach vun der Sécherheet. Ech wëll net, datt e Client an iergendeen Auto eraklëmmt bei e Chauffeur, wou en emol wahrscheinlech net weess, wien et ass, wou en à la limite emol net weess, ob en iwwerhaapt e Führerschäin huet, wann e fiert, an datt en dann esou duerch d'Landschaft gefouert gëtt. Dat ass e Sécherheetsproblem! An duerfir ass et och wichteg ze soen, datt déi Bekämpfungsmesuren, déi dra sinn, wesentlech Neierunge sinn an och richteg sinn.

Da kommen ech zu där Fro vun den Null-Emissioun-Autoen. Ech mengen, datt dat e wichtegt Element ass, wat mer drabruecht hunn. Wéi gesot, ech hätt léiwer gehat, mir wären do nach méi wäit gaangen. Dat huet de Statsrot eis net zougelooss. Et waren och am Secteur selwer e bësse Befierchtungen, da kéim ee ganz Groussen aus dem Ausland an dee géif där dann do direkt - ech soen elo emol - 400 akafen an nëmme mat Null-Emissioun-Autoe fueren.

Bon, dat waren och Befierchtungen, déi bestanen hunn, mä ech mengen awer, datt de Wee dee richtegen ass, well den Taxi jo awer zu engem ganz groussen Deel en urbaant Verkéiersmëttel ass. A mir wëssen, datt mer an den urbane Raim och hei zu Lëtzebuerg grouss Problemer hu mat de Stickoxiden. Mir musse vill doru schaffen; mir leien deelweis iwwert de Grenzwäerter. Et gëtt eng europäesch Direktiv, duerch déi eis dat an Zukunft ënnerbonne gëtt, a vëlleg zu Recht.

Ech fanne souguer, datt an der Direktiv d'Grenzwäerter ze héich sinn, well d'WHO gëtt Grenzwäerter, déi nëmme 50% si vun deem, wat am Fong de Moment d'Virgab ass vun der Europäescher Unioun. An d'WHO ass net bekannt derfir, datt se elo besonnesch - wéi soll ech soen? - Hals über Kopf verréckt Norme setzt. Mä et ass einfach e Problem mat de Stickoxiden an den urbane Raim. An duerfir, mengen ech, ass et wichteg, datt mer och iwwert deen heite Wee e grousse Schratt maachen, dee mat derzou bäidréit, niewent anere Saachen, déi mer maachen, den Tram an der Stad an esou weider an esou fort, fir d'Stickoxiden erofzekréien a fir och ze hëllefen, d'Elektromobilitéit ze förderen.

Et ass gesot ginn: „Gëtt et dann" - ech mengen, den Här Wilmes hat dat gefrot - „an Zukunft och Méiglechkeete mat Elektrobornen?" Jo, déi wäerten et ginn. Mir wëlle jo kucken, och am ëffentleche Raum, där Bornen ze setzen am Kader vun deenen 800. An ech mengen, de Ministère ass jo och duerchweegs bereet ze hëllefen, souguer plazeweis op Taxistatioune matzehëllefen, datt der do sur place kommen. Doru soll et wierklech net scheiteren, wann et drëms geet, hei méi séier weiderzekommen.

Da kommen ech zu engem nächste Punkt: Mir hu gesot, an zwee Joer zéie mer de Bilan vun deem Gesetz hei. Zu engem Punkt kommen ech awer dann, dee generell d'Fro vum Taxiwiesen an och vun där anerer Problematik betrëfft, deene sougenannte „voitures de location avec chauffeur", wat jo keen Taxi ass - mä mir wëssen, do sinn d'Grenzen awer fléissend vun deem engen zu deem aneren -, a wat, mengen ech, an Zukunft wäert op eis duerkommen, a wou ech och mengen, datt et falsch ass, fir dorunner defensiv erunzegoen.

Well ech mengen och, datt do grouss Chancen dra sinn, fir déi Serviceleeschtungen ze verbesseren, d'Taxiwiesen, oder iwwerhaapt den Auto als Complément zum ëffentlechen Transport, als en Deel vun der Mobilitéitsketten hei kënne weider ze förderen, an datt et wichteg ass, datt ee sech domadder ausenanersetzt.

An ech soen och ganz kloer, dat hunn ech dem Secteur souwisou och gesot, datt, wann d'Taxiwiesen, an dat trëfft net nëmmen op Lëtzebuerg zou, insgesamt sech net aneschters opstellt, da gëtt et komplett iwwerrullt! Da fiert eng Dampwalz doriwwer, total, well déi Techniken an déi Déngschtleeschtungen, déi et entre-temps um Maart scho ginn, an déi wäerte sech weiderentwéckelen, déi kritt een net opgehalen!

An et ass och net sënnvoll, déi opzehalen, well, ech ginn dem Här Wagner zwar recht, et si ganz geféierlech Diskussiounen hannendrun a Froen, mä déi sinn awer léisbar: D'Fro vu Sécurité sociale, d'Fro vu Scheinselbstständegkeet, an dat ass och e Grond, firwat mir hei zu Lëtzebuerg de Moment do virsiichteg sinn, mä déi kann ee léisen.

Dat wëllt awer net heeschen, datt déi Leeschtungen an déi Déngschtleeschtungen an déi Techniken, déi do ugebuede ginn, per se schlecht sinn. Au contraire! Ech wëll Iech just soen: Uber zum Beispill, fir déi dann erauszehuelen. Dat, wat se ubidden, ass vun der Technik hier exzellent; dat soen ech Iech ganz kloer. Dat géif ech vum Service hier exzellent fannen, wann net déi Froen hannendru wären, déi den Här Wagner opgeworf huet, vun der Scheinselbstständegkeet a vun der Sécurité sociale a vu Steiere bezuelen. Da wär dat eng super Saach, déi sech och doudsécher kéint duerchsetzen.

A si wäert sech och duerchsetzen, well ech mengen, datt déi Froen ugefaangen hunn, diskutéiert ze ginn, a sech iergendwann eng Kéier och léisen. Ech wëll just soen: Litauen huet zum Beispill eng Léisung fonnt. Litauen huet elo eng Gesetzgebung - ech hu mer déi och schonn ugekuckt - op den Instanzewee bruecht, wou déi Froen do all positiv geléist sinn a wou awer esou Serviceleeschtunge wéi déi do kënnen ugebuede ginn.

Hannendrun - dat dierf ee jo och net vergiessen - kënnt eppes aneres, eng aner Technik, déi - an dat muss ee soen - den Taxisecteur souwisou wäert revolutionéieren: autonoomt Fueren. Ech wëll Iech soen: Wat geschitt an zéng Joer? An zéng Joer hutt Der de selbstfuerenden Auto. A wann Der de selbstfuerenden Auto hutt, dann ass natierlech dat heiten eng ganz aner Diskussioun. An duerfir kann déi Gesetzgebung, déi mer haut hei maachen, nëmmen eng Transitiounsgesetzgebung sinn an déi wäert permanent missen adaptéiert ginn; se wäert evoluéieren an deenen nächste Joren.

An duerfir maachen ech dat och léiwer an ech défiéieren och all déi Leit, déi de Moment aus der Hëft erausschéissen a séier Léisunge wëlle proposéieren, datt se sollen oppassen, wat se maachen, well eben dat heiten an engem risege Wandel ass a riseg Changementer wäerte kommen. An deene musse mer ons alleguerte stellen: Mir hei, déi musse reglementéieren, also d'Chamber, d'Regierung, déi d'Gesetzer musse maachen, mä och de Secteur dobaussen. Och d'Taxigesellschafte musse sech dorobber astellen, well - wéi huet schonn e be-

rüümten Här gesot, wéi d'Mauer gefall ass? -: „Wer zu spät kommt, den bestraft das Leben."

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Mir wären um Enn vun eiser Diskussioun ukomm a mer géifen direkt ofstëmmen iwwert de Projet de loi 6588.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6588 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

(Interruption)

D'Motioun kënnt eréischt.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- War dat d'Motioun?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, et ass de Projet de loi.

(Brouhaha général)

Also gleeft mir, net der Maschinn!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- De President zielt!

Une voix.- Den Här President ass méi staark wéi d'Maschinn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mä Dir hutt nach kee selbstfuerende President.

(Hilarité)

Une voix.- Obwuel…

(Hilarité, brouhaha et concertation interne)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Meng Maschinn huet schonn ofgeschalt. Gutt, dass de Generalsekretär d'Resultat op Pabeier huet. Mir hunn 58 Participatiounen um Vott an de Projet de loi 6588 ass ugeholl mat 51 Jo-Stëmmen, 2 Abstentiounen a 5 Nee-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6588 est adopté par 53 voix pour, 3 voix contre et 2 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par Mme Diane Adehm), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Félix Eischen), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Alex Bodry), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Motion

Ech ginn dervun aus, dass mer d'Motioun, déi den Här Wilmes abruecht huet a fir déi ech eng allgemeng Zoustëmmung hei an der Chamber a bei der Regierung festgestallt hunn, duerch Handophiewe kënnen unhuelen.

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Da géif ech alleguer déi, déi derfir sinn, bieden, d'Hand ze hiewen.

Géigeprouf: Wien ass dergéint? Wann ech gelift dohannen an der zweeter Rei, den Aarm erof,…

(Hilarité générale)

…wann Der net dergéint sidd!

(Interruptions)

Also Géigeprouf: Wien ass dergéint? Si follegen.

A wien enthält sech?

Bei zwou Enthalungen ass d'Motioun ugeholl. Ech soen Iech Merci.

(La motion 1 de M. Serge Wilmes est adoptée à main levée avec les abstentions de la sensibilité politique déi Lénk.)

Här Generalsekretär, ech hu jo d'Dispens gefrot?

(Assentiment)

Da géife mer zum nächste Punkt, wat och dee leschte fir haut ass, iwwergoen.

(Brouhaha général)

Wann ech gelift! Dat ass de Projet de loi 6645 iwwert d'Promotioun vum kombinéierten Transport. An d'Wuert huet elo direkt de Rapporteur, den honorabelen Här Roger Negri.

5. 6645 - Projet de loi relatif à la promotion du transport combiné

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Wuerentransport a genormte Containeren huet den Avantage, dass dës souwuel mam Camion, mam Zuch oder mam Schëff transportéiert kënne ginn an domat vun engem vun deenen dräi genannten Transportträger op ee vun deenen zwee anere kënnen ëmgeluede ginn.

(Brouhaha)

Dat Ganzt geschitt als Transport combiné, wou d'Containeren op enger agreéierter Plate-forme intermodale oder multimodale ëmgeluede ginn. Hei am Land hu mer zu Beetebuerg eng Eisebunnsplate-forme intermodale niewent dem Beetebuerger Eisebunnstriage vu Waggonen, wou virun allem de Moment jo e gigantesche Projet op 33 Hektar realiséiert gëtt…

(Brouhaha)

…tëschent Beetebuerg an Diddeleng als nei modern Plate-forme intermodale…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et héiert een de Rapporteur relativ schlecht.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- E schwätzt e bësse lues.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Rapporteur, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Villmools Merci.

…als nei modern Plate-forme intermodale tëschent Camion an Zuch, déi mer hei an der Chamber a verschiddenen Etappe gestëmmt hunn, mat engem Gesamtkäschtepunkt vun 220 Milliounen Euro. Eng aner Plate-forme multimodale besteet hei am Land am Hafen zu Mäertert, wou souwuel vum Schëff op de Camion oder den Zuch transbordéiert ka ginn an ëmgedréit.

D'Zil vum Projet de loi vun haut ass et, eng legal Basis fir eng nei staatlech Subventioun ze schafen, déi d'Transporteuren encouragéiere soll, vum Transport combiné ze profitéieren an hir Wueren iwwer méiglechst laang Strecke mam Zuch oder mam Schëff amplaz mam Camion iwwert déi gesamt Distanzen ze transportéieren.

Dës Subventioune sollen net nëmmen dozou bäidroen, dass déi Infrastrukturen, déi mer hei am Land zu Beetebuerg an zu Mäertert ausgebaut hunn, besser genotzt ginn, mä déi Hëllefe sinn och am Kontext vun der europäescher Transportpolitik ze gesinn.

De fräie Wuerentransport ass ee vun deene ganz grousse Sujeten um Niveau vun der Europäescher Unioun. An deene leschte Jorzéngte goufe grouss Ustrengungen ënnerholl, fir d'Mobilitéit ze verbesseren. An et goufe vill Suen a Verkéiersinfrastrukture gestach. Eng gutt Verkéiersinfrastruktur ass och eng wichteg Viraussetzung fir d'Ekonomie. Dës Mobilitéit huet awer net nëmme positiv Säiten. Den Transportsecteur verbraucht vill Energie a verursaacht déi meeschten Emweltschied vun CO_2-Emissiounen.

Tatsächlech mécht an der EU de Wuerentransport ronn 40% vun den CO_2-Emissiounen am Transportsecteur aus. Wa mer elo also eise Klimaziler wëlle gerecht ginn, muss et eis onbedéngt geléngen, beim Wuerentransport eng däitlech Verbesserung erbäizeféieren. Déi Erkenntnis ass net nei an et gi scho laang Efforte gemaach, fir een Deel vum Wuerentransport vun der Strooss op d'Schinn oder op d'Schëff ze verleeën, mä d'Resultater si bis elo net zefriddestellend.

Laut enger ëmfaangräicher Etüd vun 2015 mécht de Fret, de Gütertransport, deen iwwert d'Schinn transportéiert gëtt, an der EU nëmmen 22% vum gesamte Wuerentransport aus. Potenzial ass laut der Etüd awer duerchaus do, virun allem wann ee sech d'Situatioun an Nordamerika ukuckt, wou d'Situatioun an den 80er Joren äänlech schlecht war wéi an der EU a wou den Trend awer komplett ëmgedréit konnt ginn. Den Undeel vum Schinnentransport ass do entre-temps bal duebel esou grouss wéi an der EU.

Déi Etüd gëtt och eng ganz Rei vun Erklärungen, wéisou den Transport combiné an der EU esou wéineg Succès huet. A vill vun deenen Ursaache sinn och scho laang bekannt. Dat betrëfft souwuel technesch Aspekter wéi eng mangelnd Interoperabilitéit duerch schlecht ofgestëmmten international Politicken, déi trotz ëmmer méi detailléierten EU-Regelen ëmmer nach net derfir suergen, dass den Zuchverkéier uerdentlech iwwert déi verschidde Landesgrenzen zirkuléiere kann.

En Haaptargument ass a bleift awer de Präis vum Transport. Well mer hei eis an engem Beräich vun enger kommerzieller Déngschtleeschtung befannen, kënnen d'Memberstaten och nëmmen indirekt drop awierken, fir wat fir en Transportmëttel déi betraffen Transporteure sech entscheeden. An do schneit den Transport combiné mat Containeren noutgedronge méi schlecht of, well en eng Rupture de charge huet, also ënnerwee ëmgeluede muss ginn. Wann d'Containere vum Camion op den Zuch oder d'Schëff ëmgeluede musse ginn, geet Zäit verluer. Et brauch ee méi Personal an déi néideg Plattformen, mat Kranen an esou weider, wou d'Containeren och da kënnen ëmgeluede ginn. Besonnesch bei relativ kuerze Strecken ënner 300 km ass de Surcoût iwwerproportional héich.

De Projet de loi huet deemno als Zil, déi Méikäschten an domat de Wettbewerbsnodeel duerch eng staatlech Bäihëllef ze kompenséieren. Lëtzebuerg huet e ganz besonneschen Interessi dorunner, well mir an der EU eng zentral Lag hunn an équipéiert si mat deenen néidegen Infrastrukturen, mam Container-Terminal zu Beetebuerg a mam Mäerterter Hafen, fir dës Zort vun Transport an Déngschtleeschtungen unzebidden. Dat ass och kohärent mat eiser nationaler Strategie, fir zu Lëtzebuerg de Logistiksecteur auszebauen.

D'Hëllefe ginn direkt un den Operateur a sollen esou säi Choix zum Transportmëttel mat Containeren hi veränneren. Fir dass dës Subside konform si mat den EU-Regelen iwwert d'Aides d'État, mussen eng Rei vu ganz prezise Konditiounen agehale ginn. Deen Text, iwwert dee mer de Mëtten ofstëmmen, leet genau fest, wat fir eng Donnéeën en Demandeur muss virleeën, fir kënnen e Subsid ze kréien, wat fir prezis Kritäre gëllen, fir éligibel ze sinn, a wéi déi Prozedur ofleeft.

Genau dat war eng Fuerderung vum Statsrot, déi esou am initiale Projet och net erfëllt war, wat erkläert, firwat mer insgesamt dräimol hu missen amendéieren, bis de Statsrot säin definitiven Accord konnt ginn. Am Ufank war virgesinn, eng ganz Rei vu Froen iwwer Règlement grand-ducal ze léisen. De Statsrot huet awer drop bestanen, dass dat net verfassungskonform wier, a verlaangt, dass all déi Prezisiounen an de Gesetzestext kéimen.

Deen ass doduerch däitlech méi laang a komplex ginn, soudass nach zwou Navettë mam Statsrot hu misse gemaach ginn. Dofir huet den Text, deen elo virläit, bal duebel esou vill Artikele wéi deen initialen Text an ass op alle Punkte prezis an transparent.

Här President, als Rapporteur wëll ech dann domat och elo op déi Haaptprezisioune vum Gesetzestext agoen, déi ganz technesch sinn. Ech wäert probéieren, esou verständlech wéi méiglech ze bleiwen. Eng Virbemierkung zum europäesche Kontext ass, dass d'juristescht Fundament vun deenen europäesche Memberstaten, fir eng staatlech Hëllef un d'Transporteuren ze ginn zur Reduktioun vun hiren externe Käschten, wa se Containeren intermodal benotzen, um Artikel 93 vum Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne baséiert. Dës staatlech Hëllef gëtt a Form vu Subventions directes ausbezuelt.

D'Subventioune gëllen, wéi gesot, nëmme fir den Transport vu Containeren, an do dierf och nëmmen eng bestëmmte Form benotzt ginn, fir d'Inter- respektiv d'Multimodalitéit tëschent Strooss, Schinn a Waasser ze garantéieren, an dat sinn déi sougenannten „20-Fouss-Container", „twenty-foot equivalent unit", TEU ofgekierzt. D'Gréisst ass 2,591 m héich, d'Breet 2,438 m an eng Längt vu 6,058 m. Déi gëllen da bei Transportcontaineren international als Unité de transport intermodal, UTI ofgekierzt.

D'Containeren intermodal benotzen heescht, dass den Operateur säi Sëtz um Territoire vun der Europäescher Unioun muss hunn. Intermodal heescht och, den Transbordement, also en Émluede vu Strooss, Schinn oder Waasser, muss do stattfanne bei engem bestëmmten Transport vun A no B. Dat heescht net nëmmen en horizontalen Transport an der Distanz, mä och e vertikalen Transport, wat nëmme mat engem agreéierte Container-Terminal per Kran stattfanne kann, wou déi minimal Distanz tëschent zwee Terminale mindestens 20 km bedroe muss a wouvu mindestens een entweder op der Eisebunn oder an engem Hafe läit.

Zu Lëtzebuerg hu mir, wéi gesot, bis elo just zwee Container-Terminal, een zu Beetebuerg, de multimodalen Terminal beim Eisebunnstriage, an deen zweeten am Mäerterter Hafen. D'Distanz tëschent Beetebuerg a Mäertert bedréit ronn 40 km, also iwwer 20 km. En Transporteur, deen also säi Container vu Beetebuerg op Mäertert an ëmgedréit transportéiere léisst, kënnt deemno och an de Genoss hei am Land, am nationalen Transport, vun enger Subventioun. Dat esou wäit zur nationaler Subventioun vun dësem Gesetz.

Fir den internationalen Transport sinn och Subventioune méiglech. Éischtens op der Eisebunn, wa mindestens 30% vun de Containere vun engem Zuch zu Lëtzebuerg, sprécht Beetebuerg, ëmgeluede ginn. An zweetens um Schëff, wann do och mindestens 30% vun de Containeren an engem Lëtzebuerger Hafen, sprécht Mäertert, ëmgeluede ginn, an zousätzlech awer dann nëmmen, wann dat respektiivt Schëff seng Containere mindestens 150 km wäit transportéiert.

D'Subventioune mussen och op Ufro vum Transporteur vum Minister geneemegt ginn, an dat an engem Délai vun dräi Méint ab deem Moment, wou den Dossier komplett a konform ass.

Dës Subventioune gëlle souwuel national fir d'Schinne wéi international fir d'Schinnen an d'Waassertransporter fir d'Joren 2015 bis zum 31. Dezember 2018. D'Gesetz ass deemno och retroaktiv fir d'Joer 2015 gülteg. Déi staatlech Aidë mussen all Joer vum Transporteur nei ugefrot ginn, bis zum 15. September fir dat Joer duerno. Dat gëllt natierlech eréischt ab 2017, wou d'Demande ee Mount no der Mise en vigueur vum heitege Gesetz ka gemaach ginn. D'Demandë fir d'lafend Joer 2016 mussen och bis de 15. September 2016 dobanne sinn.

Zu där Demande gehéiert, niewent deenen üübleche Koordinaten an Donnéeën, och e prévisionnelle Businessplang vun de geplangte Containertransporter fir déi Joren duerno. D'Netanhalen dovu gëtt op Basis vu Kontrollen natierlech och sanktionéiert.

D'Subventioune belafe sech op der Schinn am nationalen Transport op eng Part fixe an eng Part variable. D'Part fixe ass 1.600 Euro pro Transportorgan, also Zuch oder Schëff, an d'Part variable ass 30 Euro pro UTI, déi virdru genannte genormten 20-Fouss-Containeren.

International bedréit d'Part fixe op der Schinn 1.600 Euro fir eng Distanz ënner 400 km, 1.200 Euro tëschent 400 an 800 km a 600 Euro fir eng Distanz iwwer 800 km.

D'Part variable besteet aus 30 Euro pro Container fir de vertikalen Transport, also beim Ëmlueden, an 10 Euro fir den horizontalen Transport, fir déi gefueren Distanz. Um Waasserwee beleeft sech d'Part fixe op 3.600 Euro pro Schëff an op 30 Euro pro Container.

D'Subventioune sinn awer och plafonéiert bis zu engem Maximum vun: éischtens 100% - bon, dat ass kee Plaffong - fir d'Zousazkäschten duerch de Gebrauch vun der Infrastruktur vu Schinn oder Strooss, den Trassekäschte souzesoen; zweetens 50%, fir d'Differenz vun den externe Käschten tëschent Strooss a Schinn respektiv tëschent Strooss a Waasser auszegläichen, an drëttens 30% vun de Gesamtkäschte vum Transport.

Här President, de Statsrot huet awer och nach e puer méi generell Bemierkunge gemaach. Ënner anerem huet en op d'Bedeitung vum Flughafe fir den internationale Wuerentransport higewisen. Hei hätt e sech awer och méi detailléiert Informatiounen zum finanziellen Impakt vun dëser neier staatlecher Bäihëllef gewënscht. Dozou muss ee soen, dass dem Projet, deen déposéiert gouf, eng Fiche financière bäilouch an och en Tableau mat enger Simulatioun virlouch, wéi deen Impakt kéint ausgesinn.

Et ass awer verständlech, dass een net viraus ka gesinn, wéi gutt dës nei Mesurë wäerten ugeholl ginn a wéi héich d'Ausgaben dovunner wäerte sinn, wa se herno an d'Realitéit ëmgesat ginn. Bon, dat sinn eben Erfahrungswäerter, déi sech am Laf vun der Zäit erginn. An et schéngt mer deemno selbstverständlech, dass d'Effikassitéit vun dëser neier Mesure no enger gewëssener Zäit evaluéiert muss ginn.

Här President, ech géif mäi Rapport ofschléisse mat der Iwwerzeegung, dass de Wuerentransport esou vill wéi méiglech vun der Strooss op den Zuch an/oder op d'Schëff verluecht muss ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Well et och mat der beschter Infrastruktur net méiglech ass, vu Punkt zu Punkt Transporter ausschliisslech mat dësen ëmweltfrëndleche Moyenen auszeféieren, spillt den Transport combiné mat Containeren eng ganz wichteg Roll, fir dëst Zil ze erreechen.

De Projet de loi, deen hei virläit, kann ee klenge Bäitrag dozou leeschten a méi enger ëmfaassender europäescher Transportpolitik an domat d'Wettbewerbsverzerrung zuongonschte vun der Schinn oder vum Schëff ausgläichen. Ëmmer méi Länner probéieren, déi extern Käschte vum Stroossentransport iwwer eng Maut erëm anzedreiwen. Mä mir gesi jo am Moment an der Belsch, wéi schwéier et ass, fir dat um nationalen Niveau duerchzesetzen.

Et kann awer net sinn, dass mir eis an der EU vun engem Secteur esou ënner Drock setze loossen, dass mir an deenen nächsten 20 Joer nach ëmmer kee Schratt virukommen. Well den Transport iwwert d'Strooss ass justement méi bëlleg, well d'Konditiounen, déi d'Memberstaten hei setzen, vill manner streng sinn, wéi zum Beispill beim Zuch. Et besteet oft net de politesche Courage, deem Secteur Oploen ze maachen, déi an anere Beräicher als ganz normal gëllen. A grad dee Secteur ass och net grad bekannt fir seng gutt Aarbechtskonditiounen.

Jiddweree kennt d'Situatioun op der Aire de Berchem oder Aire de Capellen, ënner wat fir Konditiounen d'Camionschauffeuren do musse liewen, fir hir Waardezäit ofzestotteren. Duerno ass de Camion zwar ausgerout, an de Chauffeur?!

Do muss ee sech da Froe stellen, wann een ëmmer erëm gesäit, wéi et zu schwéieren Accidenter duerch d'Iwwermiddung vum Chauffeur kënnt. Soulaang dat duerchgeet, brauch ee sech net ze wonneren, wann de Stroossentransport méi bëlleg ass wéi den Zuch.

An domadder ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Negri. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marco Schank fir d'CSV.

Discussion générale

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt mäi Merci un de Rapporteur fir deen ausféierleche schréftlechen an och mëndleche Bericht. D'Ausféierlechkeet vun deemselwechte gëtt mir dann d'Méiglechkeet, fir mech just op e puer wesentlech Saachen ze konzentréieren.

Laang Joren huet sech d'Transportpolitik generell un zwou Konstanten orientéiert: éischtens d'Predominanz vun der Strooss an eben och dann d'Predominanz vun den nationale Grenzen.

Zum Punkt 2: Den europäeschen Transportsystem huet sech virrangeg op nationalem Niveau vun den eenzelne Länner eben entwéckelt. Dës Politik erkläert, firwat et net genuch oder keng Interkonnexiounen tëschent de Länner an op den Haaptkorridore gëtt.

Et gouf Zäit, fir den Transport an enger méi europäescher Dimensioun ze analyséieren. Dat ass mat verschiddenen Etüde geschitt. Och am Rapport, am schréftleche Rapport gouf schonn op de Livre blanc aus dem Joer 2011 higewisen.

Transnational Projete sollen ënnerstëtzt ginn, Projeten, déi fir eis eng reell Plus-value fir den nationalen an europäesche Wuesstum kënnen hunn. An nëmmen esou kann een en zolitten europäesche Réseau op d'Bee setzen, deen eis gläichzäiteg erlaabt, eis Ressourcen op eng effizient Manéier anzesetzen an eben och nohalteg ze wirtschaften.

2013 hat d'Europäesch Kommissioun néng Korridoren definéiert fir den Transport op der Schinn. Lëtzebuerg läit hei am Korridor Nordmier-Mëttelmier. An d'Zil vun dësem multimodale Korridor, deen och d'Waasserweeër an der Benelux an a Frankräich beinhalt, ass et, fir de multimodale Verkéiersdéngscht tëschent den Häfe vun der Nordséi an den Häfen um Mëttelmier ze verbesseren, mam Einzugsgebitt natierlech vum Rhäin an och vun enger Rei vu franséische Flëss. D'Zil ass et och, fir d'brittesch Insele besser mam Festland ze verbannen.

Een Haaptenjeu vun der europäescher Transportpolitik muss et sinn, Transportmëttelen ze entwéckelen, déi eng Alternativ zum Stroossentransport duerstellen. Dat hëlleft, déi Haaptstroossenachsen ze entlaaschten, awer och den CO_2-Ausstouss ze limitéieren - wëllt soen, nach eemol: méi nohalteg ze wirtschaften.

Déi lescht 20 Jor hu kloergemaach, datt mer am Fong net esou kéinte weiderfueren, wéi mer amgaange ware mam Transport iwwert de Stroossewee. An ech brauch Iech kee Bild ze maache vun der alldeeglecher Stroossesituatioun, virun allem och mat dacks kilometerlaange Stauen, wat dann d'Resultat vun där Entwécklung ass.

2005 goufen an Europa méi wéi dräi Véirel vum inlännesche Gidderverkéier op der Strooss befërdert, 17,6% mam Zuch an de Rescht, ronn 6%, iwwert d'Waasser. An de Rapporteur huet virdrun ee Bléck op Amerika geworf gehat, deem Land, wou jo eigentlech quasi alles iwwert den Auto fonctionnéiert, allerdéngs fält eis op, datt de Wuerentransport zu ronn, zu bal 70% vum interne Güterverkéier iwwert den Zuch ofgewéckelt gëtt. Elo kann ee soen: Et ass e Land mat risegen Distanzen, wou dat normal ass. Nach, mengen ech, kéint dat och fir Europa normal sinn, wa mer déi néideg Efforte maachen.

An et gouf och eng Zäit an den USA, wou de Schinneverkéier um Buedem louch bis 1980. An duerno ass dann awer ugefaange ginn, e performante Wuerentransport iwwert d'Schinn op d'Schinn ze setzen. D'Entwécklung vum Fracking huet do nach een dropgeluecht. Allerdéngs kenne mer jo…, also meng Meenung zum Fracking an och, mengen ech, eis Meenung zum Fracking ass dann éischter eng problematesch. Mä dat huet jo an deem hei Fall näischt mam Schinneverkéier dann ze dinn.

Näischtdestotrotz si mer hei an Europa nach wäit vun esou engem Pourcentage ewech, wéi ech en elo fir d'USA genannt hunn. D'Promotioun vun engem multimodalen Transport iwwert de Wee vu finanziellen Ënnerstëtzunge gehéiert dann definitiv fir eis zu enger gesamteuropäescher Transportpolitik. An de Rapporteur huet dat och däitlech gemaach.

D'Haaptzil vun der europäescher multimodaler Transportpolitik ass, de Switch vun der Strooss op aner wirtschaftlech an eben ekologesch och méi performant Transportmoyenen anzeleeden, wëssend, datt de Wuereflux iwwer 40% vun den CO_2-Emissiounen am Verkéiersecteur an iwwer 10% vun de Gesamtemissiounen ausmécht.

Et geet also virun allem drëm, comodal Offere fir den Zuch ze schafen, déi à même sinn, ekonomesch an awer och sozial Plus-valuen ze bewierke par rapport zu deem Besteeënden, also méi Aarbechtsplazen, awer och méi Energieeffizienz, manner Pollutioun a manner Stau op der Strooss.

Elo ass dësen Usaz net immens nei. Dir wësst, datt och an der Vergaangenheet eng Partie europäesch Länner schonn, viru Joren, Hëllefe fir den intermodalen Transport Schinn a Waasser agefouert hunn. Leider ass awer och dann ëmmer prioritär, primär national geduecht ginn an net grenziwwerschreidend respektiv an enger reng europäescher Dimensioun.

Problemer zu Lëtzebuerg maache virun allem an deem Kontext déi kleng Distanzen aus. Fir Distanzen, déi ënner 300 km leien, ass de multimodalen Transport ebe méi problematesch, well d'Käschte méi héich leie wéi déi vum Marché, virun allem am Kontext vun der Ëmluedung. Dat ass och scho gesot ginn. Hei sinn d'Infrastrukturen einfach enorm käschtenintensiv.

Elo ass et awer esou: Wéinst senger zentraler Plaz am Nordmier-Mëttelmier-Korridor ass et fir Lëtzebuerg awer immens wichteg, eng adaptéiert an eng viabel Strategie op d'Been ze setzen. An dëse Gesetzesprojet dréit deemno genau dëser ekonomescher Viabilitéit Rechnung a wäert och dës Strategie da stäipen.

Fir den héijen Ëmluedungskäschten - Personal, Maschinnen, Facteur Zäit, Aarbecht, Stockage - entgéintzewierken, ass et deemno wichteg, Subventiounen anzeféieren - do si mer eis, mengen ech, eens - an domat d'Attraktivitéit vun dësem Service an d'Luucht ze setzen. An dës Hëllef soll och zu der Rekonversioun vun den Operateuren zum multimodalen Transport incitéieren.

Lëtzebuerg huet ee groussen Avantage, näämlech déi zentral Lag an Europa. Eng Nisch, eng Chance fir eist Land an dësem Kontext kann doranner bestoen, d'Interkonnexiounen an Europa ze vereinfachen. Well d'Distanzen op eisem Territoire kleng sinn, ass et wichteg, d'Subventiounen eben net exklusiv op déi national Distanzen ze limitéieren, mä dee gesamte Parcours ze berücksichtegen. An dëst ass jo och an den europäeschen Texter esou virgesinn.

Erwäne kann een nach vläicht eng Remarque vum Statsrot, datt een an der Approche vun enger eenzeger virtueller Plattform an enger intermodaler Verbindung vun deenen zwou Plattformen, also Mäertert a Beetebuerg, am Kontext Groussregioun natierlech de Findel och net soll vergiessen.

Fazit: Dëse Projet ass gutt fir Lëtzebuerg. Et ass sënnvoll, fir eist Land, nach méi wéi bis elo, als zentrale Standuert vun der Logistik ze pushen, an awer och gutt fir eis national Eisebunn, well dëse Projet sécherlech dozou wäert bäidroen, Aarbechtsplazen ofzeséchere respektiv neier ze schafen.

Zum Schluss wollt ech nach zwou respektiv dräi Froen un den Nohaltegkeetsminister stellen. Déi éischt Fro: Sinn d'Infrastrukturen zu Mäertert, elo speziell, sinn déi adequat respektiv prett, fir eben deen Challenge opzehuelen, näämlech eist Land am Logistiksecteur als interkontinentalen a multimodalen Hub logistique an Europa ze positionéieren? Déi éischt.

Déi zweet Fro: Wéi wäit ass den Ausbau vun der Plate-forme multimodale zu Beetebuerg elo scho geschitt? Am Dezember 2014 war jo bekanntlech deen éischte Spuetestéch. An deemools, mengen ech, gouf gemengt, datt een Enn 2016 kéint déi Aarbechten ofschléissen.

A vläicht nach eng lescht Fro, well déi jo och awer heimadder zesummenhänkt: Wou ass de Projet vun enger Zuchverbindung tëschent China, Zhengzhou, an der multimodaler Plattform Beetebuerg drun? Dee Mémoire d'entente ass am Januar dëst Joer, wann ech mech richteg erënneren, ënnerschriwwe ginn, fir ee Partenariat an der Logistik tëschent China a Lëtzebuerg op d'Been ze setzen. Respektiv och d'Fro, ob do d'Subventioun an iergendenger Form wäert spillen.

Domat wollt ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet bréngen. An ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Schank. An nächst Riednerin ass d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, an dësem Projet de loi geet et ausnamsweis emol eng Kéier net ëm Infrastrukturen am Beräich vun der Eisebunn, mä ëm staatlech Zouschëss, déi dem Transport combiné sollen op d'Spréng hëllefen.

Déi gréng Fraktioun, dat ass evident, ënnerstëtzt dëse Projet de loi, well en dozou bäidréit, den europäesche Frachtverkéier méi ekologesch auszeriichten an d'Stroossen ze entlaaschten. Dat soll, wéi gesot, doduerch geschéien, datt de Stat een Deel vun de Méikäschten ausgläicht, déi duerch d'Verlagerung vun de Wueren op d'Schinn oder op d'Schëff entstinn.

An ech ginn elo net op all déi Kritären an, déi den Här Negri a sengem Rapport scho beschriwwen huet; duerfir him awer e grousse Merci fir seng gutt Aarbecht an dësem Dossier. Dozou bleift net méi vill ze soen.

Dir Dammen an Dir Hären, der Definitioun no besteet de kombinéierte Verkéier, wéi d'Wuert et scho seet, aus der Kombinatioun vu verschiddene Verkéiersträger, woubäi dee gréissten Deel vun de Wueren iwwert d'Schinn oder iwwert d'Schëff soll lafen an dee klengste Wee op der Strooss zréckgeluecht soll ginn.

Datt virun allem den Zuchtransport vum ekologesche Standpunkt hier dee sënnvollste fir eis ass, läit op der Hand. Bei de Frachtschëffer si mir trotz dem grousse Volumen, déi se kënnen transportéieren, méi reservéiert, well déi massiv Uelechoflagerungen an de Mierer näämlech net just duerch spektakulär Accidenter vun Tankeren entstinn. D'Pollutioun an d'Vermüllung vun de Mierer hunn aner Ursaachen, un deenen d'Frachtschëffer net onschëlleg sinn. Net besser gesäit et bei de Bannegewässer aus.

Ganz bedenklech ass dowéinst, datt de maritimen Ëmweltschutzcomité vun der UNO virun dräi Joer décidéiert huet, eréischt am Joer 2021, an net wéi urspréinglech geplangt am Joer 2016, méi streng Grenzwäerter bei den Emissioune vun de Frachtschëffer a vun all deenen anere Schëffer anzeféieren. Dat just als allgemeng Remarque, déi sech op den internationale Schëffsverkéier bezitt, wou de Mäerterter Hafen natierlech, proportionell gesinn, dach eng zimlech bescheide Roll spillt vis-à-vis vum schinnegebonnenen Infrastrukturegebitt an eisem Land.

Wat Lëtzebuerg dann ugeet, wéilt ech méi speziell op d'Roll vum Stat agoen, déi deen am Secteur vum Transport combiné ze spillen huet, mä och op d'Zukunft vun dësem Secteur am Hibléck op méi ekologesch Wirtschaftsmodeller.

Dir Dammen an Dir Hären, wann ee sech d'Entwécklung aus de leschte Joren ukuckt, kënnt een noutgedrongen zur Konklusioun, datt d'Emorientéierung vum Wuerentransport op d'Schinn e groussen Défi ass an e groussen Défi wäert bleiwen. Dësen Défi kann nëmme mat staatleche Subventiounen, héije staatlechen Investissementer, mä awer och mat engem gudde Management gemeeschtert ginn. Op dëse Projet de loi bezunn heescht dat, datt de Stat dem kombinéierte Verkéier finanziell Virdeeler verschafe muss géintiwwer dem Giddertransport op der Strooss, fir datt dës Form vun Transport iwwerhaapt wettbewerbsfäeg ka ginn.

Och wann dës Zouschëss wichteg sinn, sou ass de Match domat awer nach laang net gewonnen. Vill méi wichteg fir eis si modern, effikass a sécher Infrastrukturen, fir datt déi Verlagerung op d'Schinn iwwerhaapt stattfanne kann a gudde Konditiounen. Amerika huet et virgemaach, net eréischt an der Lescht, mä schonn an den 80er Joren, wat den Här Negri jo och schonn erwäänt huet.

Äänlech ass et awer och an der Schwäiz, wou de schinnegebonnenen Transit mëttlerweil iwwer 60% ausmécht, e Prozentsaz, vun deem mir eigentlech hei nëmme kënnen dreemen. Well den Nohuelbedarf um Niveau vum Eisebunnsréseau an eiser Regioun extrem grouss war an och den Nohuelbedarf bei Infrastrukturen, wou d'Emlagerung stattfënnt, hunn déi gréng de Projet multimodal zu Diddeleng/Beetebuerg vun Ufank un ënnerstëtzt, natierlech ënnert der Konditioun, datt de Suerge vun den Awunner an där Regioun Rechnung gedroe gëtt, de Suergen a puncto Kaméidi, de Suergen a puncto Kompensatiounsmoossnamen an awer och a puncto Verkéier, wou ech dem Här Minister Merci soen, datt en net méi spéit wéi gëschter nach enger Persoun versprach huet, sech mat der ganzer Bewegung, déi ronderëm Diddeleng haaptsächlech besteet, ze treffen, fir no Léisungen ze sichen.

Ech mengen, et ass net déi éischte Kéier, wou Der Concertatioune mat de Bierger op deem do Niveau hutt.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Eng aner Erausfuerderung, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi sech net eleng op Lëtzebuerg, mä op ganz Europa bezitt, ass d'Standardiséierung vun den technesche Systemer am gesamten Eisebunnsnetz, eigentlech als A an O vum kombinéierten Transport.

U sech gëtt et jo keen anere Beräich, an deem déi kriegeresch Vergaangenheet vun Europa sech méi däitlech bemierkbar mécht, wéi op den internationalen Eisebunnsstrecken. Datt et siwe verschidde Spurbreeten a ganz ënnerschiddlech Signal- a Sécherheetssystemer an der EU gëtt, huet allerdéngs näischt mat nationalisteschem Reguléierungswahn ze dinn, mä mam historesch verankerte Wonsch, datt de Feind am Krichsfall net esou séier iwwert dat eegent Eisebunnsnetz ka fueren.

Wann dës Vergaangenheet, léif Kolleeginnen a Kolleegen, net zugonschte vun eenheetleche Systemer a beschtefalls och niddregen Notzungsgebüren iwwerwonne gëtt, huet de kombinéierte Giddertransport, am Verglach zum klasseschen Transport op der Strooss, och an Zukunft keen einfache Stand. Ëmsou méi wichteg ass et duerfir, d'Systemer zügeg openeen ofzestëmmen an innovativ ze ginn. Och dat ass eng wichteg Konditioun, fir datt am Joer 2030 effektiv 30% vum europäesche Giddertransport iwwert d'Schinn solle lafen, esou wéi d'Wäissbuch vun der Europäescher Kommissioun et fir all Distanz iwwer 300 km virgesäit.

Och wann de Lëtzebuerger Territoire net vun esou groussen Distanze betraff ass, sou heescht dat awer net, datt Lëtzebuerg am Transport combiné eng Nieweroll spillt. Déi grouss Stäerkt oder éischter gesot déi grouss Chance vu Lëtzebuerg ass seng zentral Lag, déi eng ganz Rei Ubannungen u grouss Häfen an Ëmschloplazen erméiglecht. Éleng duerch den europäesche Korridor 2 ass de Site multimodal vu Beetebuerg/Diddeleng mat Rotterdam, Antwerpen, Basel a Lyon verbonnen. Aner direkt Verbindungen, hunn ech mer soe gelooss a weise gelooss, besti bis op Duisburg a Richtung Skandinavien, eng aner bis op Triest a Richtung Türkei a bis op Le Boulou un der spuenescher Grenz. An da vun der geplangter indirekter Verbindung a Richtung China wëll ech emol nach guer net schwätzen.

All dës Destinatiounen, mä och déi modern Technik, déi op der multimodaler Plattform zum Asaz wäerte kommen, bidden der Lëtzebuerger Ekonomie e grousst Potenzial. Mä trotzdeem wëll ech haut, grad wéi 2013 beim Vott vum Gesetz iwwert de Projet multimodal, net an Euphorie verfalen. Déi gréng Fraktioun hat an huet éischter eng virsiichteg Approche, wat d'Zukunft vum Transport combiné a vun der Logistik ugeet. Bestëmmt net, well mir net mam Prinzip a mam Zil vum Transport combiné a vun der Logistik averstane wären, ganz am Contraire. Dee Prinzip fënnt eis vollsten Ënnerstëtzung. Mä de Wuesstum huet nun emol

seng eege Gesetzer. An en huet och seng Grenzen.

Dernieft däerf een och net esou naiv sinn, ze mengen, Europa hätt an deem Beräich keng Konkurrenz. Aus deem Grond hunn ech schonn am Joer 2013 op dëser Plaz gesot, datt eng Projektioun an d'Zukunft grad am Secteur vum Frachtverkéier ganz schwiereg ass. Derbäi kënnt, datt d'Roll vun Europa bei der Produktioun an domat och beim Transport vu Wueren ëmsou méi bescheide gëtt, wat d'Roll vun opstriewende Länner wéi China an Indien méi grouss wäert ginn.

Duerfir fanne mir et immens wichteg, dëser Realitéit an d'A ze kucken a verschidden Zeenarien opzestellen, Entwécklungszeenarien, déi net just op e rasante lineare Wirtschaftswuesstum setze mat enger grousser Produktioun an engem héije Konsum, mä op méi ekologesch Wirtschafts- a Geschäftsmodeller, op Modeller, déi eis Ofhängegkeet vum Weltmarché a vu grousse Konzerner a Fro stellen a méi wéi jee op gréng Ekonomie setzen.

Ech denken hei an éischter Linn un d'Économie circulaire, déi net nëmmen a politesche Kreesser, mä och a Wirtschaftskreesser, mä och generell an der Gesellschaft ëmmer méi u Bedeitung gewënnt an ëmmer méi als Ekonomie vun der Zukunft ugesi gëtt.

Firwat? Well d'Économie circulaire méi ressourcëschounend funktionéiert wéi déi traditionell linear Ekonomie, wou d'Wueren a grousse Massen an a grousse Moosse produzéiert ginn an duerno ganz oft zerstéiert ginn. Deem géintiwwer setzt d'Économie circulaire op Neiverwäertung, op Ënnerhalt, op Deelen, op e méi bewosste Konsum an op d'Restauratioun vun der Matière première a vun de Wueren, mat der Konsequenz natierlech, datt insgesamt manner Wuere produzéiert ginn, manner Wuere consomméiert ginn an deemno och manner Wueren transportéiert musse ginn, well se esou laang wéi méiglech am Circuit bleiwen, ouni u Wäert ze verléieren.

Et ass genee dës Entwécklung, déi der Logistik an dem Transport combiné méi eng ekologesch Nues ka ginn a fir Lëtzebuerg eng grouss Chance ka bedeiten, eng Chance, déi dora besteet, d'Logistik an den Transport combiné zu engem wichtege Partner vun der Économie circulaire ze maachen.

Ech verweisen an deem Kontext op en interessanten Artikel, deen, wann ech mech gutt erënneren, den 8. Abrëll vun dësem Joer am „Journal" ze liese war. En ass geschriwwe vum franséischen Expert an Auteur Rémy Le Moigne. An deem Artikel betount hien, datt d'Logistik an Europa bis ewell eenzeg an eleng op den Transport a Richtung Client gesat huet an datt et elo un der Zäit ass, den ëmgedréite Wee anzeschloen.

Dat heescht, et muss och méiglech sinn, datt de Logistiksecteur zoustänneg gëtt, fir dat gebrauchtent Material bei de Clienten anzesammelen, fir et duerno an d'Rei ze setzen, nei ze verpaken, opzepolséieren a fir et iwwert de Wee vum Transport combiné nees zréck an de Circuit ze bréngen. An deem Fall schwätzt den Expert vun „logistique inversée" als enger vun de gréissten Erausfuerderungen, déi op d'Logistik an op den Transport combiné zoukommen, wa se sech ekologesch wëlle bewären.

Dir kënnt Iech virstellen: Als Gréng sti mir voll hannert dësem Prinzip. Mir gesinn dat ganz genee d'selwecht. Duerfir ënnerstëtze mir all Effort vun der Regierung, der Économie circulaire an Zukunft méi Bedeitung ze ginn. Dat erlaabt, datt déi staatlech Zouschëss, ëm déi et haut geet, net nëmmen zu méi engem ekologeschen Transitverkéier bäidroen; dës Gelder, léif Kolleeginnen a Kolleegen, kënnen a sollen och dozou bäidroen, datt méi nohalteg a ressourcëschounend Wirtschaftsmodeller, mä och Gesellschaftsmodeller sech mat Hëllef vum Transport combiné duerchsetze kënnen, zum Wuel vum Planéit a vun eis alleguer.

An domat soen ech Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. An den nächste Riedner, deen ass schonn ënnerwee, dat ass den Här Gusty Graas.

Une voix.- Très bien!

M. Gusty Graas *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Awunnerzuel, déi wiisst permanent an domadder natierlech och d'Demande, fir méi ze konsuméieren. Dat bréngt noutgedronge mat sech, datt de Wuerentransport an d'Luucht geet. A mir spieren dat all Dag op eise Stroossen.

Queesch duerch d'Welt, iwwer eis Grenzen eraus, ass d'Verkéierssituatioun, besonnesch an deene grousse Metropolen, zum Deel ganz dramatesch. An duerfir muss d'Mënschheet no neie logistesche Léisunge sichen, net nëmme wat den Transport vun de Wueren ubelaangt, mä virun allem awer och wat déi eenzel Infrastrukturen ubelaangt.

Mir maachen hei zu Lëtzebuerg do guer keng Ausnam. Wann een eise Stroosseréseau e bëssen analyséiert, da stellt ee ganz séier fest, datt mir genau esou vill grouss Problemer do hunn, net nëmme wärend dem normale Beruffsverkéier, mä doriwwer eraus och wärend nach anere Stonnen. Dat ass zum Deel natierlech och bedéngt duerch déi héich Zuel vu Camionen, déi iwwert d'Autobunne fueren. An een, deen d'Aire de Berchem oder d'Aire de Capellen emol heiansdo befiert, dee gesäit jo awer och, wat fir een héijen Undrang do u Camionen all Dag sech bemierkbar mécht.

Duerfir ass et natierlech immens wichteg, datt een un éischter Linn versicht, virun allem emol de Schinneréseau auszebauen. Dat huet besonnesch dës Regierung jo an deene leschte Jore ganz kloer ënner Beweis gestallt. Ech ginn elo net op déi eenzel Projeten an, déi hei gestëmmt goufen. Mä dat wäert mat Sécherheet dozou bäidroen, datt mer vill méi, virun allem Wueren, kënnen an Zukunft iwwert d'Schinn transportéieren. Eist Land huet natierlech dee ganz grousse Virdeel, datt et immens zentral läit an datt och vill grouss europäesch Zentre relativ liicht accessibel sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen, wéi gesot, haut d'Gesetz iwwert de kombinéierten Transport, also dat ass normalerweis eng Verbindung tëschent Stroossen- an Eisebunns- oder Waasserréseau, dat an éischter Linn natierlech aus ekologesche Grënn, awer virun allem och, fir déi klassesch Transportréseauen ze entlaaschten.

An deem Kontext stellt sech natierlech, besonnesch fir Liberaler, eng kruzial Fro: Ass et um Stat, fir Subventiounen ze garantéieren, fir wirtschaftlech Aktivitéiten ze förderen - wuel wëssend, datt doduerch natierlech kann e gewëssent Ongläichgewiicht entstoen?

D'DP jiddefalls ass ganz kloer éischter der Meenung, datt de Stat soll méi reservéiert optrieden, insgesamt, wat d'Organisatioun vun eiser Gesellschaft ubelaangt. Allerdéngs sti mir derzou, wann et ëm sozial a virun allem ekologesch Aspekter geet, datt et doudsécher gerechtfertegt ass, datt de Stat och hei eng aktiv Roll iwwerhëlt an och seng Verflichtungen dee Moment wouerhëlt.

Wat elo de spezifesche Projet vun haut ubelaangt, dee mer hei diskutéieren, muss een einfach ganz éierlech sinn: Ouni staatlech Subventioun kéint deen net iwwerliewen. Déi katastrophal Situatioun op eise Stroossen, déi ech schonn hei ernimmt hunn, dréit ouni Zweifel derzou bäi, datt vun ëffentlecher Hand hei och muss intervenéiert ginn. Den ëffentlechen Transport, ech hunn dat och schonn hei ënnerstrach, muss an Zukunft ouni Zweifel duerfir nach méi gefërdert ginn. Ech maachen och e klenge Lien do zum grousse Projet Tram, deen och d'Ënnerstëtzung vun der Demokratescher Partei fonnt huet.

2006 war schonn en europäescht Wäissbuch erauskomm, wat u sech dat Buch vun 2001 reforméiert huet. An deemools ass den Term „comodalité" geschafe ginn. D'Iddi war u sech do, fir méi eng nuancéiert Approche vum multimodalen Transport ze erreechen. An et ass virun allem d'Wäissbuch vun 2011, wat du vill méi ambitiéis Ziler festgesat huet, ënner anerem, wéi gesot, datt bis 2030 30% vum Fret iwwert d'Schinn oder d'Waasser sollen transportéiert ginn. An deen Taux soll op 50% eropgoe bis d'Joer 2050. Hoffe mer, datt dann awer och bis dohinner dat geschitt ass, well Europa huet jo bis elo net onbedéngt an dem TC geglänzt.

Den TC, also den Transport combiné, huet u sech zwou Haaptaufgaben ze erfëllen. Déi éischt ass natierlech awer och eng ekonomesch, wat vläicht e bëssen hei vergiess gëtt, well duerch méi effikass Transportméiglechkeeten natierlech och Sue kënne gespuert ginn, well mer eben och mierken, datt besonnesch duerch déi enorm vill Stauen awer och Geld der Ekonomie verluer geet. An dann natierlech ass deen zweeten Aspekt den ekologeschen, deen een net méi brauch hei weider ze verdéiwen. Datt mer eng Reduktioun vun CO_2-Emissioun domadder kënnen erreechen, ass jo gewosst.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat kënne mer elo natierlech hei zu Lëtzebuerg méi konkret och fir den TC maachen? Mir hunn natierlech zwou Infrastrukturen, déi hei an d'A stiechen: engersäits den CFL Multimodal zu Beetebuerg an anersäits natierlech awer och de Mäerterter Hafen. Zu Beetebuerg fonctionnéiert deen CFL Multimodal zënter 1979. Ech mengen, vu Beetebuerg ass jo bekannt, datt et en internationalen Eisebunnsknuet zënter 1859 ass. An zënter datt d'Stellwierk 1982 aménagéiert gouf, ass dee Rôle u sech nach vill méi grouss ginn.

Dee Logistikzenter huet also ganz kloer do seng Plaz misse fannen, well déi multimodal Plattform verbënnt jo u sech zwee grouss Korridoren, kann ee soen, engersäits tëschent dem Nordmier, dem Baltesche Mier an dem Mëttelmier an enger Rei europäeschen Industriezentren, an anersäits awer och de Korridor tëschent Rotterdam, Antwerpen, Beetebuerg, Basel a Lyon.

Ech wëll dann och op dëser Plaz nach un den Accord Sibelit erënneren aus dem Joer 2007, deen e Korridor tëschent Antwerpen a Mailand geschafen huet.

D'Streck op Perpignan ass jo 2007 a Kraaft gaangen (veuillez lire: a Betrib geholl ginn), an déi huet eng Längt vu plus ou moins 1.000 km an ass also eng vun deene gréissten a längsten Eisebunnsautobunnen.

De Site zu Beetebuerg ass amgaang, immens ze expandéieren. An een, deen de Chantier emol heiansdo do kucke geet, dee gesäit, mat wat fir enger Rapiditéit, kann ee roueg soen, do en enorme Projet entsteet. Jiddefalls, dat ass och dee beschte Beweis, wéi erfollegräich u sech och den Transport combiné sech hei zu Lëtzebuerg entwéckelt huet. Deen neien CFL Multimodal, dee mer jo hei den 9. Juli 2013 mat engem éischte Gesetz op d'Schinn gesat haten, déi riseg Baustell, wéi gesot, ech mengen, et sinn eng plus ou moins 32 ha, déi spigelen u sech jo awer erëm, wéi dee ganze Projet do amgaang ass, ëmmer méi ze wuessen.

Am Moment ginn eng 40 Trains combinés d'Woch zesummegesat. Dat sollen am Joer 2025 der 8 den Dag sinn. Och do gesäit een also déi Progressioun. Et sollen also souguer bis 1.600 Camionen den Dag op de Site kënne fueren.

Bon, da si mer natierlech ganz séier och bei engem anere Problem, an et ass hei virdru schonn duerchblécke gelooss ginn, datt natierlech awer och esou Plattformen och aner nei Problemer generéieren. Ech kommen herno nach eng Kéier kuerz drop zréck. Dat ass natierlech deen héije Camionstrafic, dee sech besonnesch am Raum Beetebuerg/Diddeleng ëmmer méi wäert bemierkbar maachen. Doséinst ass et jo net méi wéi normal, datt déi zwou concernéiert Gemenge mat ganz groussen Aen, Argusaen op déi ganz Entwécklung do kucken a sech och schonn zënter Jore konzertéiert hunn a gekuckt hunn, fir datt een do beschtméiglech Konditioune ka schafen, fir datt déi zwou Gemengen esou mann wéi méiglech, wéi gesot, vun deem héijen Trafic do concernéiert ginn.

Engersäits gëtt jo den Échangeur Biereng elo ëmgebaut - och e Projet, dee méi wéi noutwendeg ass. An zweetens muss och jo déi Stéchstrooss nach gebaut ginn, parallell zur Collectrice du Sud, déi dann direkt op de Site vum Multimodal wäert féieren, fir datt eben, wéi gesot, deen héijen Trafic u Camione wäert e Minimum un Inzidenz op déi zwou Gemengen hunn.

Et däerf een natierlech dann och net vergiessen op där anerer Säit, datt awer och doduerch eng Aspuerung vun CO_2 wäert kommen, vun, gëtt gerechent, bis 2020 ronn 465.000 Tonnen CO_2, wat jo net näischt ass.

Sécher, déi Plattform do huet nëmmen eng Zukunft, ech hunn dat virdrun och schonn hei ënnerstrach, wann natierlech och staatlech Subventioune garantéiert ginn.

Allerdéngs, et geet net nëmmen duer, datt hei eng Infrastruktur u sech geschafe gëtt, och déi Infrastruktur muss allen Ufuerderungen entspriechen. An do muss ee ganz kloer a ganz däitlech hei soen: Dat ass de Moment zu Beetebuerg net onbedéngt de Fall! Besonnesch, wat déi Méiglechkeete sinn, déi elo d'Camionschauffeuren hunn, fir do ze iwwernuechten, fir dozebleiwen, fir soss sech do ze erhuelen, déi sinn am Moment zum Deel ganz schlecht - ech wëll keen anert Wuert hei gebrauchen

Obwuel ech awer och hei wëll emol eenzel Camionschauffeure matresponsabiliséieren. Och déi sollen emol gewuer ginn, datt et awer heescht, och gewësse Regelen ze respektéieren.

Et muss ee feststellen, datt do enorm vill wëll geparkt gëtt. Et muss ee feststellen, datt ganz vill Dreck do entsuergt gëtt. Et muss ee feststellen, datt souguer Leit do hire Vidange maachen. An ech soen dat och ganz éierlech hei: Mir sinn e bëssen enttäuscht, datt déi ëffentlech Forces de l'ordre net ëmmer vläicht hir Roll esou spillen, wéi dat misst sinn. Dann hätte mer vläicht an deem Raum do manner Problemer, well och d'Gemengen hunn hir Limitten a kënnen net alles do maachen. Doséinst ass et immens wichteg, datt an deem neie Site eben deen ale Site réaménagéiert gëtt als sougenannten Truck-Stop, datt och emol méi Uerdnung an dee ganze Raum do kënnt.

Jiddefalls, och fir d'Zukunft muss den CFL Multimodal konkurrenzfäeg sinn. Dat ass e Punkt, iwwert deen och schonn hei diskutéiert ginn ass. Mir investéieren enorm vill an dee Projet. Ass en och konkurrenzfäeg? Dat wäert natierlech och de Laf vun der Zäit weisen.

Duerfir ass et och wichteg, datt mer och eng gutt Promotiounsaarbecht dobausse maachen an iwwert d'Grenzen eraus deenen interesséierte Kreesser matdeelen, wat mer hei zu Lëtzebuerg un Know-how hunn. Ech wëll och do zum Beispill drop hiweisen, datt awer déi responsabel Leit dat och aktiv dobausse maachen. Zum Beispill hunn déi Responsabel dëst Joer am Mäerz zu Paräis un der éischter SITL-Ausstellung, der Semaine Internationale du Transport et de la Logistique, deelgeholl. 2014 goufen do net manner wéi 40.500 Visiteuren aus 76 verschiddene Länner gezielt. Ech mengen, dat ass eng wichteg, eng gutt Plattform, wou mer ebe kënnen eist Produkt do verkafen.

Natierlech, wéi gesot, et muss een och der Realitéit an d'Ae kucken. Net nëmmen de CFL Multimodal, mä all nei Plattforme bréngen natierlech och awer aner nei Problemer mat sech. Ech hunn op de Verkéier higewisen. Ech weisen och op de Landschaftsverbrauch hin. Ech hat d'Chance, viru Kuerzem elo eng Visitt um Hafe vu Rotterdam ze maachen. Dee streckt sech iwwer eng Längt vu 45 km. Wann ee gesäit, wéi do natierlech de Landverbrauch weider fortschreit, dann ass dat schonn awer impressionnant. A wann een dann awer och gesäit, wat fir eng Schëffer do uleeën, bis zu 18.000 Containeren op engem eenzege Schëff, dat ass scho wierklech impressionnant. Dat ass dat Mannst, wat ee ka soen.

D'Aneneegräifen, wéi gesot, vun exzellente Stroossen an Eisebunnsinfrastrukture maachen natierlech och dann de Succès vun dem TC aus.

Ech wëll och drop hiweisen, datt zum Beispill och virgesi war, e Kanal ze baue vu Mont-Saint-Martin eriwwer op Réimech. Dat ass zwar scho laang hier, mä wann dee Projet deemools realiséiert gi wier, dee Wee wier iwwer Esch, Beetebuerg op Stadbriedemes gaangen, 1907 ware scho fäerdeg Pläng ausgeschafft ginn, dann hätte mer vläicht schonn haut och iwwert de Kanal nach de CFL Multimodal zu Beetebuerg kënnen ufueren a mir hätten och manner Problemer vläicht op der Collectrice du Sud. Klammer zou!

Wa mer awer scho beim Waasser sinn, ass et jo awer wichteg, datt mer och iwwert de Waasserréseau schwätzen. Do hu mer, wéi gesot, an deenen 28 EU-Staten de Moment 16.000 Schëffer lafen. Ech schwätzen, wéi gesot, vun der Banneschëfffaart. An do sinn net manner wéi 42.200 Leit beschäftegt.

500 Milliounen Tonnen, 500 Milliounen Tonne ginn, wéi gesot, all Joers iwwert dee Wee queesch duerch Europa transportéiert. Dat ass eng Equivalenz vu 25 Millioune Camionen. An awer sinn dat nëmme 6% vu sämtleche Wueren, déi um europäeschen Territoire transportéiert ginn.

Et läit also nach ganz vill Potenzial och um Niveau vun eise Flëss. An ech wëll an deem Kontext zum Beispill de President vun der Société du Port de Mertert, den Här Jeannot Poeker, zitéieren aus dem Rapport vun 2014. Dat huet mer ganz gutt gefall, wat do geschriwwe gouf vum President: «En dépit de ses nombreux avantages, le transport fluvial occupe toutefois une place de second plan par rapport au transport routier. Il faudra donc soutenir et développer la demande de transport fluvial par une grande campagne de promotion positive du transport fluvial auprès de tous les acteurs (…)». Ech mengen, dat kann een nëmme matdroen.

Dann, wéi gesot, awer e Wuert zu eiser eenzeger Waasserstrooss, déi mir hei zu Lëtzebuerg hunn, der Musel, déi jo zënter dem 26. Mee 1964 offiziell kanaliséiert ass. D'Gesetz vum 22. Juli 1963 hat jo och dunn d'Basis geluecht fir de Bau vum Mäerterter Hafen. Do goufen iwwregens 2014 net manner wéi 1.211.680 Tonne verfracht, verfouert, wéi een dat wëllt soen. Do ass awer d'Dependenz vu Bech-Maacher an den Transport iwwert d'Strooss mat dran.

Duerch de Bau vun deenen dräi Schleisen op der Lëtzebuerger Musel konnt, wéi gesot, de Wuerentransport ganz considérabel erhéicht ginn.

2014 haten 1.137 Schëffer mat enger Mindestlängt vun 110 m d'Schleis vu Koblenz passéiert. 2004 waren dat der nëmmen 132. Och do gesäit een also eng enorm Entwécklung op der Musel.

En Nodeel ass natierlech de Moment, datt op der Musel gréisser Schëffer net kënnen eng Kéier maachen. An ech kommen do zu enger Question parlementaire, déi mäi Fraktiounskolleeg Lex Delles jo och kierzlech dem Transportminister gestallt hat, wat déi Problematik do ubelaangt. Do ass jo awer anscheinend da virgesinn, vläicht fir am Kader vum Hafe vu Mäertert do iergendwéi no enger Léisung ze sichen.

Natierlech däerf een awer och net vergiessen, wa mer d'Musel weider verdéiwen, weider ausbauen, fir nach méi Schëffer op der Musel zirkuléieren ze loossen, datt dat natierlech och mat zwee Problemer konfrontéiert ass. Dat Éischt ass natierlech, de Risiko, datt en Accident passéiert, gëtt méi grouss. Ech erënneren och hei un dee groussen Accident, deen um Rhäin war rezent - bon, rezent, jo, wéini war et? - 2012 (veuillez lire: 2011) vun der „Waldhof".

An dann op där anerer Säit awer och deen ekologeschen Aspekt! Et däerf een awer net vergiessen, datt d'Musel awer nach ëmmerhin e Floss ass an datt duerch d'Kanaliséierung, och dat muss hei éierlech gesot ginn, déi ekologesch Substanz an der Musel natierlech drënner gelidden huet. Duerfir ass et awer ganz evident, wa mer nach un der Morphologie vun der Musel an Zukunft sollte bastele goen, dann ass awer ganz kloer och d'Fuerderung, datt gläichzäiteg mussen Ausgläichsmoossname virgesi ginn.

Ech denken zum Beispill un dee Säitenaarm, deen op der Hëttermillen an den 90er Joren aménagéiert ginn ass, wat eng flott Moossnam war, eng wichteg Moossnam, net nëmme fir e Läichplaz fir Fësch, mä och als e Réckzuchsgebitt fir Vullen. Also, wéi gesot, wa mer nach eng Kéier sollten un d'Musel schaffe goen, däerf een net vergiessen, se huet och nach eng ekologesch Roll ze erfëllen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi gesot, d'Virdeeler vum Transport combiné leien ouni Zweifel op der Hand. An datt de Stat hei supplementar Käschte matfinanzéiert, wéi zum Beispill d'Personal, de Kran an de Stockage an esou weider, ass fir eis, wéi gesot, awer evident, well e soss net ka kompetitiv sinn.

Datt mir dës finanziell Ënnerstëtzung, esou wéi de Projet de loi dat hei virgesäit, och iwwert d'Grenzen eraus accordéieren, ass logesch, well eist Land einfach ze kleng ass, fir dee Marché do ze ënnerstëtzen. Mir hunn u sech just d'Méiglechkeet, fir tëschent dem Hafe vu Mäertert a Beetebuerg ze zirkuléieren. Déi Aidë si jo och souwisou un EU-Recht gebonnen.

D'Formulle vun de Subventioune si jo och esou opgestallt, datt de Bedreiwer jo awer e Businessplang muss eraginn an datt en och déi beschtméiglech Routë muss zesummesetzen. Och dat ass eng Evidenz. Ech mengen, de Stat kann net einfach esou Geld ausdeelen, ouni genee ze wëssen, wat u sech herno dann d'Finalitéit soll sinn.

Mir sollen eis natierlech och kengen Illusiounen higinn, wat d'Zukunft vun den Transportwueren ubelaangt. Ech denken do besonnesch un déi méi kleng Transporter, ënner 300 km, zum Beispill, do brauche mer an Zukunft och nach ëmmer e gudde Stroosseréseau. Dat ass nun eben esou. Duerfir mussen och do nach Investitioune gemaach ginn, allerdéngs ëmmer och mat der Viraussetzung, och virun allem mat der Oplag, datt och hei d'Liewensqualitéit maximal respektéiert gëtt. An ech denken do besonnesch och un d'Aménagéierung vu Lärmschutzwänn, vun Écrans antibruit. Leit, déi laanscht d'Haaptachse wunnen, laanscht Autobunne wunnen, déi wëssen dovunner e Liddchen ze päifen. An do wär et wierklech mäi Wonsch, och hei zu Lëtzebuerg vläicht nach zousätzlech Efforten ze maachen.

Insgesamt ass dat heiten e gutt Gesetz, wat, wéi gesot, op d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei stéisst. An ech wëll dann awer och ofschléissend dem Kolleeg Roger Negri nach e ganz grousse Merci soen, deen dat awer op eng ganz fachmännesch Aart a Weis hei virbruecht huet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Graas. An d'Wuert huet elo den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll do weiderfueren, wou de Kolleeg Gusty Graas opgehalen huet, an dem Roger Negri och Merci soe vun eiser Säit fir säi gudde mëndlechen a schréftleche Rapport an dee virun allem och op d'Detailer agaangen ass.

Ech mengen, jiddweree vun eis, deen net nëmmen hei am Land iwwert d'Strooss fiert, mä virun allem iwwert d'Autobunnen an och iwwert d'Grenzen eraus op den Autobunne fiert, stellt fest, datt geschwënn op deenen Autobunnen eng Spur an all Richtung komplett mat Camionen zougesat ass an datt am Prinzip nëmme méi eng Spur fir d'Autoe bleift.

D'Konsequenzen dervu sinn, datt d'Densitéit vum Verkéier ëmmer méi grouss gëtt, datt d'Staue méi grouss ginn, datt d'Gefore méi grouss ginn an datt selbstverständlech och domadder d'Ëmweltverschmotzung méi grouss wäert ginn iwwer CO_2-Ausstéiss.

Haut ass et nun emol eben esou an eiser Gesellschaft, an der Industrie, an der Ekonomie, datt d'Entreprisë praktesch keng Dépôte méi hunn, mä déi Dépôten, déi leien haut op de Stroossen, an de Camionen, op de Schëffer an zum Deel och an de Fligeren. „Just in time" gëtt geliwwert. An dat bedeit nun emol eben, datt an engem Wuesse vun der Ekonomie, wou méi verbraucht gëtt och vun der Gesellschaft, den Transport (veuillez lire: de Wuerentransport) ëmmer méi eng grouss Plaz an eisem Transportwiesen anhëlt an d'Problemer domadder net méi kleng ginn, mä méi grouss ginn.

Duerfir ass et wichteg a richteg, datt d'Politik reagéiert a versicht, e Maximum vun deem Transport op den ëffentlechen Transport, sief et op d'Zich oder op d'Schëffer, ze kréien.

Hei zu Lëtzebuerg sinn eng ganz Rei vu Moossnamen ergraff ginn. Meng Virriedner hunn dat och gesot. Et ass ganz vill an d'Schinnennetz an deene leschten zéng, fofzéng Joer investéiert ginn, an och elo an Zukunft, mat all deene Projeten, déi mer scho gestëmmt hunn an déi nach gestëmmt ginn, wäerten och nach an deenen nächste Joren enorm Masse vu Gelder an d'Schinnennetz hei zu Lëtzebuerg investéiert ginn.

Mä mir hunn net nëmmen an d'Schinnennetz investéiert, mir hunn och virun allem iwwer 200 Milliounen zu Beetebuerg an deen neien Terminal investéiert, dee mat Riseschrëtt virufiert. A wann een do laanschtfiert, gesäit een, wat fir eng enorm Fläch dat gëtt. An et ass awer, wann een dat vergläicht, de Gusty Graas huet et virdru gesot, wéi mer zu Rotterdam den Hafe kucke waren, dann ass dat wierklech eppes ganz Klenges. Den Hafen zu Rotterdam, deen ass bal esou grouss wéi eist ganzt Land, wat d'Kilometeren an der Längt ubelaangt, wat do ëmgesat gëtt. A mir hunn dann derniewent awer eisen Hafen zu Mäertert, deen dann awer, mengen ech, am Verhältnis kleng zu deem vu Rotterdam ass.

Dee Projet hei soll weider dozou bäidroen, den Transport iwwert d'Schinn an d'Schëff méi attraktiv ze maachen, woubäi mir selbstverständlech och wëssen - ech mengen, mir musse realistesch bleiwen -, datt deen Deel, wat de Mäerterter Hafen ubelaangt, ëmmer wäert ee ganz klengen Deel bleiwen a mer eis éischter hei konzentréieren op d'Schinn. Besonnesch soll hei d'Benodeelegung duerch d'Transportkäschten op deene méi kuerze Strecken, et ass gesot ginn, vun ënner 300 km, déi soll hei iwwer eng staatlech Subventioun versicht ginn, zum Deel ausgeglach ze ginn. Déi Investitiounen, déi gi gemaach, esou wéi de Rapporteur et och gesot huet, souwuel op nationalem wéi internationalem Territoire, wa se iergendwéi Kontakt hei mat Lëtzebuerg kréien.

Et ass natierlech sécher, mir hunn zu Beetebuerg elo e groussen Terminal am Bau, deen dann och elo geschwë wäert eng Kéier opgoen. An et ass natierlech, datt deen heite Projet och e Gedanken oder en Hannergedanken huet, fir deen Terminal zu Beetebuerg méi attraktiv ze maachen. Mir hunn deen Terminal do a mer wëssen, datt hei de Gros vun deenen Ëmluedungen, dat huet de Rapporteur mer nach virdrun nach eng Kéier preziséiert, iwwert d'Schinnennetz geet.

Also, et ass net, datt d'Camionen de Gros vun der Subventioun kréien, mä de Gros geet iwwert d'Schinnennetz, wat do subventionéiert gëtt. Mä et muss een trotzdeem wëssen, datt een Deel och eng Subventioun ass fir d'Camionen. An do gëtt et och e gewëssene Paradox, mengen ech, deen an där ganzer Iwwerleeung mat dran ass. Wann elo zum Beispill ee Camionneur vu Rotterdam iwwert d'hollännesch oder iwwert d'belsch Autobunnen hei op Lëtzebuerg kënnt, da subventionéiere mir deen am Fong, wann en op den Terminal op Beetebuerg kënnt. An d'Belsch féieren automatesch eng Maut an, wann een iwwer hir Strooss fiert. Dat heescht, op där enger Säit muss e bezuelen, a mir musse bezuelen iwwer eng Subventioun, fir datt en do eriwwer heihinner op Lëtzebuerg kënnt.

An et muss een och wëssen, datt, wa mir déi Politik maachen, an dat hu mer net nëmmen eréischt haut diskutéiert, mä dat hu mer och diskutéiert, wéi mer den Terminal vu Beetebuerg an déi zwee Projet-de-loien hei an der Chamber gestëmmt hunn, datt dat nach e Plus vu Camione wäert an deen Eck bréngen.

An ech wëll elo net méi déi ganz Diskussioun hei opwerfen, déi hu mer jo bei deene Projete gemaach, wat d'Konsequenze sinn, an datt dann och deementspriechend d'Autobunne missten ugepasst ginn, well mer jo elo haut schonn op eisen Autobunnen an de Spëtzestonnen enorm Stauen hunn - enorm Stauen hunn! -, sief et duerch d'Camionen, sief et duerch d'Pendler, d'Frontalieren, déi hei an d'Land schaffe kommen an owes erëm heemfueren. Déi Stauen däerften an Zukunft nach méi grouss ginn, wa mer nach zousätzlech Camionen heihinner quasi, kann ee soen, ulackelen, och elo mat Subventiounen, fir eben op den Terminal vu Beetebuerg ze kommen.

An och an deem Raum Beetebuerg/Diddeleng musse mer eis bewosst sinn, datt net nëmmen duerch deen Terminal, mä och duerch déi Supermarchéen, déi dohinnerkommen, méi Staue wäerten do sinn, well wann een haut elo scho vu Beetebuerg op Diddeleng wëllt fueren, da steet een haut scho praktesch de ganzen Dag an der Streck an engem Stau.

An ech mengen hei och, d'Lokalpolitik…

(Interruptions)

Jo, dann…

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech schwätzen hei just vun enger Tatsaach. Ech soen net, wou d'Leit solle fueren. D'Leit fueren awer dohinner. An ech mengen, déi Beetebuerger wësse jo am beschten an déi Diddelenger wëssen am beschten, datt do e permanente Stau ass. An da muss een och esou fair sinn, wa mer hei diskutéieren, och d'Lokalpolitiker, an ons staark maache fir déi Investitiounen, déi do gemaach ginn, et muss een awer och esou fair sinn, fir da senge Bierger ze soen: „Hei, mir kréien an eisem Raum och doduerch nach méi Verkéier an nach méi Stauen, wéi mer der elo am Ableck hunn."

An och wann och elo mer zu Beetebuerg wëllen Infrastrukture maachen, fir do eben de Verkéiersfloss e bëssen anzegrenzen, mä e bleift ëmmer an deem Raum bestoen, da geet en op d'Niewestroossen oder d'Dierfer niewendrun. Mä d'Autobunne sinn zou, d'Strooss sinn zou do, an alles, wat zousätzlech kënnt, mécht de Problem net méi kleng, mä et mécht e méi grouss.

An ech mengen, mir sollten esou fair sinn, wa mer hei eis fir dës Projeten ausschwätzen, wa mer eis fir déi Subventiounen ausschwätzen, da sollte mer awer och esou fair sinn, fir de Leit an där Regioun do ze soen, datt dat als Konsequenz och herno méi Verkéier, nach méi Verkéier a Staue wäert bréngen.

An, wéi gesot, fir mech ass dat e grousse Paradox, datt mir am Fong elo och Subventioune gi fir Leit, déi iwwer auslännesch Autobunnen heihinnerkommen, wou déi Länner gläichzäiteg do Mauten aféiere fir déi Camionen, déi iwwer hir Stroosse fueren.

Dat gesot, Här President, wëll ech awer soen, datt ech, mir als ADR, dee Projet hei stëmme wäerten. Mir wäerten dee Projet stëmmen. Mir hunn déi zwee Projete vum Terminal och hei matgestëmmt. Et ass ee Ganzt. An duerfir wëlle mer och dat heite matstëmmen.

Mä ech mengen, et muss een awer esou fair sinn, fir iwwert d'Konsequenzen, déi dat awer mat sech bréngt… Et huet net nëmme positiv Konsequenzen. Et gëtt geschwat vu positive Konsequenze fir d'Eisebunn, fir Aarbechtsplazen, mä et muss een awer och déi aner Säit vun der Medail kucken: Dat bedeit och méi Verkéier an deem Raum Beetebuerg/Diddeleng, wéi dat bis haut de Fall war.

Ech wollt nach just drop agoen, datt dee Projet hei och eppes kascht. Et gëtt geschwat vu sechs Milliounen, sechs Milliounen Euro d'Joer. De Statsrot huet gesot, datt e léiwer gesinn hätt, datt dat méi konkret ventiléiert gewiescht wier, deen Impakt, deen dat op de Budget huet. Et weess een natierlech, datt een dat net ka konkret am Viraus gesinn.

Et weess een och net, wéi et an anere Länner ass. Dat ass eng Fro, déi ech un den Här Minister vläicht hätt, ob och aner Länner…, wat mer maachen, wann aner Länner, déi och Terminallen hunn, an enger gewëssener Konkurrenzsituatioun vis-à-vis vun eis, vu Beetebuerg sinn. Hunn déi schonn esou Gesetzer - dat ass jo opgrond vun enger europäescher Direktiv -, duerch déi si och bei hinnen d'Camionen, d'Containertransporter subventionéieren?

A wann neen, wann déi dann awer esou eng Subventioun och géifen aféieren, wéi mir se hei elo aféieren, wat hätt dat dann eventuell als Konsequenze fir eisen Terminal vu Beetebuerg?

Sinn déi Subventiounen, déi mer elo hei ginn, plafonéiert, oder kann een och vun deene Subventiounen an Zukunft nach d'Montanten änneren? An et wier awer natierlech falsch, wa

Suivez la Chambre des Députés
sur FACEBOOK
et TWITTER

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

mer elo géifen an eng Spiral no uewe kommen, wou aus Konkurrenzgrënn ee Land dat anert géif iwwert de Wee vun de Subventiounen an d'Luucht dreiwen, fir seng Terminallen attraktiv ze maachen.

Dat gesot, wëll ech nach eng Kéier soen, datt mir d'Zoustëmmung vun eisem Grupp heizou ginn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci. An d'Wuert huet elo de leschte Riedner, den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).-* Merci, Här President. Ech versichen, mech och kuerzzefaassen. De Gesetzesprojet 6645 iwwert d'Promotioun vum Transport combiné setzt sech an d'Logik vun deene Projete Multimodal, déi schonn hei an der Chamber presentéiert goufen, an déi hunn an eisen Aen dräi Haaptvirzich.

Éischtens geet et ëm d'Diversifikatioun vun eiser Ekonomie an dorëm, en neit Standbeen am Logistiksecteur opzebauen. Zweetens ass domadder verbonnen d'Schafung vun Aarbechtsplazen, a virun allem Aarbechtsplazen an engem Beräich, wou net ëmmer déi allerhéchste Qualifikatioun virausgesat ass, dat heescht, och Aarbechtsplaze geschafe gi fir eng reell Demande, déi et um Aarbechtsmaart zu Lëtzebuerg gëtt. An drëttens, an dat ass awer och en zentrale Punkt, ass et gutt fir eng europäesch Klimapolitik, dat heescht, datt endlech de Verkéier vun der Strooss op d'Schinn eriwwergesat gëtt oder datt Initiative geholl ginn, fir dat ze förderen.

Am Géigesaz zu deene Projeten, déi virdru schonn hei waren, ass dat hei e Subventionéierungsprojet a keen Investitiounsprojet. Mir ënnerstëtzen deen, hunn awer och verschidde kritesch Reflexiounen dozou, déi deelweis och schonn hei vum Rapporteur uklénge gelooss gi sinn.

Wa gesot gëtt, datt d'Schinn net konkurrenzfäeg ass, huet dat virun allem domadder ze dinn, well d'Strooss indirekt subventionéiert ass. Dat heescht, datt si hir extern Käschten eigentlech externaliséiere kann, dat heescht, net selwer muss iwwerhuelen. An de Präis vum Giddertransport iwwert d'Strooss sinn eben net matagebonne sougenannten extern Käschten oder Kollateralschied, wéi Gesondheetsproblemer, CO_2-Ausstouss, Stauen, et cetera. Dat si Käschten, déi d'Allgemengheet eigentlech dréit.

An elo musse mer d'Schinn, an dat ass awer och dat, wat hei am Projet elo virläit, am Beräich Giddertransport direkt subventionéieren, fir eigentlech kënne mat der indirekt subventionéierter Strooss matzehalen. Bon, freeë wäerte sech doriwwer virun allem d'Frachtentreprisen, well esou de Frachttransport méi gënschteg gëtt.

An ech ënnerstëtzen do och déi Iwwerleeungen, déi de Rapporteur uklénge gelooss huet, wann et drëm geet, datt ee sech, mengen ech, net an deem dote Beräich vun engem ganze Secteur soll erpresse loossen.

Wann ee Subventioune gëtt, dann ass de But dovunner, datt dat d'Wirtschaft an eng bestëmmte Richtung guidéiere soll. An dësem Fall ass et awer, datt Subventiounen ausgi ginn, fir aner Subventiounen ze neutraliséieren an doduerjer dem Giddertransport (veuillez lire: dem schinnegebonnene Giddertransport) eng reell Chance an d'reell Méiglechkeet op den Ausbau ze ginn.

En plus kënnt derbäi, datt mer op déi doten Aart a Weis awer och net déi reell Käschten, déi sougenannte Käschtewourecht, vum Transportwiese wierklech erfueren. An esou gestalte mer net, menge mer, den ekologeschen Transport vun der Zukunft, wou mer genau déi dote Käschtewourecht, wéi an esou villen anere Beräicher, eigentlech bräichten.

Mir sinn eis awer och bewosst, datt mer duerfir virun allem en europäescht Emdenke brauchen an datt dat kee reng Lëtzebuerger Problem ass. Mä dës kritesch Reflexiounen ugeluecht, ënnerstëtze mer deen heite Projet och.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci och. An dann huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Nohaltegkeetsminister ass schonn ënnerwee.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.-* Merci, Här President. Merci éischtens och un de Rapporteur, an natierlech un all d'Deputéierten, déi hei Stellung geholl hunn, a Merci och un d'Chamber fir déi Eestëmmegkeet, déi mer hei wäerte kréien. Ech mengen, dat ass wichteg fir dee Projet hei, well et ass e wichtege Projet aus villfältege Grënn.

Ech brauch net méi drop anzegoen, firwat mer et maachen. Dat huet de Rapporteur explizitt hei erkläert. Just ee Saz, ech mengen, et geet drëms, fir dat ze förderen, wat mir scho laang um Häerz läit, nämlech d'Multimodalitéit, ze kucken, all Transportmëttele mateneen ofzeweien an ze kucken, jee nodeem wat een transportéiert a wou ee wat transportéiert, dat Transportmëttel ze huelen, wat net nëmmen, loosse mer soen, mikroekonomesch dat käschtegënschtegst ass, mä och makroekonomesch respektiv vollekswirtschaftlech dat gënschtegst ass. An dat ass ganz sécher op ville Plazen, haaptsächlech bei groussen Transporter, d'Schinn respektiv d'Schëff. An dorëms geet et hei, fir dat ze förderen.

Et ass vill geschwat ginn an der Vergaangenheet, am Zesummenhang mat der Cargolux, vun enger „double-hub strategy" tëschent Lëtzebuerg an Zhengzhou a China. Dat hei, am Fong, wat mer hei maachen, dee Subventionéierungsmechanismus, dee mer hei opbauen, dat ass och, fir eng „double-hub strategy" ze förderen, awer eng, déi reng zu Lëtzebuerg ass, nämlech tëschent dem Mäerterter Hafen an dem Multimodal zu Beetebuerg an tëschent dem Zuch an dem Schëff.

An et geet natierlech drëms, ze kucken, hei dat ze kompenséiere vu Méikäschten, déi do entstinn, haaptsächlech beim Transbordement. Ech mengen, well dat jo relativ awer opwendeg a komplizéiert ass an do Käschten entstinn, déi op der Strooss, wéi et richteg gesot ginn ass vum Marc Baum elo hei, net ëmmer, loosse mer soen, déi éischter do externaliséiert ginn an net ëmmer internaliséiert sinn, mä hei d'Entreprisë se internaliséiert hunn an deem dote Secteur, a fir dat ze kompenséieren.

Et ass also fir déi Rupture de charge ze kompenséieren, wou dat gemaach gëtt. An duerfir sinn ech frou, datt mer deen Text elo haut hei unhuelen.

Et ass och esou, datt gefrot ginn ass: Gëtt et vergläichbar Subsiden och am Ausland? Jo, et gëtt scho vergläichbarer mat deenen hei. Et geet och elo net drëms, hei ze kucken, Surenchère ze maachen, well et ass jo awer net deen eenzege Punkt, deen ausschlaggebend ass, ob déi „double-hub strategy" fonctionnéiert respektiv ob mer herno d'Gidder vun der Strooss op d'Schinn oder op d'Schëff kréien. Ech mengen, do spillen och nach ganz vill aner Facteure mat. Hei ass e klengen Deel dovunner. Et ass keen onwichtegen, mä awer e ganz klengen Deel.

Vill méi wichteg ass dat, wat mer zum Beispill zu Beetebuerg gemaach hunn, deen Invest an d'Infrastrukturen. Ech menge schonn, datt deen Terminal Multimodal zu Beetebuerg - och wann een en net ka vergläichen natierlech mat deem, wat d'Deputéierte vläicht zu Rotterdam gesinn hunn -, mä ech mengen, de Rotterdamer Hafen, dat ass natierlech eng ganz aner Dimensioun. Mä awer, zum Beispill, wat mer zu Beetebuerg um Zuch opbauen, dat ass eng Anlag, déi sech awer, géif ech soen, weltwäit weise léisst.

Ech mengen, all déi Akteuren, wann ech doruechter fueren... Als Regierungsvertrieder versichen ech jo, eis Logistik och ze verkafen an drop hinzeweisen. Ech muss awer soen, bis elo kréien ech ëmmer ganz, ganz interesséiert Echoen iwwert deen Invest, dee mer do maachen, an éischter positive Feedback.

An et gesäit ee jo och, wéi dat sech no an no entwéckelt. An och déi Initiativen, déi geholl gi vun der Gesellschaft, vun der CFL Multimodal, déi deiten drop hin, datt dat awer e Site ass, dee menger Meenung no eng ganz grouss Zukunft wäert hunn an e wichtege Bestanddeel ass vun der Strategie am Gidderverkéier op der Schinn vu Lëtzebuerg a vun der CFL-Gesellschaft an der Zukunft.

Et ass esou, datt vill investéiert ginn ass souwuel zu Beetebuerg wéi awer och zu Mäertert. Et si jo Froe gestallt ginn: Si mer prett zu Mäertert, zum Beispill, fir dat doten ze maachen? Jo, déi Quaimaueren zum Beispill, do sinn 170 Meter scho verstäerkt ginn, fir datt d'Belaaschtung vun 11 Tonnen op de Meter carré méiglech ass. De Rescht gëtt och nach verstäerkt. An 2015 sinn och dräi Milliounen an eng nei Logistikhal investéiert ginn. Et sinn 3,3 Milliounen an en neie Kran investéiert ginn, dee bis zu 124 Tonne kann hiewen an och équipéiert ass, fir zum Beispill Container aus Schëffer kënnen aus- an anzelueden.

An et ass och esou, dat ass fir eis natierlech gutt, haaptsächlech fir de Mäerterter Hafen ass et gutt, Ufank 2015 ass de Containertrafic, deen zu Tréier war, vun enger Gesellschaft komplett an de Mäerterter Hafen transferéiert ginn. Dat war och iwwregens e Grond fir déi Quaimaueren. Dat hu mer misse relativ rapid dee Moment décidéieren, wéi mer déi Opportunitéit kritt hunn. An ech si gefrot gi vum Mäerterter Hafen - respektiv Ponts et Chaussées sollt do déi Aarbechten organiséieren -, ob mer dat géife maachen. Do hu mer relativ Gas ginn, fir dat hinzekréien. Dat hu mer och hikritt an duerfir hu mer eben de Containertrafic vun Tréier op Lëtzebuerg kritt, wat sécherlech eng gutt Saach ass.

Et ass och déi Saach mat dem Wenden, déi Geschicht mam Wende vun de Schëffer. Dat hat ech an der Question parlementaire beäntwert, datt et géif gemaach ginn. An et ass entretemps och gemaach ginn, et ass fäerdeg zu Mäertert am Hafen.

An den Här Graas versteet sécher och, firwat. Hie suergt sech natierlech och iwwert déi ganz ekologesch Dimensioun, wa mer eppes an der Musel oder an de Gewässer maachen, an hie seet: Dat huet en Impakt drop! Hien huet recht. A mir hunn och, fir ze kompenséieren, zum Beispill hu mer am Hafen... D'Syr ass renaturéiert ginn, et ass och eng Fëschleeder gebaut ginn dowéinst. A mir hunn an engems och profitéiert, fir eng Anlag ze bauen, fir Stroum ze maachen. Just fir lech ze soen, datt déi Aspekter och berücksichtegt ginn, wa mer an der Musel respektiv ronderëm de Mäerterter Hafe schaffen.

Also, wéi gesot, ech mengen, déi zwou Saache kombinéiert kënnen eis nei Opportunitéite ginn, kënnen de Logistikstanduert Lëtzebuerg stäerken an engem positiven, nohaltege Sënn, well et gëtt näischt méi Nohalteges wéi d'Schëff an den Zuch, haaptsächlech fir Gidder ze transportéieren. An duerfir, mengen ech, datt dat heiten e ganz gutt Gesetz ass.

Ech wëll just nach e puer Sätz soen iwwert déi Problematik Beetebuerg mam Verkéier, déi vu verschiddenen Deputéierten opgeworf ginn ass. Ech mengen, mir hate vill Diskussioune ronderëm de Multimodal. An ech hu mer och vill Méi ginn, zesumme mam Camille Gira, scho virun annerhallwem Joer, fir mat der Biergerinitiativ Biereng 21 ze diskutéieren. Et sinn och eng ganz Rei Suggestioune komm vun der Biergerinitiativ. Déi si berücksichtegt ginn. De Projet, wéi en haut realiséiert gëtt, ass net esou, wéi en am Ufank geplangt war. Do si ganz vill Saache berücksichtegt ginn, déi vun der Biergerinitiativ komm sinn.

Duerfir, dat ass och e Beispill, datt eng Biergerinitiativ ganz konstruktiv a positiv Virschléi ka maachen, déi de Projet verbesseren. Am Sënn dann natierlech och hei fir d'Bierger ronderëm, wat de Kaméidi uelaangt, oder zum Beispill och a puncto Ëmwelt an Naturschutz. A puncto Mobilité douce sinn Iddien agefloss. Also ech mengen, et si ganz vill Saachen agefloss.

An ech wëll och drop hiweisen, datt den Ausbau vun der A3 op zweemol dräi Spuren, d'Haaptjustifikatioun dovunner net de Pendelverkéier ass vun Thionville Richtung Stad, mä ebe just de Multimodal. Well natierlech de Camionstrafic wäert zouhuelen a mer alles maachen, engersäits den Embau vun Échangeuren tëschent Beetebuerg an Diddeleng an awer och op der A3 selwer, fir datt nëmme kee Camionsverkéier eben duerch d'Uertschafte fiert. Ech mengen, dat muss d'Zil sinn, respektiv datt mer op deem Stéck - den Här Gibéryen huet sech zu Recht Suerge gemaach -, datt mer op deem Stéck net en iwwerméissegen Trafic kréie vu Camionen an doduerjer op der Autobunn iwwerhaapt näischt méi géif goen. Also dat ass de Grond, firwat ebe grad do d'Autobunn op sechs Spuren ausgebaut gëtt.

An dann ass et, dat hat mäi Virgänger schonn ugefaangen, ee Prozess mat Beetebuerg an Diddeleng, also fir mat deenen zwou Gemengen e partizipative Prozess anzeleeden, fir ze kucken, wat kéint een tëschent Beetebuerg an Diddeleng generell verbesseren am Verkéier. Dat geet dann natierlech vu Vëlospiste bis Zuch, ëffentlechen Transport, also, jee, dat ass e ganze Pak vu Mesuren. Ech hunn dee Prozess weidergefouert an deen hu mer och ofgeschloss mat de Gemengen.

An ech war och zweemol, eng Kéier op Beetebuerg an eng Kéier op Diddeleng, op Biergerversammlungen, wou mer mat de Schäfferéit zesummen déi ganz Etüd do, also dat, wat erauskomm ass, dat Verkéierskonzept, aus deem partizipative Prozess virgestallt hunn.

Do ass en Investitiounspak dra virgesi bis 2025 vun 300 Milliounen Euro, fir d'Situatioun ze verbesseren, Beetebuerg - Diddeleng, also tëschent deenen zwou Gemengen an och an de Gemengen. Do si Saachen, déi och do gemaach ginn, déi elo net nëmmen natierlech mam Multimodal ze dinn hunn, mä och mat der genereller Situatioun. Dat geet vun intelligente Luuchteschaltunge bis zu verkéiersberouegende Mesuren, déi och zum Beispill dra sinn.

An ech mengen, wa mer dat alles realiséiert hunn, souwuel dat, wat op der A3 geschitt, wéi déi grouss Échangeuren, plus dat ganzt Verkéierskonzept eng Kéier ëmgesat hunn, da wäert d'Situatioun sech, verkéiersméisseg gesinn, ganz sécher verbesseren an deenen zwou Gemengen an och tëschent deenen zwou Gemengen. An da wäert och sécherlech vill gemaach gi si fir d'Liewensqualitéit vun deene Leit.

Iwwregens ass och virgesinn am Kader vum Ausbau vun der A3, also op enger ganz, ganz laanger Distanz ass e Schallschutz virgesinn. Et war jo elo eng gréisser Polemik entstanen zu Beetebuerg, an der Gemeng Beetebuerg, wéinst enger Aarbecht, déi gemaach ginn ass op der Autobunn selwer, wou behaapt ginn ass, et wären ekologesch wäertvoll Beem ewechgeholl ginn. Wat awer manifestement net stëmmt, dat wëll ech awer hei nach eng Kéier ënnersträichen. Dat ass e Projet, deen ass superviséiert gi vu Biomonitor an deen ass ënner strengsten Oplage gemaach ginn.

Iwwregens, déi Beem, déi do ewechgeholl gi sinn, dat waren emol keng einheimesch Hëlzer. Do ass och, vun der ekologescher Wäertvollheet, awer nu wierklech net vill derzou ze soen. An dunn ass gemengt ginn, do wär awer elo duerch de Fait, datt déi ewechgeholl gi sinn, hätt dat en zousätzleche Kaméidi provozéiert fir d'Leit, déi do wunnen.

Dat bezweifelen ech. Ech menge schonn, datt de Kaméidi zougeholl huet fir déi Leit, däers sinn ech mer sécher, well de Verkéier zougeholl huet natierlech op der A3. Mä dat huet awer näischt domat ze dinn, mat de Beem. Well ënnert dem Strëch soen ech Iech: Beem an Hecken huele kee Schall op, déi sauge kee Schall op! Duerfir muss ee schonn e richtege Schallschutz bauen. Dat ass vläicht esou psychologesch empfonnt ginn.

Well aus Sécherheetsgrënn näämlech ass dat Gehecks do ewechgeholl ginn, well dat hätt kënnen op d'Autobunn falen. Mä et ass awer net aus deem Grond, firwat datt de Kaméidi als méi haart empfonnt gëtt oder wahrscheinlech och ass, mä éischter well de Verkéier ganz staark zouhëlt. An et ass e Schallschutz virgesinn am Kader vum Ausbau vun der Autobunn. Ech mengen, dat hat ech och deenen zwou Gemenge schonn eng Kéier virgestallt. An dee wäert och realiséiert ginn.

Mir hunn e souguer nach, op Demande hin, ënner anerem op enger Biergerversammlung hu mer nach de Schallschutz verlängert, souguer bis op eng Plaz hin, wou laut de Moossungen op alle Fall net emol souguer d'Grenzwäerter iwerschratt gi sinn. Also ech menge schonn, datt do u villes geduecht gëtt, och am Intérêt eben, fir d'Liewensqualitéit vun de Bierger ze verbesseren.

Et bleift natierlech, datt dat elo e schwaachen Trouscht ass, wann ech soen, datt alles dat doten eréischt zesummen 2025 fäerdeg ass. Mä nach musse mer et maachen. Ech mengen, dat si gewalteg Investissementer! Well déi 300 Milliounen, wou ech gesot hunn, dat si reng zousätzlech Mesuren.

Do kommen nach eng Kéier 180 bis 190 Milliounen derbäi fir den Ausbau vun der A3 op sechs Spuren. Also déi sinn net do mat agerechent. Dat heescht, am Total ginn tëschent Bierchem, tëschent dem Gaasperecher Kräiz, loosse mer esou soen, an Diddeleng gi ronn 500 Milliounen investéiert an deenen nächste Joren an d'Verkéierssituatioun, fir déi verbessert ze kréien. An ech mengen, wann dat alles bis realiséiert ass, da wäert d'Situatioun sech och ganz sécher verbesseren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat ass d'Diskussioun iwwert de Projet de loi 6645 ofgeschloss a mer kënnen direkt zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6645 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet de loi 6645 ass mat 57 Jo-Stëmmen ouni Enthalungen an ouni Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Diane Adehm), Nancy Arendt (par M. Marco Schank), MM. Emile Eicher (par Mme Octavie Modert), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol (par Mme Cécile Hemmen), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Lex Delles), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

6. Changements de composition des commissions parlementaires et d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale

Ech géif Iech bieden, nach eng Sekonn ze bleiwen, net méi. Et geet nääämlech drëm, fir opgrond vum Changement bei der Sensibilitéit déi Lénk eng Rei vu Changementer an de Kommissiounen ze entérinéieren. An dat gëllt: fir d'Kulturkommissioun, fir d'Institutiounskommissioun, fir d'Gesondheetskommissioun, fir d'Aarbechtskommissioun a fir den CPI, wou all Kéiers den Här Baum den Här Urbany géif ersetzen.

Ass d'Chamber domat d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert. An da kënnt Der och elo ufänke mat schaffen.

Domat ass d'Sëtzung eriwwer. A mir gesinn eis muer um zwou Auer erëm. Merci.

(Fin de la séance publique à 18.14 heures)

Sommaire des séances publiques nos 23, 24 et 25

23e séance

Ouverture de la séance publique p. 357

Débat de consultation sur la révision du code forestier p. 357-363

6924 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 5 juin 2009 portant création de l'Administration de la Nature et des Forêts p. 363
6925 - Projet de loi modifiant la loi du 13 septembre 2012 portant création d'un pacte climat avec les communes p. 363-364

6927 - Projet de loi modifiant 1) la loi du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés et 2) la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques p. 364-365

6807 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques;

2. la loi électorale modifiée du 18 février 2003 (suite) p. 365

24e séance

Ouverture de la séance publique p. 366

Communications p. 366

Ordre du jour p.367

Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser p. 367

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°175 du 19 avril 2016 de M. Aly Kaes relative à la prévention des attaques cérébrales dues à un foramen ovale perméable, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 367-368

- Question n°174 du 15 avril 2016 de M. Gusty Graas relative à la pollution de l'Attert suite à un incident à Colmar-Berg, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement p. 368

- Question n°176 du 18 avril 2016 de Mme Cécile Hemmen relative aux procédures à suivre par un individu en vue de dénoncer un cas de maltraitance animale aux autorités publiques, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs p. 368

- Question n°177 du 19 avril 2016 de M. Roy Reding relative à l'imposition de la plus-value immobilière, adressée à M. le Ministre des Finances p. 368-369

- Question n°178 du 18 avril 2016 de Mme Josée Lorsché relative au projet des affichages en temps réel aux arrêts des autobus régionaux RGTR, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 369

- Question n°179 du 19 avril 2016 de M. Gilles Roth relative à l'interdiction de la dissimulation du visage dans les lieux publics, adressée à M. le Ministre de la Justice p. 369

- Question n°180 du 18 avril 2016 de M. André Bauler relative à l'usage de montres électroniques/digitales qui permettent d'enregistrer des documents et des informations, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 369-370

- Question n°181 du 19 avril 2016 de M. Roy Reding relative aux modifications du Code de la route concernant les véhicules traînés, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 370

- Question n°182 du 18 avril 2016 de M. Max Hahn relative à la mise en place d'un système d'alerte et d'information, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur p. 370

- Question n°183 du 19 avril 2016 de M. Marco Schank relative à la sécurité sur les tronçons ferroviaires à voie unique, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 370-371

- Question n°184 du 19 avril 2016 de M. Félix Eischen relative au projet d'aménagement d'un Park&Ride à Arlon, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 371

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la rencontre entre un membre de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État et un témoin
et
Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet des suites judiciaires données à ce jour aux constatations de la Commission d'enquête de dysfonctionnements du Service de Renseignement (SRE) p. 371-377

Ordre du jour (suite) p. 377

Motion de M. Fernand Kartheiser relative à la maîtrise de la langue luxembourgeoise par le personnel travaillant dans toutes les crèches publiques et toutes les structures pour enfants p. 377-379

6811 - Projet de loi modifiant la loi du 4 décembre 2007 sur la réutilisation des informations du secteur public p. 379-381

6947 - Projet de loi portant approbation du Protocole sur l'application provisoire de l'Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet, signé à Luxembourg, le 1er octobre 2015 p. 381-382

6908 - Projet de loi sur la reconnaissance du mariage au Grand-Duché de Luxembourg et modifiant le Code civil p. 383

Hommage à M. Serge Urbany p. 383

25e séance

Ouverture de la séance publique p. 384

Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés p. 384-385

Heure d'actualité de la sensibilité politique ADR au sujet d'un premier bilan relatif aux radars fixes p. 385-388

6588 - Projet de loi portant

a) organisation des services de taxis et

b) modification du Code de la consommation p. 388-393

6645 - Projet de loi relatif à la promotion du transport combiné p. 393-398

Changements de composition des commissions parlementaires et d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale p. 398

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°10** • SESSION ORDINAIRE 2015-2016

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1811	André Bauler	Friches industrielles de Wiltz
1823	Serge Urbany	Accessibilité de la gare de Bascharage-Sanem aux usagers du train
1826	Marcel Oberweis	Tourisme à la pompe
1855	Martine Hansen	Projet intégré final
1857	Sylvie Andrich-Duval, Serge Wilmes	Travaux de construction du nouveau tram
1866	Laurent Zeimet	Refonte des plans d'aménagement général
1867	David Wagner	Transferts de jeunes joueurs de football
1872	Claudia Dall'Agnol	Congé-jeunesse
1875	Taina Bofferding	Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale
1876	Marc Spautz	Zone industrielle «Um Monkeler»
1877	Marc Spautz	Équivalence du niveau d'étude
1879	Franz Fayot	Démolition de l'ancienne salle de sport située dans la rue de la Tour Jacob
1880	André Bauler, Simone Beissel	Nom des enfants
1882	Martine Hansen, Aly Kaes, Emile Eicher, Marco Schank	Capacités des services d'urgence au Luxembourg
1883	Léon Gloden, Gilles Roth	Directive «crédit hypothécaire»
1885	Marcel Oberweis	Survol de sites sensibles par des drones
1886	Martine Mergen	Langue des signes
1887	Cécile Hemmen	Éducation différenciée
1888	André Bauler, Gusty Graas	Constructions existantes en zone verte
1889	André Bauler	École de musique du canton de Redange
1890	Claude Adam, Gérard Anzia	Partage des données des clients d'un compte chèque postal
1891	Claudia Dall'Agnol	Financement de l'enseignement musical
1892	Marcel Oberweis	Processus de Bologne
1893	Laurent Mosar	Abaissement des taux directeurs par la Banque centrale européenne
1894	Laurent Mosar	«Cluster» dédié au secteur automobile
1895	Diane Adehm, Gilles Roth	Taux d'intérêt en matière fiscale
1897	Marcel Oberweis	Transposition de la directive «Seveso III»
1898	Diane Adehm, Gilles Roth	Partenariat entre POST Luxembourg et Banque Raiffeisen
1899	Claudia Dall'Agnol	Marchés nationaux de l'électricité et du gaz naturel
1900	Diane Adehm, Gilles Roth	Taux d'intérêt de retard
1901	Félix Eischen, Laurent Mosar	Exposition universelle de Dubaï en 2020
1902	Fernand Kartheiser	Traitement de patients souffrant de douleurs chroniques
1903	Félix Eischen	Armes à feu imprimées en 3D
1904	Max Hahn, Claude Lamberty	Unités cynotechniques
1905	Joëlle Elvinger, Max Hahn	Fermeture de bureaux de POST
1906	Claudia Dall'Agnol	Miroirs routiers
1907	Alexander Krieps, Edy Mertens	Prix des médicaments du cancer
1908	Marco Schank	Désherbage thermique
1909	Marc Lies	Changements sur la ligne de bus RGTR 144
1910	Joëlle Elvinger	Eurovignette
1911	Gilles Baum	Organisation de la mobilité sur le site de Belval
1912	Claude Lamberty	Répartition des fonds de l'Œuvre Grande-Duchesse Charlotte
1913	Marc Spautz	Prêt étudiant
1914	Diane Adehm, Gilles Roth	Prise en charge des demandeurs d'asile
1915	Alexander Krieps	Vaccination contre le «Human Papilloma Virus» (HPV)
1916	Diane Adehm, Gilles Roth	«Platzverweis»
1917	Martine Hansen	Réforme de la formation professionnelle
1918	Diane Adehm, Gilles Roth	Radars fixes
1919	Marc Spautz	État des centrales nucléaires française
1921	Gast Gibéryen	Services de soins lors d'une hospitalisation
1922	Laurent Mosar, Gilles Roth	Faits de violence survenus dans un foyer d'accueil pour demandeurs d'asile
1923	Claude Lamberty, Alexander Krieps	Nouveaux centres pour personnes toxicomanes
1924	Gusty Graas	Passages pour piétons
1926	André Bauler, Edy Mertens	Promotion des produits du terroir dans les hôpitaux
1927	Georges Engel	Droit du travail pour les parents d'enfants issus d'une gestation pour autrui
1928	Josée Lorsché, Viviane Loschetter	Taux de TVA sur les produits d'hygiène féminine
1929	Frank Arndt	Accords volontaires de gestion de la production et de l'offre de lait au niveau des organisations de producteurs et coopératives
1932	Nancy Arendt	Présence du Ministre des Sports lors d'assemblées générales de fédérations sportives
1991	Françoise Hetto-Gaasch	Congé parental

Question 1811 (12.02.2016) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **friches industrielles de Wiltz:**

Depuis des années, il est prévu de reconvertir les friches industrielles de Wiltz et de leur réserver un rôle particulier dans le développement économique et social de la région.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il en mesure de dresser un état des lieux des travaux qui ont été réalisés en 2014 et en 2015? Quels sont les travaux prévus pour l'année en cours?

- Quels sont les investisseurs qui auraient manifesté leur intérêt durant l'année 2015 à venir s'établir sur les friches?

- À quel point le sujet de l'économie circulaire peut-il être concrétisé dans le cadre de la revitalisation de cet ancien site industriel?

Réponse commune (19.04.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert de l'état d'avancement des travaux de réhabilitation des friches industrielles de Wiltz.

En 2014 et 2015, le Fonds du Logement a procédé aux travaux de désamiantage et de dépollution du terrain, ainsi qu'à la démolition des bâtiments et à la mise en sécurité de l'ancien site industriel Eurofloor/Tarkett. Le bâtiment de direction et la cheminée ont été conservés tel que prévu dans le schéma directeur. Cette première phase des travaux représente environ 80% des volumes à démolir.

En avril 2016, le Fonds passera commande pour les travaux de désamiantage des bâtiments démolis en seconde phase. La fin des travaux est prévue pour fin 2016.

Les travaux routiers projetés à l'endroit des friches industrielles de Wiltz se feront en trois lots:

- Le premier lot consiste en l'aménagement d'un giratoire formé par les routes N26 et N26A à l'entrée ouest de Wiltz (entrée en ville-haute/ville basse), le réaménagement de la rue Michel Thilges (N26A) jusqu'à la jonction avec la rue de l'Industrie ainsi que l'aménagement d'une amorce en direction des friches industrielles.

- Le deuxième lot comprend la nouvelle liaison entre la rue Michel Thilges (N26A) et la route de Winseler (CR319) donnant un accès direct à travers les friches industrielles de Wiltz ainsi que le réaménagement de la rue de Winseler.

- Enfin, le troisième lot prévoit le réaménagement de la rue Michel Thilges entre la rue de l'Industrie et l'avenue du 31 août 1942.

Le projet d'exécution du 1er lot est en train d'être finalisé de façon à ce que les travaux peuvent être mis en adjudication prochainement, l'exécution étant prévue en 2016/2017. La réalisation du deuxième lot avec l'accès vers les friches industrielles est programmée pour 2017/2018.

L'économie circulaire permet de réduire voire supprimer les effets négatifs des activités humaines sur l'environnement, de favoriser la cohésion sociale, de créer de l'emploi et de réduire les besoins en matières premières et en énergies fossiles tout en réduisant les coûts de fonctionnement d'un bâtiment, d'un quartier ou d'une ville. Il s'agit d'un modèle très prometteur et à fort potentiel économique, écologique et social et son intégration partielle ou complète dans le développement d'un quartier résidentiel est fortement à encourager.

Des exemples à l'étranger, notamment aux Pays-Bas, similaires à l'ancien site industriel de Wiltz, laissent à penser que la zone s'apprête à un développement tenant compte des principes circulaires. Le Gouvernement souhaite développer Wiltz comme commune pilote de l'économie circulaire et encourage fortement la prise en compte des principes de l'économie circulaire dans le développement de l'ancien site industriel.

Il est à noter que lors d'une conférence de presse en date du 13 octobre 2015 de la Secrétaire d'État à l'Économie Francine Closener, du Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures Camille Gira et du bourgmestre de la ville de Wiltz Frank Arndt, plusieurs projets pilotes ont été présentés qui font de la ville de Wiltz le futur «hotspot» de l'économie circulaire. Intégrer les principes de l'économie circulaire dans la reconversion des anciennes friches industrielles à Wiltz est un des projets phares du «hotspot».

En sa qualité de maître d'ouvrage, le Fonds du Logement est actuellement en train d'établir un master plan pour la reconversion de l'ancien site industriel selon les principes de l'économie circulaire. Pour ce faire, il travaille en étroite collaboration avec plusieurs partenaires tels que la Ville de Wiltz, Luxinnovation, l'Université du Luxembourg ainsi que différents ministères et administrations.

En outre, le cluster «Luxembourg EcoInnovation» est fortement actif dans le domaine de l'économie circulaire et se propose, ensemble avec ses membres, comme partenaire institu-

tionnel en vue d'établir un concept circulaire pour le site en question.

Question 1823 (17.02.2016) de **M. Serge Urbany** *(déi Lénk)* concernant l'**accessibilité de la gare de Bascharage-Sanem aux usagers du train:**

Le parking de la gare de Bascharage-Sanem avec ses 241 places et quatre places pour personnes à mobilité réduite, se situant des deux côtés de la gare, est régulièrement, et déjà tôt le matin, rempli de voitures. Un certain nombre de voyageurs, à la recherche désespérée d'un endroit pour se garer, qui se garent le long des voies d'accès du côté de Sanem, où il n'y a pas de maisons, sans gêner les autres automobilistes, se trouvent confrontés depuis quelques semaines à des procès-verbaux de la police de la commune de Bascharage pour «parking non autorisé». Comme il n'y a pas d'autres possibilités pour se garer dans un important périmètre autour de la gare, ces automobilistes sont forcés de continuer leur trajet, le plus souvent professionnel, en voiture, contribuant ainsi aux embouteillages matinaux. Il faut ajouter, pour être complet, que les lignes de bus du TICE ne sont souvent pas harmonisées avec les horaires de train, ce qui augmente encore les problèmes des usagers des transports en commun.

En partant de cette situation contraire aux objectifs d'un transport en commun, pratique et facilement accessible, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Le Ministère du Développement durable et des Infrastructures est-il au courant de cette situation?

2. Que proposez-vous pour régler le problème de manque de place au P&R Bascharage-Sanem, à court, moyen et long terme?

3. Êtes-vous en contact avec la commune de Bascharage, mais aussi la commune de Sanem et le TICE, pour trouver une solution aux problèmes d'accessibilité à la gare de Bascharage-Sanem par voiture et par bus? Ne faudrait-il pas instituer un groupe de travail ad hoc?

4. Ne pensez-vous pas qu'il serait nécessaire de se concerter avec la commune de Bascharage afin que la police ne sanctionne plus systématiquement des automobilistes qui ne sont ni en stationnement gênant ni en stationnement interdit, mais simplement en stationnement «non autorisé» (à supposer d'ailleurs répréhensible cette «infraction»)? Ne faudrait-il pas marquer à très court terme des emplacements supplémentaires aux endroits où cela serait parfaitement possible?

Réponse (18.04.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°1823 du 17 février 2016, l'honorable Député Monsieur Serge Urbany souhaite s'informer sur l'accessibilité de la gare de Bascharage-Sanem aux usagers de train et sur les démarches prévues pour pallier au manque de places de stationnement à cet endroit.

En effet, l'on est au courant des problèmes de stationnement actuellement existants près de la gare de Bascharage-Sanem.

À cet effet, il est prévu que la commune crée elle-même environ 60 places de stationnement supplémentaires sur la partie nord du P&R de Bascharage-gare.

En outre, j'ai chargé les CFL d'étudier la possibilité de réaliser un P&R en ouvrage sur la partie sud du P&R de Bascharage-gare. Dès réception d'une première étude de faisabilité à cet effet, des concertations seront entamées aussi bien avec la commune de Bascharage-Sanem qu'avec le TICE afin de se concerter, le cas échéant, sur la réalisation de ce projet.

Question 1826 (18.02.2016) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **tourisme à la pompe:**

Dans le cadre de l'heure de questions au Gouvernement du 1er décembre 2015, Monsieur le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures a annoncé vouloir présenter les résultats de l'étude ayant pour objet d'évaluer, entre autres, l'impact à moyen et long terme de la sortie virtuelle du «tourisme à la pompe» après analyse des ventes de produits pétroliers pour l'année 2015.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures:

- Les chiffres de vente de produits pétroliers pour l'année 2015 sont-ils désormais disponibles?

- Dans l'affirmative, quand le Gouvernement entend-il présenter les résultats de l'étude du «tourisme à la pompe»?

Réponse (19.04.2016) de **M. Camille Gira,** *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures:*

À ce jour, les chiffres officiels concernant la vente de produits pétroliers du dernier trimestre 2015 n'ont pas encore été publiés par le Statec.

Question 1855 (26.02.2016) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **projet intégré final:**

Le SEW/OGB-L demande dans un communiqué de presse du 16 février 2016 l'organisation d'une session de rattrapage du «projet intégré final» (PIF) au mois de septembre pour les classes de la formation administrative et commerciale dans la formation de technicien. Sans une telle session, les élèves qui comptent poursuivre des études supérieures risquent de perdre une année complète (demi-année pour ceux qui comptent entrer sur le marché du travail).

Ce problème n'existe pas seulement pour la formation de technicien dans la spécialité administrative et commerciale, mais pour toutes les formations professionnelles (DAP, DT).

Sachant que l'organisation d'un «projet intégré» demande un travail important d'organisation et de préparation, ainsi que la mise en place d'un dispositif logistique, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Est-ce que Monsieur le Ministre a analysé les possibilités d'organisation d'une session de rattrapage pour le projet intégré final au mois de septembre?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les conclusions?

- Est-ce que l'organisation d'un PIF pour la formation administrative et commerciale demande une organisation moins exigeante que pour les autres formations?

- Le Ministre a-t-il analysé la possibilité d'organiser une session de rattrapage spécialement pour la section «administrative et commerciale»?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les conclusions?

- Est-ce que cette possibilité a été discutée avec les équipes curriculaires concernées, respectivement avec les directions des lycées concernés?

- Est-ce qu'actuellement des modules de rattrapage pour le PIF sont organisés pour les différentes formations afin de mieux préparer les étudiants à la session de rattrapage?

Réponse (19.04.2016) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Suite à la décision de reporter d'une année la mise en œuvre de la réforme de la formation professionnelle pour la formation du technicien section administrative et commerciale (DT CM), les élèves et apprentis qui sont inscrits dans cette formation se verront passer pour la première fois le projet intégré final (PIF) fin avril en ce qui concerne la partie théorique et en juin en ce qui concerne la partie pratique du projet intégré final.

En ce qui concerne les questions de l'honorable Députée, les réponses sont les suivantes:

Le PIF du DT CM, comme d'ailleurs tous les autres PIF, se base sur des situations professionnelles concrètes nécessitant plus qu'une simple reproduction d'un savoir respectivement de connaissances scolaires. Les élèves n'ayant pas réussi le PIF ont besoin de plus de temps pour remédier à leurs lacunes et surtout ne peuvent pas y pallier seuls durant les vacances d'été. L'expérience faite dans l'enseignement secondaire et secondaire technique avec les épreuves d'ajournement organisées en septembre démontre clairement que les taux d'échec à ces épreuves sont trop élevés et dépassent souvent les 50%.

Ainsi semble-t-il être plus judicieux de proposer aux élèves et apprentis des cours de rattrapage durant le semestre d'hiver afin de leur donner plus de chances pour réussir leur PIF lors de la session de rattrapage en février 2017.

L'affirmation que «pour la formation administrative et commerciale demande une organisation moins exigeante que pour les autres formations», ne répond pas à la réalité. En effet, tandis que pour la plupart des formations il n'y a que quelques lycées qui offrent ces formations et doivent donc organiser un projet intégré, la situation est plus compliquée pour les formations offertes dans plusieurs lycées.

Pour la formation DT CM, 14 lycées sont impliqués et il va de soi que cette organisation est d'office plus complexe.

Afin de pouvoir prendre une décision pour les démarches futures, je propose d'attendre le bilan des résultats de la première session du PIF DT CM.

Question 1857 (29.02.2016) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** et **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant les **travaux de construction du nouveau tram:**

Selon les responsables de LuxTram, les travaux de construction du nouveau tram à Luxembourg-ville avancent comme prévu. La mise en service du premier tronçon du tram, entre le Pont Rouge et Luxexpo est prévue pour le deuxième semestre 2017, en même temps que celle de la future gare ferroviaire «Pfaffenthal-Kirchberg» et de son funiculaire.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer si les constructions de l'arrêt «Pfaffenthal-Kirchberg» et du tronçon «Pont Rouge/Luxexpo» vont être achevées et opérationnelles de façon simultanée?

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer sur la desserte de la future gare ferroviaire?

- Combien de trains par heure et par sens vont desservir la nouvelle gare ferroviaire?

- Des aménagements sont-ils prévus à la gare de Dommeldange pour le rebroussement des trains en provenance du sud du pays et, le cas échéant, lesquels?

- Quand ces travaux pourraient-ils démarrer?

Réponse (19.04.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En effet, la mise en service commerciale du tramway qui reliera Luxexpo au Pont Rouge est prévue au courant du deuxième semestre 2017. Ce premier tronçon permettra de desservir huit stations de tramway sur le Kirchberg, y compris l'arrêt tram de la nouvelle gare «Pfaffenthal-Kirchberg».

La nouvelle gare ferroviaire «Pfaffenthal-Kirchberg» sera opérationnelle à partir du changement traditionnel d'horaire auprès des CFL, à savoir le 10 décembre 2017. Elle sera desservie par quatre trains par heure et par sens. À l'aller, deux trains poursuivront ensuite leur parcours vers Troisvierges et les deux autres vers Diekirch. Au retour, les quatre trains marqueront leur terminus en gare de Luxembourg. Toutefois, pendant une phase transitoire qui s'étendra entre fin 2017 et 2020, certains de ces trains seront prolongés vers la ligne du Sud au retour, voire auront leur origine sur la ligne du Sud à l'aller.

En 2020, après la fin des travaux de transformation de la gare de Luxembourg (construction des quais V et VI), la gare de «Pfaffenthal-Kirchberg» sera desservie par six trains par heure en provenance de la ligne du Sud et vice versa. Parmi ces six trains, quatre continueront vers la ligne du Nord et deux marqueront leur arrêt commercial final en gare de «Pfaffenthal-Kirchberg» avant de continuer vers Dommeldange pour des raisons d'exploitation technique.

En gare de Dommeldange, des aménagements pour le rebroussement des trains sont prévus et concernent la partie Nord de cette gare. Les études concernant l'avant-projet sommaire (APS) y relatives démarreront sous peu.

Les travaux en gare de Dommeldange démarreront au cours du premier semestre 2019.

Question 1866 (03.03.2016) de **M. Laurent Zeimet** *(CSV)* concernant la **refonte des plans d'aménagement général:**

Dans une circulaire adressée aux administrations communales en date du 1er mars 2016 concernant la refonte actuelle des plans d'aménagement général (PAG) des communes, Monsieur le Ministre de l'Intérieur a rendu attentif au fait que les communes sont tenues de soumettre leur projet de PAG à une évaluation environnementale dite «SUP» dont la réalisation risque de durer parfois jusqu'à 15 mois.

Lors de l'heure de questions au Gouvernement du 24 février 2016, Madame la Ministre de l'Environnement a précisé que l'analyse des «SUP» par le Ministère prend en moyenne douze mois.

Sachant que les projets d'aménagement général doivent être soumis à l'approbation du conseil communal jusqu'au 8 août 2018, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre estime-t-il que les communes peuvent respecter la date boutoir de 2018 au vu des différents délais concernant la réalisation et l'évaluation de la «SUP»?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que les différentes procédures en relation avec la «SUP» devraient être accélérées sinon simplifiées?

Réponse (15.04.2016) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

En réponse à la question de l'honorable Député au sujet de la refonte des plans d'aménagement général, il y a tout d'abord lieu de rappeler que la loi du 14 juin 2015 portant modification de l'article 108 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain a prolongé la date limite pour la refonte complète des plans et projets d'aménagement général des communes jusqu'au 8 août 2018. Cette loi a, d'ailleurs, réduit l'ampleur de la sanction en cas de non-respect de ce délai. Les projets d'aménagement général ne deviendront, en effet, plus caducs, mais toute modification des plans d'aménagement général sera défendue et plus aucune procédure d'adoption d'un plan ou projet d'aménagement particulier «nouveau quartier» ne pourra être entamée.

Sachant que la réalisation d'une évaluation environnementale peut perdurer, j'ai tenu à sensibiliser les responsables communaux, par ma circulaire n°3352 du 1er mars 2016, à faire procéder, dans les meilleurs délais, à une telle évaluation environnementale de leur projet d'aménagement général afin de pouvoir respecter le délai du 8 août 2018, ce qui, au stade actuel, est encore parfaitement réalisable.

Il n'est, par ailleurs, pas exclu que la législation nationale relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, qui émane de la législation européenne, soit amendée.

Question 1867 (04.03.2016) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant les **transferts de jeunes joueurs de football:**

Dans son rapport 2015, l'Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand (ORK) consacre un chapitre aux indemnités de formation lors des transferts de jeunes joueurs. Il y décrit les modalités de transferts pour des joueurs et joueuses à partir de l'âge de onze ans, inscrites notamment dans le règlement de la Fédération Luxembourgeoise de Football (Section 8), qui permettent au club cédant de fixer librement une indemnité à régler par le club accueillant, ou à défaut et dans la plupart des cas par les parents, lorsqu'un joueur mineur et amateur veut changer de club de football.

Dans la pratique, cela expose régulièrement des parents à un chantage financier de la part du club cédant, étant amenés à négocier «le prix» de leurs propres enfants, qui s'élève généralement à plusieurs centaines d'euros. Il peut également s'ensuivre que, lorsque l'enfant n'est pas satisfait de son club (p. ex. mauvaise ambiance, mauvaises conditions d'entraînement, etc.), mais que les parents ne sont pas en mesure de payer l'indemnité, l'enfant soit amené à arrêter son engagement sportif.

L'ORK conclut d'ailleurs dans son rapport 2015: «Il n'est pas nécessairement intelligible à quoi peut servir cette pratique de transferts payants, pratiquée d'ailleurs aussi dans d'autres disciplines et fédérations. Qu'entre eux des adultes responsables de clubs ou responsables de clubs et parents, soient amenés par ce système à discuter si et combien ils peuvent exiger pour un jeune joueur nous semble malsain. Ce genre de transactions ne devrait pas exister pour des jeunes mineurs qui restent 100%

amateurs. Libre aux clubs et aux fédérations de faire leurs comptes après la majorité du joueur.»

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre des Sports:

1. Trouvez-vous justifié qu'un club de football (ou des associations d'autres disciplines sportives) puisse exiger une telle indemnité de formation pour des enfants lors d'un transfert, compte tenu du fait que la plupart de ces associations sont subventionnées par l'État et que les parents versent déjà une cotisation annuelle au club?

2. Trouvez-vous justifié que le club cédant peut fixer librement et individuellement pour chaque enfant la somme à régler, alors que, s'il s'agit effectivement d'une indemnité de formation tel que le prétendent les associations sportives, les frais de formation devraient être les mêmes pour chaque enfant?

3. Êtes-vous d'avis que cette pratique est compatible avec les droits des enfants?

4. N'êtes-vous pas d'avis que le législateur devrait intervenir par rapport à ces pratiques pour protéger les enfants d'éventuelles répercussions négatives?

Réponse commune (18.04.2016) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

Les États ayant ratifié la Convention internationale des droits de l'enfant, dont le Luxembourg, ont convenu que «l'éducation des enfants doit viser à favoriser notamment l'épanouissement de la personnalité de l'enfant et le développement de ses dons et de ses aptitudes mentales et physiques, dans la mesure de leurs potentialités».

Dans ce contexte, l'État encourage depuis des années les clubs sportifs, dont les clubs de football, à investir dans l'encadrement et la formation des jeunes par l'engagement d'entraîneurs qualifiés. À l'heure actuelle, le coût de certaines formations dépasse le total des cotisations annuelles payées par les parents et des subsides accordés par le Ministère des Sports. Complémentairement à l'amélioration des conditions physiques et des compétences techniques des enfants inscrits, les clubs visent parallèlement à assurer de bons résultats sportifs et le renouvellement de leurs équipes pour leur propre club. Cette motivation explique le financement par des moyens propres d'une partie de la formation.

Si un joueur quitte son club sportif, il le fait en général après avoir bénéficié d'un certain nombre d'années de formation spécifique dont le coût dépasse sa propre contribution financière. Si la motivation de quitter son équipe est de se retirer de ce sport, le club ne va pas lui facturer la formation reçue. Il en est de même si la motivation vient du fait d'un déménagement et s'il choisit un club sportif proche de son nouveau domicile.

Si par contre la motivation de quitter un club est celle de rejoindre un autre club, pour des raisons liées à ce nouveau club, l'ancien club estime que son travail d'entraînement va bénéficier potentiellement aux résultats sportifs du nouveau club et une indemnité de formation est dès lors demandée à ce dernier.

Le système du transfert des jeunes dans le football au Luxembourg est réglementé dans l'article 51 du règlement de la FLF sur les membres licenciés, transferts nationaux et transferts internationaux.

Il a pour objectif de valoriser la formation des jeunes joueurs dans les clubs et il est aussi bien dans l'intérêt des joueurs mineurs que des clubs concernés et notamment des plus petits clubs.

Le principe des indemnités de formation lors de transferts de jeunes joueurs est par ailleurs mondialement appliqué, aussi bien par la FIFA que par l'UEFA. Il ne se limite pas au football mais existe dans bien d'autres disciplines sportives.

D'un point de vue des droits de l'enfant, cette pratique appelle les observations suivantes:

Dans toutes les décisions qui concernent un enfant, qu'elles soient le fait des institutions publiques ou privées, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale.

Si un enfant ne se sent pas bien encadré dans un club, si le contact avec les autres joueurs ou avec l'entraîneur n'est pas bien vécu ou si ses amis viennent de rejoindre un autre club, il est dans l'intérêt de l'enfant de changer de club.

L'enfant a le droit au jeu et aux activités récréatives. L'enfant doit pouvoir rejoindre un club sportif pour faire du sport. Pour l'enfant, le sport doit pouvoir rester une activité récréative.

L'enfant n'appartient à personne, il est membre d'un club. L'application du chèque service aux clubs sportifs a témoigné de cette approche du Gouvernement. Il est vrai que les règles de transfert ont été développées pour les joueurs adultes, dans une visée de compétition entre clubs sportifs, et non dans une visée éducationnelle ou récréative.

L'enfant doit avoir le droit de participer à toute décision qui le concerne, dans les limites de son âge, de son niveau de maturité et de ses capacités de discernement.

Le Gouvernement se doit de rappeler le principe de la subsidiarité du mouvement sportif inscrit dans la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le sport et ne peut dès lors qu'encourager les clubs sportifs à tenir compte de la particularité des joueurs mineurs et d'appliquer ce système d'indemnité de formation avec sagesse.

Question 1872 (07.03.2016) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **congé-jeunesse:**

L'article L.234-2 du Code du Travail tel qu'il a été modifié par la loi du 24 octobre 2007 portant création d'un congé individuel de formation et modifiant e. a. la loi modifiée du 4 octobre 1973 concernant l'institution d'un congé-éducation, dispose ce qui suit:

«La durée du congé-jeunesse complet ne peut dépasser soixante jours. Nul ne peut bénéficier d'un congé-jeunesse de plus de vingt jours par période de deux ans. Ce congé peut être fractionné; chaque fraction doit comporter au moins deux jours, sauf s'il s'agit d'une série cohérente de cours dont chacun dure une journée seulement.

La durée du congé-jeunesse ne peut être imputée sur le congé normal tel qu'il résulte des articles L.233-1 à L.233-15 ou d'un accord collectif ou individuel.»

Avec la modification de la loi du 4 octobre 1973 concernant l'institution d'un congé-éducation en l'an 2007, les compteurs des jours de congé accordés en vertu de la loi de 1973 auraient été remis à zéro en 2008. Or, il s'avère que de nombreux bénévoles, par exemple dans le domaine du scoutisme, ont atteint ou atteindront sous peu la limite des soixante jours de congé-jeunesse et seront de ce fait obligés de limiter leur engagement.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance du problème exposé ci-avant?

- Le Gouvernement songe-t-il à modifier l'article L.234-2 du Code du Travail en vue de remédier à cette situation? Dans la négative, comment le Gouvernement compte-t-il assurer que l'engagement bénévole ne souffre d'un épuisement progressif du congé-jeunesse dans le chef des intéressés?

Réponse commune (19.04.2016) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire sont conscients de cet état de fait. En effet, la loi prévoit un maximum de 60 jours de congé-jeunesse. Vu le nombre restreint de personnes ayant jusqu'à présent atteint la limite des 60 jours, il est considéré qu'il ne s'agit à l'heure actuelle pas encore d'un problème de nature à entraîner un assèchement de l'engagement bénévole en faveur des jeunes.

Vu le développement potentiel futur de cette situation, il a été cependant décidé que les services compétents étudieront la question en concertation avec les organisations directement concernées par le congé-jeunesse, afin d'analyser la situation et d'évaluer les éventuels requis d'un épuisement progressif du congé-jeunesse et d'un découragement des bénévoles et d'étudier les moyens possibles pour y remédier.

Question 1875 (08.03.2016) de **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant la **Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale:**

La Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale est destinée aux collectivités locales et régionales d'Europe qui sont invitées à la signer, à prendre publiquement position sur le principe de l'égalité des femmes et des hommes, et à mettre en œuvre, sur leur territoire, les engagements définis dans la Charte.

En signant la Charte, les acteurs locaux et régionaux prennent un engagement public fort sur le principe d'égalité et sont encouragés à mettre en œuvre des politiques et des actions concrètes en matière de coopération avec les institutions et les organisations dans leurs territoires.

En mars 2014, 1.409 signataires dans 29 pays avaient été identifiés par le Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE), dont 18 communes luxembourgeoises: Bech, Bettembourg, Differdange, Dudelange, Esch-sur-Alzette, Junglinster, Kehlen, Luxembourg, Mamer, Mompach, Pétange, Remich, Rosport, Sanem, Schifflange, Steinsel, Strassen et Walferdange.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des chances et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1. Quel est le nombre actuel de communes luxembourgeoises qui ont signé la Charte?

2. Combien de communes disposent d'un plan d'action respectivement d'un plan interne pour mettre en œuvre les actions en application de la Charte et pour fixer les priorités, les actions et les ressources nécessaires à sa réalisation?

3. Existe-t-il un système de veille renseignant les communes dans lesquelles le conseil communal s'est adjoint une commission consultative à l'égalité des femmes et des hommes en application de l'article 15 de la loi communale modifiée? Les actions de ces commissions sont-elles étudiées au niveau national?

4. Combien de ces communes disposent d'un service à l'égalité des femmes et des hommes?

5. Y a-t-il systématiquement dans chaque commune un(e) échevin(e) délégué(e) à l'égalité des femmes et des hommes?

Réponse commune (18.04.2016) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de l'Égalité des chances,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Au Luxembourg, les communes sont des acteurs importants et des partenaires privilégiés du Gouvernement en matière de politique d'égalité des femmes et des hommes vu leur proximité avec les citoyens et vu leurs compétences très variées dans tous les domaines de la vie, notamment en tant que prestataires de services et en tant qu'employeurs. Représentées dans de nombreuses enceintes, les communes peuvent, de par leurs nominations, contribuer activement à améliorer l'équilibre entre hommes et femmes dans la prise de décision.

Pour appuyer les communes dans leur travail, le Ministère de l'Égalité des chances a développé au cours des années passées, en étroite collaboration avec le Syndicat des villes et communes luxembourgeoises (Syvicol) et le Conseil national des Femmes du Luxembourg (CNFL) des outils leur permettant de dresser un état des lieux de la situation des femmes et des hommes dans la commune et des infrastructures mises à la disposition de la population.

Font partie de ces outils, notamment, un guide d'accompagnement, pour le Luxembourg, de la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes du Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE) et une méthode de travail en vue de l'établissement d'un plan d'action local d'égalité entre les femmes et les hommes.

Comme le mentionne l'honorable Députée, 18 communes luxembourgeoises ont signé la Charte européenne du CCRE. Huit d'entre elles ont élaboré un plan d'action local pour l'égalité entre hommes et femmes.

À ce jour, il existe onze services locaux d'égalité entre femmes et hommes, neuf au niveau communal et deux au niveau régional.

Les structures responsables pour la mise en œuvre des politiques d'égalité varient fortement d'une commune à l'autre. Ni le travail des commissions consultatives ni celui des délégués politiques à l'égalité ne sont suivis de manière systématique. Le programme gouvernemental de 2013 prévoit cependant une intensification de la collaboration entre le Gouvernement et les communes, notamment sur base d'une évaluation des efforts réalisés dans le contexte de la Charte européenne.

Finalement, il y a lieu de relever que les communes, par le biais du Syvicol, constituent un partenaire important dans la réalisation, en vue des élections communales de 2017, d'une vaste campagne d'information et de sensibilisation en faveur d'un meilleur équilibre entre hommes et femmes dans la prise de décision politique au niveau local.

Question 1876 (08.03.2016) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **zone industrielle «Um Monkeler»:**

Le trafic routier devient de plus en plus dense au niveau de la localité de Schifflange. Cette situation est principalement due aux problèmes d'accès à la zone industrielle «Um Monkeler» et à la fermeture du CR106 entre Esch et Mondercange suite au glissement de terrain à la décharge pour déchets inertes à Mondercange.

En réponse à la question parlementaire n°937 du 25 février 2015 *(cf. compte rendu n°9/session ordinaire 2014-2015)*, le Gouvernement avait précisé qu'un accès direct à l'échangeur de Lallange serait opportun et faisable pour délester l'accès actuel à la zone industrielle et pour faire face aux problèmes de circulation que posent surtout les poids lourds.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'état des lieux des planifications?

- Quand le Gouvernement envisage-t-il de mettre en œuvre les travaux d'accès à la zone industrielle «Um Monkeler»?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer la durée prévisionnelle des travaux?

Réponse (18.04.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire l'honorable Député voudrait avoir des informations supplémentaires concernant la zone industrielle «Um Monkeler».

En complément aux informations contenues dans ma réponse à la question parlementaire n°937 du 25 février 2015, il y a lieu de relever qu'un accès direct à la zone industrielle «Um Monkeler» est un élément du projet de la modification de l'échangeur Lallange. Ce projet fait partie d'un ensemble plus étendu de projets sur l'autoroute A4 respectivement A13 entre Raemerich (Ehlerange) et Foetz, dont l'aménagement d'une voie bus. Les études ont bien progressé depuis un an sans pour autant dépasser le stade de l'avant-projet sommaire, de façon qu'une information quant à la programmation des travaux ne peut pas être avancée à ce stade d'étude.

Question 1877 (08.03.2016) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**équivalence du niveau d'étude:**

Dans ma question parlementaire n°1743 datée du 28 janvier 2016 *(cf. compte rendu n°8/session ordinaire 2015-2016)*, j'avais posé, à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, une série de questions au sujet de la difficulté pour les élèves d'obtenir des équivalences de leur niveau d'étude luxembourgeois quand ils se décident à poursuivre leur scolarité à l'étranger.

Or, dans sa réponse du 3 mars 2016, Monsieur le Ministre fait référence aux équivalences de diplômes luxembourgeois, et non pas aux équivalences du niveau d'étude.

Dans ce contexte, je me permets dès lors de reposer les questions laissées sans réponses à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Monsieur le Ministre, existe-t-il un service vers lequel les élèves concernés peuvent se tourner pour obtenir une équivalence de leur niveau d'étude? Comment se déroule cette démarche?

2. Dans la négative, pour quelles raisons le Luxembourg ne dispose-t-il pas d'un tel service?

3. Le Ministre envisage-t-il de mettre en place un service équivalent?

Réponse (19.04.2016) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

En complément de ma réponse à la question parlementaire n°1743 de l'honorable Député, je vous informe que, lorsqu'on parle de reconnaissance des diplômes, il est sous-entendu que cela comprend également les niveaux d'études.

Le principe de subsidiarité s'applique. L'organisation du système scolaire et partant de l'enseignement en général tombe sous les compétences nationales. C'est l'autorité du pays d'accueil qui est compétente pour évaluer le parcours scolaire et les diplômes des élèves migrants et qui leur attribue un niveau d'études pour leur permettre, le cas échéant, de continuer et d'achever leurs études.

Ad 1. et ad 3. Il existe au sein de mon département un service de la reconnaissance des diplômes, dont les attributions sont d'établir les certificats de niveaux d'études par rapport au système scolaire national. Au cas où il s'agit d'élèves soumis à l'obligation scolaire, c'est le service de la scolarisation des élèves étrangers (CASNA) qui évalue ces enfants en vue de leur scolarisation.

Ad 2. Il n'est pas de la compétence du MENJE d'établir une reconnaissance des niveaux d'études et des diplômes d'élèves ayant suivi leur parcours scolaire au Luxembourg pour une autorité étrangère, ceci va à l'encontre du principe de subsidiarité et partant des conventions internationales.

Question 1879 (08.03.2016) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant la **démolition de l'ancienne salle de sport située dans la rue de la Tour Jacob:**

La Ville de Luxembourg est actuellement en pourparlers avec une association sportive afin d'acquérir l'ancienne salle de sport située dans la rue de la Tour Jacob dans le quartier du Grund. Le conseil échevinal a l'intention de démolir ladite salle en raison de la contrainte qu'elle représenterait pour la circulation automobile. Or, il s'avère que la salle de sport se trouve dans le périmètre des vieux quartiers de la ville de Luxembourg sous protection de l'UNESCO et est rattachée en partie aux vieilles fortifications.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Le Ministère de la Culture a-t-il informé en amont de la démolition de la salle de sport les services compétents de l'UNESCO?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre de la Culture peut-il me communiquer la réponse de l'UNESCO?

- Étant donné que la rue de la Tour Jacob fait partie du réseau routier national, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures est-il d'avis que la démolition de la salle de sport contribuera à la sécurité et à la fluidité de la circulation automobile dans la rue de la Tour Jacob?

Réponse commune (20.04.2016) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député voudrait avoir des informations supplémentaires concernant l'ancienne salle de sport située dans la rue de la Tour Jacob.

Il faut dire que l'idée d'enlever le bâtiment en question date des années '90 et ceci dans l'intérêt d'une approche patrimoniale de mise en valeur de la forteresse, notamment du mur de Wenceslas. À l'heure actuelle, il n'existe pas de projet concret concernant le futur de cette salle sportive. Il s'ensuit que le Ministère de la Culture ou son Service des Sites et Monuments Nationaux (SSMN) n'ont pas encore été informés d'un quelconque projet de démolition et qu'en l'occurrence ni les instances nationales de consultation, ni l'UNESCO n'ont pu en être saisies.

En ce qui concerne la sécurité et la fluidité de la circulation automobile, la salle de sport empiète avec le coin gauche du bâtiment sur la voie carrossable de la route N1a (rue de la Tour Jacob) et ceci dans une section qui décrit un virage en épingle dans la montée du quartier de Clausen vers celui du Cents. En conséquence, le bord de chaussée est interrompu par l'aile gauche du bâtiment.

Durant le chantier récent du réaménagement de la rue de la Tour Jacob (travaux de 2009 à 2012), le virage dont question ne pouvait pas être redressé suivant les règles de l'art conformément au projet initial, vu l'occupation de la salle de sport qui n'a pas pu être touchée. Ainsi, le croisement de deux bus ne peut pas se faire en toute sécurité et la visibilité des chauffeurs dans l'approche du virage est limitée par rapport au trafic qui s'approche en sens inverse. En direction du Cents, le coin du bâtiment qui empiète dans la chaussée ne devient visible pour les chauffeurs qu'en sortant du virage, créant ainsi un effet de surprise en les obligeant à donner un coup de volant vers la gauche et de se rapprocher des flux de trafic venant en sens inverse.

Reste à évoquer que des accidents se sont déjà produits à cet endroit (voitures heurtant le coin du bâtiment).

Question 1880 (09.03.2016) de **M. André Bauler** et **Mme Simone Beissel** *(DP)* concernant le **nom des enfants:**

Les enfants nés ou adoptés après le 1er mai 2006 peuvent être déclarés respectivement sous le nom du père, le nom de la mère, les noms du père et de la mère ou les noms de la mère et du père et ce indépendamment du fait que leurs parents soient mariés ou non. Si les parents n'arrivent pas à se mettre d'accord, c'est l'officier de l'état civil qui décidera par tirage au sort, en présence de celui ou de celle qui déclare la naissance.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer le nombre d'enfants nés après le 1er mai 2006 qui ont été déclarés sous le nom de leur père?

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer le nombre d'enfants nés après le 1er mai 2006 qui ont été déclarés sous le nom de leur mère?

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer le nombre d'enfants nés après le 1er mai 2006 qui ont été déclarés sous les noms du père et de la mère?

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer le nombre d'enfants nés après le 1er mai 2006 qui ont été déclarés sous les noms de la mère et du père?

- Monsieur le Ministre peut-il présenter cette population d'enfants en chiffres absolus et en parts relatives?

- Combien de tirages au sort ont eu lieu?

- Combien d'enfants nés ou adoptés avant le 1er mai 2006 ont pu bénéficier des nouvelles règles durant la phase transitoire de 18 mois (donc jusqu'au 31 octobre 2007)?

- Comment la répartition se présente-t-elle pour ces bénéficiaires?

Réponse (13.04.2016) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

La loi du 23 décembre 2005 relative au nom des enfants a modifié et complété plusieurs dispositions du Code civil et introduit le principe du libre choix des parents quant au nom à transmettre à leurs enfants. En vertu des dispositions afférentes, les parents peuvent choisir de conférer à leur enfant commun soit le nom du père, soit le nom de la mère, soit leurs deux noms accolés dans l'ordre choisi par eux dans la limite d'un nom pour chacun des parents. Le choix du nom de l'enfant adopté se fait également selon les trois options.

En cas de désaccord entre les parents sur le nom à attribuer à leur enfant, celui-ci portera le nom ou le premier nom de son père et le nom ou le premier nom de sa mère, dans l'ordre défini par tirage au sort par l'officier de l'état civil, en présence de la personne qui déclare la naissance de l'enfant. La loi précitée est entrée en vigueur le 1er mai 2006, toutefois, pendant une phase transitoire de 18 mois, soit jusqu'au 31 octobre 2007, les parents ont pu demander par déclaration conjointe à l'officier de l'état civil, au bénéfice de leurs enfants communs mineurs au 1er mai 2006, de voir attribuer à ceux-ci un autre nom selon les nouvelles règles applicables en matière de dévolution du nom.

À la demande des honorables Députés au sujet des statistiques relatives au nom des enfants nés après le 1er mai 2006, il y a lieu de constater qu'il résulte d'une récente extraction des données du registre national des personnes physiques que 65.747 enfants sont nés au Luxembourg après le 1er mai 2006.

39.888 enfants, soit 60,67%, ont été déclarés sous le nom du père;

5.307 enfants, soit 8,07%, ont été déclarés sous le nom de la mère;

2.037 enfants, soit 3,10%, ont été déclarés sous les noms du père et de la mère;

637 enfants, soit 0,97%, ont été déclarés sous les noms de la mère et du père;

17.878 enfants, soit 27,19%, d'origine étrangère, portent un nom composé qui diffère du nom du père et de la mère.

Le nombre de tirages au sort par l'officier de l'état civil ne ressort pas des données du registre national des personnes physiques. Il en est de même pour le nombre des enfants ayant bénéficié des nouvelles règles pendant la phase transitoire.

Question 1882 (09.03.2016) de **Mme Martine Hansen**, **MM. Aly Kaes**, **Emile Eicher** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant les **capacités des services d'urgence au Luxembourg:**

Laut unseren Informationen hat der Norden des Landes eine Akutbettenkapazität von 327

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes. législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages «Junior» sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

Betten, dies entspricht 3,2 Betten pro 1.000 Einwohner. In Deutschland, Frankreich und Belgien liegt die Kapazität bei ca. 6,5 Betten pro 1.000 Einwohner.

Vor diesem Hintergrund möchten wir folgende Fragen an die Frau Gesundheitsministerin stellen:

- Wie hoch ist die Akutbettenkapazität pro 1.000 Einwohner im Durchschnitt in Luxemburg? Wie hoch ist sie allein im Zentrum des Landes?

- Weshalb fällt die Akutbettenkapazität von Luxemburg im Vergleich zum Ausland so niedrig aus?

- Wie gedenkt die Regierung diesem Problem Rechnung zu tragen, wenn man bedenkt, dass die Bevölkerung in den kommenden Jahren weiter wächst?

- In Ländern wie Deutschland und Frankreich wird bei der Krankenhausplanung zudem auf die räumliche Entfernung zu den Bürgern geachtet. Sprich, dass jeder Bürger in 30 PKW-Minuten eine Klinik der Grundversorgung bzw. in 60 PKW-Minuten ein Krankenhaus der Schwerpunktversorgung erreichen soll.

Wie steht die Frau Ministerin zu diesem Planungsansatz? Wird beim aktuellen „Plan hospitalier" dieser Situation Rechnung getragen?

Réponse (12.04.2016) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Die Zahl der Akutbetten des Landes Luxemburg beläuft sich auf 2.332 insgesamt im Laufe 2014, davon entfallen 229 Betten auf die Psychiatrieabteilungen der Akutspitäler. Diese Zahl gilt auch für 2013 und 2015.

Die Zahl der budgetisierten Betten je Krankenhausregion beläuft sich 2014 auf:

Region	Akutbetten	Einwohner (2014)*	Betten/1.000 Einwohner
Norden	342	85.726	3,99
Zentrum	1.250	295.424	4,23
Süden	740	168.530	4,39
Total	2.332	549.680	4,24

*Aus Gründen der Verfügbarkeit werden die Daten von 2014 zum Vergleich gewählt.

Der Vergleich mit dem Ausland ist nur möglich, wenn die Begriffsbestimmung von Eurostat eingehalten wird, laut der die Betten der Akutpsychiatrie (229) sowie die Betten des Hauses Omega (15 Palliativbetten) auszuschließen sind.

Unter diesen Voraussetzungen ergibt der Vergleich:

Land	Bevölkerung am 1.1.2013 oder im nächstliegenden Jahr	Anteil der Personen ≥ 65 Jahre, 2013 oder nächstliegendes Jahr	Akutbetten/1.000 Einwohner, 2013 oder nächstliegendes Jahr
Deutschland	80.523.746	20,7	5,291
Belgien	11.161.642	17,6	3,955
Luxemburg	537.039	14,0	3,870
Mittelwert EU (28)	505.166.839	18,2	3,552
Frankreich	65.600.350	17,6	3,348
Holland (2012)	16.730.348	16,2	3,324
Schweiz	8.039.060	17,4	2,910

Datenquelle: Eurostat

http://ec.europa.eu/eurostat/tgm/table.do?tab=table&init=1&language=fr&pcode=tps00001&plugin=1

http://ec.europa.eu/eurostat/tgm/table.do?tab=table&init=1&language=fr&pcode=tps00028&plugin=1

http://ec.europa.eu/eurostat/tgm/table.do?tab=table&init=1&language=fr&pcode=tps00168&plugin=1

Laut Eurostat zeigt der Vergleich, dass die Akutbettenzahl je 1.000 Einwohner in Luxemburg jene in Frankreich, Holland und der Schweiz übertrifft, während der Anteil der Älteren in jenen Ländern höher als in Luxemburg ist.

Bei der Planung der Akutbetten für die kommenden Jahre berücksichtigt die Regierung die aktuelle sowie die zukünftige Demographie der Bevölkerung, und speziell folgende Aspekte:

- Der Anteil der Bevölkerung, die 65 Jahre oder älter ist, stellt 14,1% in 2014 dar (gegen 17,8% in Belgien, 18,0% in Frankreich, 17,6% in der Schweiz und 20,8% in der Bundesrepublik Deutschland), d. h. ist deutlich kleiner als bei unseren Nachbarn.

- Unsere Bevölkerung zählte 576.249 Einwohner am 1. Januar 2016, mit einer durchschnittlichen Zuwachsrate von +2,1% der Bevölkerung während der letzten zehn Jahre (+2,4% in 2015); zurzeit betrifft dieser Zuwachs besonders die mittleren Altersgruppen.

- Laut der Bevölkerungsprognose für 2060 wird der Anteil der Bevölkerung, die 65 Jahre oder älter ist, auf 26,4% der Bevölkerung in Luxemburg steigen; dieser Anteil wird dem in Belgien (25,5%) und Frankreich (26,6%) ähneln, während er unter der entsprechenden Altersgruppe in Deutschland bleiben wird (32,8%).

Die Planung der Krankenhausbetten berücksichtigt ebenfalls die Veränderung in den Modalitäten der medizinischen Versorgung der Bevölkerung und der technologischen Entwicklung; diese Entwicklungen beeinflussen die Gesundheit im Allgemeinen und senken die Häufigkeit von Krankenhausaufenthalten.

Bei der Planung der regionalen Krankenhausvorhaltung ist es angebracht - wie auch von den Damen und Herren Abgeordneten aufgeführt -, die Anfahrtsdauer zum Krankenhaus (eher als die Distanz) zu berücksichtigen. Dieses Kriterium der Anfahrtsdauer wird allgemein anerkannt, insbesondere für den Schlaganfall, den Herzinfarkt oder verschiedene traumatologische Notfälle. Aus diesem Grund sieht der vorgelegte Krankenhausplan, um dem Gebot „time is brain" zu entsprechen, den Beibehalt von drei über das Land zu verteilenden Stroke-Units, davon eine der „zweiten Versorgungsstufe", die den Kriterien einer „Schwerpunktversorgung" entspricht, vor.

Q150

Question 1883 (09.03.2016) de **MM. Léon Gloden** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **directive «crédit hypothécaire»:**

Par la présente, nous avons l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 80 du Règlement de la Chambre des Députés, nous souhaiterions poser une question parlementaire à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs concernant la directive 2014/17/UE du Parlement européen et du Conseil du 4 février 2014 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage résidentiel et modifiant les directives 2008/48/CE et 2013/36/UE et le règlement (UE) n°1093/2010.

La directive sur le «crédit hypothécaire» 2014/17/UE doit être transposée en droit interne, conformément à l'article 42 de cette directive, pour au plus tard le 21 mars 2016. D'après le rapport sur la transposition des directives européennes et l'application du droit de l'Union 2015, la rédaction de l'avant-projet de loi se trouverait à un stade avancé, de sorte qu'«il est envisagé de le soumettre au Conseil de Gouvernement en septembre 2015 au plus tard».

Or, à notre connaissance, aucun projet de loi n'a à ce jour été déposé à la Chambre des Députés.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres concernés:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer ne pas encore avoir saisi la Chambre des Députés d'un tel projet de loi? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour le défaut de dépôt du projet de loi?

- Dans quels délais Messieurs les Ministres entendent-ils faire déposer un tel projet de loi pour éviter qu'une procédure contre le Grand-Duché de Luxembourg soit lancée par la Commission européenne?

Réponse commune (01.04.2016) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

En raison des contraintes liées à la Présidence de l'Union européenne au cours du second semestre 2015, des priorisations ont dû être effectuées en fonction de l'importance stratégique des directives à transposer.

Le projet de loi de transposition de la directive 2014/17/UE sera désormais déposé dans les meilleurs délais.

Question 1885 (10.03.2016) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **survol de sites sensibles par des drones:**

Le 19 février 2016, un Airbus A320 d'Air France reliant Barcelone à Paris a frôlé un drone du type «Phantom 4» au moment où il s'apprêtait à atterrir à l'aéroport parisien de Roissy. Le Bureau d'enquête et d'analyse (BEA) chargé d'une enquête administrative qualifie l'incident de «grave» dans le sens où il y aurait pu avoir un accident important. Ce drone serait passé à peu près de cinq mètres en dessous de l'aile gauche de l'avion.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- L'utilisation d'un drone est-elle soumise à une autorisation préalable de la Direction de l'Aviation civile (DAC)?

- Dans l'affirmative, quelles conditions doivent être remplies pour l'utilisation d'un drone?

- Comment la commercialisation des drones est-elle réglée au Luxembourg?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le nombre de personnes utilisant un drone pour des activités commerciales?

Réponse (19.04.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'utilisation de systèmes d'aéronefs sans pilotes («drones») au Luxembourg est soumise au droit commun général. Les systèmes d'aéronefs sans pilotes tombent non seulement sous les règles de l'air généralement applicables, mais également sous le régime du travail aérien pour les activités commerciales/à but lucratif, et en particulier sous le règlement grand-ducal du 8 août 1985 concernant les autorisations de faire des transports aériens. Ce règlement dispose dans son article 1er que «tout travail aérien, notamment la photographie aérienne (…), est soumis à l'autorisation écrite». L'article 3 dudit règlement dispose en outre que l'autorisation est refusée ou retirée par le Ministre qui fixe les conditions de délivrance de l'autorisation, ainsi que les conditions d'exploitation et la durée pendant laquelle l'autorisation est valable.

Par conséquent, pour chaque mission spécifique à réaliser au-dessus du territoire du Grand-Duché de Luxembourg, une autorisation individuelle de travail aérien moyennant les systèmes d'aéronefs sans pilotes est nécessaire.

Afin d'obtenir une telle autorisation, une demande doit être introduite auprès de la Direction de l'Aviation civile avant l'opération projetée. La demande doit comprendre non seulement l'identité et le domicile ou la dénomination et le siège social de l'exploitant, mais également les caractéristiques des services envisagés, notamment concernant le type et l'immatriculation de l'aéronef envisagé, une copie du contrat de prestation de services, la date et la durée de la mission, une description détaillée du déroulement de la mission ainsi que d'autres informations nécessaires le cas échéant.

De plus, le requérant doit prouver le respect des dispositions légales et réglementaires requises pour faire face aux responsabilités civiles qui peuvent découler de l'exploitation des services aériens (en fournissant une copie du contrat d'assurance valable couvrant les activités entreprises).

Sans préjudice de l'autorisation obtenue, l'utilisation de systèmes d'aéronefs sans pilotes reste néanmoins soumise à certaines conditions d'utilisation. Les vols d'une hauteur supérieure à 50 mètres au-dessus du sol ne sont pas permis et aucun survol de personnes ou d'animaux n'est autorisé. Il est nécessaire de garder en permanence un contact visuel avec l'engin. De plus, les systèmes d'aéronefs sans pilotes ne peuvent être utilisés que dans les zones prédéfinies à cet effet (accès du public restreint lors de la mission).

Pour l'instant, 57 opérateurs utilisent des systèmes d'aéronefs sans pilotes pour des activités commerciales au Luxembourg.

Renseignements pris auprès du Ministère de l'Économie, il apparaît qu'il n'existe actuellement pas de réglementation particulière sur la commercialisation des systèmes d'aéronefs sans pilotes au Luxembourg.

Question 1886 (10.03.2016) de **Mme Martine Mergen** *(CSV)* concernant la **langue des signes:**

Tant les réunions du conseil communal de la Ville de Luxembourg que diverses déclarations à la Chambre des Députés (déclaration sur l'état de la nation, déclaration sur la politique européenne et étrangère, etc.) sont depuis un bon moment diffusées en langue des signes pour améliorer l'accès des personnes handicapées à l'information.

L'article 21 de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées prévoit que les États parties prennent toutes les mesures appropriées pour que les personnes handicapées puissent exercer le droit à la liberté d'expression et d'opinion et, en particulier, que ces États reconnaissent et favorisent l'utilisation des langues des signes. Le Luxembourg a ratifié ladite Convention ainsi que son Protocole additionnel en octobre 2011.

Quant à une reconnaissance officielle de la langue des signes, le Gouvernement a opté pour une reconnaissance de la langue des signes allemande dans le cadre d'une modification de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- La Ministre peut-elle me renseigner sur l'état des travaux relatifs à la reconnaissance juridique et officielle de la langue des signes?

- Quelles autres initiatives la Ministre prévoit-elle pour améliorer les conditions d'accès à l'information pour les personnes malentendantes?

Réponse (08.04.2016) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Conscient du fait qu'un certain nombre de personnes sourdes ou malentendantes sont dans l'impossibilité de surmonter les difficultés de l'accès à la langue orale et conscient de l'importance cruciale qu'une reconnaissance officielle de la langue des signes revêt pour ces personnes, le Gouvernement s'est engagé dans son programme gouvernemental à reconnaître la langue des signes allemande (ci-après DGS) comme langue à part entière et à promouvoir son utilisation.

Le choix de la langue des signes allemande s'explique, entre autres, par le fait que la DGS est la langue des signes pratiquée par la majeure partie de la communauté sourde de notre pays. Ce choix s'est fait en concertation avec tous les acteurs concernés par la thématique, dont l'asbl «Solidarität mit Hörgeschädigten», qui est la fédération des organisations luxembourgeoises actives dans le domaine de la déficience auditive.

À côté des travaux législatifs relatifs à la reconnaissance de la langue des signes allemande, les ministères concernés par la thématique coopèrent en vue de l'élaboration d'un programme d'action ayant pour objet, entre autres, l'éducation et le parcours scolaire des jeunes sourds et malentendants ainsi que la promotion de la langue des signes par des programmes de formation pour certains publics cibles.

Question 1887 (10.03.2016) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant l'**éducation différenciée:**

Le rapport d'activité 2015 du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, publié fin février de cette année, fait état de 884 élèves qui suivent leur instruction dans un centre ou un institut de l'éducation différenciée au Luxembourg. De nombreux élèves résidents à besoins spécifiques fréquentent par ail-

leurs des écoles spécialisées à l'étranger. Le programme gouvernemental prévoit dans ce contexte une réforme de l'éducation différenciée afin de la rapprocher de l'école.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Où en est la réforme annoncée de l'éducation différenciée?

2. Existe-t-il des statistiques sur le nombre d'élèves résidents fréquentant une structure spécialisée à l'étranger?

3. Le Luxembourg dispose-t-il de structures suffisantes en nombre pour accueillir les élèves à besoins spécifiques? Dans la négative, le Gouvernement prévoit-il la création de nouvelles structures pour élèves à besoins spécifiques?

Réponse (19.04.2016) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

J'ai l'honneur d'apporter à la connaissance de l'honorable Députée que les 884 élèves mentionnés dans la question englobent 282 élèves du Centre de Logopédie qui dispose d'une loi propre.

Ad 1. Le groupe d'experts auquel j'ai confié la mission d'élaborer un concept relatif à la prise en charge d'élèves à besoins éducatifs spécifiques me transmettra ses propositions avant les vacances d'été. J'entends en faire part au public à la rentrée scolaire 2016-2017.

Ad 2. À l'heure actuelle, 109 élèves, orientés par des organismes officiels, fréquentent une école spécialisée à l'étranger. Les orientations émanent de la Commission médico-psycho-pédagogique nationale (67) et des juges de la Jeunesse (42), le cas échéant après concertation avec les services de pédopsychiatrie ou de psychiatrie juvénile.

En plus il s'avère qu'environ 150 enfants et jeunes fréquentent des structures spécialisées sur initiative de leurs parents et sans avis orienteur préalable de la part des instances publiques susmentionnées.

En général, les orientations proposées par la Commission médico-psycho-pédagogique nationale se font pour des raisons scolaires. Les placements ordonnés par les juges de la Jeunesse et ceux initiés par les instances médicales se fondent plutôt sur des raisons relationnelles, familiales ou de santé au sens large. Des interférences sont évidemment possibles.

Ad 3. Le premier but est celui de favoriser l'inclusion scolaire et non pas celui de scolariser les élèves à besoins éducatifs spécifiques dans des structures séparées.

Afin de soutenir et de promouvoir l'inclusion préconisée, l'engagement d'experts supplémentaires et la mise en réseau des experts en place œuvrant en faveur des enfants et des jeunes à besoins éducatifs spécifiques sont nécessaires.

À l'instar du Centre de Logopédie et de l'Institut pour Déficients visuels, qui sont des centres de compétences dans leurs domaines respectifs, j'entends élargir l'offre en matière de troubles de l'apprentissage et de troubles du comportement.

Une importance primordiale reviendra au volet ambulatoire de ces institutions, visant le maintien des enfants concernés dans l'enseignement régulier par des prises en charge ciblées et un accompagnement adéquat des enseignants et des parents en demande d'aide.

Les infrastructures spécialisées qui sont actuellement en voie de planification remplaceront les bâtiments existants vétustés et ne tendent donc pas à faire augmenter automatiquement le nombre d'élèves fréquentant une école spécialisée.

À titre subsidiaire, j'informe que des demandes de plus en plus nombreuses nous parviennent de parents habitant la Grande Région qui souhaitent faire scolariser leur enfant dans une école spécialisée luxembourgeoise. L'enseignement différencié qui y est dispensé leur convient particulièrement pour la scolarisation de leurs enfants à besoins éducatifs spécifiques.

Question 1888 (11.03.2016) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant les **constructions existantes en zone verte:**

La loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles n'habilite pas le Ministre de l'Environnement à autoriser des constructions destinées à l'habitation en dehors des zones y spécialement affectées par le plan d'aménagement communal, à moins que la construction ne s'inscrive parmi celles expressément prévues à l'article 5 de la loi précitée, à savoir celles servant à l'exploitation agricole, jardinière, maraîchère, sylvicole, viticole, piscicole, apicole ou cynégétique ou à un but d'utilité publique.

Il s'avère qu'au Luxembourg, un certain nombre de constructions faisant fonction d'habitations se situent pourtant, pour des raisons historiques, en zone verte (que l'on pense p. ex. aux lieux-dits), alors qu'elles appartiennent à des citoyens ne tombant pas sous l'article 5 de la loi précitée.

Nombre de ces propriétaires souhaitent rénover voire assainir ces constructions existantes selon les règles de l'art et en se conformant aux standards actuels en matière de performance énergétique. Souvent ces constructions existantes sont dans un état aussi vétuste et malsain que seule une rénovation substantielle par le biais du remplacement de parties obsolètes, insalubres voire contaminées fasse sens des points de vue technique, énergétique, écologique et économique.

Pour ce qui est des constructions existantes en zone verte, la jurisprudence en la matière ne permet toutefois plus la rénovation par démolition et reconstruction partielle ou totale dans le chef d'un citoyen ne tombant pas sous l'article 5, alors qu'initialement le législateur avait laissé une ouverture en son article 10 en précisant que «les constructions existantes dans la zone verte ne peuvent être modifiées extérieurement, agrandies ou reconstruites qu'avec l'autorisation du Ministre».

Dans le contexte d'une pénurie de l'offre caractérisant le marché du logement, cette situation s'avère malencontreuse, tant dans le chef des citoyens concernés que dans celui du pouvoir exécutif qui voit multiplier les procédures judiciaires à son égard.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Au vu de la situation difficile sur le marché immobilier, Madame la Ministre ne pense-t-elle pas que, dans le cadre de la future adaptation de la loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, il serait non seulement utile, mais aussi de bon sens de préciser certaines dispositions, voire de prévoir certaines dérogations afin de permettre - en ce qui concerne les constructions existantes en zone verte - des reconstructions et des rénovations substantielles conformes aux règles de l'art et aux standards du 21e siècle?

2. Madame la Ministre dispose-t-elle d'un recensement du nombre total de constructions existantes faisant fonction d'habitation situées en zone verte au Luxembourg?

3. Madame la Ministre est-elle en mesure de préciser combien de procédures judiciaires ont opposé l'État à des citoyens dans des dossiers de constructions existantes en zone verte depuis l'entrée en vigueur de la loi en l'an 2004?

Réponse (18.04.2016) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

La loi modifiée du 19 janvier 2004 prévoit dans son article 10 un régime d'autorisation pour toute modification extérieure, agrandissement ou reconstruction d'une construction existante en zone verte, tandis que l'article 5 de la même loi stipule qu'en zone verte «seules peuvent être érigées des constructions servant à l'exploitation agricole, jardinière, maraîchère, sylvicole, viticole, piscicole, apicole ou cynégétique ou à un but d'utilité publique».

Il est de jurisprudence constante que l'autorité ministérielle doit faire une lecture combinée des deux articles précités, si bien que seules les reconstructions et les agrandissements substantiels d'une construction répondant à une des affectations énumérées à l'article 5 peuvent bénéficier d'une autorisation ministérielle, il s'ensuit notamment qu'une maison d'habitation en zone verte, une fois démolie, ne peut être reconstruite que si elle constitue un élément fonctionnel indispensable à l'exercice d'une activité agricole. Ce régime, souvent jugé strict, n'est qu'une conséquence directe et logique du caractère de la zone verte, qui est par définition une zone destinée à rester libre de toute construction.

Même si la loi offrait la possibilité d'autoriser la reconstruction de maisons qui ne tombent pas sous l'affectation définie par l'article 5, le fait de reconstruire une maison ne créerait aucun nouveau logement par rapport à la situation actuelle. Ceci dit, il reste absolument inconcevable de solutionner la «situation difficile sur le marché immobilier» par des mesures individuelles en zone verte. Toute amélioration de l'offre immobilière ne pourra se faire qu'à travers des mesures d'aménagement à l'intérieur des zones destinées à être urbanisées.

Toutefois, dans un but de sauvegarde du patrimoine culturel national, le Département de l'environnement analyse la possibilité d'introduire au niveau de la loi une plus grande flexibilité dans l'utilisation durable, et dès lors de la conservation, des objets architecturaux de grande valeur historique situés en zone verte.

C'est également dans ce contexte que le Département de l'environnement a dressé un inventaire des maisons existantes en zone verte à partir des ortho-photographies et de la carte topographique de l'Administration du Cadastre et de la Topographie afin de disposer d'une vue d'ensemble en la matière. Il est important de préciser que cet inventaire à valeur informelle sert exclusivement à des usages internes des services du département et n'est pas destiné à la publication.

Quant au nombre de procédures judiciaires en rapport avec des dossiers de constructions existantes en zone verte, le MDDI ne dispose pas de registre historique qui permettrait de fournir une réponse à la question des honorables Députés.

Question 1889 (11.03.2016) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**école de musique du canton de Redange:**

Dans le cadre de l'extension de l'Atert-Lycée, l'école de musique du canton de Redange utilisera une partie des nouveaux locaux, ce qui permettra de réaliser des synergies pertinentes.

Voilà pourquoi je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quand la pose de la première pierre pourra-t-elle avoir lieu?

- Quelle sera la durée probable des travaux projetés?

- Monsieur le Ministre est-il déjà en mesure d'indiquer les éléments principaux de la convention qui devra être élaborée entre l'État et l'école de musique afin de définir la participation financière de cette dernière ainsi que les conditions d'utilisation des différents locaux?

Réponse (15.04.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°1889 du 11 mars 2016, l'honorable Député demande des renseignements concernant l'extension de l'Atert-Lycée dont l'école de musique du canton de Redange utilisera une partie des nouveaux locaux.

En ce qui concerne la pose de la première pierre, il s'avère que les études ont bien avancé de sorte à ce qu'elle pourrait être envisagée dès le commencement prévisionnel des travaux début juin 2016.

La durée des travaux est planifiée pour 16 mois avec pour objectif de terminer le projet pour la rentrée 2017.

Quant à la convention à conclure entre l'État et l'école de musique du canton de Redange pour préciser les modalités exactes de la participation financière et des conditions d'utilisation, je peux vous confirmer que les entretiens entre les responsables du Ministère des Finances et l'école de musique du canton de Redange sont actuellement en cours.

Question 1890 (11.03.2016) de **MM. Claude Adam** et **Gérard Anzia** *(déi gréng)* concernant le **partage des données des clients d'un compte chèque postal:**

Les client-e-s de POST Finance/CCP ont récemment été informés par voie postale que, dès le mois de mai, ils auront la possibilité d'effectuer toutes les opérations liées à leur CCP à la fois dans les points de vente de POST et dans les agences Raiffeisen. En outre la POST a également informé ses client-e-s que dans le contexte du nouveau partenariat, Raiffeisen allait avoir accès à leurs données client, à moins qu'ils n'en fassent expressément la demande contraire en demandant un «opt-out» du nouveau service proposé.

L'article 5(1) de la loi modifiée du 2 août 2002 sur la protection des données stipule cependant que «[l]e traitement des données ne peut être effectué que [...] si la personne concernée a donné son consentement».

Dans ce contexte, nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Est-ce qu'il ne faudrait pas une procédure d'«opt-in» plutôt que d'«opt-out» afin de garantir un consentement explicite des clients au partage de leurs données sensibles?

Réponse commune (15.04.2016) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Tout d'abord, nous tenons à préciser que la protection des données à caractère personnel a été au centre des préoccupations de POST et de Raiffeisen lors des réflexions et discussions qui ont précédé la mise en place du partenariat.

Ainsi, le projet de partenariat a été présenté à la Commission nationale pour la protection des données afin d'obtenir son approbation sur les pierres angulaires de celui-ci, et notamment par rapport à la question de l'accès des agents de Raiffeisen à certaines données sur les clients CCP dans le cadre des opérations bancaires CCP en agence Raiffeisen. La CNPD a marqué son accord avec l'approche des parties, en considération des termes des conditions générales sur les services financiers postaux et du courrier d'information individuel envoyé aux clients CCP. Enfin, la CNPD a également été destinataire du projet de courrier individuel et coupon-réponse destiné aux clients CCP, préalablement à leur envoi effectif.

Le partenariat entre POST et Raiffeisen permet aux clients CCP d'effectuer leurs opérations financières de base (dépôt, retrait, virement) sur leur compte CCP dans l'agence Raiffeisen de leur choix. À cet effet, un agent Raiffeisen aura accès aux données des clients CCP qui désirent profiter de ce nouveau service en se rendant en agence Raiffeisen. Ces données seront strictement limitées à celles qui lui sont nécessaires pour remplir les opérations financières de base et se limiteront donc essentiellement à l'identité du client, son numéro de compte CCP, le solde de ce dernier et les opérations récentes.

Nous aimerions souligner également que l'accès des agents Raiffeisen à ces informations sur les clients CCP se fera via le système d'information de POST. Ainsi, les informations sur les clients CCP ne sont pas transférées dans une base de données de Raiffeisen. POST conserve et conservera à tout moment le contrôle des données de ses clients.

Par ailleurs, dans le cadre de la réalisation de ces opérations de base dans les agences Raiffeisen, Raiffeisen agira en tant que prestataire de services pour le compte de POST sur base d'un contrat de services définissant précisément le périmètre des services rendus par les agents de Raiffeisen et ses obligations à propos des données à caractère personnel.

En vue du partenariat, POST a ajouté une information supplémentaire dans les conditions générales, dans un encadré particulièrement visible, pour informer les clients que les agents Raiffeisen pourront avoir accès à leurs données dans le cadre des opérations financières de base en agence Raiffeisen, sauf si les clients manifestent leur refus.

De plus, et uniquement dans un souci de grande transparence à l'égard des clients CCP, un courrier d'information individuel - auquel les honorables Députés font référence dans la question parlementaire - a également été envoyé aux clients CCP pour les informer très précisément de la mise en place effective du partenariat et leur présenter les nouveaux avantages que le partenariat avec Raiffeisen leur procure. POST a fait le choix d'attirer l'attention de ses clients, en particulier ceux qui n'auraient pas besoin ou ne souhaiteraient pas effectuer des opérations de base sur leur CCP en agence Raiffeisen, sur le fait qu'ils pouvaient y renoncer et s'opposer à l'accès à leurs données par Raiffeisen en renvoyant le coupon joint dans le courrier individuel. Ils peuvent également, à tout moment, adresser leur opposition par courrier simple ou encore par messagerie électronique sécurisée (via CCP Connect).

Question 1891 (11.03.2016) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **financement de l'enseignement musical:**

L'article 12 de la loi du 28 avril 1998 portant harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal tel qu'il a été modifié par la loi du 19 août 2005 dispose que : «L'État participe au financement de l'enseignement musical à raison d'un tiers des rémunérations brutes du personnel enseignant de ces institutions.

Cette participation ne peut pas dépasser la somme de sept millions trois cent soixante-sept mille euros par exercice budgétaire à commen-

cer par l'année 2005. Cette participation est adaptée annuellement sur la base de l'évolution de la masse salariale globale de l'État. [...]»

Le financement des cours d'éducation musicale étant à charge de l'État et des communes, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre de la Culture:

1. À combien s'est élevée la participation de l'État au financement de l'enseignement musical pour l'année scolaire 2014-2015?

2. Quelle a été pour la même année la participation des communes?

3. Au vu de l'augmentation des frais à charge des communes ces dernières années, le Gouvernement est-il d'avis que le système de financement en place est toujours équitable?

Réponse commune (15.04.2016) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture:*

L'article 12 de la loi modifiée du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

dispose que: «Les frais de fonctionnement de l'enseignement musical dispensé par les institutions visées par la présente loi, sont à charge des communes ou des syndicats de communes dont relèvent ces institutions.

L'État participe au financement de l'enseignement musical à raison d'un tiers des rémunérations brutes du personnel enseignant de ces institutions. Cette participation ne peut pas dépasser la somme de sept millions trois cent soixante-sept mille euros par exercice budgétaire à commencer par l'année 2005. Cette participation est adaptée annuellement sur la base de l'évolution de la masse salariale globale de l'État. Sont à considérer comme personnel enseignant au sens du présent article les agents ayant le statut de fonctionnaires communaux ou d'employés engagés sur la base d'un contrat soit à durée indéterminée, soit à durée déterminée et affiliés en tant que tels auprès d'un régime de sécurité sociale.

L'ensemble des communes participe dans les mêmes conditions et limites au financement de l'enseignement musical communal que celles prévues à l'alinéa qui précède. Les conditions et les modalités d'exécution des dispositions qui précèdent sont déterminées par règlement grand-ducal.»

Ad 1. La participation de l'État au financement de l'enseignement musical pour l'année scolaire 2014-2015 s'est élevée à 12.842.000 EUR via un crédit budgétaire du Ministère de la Culture.

Ad 2. La participation des communes au financement de l'enseignement musical s'effectue par le biais de deux éléments: D'une part, toutes les communes contribuent dans un principe de solidarité à hauteur de 12.842.000 EUR au financement de l'enseignement musical par le biais du Fonds communal de dotation financière. D'autre part, les communes et syndicats de communes qui organisent l'enseignement musical doivent faire face aux frais de fonctionnement y relatifs.

Ad 3. Il y a tout d'abord lieu de constater que la participation de l'État au financement de l'enseignement musical est adaptée tous les ans et a constamment évolué ces dernières années. Un éventuel réagencement du financement de l'enseignement communal présuppose la clarification de la répartition des compétences entre l'État et les communes, voire la définition des missions du secteur public, en général, en matière d'enseignement musical.

Question 1892 (11.03.2016) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **processus de Bologne:**

Der Bologna-Prozess hat seit dem Jahr 1999 dazu beigetragen, die Europäisierung und die Internationalisierung des tertiären Bildungssektors voranzutreiben. Ebenfalls sollte es zu einer Reform der international anerkannten Studienabschlüsse kommen. Die Studiengänge und die erworbenen Abschlüsse sollten vergleichbar gemacht werden. Nach mehr als 15 Jahren stellt man jedoch fest, dass sich die Universitäten sehr schwertun, den angepeilten Praxisbezug in die Studiengänge zu integrieren. Ein weiteres Problem im Bachelorstudium stellt die Anerkennung der Leistungen aufgrund der Mobilität der Studenten dar.

Bei der Begutachtung der Bewertung bezüglich der unterschiedlichen Bachelorstudien erkennt man, dass viele Bachelorstudenten unzufrieden sind, da sie der Meinung sind, dass die Studien sie nicht optimal auf die Berufsebene vorbereiten. Sie ziehen deshalb ein Masterstudium dem Eintritt in die Berufswelt vor.

Diesbezüglich muss erwähnt werden, dass u. a. in Deutschland 27.500 Studenten ohne schulische Hochschulberechtigung an den Universitäten und Fachhochschulen im Studienjahr 2010-2011 eingeschrieben waren. Diese Zahl erhöhte sich auf 49.800 im Wintersemester 2014-2015. Die Voraussetzungen für die Bewerbung um einen Studienplatz ohne Hochschulreife sind eine abgeschlossene Berufsausbildung und eine mehrjährige Berufspraxis.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für Hochschule und Forschung stellen:

- Verfügt der Minister über Informationen bezüglich der beschriebenen Probleme an der Universität Luxemburg?

- Gab es Hindernisse bezüglich der Mobilität für die Studenten in den beiden Studiengängen und welcher Art waren diese?

- Gab es Probleme bei der Anerkennung von erworbenen Leistungen an ausländischen Universitäten?

- Kann der Minister Auskunft darüber geben, ob Studenten ohne Hochschulreife während den vergangenen Jahren an der Universität Luxemburg eingeschrieben waren?

- Wie viele Studenten mit Bachelorabschluss haben den Weg in die Berufswelt eingeschlagen oder einen weiterführenden Masterstudiengang während den vergangenen Jahren durchgeführt?

Réponse (11.04.2016) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Im Zusammenhang mit der vorliegenden Frage möchte ich folgende Klarstellungen geben, die zum Teil auf Informationen der Universität Luxemburg basieren.

An der Universität Luxemburg existieren zweierlei Bachelortypen, die in ihrer Gestaltung entweder berufsorientiert oder akademisch ausgerichtet sind. Der „Bachelor professionnel" gibt Zugang zum Arbeitsmarkt, während der „Bachelor académique" Zugang zu weiterführenden Studien bietet. Diese klare Unterscheidung ermöglicht es dem Studierenden, sich aufgrund seiner persönlichen Ausbildungs- und Berufsziele zu orientieren.

Im Sommer 2015 hat die Universität Luxemburg 623 Bachelordiplome ausgestellt, wovon 130 Absolventen sich im Anschluss für einen der Master an der Universität Luxemburg eingeschrieben haben. Allerdings geben diese Zahlen keinerlei Auskunft über die Zahl der Bachelorabsolventen, die möglicherweise ihr Studium an ausländischen Universitäten weiterführen.

Den Informationen der Universität Luxemburg nach wurde sie bis jetzt über kein spezifisches Problem in Bezug auf die Mobilität der Studierenden in Kenntnis gesetzt. Allerdings schließt dies selbstverständlich die Auswahlkriterien zulassungsbeschränkter Studiengänge an ausländischen Universitäten aus. Die Mobilität an sich ist kein Aufnahme- oder Ausschlusskriterium im Rahmen einer potenziellen Bewerbung.

Die Anerkennung der im Ausland erbrachten Studienleistungen ist üblich und fest in die Abläufe der Universität Luxemburg integriert. Zu Semesterbeginn des akademischen Jahres 2015-16 wurden insgesamt 342 Studierende über das Anerkennungsverfahren akademischer oder berufsbezogener Leistungen angenommen, davon 157 für einen Bachelorstudiengang und 185 für einen Masterstudiengang.

In Bezug auf das Austauschprogramm folgt die Universität Luxemburg den Richtlinien des Erasmus+ Programmes, welches von der Europäischen Union finanziert wird. Diese Richtlinien sind in einer speziellen Charta zusammengefasst, welche von der Universität Luxemburg unterzeichnet wurde. Deren Ziel ist es, die Anerkennung erbrachter akademischer Leistungen (ECTS-Punkte) zu regeln und zu garantieren.

Vor diesem Hintergrund garantiert ein speziell erstelltes Dokument (Learning agreement bzw. Studienvertrag) die Berücksichtigung, Anerkennung und Bewertung der Prüfungen, die im Rahmen des in Luxemburg belegten Studiengangs im Ausland erbracht worden sind.

Betreffend die Einschreibung von Studenten ohne Hochschulreife verweise ich auf das Universitätsgesetz vom 12. August 2003, welches im Artikel 12 eine diesbezügliche Aufnahmeklausel vorsieht. Besagte Aufnahmeklausel bietet potenziellen Bewerbern, die über keinen vergleichbaren Abschluss zur Allgemeinen Hochschulreife verfügen, Zulassungsmöglichkeiten zu den Bachelorstudiengängen, sofern sie eine gewisse Berufsausbildung und -praxis vorweisen können. Eine weitere Option besteht in der erfolgreichen Teilnahme an einer speziellen Aufnahmeprüfung, die alljährlich im Frühjahr an der Universität Luxemburg stattfindet.

Zwischen November 2014 und Juni 2015 hat die Universität Luxemburg bei ihren Bachelor- und Masterabsolventen eine Umfrage durchgeführt (Ansprechrate 57%), laut der 50% den Weg in die Berufswelt eingeschlagen haben und 39% einen weiterführenden Studiengang gewählt haben.

Question 1893 (11.03.2016) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**abaissement des taux directeurs par la Banque centrale européenne:**

Le 10 mars 2016, la Banque centrale européenne (BCE) a abaissé ses trois taux directeurs, à commencer par le principal, le taux central, baromètre du crédit en zone euro, qui a été ramené de 0,05% à 0%. À noter en plus que la BCE a décidé de faire passer le taux de dépôt de -0,30% à -0,40%.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Le Gouvernement entend-il intervenir auprès des banques dans lesquelles l'État détient des participations afin que celles-ci répercutent l'intégralité de la baisse du principal taux directeur au niveau des prêts accordés aux clients?

- Quelle serait la réaction du Gouvernement si les banques commerciales décidaient de répercuter le taux de dépôt négatif sur leurs déposants?

Réponse (12.04.2016) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

La fixation des taux d'intérêt dont sont assortis les dépôts et les prêts de la clientèle relève de la politique commerciale des banques, à une exception près. L'article 27 de la loi du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Épargne de l'État soumet à l'approbation du ministre compétent, en l'occurrence le Ministre des Finances, les décisions du conseil de la BCEE relatives aux taux d'intérêt des livrets d'épargne et des prêts hypothécaires pour le financement des logements. Le Gouvernement en Conseil a approuvé, à l'occasion de sa séance du 21 mars 2016, les nouveaux taux d'intérêt, appliqués par la BCEE à partir du 1er avril 2016, aux livrets d'épargne et des prêts hypothécaires pour le financement des logements.

Question 1894 (11.03.2016) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **«cluster» dédié au secteur automobile:**

Monsieur le Ministre de l'Économie vient d'annoncer la création d'une nouvelle structure dédiée au secteur automobile à Roost, dans la commune de Bissen, sur le mode d'un partenariat public-privé. Ce campus devrait servir de catalyseur pour le secteur automobile qui pourrait y mener des activités de recherche et développement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir de plus amples informations concernant le fonctionnement de ce nouveau partenariat, notamment en ce qui concerne la répartition entre le public et le privé?

- Quels sont les types d'activités respectivement les sociétés auxquels sera ouverte cette nouvelle structure?

- Est-ce que le Gouvernement entend soutenir ces activités et ces entreprises via des «incitatifs» fiscaux?

Réponse (12.04.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

J'ai présenté le futur site industriel spécialisé dans la R&D pour les composants automobiles en date du 24 mars 2016. Implanté sur le territoire de la commune de Bissen près du lieu-dit Roost, le futur «Luxembourg Automotive Campus» hébergera les activités de recherche et d'innovation de plusieurs entreprises relevant du secteur automobile. Des infrastructures communes y sont prévues, comme des laboratoires et structures de recherche, des salles de conférences, des espaces de restauration et des aires d'exposition.

Profitant de la proximité du circuit d'essai de Goodyear, le site offre des possibilités de synergie pour les tests et la validation de prototypes. Le campus promeut également l'«innovation ouverte» et l'échange de technologies. Des activités de production industrielle n'y sont pas prévues dans un premier temps.

Le Ministère de l'Économie met à disposition les terrains nécessaires à l'implantation des entreprises moyennant un droit de superficie. IEE et Goodyear se sont engagées à relocaliser leurs activités de recherche et des fonctions administratives de support sur le campus.

Le modèle de financement et d'exploitation pour les infrastructures communes, à savoir cantine, salle de réunion, salle d'exposition, bureaux tout comme pour les équipements de recherche mutualisés, est à l'étude.

Des incitatifs fiscaux particuliers, outre les instruments de droit commun, à savoir le crédit d'impôt prévu par l'article 52 bis L.I.R., ne sont pas prévus.

Question 1895 (14.03.2016) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **taux d'intérêt en matière fiscale:**

Les économies que certains salariés peuvent tirer du fait qu'ils ont pu obtenir un prêt hypothécaire à taux réduit voire sans intérêts sont considérées, aux termes de l'article 104 L.I.R., comme revenu et sont dès lors imposables. Le taux d'intérêt permettant le calcul de cette économie d'intérêts a forfaitairement été fixé à 8% par l'article 1er du règlement grand-ducal du 28 décembre 1990 portant exécution de l'article 104, alinéa 3 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 (L.I.R.) concernant l'impôt sur le revenu.

Pour tenir compte de la tendance baissière des taux des prêts, le prédit taux a été diminué progressivement pour être fixé à 1,5% par le règlement grand-ducal du 23 décembre 2014 modifiant à partir de l'année d'imposition 2015 le règlement grand-ducal susmentionné du 28 décembre 1990.

Le 10 mars 2016, la Banque centrale européenne (BCE) a une nouvelle fois abaissé ses trois taux directeurs, à commencer par le principal, le taux central, baromètre du crédit en zone euro, qui a été ramené de 0,05% à 0%.

C'est ainsi que nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de modifier le taux visé au règlement grand-ducal du 28 décembre 1990?

Réponse (12.04.2016) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

En vertu de l'article 104 de la loi concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.), tous biens et avantages en espèces et en nature, mis à la disposition du contribuable dans le cadre de l'exercice d'une occupation salariée, font partie de son revenu.

Afin de garantir un traitement uniforme des salariés bénéficiant d'un prêt sans intérêts ou à intérêts réduits, le règlement grand-ducal du 28 décembre 1990 a fixé forfaitairement à 8% le taux d'intérêt permettant le calcul de l'économie d'intérêt. Ce taux est censé correspondre au prix moyen du marché. Au cours des dernières années, les taux des prêts hypothécaires qui ont servi de base pour fixer le taux de 8%, ont connu une baisse considérable par rapport à la situation de décembre 1990. Pour tenir compte de cette situation, le taux initial de 8% avait été réduit progressivement à l'aide de fixations temporaires couvrant à chaque fois deux années d'imposition. Pour les années 2009 à 2010 et 2011 à 2012, le taux restait fixé à 2%.

Étant donné une stabilité à un niveau très bas des taux des prêts hypothécaires, il était décidé de laisser le taux à 2% pour l'année d'imposition 2013 et les années d'imposition subséquentes (régl. gr.-d. du 21 décembre 2012). Une nouvelle adaptation à 1,5% à partir de l'année d'imposition 2015 a été fixée par le règlement grand-ducal du 23 décembre 2014.

Selon les publications de la Banque centrale du Luxembourg (communiqué «taux d'intérêt» du 6 avril 2016, site Internet BCL), le taux d'intérêt variable sur les crédits immobiliers atteint un pourcentage de 1,80% au 1er février 2016, alors que le taux d'intérêt fixe se situe à la même date à un niveau de 1,84%. Pour des

raisons d'équité fiscale, le taux actuel de 1,5% est donc justifié.

Il importe également d'attirer l'attention sur les dispositions du règlement grand-ducal du 11 décembre 1991 portant exécution de l'article 115, numéro 22 L.I.R., selon lequel le salarié obtient l'exemption de l'impôt sur le revenu d'une tranche de 3.000 euros par année des recettes de l'économie et de la bonification d'intérêts. Ce montant est majoré à 6.000 euros en cas d'imposition collective et pour les ménages monoparentaux.

Question 1897 (15.03.2016) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **transposition de la directive «Seveso III»:**

La transposition en droit national de la directive «Seveso III» (directive 82/501/CEE) devait être achevée pour le 31 mai 2015. Or, n'ayant pas respecté le délai initial, la Commission européenne a envoyé au Luxembourg une lettre de mise en demeure en juillet 2015.

En dépit de ce rappel à l'ordre, le Luxembourg n'a toujours pas transposé en droit interne la directive. C'est pourquoi la Commission européenne a décidé le 25 février 2016 de lui adresser un avis motivé, l'engageant à combler les lacunes de sa législation en transposant la directive «Seveso III».

Faute de réaction dans les deux mois de la part du Luxembourg, la Commission pourra saisir la Cour de justice de l'UE et assortir son recours d'une demande de sanction financière.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur les raisons du retard de transposition de ladite directive?

2. Selon quel échéancier Madame la Ministre entend-elle donner suite à l'avis motivé de la Commission européenne?

Réponse commune (19.04.2016) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

D'emblée il y a lieu de soulever que la coordination concernant les accidents majeurs ainsi que la législation y afférente (dite «Seveso») relèvent principalement de la compétence du Ministre du Travail.

Ad 1. Comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire n°1246 de Monsieur le Député Léon Gloden *(cf. compte rendu n°16/ session ordinaire 2014-2015)* concernant la transposition de la directive 2012/18/UE (directive dite «Seveso III»), la transposition de certains articles de la directive dite «Seveso III» a soulevé certaines questions nécessitant une coopération interministérielle. Il s'agit ici principalement du champ d'application et de l'article 13 «Maîtrise de l'urbanisation» de la directive.

Il est à souligner que la maîtrise de l'urbanisation est primordiale dans le cadre de la transposition de la directive dite «Seveso III». Une transposition bien pensée et adaptée au Luxembourg est dès lors indispensable à une application correcte de cet article de la directive. Dans cet ordre d'idées, l'organisation des réunions d'information avec toutes les autorités concernées par la directive, telles que:

- l'Administration de l'Environnement,

- la Direction de la Santé,

- l'Administration des Services de Secours,

- le Ministère du Développement durable et des Infrastructures - Département des transports,

- l'Administration des chemins de fer,

- le Ministère de l'Intérieur,

- le Ministère du Développement durable et des Infrastructures - Département de l'aménagement du territoire,

ainsi que le temps nécessaire afin de récolter les commentaires, ont eu pour conséquence que les délais prévus pour la transposition n'ont pas pu être respectés.

Ad 2. En date du 26 novembre 2015, le projet de loi transposant la directive 2012/18/UE a été déposé à la Chambre des Députés (dossier parlementaire n°6915). Le projet de loi précité suit actuellement la procédure législative prévue.

Il est à espérer que les avis sollicités dans ce contexte seront bientôt disponibles de sorte que les travaux parlementaires puissent aboutir dans les tous meilleurs délais à l'adoption du texte.

Question 1898 (14.03.2016) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **partenariat entre POST Luxembourg et Banque Raiffeisen:**

Fin février 2016, les responsables ont annoncé avoir conclu un partenariat concernant la nouvelle orientation du compte chèque postal (CCP) de POST. Sur le site «lequotidien.lu», on pourrait ainsi lire que «les détenteurs de CCP, au nombre de 140.000 au Luxembourg, ne verront pas de changement dans la gestion de leur compte CCP». Or, les clients CCP de POST Luxembourg se sont récemment vus adresser un courrier portant les sigles de la banque Raiffeisen et de la poste dans lequel ces clients sont invités à déclarer «ne pas souhaiter réaliser des opérations CCP dans le réseau Raiffeisen et demande que les agences Raiffeisen n'aient pas accès aux informations de POST sur mon compte CCP».

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Messieurs les Ministres sont-ils au courant de ces démarches de la part de POST?

- La teneur du courrier fait penser que les clients qui ne font pas la déclaration seraient implicitement d'accord à ce que les agences Raiffeisen aient accès à leurs données bancaires auprès de la poste. Messieurs les Ministres ne considèrent-ils pas qu'une telle façon de procéder viole le secret bancaire?

Réponse commune (14.04.2016) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Le souci de préserver la confidentialité des informations tombant sous le secret professionnel prévu par l'article 41 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier a été au centre des préoccupations de POST et de Raiffeisen lors des réflexions et discussions qui ont précédé la mise en place du partenariat.

Afin de garantir la plus grande transparence et sécurité opérationnelle, POST et Raiffeisen ont pris soin d'encadrer ce dispositif unique pour les clients CCP, et ce conformément aux dispositions légales de l'article 41(5) de la loi sur le secteur financier qui prévoient que «l'obligation au secret n'existe pas à l'égard des établissements de crédit et des PSF de support lorsque les renseignements communiqués à ces professionnels sont fournis dans le cadre d'un contrat de services».

Cet article 41(5) de la loi sur le secteur financier prévoit deux conditions pour son application:

- le destinataire de l'information doit être un établissement de crédit ou un PSF de support;

- les renseignements communiqués (ou en l'espèce rendus accessibles) sont fournis dans le cadre d'un contrat de services.

Ces deux conditions sont remplies dans le cas du partenariat entre POST et Raiffeisen:

- POST dispose d'un agrément PSF de support et Raiffeisen est un établissement de crédit dûment agréé au Luxembourg.

- Un contrat de services définissant le périmètre des services rendus dans les agences Raiffeisen et encadrant l'accès à l'information a été conclu entre les parties.

Les parties ont pris soin de présenter le projet de partenariat à la CSSF et d'obtenir son approbation sur les pierres angulaires de celui-ci, et notamment par rapport à la question sensible de l'obligation au secret professionnel.

Conformément à sa pratique et à son interprétation administrative de l'article 41 de la loi sur le secteur financier, la CSSF ne s'est pas opposée à l'approche des parties en estimant que l'accès accordé aux agents Raiffeisen aux données relatives aux clients CCP, dans la mesure où celles-ci sont strictement limitées aux informations nécessaires à ces agents pour remplir leur mission.

L'accès par Raiffeisen aux informations relatives aux clients CCP est strictement limité au cadre des services que les agents de Raiffeisen presteront aux clients CCP en agence Raiffeisen.

Ce partenariat permet aux clients CCP d'effectuer leurs opérations financières de base (dépôt, retrait, virement) sur leur compte CCP dans l'agence Raiffeisen de leur choix. Les données auxquelles un agent Raiffeisen pourra avoir accès sont strictement limitées à celles qui lui sont nécessaires pour remplir les opérations financières de base et se limiteront donc essentiellement à l'identité du client, son numéro de compte CCP, le solde de ce dernier et les opérations récentes.

L'accès des agents Raiffeisen aux informations sur les clients CCP se fera via le système d'information de POST. Ainsi, les informations sur les clients CCP ne seront pas transférées dans une base de données de Raiffeisen. POST conserve et conservera à tout moment le contrôle des données de ses clients.

En vue du partenariat, POST a ajouté une information supplémentaire dans les conditions générales, dans un encadré particulièrement visible, pour informer les clients que les agents Raiffeisen pourront avoir accès à leurs données dans le cadre des opérations financières de base en agence Raiffeisen, sauf si les clients manifestent leur refus.

De plus, et uniquement dans un souci de grande transparence à l'égard des clients CCP, un courrier d'information individuel - auquel les honorables Députés font référence dans la question parlementaire - a également été envoyé aux clients CCP pour les informer très précisément de la mise en place effective du partenariat et leur présenter les nouveaux avantages que le partenariat avec Raiffeisen leur procure. POST a fait le choix d'attirer l'attention de ses clients, en particulier ceux qui n'auraient pas besoin ou ne souhaiteraient pas effectuer des opérations de base sur leur CCP en agence Raiffeisen, sur le fait qu'ils pouvaient y renoncer et s'opposer à l'accès à leurs données par Raiffeisen en renvoyant le coupon joint dans le courrier individuel. Ils peuvent également, à tout moment, adresser leur opposition par courrier simple ou encore par messagerie électronique sécurisée (via CCP Connect).

POST a donc pris le parti d'offrir une solution sécurisante et transparente vis-à-vis de ses clients qui souhaiteraient conserver la confidentialité de leurs données vis-à-vis des agents de Raiffeisen et renoncer à cet avantage du partenariat.

Question 1899 (15.03.2016) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **marchés nationaux de l'électricité et du gaz naturel:**

Le 4 novembre 2015, l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) a publié un communiqué sur les prix d'électricité et de gaz naturel.

Dans cette prise de position, l'ILR a conclu que les prix que proposent les fournisseurs d'électricité et de gaz naturel aux consommateurs résidentiels sont raisonnables mais que la détermination de ces prix pourrait cependant être plus transparente.

En ce qui concerne plus particulièrement le marché de l'électricité, l'ILR constate que la non-réactivité du prix de la fourniture par rapport au développement des prix à la bourse semble indiquer un manque de pression concurrentielle sur le marché national de l'électricité ce qui peut conduire à une augmentation des marges des fournisseurs.

Enfin l'ILR recommande aux fournisseurs de mettre à la disposition du public des informations plus détaillées, comme par exemple la décomposition du prix de la fourniture intégrée dans ses différentes composantes (frais réseau, énergie et prix fourniture, taxes, remises éventuelles, etc.). Dans l'intérêt des consommateurs, ces informations devraient être plus facilement accessibles, par exemple sur leurs sites Internet et aux points de vente.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'appréciation de l'ILR selon laquelle les marchés nationaux de l'électricité respectivement du gaz naturel ne sont pas suffisamment concurrentiels?

- Le cas échéant, comment Monsieur le Ministre compte-t-il remédier à cette situation?

- En matière de transparence, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis, à l'instar de l'ILR, qu'il conviendrait d'obliger les fournisseurs d'électricité et de gaz naturel à publier des informations plus détaillées sur les différentes composantes du prix et de les rendre plus accessibles, voire de les reprendre sur la facture de consommation globale?

Réponse (15.04.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Tout d'abord je tiens à rappeler que dans son communiqué de presse du 4 novembre 2015, publié à l'occasion de la publication de son rapport sur les prix et auquel l'honorable Députée fait référence dans sa question, l'Institut luxembourgeois de régulation a souligné que «les prix de la fourniture intégrée de l'électricité et du gaz naturel proposés aux clients résidentiels sont raisonnables, en particulier par rapport aux prix pratiqués ailleurs en Europe».

Les lois modifiées du 1er août 2007 relatives à l'organisation des marchés de l'électricité respectivement du gaz naturel ainsi que le règlement grand-ducal du 19 mai 2003 relatif aux autorisations pour la fourniture de gaz naturel définissent les conditions applicables à toute personne physique ou morale établie dans un des États membres de l'Union européenne pour obtenir une autorisation de fourniture d'énergie électrique ou de gaz naturel à délivrer par le Ministre de l'Économie.

Dans le secteur de l'électricité, 26 acteurs du marché sont actuellement titulaires d'une autorisation de fourniture, dont 15 sont des fournisseurs établis dans un État membre autre que le Luxembourg. Sept de ces fournisseurs desservent des clients résidentiels sis au Grand-Duché de Luxembourg.

Dans le secteur du gaz naturel, douze acteurs sont à ce jour titulaires d'une autorisation de fourniture, dont sept sont des fournisseurs étrangers. Trois fournisseurs desservent des clients résidentiels situés sur le territoire national.

Le consommateur au Luxembourg, qu'il soit professionnel ou résidentiel, dispose donc d'un certain choix pour désigner son fournisseur d'énergie électrique ou de gaz naturel.

Les lois précitées prévoient en outre des dispositions visant la protection des consommateurs, l'organisation de la fourniture intégrée des clients résidentiels, la transparence des informations envers les clients ainsi que le changement facile du fournisseur qui doit être possible sans frais supplémentaires pour le client.

Dans le cadre de ses missions de promouvoir des marchés intérieurs de l'électricité et du gaz naturel concurrentiels, l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) a mis en ligne un comparateur de prix d'électricité et de gaz naturel (www.calculix.lu) qui permet de calculer la meilleure offre d'électricité ou de gaz naturel sur base du code postal et de la consommation annuelle en kWh du client résidentiel. Dans la liste des résultats affichés par ce comparateur, le client résidentiel peut, à côté du prix des produits, également s'informer sur la composition de l'électricité ou du gaz naturel en termes de source d'énergie. Par la mise en service de cet outil, l'ILR vise à augmenter la transparence des marchés de l'électricité et du gaz naturel et à offrir une information plus complète aux consommateurs afin qu'ils puissent faire un choix en toute connaissance de cause. Le comparateur de prix de l'ILR est en ligne depuis septembre 2013.

Même si le taux de changement de fournisseur des clients résidentiels semble assez limité, il y a lieu de retenir que tous les outils et règles sont en place et toutes les informations nécessaires sont disponibles aux clients résidentiels pour leur permettre de choisir, sans frais pour eux, un fournisseur d'électricité ou de gaz naturel en fonction du prix ou d'autres critères comme par exemple les sources d'énergie offertes. C'est ainsi à juste titre que le régulateur rappelle dans ladite communication du 4 novembre 2015 que «le meilleur moyen pour assurer des prix raisonnables sur le marché est de faire jouer la concurrence entre les fournisseurs. Les consommateurs sont dans ce contexte invités à devenir plus actifs et à s'informer sur les offres disponibles.»

En vertu des lois précitées, les fournisseurs sont tenus d'offrir l'approvisionnement en énergie des clients résidentiels exclusivement moyennant une fourniture intégrée, comprenant, en plus de la fourniture de l'énergie elle-même, les prestations nécessaires à l'acheminement de l'énergie à travers les réseaux jusqu'au point de fourniture. Alors que les tarifs pour l'utilisation des réseaux sont réglementés par l'ILR, les prix de l'énergie - électricité ou gaz naturel - sont ouverts à la concurrence.

En vertu des lois modifiées de 2007, les fournisseurs sont tenus de spécifier au moins annuellement dans ou avec les factures envoyées aux clients finaux les prix facturés et la consommation réelle d'énergie d'une manière compréhensible et clairement comparable au niveau national.

En règle générale, les fournisseurs facturent sur une base mensuelle ou bimensuelle un acompte aux clients résidentiels qui est calculé en fonction de leur consommation de l'année précédente. Cette façon de procéder permet aux consommateurs de lisser leur facture sur toute l'année plutôt que de devoir régler des factures élevées notamment en hiver. Au moins une fois par an, les clients résidentiels reçoivent un décompte avec tous les détails comprenant les différentes composantes du prix comme le prix de l'énergie consommée, les frais pour l'utilisation du réseau ainsi que les taxes applicables et la TVA. Ainsi, bien que la loi ne les y oblige pas dans le cas de la fourniture intégrée, les fournisseurs informent en pratique leurs clients résidentiels de tous les détails des composantes du prix facturé. Augmenter davantage le niveau de détail des informations communiquées

berge le risque d'effarer les consommateurs par des précisions techniques souvent difficilement compréhensibles par des non-initiés. Chaque consommateur reste cependant libre de demander à son fournisseur toute information supplémentaire relative à sa facturation.

Question 1900 (15.03.2016) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **taux d'intérêt de retard:**

Le 10 mars 2016, la Banque centrale européenne (BCE) a une nouvelle fois abaissé ses trois taux directeurs, à commencer par le principal, le taux central, baromètre du crédit en zone euro, qui a été ramené de 0,05% à 0%.

Actuellement le taux d'intérêt de retard prévu par la législation fiscale s'élève à 0,6% par mois de retard.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de réduire le taux d'intérêt de retard prévu par la législation fiscale?

- Si oui, à quel montant?

Réponse (12.04.2016) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'intérêt de retard a pour objectif d'inciter le contribuable à payer à l'échéance la dette fiscale due au Trésor. Le commentaire concernant l'article 155 de la loi modifiée concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) attribue à l'intérêt de retard non seulement le caractère d'un intérêt sur la somme due, mais également celui d'une sanction pour inobservation d'une prescription légale ou réglementaire, à savoir l'omission de régler l'impôt à son échéance. En raison de cette dernière caractéristique, l'intérêt de retard ne peut être assimilé ni à l'intérêt légal, ni aux intérêts pratiqués par les instituts de crédit qui constituent exclusivement la rémunération de la somme prêtée.

Le contribuable a la possibilité de demander, avant l'échéance de l'impôt, un délai de paiement au bureau d'imposition compétent. Le paragraphe 127 de la loi générale des impôts «Abgabenordnung» (AO) autorise le bureau d'imposition à décider d'accorder un délai de paiement à condition que la créance ne se perçoive à l'échéance sans rigueurs excessives pour le contribuable et que la perception de la créance ne soit pas mise en péril par l'octroi d'un terme.

Le règlement grand-ducal du 28 décembre 1968, portant exécution des articles 155 et 178 L.I.R., prévoit qu'un délai sans intérêts peut être accordé si le délai de paiement ne dépasse pas quatre mois. Un intérêt forfaitaire de 0,1% par mois est prévu si la durée du délai de paiement accordé se situe entre quatre mois et douze mois. Un intérêt forfaitaire de 0,2% est prévu si la durée du délai de paiement accordé se situe entre douze mois et 36 mois.

Étant donné le caractère particulier de l'intérêt de retard prévu par l'article 155 L.I.R. et les aménagements prévus par le règlement grand-ducal du 28 décembre 1968, la décision de la Banque centrale européenne d'abaisser les taux directeurs ne peut se répercuter sur le taux d'intérêt prévu en cas de paiement tardif de l'impôt. Par conséquent, aucune réduction de l'intérêt de retard n'est prévue.

Question 1901 (15.03.2016) de **MM. Félix Eischen** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**Exposition universelle de Dubaï en 2020:**

La presse vient de relater aujourd'hui que le Ministre de l'Économie envisagerait une participation du Grand-Duché de Luxembourg à l'Exposition universelle de Dubaï en 2020 et qu'une décision définitive devrait être prise dans les prochaines semaines.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer cette information?

- Quand le Gouvernement a-t-il pris la décision formelle de participer à l'Exposition universelle de Dubaï en 2020?

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer sur le thème de cette exposition?

- Quelles seraient les raisons de la participation à l'Exposition universelle de Dubaï?

- Quel serait le budget pour une telle exposition?

Réponse (15.04.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Je peux en effet confirmer qu'une participation à l'Exposition universelle de Dubaï en 2020 est prévue et qu'une décision formelle sera prise dans les prochaines semaines. En effet, S.A.R. le Sheikh Mohammed Bin Rachid Al Maktoum, Vice-Président et Premier Ministre des EAU, devrait prochainement adresser, par la voie diplomatique, une lettre d'invitation à Monsieur le Premier Ministre Xavier Bettel. Dans la mesure où le lancement des invitations marquera le début officiel du processus d'inscription, le Luxembourg n'a pas encore pu prendre une décision formelle par rapport à une participation à cet évènement de renommée mondiale.

Le thème principal de l'exposition universelle «connecter les esprits, créer le futur» est subdivisé en trois sous-thèmes, à savoir:

1. Opportunités: les rêves pour le futur;

2. Mobilité: connexions physiques et virtuelles;

3. Développement durable: résoudre les problèmes du futur.

Plusieurs raisons plaident en faveur d'une participation officielle du Luxembourg à cet évènement:

- Le profil de cette exposition universelle, qui ambitionne, à travers le thème principal «connecter les esprits, créer le futur», de promouvoir l'innovation et le développement durable, devrait susciter auprès de nombreux acteurs du tissu économique luxembourgeois un intérêt prononcé. En effet, une poignée d'entreprises, issues notamment du secteur spatial, ont d'ores et déjà manifesté leur intention de s'associer à une éventuelle participation luxembourgeoise.

- Les excellentes relations bilatérales:

Le Luxembourg entretient des relations bilatérales étroites avec les Émirats depuis longue date. L'ouverture, en 2011, de la première mission diplomatique dans la région du Golfe à Abu Dhabi, témoigne de la bonne entente entre nos deux pays. Le nombre important de visites ministérielles en est un autre signe: entre 2005 et 2015, pas moins de 16 visites ministérielles ont eu lieu aux EAU. S.A.R. le Grand-Duc a visité le pays en 2005 et S.A.R le Grand-Duc héritier s'y est rendu sept fois.

- Le potentiel économique:

Les Émirats Arabes Unis sont de loin le plus important partenaire commercial du Luxembourg dans la région du Golfe. Le volume total des échanges commerciaux est en croissance constante depuis plusieurs années pour atteindre 586 millions en 2014. La décision, prise en 2005, de mettre en place un Luxembourg Trade and Investment Office (LTIO) à Dubaï (bureau par la suite transféré à Abu Dhabi et couplé à l'Ambassade depuis l'ouverture de cette dernière en 2012) découle du potentiel économique important existant entre les deux pays.

- Le point de vue «nation branding»:

Dubaï sera la première ville arabe au monde à accueillir une exposition universelle. Avec plus de 25 millions de visiteurs attendus, dont 70%, estime-t-on, viendront de l'étranger, une participation à l'Expo constitue une occasion unique pour mieux faire connaître le Luxembourg sur la scène mondiale.

Pour ce qui est du budget, il est difficile d'avancer des chiffres précis à ce stade prématuré des préparatifs étant donné que les responsables de l'Expo n'ont pas encore publié les «participation guidelines». Pour orienter les exposants, les organisateurs prévoient de mettre en ligne un calculateur des coûts de construction des pavillons: cet outil, qui sera mis à jour tous les six mois, permettra à chaque exposant de simuler les frais liés à la conception et à la construction (montage, démontage) des espaces d'exposition.

Vu l'intérêt potentiel du secteur privé de s'associer à une éventuelle participation luxembourgeoise, un apport financier de certains acteurs privés pourrait alléger la charge budgétaire de l'État.

Question 1902 (15.03.2016) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **traitement de patients souffrant de douleurs chroniques:**

D'Thema vu Patiente mat chroneschem Wéi (douleur chronique) gëtt regelméisseg ugeschwat, och a parlamentaresche Froen. Et schéngen awer nach keng Léisunge fonnt ginn ze sinn, déi de betraffene Leit Satisfaktioun ginn. Laut Schätzunge sollen zu Lëtzebuerg tëschent 15.000 a 25.000 Leit ënner chroneschem Wéi leiden.

Och wann aner Spideeler zum Deel esou Patiente behandelen, esou besteet dach landeswäit nëmmen am Centre Hospitalier vun der Stad Lëtzebuerg e spezialiséierten Zenter (den «Centre de traitement de la douleur»). Laut mengen Informatioune musse Patiente ganz laang waarden, fir do deen éischte Rendez-vous ze kréien.

Och an der Nomenclature vun der Gesondheetskeess ginn déi spezifesch Besoine vu Patiente mat chroneschem Wéi kaum berücksichtegt.

Dowéinst wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister an dem Här Minister fir sozial Sécherheet dës Froe stellen:

1. Wéi laang dauert et am Ament, fir en éischte Rendez-vous am «Centre de traitement de la douleur» beim CHL ze kréien? Wat gëtt ënnerholl, fir dësen Délai ze verkierzen?

2. Wat ass am zukünftege Spidolsplang virgesinn, fir deene ville Patiente mat chroneschem Wéi entgéintzekommen? Kréie Spideeler, déi dës Behandlung wëllen ubidden, eng speziell finanziell Ënnerstëtzung?

3. Ass et virgesinn, am Kader vun de Gespréicher fir d'Nomenclature ze änneren, och déi spezifesch Bedürfnisser vun de Patiente mat chroneschem Wéi ze berücksichtegen?

4. Plangt d'Regierung aner Verbesserungen, z. B. an de Beräicher multimodal Behandlung, Rehabilitatioun, Transport, fir dës Patienten? Wa jo, wéi eng?

5. Ass et méiglech, am Fall vun enger dauerhafter Behandlung mat Medikamenter, speziell Modalitéite fir Patiente mat chroneschem Wéi anzeféieren, z. B. datt si sech net ze oft bei den Dokter mussen déplacéieren, nëmme fir Medikamenter verschriwwen ze kréien?

Réponse commune (19.04.2016) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

De Gesondheetsministère huet d'Méiglechkeet geschafen, fir duerch e Subsid d'Spidolsaktivitéit vu Consultatioune fir d'Patiente mat chroneschem Wéi, duerch een a chroneschem Wéi spezialiséierten Dokter ze ënnerstëtzen. D'Konditioun vun der Ënnerstëtzung war, dass doduerjer méi nei Patiente kéinten ënnersicht ginn an eng multidisziplinär Behandlung, et kann een hei vun engem multimodale Programm schwätzen, kréien.

Den «Centre de traitement de la douleur chronique» am CHL (Centre Hospitalier de Luxembourg) konnt doduerch seng Consultatiounszäit fir d'Patiente mat chroneschem Wéi eropsetzen.

Fir dës Zäit esou effizient wéi méiglech anzesetzen, gëtt folgend Prozedur ugewannt: De Patient, deen e Rendez-vous freet, gëtt gefrot, ëm wat fir eng Pathologie et sech handelt, a gëtt gebieden, e standardiséierten Dossier auszefëlle betreffend de Krankheetsverlaf an e soll deen esou séier wéi méiglech eraschécken, wa méiglech mat dem Compte rendu vu schonns erfollegten Examen a Rapporte vun Dokteren. Et dauert am Duerchschnëtt 24 Deeg bis de Patient den Dossier zréckgeschéckt huet.

Op Basis vun dësen Informatiounen an a Fonctioun vun der Pathologie attribuéiert den Dokter vum Schmäerzzentrum dem Patient en éischte Rendez-vous.

En moyenne dauert et - all Patienten (urgent Fäll a Patiente mat chroneschem Wéi) zesumme considéréiert - 75 Deeg bis zur éischter Ënnersichung.

De Schmäerzzentrum këmmert sech och ëm evoluéiert Fäll, wou den éischten Exame muss urgent ageplangt ginn. Fir déi Fäll fënnt déi éischt Consultatioun bannent 14 Deeg statt.

Schonn am Dezember 2013 hat d'AMMD (Association des Médecins et Médecins-Dentistes), op Demande vum «Cercle luxembourgeois d'algologie», eng Ufro un d'Commission de nomenclature gestallt, fir fënnef Akten am Kader vun der Prise en charge vum chronesche Wéi kënne vun der CNS rembourséiert ze kréien.

Den Déplacement bei den Dokter just fir eng weider Verschreiwung vu Medikamenter ass och haut schonn net méi néideg, well et en adaptéierten Tarif fir d'Verschreiwung ouni Consultatioun gëtt.

Am zukünftege Spidolslpang ass en «Centre de compétences» fir Patiente mat chroneschem Wéi ageschriwwen. E sougenannte Centre de compétences kann entweder just op engem Site oder awer vu méi Spideeler offréiert ginn. D'Ufro fir d'Autorisatioun muss entweder vun e puer Spideeler zesummen oder vun engem Spidol mat op d'mannst engem spezialiséierte Spidolsetablissement zesummen - an ëmmer mat engem gemeinsame Betriibskonzept - agereecht ginn. E Centre de compétences rassembléiert an engem oder op e puer Sitten d'Équipë vum Gesondheetspersonal, déi sech em Patienten - an deem heite Fall mat chroneschem Wéi - këmmeren. D'Zil fir esou e Centre de compétences anzeféieren ass, fir d'Qualitéit vun der Prise en charge ze verbesseren, d'Ressourcen nach besser ze notzen an och fir duerch Concertatioun de Besoinen nach besser kënnen entgéintzekommen.

Question 1903 (15.03.2016) de **M. Félix Eischen** *(CSV)* concernant les **armes à feu imprimées en 3D:**

À la suite des attentats de Paris du 13 novembre 2015, la France avait demandé la convocation d'une réunion extraordinaire du Conseil «Justice et affaires intérieures» (JAI). À cette occasion, la Ministre de la Justice et le Ministre de l'Intérieur de la France ont livré des propositions, passant notamment par «l'extension du champ d'application de la directive [de 1991 sur les armes à feu] aux armes blanches et neutralisées, l'adoption d'un système commun de marquage, ou encore l'encadrement plus rigoureux de la vente d'armes sur Internet». Or, la proposition allait plus loin que la seule vente d'armes à feu. Selon le document envoyé au Conseil de l'Union européenne le 17 novembre 2015, la France demandait à «encadrer plus rigoureusement la vente d'armes à feu sur Internet» et à «interdire la diffusion sur Internet des plans d'armes pour imprimantes 3D».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Quelle était la position de Messieurs les Ministres lors du Conseil JAI extraordinaire du 20 novembre 2015 par rapport aux propositions de la France et notamment celle relative à l'interdiction de «la diffusion sur Internet des plans d'armes pour imprimantes 3D»?

2. Quel était le résultat du Conseil JAI prédit?

3. La législation luxembourgeoise interdit-elle la diffusion sur Internet des plans d'armes pour imprimantes 3D et l'impression 3D des armes à feu?

4. Dans la négative, quelle est la démarche au Luxembourg pour l'autorisation de diffusion, de création et de détention des armes à feu issues d'imprimantes 3D?

5. Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas nécessaire de légiférer dans ce dossier?

Réponse commune (08.04.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Ad 1. Lors du Conseil JAI extraordinaire du 20 novembre 2015, les Ministres européens de la Justice et des Affaires intérieures ont eu une discussion approfondie sur l'ensemble des risques que pose actuellement le terrorisme international et les options possibles afin de lutter de façon efficace contre ce fléau, y compris en ce qui concerne l'impression 3D des armes à feu.

À ce sujet, nous avons soutenu les préoccupations de beaucoup d'autres ministres européens que l'impression 3D d'armes à feu est une question importante dans la lutte contre le terrorisme au vu des risques potentiels pouvant émaner d'un abus de cette nouvelle technologie. Par conséquent, ces risques méritent un examen plus approfondi afin de trouver des solutions appropriées au niveau de l'Union européenne, voire au niveau mondial en coopération avec d'autres organisations internationales.

Ad 2. Les discussions des ministres concernant l'impression 3D des armes à feu ont convaincu la Commission européenne d'aborder le sujet dans sa «Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil du 4 décembre 2015 relative à la mise en œuvre du programme européen en matière de sécurité - Plan d'action de l'UE contre le trafic et l'utilisation illicite d'armes à feu et d'explosifs»[1] qui retient notamment ce qui suit:

«Il est bien connu que les réseaux criminels et terroristes évoluent rapidement, et exploitent les innovations technologiques[2]. La Commission va donc établir une collaboration avec l'industrie de l'armement, l'industrie chimique, les autorités répressives nationales compétentes et Europol afin d'examiner l'incidence des progrès technologiques sur la disponibilité potentielle d'armes à feu et d'explosifs et cerner les failles éventuelles dans la sécurité.

Simultanément, la capacité à réagir rapidement aux nouvelles menaces doit être renforcée (par exemple, impression en 3D).»

Ainsi, le Plan d'action de l'Union européenne

[1] Voir le document n°14971/15 et son annexe (14971/15 ADD 1) du 4 décembre 2015

[2] L'impression 3D peut être utilisée pour fabriquer des armes à feu et des composants essentiels permettant de réactiver des armes à feu désactivées. Les armes non métalliques, telles que celles fabriquées en kevlar ou en céramique, comportent un potentiel de risque qui requiert une surveillance étroite.

retient comme un des objectifs de limiter l'accès aux armes à feu et aux explosifs illicites et prévoit comme première action pour réaliser cet objectif d'améliorer la connaissance de la situation grâce au renseignement et de surveiller les nouveaux risques par l'évaluation des risques résultant d'innovations technologiques, telles que l'impression en 3D. Cette action est prévue pour être mise en œuvre au courant des années 2016 et 2017 conjointement par Europol, les États membres, la Commission européenne et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC).

Ad 3. Pareille législation spécifique n'existe pas au Luxembourg.

Ad 4. La législation luxembourgeoise, et notamment la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions, est technologiquement neutre en ce sens qu'elle ne vise pas des technologies spécifiques. Au Luxembourg, seules les personnes physiques peuvent devenir titulaire d'un agrément en matière d'armes, à condition de disposer de l'honorabilité requise. En cas de non-respect, elles s'exposent à des sanctions pénales pouvant aller jusqu'à cinq ans d'emprisonnement et/ou une amende de 250.000 euros.

Ad 5. Étant donné qu'une solution purement nationale luxembourgeoise ne serait guère utile en la matière et au vu des travaux actuellement en cours au niveau de l'Union européenne mentionnés au point 2, il n'est pour l'instant pas prévu de légiférer à ce sujet.

Question 1904 (15.03.2016) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant les **unités cynotechniques:**

Lors de recherches de personnes physiques suite à une disparition inquiétante, l'aide des chiens s'avère être une aide précieuse. Dans de tels scénarios, chaque minute compte et une bonne organisation et coopération entre les acteurs sont déterminantes. Ainsi, l'unité cynotechnique de la Police grand-ducale collabore avec celle de l'Administration des Services de Secours de même qu'avec celle de la Croix-Rouge. Pour l'instant, cette collaboration ne repose que sur un accord tacite.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1. Messieurs les Ministres peuvent-ils nous informer au sujet des procédures opérationnelles et de prise de décision entre les différentes unités cynotechniques?

2. De quels moyens techniques disposent les trois unités cynotechniques? Sont-elles toutes en mesure de communiquer via le nouveau réseau de communication radio RENITA?

3. Au cours des dernières années, quel a été le nombre de missions effectuées?

4. De combien de chiens se composent les différentes unités cynotechniques? Quelle est la formation requise pour ces chiens? Existe-t-il au Luxembourg des chiens formés au «mantrailing»? Le cas échéant, Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que cette méthode de recherche pourrait constituer une valeur ajoutée aux missions de recherche?

Réponse commune (18.04.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Ad 1. Dans le cadre de la recherche de personnes suite à une disparition inquiétante, l'unité cynophile de la Police grand-ducale travaille en étroite collaboration avec celles de la Croix-Rouge et de la Protection civile.

Les procédures internes de la police prévoient que, dès que des éléments de l'enquête d'une disparition inquiétante permettent de limiter géographiquement les recherches à une portion de terrain favorable à la recherche par chien, le Centre d'intervention national (CIN 113) contacte le central des secours d'urgence (CSU 112) afin de faire intervenir les groupes cynotechniques de l'Administration des Services de Secours et de la Croix-Rouge luxembourgeoise.

Une note interne au CSU 112 précise qu'en cas de besoin d'intervention d'un groupe canin, les unités de l'Administration des Services de Secours et de la Croix-Rouge sont à alerter parallèlement.

La Police grand-ducale est responsable de l'opération de recherche sur le terrain. À cet effet, elle prend en charge la coordination de l'opération, tandis que les équipes cynophiles de la Croix-Rouge et la Protection civile effectuent les recherches proprement dites.

En cas de besoin, un poste de commandement mobile est installé pour assurer une coordination optimale des secours. Lors d'interventions importantes, mobilisant notamment en plus des groupes cynotechniques des sapeurs-pompiers, l'inspecteur régional du service incendie est dépêché sur les lieux afin d'assurer la coordination des opérations en concertation avec le cadre supérieur de la Police grand-ducale.

Ad 2. Le groupe cynotechnique de la Croix-Rouge sera doté des mêmes moyens et services du réseau RENITA que ceux du groupe cynotechnique de l'Administration des Services de Secours. Ces services seront également intégrés à l'avenir dans le nouveau système de régulation des appels et alertes au CSU 112 (E.L.S.: Einsatzleitsystem). L'ensemble des terminaux de radiocommunication RENITA de ces deux groupes cynotechniques est donc entièrement identique et ils utiliseront à l'avenir les mêmes groupes de communication.

Dans le cadre d'une intervention commune entre les trois groupes cynotechniques de la Croix-Rouge, de l'Administration des Services de Secours et de la Police grand-ducale, il est prévu de recourir aux groupes de communication commune, nommé «réseau commun» (RC), lesquels sont à disposition dans tous les terminaux RENITA.

Les trois unités cynotechniques seront en mesure de communiquer en commun par le réseau de radiocommunication RENITA.

Ad 3. Le nombre de missions effectuées les dernières années est stable et se situe entre dix et 15 interventions par année.

Ad 4. <u>L'unité cynotechnique de la police</u>

Le groupe canin de la Police grand-ducale dispose de 15 chiens de service multidisciplinaires, donc chacun a une ou plusieurs spécialités (chiens pisteurs, d'attaque, détecteurs de stupéfiants, d'explosifs, d'accélérateurs d'incendies).

La durée de la seule formation de pistage est de trois à quatre mois. L'évaluation de l'examen final est effectuée par un examinateur breveté de la Police fédérale allemande.

La Police grand-ducale ne dispose actuellement pas de chiens formés au «mantrailing». Dans le cadre des discussions ayant trait à la réforme de la Police grand-ducale, les besoins opérationnels en support des maîtres-chiens seront analysés par un groupe d'experts afin de décider de l'orientation future du groupe canin. Dans ce contexte, des synergies avec les autres unités cynophiles peuvent également être discutées. Lors de ce processus, la méthode de recherche du «mantrailing» comme d'ailleurs d'autres méthodes de travail seront discutées.

<u>L'unité cynotechnique de l'Administration des Services de Secours et l'unité cynotechnique de la Croix-Rouge</u>

L'unité cynotechnique de l'Administration des Services de Secours se compose de 25 membres et 18 chiens, dont huit équipes ont terminé leur formation.

L'unité cynotechnique de la Croix-Rouge se compose de 26 membres et 21 chiens de recherche, dont dix équipes ont terminé leur formation.

La formation modulaire du groupe canin de l'Administration des Services de Secours est fixée par le règlement grand-ducal modifié du 6 mai 2010 portant organisation de la formation des agents des services de secours.

Elle se compose d'un module théorique «A» d'une durée de vingt-quatre heures et d'un module pratique «B» d'une durée de six à dix-huit mois.

Les modules portent notamment sur les matières suivantes: le fonctionnement du groupe canin; notions sur la formation générale du maître et l'éducation de son chien; notions de conduite du chien en recherche olfactive; notions de 1er secours canin; notions de topographie; notions de transmission; notions sur le rôle de la «victime»; notions sur l'éducation générale du chien (obéissance, cheminement, aboiement, condition physique, motivation, débourrement,...); notions concernant l'organisation de l'Administration des Services de Secours.

Par la suite, le cycle de formation préparant au brevet d'aptitude du maître-chien de recherche et de sauvetage s'étend sur une période de deux ans au maximum.

La formation comprend des cours théoriques et pratiques ainsi que des exercices pratiques sur le terrain dans les deux branches de spécialisation suivantes: la recherche de personnes égarées (quête); la recherche de personnes ensevelies (décombres).

Le module «C» comprend des cours théoriques ainsi que des cours de formation pratique en quête et en décombres dispensés durant un stage d'une durée de six jours, qui peut toutefois être fractionné sur trois entités de deux jours chacune.

L'enseignement du module «C» porte notamment sur les matières suivantes: déontologie et devoirs des membres du groupe canin; organisation de l'Administration des Services de Secours; soin du chien (entretien, hygiène,...); éducation générale du chien (obéissance, socialisation,...); premiers secours du chien; psychologie canine; engagement opérationnel; recherche en décombres et quête; travail de cheminement; topographie; transmissions; nœuds, GRIMP; stress et gestion du stress.

Le module «D» consiste en un stage de formation opérationnelle de six jours en continu sur le terrain.

Outre les formations nationales, les groupes cynotechniques de l'Administration des Services de Secours et de la Croix-Rouge participent régulièrement à des formations continues à l'étranger, notamment auprès de la Sécurité civile française et belge, du «Technisches Hilfswerk» en Allemagne, auprès de la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris et de la Croix-Rouge bavaroise.

La formation du groupe cynotechnique de la Croix-Rouge se fait suivant les standards internationaux de la Croix-Rouge internationale et se rallie aux principes de formation prévus au niveau de la réglementation des services de secours luxembourgeois.

Actuellement, les deux équipes disposent de trois chiens en voie de formation au «mantrailing». Il n'est pas prévu d'assurer cette formation auprès de l'ensemble des chiens de recherche, notamment vu d'une part l'intensité et la complexité de la formation et d'autre part la relation coût-bénéfice limitée au niveau opérationnel.

Question 1905 (15.03.2016) de **Mme Joëlle Elvinger** et **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **fermeture de bureaux de POST:**

Lors de l'heure d'actualité du 9 décembre 2015 au sujet de la restructuration de l'Entreprise des Postes et Télécommunications et notamment de la présence des bureaux de poste, Monsieur le Ministre de l'Économie a affirmé que POST Luxembourg serait ouverte à discuter avec les communes concernées par la fermeture d'un bureau de poste de l'utilisation future des bâtiments dont POST Luxembourg est propriétaire. Il a également annoncé que des discussions avec le Ministre du Logement seraient en cours pour étudier l'opportunité de créer en collaboration avec le Fonds du Logement des logements dans ces bâtiments.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Monsieur le Ministre peut-il nous annoncer la date de la fermeture définitive des bureaux de poste concernés. Est-ce que les 35 bureaux fermeront le même jour?

2. Monsieur le Ministre peut-il nous informer si POST Luxembourg compte vendre tous les bureaux de poste concernés par la fermeture et dont elle est propriétaire?

3. Dans l'affirmative, quelle est la procédure que suivra POST Luxembourg, notamment en ce qui concerne la vente des bâtiments aux communes intéressées?

4. Monsieur le Ministre peut-il nous informer si des communes ont d'ores et déjà manifesté leur intérêt pour acquérir un des bâtiments concernés?

5. Monsieur le Ministre peut-il nous informer si des bureaux de poste ont déjà pu être identifiés pour servir de logements?

6. Est-ce que POST Luxembourg est ouverte à l'idée d'installer des «Points POST» à l'intérieur des mairies en collaboration avec les communes intéressées?

Réponse (19.04.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Ad 1. Selon les informations fournies par POST, les bureaux de poste Kirchberg et Kirchberg-Monnet ont été fermés suite à l'ouverture d'un nouvel Espace POST au Kirchberg. Le bureau de poste d'Eischen a été fermé au début des travaux dans le bâtiment de la maison communale qui l'abritait. Les autres bureaux de poste concernés ont cessé leurs activités le 11 avril 2016.

Ad 2. Sur ces 35 bureaux de poste, 14 bureaux étaient installés dans des immeubles dont POST est propriétaire: à Aspelt, à Beaufort, à Bissen, à Consdorf, à Dippach (en copropriété), à Esch/Sûre, à Luxembourg-Kirchberg (en copropriété), à Oetrange, à Perlé, à Roeser, à Roodt/Syre, à Tétange, à Useldange et à Wecker. Seulement huit de ces 14 sites se prêtent à une éventuelle vente, les autres immeubles abritant des équipements de télécommunications rendant un réemploi du site plus compliqué, du moins dans l'immédiat. À l'heure actuelle, aucune décision n'a été prise quant à la future affectation de ces immeubles.

Ad 3. La procédure qui sera appliquée dans le cas d'une vente d'un immeuble abritant par le passé un bureau de poste est la même que pour toutes les mutations du patrimoine immobilier de POST, c'est-à-dire qu'elles sont soumises à l'approbation du Conseil d'administration, voire du Conseil de Gouvernement quand la transaction dépasse le seuil de 10.000.000 euros.

Toute vente se fera au prix du marché, sauf exception dûment motivée.

De par ses activités POST est en contact étroit et permanent avec les communes de sorte que celles-ci sont en principe informées d'un éventuel projet de cession d'un immeuble par POST, qui a par le passé toujours accordé une certaine priorité aux communes désireuses d'acquérir un bien immobilier mis en vente.

En l'absence d'intérêt de la part de la commune, les immeubles sont en principe mis en vente par le biais d'une vente aux enchères.

Ad 4. Les services concernés de POST m'ont informé qu'ils ont rencontré les collèges échevinaux d'une grande partie des communes concernées afin de discuter de l'impact de la fermeture des bureaux, notamment de la future affectation des immeubles.

Au moins une commune est intéressée à acquérir l'immeuble rendu disponible sur son territoire.

Ad 5. La plupart des bâtiments comprennent déjà un logement et sont donc en principe éligibles à des fins d'habitation. La décision finale quant à l'affectation des immeubles concernés revient cependant aux propriétaires futurs des immeubles.

À noter que le Ministère du Logement a manifesté son intérêt afin de transformer des immeubles en logements.

Ad 6. Dans le cadre du déploiement de son plan stratégique, POST vise à élargir et diversifier son réseau de points de contact et, pour ce faire, elle recherche des partenaires en vue d'une exploitation commune.

Question 1906 (15.03.2016) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **miroirs routiers:**

Les miroirs routiers sont considérés comme un outil d'aide à la circulation, respectivement un équipement de signalisation dont l'objectif est de renforcer la sécurité sur des endroits stratégiques et de permettre au conducteur qui aborde une voie sans visibilité ou à visibilité restreinte de savoir si un véhicule risque ou non de gêner sa progression.

Souvent implanté suite à l'initiative de riverains, cet équipement, dont l'utilité est reconnue depuis longtemps sur le plan de la sécurité, est largement apprécié par la population. Pourtant, ces miroirs peuvent également constituer une source de danger, puisque l'image renversée que reflète le miroir, ainsi que l'effet de distorsion, peuvent induire en erreur les usagers de la route tant en ce qui concerne l'appréciation de la vitesse des véhicules que l'évaluation de la distance encore à parcourir par les véhicules qui apparaissent dans le miroir. Or, la réglementation luxembourgeoise ne prévoit pas de règles spécifiques quant à l'installation de ces miroirs, ce qui donne souvent lieu à des décisions peu transparentes et contestées à ce sujet.

- Dès lors, j'aimerais savoir si Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures est conscient de ce problème et s'il envisage de préciser la réglementation en question à l'instar de celle qui existe en France et qui définit clairement les conditions qui permettent l'installation d'un miroir routier.

Réponse (15.04.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Députée s'interroge sur la sécurité et les règles d'application de la mise en place de miroirs routiers.

En effet, un miroir routier peut être utile à des endroits qui n'offrent qu'une faible visibilité. Cependant, ces miroirs sont susceptibles de constituer en même temps un élément de danger qui peut induire en erreur les conducteurs ou leur donner un faux sentiment de sécurité.

La mise en place des miroirs en question au bord de la voirie de l'État est subordonnée en premier lieu à une permission de voirie de la part de l'Administration des Ponts et Chaussées. D'ailleurs, au sein de la Commission de Circulation de l'État est institué un groupe de travail traitant les aménagements de signalisations et notamment de miroirs routiers. Il est d'usage de n'autoriser un nouveau miroir qu'en cas de besoin réellement constaté.

À noter encore que les miroirs aménagés sur la voirie communale ne tombent pas sous la compétence de l'État.

Enfin, l'on précise qu'il n'est actuellement pas prévu de prendre des mesures supplémentaires dans ce domaine d'autant plus que les avis de la Commission de Circulation de l'État recommandent aux communes d'éviter l'installation de tels miroirs routiers.

Question 1907 (15.03.2016) de **MM. Alexander Krieps** et **Edy Mertens** *(DP)* concernant les **prix des médicaments du cancer:**

À croire une centaine de cancérologues français qui lancent aujourd'hui un appel dans un grand quotidien français, les prix des médicaments du cancer sont actuellement trop élevés.

Partant, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur les prix des traitements anticancéreux au Luxembourg?

- Comment ont évolué les prix de ces traitements au cours des dernières années?

- À quel prix ces médicaments sont-ils vendus dans nos pays voisins?

- Étant donné que la plus grande partie de ces traitements sont prescrits en milieu hospitalier, nous aimerions également savoir de la part de Monsieur le Ministre si leur achat se fait de manière centralisée.

Réponse (18.04.2016) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

En vertu de l'article 22ter du Code de la sécurité sociale, les décisions relatives à la fixation des prix des médicaments à usage humain sont prises par le ministre ayant dans ses attributions la sécurité sociale. En vertu des dispositions du règlement grand-ducal du 1er décembre 2011, le ministre fixe un prix maximal qui correspond à celui autorisé par l'État de provenance du médicament. Il en résulte que les prix luxembourgeois sont alignés sur ceux de nos pays voisins.

Les médicaments utilisés pour le traitement du cancer sont classés sous le code ATC L01 «médicaments antinéoplasiques».

Pour plusieurs raisons, il n'est pas possible de se prononcer sur les prix des traitements anticancéreux:

- il n'existe pas seulement un médicament contre le cancer, mais une pluralité;

- les agents antinéoplasiques ne sont pas utilisés exclusivement dans le traitement des pathologies oncologiques.

Pour l'année 2015, les dépenses de l'assurance maladie pour les médicaments classés ATC L01 sont estimées à:

- 16,7 mio € pour le milieu hospitalier;

- 4,8 mio € en ce qui concerne la délivrance hospitalière vers le milieu extrahospitalier;

- 2,5 mio € pour les médicaments délivrés par les pharmacies ouvertes au public.

Entre 2010 et 2015, le niveau des dépenses en milieu hospitalier est resté constant.

En ce qui concerne les délivrances par les pharmacies ouvertes au public, le niveau des dépenses était plus élevé en 2010 (4,5 mio euros). La baisse observée peut s'expliquer par l'arrivée de nouveaux médicaments classés vu leurs caractéristiques pharmacologiques et leur degré d'innovation comme étant à délivrance hospitalière par le Ministère de la Santé.

Il est clair que l'arrivée de nouvelles molécules prometteuses et coûteuses, comme les thérapies ciblées, augmente les coûts des traitements anticancéreux tout comme leur utilisation efficiente. Il est dès lors autrement plus difficile de comparer et d'évaluer les coûts des nouveaux traitements par rapport aux traitements devenus obsolètes.

Le Ministère de la Sécurité sociale ne dispose pas d'informations relatives à l'achat centralisé en milieu hospitalier des médicaments anticancéreux.

Question 1908 (16.03.2016) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant le **désherbage thermique:**

Le désherbage thermique est un procédé très utilisé dans l'agriculture et l'horticulture biologique. Il s'agit d'une alternative aux herbicides et permet de réduire la pollution des sols, de l'air et de l'eau. Cette méthode est également utilisée par des personnes privées et par de nombreuses communes pour l'entretien de leurs espaces publics.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Est-ce que le désherbage thermique tombe sous le champ d'application du règlement grand-ducal du 18 décembre 2015 relatif aux avertissements taxés déterminant les modalités d'application de l'avertissement taxé et établissant un catalogue des contraventions soumises à l'avertissement taxé prévu par la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets qui définit entre autres le catalogue des avertissements taxés pour les contraventions en matière d'incinération de déchets à l'air libre?

- Le désherbage thermique est-il autorisé pendant toute l'année?

Réponse (19.04.2016) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

L'incinération ne concerne que les substances ou objets qui ont obtenu le statut du déchet, donc des matières dont leur détenteur se défait ou a l'intention de se défaire. Vu le fait que le désherbage thermique est un procédé de traitement des mauvaises herbes et non pas une élimination de déchets, ce procédé ne tombe pas sous le champ d'application du règlement grand-ducal du 18 décembre 2015.

Il n'existe pas de restriction dans le temps concernant l'application du désherbage thermique. Néanmoins, le processus doit être limité à une envergure respectant l'article 17 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

Question 1909 (16.03.2016) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant les **changements sur la ligne de bus RGTR 144:**

La ligne 167 a été mise en place le 1er juin 2015 suite à la suppression de la ligne 125. Cette nouvelle ligne ne desservait plus les arrêts «Beim Klouschter» et «Am Horra» de la localité d'Itzig. Une nouvelle ligne 144 - Luxembourg/Neihaischen a été mise en place en date du 14.09.2015 desservant ainsi les arrêts «Beim Klouschter» et «Am Horra», ce qui présentait une nette progression quant à l'accessibilité au transport en commun pour les gens résidant dans la rue de Contern, rue des Champs, rue des Jardins, rue des Prés, rue Weyrich ainsi que la Cité Simminger.

Le fait que la modification récente ne prévoit plus que les arrêts «Beim Klouschter» et «Am Horra» soient desservis en direction de Luxembourg-ville provoque une perte de temps énorme pour les utilisateurs de ces deux arrêts lorsqu'ils montent au bus venant du sens inverse.

- Alors que le Ministère du Développement durable et des Infrastructures se veut d'améliorer le réseau des transports en commun, ces changements ne sont-ils pas un pas dans l'autre direction?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de réinstaurer ces deux arrêts dans le village d'Itzig en direction de la ville de Luxembourg afin que les habitants puissent prendre à l'avenir le bus en temps utile à ces arrêts?

Réponse (14.04.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Monsieur le Député s'enquiert au sujet de la réorganisation de deux lignes de bus RGTR et de l'impact y afférent sur deux arrêts.

En effet, la ligne de bus n°144 a été réorganisée en date du 14 mars 2016, suite aux modifications projetées à la même date du réseau des autobus «AVL» de la ville de Luxembourg (et notamment de la ligne 9 qui était combinée avec les lignes RGTR 167 et 195 entre le 01.06.2015 et le 13.03.1016).

Ainsi, la ligne 144 a été adaptée afin de parer à certains inconvénients et en vue de desservir les arrêts «Itzig, Klouschter» et «Itzig, Am Horra», combinant ainsi les trajets de deux lignes en une seule suite à la suppression de la ligne 167. En consultant l'horaire de la ligne 144, celle-ci reprend la boucle de l'ancienne ligne 167 de sorte que les arrêts indiqués par Monsieur le Député sont toujours bien desservis. Ainsi, avec ces changements à partir du 14 mars 2016, la ligne 144 assure dorénavant le trajet identique à celui de l'ancienne ligne 125 de la période avant le «Chantier Hamilius» (donc avant le 1er juin 2015).

Question 1910 (17.03.2016) de **Mme Joëlle Elvinger** *(DP)* concernant l'**Eurovignette:**

L'État belge a décidé de ne plus prélever l'Eurovignette pour le territoire belge à partir du 1er avril 2016. À cette date, le lancement d'un nouveau système de péage lié au kilométrage est prévu. Cela signifie qu'une Eurovignette pour la Belgique n'est plus nécessaire et qu'elle va être remplacée par une taxe kilométrique.

Le Luxembourg, à côté des Pays-Bas, de la Suède et du Danemark restera un des quatre pays à utiliser le système Eurovignette pour l'utilisation de son réseau routier.

Sachant que le transit nord-sud passe généralement par le Grand-Duché, il est fort probable qu'à partir du 1er avril 2016 une partie des poids lourds contourneront notre pays, ce qui aura un impact négatif considérable sur nos finances publiques.

Sachant également que beaucoup de produits vendus au Luxembourg proviennent de la Belgique, ces importations deviendront plus chères suite à l'obligation pour les importateurs de payer à côté du péage belge également l'Eurovignette pour l'utilisation du réseau routier luxembourgeois. Ainsi, il est fort probable que le consommateur luxembourgeois devra in fine payer plus cher les produits importés via la Belgique.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il chiffrer les recettes émanant de la participation du Luxembourg au système Eurovignette?

- Monsieur le Ministre peut-il estimer le manque à gagner qui pourrait résulter du fait qu'une partie des poids lourds contourneront le Luxembourg à partir d'avril 2016?

- Vu l'impact négatif probable de la décision de l'État belge sur l'économie luxembourgeoise, Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas nécessaire que le Luxembourg sorte également du système Eurovignette dans les plus brefs délais?

Réponse (19.04.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Députée s'interroge sur les conséquences, à partir du 1er avril 2016, pour le Grand-Duché de Luxembourg de la décision de la Belgique de quitter le système de tarification commun de l'«Eurovignette» et d'introduire un système de péage kilométrique.

En ce qui concerne les recettes (nettes) de l'Eurovignette pour le Grand-Duché pour la période de 2010 à 2014, elles se chiffrent comme suit:

Recettes (nettes) Eurovignette Luxembourg	2010-2014 (en euros)
2010	10.222.100.- euros
2011	10.838.915.- euros
2012	10.662.424.- euros
2013	11.684.776.- euros
2014	11.445.331.- euros

Les chiffres définitifs pour 2015 ne sont pas encore disponibles.

En ce qui concerne d'éventuelles conséquences financières pour le Luxembourg, nous nous permettons d'informer l'honorable Députée que le Gouvernement a diligenté une étude afin de pouvoir mesurer l'impact de la sortie de la Belgique du système Eurovignette. Cette étude est en train d'être réalisée et devrait être disponible dès le mois de mai. Ce sera sur base de cette étude que le Gouvernement se positionnera au sujet de l'Eurovignette et du droit d'utilisation pour poids lourds sur réseau routier du Luxembourg.

Question 1911 (17.03.2016) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant l'**organisation de la mobilité sur le site de Belval:**

La Rockhal au site Belval est un point d'attraction culturel du pays qui, lors de ses maintes manifestations, accueille de nombreux spectateurs, venant de plus en plus souvent aussi de l'étranger. Bien que beaucoup de personnes utilisent les transports en commun, d'importants embouteillages se produisent régulièrement à la fin des concerts.

À ce sujet, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si le site de Belval dispose d'un concept de mobilité adapté aux flux de trafic provoqués lors de grandes manifestations?

- Une fois que les multiples travaux seront achevés, le site disposera-t-il de plus que d'une sortie?

- Dans le cadre de la création d'emplois prévue ainsi que de la future construction d'un hôpital sur ce site et de l'augmentation conséquente du trafic, Monsieur le Ministre entend-il revoir l'organisation de la mobilité sur le site?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que l'intervention ponctuelle de policiers réglant le trafic lors d'importants événements pourrait améliorer la situation?

Réponse (19.04.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Monsieur le Député s'enquiert au sujet de l'organisation de la mobilité sur le site de Belval.

Tout d'abord, je tiens à rappeler qu'un concept de mobilité Belval fut retenu en 2009 entre les différents acteurs concernés (Ministères, Agora, Fonds Belval, communes,...) qui se base sur l'hypothèse qu'à long terme, le site de Belval accueillera 6.400 habitants, 22.000 employés, 7.200 étudiants et 2.400 élèves. Les infrastructures routières mises en place ont été conçues ainsi, afin de pouvoir accueillir à long terme toutes ces personnes sur le site en admettant une part modale de maximum 60% pour la voiture individuelle.

Un des objectifs majeurs dudit concept était de ne pas miser seulement sur le transport individuel mais d'offrir des alternatives attractives à la voiture individuelle pour se rendre sur le site de Belval. D'ailleurs ces dernières années d'énormes efforts ont été effectués par le Gouvernement pour améliorer l'accessibilité au site par les transports en commun et le vélo. Ainsi, la réalisation de la gare Belval-Université et de l'arrêt ferroviaire Belval-Lycée avec la mise en place d'une cadence de 15 minutes des trains reliant la capitale à Belval et l'amélioration récente de l'offre bus vers Belval du TICE et du RGTR prouvent cette volonté du Gouvernement d'offrir une réelle alternative à la voiture.

En ce qui concerne la situation plus particulière lors des concerts, dès l'ouverture de la Rockhal, le message communiqué était de prendre le train pour accéder au site. Je tiens à rappeler que la gare de Belval-Université ne se trouve qu'à quelques mètres de la Rockhal et que des trains spéciaux sont régulièrement mis en place par les CFL à l'occasion de certains concerts. Ainsi, la Rockhal ne dispose pas de parking propre dédié au public. D'ailleurs, l'exposé des motifs du «projet de loi relatif à la construction d'un Centre de Musique Amplifiée sur la friche industrielle de Belval-Ouest à Esch-sur-Alzette» spécifiait déjà que: «Pour les grands spectacles publics, le transport en commun sera privilégié. Les voitures seront orientées vers le parking situé au sud de Belval-Ouest à partir duquel des navettes de transport public seront organisées»; «La proximité immédiate de la gare train

et tram est un avantage appréciable dans la mesure où le Centre de Musique s'adresse à un public jeune et moins jeune, mais en tout cas pour les grandes manifestations à un public nombreux. Ceci exige le recours prioritaire au transport en commun. Le parking de dissuasion (Park + Ride) situé à une distance inférieure à 5 minutes au sud du nouvel espace urbain peut servir de parking d'accueil.»; «Directement relié à l'accès piéton tant de la gare que du parking de dissuasion situé au-delà des lignes de chemin de fer».

Enfin, je tiens à rappeler dans ce contexte la collaboration de la Rockhal avec la Communauté des Transports de sorte que les tickets de concert permettent l'utilisation gratuite des transports publics dans l'ensemble du Grand-Duché de Luxembourg.

Certes, les trains ne constituent pas une solution pour tout le monde de sorte que le P&R de Belval offre suffisamment de places libres pour le moment. D'ailleurs, pour les visiteurs venant de France, l'accessibilité de ce P&R s'améliorera encore davantage au moment où la première partie de la liaison Micheville côté français sera mise en service, ce qui est prévu fin de l'année en cours.

À noter que le concept de mobilité interne du site de Belval relève de la compétence de la société Agora et des communes d'Esch-sur-Alzette et Sanem tandis que la connexion du site au réseau routier étatique est analysée dans un plan directeur des infrastructures de transport routières pour l'agglomération «Esch-sur-Alzette, Schifflange et Belvaux/Soleuvre/Ehlerange» élaboré par un groupe de travail composé de l'Administration des Ponts et Chaussées, de la Ville d'Esch-sur-Alzette, de la Commune de Sanem, de la Cellule Modèles de transport, du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, du syndicat TICE ainsi que de deux bureaux d'ingénieurs spécialistes en la matière. Un premier bilan y afférent a été présenté le 2 décembre 2015 auprès des responsables des communes de Esch-sur-Alzette, Sanem et Schifflange en ma présence. Ce plan directeur prévoit, entre autres, l'introduction d'un système de bus à haut niveau de service (ou BHNS) susceptible d'améliorer sensiblement l'offre des transports publics sur le site. Des études pour ce nouveau service sont actuellement en cours.

Une fois les travaux achevés, le site Belval disposera d'abord d'un accès direct à la grande voirie, en l'occurrence la liaison Micheville et l'autoroute A4. De plus, le site disposera d'un accès secondaire sud, ainsi que de nombreux accès côté nord sur la route nationale N31 à Belvaux et au rond-point Raemerich.

Quant à la future construction d'un hôpital, l'on précise que, d'après mes informations, celle-ci n'est pas prévue sur le site de Belval lui-même, mais entre le boulevard Charles de Gaulle et la rue Henri Koch à Esch-sur-Alzette à proximité du rond-point Raemerich. Le maître d'ouvrage, en l'occurrence le Centre hospitalier Emile Mayrisch, a mandaté une étude d'accès vers le nouveau site dont les conclusions seront présentées prochainement à l'Administration des Ponts et Chaussées.

Enfin, en ce qui concerne «l'intervention ponctuelle de policiers à la fin des concerts» suggérée par l'honorable Député, je ne suis pas en mesure de répondre, étant donné que l'intervention de la police ne relève pas de ma compétence.

Question 1912 (17.03.2016) de **M. Claude Lamberty** *(DP)* concernant la **répartition des fonds de l'Œuvre Grande-Duchesse Charlotte:**

Lors du récent congrès national du COSL, il a été affirmé qu'un manque de volonté politique empêcherait la distribution de moyens financiers supplémentaires de la part de l'Œuvre Grande-Duchesse Charlotte en faveur des associations sportives, et plus particulièrement en faveur du COSL.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

1. Monsieur le Premier Ministre peut-il fournir des informations chiffrées sur la répartition des fonds de l'Œuvre Grande-Duchesse Charlotte?

2. Monsieur le Premier Ministre peut-il me renseigner sur les critères selon lesquels les fonds de l'Œuvre sont distribués?

3. Monsieur le Premier Ministre n'est-il pas d'avis que la proposition faite par le COSL constituerait un moyen approprié en vue d'un meilleur support du monde sportif luxembourgeois?

Réponse (13.04.2016) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

1. Répartition des fonds de l'Œuvre

L'allocation des fonds par l'Œuvre se fait tout d'abord en fonction d'obligations fixées par le règlement grand-ducal modifié du 24 novembre 2009 fixant les quotes-parts des offices sociaux et du Fonds national de solidarité dans le produit net de l'Œuvre. Ainsi, 50% du produit net de l'Œuvre (9.073.087 EUR en 2014) sont obligatoirement distribués au Fonds national de solidarité et aux offices sociaux communaux.

Selon la clé de répartition des 50% du produit net, telle que fixée par ces mêmes dispositions, l'Œuvre doit verser un tiers au Fonds national de solidarité (6.048.725 EUR en 2014) et un sixième aux offices sociaux (3.024.362 EUR en 2014).

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 22 mai 2009 relative à l'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte et à la Loterie Nationale, et conformément aux missions qui lui sont conférées, la Croix-Rouge luxembourgeoise, la Fondation Caritas et la Ligue luxembourgeoise d'action et de prévention médico-sociale touchent chacune 1.150.000 EUR par an.

Suite à l'introduction du jeu «Lotto» au Luxembourg, le Fonds culturel national (Focuna) et le Comité Olympique et Sportif Luxembourgeois (COSL) figurent également parmi les bénéficiaires récurrents de l'Œuvre. Le Focuna touche un montant de 600.000 EUR par an. Les sommes allouées au COSL ont été relevées successivement pour atteindre le montant de 1.025.000 EUR en 2014.

Plus récemment, la Fondation «Natur an Ëmwelt» a été admise parmi les bénéficiaires réguliers à raison de 100.000 EUR par an.

Toujours en vertu de la législation précitée, des aides sont versées aux victimes de la Seconde Guerre mondiale et au Fonds de Secours pour les Luxembourgeois nécessiteux à Bruxelles, à hauteur respectivement de 59.665 EUR et de 40.000 EUR.

L'intégralité des aides énumérées ci-dessus constituent des aides récurrentes qui sont versées chaque année aux bénéficiaires.

Le solde restant disponible au conseil d'administration pour conduire sa politique d'allocation des aides est de l'ordre de 3 à 4 millions d'euros par an. L'Œuvre utilise ces fonds pour soutenir des initiatives ou projets ponctuels dans les domaines culturel, sportif, écologique et social.

2. Critères d'allocation des fonds de l'Œuvre

Aides récurrentes

En ce qui concerne les aides récurrentes, nous venons de voir que la destination des 50% du produit net de l'Œuvre est déterminée par le règlement grand-ducal modifié du 24 novembre 2009, à savoir un tiers du produit au Fonds national de solidarité et un sixième aux offices sociaux.

Les autres aides récurrentes sont allouées en fonction des missions conférées à l'Œuvre par la loi du 22 mai 2009 relative à l'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte et à la Loterie Nationale. Son article 2 dispose que:

«(1) L'Œuvre a pour missions:

1. de venir en aide aux Luxembourgeois victimes de la guerre 1940-1945;

2. de soutenir des organismes œuvrant dans le domaine social en vue de réaliser les objectifs que ces organismes se sont fixés dans leurs statuts;

3. de soutenir des organismes œuvrant au niveau national dans les domaines de la culture, du sport et de la protection de l'environnement;

4. de participer aux dépenses des offices sociaux communaux et du Fonds national de solidarité dans les limites à préciser par règlement grand-ducal;

5. d'organiser et de gérer la Loterie Nationale.»

Aides ponctuelles

L'Œuvre accorde des aides financières individuelles sur base des demandes introduites par des organisations œuvrant dans les domaines social, culturel, sportif ou de la protection de l'environnement. Chaque demande d'aide est appréciée individuellement par le conseil d'administration sur base du dossier introduit par le requérant. Les dossiers qui revêtent une certaine complexité sont soumis à l'analyse d'un jury d'évaluation constitué en principe des membres du conseil d'administration les plus habilités par rapport au sujet traité. Il n'est pas rare qu'un tel jury se fasse assister par des tiers-experts spécialement compétents par rapport au domaine visé. Le jury évalue les demandes, rend compte au conseil d'administration et lui soumet ses propositions et conclusions.

Les critères guidant le conseil d'administration dans le choix des bénéficiaires sont les suivants:

- l'Œuvre, établissement public à vocation nationale, soutient uniquement les activités qui sont exercées sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg;

- le bénéficiaire de l'aide doit être un organisme œuvrant dans les domaines social, de la culture, du sport ou de la protection de l'environnement;

- le bénéficiaire doit être doté de la personnalité juridique et ne doit en principe pas poursuivre de but lucratif. Sont visées principalement les associations sans but lucratif et les fondations œuvrant dans l'intérêt général;

- l'Œuvre ne subventionne pas de projets bénéficiant déjà d'autres sources de financement. Elle peut toutefois subventionner des projets de façon complémentaire par rapport à l'intervention de l'État, des communes ou d'un tiers, notamment lorsque l'intervention des pouvoirs publics se fait sur une base conventionnelle;

- l'Œuvre n'accorde en principe pas d'aides financières avec la finalité de couvrir les frais de fonctionnement, tels les loyers et les salaires courants, d'un organisme. Elle soutient financièrement les associations nouvellement créées dont l'objet s'inscrit dans les missions de l'Œuvre en leur accordant un subside de démarrage et/ou prend en charge, pour une durée déterminée, les frais de fonctionnement de projets pilotes.

Les bénéficiaires doivent s'engager à rendre compte à l'Œuvre de l'évolution et de l'aboutissement du projet subventionné et lui faire parvenir un rapport de projet, contenant un décompte détaillé et un bilan général du projet.

Pour pouvoir appliquer ces critères, l'Œuvre organise régulièrement des rencontres avec les fondations, associations et les pouvoirs publics dans l'objectif de sonder les besoins de la société et la couverture de ces besoins par des activités concrètes. C'est dans cet objectif que l'Œuvre veille à ajuster en permanence l'allocation de ses fonds destinés à des aides ponctuelles.

3. Proposition du COSL pour un meilleur support du monde sportif

En tant que bénéficiaire récurrent, l'Œuvre alloue directement 1.025.000 EUR au COSL. Les fédérations sportives touchent quant à elles un montant de 1.430.864 EUR ainsi que des revenus découlant de contrats de sponsoring/marketing pour des événements sportifs. Avec un montant total de 2.455.864 EUR en 2014, le Sport bénéficie ainsi de 13,5% de l'ensemble des aides allouées annuellement par l'Œuvre.

L'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte est un établissement public national qui a été créé dans l'immédiat après-guerre en 1945. Elle constitue un établissement de bienfaisance dont la vocation primordiale est de soutenir des activités du secteur social.

Le soutien du monde sportif figure aujourd'hui également parmi les missions de l'Œuvre. Dans l'exercice de sa politique d'attribution des fonds, l'Œuvre veille à ne pas introduire de déséquilibre entre secteurs au vu des missions variées qui sont les siennes.

Au niveau des aides récurrentes, le COSL ne saurait ainsi se voir allouer davantage de fonds sous peine de provoquer un tel déséquilibre des aides entre les secteurs déterminés par la loi.

Étant donné l'ampleur des bénéficiaires récurrents et des sommes leur allouées, l'Œuvre se doit, au-delà, de ne pas amputer davantage le faible solde qui reste à sa disposition pour financer des actions ponctuelles, solde qui constitue in fine son unique marge de manœuvre en termes d'investissement actif dans l'action philanthropique et son action au service de la société luxembourgeoise.

Nonobstant ce qui précède, l'Œuvre a dûment pris note des nouveaux besoins formulés par le COSL au cours d'un récent échange sur le concept intégré pour le sport au Grand-Duché. À cette occasion, l'Œuvre a marqué son accord de principe à l'égard de nouvelles demandes de subventions de la part du COSL à condition d'être fondées sur des projets ponctuels.

À l'avenir, un financement supplémentaire du COSL par des fonds de l'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte reste possible d'après les responsables de l'Œuvre, mais ne saurait passer que par de tels projets ponctuels soumis à l'appréciation de son conseil d'administration.

Question 1913 (17.03.2016) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **prêt étudiant:**

Le mécanisme de bourses et de prêts mis en place donne la possibilité aux étudiants remplissant les conditions d'obtention de poursuivre librement des études supérieures indépendamment du pouvoir financier ou de la volonté de leurs parents.

Selon l'article 5 de la loi du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures «Le taux d'intérêt applicable au prêt étudiant et pris en charge par l'État est le taux d'intérêt prêteur à 6 mois EURIBOR + 0,5%, diminué de 2% au maximum à charge de l'étudiant, sans toutefois pouvoir être inférieur à 0%. Il est ajusté au 30 juin et au 31 décembre de chaque année.»

Comme la Banque centrale européenne vient d'abaisser récemment son taux de refinancement de 0,5% à 0%, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Le Gouvernement envisage-t-il d'abaisser le taux maximal à charge de l'étudiant, actuellement fixé à 2%?

- Dans l'affirmative, à quel niveau?

Réponse (18.04.2016) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

La loi du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures fixe un taux d'intérêt applicable au prêt étudiant ainsi qu'un taux de 2% étant au maximum à charge de l'étudiant. Cette disposition garantit à tout étudiant que la charge relative à son prêt étudiant ne dépasse jamais le plafond défini, ceci indépendamment d'une évolution défavorable des taux de refinancement applicable dans le domaine financier. D'un autre côté, le système actuel permet aux étudiants de profiter de toutes les baisses du taux d'intérêt applicable tombant sous le seuil de 2%. Ainsi, l'effet positif des baisses récentes du taux d'intérêt applicable au prêt étudiant revient entièrement au profit des étudiants ayant contracté un prêt.

De ce fait, une modification de la disposition légale précitée n'est actuellement pas envisagée.

Question 1914 (17.03.2016) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **prise en charge des demandeurs d'asile:**

Un reportage diffusé aujourd'hui sur «RTL Radio» a fait le point sur les conditions d'hébergement des demandeurs d'asile à la «Weilerbaach». La journaliste fait état de problèmes d'abus d'alcool.

Divers demandeurs d'asile consommeraient et trafiqueraient de la drogue. Elle a également rapporté des faits de harcèlements sexuels auxquels se trouvent exposés au jour le jour les demandeurs d'asile de sexe féminin. Il semblerait aussi y avoir des tensions entre demandeurs d'asile de nationalités différentes.

Les personnes interviewées indiquent qu'elles avaient rapporté ces faits déjà à l'OLAI et aux personnes responsables pour la sécurité sur le site. Or, la situation n'aurait pas changé depuis.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Madame le Ministre peut-elle confirmer les faits rapportés par la journaliste de «RTL Radio»?

- Dans l'affirmative, Madame le Ministre peut-elle expliquer pour quelles raisons l'OLAI n'a toujours pas présenté des solutions viables aux difficultés rapportées?

- Comment Madame le Ministre entend-elle mettre fin à cette situation intenable?

Réponse (18.04.2016) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Les faits rapportés par «RTL» se basent exclusivement sur des propos tenus par un ou plusieurs résidents de la structure d'hébergement située à Weilerbach, et je ne puis en aucun cas les confirmer. À ce sujet, il y a lieu de renvoyer les honorables Députés à la réponse à la question parlementaire n°1922 de Messieurs les Dé-

putés Laurent Mosar et Gilles Roth *(cf. ci-dessous)*.

La présence d'alcool et de substances illicites est strictement interdite dans les structures d'hébergement pour demandeurs de protection internationale. Après vérification avec le commissariat de proximité d'Echternach, aucune intervention en lien avec des drogues ou une agression sexuelle n'a été enregistrée au cours des trois dernières années sur le site de Weilerbach.

Par ailleurs, le personnel encadrant de l'OLAI n'a pas connaissance de cas de harcèlement. Si tel avait été le cas, une intervention immédiate aurait eu lieu. Aucun comportement ou geste violent, inapproprié ou menaçant envers une femme ne saurait être toléré.

Il est vrai que des conflits et des tensions peuvent survenir, mais ceux-ci sont le plus souvent résolus par la simple intervention du personnel encadrant ou par la médiation des assistants sociaux. Ces tensions sont davantage liées aux possibles traumatismes vécus et à la situation de stress dans laquelle se trouvent les demandeurs de protection internationale qu'aux différences de nationalité. Des différences culturelles entre les résidents peuvent parfois créer des malentendus ou mener à des tensions, mais il est faux d'affirmer que la seule différence de nationalité est cause de conflit.

Il convient de préciser aussi que la cohabitation entre personnes ayant obtenu le statut de réfugié et les personnes en cours de procédure peut être source de jalousies.

Ceci étant, il est évident qu'en cas de conflit, de violence et de plainte, les autorités compétentes sont immédiatement averties, que ce soient les assistants sociaux de référence ou la Police grand-ducale.

La Police grand-ducale a d'ailleurs confirmé que moins de 30 interventions en tout avaient été enregistrées durant les trois dernières années pour toutes les structures d'hébergement de l'OLAI et que la très grande majorité des conflits avaient pu être résolus avant leur arrivée.

Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région et l'OLAI poursuivent une politique de mixité dans les foyers, en ne faisant pas la différence entre les différentes nationalités, ethnies ou appartenances religieuses des DPI lors de l'accueil et de l'accompagnement social.

Ce sont la cohabitation et l'interaction avec des personnes de nationalités, de langues et de cultures différentes qui font du Luxembourg une société multiculturelle; et pour que l'intégration dans la société d'accueil soit couronnée de succès, il faut que le processus d'intégration débute le plus tôt possible.

Question 1915 (22.03.2016) de **M. Alexander Krieps** *(DP)* concernant la **vaccination contre le «Human Papilloma Virus» (HPV):**

Depuis 2008, la vaccination contre le «Human Papilloma Virus» (HPV) a été proposée par le Ministère de la Santé et par la CNS aux filles âgées de douze à 14 ans avec un programme de rattrapage jusqu'à l'âge de 17 ans révolus.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur le bilan de cette campagne, qui s'est terminée en 2015?

- Quel a été le taux d'adhérence à cette campagne de vaccination?

- Sachant que la très grande majorité des cancers de langue atteint des hommes (80 pour cent), Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'il serait opportun d'initier un programme de vaccination chez les jeunes hommes, pareil à celui qui avait été mis en place chez les jeunes femmes?

Réponse (12.04.2016) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Une convention conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Union des caisses de maladie portant institution d'un programme de médecine préventive pour la vaccination contre le «Human Papilloma Virus» (HPV) a été signée en février 2008. Dès lors et jusqu'en 2015, le programme national de vaccination contre le HPV s'adressait aux jeunes filles âgées de douze à 14 ans. À l'échéance de leur 12e anniversaire, les jeunes filles recevaient une invitation personnalisée à se faire vacciner. Les adolescentes de 15 à 18 ans pouvaient également bénéficier de cette vaccination dans le cadre d'un programme de rattrapage.

Le nombre de jeunes filles ayant bénéficié de trois doses de vaccin contre le HPV (schéma vaccinal jusqu'en 2015) est de:

1.719 en 2008
3.275 en 2009
1.304 en 2010
1.284 en 2011
1.483 en 2012
1.368 en 2014

Le nombre total de filles couvertes par la vaccination contre le HPV sur l'ensemble de ces années est donc de 11.861.

La cohorte des filles visées par la phase 2008 à 2014 du programme a atteint ses 18 ans en 2014. Or, depuis le 1er avril 2015, le programme de vaccination ne s'adresse plus exclusivement aux jeunes filles âgées de onze à 13 ans inclus. Des études ont en effet montré qu'un maximum d'efficacité du vaccin est garanti lorsque la vaccination a lieu avant les premiers contacts sexuels. Elle permet ainsi d'éviter jusqu'à 70% des cancers du col de l'utérus chez les femmes vaccinées.

En 2014 lors de la révision de sa recommandation concernant la vaccination HPV chez les jeunes filles, le Conseil supérieur des maladies infectieuses estimait ne pas pouvoir se prononcer concernant l'opportunité d'un programme de vaccination chez les jeunes hommes.

Considérant l'évolution de cette question dans d'autres pays, j'envisage de saisir au courant de cette année le Conseil supérieur des maladies infectieuses.

Question 1916 (17.03.2016) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **«Platzverweis»:**

Le secrétaire général du Syndicat national de la Police grand-ducale (SNPGL) a affirmé que Monsieur le Ministre de la Justice s'opposerait à l'instrument du «Platzverweis» qui serait un «no-go» pour ce dernier. Le SNPGL pour sa part revendiquerait sa mise en place.

Rappelons qu'en réponse à une question parlementaire de Monsieur le Député Laurent Mosar, le Gouvernement a tenu à préciser les contours de ce concept qui serait compris comme «l'idée de pouvoir, en cas de trouble à l'ordre public, conférer aux agents de la force publique la possibilité de contraindre une personne par injonction à quitter un endroit pour se déplacer vers un autre endroit en lui interdisant de revenir à l'endroit de départ, cela pour une durée plus ou moins prolongée», tout en précisant qu'aucune disposition légale permettrait actuellement aux autorités communales de prononcer un tel «Platzverweis» et que «l'instauration de pareil instrument risquerait fortement de constituer une restriction de la liberté fondamentale de chaque citoyen d'aller et de venir sur la voie publique». Le Gouvernement a ensuite renvoyé à l'article 33 de la loi du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale conférant à la Police grand-ducale la mission de veiller au respect de l'ordre public et à l'exécution des lois et règlements de police généraux et communaux.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Monsieur le Ministre de la Justice peut-il confirmer son opposition quant à l'instrument du «Platzverweis» dans son acceptation luxembourgeoise?

2. Quels sont les moyens à disposition des agents de la Police grand-ducale dans l'exercice de leur mission de police administrative pour faire cesser des atteintes à l'ordre public? Sont-ils suffisants pour permettre à la Police grand-ducale de subvenir à suffisance à ses missions légales?

Réponse commune (08.04.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Ad 1. Nous renvoyons à la réponse du 9 octobre 2015 à la question parlementaire n°1356 de l'honorable Député Laurent Mosar *(cf. compte rendu n°5/session ordinaire 2014-2015)*.

La même question a également fait l'objet d'un échange le 9 décembre 2015 lors d'une réunion de la Commission juridique et le 17 février 2016 lors d'une réunion jointe des Commissions juridique et de la Force publique de la Chambre des Députés. Les Ministres de la Sécurité intérieure et de la Justice ont réitéré à ces occasions les motifs pour lesquels son introduction n'est pas envisagée.

Ad 2. En ce qui concerne les moyens à disposition des agents de la Police grand-ducale dans l'exercice de leur mission de police administrative, nous renvoyons également à la réponse du 9 octobre 2015 à la question parlementaire n°1356 de l'honorable Député Laurent Mosar.

Outre le travail sur une réforme des compétences des agents municipaux, des concertations plus générales sont en cours entre le Ministre de la Sécurité intérieure et le Ministre de la Justice au sujet de mesures de police administrative proposées dans le cadre de la réforme de la Police grand-ducale.

Question 1917 (17.03.2016) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **réforme de la formation professionnelle:**

En décembre 2015, notre groupe parlementaire a convoqué le Ministre en commission pour recevoir des informations sur l'état actuel et les modifications prévues dans le cadre de la formation professionnelle.

Comme le Ministre n'est pas encore venu en commission et comme cette année scolaire prendra bientôt fin, je me permets de poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Selon nos informations, le Ministère est en train d'adapter le cadre législatif et réglementaire de la formation professionnelle.

Quand Monsieur le Ministre envisage-t-il de présenter le cadre législatif et réglementaire révisé?

Réponse (19.04.2016) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

La réforme fut mise en œuvre à partir de l'année 2009-2010 pour 19 formations-phares, suivies l'année suivante par les autres formations à l'exception de quelques-unes dont notamment celle du technicien administratif et commercial qui ne débuta qu'en 2011-2012. Comme pour toute réforme de cette envergure, la mise en œuvre fit apparaître quelques incohérences et déficiences. Si les grands principes et nouveaux concepts de la loi de 2008 ne sont nullement mis en doute, certaines dispositions doivent être revues. Une étude de l'Institute for Lifelong Learning and Guidance (LLLG) de l'Université du Luxembourg «Éléments pour une évaluation de la réforme de la formation professionnelle; les principales critiques» a confirmé ce constat.

Prenant appui sur l'évaluation réalisée par l'Université, l'ensemble des partenaires a remis l'ouvrage sur le métier afin de remédier aux limites de la formation professionnelle actuelle. Le comité de pilotage de la réforme, composé de représentants du Ministère et des chambres professionnelles et salariales, de deux directeurs de lycées, de deux enseignants coordinateurs, a élaboré une démarche en deux étapes.

À court terme: étant donné que la situation nécessitait des mesures urgentes, j'ai soumis au Conseil de Gouvernement un avant-projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle ainsi qu'un avant-projet de règlement grand-ducal portant sur l'évaluation et la promotion des élèves de la formation professionnelle et modifiant le règlement grand-ducal du 9 juillet 2013. Les avant-projets ont été adoptés par le Conseil de Gouvernement en date du 25 mars 2016.

Pour la rentrée 2016, quelques changements limités de la loi de 2008 et de ses règlements grand-ducaux sont proposés. Ces changements ont pour but de pallier, entre autres, les déficiences concernant:

- la durée maximale d'une formation professionnelle,

- l'organisation des projets intégrés intermédiaires,

- la valorisation de la formation professionnelle de base,

- la promotion annuelle.

Depuis août 2015, des entrevues et des pourparlers réguliers du Ministère avec les chambres patronales et salariales, les équipes curriculaires et le collège des directeurs de l'enseignement technique ont permis d'identifier les adaptations nécessaires et de renouer avec un état d'esprit constructif dans l'intérêt des jeunes et des entreprises. Un groupe de pilotage a été constitué avec les représentants de tous ces acteurs de la formation professionnelle; il se réunit régulièrement depuis la rentrée 2015-2016.

À moyen terme: si l'un des principaux objectifs de la réforme, à savoir améliorer la qualité de la formation professionnelle, semble atteint, il y a des problèmes majeurs pour ce qui est de l'accès à la formation professionnelle tout au long de la vie, de l'organisation des formations dans les lycées et de l'identification de la démarche de la part des enseignants et formateurs, des élèves et de leurs parents. Il s'avéra rapidement que les chambres professionnelles, partenaires de l'organisation de la formation professionnelle, renâclaient à une action rapide et demandèrent un moratoire afin de revenir plus longuement sur certains aspects de la réforme. Par la suite, j'ai décidé de soumettre les différents aspects de la formation professionnelle à une discussion approfondie avec tous les partenaires avant tout, en attendant les conclusions de la Chambre des Députés relatives au problème constitutionnel.

Il va sans dire que je suis disposé à exposer et à présenter les adaptations et les modifications du cadre législatif et réglementaire relatif de la formation professionnelle, dès que le président de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse me conviera et dès que le sujet concernant la formation professionnelle figurera sur l'ordre du jour de la commission sous rubrique.

Question 1918 (18.03.2016) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **radars fixes:**

D'après les chiffres présentés par la police et diffusés sur «rtl.lu», les radars fixes auraient enregistré jusqu'à aujourd'hui 14h00 au total 2.300 dépassements de vitesse. Toujours selon la même source, la majorité des chauffeurs concernés se verraient adresser des avertissements taxés avec des amendes qui varient entre 49 et 145 euros.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous chiffrer les recettes totales brutes engendrées par ces avertissements taxés?

- Combien de véhicules sont concernés par cette première vague d'avertissements taxés? Monsieur le Ministre peut-il fournir des chiffres détaillés concernant la nationalité des véhicules flashés?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'il faille «recalibrer» les radars en place respectivement revoir le taux de tolérance applicable en la matière?

- Quel est le coût de fonctionnement du nouveau système de contrôle et de sanction automatisés (CSA)?

Réponse (18.03.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans leur question parlementaire, les honorables Députés voudraient avoir des informations concernant les radars fixes.

Tout d'abord, en ce qui concerne les recettes totales brutes à percevoir du fait des 2.300 dépassements de vitesse cités par les honorables Députés, celles-ci se situent prévisiblement dans une fourchette s'étendant de 2.300 x 49 euros à 2.300 x 145 euros, donc entre 112.700 et 333.500 euros.

Si 2.300 dépassements de vitesse ont été enregistrés, le nombre de véhicules concernés se chiffre à maximum 2.300. La nationalité des véhicules flashés ne m'est pas connue, alors que la Police grand-ducale exploite le Centre de traitement. Cette question est donc à poser à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure.

Ensuite, je dois exprimer tout mon étonnement quant à la demande de recalibrage des radars pour permettre une plus large tolérance par rapport à la vitesse maximale autorisée. Les honorables Députés semblent ignorer que les vitesses maximales autorisées sont fixées par voie de règlement et sont donc à respecter et à appliquer impérativement, et ceci aussi bien par les usagers de la route que par les forces de l'ordre. Cette disposition est d'ailleurs restée inchangée par rapport aux contrôles de vitesse des forces de l'ordre à l'aide de pistolets radars. Il en découle qu'aucune marge d'appréciation n'est possible.

Force est de souligner que les marges de tolérance définies par le règlement grand-ducal modifié du 2 août 2002 sont des tolérances strictement «techniques», en ce sens qu'elles se

rapportent exclusivement à l'exactitude et à la fiabilité de l'appareil de mesure. À noter dans ce contexte que les radars utilisés au Luxembourg sont des appareils de la dernière génération et permettent de ce fait un mesurage précis de la vitesse, de sorte que les tolérances «techniques» appliquées sont justifiées.

Il reste à signaler aux honorables Députés que les vitesses affichées sur les signaux sont des vitesses maximales et non des vitesses obligatoires - une vitesse inférieure à la vitesse maximale autorisée étant permise à tout moment.

Finalement, en ce qui concerne le coût de fonctionnement du système CSA, je me permets de renvoyer les honorables Députés à la fiche financière, déposée ensemble avec le projet de loi n°6714 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés en date du 4 septembre 2014 à la Chambre des Députés, dont ils ont certainement pris connaissance.

Question 1919 (18.03.2016) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**état des centrales nucléaires françaises:**

Selon le «Journal de l'énergie», une note interne d'EDF indiquerait que les générateurs diesel en place pour fournir une source d'énergie alternative dans une centrale nucléaire seraient dans un état dégradé. Ces installations seraient pourtant capitales, si on voulait éviter des catastrophes comme l'accident nucléaire de Fukushima où justement ces générateurs ont été noyés par le tsunami.

Pour l'année 2014, EDF note qu'aucun des générateurs ne se trouverait dans un état correct et 13,2% seraient dans un état jugé par EDF elle-même comme inacceptable. Le restant serait classé dans les catégories «à surveiller» ou «dégradés».

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes, à Madame le Ministre de l'Environnement et à Madame le Ministre de la Santé:

1. Le Gouvernement peut-il confirmer avoir été informé par le Gouvernement français de ces problèmes?

2. Dans quel état se trouvent les générateurs diesel installés dans la centrale nucléaire de Cattenom? À quelle échéance ces problèmes seront-ils résolus?

3. Le Gouvernement entend-il une nouvelle fois intervenir auprès du Gouvernement français pour obtenir la fermeture rapprochée de ces centrales nucléaires?

Réponse commune (20.04.2016) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Ad 1. Le Luxembourg entretient un dialogue régulier avec les autorités françaises dans le domaine de la sûreté nucléaire et de la radioprotection dans le cadre des sessions annuelles de la Commission mixte franco-luxembourgeoise de sécurité nucléaire. Lors de ces réunions sont également évoqués les principaux événements ou incidents survenus au sein de la centrale de Cattenom. Le Gouvernement y est également informé des modifications relatives à la prise en compte du retour d'expérience de l'accident de Fukushima.

À la suite de la publication de bilans internes de l'entreprise Électricité de France (EDF) portant sur la maintenance des générateurs de secours des réacteurs nucléaires, l'autorité française de sûreté nucléaire (ASN) nous a informé que depuis 2010, EDF met en œuvre une nouvelle méthodologie de maintenance préventive qui a pour objectif d'augmenter la fiabilité des matériels afin d'améliorer le niveau de sûreté et de disponibilité des réacteurs. Les bilans évaluent la performance de la maintenance préventive mise en œuvre par l'exploitant. Ils ne portent pas directement sur la disponibilité de ces matériels pour assurer la sûreté des réacteurs. En cas d'indisponibilité d'un matériel requis pour la sûreté, ces règles définissent un délai maximal de réparation. Si ce dernier ne peut être respecté, le réacteur doit être arrêté et l'événement faire l'objet d'une déclaration à l'ASN.

Ad 2. En 2014, la majorité des bilans des générateurs diesel sont soit classés par EDF en «état dégradé» (43,9%), ou en «état inacceptable» (13,2%). L'entreprise en déduit pourtant que «la fiabilité globale de ces systèmes est considérée à l'état „à surveiller". Ces bilans précisent aussi que la majorité des incidents de sûreté sur les générateurs diesel „a pour origine des causes de Facteur Humain"».

L'ASN mène régulièrement des inspections portant sur la maintenance des matériels importants pour la sûreté des réacteurs. Au vu de ces inspections, elle considère notamment qu'EDF doit progresser dans le traitement des écarts affectant ses matériels, ce que montrent également les bilans publiés. En ce qui concerne plus particulièrement l'état des générateurs, l'ASN a adressé en décembre 2015 plusieurs demandes à l'opérateur des centrales pour améliorer le programme de maintenance d'EDF. Les délais accordés par l'ASN pour faire améliorer les points identifiés varient entre six et douze mois.

Il reste à préciser que l'état des générateurs diesel de la centrale de Cattenom ne se distingue d'ailleurs pas des diesels du reste du parc nucléaire d'EDF en France.

Il y a lieu de noter que l'année 2016 est une année à fort enjeu pour le site de Cattenom dans la mesure où trois arrêts de réacteurs sont prévus, ainsi que la visite décennale du réacteur n°1 qui devra permettre d'effectuer d'importantes modifications de sûreté.

Ad 3. L'engagement du Luxembourg pour l'approche non nucléaire demeure entier, y compris dans les enceintes internationales et européennes. L'actuel Gouvernement a ainsi été le premier à stipuler dans son programme gouvernemental qu'il poursuivra les démarches auprès des autorités françaises dans le but de la fermeture de la centrale nucléaire de Cattenom. Depuis lors, cette position a été rappelée aux autorités françaises à plusieurs occasions et à différents niveaux. Suite aux dernières informations concernant la sûreté de la centrale nucléaire de Cattenom, le Gouvernement a pris la décision de s'adresser une nouvelle fois aux autorités françaises pour exposer ses craintes en la matière. À côté de ces démarches au niveau bilatéral, le Gouvernement a aussi entrepris des démarches communes avec les autorités de Rhénanie-Palatinat et de la Sarre en faveur d'une fermeture de Cattenom. Plus récemment, le Luxembourg a également pu associer le Gouvernement fédéral allemand à une démarche conjointe auprès des autorités françaises relative à la centrale de Cattenom.

Question 1921 (18.03.2016) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **services de soins lors d'une hospitalisation:**

Leit, déi doheem Hëllef vun der Fleegeversécherung kréien, hu ganz dacks e Problem, wa se an d'Spidol kommen. D'Spidolspersonal huet dacks net déi néideg Zäit a Méiglechkeet, fir deem eenzelne Patient déi Hëllef zoukommen ze loossen, déi en am Kader vun der Fleegeversécherung kritt, z. B. Hëllef beim Iessen.

Dofir wollt ech dës Froen un d'Madamm Gesondheetsminister an un den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

1. Stëmmt et, datt d'Fleegedéngschter, wéi z. B. HELP an Hëllef doheem, hire Patienten hir gewinnte Leeschtungen net duerfen an engem Spidol weider offréieren?

2. Wa jo, firwat kann d'Fleegeversécherung net derfir opkommen, wann esou Patiente wärend hirem Spidolsopenthalt weider op d'Hëllef vun engem Fleegedéngscht wéilten zréckgräifen, déi si jo accordéiert kruten?

3. Ass dem Ministère bekannt, datt Fleegefäll, déi an d'Spidol kommen, materiell aus Zäitgrënn net kënne betreit ginn, wéi se et doheem gewinnt sinn?

4. Wär et duerfir net sënnvoll, wann d'Personal vun de Fleegedéngschter sech och am Spidol ëm seng Clientë kéint wieder këmmeren an esou d'Spidolspersonal am Fall vu Patiente mat wéineg Autonomie kéint entlaaschten?

Réponse commune (15.04.2016) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Suivant la législation en vigueur, la prise en charge des patients hospitalisés est assurée uniquement par le personnel de l'hôpital.

D'un point de vue organisationnel, il serait d'ailleurs très difficile de coordonner les soins d'un patient dépendant entre d'un côté les infirmières de l'hôpital et d'un autre côté les soignants du réseau d'aides et de soins. Ceci ne signifie pourtant pas que le patient dépendant n'a pas droit aux soins à l'hôpital qu'il peut revendiquer à son domicile. Il revient en effet au personnel de l'hôpital de garantir les soins dont ce patient a besoin pendant son hospitalisation.

Il est à remarquer que la dotation en personnel des hôpitaux est calculée suivant une méthode de mesure de charge de travail (PRN) qui est très proche de la méthode utilisée dans l'assurance dépendance (CTMSP). De cette manière les moyens mis à disposition dans le budget de l'hôpital tiennent compte du besoin de la personne dépendante également, dont notamment l'aide à prendre les repas.

Il ne serait probablement pas possible de coordonner les soins d'un patient entre d'un côté les réseaux de soins et d'un autre côté le personnel propre de l'hôpital. La législation actuelle ne le permet d'ailleurs pas. Pour la CNS, il serait également impossible de déterminer quel prestataire a presté quels soins et qui aurait droit au remboursement des frais.

Question 1922 (18.03.2016) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **faits de violence survenus dans un foyer d'accueil pour demandeurs d'asile:**

Dans le journal diffusé hier matin sur les ondes de «RTL Radio», il a été question de certains demandeurs d'asile affichant un comportement violent à l'encontre d'autres demandeurs d'asile dans l'enceinte de Weilerbach, souvent en raison de leur genre, de leur nationalité ou encore de leur appartenance religieuse.

Interpellé à ce sujet hier dans le journal de midi, le Directeur de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration a assuré que les personnes se comportant de telle manière sont relogées dans une autre structure davantage surveillée et devront quitter le pays ultérieurement.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des évènements évoqués ci-dessus?

2. Combien de personnes ont déjà dû être relogées dans une autre structure suite à un comportement violent? Ces personnes devront-elles effectivement quitter le territoire?

3. Quels sont les pays concernés par le renvoi de personnes violentes?

4. Qu'en est-il des personnes violentes originaires d'un pays avec lequel le Luxembourg ne dispose pas d'un accord de réadmission?

5. Dans quelle structure les demandeurs d'asile concernés sont-ils relogés et pour combien de temps?

6. Qu'en est-il des demandeurs d'asile qui se sont vu refuser le statut de réfugié en raison d'un comportement violent et des demandeurs d'asile qui ne souhaitent pas de protection internationale au Luxembourg?

7. Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'il y aurait lieu de renforcer respectivement compléter la législation dans le cadre de la procédure accélérée?

Réponse (18.04.2016) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile:*

Remarque préliminaire:

Il convient d'apporter certaines précisions à l'énoncé de la question posée par les honorables Députés Gilles Roth et Laurent Mosar.

En effet, les explications données par Monsieur Yves Piron, Directeur de l'OLAI, ont été coupées au montage de l'émission diffusée par «RTL Radio», créant l'impression que le Directeur de l'OLAI dispose d'un pouvoir décisionnel en matière de demandes de protection internationale alors que la compétence pour statuer sur ces demandes appartient au ministre ayant l'asile dans ses attributions, voire, le cas échéant, aux juridictions administratives.

Ad 1. La Direction de l'immigration du Ministère des Affaires étrangères et européennes n'était pas au courant des évènements relatés dans le reportage à la radio. Il convient de préciser que la compétence en matière de logement et d'accueil des DPI appartient à l'OLAI. De même, la poursuite d'actes violents appartient aux autorités policières et judiciaires compétentes et se fait selon la législation en vigueur en matière pénale, ceci pour toutes les personnes présentes au Luxembourg, indépendamment de leur statut administratif.

La communication d'informations à la Direction de l'immigration sur le comportement individuel des DPI ne s'avère en règle générale pas nécessaire tant qu'il n'affecte pas le traitement de la demande de protection internationale.

La procédure de traitement des demandes de protection internationale se déroule selon les principes et garanties prévus par la législation en matière de protection internationale et le respect de ces principes est soumis à un contrôle judiciaire. Dans le cadre de ces principes et garanties fondamentaux, le fait qu'un DPI aurait commis un acte violent ne saurait d'ailleurs pas justifier le rejet automatique de sa demande de protection internationale et ne saurait pas constituer à lui seul un motif de refus d'une demande.

La loi du 18 décembre 2015 précitée prévoit toutefois qu'en cas de danger à l'ordre public, un DPI peut être placé en rétention, ceci dans les limites prévues par la loi et après exclusion de mesures moins coercitives et que sa demande peut être traitée dans le cadre d'une procédure accélérée (voir réponse à la dernière question). Il va toutefois de soi que l'appréciation du danger pour l'ordre public devra être étayée par des faits réels à constater par les autorités policières et judiciaires compétentes.

Il convient de préciser dans ce contexte que l'exclusion du statut de réfugié ou du statut de protection subsidiaire n'est possible que dans certains cas de figure bien précis qui sont repris aux articles 45, 46 et 50 de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire.

Ces cas de figure concernent des faits d'une gravité exceptionnelle, dont la perpétration d'un crime contre la paix, d'un crime de guerre ou d'un crime contre l'humanité ou bien d'un crime grave de droit commun en dehors du Luxembourg avant d'être admis comme réfugié.

Ad 2. Il convient de souligner encore une fois que le relogement de personnes n'est pas une mesure prise régulièrement et n'est pas non plus utilisée comme punition. Il peut en effet y avoir des situations conflictuelles entre des résidents de structures d'hébergement de l'OLAI, mais ces conflits sont généralement réglés avec l'aide de médiation et de discussions avec les assistants sociaux compétents et le personnel d'encadrement.

La décision de reloger une personne ou une famille a été prise dans des cas exceptionnels, mais ceci reste une solution de dernier recours et ne doit en aucun cas être considérée comme une mesure récurrente. Il est donc difficile de citer un chiffre, sachant que le relogement pour cause de conflit reste l'exception et que les relogements pour des raisons logistiques (scolarisation des enfants, attribution de logements durables après le primo-accueil) se font de manière régulière.

Tout acte de violence est répréhensible et n'est pas toléré à l'intérieur des structures d'hébergement. Tout résident qui se comporte de manière violente ou ne respecte pas le règlement intérieur des structures d'hébergement est convoqué à l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration, qui peut alors évaluer les faits et décider si une sanction sera appliquée. En cas de violence avérée, la police est appelée et se saisit des faits.

En ce qui concerne le retour des personnes affichant un comportement violent, il y a lieu de rappeler que si un acte de violence a pu être constaté, les personnes ne sont pas automatiquement déboutées de leur demande de protection internationale. Elle ne pourra être refusée que si les critères prévus par la loi pour bénéficier d'une protection internationale ne sont pas remplis. Après le rejet définitif de la demande, la procédure de retour est entamée, selon la législation en vigueur. Les personnes concernées devront quitter le pays, selon les procédures en vigueur en la matière et applicables à tous les demandeurs de protection internationale déboutés et autres personnes en séjour irrégulier.

Ad 3. Tel qu'indiqué plus haut, les procédures générales en matière de retour, telles que prévues par la législation en vigueur, sont applicables à tous les demandeurs de protection internationale déboutés et autres personnes en séjour irrégulier.

Ad 4. Voir la réponse à la question précédente.

Ad 5. En cas de relogement d'une personne expulsée d'une structure d'hébergement à cause d'un comportement violent récurrent ou non respectueux des règles, il appartient au service social et au service logement de l'OLAI de trouver une solution adaptée, dans la mesure des places disponibles dans les structures et selon une évaluation concertée des faits.

Un relogement peut être provisoire et de très courte durée, en attendant de trouver une solution durable et plus adaptée. La protection des personnes et l'accueil dans le respect et la dignité priment.

Ad 6. Une demande de protection internationale ne peut pas être refusée au seul motif du comportement violent d'un demandeur. Elle ne pourra être refusée que si les critères prévus par la loi pour bénéficier d'une protection internationale ne sont pas remplis. Après le rejet définitif de la demande, la procédure de retour est entamée, selon la législation en vigueur. Les personnes concernées devront quitter le pays, selon les procédures en vigueur en la matière et applicables à tous les demandeurs de protection internationale déboutés et autres personnes en séjour irrégulier.

Les personnes ne souhaitant pas faire de demande de protection internationale au Luxembourg n'ont pas le droit aux prestations sociales et ne sont pas logées dans les structures d'hébergement pour DPI. Si ces personnes ne peuvent pas prouver de séjour régulier, elles sont en séjour irrégulier et les dispositions pertinentes en cette matière sont applicables.

Ad 7. Le recours à une procédure accélérée en matière de protection internationale est possible dans quelques cas de figure précisés à l'article 27 de la loi du 18 décembre 2015, dont le cas de figure suivant: «il existe de sérieuses raisons de considérer que le demandeur représente un danger pour la sécurité nationale ou l'ordre public, ou le demandeur a fait l'objet d'une décision d'éloignement forcé pour des motifs graves de sécurité nationale ou d'ordre public au regard de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration». L'appréciation du danger pour l'ordre public devra être étayée par des faits réels, sur rapport des autorités policières et judiciaires compétentes.

La disposition existante est jugée suffisante en vue des fins recherchées, alors qu'elle offre la possibilité de traiter une demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée sans pour autant compromettre les droits fondamentaux des demandeurs.

Question 1923 (18.03.2016) de **MM. Claude Lamberty** et **Alexander Krieps** *(DP)* concernant les **nouveaux centres pour personnes toxicomanes:**

À ce jour il n'existe qu'une seule structure comprenant des salles de consommation supervisée de drogues au Luxembourg, à savoir le centre «Abrigado» à Luxembourg-ville.

En 2015, le Gouvernement a marqué son accord avec le projet de convention pour la construction et l'aménagement d'un centre pour personnes toxicomanes à Esch-sur-Alzette.

Partant, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre peut-elle nous renseigner dans quels délais le centre pour personnes toxicomanes à Esch-sur-Alzette ouvrira ses portes?

- Madame la Ministre peut-elle nous informer sur l'état des discussions en vue de la mise en place d'une salle de consommation supervisée supplémentaire dans le nord du pays?

Réponse (19.04.2016) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Le programme gouvernemental (2013-2018) prévoit qu'en matière de drogues illicites, le Gouvernement finalisera le projet «salle de consommation» à Esch-sur-Alzette et mettra en place des structures adaptées dans les autres régions.

En ce qui concerne le projet de création d'une salle de consommation supervisée de drogues sur le territoire de la ville d'Esch-sur-Alzette, une convention de construction relative à la construction et à l'aménagement d'un centre pour personnes toxicomanes à Esch-sur-Alzette, appelé «Contact Esch», incluant un service d'accueil de jour et une salle de consommation supervisée de drogues, a été signée entre l'État et la Ville d'Esch en date du 15 juillet 2015. La Ville d'Esch s'y est engagée à faire en sorte que le fonctionnement du centre «Contact Esch» puisse débuter au plus tard trois ans après la signature de ladite convention.

Pour ce qui est de la mise en place de «structures adaptées dans les autres régions», telle que prévue par le programme gouvernemental, j'informe les honorables Parlementaires que dans ce contexte une structure d'accueil bas-seuil «Contact Nord», dont la gestion a été confiée à la Fondation Jugend- an Drogenhëlef, a ouvert ses portes à Ettelbruck en 2014, complétant ainsi l'offre régionale en fonction des besoins y constatés.

Question 1924 (18.03.2016) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **passages pour piétons:**

Les passages pour piétons constituent dans certains cas des lieux sur lesquels se produisent des accidents mortels ou avec des blessés graves. Dû à un manque de visibilité et luminosité, certains experts se demandent si la sécurité des piétons est vraiment garantie sur ces passages. Il est vrai que les automobilistes réalisent souvent trop tard la présence de piétons à ces endroits.

À ce sujet j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce que Monsieur le Ministre dispose de statistiques détaillées concernant les accidents survenus sur les passages pour piétons?

- Est-ce que le nombre élevé de nouveaux passages pour piétons sur nos rues et routes n'hypothèque pas finalement la sécurité des piétons?

- Dans l'affirmative, quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il, le cas échéant, prendre afin de renforcer la sécurité sur les passages pour piétons?

Réponse (15.04.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur le nombre d'accidents survenus sur les passages pour piétons ainsi que sur d'éventuelles mesures en vue de renforcer la sécurité sur les passages pour piétons.

En effet, c'est le Statec qui est seul habilité à recueillir les informations détaillées d'un accident routier sur base des procès-verbaux fournis par la Police grand-ducale aux fins de constituer une base de données à caractère anonyme. Chaque année, le bilan des accidents de la route est issu de cette base de données. Le bilan en question reprend les chiffres-clés, les faits marquants et une analyse globale des accidents.

En 2012 et en 2013, des recherches approfondies ont montré que la moitié des accidents avec des piétons tués ou blessés ont eu lieu sur un passage pour piétons.

C'est la raison pour laquelle il a été décidé de charger la Commission de Circulation de l'État d'élaborer en concertation avec tous les acteurs en matière de sécurité routière des lignes directrices facilitant l'aménagement réfléchi et sécurisé d'un passage pour piétons.

Ces lignes directrices ont été publiées le 22 avril 2014 sous forme de guide et avisent, comme le préconise Monsieur le Député, d'éviter un surnombre de passages pour piétons tout en sachant cependant qu'il y a lieu de ne pas confondre priorité et sécurité et d'éviter ainsi de donner aux piétons une impression de sécurité trompeuse.

Question 1926 (18.03.2016) de **MM. André Bauler** et **Edy Mertens** *(DP)* concernant la **promotion des produits du terroir dans les hôpitaux:**

Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs a annoncé que ses services continueront à améliorer la promotion des produits agricoles dans les lieux de restauration collectifs qui fonctionnent sous tutelle étatique et/ou communale. Il a également précisé que des réformes seraient actuellement en discussion auprès de la Commission européenne, qui mèneraient vers une amélioration de la promotion des produits agricoles dans notre pays.

Dans ce contexte, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre peut-elle fournir des précisions concernant la politique d'achat par les établissements hospitaliers en ce qui concerne les produits du terroir issus de notre agriculture domestique et en particulier de l'agriculture biologique?

- Quels sont les différents produits régionaux achetés régulièrement par les entreprises de restauration de nos hôpitaux afin d'être transformés dans leurs cuisines de production?

- Madame la Ministre sait-elle si les établissements hospitaliers sont disposés à accroître la part des produits issus de nos terroirs dans leur production en vue de soutenir nos agriculteurs tout en pratiquant une politique d'achat inspirée des principes du développement soutenable?

- Le Ministère de la Santé se concerte-t-il régulièrement avec les instances responsables du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs pour améliorer la promotion des produits agricoles dans les lieux de restauration collectifs, notamment dans les hôpitaux et autres établissements fonctionnant sous sa surveillance?

Réponse (19.04.2016) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Dans tous les établissements hospitaliers, les repas servis aux patients durant leur séjour hospitalier sont ajustés aux besoins des patients en tenant compte de leur anamnèse ainsi que des exigences spécifiques liées à leur état de santé et ce sous la surveillance d'un(e) diététicien(ne) dans le cadre d'une prise en charge multidisciplinaire.

Le coût de revient d'une unité alimentaire est négocié individuellement par chaque hôpital dans le cadre du budget retenu avec la Caisse nationale de santé (CNS).

Dans la plupart des hôpitaux, le service restauration est sous-traité à des professionnels de la restauration. Dans le cadre de la sous-traitance du service de restauration, la société mandatée choisit elle-même ses producteurs et ses produits. Les professionnels de la restauration sont habilités à choisir les meilleurs produits d'un point de vue qualitatif ainsi que nutritionnel.

Par ailleurs, les enquêtes de satisfaction-patients ne font pas état d'une insatisfaction particulière des patients en ce qui concerne la qualité des repas servis en milieu hospitalier.

Aussi, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs soutient tant au plan financier que par une étroite collaboration entre l'Administration des services techniques de l'agriculture et la Chambre d'Agriculture cette dernière dans la mise en œuvre de la campagne «Sou schmaacht Lëtzebuerg».

La campagne «Sou schmaacht Lëtzebuerg» a non seulement comme but une sensibilisation des consommateurs face à une utilisation accrue des produits issus de l'agriculture luxembourgeoise, mais vise aussi une meilleure intégration des produits du terroir luxembourgeois dans la restauration collective.

La Fédération des Hôpitaux Luxembourgeois a été sensibilisée à la campagne «Sou schmaacht Lëtzebuerg» afin que les principaux prestataires de restauration des hôpitaux, qui sont déjà familiarisés avec les exigences en matière d'approvisionnement en produits luxembourgeois, définies au niveau de la charte «Sou schmaacht Lëtzebuerg» dans le cadre des contrats conclus avec les maisons relais, crèches et autres institutions, assurent également une mise en place des critères «Sou schmaacht Lëtzebuerg» au niveau des établissements hospitaliers.

Ainsi, par exemple, la politique suivie par le CHL par le biais de son sous-traitant Sodexo est de préférer les produits régionaux, d'être solidaire avec les communautés locales et de promouvoir les produits biologiques. Dans ce cadre, Sodexo a référencé dans son catalogue d'achats 431 articles biologiques toutes catégories de produits confondues. De même, ce catalogue est enrichi d'une gamme de plus de 512 produits en provenance du terroir luxembourgeois. Il est de la politique de Sodexo, amplement soutenue par le CHL, de promouvoir les produits locaux issus de circuits courts.

Sodexo se fait aussi guider dans le choix de ses produits par divers labels de qualité dont «Produits du terroir», «Made in Luxembourg», «Ecolabel».

63,05% du volume d'achat réalisé au CHL se font auprès de fournisseurs locaux pour 17,52% de produits locaux. Les produits locaux principaux sont:

- Pains, viennoiseries et pâtisseries (Panelux et Oberweis);

- Eaux et jus (Sources Rosport);

- Produits laitiers (Luxlait);

- Produits du terroir divers (Provençale).

En outre, 2,37% sont des produits biologiques locaux.

Dans le cadre des boissons, le CHL travaille directement ou indirectement avec les fournisseurs et producteurs luxembourgeois tels que Vinsmoselle, Caves Schumacher-Lethal, Munhowen.

La demande pour le label «Sou schmaacht Lëtzebuerg» sera introduite par Sodexo pour le site du CHL.

Le CHL va continuer au futur à promouvoir les produits du terroir et locaux afin de satisfaire la demande croissante de ses patients, de ses visiteurs et de son personnel. Il faut néanmoins savoir que la production luxembourgeoise ne peut satisfaire la demande nationale totale et des limites à nos efforts sont inévitables.

Un autre exemple de cet attachement au produit du terroir dans la restauration hospitalière est la politique menée par le CHEM qui accorde beaucoup d'importance à l'utilisation et à la distribution des produits du terroir. Actuellement, le CHEM achète ses produits de viande auprès d'un boucher luxembourgeois qui garantit que les produits proviennent d'agriculteurs luxembourgeois. De plus, le CHEM achète exclusivement ses produits laitiers (yaourts, etc.) auprès d'Eurolait by Luxlait qui garantit aussi la provenance de ces produits du terroir luxembourgeois. Par ailleurs, le CHEM est en discussion avec le «Escher Geméisgoart» afin de distribuer et de promouvoir les légumes et les fruits qui sont issus du terroir luxembourgeois.

Les Hôpitaux Robert Schuman (HRS) qui organisent leur restauration en milieu hospitalier par le biais de «Santé Services S.A.» mettent également en œuvre une politique d'achats alimentaires qui peut être qualifiée de durable et responsable. Ainsi, Santé Services S.A. a recours à des achats et transformation de produits issus de l'agriculture luxembourgeoise et biologique qui proviennent de fournisseurs locaux favorisant ainsi une filière d'approvisionnement courte. Santé Services S.A. travaille principalement avec deux grossistes locaux qui fournissent notamment HRS en produits Luxait et viande luxembourgeoise. Dans la Grande Région, PassionFroid est également apte à fournir des produits luxembourgeois au HRS et Panelux est leur fournisseur en produits de boulangerie. En comparaison, dans les produits luxembourgeois (lait, beurre, pommes de terre), sur la viande de bœuf ou les produits maisons de viande, le pourcentage d'achat de Santé Services S.A. est de l'ordre de 25% sur le volume total des approvisionnements.

Actuellement, approximativement 2% des achats de Santé Services S.A. sont «bio».

Question 1927 (18.03.2016) de **M. Georges Engel** *(LSAP)* concernant le **droit du travail pour les parents d'enfants issus d'une gestation pour autrui:**

Même si, actuellement, la gestation pour autrui (GPA) n'est pas réglementée au Luxembourg, des enfants issus d'une GPA pratiquée à l'étranger arrivent ou vivent au Luxembourg. Récemment, un reportage télévisé avait fait état des nombreuses difficultés que peuvent rencontrer les parents de tels enfants pour faire valoir leurs droits et les droits de leurs enfants.

Pour ce qui est par exemple du congé parental, le Code du Travail prévoit qu'il doit être pris consécutivement au congé de maternité ou au congé d'accueil, ou, au cas où un tel congé n'est pas dû, à partir du premier jour de la neuvième semaine qui suit l'accouchement ou, en cas d'adoption, à partir de la date du jugement d'adoption. Les parents d'un enfant issu d'une GPA doivent donc attendre neuf semaines avant de pouvoir prendre un congé parental. Pendant ces neuf semaines, ils n'ont droit à aucun congé spécial leur permettant de s'occuper de leur enfant.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Le Gouvernement est-il prêt à adapter la législation dans le domaine du droit du travail pour tenir compte de ces situations et garantir aux parents d'enfants issus d'une GPA les mêmes droits qu'aux autres familles?

Réponse commune (19.04.2016) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Comme le souligne à juste titre l'honorable Député la gestation pour autrui (GPA) n'est actuellement pas réglementée au Luxembourg et n'est donc pas prévue comme situation donnant immédiatement droit à un congé pour permettre de s'occuper de l'enfant en question.

Pour ce qui est du congé parental, les dispositions actuelles prévoient effectivement qu'au cas où aucun congé de maternité ou d'accueil n'est dû ou pris, le congé parental doit être pris «à partir du premier jour de la neuvième semaine qui suit l'accouchement ou,

en cas d'adoption, à partir de la date du jugement d'adoption». Soulignons que ce décalage de huit semaines ne concerne pas uniquement les parents d'enfants issus d'une gestation pour autrui, mais chaque parent qui ne peut prétendre à un congé de maternité ou à une prestation étrangère similaire.

Ces dispositions relèvent encore de l'époque pendant laquelle les congés de maternité et parental avaient comme pendants l'allocation de maternité et l'allocation d'éducation: ainsi, l'allocation d'éducation ne pouvait prendre cours qu'à partir de la fin du congé de maternité, respectivement après la fin de la période de paiement de l'allocation de maternité postnatale qui s'étendait sur huit semaines. Le congé parental se greffait sur ces délais qui assurent toujours une certaine prévisibilité en termes de planification et d'organisation pour les employeurs, contrairement à la prise en compte de la seule date présumée d'accouchement.

À l'heure actuelle, et dans l'attente de l'avis du Conseil d'État et des chambres professionnelles sur la réforme projetée du congé parental, Madame le Ministre de la Famille et de l'Intégration fait examiner l'opportunité et les conséquences d'une éventuelle adaptation de cette disposition.

Question 1928 (18.03.2016) de **Mmes Josée Lorsché** et **Viviane Loschetter** *(déi gréng)* concernant le **taux de TVA sur les produits d'hygiène féminine:**

Au Luxembourg le taux de TVA «très réduit» de 3%, qui est le taux usuellement appliqué sur les produits de première nécessité, ne s'applique actuellement pas aux produits d'hygiène féminine. Ces produits sont actuellement taxés au «taux normal» de 17% qui est applicable à tous les produits supposés «non essentiels».

Depuis quelques années, différents acteurs de la société civile, notamment au Luxembourg, se sont engagés pour que ces produits soient taxés à un taux de TVA moins élevé.

Dans ce contexte, la Commission européenne a récemment annoncé que dans un proche avenir, les pays membres de l'Union européenne pourront réduire le taux de TVA sur ces produits jusqu'à 0%.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Est-ce que la Commission européenne peut compter sur le soutien du Gouvernement luxembourgeois quant à ce sujet?

2. Dans le cas où les institutions européennes donnent effectivement aux États membres la possibilité de réduire le taux de TVA sur les produits d'hygiène féminine, le Gouvernement effectuera-t-il ladite réduction?

Réponse (19.04.2016) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

En date du 7 avril 2016, la Commission européenne a présenté un plan d'action sur la TVA dans lequel elle émet l'idée d'une réforme accordant davantage de liberté aux États membres leur permettant de prendre plus rapidement les décisions qu'ils souhaitent en matière de politique fiscale, notamment en matière d'application de différents taux de TVA.

Le Gouvernement luxembourgeois est favorable à une telle réforme.

Dans le cas où les institutions européennes donnent effectivement aux États membres la possibilité d'introduire un taux de 0% de TVA sur les produits d'hygiène féminine, le Gouvernement luxembourgeois examinera cette possibilité.

Question 1929 (18.03.2016) de **M. Frank Arndt** *(LSAP)* concernant les **accords volontaires de gestion de la production et de l'offre de lait au niveau des organisations de producteurs et coopératives:**

Depuis la fin des quotas laitiers en 2015, il y a eu une hausse significative de la production dans un certain nombre de pays de l'UE, ce qui a fait baisser le prix du lait. Cette évolution s'inscrit dans un contexte de crise plus général de l'agriculture européenne qui subit les conséquences de l'embargo russe, d'une faible conjoncture et d'une baisse de la demande de pays tels que la Chine.

Le Conseil «Agriculture et Pêche» de l'UE a décidé lors de sa réunion du 14 mars 2016, ensemble avec la Commission européenne, de prendre des mesures supplémentaires pour soutenir le secteur. Il est notamment question de permettre des accords volontaires de gestion de la production et de l'offre de lait au niveau des organisations de producteurs et coopératives.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'impact de ces nouvelles mesures sur le secteur agricole au Luxembourg?

- Quelle est l'appréciation de Monsieur le Ministre du fait que certains producteurs de lait au Luxembourg augmentent leur capacité de production afin d'améliorer leur rentabilité, malgré la surproduction qui pèse sur les prix?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il serait opportun de relancer les réunions du type «Mëllechdësch» avec les acteurs concernés afin de mieux gérer une situation extrêmement difficile pour le secteur du lait?

Réponse (20.04.2016) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

Le débat sur la situation difficile sur les marchés des produits agricoles, notamment du lait et de la viande porcine, a été une des priorités de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE lors du deuxième semestre 2015. Au cours d'une réunion extraordinaire du Conseil le 7 septembre 2015, un paquet de solidarité a été ficelé au niveau de l'Union européenne qui prévoit des aides UE s'élevant à 500 millions d'euros et vise à soutenir les agriculteurs. Dans ce paquet, une aide communautaire ciblée financée par des marges du budget AGRI de l'UE a été mise en place pour que les États membres puissent soutenir le secteur agricole. Le Luxembourg a obtenu une aide s'élevant à 669.120 €. Grâce à des moyens financiers nationaux, cette aide a pu être doublée. Ainsi, 1.338.240 € ont pu être versés aux producteurs de lait et de viande.

En outre, les mesures d'intervention publique pour le beurre et le lait écrémé en poudre ont été prolongées au-delà de la fin de la période d'intervention. Des mesures d'aide au stockage privé pour le lait écrémé en poudre, le beurre et les fromages ainsi que pour la viande porcine ont été mises en place. Actuellement, les mesures de stockage privé pour le beurre et le lait en poudre sont toujours en vigueur. Compte tenu de l'augmentation des quantités à destination de l'intervention publique, la Commission européenne a décidé, lors du dernier Conseil «Agriculture» le 15 mars 2016, de doubler les plafonds d'intervention pour le lait écrémé en poudre et le beurre qui sont actuellement de 109.000 t et de 50.000 t. À noter que même si les opérateurs luxembourgeois ne participent pas à ces mesures, celles-ci ont indirectement un effet sur le marché laitier luxembourgeois compte tenu des quantités importantes de produits laitiers qui sont retirés du marché et qui devraient soulager la pression sur les prix. En outre, au Luxembourg le lait fait partie des marchandises commercialisées au-delà des frontières du pays.

À la requête de nombreux États membres, la Commission européenne a décidé de permettre via les articles 222 et 219 du règlement (UE) n°1308/2013 aux organisations de producteurs, organisations interprofessionnelles et coopératives laitières de conclure des accords volontaires visant à planifier la production pour une période temporaire de six mois et ayant comme but de réduire temporairement la production laitière dans sa saison haute. Toutefois, la Commission n'a pas débloqué de fonds pour cette mesure. Les règlements de la Commission seront en vigueur mi-avril.

La Commission a par ailleurs pris la décision de permettre aux États membres d'attribuer une aide d'État aux exploitations qui en contrepartie procéderont à un gel ou à une réduction de la production. Cette aide d'État est cependant temporaire et doit être validée (notifiée) au préalable par la Commission. Des aides communautaires directes aux producteurs ne sont pas prévues.

À ce stade, une évaluation des effets des mesures prises n'a pas encore pu être réalisée par la Commission européenne. Cependant, un bilan est prévu au Conseil des ministres en juin.

En ce qui concerne l'augmentation de la production de lait au Luxembourg, j'aimerais mettre les choses dans leur contexte. Les producteurs luxembourgeois ont fait partie des producteurs ressortissant des six États membres qui ont été limités dans leur production jusqu'à la fin du régime des quotas laitiers. Contrairement aux autres 22 États membres où le volume global de lait à produire selon les quotas n'était pas atteint et où le régime des quotas ne produisait plus d'effet au niveau des exploitations individuelles, les producteurs laitiers luxembourgeois qui voulaient étendre leur production ne pouvaient pas le faire, à moins qu'ils n'acceptaient de payer un prélèvement pour la production dépassant leur quota.

Dans l'Union européenne, la collecte laitière a augmenté de 2,5% entre 2014 et 2015. Ce sont surtout les pays dont la production était restreinte par les quotas laitiers (IE, NL, LU, DE) qui ont fortement augmenté la production. Cependant, la collecte a aussi augmenté en BE, UK, DK UK, HU, SK, SI, FI, ES, IT, CZ, AT. Le climat doux fin de l'année 2015 était propice à une période de pâture plus longue que d'habitude et a augmenté la production laitière de 5% au cours du dernier trimestre de l'année 2015 en comparaison avec le dernier trimestre 2014. La production laitière continue à augmenter dans l'UE depuis le début de l'année 2016.

En préparation de la fin des quotas laitiers, bon nombre d'exploitants ont fait d'importants investissements à long terme afin de pouvoir agrandir leur production le moment venu. En 2015, la production laitière au Luxembourg a augmenté de 9% par rapport à l'année précédente. Entre 2013 et 2014 elle avait déjà augmenté de 7%, même avec la contrainte des quotas laitiers. Les prix payés aux producteurs favorables au cours des années 2013 et 2014 ont encouragé les producteurs à produire plus de lait et à investir dans l'après-quota. Depuis que le prix du lait cru est en baisse, les producteurs laitiers se trouvent en porte-à-faux. Dans la situation actuelle, les producteurs laitiers ont le choix entre: soit réduire leur production et par conséquent obtenir un revenu moins important, alors que les coûts connexes et l'amortissement des investissements subsistent, soit produire plus à un prix inférieur afin de couvrir au moins les coûts.

À présent, la demande des produits laitiers n'arrive pas à absorber le surplus. La Commission met tout en œuvre afin de trouver de nouveaux débouchés sur le plan international. Il relève également aux producteurs et aux coopératives de prendre des responsabilités en ce qui concerne la planification de leur production.

En réponse à la dernière question, il y a lieu de noter que j'ai rencontré les organisations professionnelles et les associations de producteurs laitiers lors de deux réunions en dates des 12 et 14 avril. À la suite de ces réunions, mes services sont en train d'analyser les contributions des différents acteurs et d'en tirer des conclusions.

Question 1932 (21.03.2016) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant la **présence du Ministre des Sports lors d'assemblées générales de fédérations sportives:**

Selon un reportage diffusé dans le journal de «RTL Radio» de ce midi, le nouveau Président de la Fédération du Sport Cycliste Luxembourgeois (FSCL) aurait annoncé vendredi passé qu'à l'avenir, le Ministère des Sports ne sera plus représenté lors des assemblées générales des fédérations sportives luxembourgeoises.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer les allégations faites par la presse?

2. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il expliquer les raisons de cette décision?

3. Le cas échéant, pour quelles raisons Monsieur le Ministre ne juge-t-il plus nécessaire la représentation de son ministère, notamment pour prêter l'oreille aux fédérations sportives de notre pays?

Réponse (29.03.2016) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

La réponse à la première question est non.

Partant, les questions n^{os} 2 et 3 sont sans objet.

Question 1991 (06.04.2016) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **congé parental:**

En décembre 2015, Madame la Ministre de la Famille a déposé le projet de loi n°6935 relatif au congé parental. Deux jours plus tard, la Ministre fait savoir sur les antennes de «RTL radio» que «Et ass net, well een en (le congé parental) am ale System ufreet, dass een dann automatesch am ale System bleift, wann deen neien (congé parental) en vigueur ass, gëtt deen direkt applizéiert.»

Ainsi les nouvelles dispositions du congé parental seront appliquées un mois après l'entrée en vigueur de la loi, même si la demande du congé parental a été déposée avant le vote de la loi.

Or, dans l'article 8 du projet de loi est mentionné que «Les normes régissant le congé parental avant l'entrée en vigueur de la présente loi sont applicables aux demandes de congé parental introduites à la Caisse avant l'entrée en vigueur des présentes dispositions.» Dans le commentaire de l'article 8 est ainsi précisé que «En raison des délais à respecter pour l'introduction d'une demande de congé parental auprès de l'employeur (deux mois avant le début du congé de maternité pour le 1er congé parental, quatre mois avant le début du 2e congé parental), les auteurs du projet de loi ont arrêté comme point de départ pour l'application des dispositions nouvelles, les demandes qui sont introduites à la Caisse après l'entrée en vigueur de la loi. Concrètement, si une demande pour le congé parental est introduite avant le vote de la loi pour un congé parental, mais dont le début du congé parental se situe plus tard, les anciennes dispositions continuent à s'appliquer.»

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Madame la Ministre, pour quelles raisons les dispositions de l'article 8 dans le projet de loi diffèrent-elles des affirmations faites en décembre dernier?

- La Ministre ne juge-t-elle pas ses affirmations comme contradictoires face aux dispositions dans le projet de loi?

- Madame la Ministre peut-elle me réexpliquer ses affirmations de décembre dernier?

- Un certain nombre de parents ont organisé leur plan familial notamment sur base des affirmations faites par la Ministre.

Madame la Ministre n'estime-t-elle pas avoir trompé les parents?

- Madame la Ministre envisage-t-elle encore de modifier les dispositions de l'article 8 pour tenir compte de ses affirmations faites en décembre dernier?

Réponse (08.04.2016) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Le projet de loi n°6935 relatif au congé parental prévoit à son article 8 que:

«1° Les articles 1 à 6 de la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales sont abrogés.

2° Les normes régissant le congé parental avant l'entrée en vigueur de la présente loi sont applicables aux demandes de congé parental introduites à la Caisse avant l'entrée en vigueur des présentes dispositions.

3° Ne pourront prétendre aux dispositions de la présente loi, les parents ayant bénéficié pour le même enfant d'un congé parental régi par les dispositions législatives avant l'entrée en vigueur de la présente loi. Ne pourront également pas prétendre aux dispositions de la présente loi, les parents ayant bénéficié pour le même enfant de l'allocation d'éducation abrogée depuis le 1er juin 2015 par l'article 2, alinéa 9 de la loi du 19 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015) ou d'une prestation non luxembourgeoise de même nature.»

Le texte tel qu'il a été proposé et soumis par le Gouvernement est donc explicite. Ainsi, les normes régissant le congé parental avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sont applicables aux demandes de congé parental introduites avant l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions.

S'agissant d'un projet de loi, la teneur du texte est sujette et à l'avis du Conseil d'État et aux discussions au sein de la commission parlementaire compétente. Par conséquent, des modifications du texte sont possibles.

Par ailleurs, aucune date d'entrée en vigueur n'a été précisée, celle-ci étant tributaire de l'avis du Conseil d'État et des travaux parlementaires.

Les affirmations que j'ai faites en décembre 2015 l'ont été dans le cadre d'une interview téléphonique; une imprécision de communication est à l'origine de cette malencontreuse confusion.